

LE BAN
JELLAČIĆ
ET LES ÉVÉNEMENTS EN
CROATIE
DEPUIS L'AN 1848

PAR

le lieutenant-feldmaréchal
JOSEPH baron NEUSTAEDTER

TOME I

INSTITUT FRANÇAIS DE ZAGREB

—
1939



Bibliothèque Saint Libère

<http://www.liberius.net>

© Bibliothèque Saint Libère 2007.

Toute reproduction à but non lucratif est autorisée.



LE GÉNÉRAL NEUSTAEDTER

(LITHOGRAPHIE DE FISCHER)

DÉDICACE.

Après 40 ans de service militaire j'ai échangé l'épée contre la plume pour tracer l'histoire du ban Jellačić et de la glorieuse levée de boucliers des Croates en 1848, qui, de concert avec les brillantes victoires du maréchal comte Radetzky en Italie, avaient sauvé la monarchie autrichienne.

C'est connu que 35 beaux bataillons frontières composèrent au commencement de la guerre d'Italie la moitié de l'armée du maréchal Radetzky ; que 50.000 hommes de la frontière militaire avaient suivi le ban Jellačić en Hongrie, et que ces 90.000 guerriers yougoslaves, combattant alternativement sous leur ban, les maréchaux Radetzky et prince Windischgrätz, enfin sous le général d'artillerie baron Haynau, avaient puissamment contribué à cette masse de lauriers que l'armée impériale a su ramasser sur tant de champs de bataille, et que leur en revenait de droit une bonne part. Pour cette raison je ne puis raconter des exploits du ban Jellačić et de ses Croates, sans faire mention de hauts faits d'armes de l'armée impériale en Italie et en Hongrie, et, de cette manière, la mémoire immortelle de Radetzky, Jellačić, Windischgrätz et Haynau, la bravoure, le dévouement, l'héroïsme et la fidélité de leurs armées passeront ensemble à la postérité.

C'est à toi, hospitalière Croatie, ma chère seconde patrie, que j'ai dédié ces pages intéressantes d'une histoire impérissable de l'époque la plus glorieuse dans la vie de ton pays et de ton ban immortel. Noble Croatie ! j'avais partagé tes peines et tes efforts aux jours de danger ; et tu m'avais reçu en vieux ami au déclin de ma vie agitée ; tu m'avais donné une tendre et fidèle épouse, des amis éprouvés et une paisible retraite au fond d'une vallée pittoresque.

Si ma plume a été trop faible pour la grandeur du sujet, que je me suis proposé à traiter, ma bonne volonté au moins n'aura rien à se reprocher.

PRÉFACE.

Les grandes circonstances seules sont capables à dévoiler la royauté du génie, dernière ressource des trônes écroulants et des peuples en anarchie.

Les sinistres événements de 1848, qui menacèrent de renverser la vieille monarchie autrichienne et de bouleverser tout ordre social en Europe, contribuèrent puissamment à la gloire immortelle du maréchal Radetzky, qui fut en 1813 le célèbre chef d'état-major du prince maréchal Schwarzenberg dans cette guerre à mort de tout le continent et de la Grande-Bretagne contre Napoléon le Grand, ce redoutable conquérant qui naguère avait encore projeté son ombre du haut des pyramides jusqu'à Moscou.

La situation critique de la péninsule en 1831 avait forcé le gouvernement impérial d'y appeler le comte Radetzky, qui, sans la nécessité d'y avoir un général expérimenté et génial à la tête de l'armée, serait sans doute mort sans faste et sans gloire dans sa forteresse d'Olmütz, où il se trouvait pour ainsi dire relégué à cause de dettes considérables qu'il avait contractées.

Du même, sans la catastrophe de 1848 personne n'aurait vu apparaître l'aurore d'une nouvelle célébrité politique, celle de Jellačić, proclamé ban de Croatie par une espèce d'assemblée nationale le 25 mars 1848 à Zagrabie [Zagreb], presque en même temps que la cour impériale l'avait nommé à cette dignité. La résolution impériale, datée du 23 mars à Vienne, prouve qu'on y ignora ou voulut ignorer cette élection illégale pour en prévenir les conséquences et pour conserver à la royauté le droit à la nomination du ban de Croatie.

Joseph baron Jellačić de Bužim devint alors tout d'un coup, d'un simple colonel d'un régiment frontière, ban de Croatie, Dalmatie et Slavonie, général de brigade, conseiller intime et colonel propriétaire du I^{er} et II^e régiment frontière banal, — comme toutes ces charges sont adhérentes à la dignité d'un ban de Croatie — ; et presque aussitôt après lieutenant-feldmaréchal et général en chef en Croatie.

Que cette immense carrière politique et militaire, inouïe jusqu'alors en Autriche, ne fit point tourner la tête à Jellačić, prouva suffisamment qu'il l'avait solide et bien organisée. La cour impériale n'amassa peut-être qu'avec crainte tant de pouvoirs et dignité sur la tête d'un seul homme, qui n'avait pas encore fait ses preuves, surtout par le temps d'imprévu qui courut alors, — mais la nécessité politique l'exigea impérieusement ; car il fallait gagner à tout prix le jeune Jellačić et l'attacher à la cour impériale ; puisqu'il fut déjà alors l'idole des Croates et de tous les Yougoslaves, le regardant comme le Messie, qui devait leur reconquérir la terre promise.

Du temps de Ferdinand II et de Marie-Thérèse les bans de Croatie avaient appelé aux armes toute la population guerrière de la frontière militaire, ce qui avait toujours fait pencher la balance politique en faveur de la maison d'Autriche. Les souverains reconnaissants avaient aussi récompensé les services immenses, rendus par la frontière militaire à la couronne impériale, par toutes sortes de privilèges, bénéfiques et libertés, dont elle ne fut frustrée que dans ce siècle par une parcimonie mal entendue de la part du conseil de guerre aulique. On avait oublié à Vienne que la frontière militaire avait encore fourni en l'an 1809 cent mille hommes armés, et en 1813 plus de 115.000 pour la défense du trône et de la monarchie autrichienne.

La cour impériale avait mis toute sa confiance dans le ban Jellačić, et celui-ci, comme on verra, en avait encore surpassé son attente.

C'est encore aux grandes circonstances de 1848 et 1849, que Windischgrätz et Haynau devaient leur grande et brillante renommée.

Le prince Windischgrätz, après avoir dompté la révolte à Prague par son énergie et par sa générosité, en tendant le pardon aux égarés par-dessus le corps inanimé d'une épouse chérie, tombée sous le plomb meurtrier d'un vil assassin, accourut avec son armée à Vienne pour s'y réunir avec les troupes du ban Jellačić et emporter de concert à l'assaut la capitale en révolte contre son souverain et son bienfaiteur. Deux mois plus tard le prince maréchal conduisit victorieusement avec une rapidité étonnante son armée à Budapest, la capitale de Hongrie, où il éprouva enfin l'inconstance et les caprices de la fortune de guerre, et des chagrins toujours inséparables du malheur.

Haynau avait emporté dans le tombeau l'estime et les regrets de tous les braves militaires. Sa disgrâce, méritée ou non, envenima les derniers jours de sa vie, mais elle n'a pas pu faire disparaître l'aurole qui entourait le noble front du vainqueur de Temesvár.

La Gazette d'Empire (*Reichszeitung*) avait alors bien annoncé les

graves raisons d'état, lesquelles avaient forcé le conseil des ministres de le faire rappeler de son poste imminent en Hongrie. La gazette disait « qu'il n'avait pas compris sa mission ; qu'il n'a pas su obéir au gouvernement ; qu'il s'était arrogé les prérogatives de la couronne, et qu'il avait, toujours arbitraire, rendu justice et accordé grâce sans égards pour le trône ».

Haynau se défendit contre ces reproches dans un article de la feuille matinale de la Gazette de Pest, datée du 15 juillet 1850, numéro 136, — ostensiblement dirigé contre la rédaction de la Gazette d'Empire — mais au fond lancé contre le conseil des ministres ; car Haynau a été trop bien informé de tout ce qui se passa à Vienne pour ignorer d'où partait le coup qui le frappa si cruellement.

Haynau, aigri au plus haut point, ne maîtrisa point sa mauvaise humeur, et parcourut le continent pour faire évaporer sa bile. En Allemagne il s'enivra à l'encens que le monde conservatif lui brûla de bon cœur car on le regarda comme l'ange exterminateur de tous les révolutionnaires.

A Londres, cependant en Angleterre, il faillit être assassiné en plein jour dans la rue par la canaille réfugiée du continent. Il paraît que la terre hospitalière de l'île britannique n'est qu'un asile pour les vagabonds et les gens de corde.

A Paris, Haynau a été sauvé par le sentiment d'honneur d'une nation chevaleresque, et par la puissante volonté de Napoléon III, cet illustre Machiavel sur le trône, dont le cœur est un abîme diplomatique, et qui se trouva alors encore à fleur d'orange avec la cour de Vienne.

Les généraux français reçurent le général d'artillerie baron Haynau avec tous les égards dus à sa haute réputation militaire ; ce qui les honora autant qu'il devait aussi flatter le vainqueur de Temesvár.

Tous ces illustres capitaines furent élus pour ainsi dire par les événements mêmes auxquels il durent commander par la force du caractère et par la grandeur du génie. Ils disparurent de la scène du monde, après avoir rempli leur mission, en laissant à l'avenir leurs sublimes exemples à suivre et à imiter.

Tous sont morts ! Le ban Jellačić avait emporté dans le tombeau le prestige de son nom à la Croatie, ainsi que le maréchal Radetzky le sien à l'armée d'Italie.

Je raconterai en abrégé les campagnes de ces illustres capitaines en Italie et en Hongrie, sans me permettre des observations critiques, laissant cet avantage à ces savants militaires qui, après le coup, savent toujours donner des conseils d'une profonde érudition stratégique.

Quant aux événements d'Italie j'ai profité de l'œuvre brillante du général Schönhals, et de quelques détails confidentiels qui me furent communiqués à Vérone en 1852 par ceux mêmes qui avaient combattu à Santa-Lucia, Vicenza et Novara. A cette époque, au déclin de ma carrière militaire, j'avais commandé une division d'armée sous les yeux de l'illustre maréchal Radetzky à Vérone, qui m'avait toujours montré la même bienveillance comme à tout autre de mon rang militaire ; je n'ai donc besoin de la lunette d'un autre pour en parler.

Je sais fort bien qu'on disait que ce maréchal fut d'une fausseté exorbitante ; je ne mettrai pas la main au feu pour prouver le contraire ; mais je le trouvais toujours d'une politesse et d'une affabilité bien rares ; et je vous demande, mes chers lecteurs, où faut-il aller pour trouver ces maréchaux ou ministres qui portent toujours le cœur sur la main ?

En racontant les glorieuses campagnes d'Italie en 1848 et 1849, ma plume sera autant plus impartiale, puisque je n'y avais pas pris part ; et que je suis forcé de m'y tenir aux faits constatés et aux récits des autres.

Ce qui regarde l'histoire du ban Jellačić et les événements en Croatie, c'est bien autre chose ! et je m'arroe le droit d'en parler en autorité, laquelle je ne pourrais céder qu'au ban Jellačić lui-même, dont la main tenait alors les fils de toutes les affaires et intrigues politiques, et dont le sein renferme des secrets qui furent ensevelis avec lui dans la chapelle de Novi Dvor.

Le ban Jellačić, engagé par sa parole d'honneur de ne jamais rien écrire sur les événements politiques de 1848 et 1849, mourut sans avoir violé sa promesse. Il y a cependant une masse de documents et d'actes officiels, relatifs aux événements de cette époque, ainsi que toute sa correspondance officielle et privée, que le colonel comte Saint-Quentin avait consignés et rangés en 1853, pendant qu'il a été attaché à la personne du ban. Actuellement cette collection intéressante et d'une si haute importance pour l'histoire de la Croatie, et même pour celle de l'empire, se trouve dans l'archive du frère du ban, comte Juro Jellačić, et cet archive sera sous ce rapport de difficile accès — pour mainte raison !

Je connais le ban Jellačić dès son entrée dans l'académie thérésienne à Vienne ; je connais toute sa famille ; il servit comme capitaine sous mes ordres, quand j'étais major au régiment frontière d'Ogulin, et nous fûmes toujours des bons amis dans toute la force du terme. Je passai en 1848 le premier dans le camp du ban Jellačić en bravant l'autorité de mon général en chef en Slavonie, le lieutenant-feldmaréchal baron Hrabowsky, et en fondant sur une

simple invitation de sa part sur Vukovar, chef-lieu du comté de Syrmie, avec 8 compagnies et 3 canons du régiment frontière de Brod, pour y enfoncer le parti magyar et faire publier les manifestes du ban de Croatie. Je me suis alors attaché loyalement à la bonne et mauvaise fortune du ban, qui, en revanche, m'honora de son amitié et de sa confiance jusqu'au dernier souffle de sa vie.

Je connais les provinces méridionales à fond, la langue de ces peuples, leur esprit et leurs intentions, y ayant passé 35 ans et pouvant me flatter d'y avoir joui d'une assez grande popularité. Le vieux métropolitain Étienne Stratimirović fut même mon protecteur, et j'avais des amis parmi le clergé serbe ; je connais leurs idées politiques et tendances. Je suivis d'un œil attentif la fermentation d'esprit en Croatie depuis l'an 1835 ; et le rôle politique et militaire, que j'avais joué en 1848 et 1849 en Croatie et en Slavonie, est, au moins dans ces pays, assez connu.

Jugez donc par vous-même, chers lecteurs, si je mérite votre confiance et si je suis capable de vous fournir des détails intéressants sur la levée de boucliers des Croates et sur la vie de leur ban Jellačić.

La vérité historique ne se découvre souvent que plusieurs années après les faits. Je vais vous citer un exemple :

L'histoire de guerre nous raconta que les Autrichiens avaient perdu la bataille de Fleurus le 26 juin 1794, après avoir été vainqueurs jusqu'au soir de cette mémorable journée. Ce ne fut que de nos jours que ce mystère fut éclairci. Quand l'armée française battue se retira du champ de bataille en pleine déroute, accourut le prince Waldeck, chef de l'état-major du général en chef autrichien, prince Kobourg, et lui fit entendre qu'on devait perdre la bataille pour faciliter l'exécution du projet du fameux ministre Thugut, en secrète intelligence avec Robespierre, savoir d'échanger les Pays-Bas contre la Bavière. Là-dessus Kobourg ordonne la retraite, — et les Français avancent tout étonnés que leurs vainqueurs abandonnaient à leur tour le champ de bataille sans aucune raison plausible.

Waldeck se trouva en correspondance avec Thugut, et Kobourg se trouva sur la liste des grands dignitaires de l'ordre des francs-maçons, composée par Lennig.

Robespierre fut guillotiné alors, et Thugut fut quitte pour son projet, mais l'honneur de l'armée autrichienne a été sacrifié à une intrigue politique, son sang versé pour le bon plaisir d'un ministre.

Le brave Beaulieu, qui commanda alors une division de l'armée sous les ordres du prince Kobourg, en fut si indigné de cette trahison, qu'il s'exprima là-dessus en présence de ses officiers en des termes si forts et tels, qu'on n'oserait jamais les reproduire ici.

Je vais citer encore un autre exemple, savoir : On n'apprit que plus tard que la lettre de Marie-Thérèse, adressée à la marquise de Pompadour, où cette fière mais prudente impératrice a daigné cette maîtresse de Louis XV appeler « sa cousine », avait amené l'alliance entre l'Autriche et la France ; mais ce ne fut que de nos jours qu'on apprit que, malgré cette lettre et l'influence de Madame Pompadour, le projet de cette alliance aurait échoué, sinon, dans le moment critique, le jeune et spirituel ambassadeur d'Autriche, le comte Kautitz, n'eût su conduire dans le cabinet du roi la belle et jeune comtesse russe Woronzow pour déterminer sa majesté à signer enfin le traité de cette alliance si importante pour la situation critique de Marie-Thérèse, dont les États étaient menacés de toutes parts.

Ainsi le temps éclaircira tous les mystères de l'an 1848 ; et quant à moi, je dirai la vérité à brûle-pourpoint !

Je vous prévient, mes chers lecteurs que je ne prétends pas le titre d'un historiographe ; mais je proteste d'avance contre celui d'un libelliste. Pour avoir le courage d'arracher le masque à la vérité, dont la couvrent des hommes intéressés à la soustraire à la reconnaissance publique, on n'est point un libelliste, et en prônant les actions sublimes d'un homme célèbre, on n'est point un auteur servile.

INTRODUCTION

Motto : Simplex sigillum veri !

On ne peut juger le présent sans connaître le passé, et l'avenir n'est que le fruit du présent.

L'histoire du monde est le grand maître d'instruction du genre humain, mais les hommes d'état ne profitent que rarement des grandes vérités, qu'elle nous enseigne ; et ils poursuivent ordinairement la route politique de leurs prédécesseurs, bonne ou fausse. Ils aiment durant les longues époques de paix et de tranquillité publique à laisser subsister les défauts et les vices dans les institutions et les différentes branches de l'administration publique, ou par crainte d'un combat avec des hommes puissants, dont l'intérêt personnel gagne aux désordres d'une administration vicieuse, ou par indolence en pensant à la Louis XV : « Après moi le déluge ! »

Les plus grands empires de l'antiquité marchèrent à leur ruine durant l'époque de leur plus grande prospérité et tranquillité, — et le jour de leur mort violente ne fut que la dernière crise d'une maladie, dont ils souffrirent longtemps, et dont les symptômes sinistres furent cachés sous l'apparence de la santé.

C'est ainsi que la vieille Autriche marcha lentement à sa ruine. Elle n'en fut sauvée que par une heureuse constellation politique, par un homme plein d'énergie à la tête d'une nation dévouée et par un puissant allié chevaleresque.

L'heureuse constellation politique fut celle que la république française ne put souffrir sans ombrage à ses portes la transformation d'une puissance dans le cas que le roi de Piémont chassait l'Autriche de la basse Italie, et englobait Milan, Venise, Parme, Modène, Gênes et la Toscane même dans ses états.

La France dut craindre que ce nouveau royaume d'Italie, touchant aux portes de Lyon et ne s'alliant de nouveau avec l'Autriche, changerait entièrement l'état défensif de la France. Les Alpes pèseraient alors le double, et la France dût dans ce cas prendre ses sûretés en Savoie et à Nice ; — ainsi que nous l'avons vu de nos jours après que la France avait conquis l'Italie en faveur du roi de

Piémont. Voilà la constellation politique qui empêcha alors la France de s'allier avec Carlo-Alberto contre l'Autriche et ce qui paralysa le danger du côté de Piémont.

Le comte Cavour disait dans la chambre des députés à Turin, le 16 avril 1858, que Louis-Napoléon avait l'intention en 1849 de faire chose commune contre l'Autriche, mais qu'il en fut empêché par la chambre des députés. Les ministres républicains Ledru-Rollin et Bastide, et surtout le général Cavaignac, le président, refusèrent nettement de laisser partir le général Bugeaud ou tout autre général français, que le général piémontais Lamarmora était venu demander à Paris ; et Cavaignac s'écria enfin : « Sachez que nous ne voulons pas nous brouiller avec l'Autriche pour vous faire plaisir ! »

L'homme plein d'énergie à la tête d'un peuple dévoué fut le ban Jellačić ; et le puissant allié chevaleresque fut le tzar Nicolas, dont chaque pouce fut un empereur et le souverain le plus conservatif en Europe, et qui avait bien mérité les larmes, qu'avait versées le jeune empereur François-Joseph en apprenant aux premiers jours du mois de mars 1855 sa mort prématurée. A Petersbourg, pour nourrir l'aversion contre l'Autriche on a voulu faire croire que le chagrin sur l'ingratitude de l'Autriche avait fait crever ce noble cœur impérial.

En 1848, l'Autriche avait appelé pour la quatrième fois les Russes à son secours. En 1735 pour la première fois et en 1748 pour la deuxième fois aux bords du Rhin et en Franconie pour y soutenir la sanction pragmatique de Charles VI. Lascy arriva avec 10.000 et plus tard Repnin avec 37.000 hommes. En 1756 l'Autriche avait l'intention d'écraser avec le secours des Russes la Prusse et le protestantisme en Allemagne.

Au comte Buol-Schauenstein, à ce ministre des affaires étrangères de triste mémoire, a-t-il été réservé cette tâche ingrate de faire d'un ancien allié son ennemi peut-être irréconciliable. Au moins l'empereur Alexandre II à son couronnement à Moscou ne se donna pas la peine de cacher son ressentiment contre l'Autriche, en recevant l'ambassadeur autrichien, le prince Esterházy, le dernier après tous les membres du corps diplomatique, et en lui adressant ces graves paroles : « J'ai grand plaisir de Vous voir ici, prince Esterházy mais cela ne regarde que votre personne, car je n'oublierai jamais la conduite de l'Autriche en 1854 ! »

L'empereur Alexandre, qui ne manqua à aucune fête donnée par les ambassadeurs des puissances étrangères, ne parut point au bal du prince Esterházy, qui en fut quitte pour les frais immenses qu'il lui avait coûtés.

Le prince Esterházy pour se réconcilier la bonne grâce de la cour

impériale, qu'il avait perdue par sa conduite faible en 1848, avait même sollicité cette ambassade et contracté 4 millions florins de dettes pour représenter d'une manière brillante la cour impériale en Russie. Ces faits ont été racontés par lui-même au vieux baron Izdenczy.

La Russie, pour se venger de la perte de Sébastopol, créa des embarras à l'Angleterre en Perse, aux Indes, et aux îles Ioniennes, et la fit payer à l'Autriche en 1859 par la perte de la riche Lombardie. La France aura son tour, quand la constellation politique le permettra à la Russie.

L'archiduché d'Autriche fut le berceau de la puissante monarchie autrichienne.

La victoire de Dürnkrut dans la plaine de March le 25 août 1278, remportée par Rodolphe de Habsbourg à l'aide des Magyars sous les ordres de leur roi Lászlo IV et du comte Mathieu de Trencsin, sur Ottocar roi de Bohême, fit d'un comte suisse le plus puissant empereur de la chrétienté.

Son fils Albert prit possession de l'archiduché d'Autriche en 1283, et choisit Vienne, l'ancienne Vindobona des Romains, pour sa résidence.

Albert II réunit en 1344 toutes les provinces autrichiennes, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, et hérita la Bourgogne par sa femme, fille du dernier comte de Pfèrt.

Marguerite Maultasche céda le Tyrol à Albert III, et Albert V, beau-fils de l'empereur Sigismond, hérita en 1438 la Hongrie et la Bohême. Maximilien I^{er} hérita par sa femme, fille de Charles le Hardi, les Pays-Bas en 1477.

Son petit-fils Charles V, fils de Jeanne d'Espagne, monta en 1519, par droit de succession, sur le trône d'Espagne, et comme les Indes en dépendaient, et qu'il fut en même temps empereur du Saint-Empire romain d'Allemagne, le soleil ne se coucha jamais dans ses états. L'Autriche fut alors au zénith de sa grandeur et de sa puissance.

L'Autriche ne fit alors que grandir par ses alliances et ses héritages, ce qui donna l'origine à ce proverbe *Alii bella gerant, tu felix Austria nube !* Mais l'Autriche fut forcée de verser des torrents de sang pour défendre et reconquérir ces héritages, ce qui l'avait mise souvent à deux doigts de sa perte ; — et ce ne fut qu'à la providence qui l'avait sauvée, en lui envoyant toujours à l'onzième heure un sauveur ; — nous n'avons que mentionner les Dampierre, Waldstein, Sobieski, Jean Pálffy, et le ban Jellačić !

Tout ce qui grandit lentement, dépérit aussi lentement.

L'agglomération de tant de nations, dont chacune avait à lui une histoire spéciale, une langue différente, une constitution nationale, des mœurs et des habitudes qui diffèrent beaucoup de celles des autres provinces autrichiennes, ne rendit que plus compliqué et plus difficile l'art de régner en Autriche.

Nous n'avons que jeter un coup d'œil, pour nous en convaincre, sur ce vaste royaume de Hongrie avec ses Magyars si fiers de leurs libertés ; sur ce beau royaume de Bohême avec leur imposante et magnifique capitale de Prague, que les Tchèques appellent encore Zlatni Prag (ville d'or), regrettant l'ancienne splendeur nationale ; sur le royaume de Galicie avec son ancienne ville royale de Cracovie, qui semble encore au grand nom de Sobieski protester contre l'injustice du partage de la Pologne ; sur ce riche royaume lombard-vénitien avec cette belle et riche ville de Milan, ennemie des Allemands depuis le temps où Frédéric-Barbarossa l'avait détruite de fond en comble ; avec la superbe ville de Venise, cette reine de la mer Adriatique, avec ses merveilles des arts et ses réminiscences de gloire et de grandeur de la puissante république de Saint-Marc !

On a beau dire que l'Autriche n'avait que suivre la sage maxime de Machiavel *divide et impera !* et d'opposer les différentes nationalités les unes contre les autres. Les hommes d'état en Autriche en firent amplement usage des temps immémoriaux ; mais ils arrivèrent pourtant avec cette maxime usée à cette époque où toutes les nationalités et nations furent mécontentes du gouvernement ; et il n'y avait alors qu'un pas à une entente pour le renverser.

Le caractère de l'empire d'Autriche était toujours selon la nature de sa composition, celui d'un état fédératif, — ce que le ministre Bach n'avait pas voulu comprendre.

Avant 1848 les différentes nationalités et les différents royaumes auraient été satisfaits d'une ombre d'un gouvernement national, et auraient contribué de bon cœur à former une centralisation forte dans la haute région gouvernementale à Vienne pour rendre l'unité à des parties qui tendent à se dissoudre, et dont aucune à lui seule en pouvait défendre son indépendance et reconnaissait la nécessité de l'empire d'Autriche pour leur propre intérêt.

Le gouvernement impérial au contraire s'usa vainement durant tant de siècles pour absorber les différentes nationalités, et pour anéantir leurs privilèges ; pour transformer l'Autriche polyglotte en un empire uniforme à l'instar du royaume de France, que le bon Dieu lui-même avait formé, et non pas Richelieu et Louis XIV ! En France il n'y avait que des Français. Les différentes nations dans l'empire d'Autriche y répondirent par la révolte.

Les Bohêmes n'avaient perdu toutes leurs libertés et privilèges

qu'après la sanglante bataille de Prague le 8 novembre 1620. Une année après, le 21 juin 1621, le prince Lichtenstein, entouré de 12 commissaires impériaux, présida à cette exécution qui dura depuis 5 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir, et où les comtes Jean-André Schlick, Dionise Czernin et 46 nobles périrent sur l'échafaud, érigé vis-à-vis de l'église de Thein, sous une fenêtre de la maison de ville, par laquelle les condamnés passèrent au supplice. Plus tard on exila 282 familles nobles et confisqua leurs terres en faveur des étrangers bien mérités.

De cette manière fut aussi extirpé le protestantisme en Bohême, qui s'était déclarée pour la réformation. Selon les écrits du docteur Vehse (qui parurent chez Hofman et Campe à Hambourg, 1852) on ne compta alors même en Autriche que 5 familles catholiques ; mais Ferdinand II après la victoire de Prague fut terrible sous ce rapport, car d'après la maxime de son confesseur, le jésuite Lamormain, il préféra de régner plutôt sur un désert que sur des royaumes peuplés d'acatholiques.

Quelles auraient été les destinées de l'Autriche et de l'empire d'Allemagne sans l'apparition de Ferdinand II ?

La Hongrie, bien que devenue comme héréditaire depuis plus d'un siècle dans la maison Autriche — raconte déjà le marquis Pomponne, ambassadeur de Louis XIV, dans ses mémoires, p. 441, — a toujours prétendu retenir ses privilèges et la forme de son gouvernement. Cette jalousie de la liberté a souvent causé des partis dans ce royaume. Bocskay en 1606, Bethlen Gabor en 1622 et George Rákoczy en 1645, en suite d'un traité avec les rois Henri IV, Louis XIII et XIV, se mirent à la tête de la nation hongroise, et obligèrent les empereurs à leur accorder les conditions qu'ils demandaient. Mais outre l'amour de la liberté et la conservation des privilèges, la religion a eu une principale part à des mouvements qui ont mis tant de fois la cour de Vienne dans de très grands embarras. La fureur de Ferdinand II contre les acatholiques en Hongrie y avait fondé un parti constant et opposé à la cour de Vienne, mais qui s'est tenu caché, ou s'est fait connaître, selon l'opinion qu'il a eue de sa faiblesse ou de sa force. Il était formé et près d'éclater quelques années auparavant que Sobieski fût élu roi de Pologne. Les comtes Zriny, Nadasdy et Frangipani étaient proprement à la tête, et envoyèrent des députés en Pologne auprès du roi Michel pour en demander des secours ; mais celui-ci, qui avait l'intention d'épouser la cause de l'empereur, les dénonça et les trois comtes furent arrêtés.

Zriny et son beau-frère Frangipani furent exécutés le 30 avril 1671 à Neustadt, et Nadasdy a été 40 ans enfermé dans le clocher de la

forteresse de Gratz, ainsi qu'il est constaté par le protocole du géôlier ; mais le marquis Pomponne assure dans ses mémoires que Nadasy avait la tête tranchée dans l'hôtel de ville à Vienne, et que Tattenbach son conjuré subit le même sort quelques mois plus tard à Gratz.

Louis XIV avait fait considération sur l'importance dont lui pouvait être une diversion en Hongrie, lorsque l'empereur envoyait toutes ses troupes sur le Rhin contre la France, et accorda 106.000 écus par an aux malcontents en Hongrie.

Les Teleki, Vesselenyi, Tököli, Petrozzi se trouvaient en intelligence secrète avec le cabinet de Versailles, et Louis XIV avait envoyé encore en 1679 un certain Acaquia en Transylvanie avec des lettres de créances et un service de vermeil doré pour le prince, gravé des armes de sa majesté le roi ; et il porta aussi un présent à la princesse, un à Tököli et des pensions à Teleki et Vesselenyi.

Ce parti ennemi de la cour de Vienne ne s'éteindra de longtemps, parce que les mêmes raisons de défiance pour la liberté et la religion, qui l'ont fait naître, ne finiront pas si tôt, et qu'il sera toujours apparemment fermenté sous main par des puissances étrangères, rivales de l'Autriche.

La Hongrie a cependant su, jusqu'en 1848, conserver le caractère fédératif dans l'empire d'Autriche, par sa constitution et par l'acte de couronnement du roi de Hongrie, qui prête serment sur la constitution, qui data encore du temps du roi Saint-Étienne l'an 1000.

L'empereur Charles VI, n'ayant qu'une fille pour successeur, fut le premier qui, inspiré par le danger dont pouvait être menacée la succession au trône, posa par sa pragmatique sanction le principe de l'unité, et celle-ci pourrait être regardée comme le droit historique de la maison d'Autriche sur les différents royaumes réunis sous la couronne impériale d'Autriche.

La prévoyance de Charles VI assura à sa fille Marie-Thérèse tout son héritage. Attaquée de toutes parts après sa mort, elle se réfugia au sein de la fidèle nation magyare, qui, entraînée par la voix puissante de leur vieux palatin, le comte Jean Pálfi, se leva en masse pour défendre les droits de leur belle et jeune reine. Elle fut couronnée « Roi de Hongrie », le 20 juin 1740 dans le château de Presbourg.

La nation magyare avait alors sauvé les états de Marie-Thérèse par leur fidélité et dévouement. Marie-Thérèse fut reconnaissante. Elle n'appela le vieux palatin que « son père Pálfi » et voua 40 ans de son règne au bonheur de ses fidèles Magyars. Toutes les bonnes institutions dans ce royaume datent de son règne, et l'historiographe Jean comte Maylath, — qui s'était noyé avec sa fille en 1852, —

soutint constamment que Marie-Thérèse, comme roi de Hongrie, fut plus grand que Mathieu Corvinus et Louis le Grand, les plus illustres rois de Hongrie.

Marie-Thérèse seule a su réconcilier les fiers Magyars avec le gouvernement autrichien à Vienne, qui l'adoraient jusqu'au dernier souffle de sa vie, en ne l'appelant que leur bonne mère et reine glorieuse. Cette affection des Magyars ne se démentit jamais sous le long règne de Marie-Thérèse, malgré son aversion contre les acatholiques, et malgré les principes absolutistes d'après lesquels elle gouverna ; car dans le dernier temps de sa vie elle ne convoqua plus les états en Hongrie, et encore sur cette infraction à la constitution les Magyars passèrent sans murmure. On voit donc bien qu'un roi ose beaucoup, quand il a su se faire aimer, et que les peuples ne sont pas si difficiles à gouverner !

C'est vrai que les règnes des femmes ont été en général plus glorieux que ceux des hommes. On a voulu en trouver la raison dans cette malicieuse supposition : que des hommes gouvernaient sous le règne d'une femme et des femmes sous le règne d'un prince. Il n'y a point de doute qu'une reine spirituelle, ainsi que toute femme d'esprit, ne s'attache qu'à la vertu mâle, au génie, au cœur noble ou à la gloire, en éprouve l'influence avec plaisir et s'enorgueillit de son choix, qui par conséquent ne pourrait être que favorable pour la gloire de son règne et pour le bonheur de ses sujets. — Chez les rois c'est différent — bien qu'il y a des exceptions ! Tout homme est orgueilleux, et celui né sous le baldaquin, naturellement plus qu'un autre, et par conséquent leur choix ne tombe en général que sur des hommes souples et médiocres sans élévation dans leurs âmes ou pensées. Les rois en éprouvent l'influence comme tout homme de son commerce habituel, et leur règne en porte les couleurs, et si, dans le danger, des hommes de génie et de caractère sont appelés, on les remplace bien vite après le danger par des hommes pâles et soumis.

Le génie couronné, seul, en fait une noble exception, et attire tout ce qui est beau et sublime, grand et génial comme par une force magique dans la sphère du trône, et répand le lustre de son règne sur son peuple et sur le monde, comme Pierre, Louis, Frédéric les Grands et Joseph II.

C'est un bonheur pour l'Autriche que l'empereur régnant aime aussi s'entourer des hommes de génie et de vertu mâle. Nous n'avons qu'à citer le maréchal Hess, le général en chef de l'armée d'Italie, Benedek, le commandant de corps d'armée Ramming, qui se trouvent honorés de la grâce impériale.

Marie-Thèse avait reconquis toutes ses provinces excepté la Silésie, cédée à la Prusse après la guerre de 7 ans par la paix de

Hubertsbourg, 1763, et elle ne put jamais se consoler de cette perte. Depuis cette époque existe toujours une certaine aigreur entre la cour de Vienne et celle de Berlin, augmentée par les efforts non interrompus de la Prusse de conquérir la suprématie exclusive en Allemagne.

Un simple sous-lieutenant prussien, M. Bülow, auteur du premier ouvrage stratégique, avait cependant déjà prédit avant 60 ans que le nord de l'Allemagne sera toujours pour la Prusse, et l'Allemagne méridionale pour l'Autriche.

Marie-Thérèse, bien qu'elle aimait tendrement son mari l'empereur François I^{er}, ne lui permit jamais de s'immiscer dans les affaires d'état. Il mourut le 18 août 1765, et Marie-Thérèse le pleura jusqu'à la fin de sa vie. Après la mort de l'empereur, elle choisit son fils aîné, Joseph, pour co-régent.

Marie-Thérèse créa la secondogéniture à Toscane pour son fils Léopold, et la tertio-géniture pour son fils Ferdinand à Modène. Elle agrandit ses états par la Galicie et la Lodomérie au premier partage de la Pologne en 1772, bien à contre-cœur, car elle ajouta à sa signature au traité « qu'elle désirait ardemment que ses descendants n'eussent point à s'en repentir un jour ! ».

L'injuste partage de la Pologne avait fondé la première propagande révolutionnaire en Europe, qui ne cessa jamais de miner les états du continent.

Les Hongrois sous Marie-Thérèse furent si contents, que le cabinet de Versailles même, d'après sa politique héréditaire, cessa d'y intriguer. Marie-Thérèse avait une finesse particulière de préparer les diètes de Hongrie, en s'assurant d'avance de l'appui des puissants magnats du royaume par tous les moyens qui se trouvent toujours à la disposition d'une reine puissante et spirituelle. Elle paya par exemple les dettes de l'un, fit une carrière brillante à un fils d'un autre, décora un troisième et plaça ou établit avantageusement la fille d'un quatrième. Enfin sa politique réussit toujours, et on avait tort de s'en écarter plus tard. Les conséquences en furent funestes.

Marie-Thérèse, cette glorieuse souveraine de l'empire d'Autriche, mourut le 20 novembre 1780.

L'empereur Joseph II la succéda. Jeune, vif, plein d'énergie et de bonne volonté, oubliant le proverbe latin *festina lente*, voulut donner un développement trop rapide à son empire, et s'écarta souvent par son impatience des voies de la prudence et quelquefois même de celle de la justice. Il voulut, comme s'il avait pressenti sa mort prématurée, cueillir les fruits des arbres qu'il venait de planter sans leur laisser le temps de mûrir. La violation de la constitution de Hongrie en y introduisant l'administration réglée des

autres provinces autrichiennes, lui avait aliéné tous les esprits en Hongrie, et posé le germe de la méfiance et de l'esprit hostile contre le gouvernement impérial. Le clergé, froissé de prime abord par ses réformes ecclésiastiques en Autriche et par sa conduite envers le Pape ; l'aristocratie, irritée par ses idées libérales et par l'émancipation projetée du bas peuple, et les intrigues des francs-maçons, qui avaient déjà provoqué la révolution dans les Pays-Bas qu'il voulut échanger contre la Bavière, et qui surent réagir sur les préjugés du peuple même en Hongrie presque barbare, forcèrent l'empereur Joseph II de révoquer la plus grande partie de ses réformes peu de temps avant sa mort. Le 20 février 1790, le jour même de sa mort, arriva une brillante députation magyare à Vienne pour en rapporter la sainte couronne de Hongrie à Bude, qu'il avait fait enlever en 1784 secrètement de Presbourg par le comte François Balassa de Balassa-Gyarmat, et transporter à Vienne. On raconte, comme un fait constaté, que la foudre, accompagnée d'un terrible bruit de tonnerre, avait frappé dans le Danube malgré la plus grande sérénité du ciel, au moment où la sainte couronne fut enlevée.

Le comte Balassa, nommé ban de Croatie par l'empereur Joseph II, n'osa jamais se montrer à Zagrabie, où l'évêque Maximilien Vrhovac, le *locum tenens* constitutionnel en Croatie, l'avait déclaré traître dans une congrégation solennelle, et, en fulminant contre ce ban intrus, il frappa avec tant de force sur la table que la bague épiscopale à sa main se brisa en morceaux. La fortune immense de cet évêque passa dans les coffres-forts de la comtesse Sermage, née de Novoselac, dont les 3 filles mariées sont les épouses du baron Metel Ožegović de Barlabaševac, du baron Levin Rauch, et de M. Charles Jellačić, qui avait enlevé sa femme, et auxquels la comtesse n'avait jamais pardonné cette faute ; ce ne fut qu'en mourant qu'elle pardonna à sa fille, que le docteur Vancaš et l'abbé Pogledić avaient fait entrer dans la chambre de la mourante au moment favorable.

Ce fameux ban comte Balassa fut le parrain de l'auteur de ces mémoires.

Les peuples en Galicie, Tyrol et dans la frontière militaire furent toujours dévoués au gouvernement impérial, et les paysans en Galicie, en 1846, massacrèrent *con amore* leurs maîtres et les nobles, qui avaient pris part à la révolte, encore par reconnaissance pour toutes les réformes que le gouvernement impérial depuis Joseph II y avait introduites en faveur des pauvres paysans polonais.

Pour cette raison les gouvernements d'aujourd'hui doivent tout faire pour gagner les sympathies du peuple de la campagne, et du bas peuple dans les villes, en augmentant leur bien-être matériel

et en flattant leur vanité nationale. Napoléon poursuit conséquemment ce but et avec la plus grande énergie ; et si, malgré ses efforts, le peuple est mécontent en France, ainsi que le ban Jellačić l'avait trouvé pendant son court séjour en France, la chose s'en explique facilement, savoir la guerre ne convient jamais au peuple de la campagne ; et la liberté individuelle et de la presse y sont tellement opprimées, que les Français d'aujourd'hui disent que nulle part le peuple soit aussi despotiquement gouverné qu'en France et en Russie !

Après Joseph II, sous le règne de Leopold II, commencèrent les troubles de la Révolution française. La bannière de la république française fut celle de la démocratie la plus absolue. La Hongrie, aussi exclusivement aristocratique, lui devait être hostile, et elle se rallia franchement à l'empereur et lui resta fidèle pendant tout le temps de la lutte d'Autriche contre la France. Les Hongrois, malgré l'éloignement et l'inquiétude que les innovations de Joseph II avaient fait naître dans leur esprit, attendirent patiemment la paix pour remettre en délibération les questions que les dernières diètes avaient laissé ouvertes. Léopold II était rentré dans les limites des voies que Marie-Thérèse avait ouvertes. Il mourut le 1^{er} mars 1792, empoisonné — à ce qu'on disait — par les francs-maçons à Vienne, presque en même temps que le franc-maçon Anckarström poignarda le roi Gustave III à Stockholm.

Depuis 1780 exista aussi une loge franc-maçonne à Vienne, dont le président fut le conseiller aulique Sonnenfels, et un comte Kolowrat en fut le membre le plus distingué.

L'empereur François II succéda. La république française lui déclara aussitôt la guerre, et le comte Hohenwart, confesseur du jeune prince, plus tard archevêque de Vienne, eut beaucoup de peines pour déterminer le jeune empereur, intimidé par les événements politiques d'alors, à saisir les rênes du gouvernement. Conseillé par le comte Hohenwart de ne rien sanctionner ce qui ne serait pas approuvé par la pluralité de voix des ministres, l'empereur suivit fidèlement ce conseil, même longtemps après son émancipation de ses mentors.

Saurau et Thugut furent alors les puissants ministres. Thugut avait au moins le noble désir de rendre l'Autriche grande et glorieuse, et ne recula d'aucun moyen pour y parvenir ; mais Saurau ne fut qu'un égoïste, capable de tout pour se soutenir sur son poste.

Thugut, après avoir échoué dans son projet avec le Pays-Bas, fut plus heureux dans ses négociations secrètes avec Buonaparte. Thugut excita sous main les Vénitiens à prendre les armes contre les

Français, et Buonaparte occupa bientôt après Venise en déclarant que la république de Saint-Marc avait cessé d'exister.

Thugut avait, le 13 avril 1798, la main sous cape, quand le peuple de Vienne assiégea le palais de l'ambassadeur français Bernadotte, parce qu'il avait fait flotter le drapeau tricolore à sa fenêtre.

Une année après, le 28 avril 1799, Thugut fit assassiner les ambassadeurs français, en retournant de Rastadt à Paris, pour s'emparer de leurs papiers ; un certain de Bry, qui dissimula le mort, échappa seul au sort de ses compagnons. Un certain comte Louis Lehrbach a été chargé de ce coup de la part de Thugut. On avait inutilement commis ce forfait, car les ambassadeurs français, avertis par le fameux espion de Buonaparte, Charles Schulmeister de Strasbourg, avaient brûlé leurs papiers et en partie caché à Rastadt. Charles Schulmeister fit alors le profitable métier d'un double espion, et avait confié à Thugut le jour du départ des ambassadeurs français de Rastadt. Schulmeister raconta lui-même ces détails au baron Hormayer dans le palais du prince Öttingen dans la rue Strauchgasse (l'an 1805-1806). Le gouverneur de Mantoue, Mayer de Heldenfeld raconta souvent dans sa belle humeur que Duka, Lorenz et le commissaire en chef Floh avaient connaissance de cet assassinat ; que les houzards du régiment de Székler y furent employés. Le vaillant lieutenant-colonel de Barbaczi a été alors le commandant de ce régiment, les houzards furent de l'escadron de Burgart avec les officiers Doldalagy, Dragvetzki et Keresztes ; quelques émigrés fanatisés et quelques mouchards de Vienne s'y joignirent.

Un observateur bien informé écrit alors une lettre à Hardenberg à Berlin, laquelle contenait le passage suivant bien intéressant : « Qui maintenant aurions-nous à désigner comme l'auteur du crime ? Ce n'est assurément point l'empereur François II, le plus honnête homme d'un empire peuplé de gens très honorables ; non, ce n'est point cet auguste modèle de probité, de justice, d'humanité ! Mais a-t-il jamais sondé toutes les profondeurs de la conscience de son ministre Thugut, comme les sales menées de l'agent révolutionnaire Poterat sur les négociations entamées près du Directoire et de Buonaparte pour le partage des États pontificaux ? »

La gigantesque Révolution française ne put que réagir visiblement sur tous les esprits exaltés en Europe, même en Autriche.

Le comte Saurau fit tous ses efforts pour découvrir une conspiration jacobine à Vienne, pour se rendre inamovible et augmenter son importance.

Le hasard le favorisa. La conspiration de Hebenstreit à Vienne fut découverte en 1793 ; et celle de l'abbé Martinovits en Hongrie en 1795.

Hebenstreit a été capitaine de place, avait libre accès auprès de l'empereur, et les clefs de tous les arsenaux, dépôts, et les plus importants points. L'incendie du grand dépôt de bois sur le glacis aurait dû servir de signal aux conjurés. Une constitution démocratique pour l'Autriche aurait été le but de la révolution. Hebenstreit s'était chargé d'agir au palais impérial.

Hebenstreit fut pendu sur le glacis de Vienne. On lui permit de couvrir sa tête d'un bonnet de nuit en sortant de sa prison. Ce fut le signal convenu, qu'il n'avait trahi personne de ses conjurés. Un certain Prandstaedter, magistrat et poète, le professeur baron Riedel, qui avait la confiance de la cour, où il donna des leçons, le marchand Hackel, trésorier du comité, et les associés Fellesnek, Billek et Rutschitski furent arrêtés. Gillofsky, employé à la chancellerie de guerre, ayant envoyé des rapports secrets à l'ennemi, s'était même pendu ; et un certain baron Tausner fut pendu ; les autres furent enfermés à Munkacs, et ceux qui en survécurent furent mis en liberté d'après un article du traité de Campo-Formio, ce qui prouve bien l'intelligence des conspirateurs de Vienne avec les Jacobins à Paris. L'avocat Edouard Emil Eckert n'a pu trouver les actes d'inquisition contre Hebenstreit dans l'archive d'état secret à Vienne, ils en étaient disparus.

La conspiration de l'abbé Martinovits avait pour but l'indépendance du royaume de Hongrie, en y appelant au trône l'archiduc palatin Léopold. Ce fut presque le programme de la révolution de Hongrie en 1848 !

L'abbé Martinovits, Joseph Hainotzi, Jean Latzkovits, François Szent Mariai, Szolartsik et Öz furent exécutés sur la prairie au-dessous de la forteresse de Bude ; et 43 furent emprisonnés à Munkacs et dans des autres places fortes.

Thugut raconta alors au baron Hormayer que Saurau lui avait dit : « Je suis charmé d'avoir attrapé des poètes, des comtes, un abbé, et je ne regrette que de n'avoir pu m'emparer d'un prince. »

Saurau voulut aussi faire arrêter Born, Alxingern et Blumauer, mais leur finesse et popularité les sauvèrent. Il avait même entouré d'agents provocateurs le noble et célèbre Sonnenfels ; mais la loyauté et la vertu de ce brave homme furent son bouclier.

Thugut seconda cependant bravement le ministre de police, le comte Saurau ; mais il préféra les oubliettes, où il fit disparaître le comte napolitain Montalban ; un certain comte Erlach lui échappa heureusement. Il envoya le docteur Plank comme simple soldat à l'armée d'Italie, puisqu'il s'était moqué du jubilé.

L'archiduc palatin Léopold mourut le 10 juillet 1795 à Laxembourg après 2 jours de souffrances cruelles, car il s'était brûlé en s'occupant

à confectionner un feu d'artifice dans sa chambre. Sa mort inattendue fit alors grande sensation en Hongrie, parce qu'il y était très aimé.

François II commença à régner pendant le temps de terreur en France. Le 20 juin 1792, la Bastille fut démolie ; le 21 janvier, Louis XVI et, au mois d'octobre de la même année, la reine Marie-Antoinette, fille de Marie-Thérèse, furent guillotines. Tout cela rendit le jeune empereur encore plus soucieux et méfiant. Le comte Colloredo, le baron Schlusnigg, ci-devant professeur de l'empereur, et Thugut poussèrent leur zèle jusqu'à inspirer une certaine méfiance à ce cœur loyal de François II contre les archiducs Joseph, Charles, Jean et Ferdinand. L'infâme Roschmann osa même calomnier l'archiduc Jean et le baron Hormayer, de la sorte que le dernier fut arrêté avec un certain Schneidern le 7 mars 1809, et l'archiduc réprimandé dans une audience impériale le 8 mars 1809.

L'empereur François s'était formé pour ainsi dire un conseil privé, qui fut composé par Vrhovac, l'évêque de Zagrabie, Neuberger, directeur du cabinet, et par Baldacci, Ulm, Kollar, Türk et Hager. Ce ministère occulte et une coterie de la haute aristocratie inspirèrent à l'empereur cette passion guerrière, que le prudent prince Charles, homme de guerre d'une haute réputation, n'a jamais pu calmer. L'empereur voulut à tout prix écraser le gouvernement révolutionnaire à Paris, et reconquérir les provinces perdues.

La perfide Angleterre contribua aussi, dans son intérêt politique, à entraîner l'Autriche à la guerre de 1799, qui finit par la paix de Lunéville le 9 février 1801, qui arracha plusieurs provinces à l'empire d'Autriche et fit monter sa dette d'état à la somme immense de 1.220 millions, laquelle n'était que de 160 millions à la mort de Marie-Thérèse. Le premier papier-monnaie parut en Autriche après la paix de Hubertsbourg sous le titre des obligations d'état. L'empereur François jouissait, malgré le malheur de la guerre, d'une grande popularité. Il avait pris les rênes du gouvernement dans ses propres mains, remit chaque ministre à sa place et ne permit point que l'un ou l'autre dépassât la sphère de son activité bien limitée ; l'administration était réglée et la justice généralement bien servie. Il travailla assidument avec son directeur du cabinet dans son cabinet. Tout le monde, qui avait à se plaindre d'un mauvais procédé de la part des autorités publiques, trouva la porte ouverte du cabinet de l'empereur, qui avait une routine toute particulière et une manière, si recommandable à tous les princes, de parler à ses sujets, qui le quittèrent tous ou consolés ou satisfaits. Sa mémoire était prodigieuse, et il se souvenait souvent de particularités de la vie d'un homme, que celui-ci avait presque oubliées. Même dans le cas,

s'il est vrai, que son grand chambellan lui présenta avant l'audience une petite bande de papier, où il y avait quelques notices sur tous ceux qui arrivèrent à l'audience après avoir obtenu la permission, la prodigieuse mémoire de l'empereur François II reste constatée.

Son dialecte populaire, sa bonhomie, et son apparition si simple au milieu des habitants de la capitale lui avaient gagné tous les cœurs ; et la fermeté, qu'il avait montrée à l'occasion de la conspiration magyare en 1795, porta les meilleurs fruits ; car la Hongrie resta tranquille pendant son long règne de 43 ans ; et les malcontents mêmes ne passèrent jamais les limites d'une opposition légale, qui ne dégénéra qu'à la fin de son règne, mais il en était encore loin d'une révolution.

L'empereur François, suivant le sage conseil de son vieux conseiller d'état baron Izdenczy, tâcha de préparer les diètes de Hongrie à l'instar de la manière que Marie-Thérèse les avait préparées ; mais il en fut détourné plus tard par son frère l'archiduc palatin Joseph, qui avait remplacé l'archiduc Léopold.

L'archiduc palatin Joseph avait gagné par son adresse et par son tact parlementaire, qu'il avait montré à la première diète de Hongrie, après la paix de Lunéville, une grande popularité parmi les membres de la partie royaliste et même parmi celle de l'opposition ; et l'amour-propre lui fit aussitôt croire qu'il n'avait plus besoin de la coopération secrète de la cour impériale pour réussir à maîtriser l'effervescence des têtes exaltées à la diète de Hongrie. L'empereur François en fut très content.

Fiquelmont, dans sa brochure « Lord Palmerston et l'Angleterre », condamna ouvertement la manie de l'archiduc palatin de vouloir absorber tous les membres distingués de l'opposition dans la chambre des députés, en les promouvant ou en les distinguant d'une autre manière.

Ce déplorable système dura presque 30 ans, et ne fit qu'augmenter les membres de l'opposition, comme c'était le chemin le plus court de faire fortune et de se rendre en même temps populaire.

Ce système, bien qu'il augmentât la popularité du palatin au détriment de l'autorité royale, avait encore cet immense désavantage d'enlever les meilleurs orateurs à la chambre des députés, de la sorte qu'il n'y avait plus en 1848 que Metel Ožegović, qui osa braver la tempête, qui s'éleva contre lui, quand il parla en faveur des droits du trône et de la nation croate, à laquelle il appartenait.

L'archiduc palatin de Hongrie se convainquit plus tard ou trop tard de vices de son système, mais, pour ne pas perdre sa popularité, il préféra de fermer les yeux sur maint acte de hardiesse et de pro-

vocation de la part de l'opposition, et d'avaloir souvent des humiliations et des chagrins.

En 1804 la perfide Angleterre, quand Napoléon avait achevé ses préparatifs à Boulogne pour effectuer une descente en Angleterre, poussa l'Autriche encore à une guerre contre la France, pour détourner les dangers des côtes de la Grande-Bretagne.

La triste catastrophe d'Ulm et la malheureuse bataille d'Austerlitz amenèrent bientôt la déplorable paix de Presbourg, conclue le 26 décembre 1805, par laquelle l'Autriche perdit une masse de provinces, et toute autorité en Allemagne. Napoléon se nomma alors protecteur de la confédération du Rhin, et François II abdiqua la couronne d'Allemagne, qui avait passé de tête en tête dans sa famille pendant 500 ans ! Il prit alors le titre de l'empereur d'Autriche sous le nom de François I^{er}, et se fit rendre hommage comme tel, le 6 août 1806, à Vienne, sur la grande place Hof avec toute la pompe impériale.

La guerre de 1805 coûta à l'Autriche 500 millions, et les Français avaient emporté de Vienne et des provinces en valeur de 90 millions. Les provinces autrichiennes restèrent pourtant tranquilles ; mais en Hongrie se manifesta déjà une certaine aigreur contre le gouvernement impérial ; et le personal Semsey a été forcé d'entendre des discours dans la chambre des députés, dont il ressentit cette impression qu'on appelle le coup de fouet à Paris. Nagy Pat, Perenyi, Lonyai de Zemplin et Joseph Vaj s'y firent alors remarquer par leurs discours fulminants. Le prince Esterházy n'y fut non plus ménagé ; puisque Nagy Pat lui reprocha de solder 300 maîtresses, et de ne pas sacrifier un écu à la patrie pour le bien public.

La tenue noble du haut clergé et de la haute aristocratie, dévoués encore à la maison royale, sut cependant calmer l'effervescence des esprits dans la chambre des députés, de la sorte que la clôture de la diète se fit sans qu'elle eût porté atteinte à l'autorité royale ou aux droits de la couronne.

Malgré l'opposition de l'archiduc Charles, l'Autriche fut encore entraînée à la guerre en 1809, surtout par la haine personnelle du premier ministre comte Stadion contre Napoléon. Malgré le plus grand enthousiasme et dévouement des peuples et de l'armée d'Autriche, malgré la brillante victoire que le prince Charles avait remportée, le 20 et le 21 mai, à Aspern sur Napoléon, le résultat de la guerre ne fut point plus heureux, et l'Autriche perdit par la paix de Vienne, le 14 octobre 1809, tant de provinces, qu'elle comptait à peine encore parmi les grandes puissances du continent ; ses finances furent totalement ruinées ; — et malgré tout cela l'empereur

reur François fut reçu à son retour de la campagne à Vienne par toute la populace de la capitale avec un enthousiasme délirant !

On voit donc bien combien il faut de coups de hache pour faire écrouler le trône qui repose sur l'amour des peuples.

La triste opération financière du ministre comte Wallis en 1811, qui ruina la fortune de tant de familles dans l'empire, et jeta tant de pauvres veuves et orphelins dans la misère, porta la première atteinte à la popularité de l'empereur François ; et en Hongrie on ne cacha plus l'aversion qu'on y avait contre le gouvernement impérial.

L'empereur François avait suivi durant son long règne toutes les voies pour en venir à bout de la ténacité de la noblesse hongroise. Ce fut en vain que le comte Zichy fut nommé ministre des finances et présida de droit d'ancienneté, comme ministre d'état et des conférences, le conseil des ministres. L'empereur n'en sut tirer aucun profit pour les affaires de Hongrie ; au contraire il fut forcé de le disgracier, comme il abusa en 1811 ignominieusement de secret d'état pour s'enrichir.

Le comte Nadasdy le remplaça aussitôt, et eut pour collègue le comte Cziraky. Le baron Gervay, Hongrois aussi, était secrétaire de la conférence, et se trouva donc en possession de tous les secrets d'état ; il fut en même temps le rédacteur des décisions impériales les plus importantes.

Les Magyars occupaient donc les postes les plus élevés de l'administration, et la chambre aulique de Hongrie à Vienne a été exclusivement composée de Hongrois ; et même après la révolution de 1848, trois comtes Esterházy occupaient les missions de Rome, de Madrid et de Munich. La cour impériale ne fit que des ingrats.

Le prince Metternich, ce puissant ministre des affaires étrangères, parut sur la scène diplomatique, lorsque Napoléon épousa, en 1810, l'archiduchesse Marie-Louise. Il avait conclu le 14 mars 1812 la convention de François I^{er} avec Napoléon contre la Russie. Une année plus tard il conseilla à son maître de déclarer la guerre à son beau-fils.

Il conclut le 9 septembre 1813 l'alliance entre l'Angleterre, la Russie, la Prusse et la Suède.

Dès l'an 1809 les comtes Ferdinand Winzingerode, Louis Wallmoden et Laval Nugent, tous animés d'une haine d'Hannibal contre Napoléon, secondés par le ministre de Hanovre, le comte Ernest Münster, avaient travaillé à forger en cachette cette redoutable alliance.

L'activité de Nugent, de 1810 jusqu'en 1813 surtout, fut éton-

nante ; car il fut tantôt à Vienne, tantôt aux îles Ioniennes, ou à Malte ou en Sicile, en Espagne, en Portugal chez Wellington, puis à Londres, à Gothenbourg, à Colberg, à Berlin, et, de retour à Vienne, il en partit encore pour faire le même tour du monde.

La paix de Paris, conclue le 30 mars 1814, ramena Louis XVIII sur le trône de France.

Metternich fut l'âme du Congrès de Vienne, et de la nouvelle coalition européenne contre Napoléon revenu en France de l'île d'Elbe en 1815. Le résultat du Congrès de Vienne et la seconde paix de Paris rendirent à l'Autriche son ancienne splendeur, sa puissance, et sa suprématie en Allemagne.

Metternich inspira le Congrès de Laibach, 1821, et celui de Vérone en 1822. En 1830 le choléra et sa finesse diplomatique surent maintenir la paix en Europe, — et jusqu'en 1848 tous les ambassadeurs et diplomates européens rôdèrent autour de ce Nestor de la diplomatie comme les planètes autour de l'astre du jour.

Metternich ne fut pas un saint ; mais la critique ne devait s'étendre que sur sa conduite politique. Son système politique se trouva en défaut, quand le genre humain en marche ne voulut plus se laisser arrêter par des barrières de fer, qui ne furent plus de saison, — et sa prodigalité fut aussi condamnable par rapport au triste état des finances en Autriche.

Metternich avait carte blanche de l'empereur François pour puiser dans la caisse secrète du cabinet pour les dépenses secrètes de la diplomatie et de la haute police ; et il en fit un usage si effrayant qu'il y avait puisé, jusqu'à la mort de François I^{er}, 13 millions ! sans donner même une quittance au caissier Mayer, qui se trouva toujours dans des transes mortelles à cause de sa responsabilité personnelle.

Sous Ferdinand I^{er} on mit fin à cet abus de confiance de la part de Metternich, grâce à l'énergie et à la loyauté du baron Kübek, soutenu par les archiducs et l'indignation générale qu'avait excitée ce procédé inconvenable.

L'empereur François, malgré la confiance accordée à Metternich, ne s'en laissa jamais dominer, et même ses favoris n'osèrent s'arroger le droit de l'influencer directement. Le grand chambellan comte Wrbna jouissait seul de l'amitié intime de François I^{er}, mais cet homme chevaleresque et loyal n'en abusa jamais.

L'empereur François, après la glorieuse seconde paix de Paris qui consolida sa puissance impériale, crut, plus que jamais, que son système politique, son administration, et sa méthode de gouverner fussent d'une perfection incontestable. Personne n'osa lui parler d'une réforme ou d'une innovation. Il détestait les idées libérales,

et il ne souffrit pas le mot de constitution, — même pas de la bouche de son vieux médecin baron Stift.

Tout ce qui était bon dans l'administration resta bon, et tout ce qui était vicieux et nuisible resta vicieux et nuisible. L'état des finances s'empira d'une manière désolante, et si l'empereur à l'aide de Metternich a bien su maintenir la paix jusqu'à sa mort, il n'a pu empêcher le mécontentement général, qui commença à régner dans toutes les provinces d'Autriche.

En 1813 les souverains du continent avaient appelé aux armes leurs peuples au cri de la liberté et de l'indépendance nationale ; et quand l'indépendance nationale a été reconquise au prix de leur sang aucune de leurs attentes, aucune de leurs espérances a été réalisée !

La plus grande fermentation d'esprit régna en Italie.

La révolution de Naples en 1820, aussitôt écrasée par un coup d'armée autrichienne, sous les ordres du vieux général de cavalerie comte Frimont, fut suivie par celle de Piémont, et menaça même d'éclater à Milan dans la Lombardie, comme elle y éclata en 1848 ; — mais le général en chef, comte Bubna, sut alors l'étouffer dans le germe.

Bubna, informé de ce qui se tramait à Turin et à Milan, et de la conduite perfide du prince de Carignan, n'ignorant non plus la concentration de l'armée sarde à Novara pour fondre dans le moment favorable sur les Autrichiens à Milan, affecta le plus grand calme et la plus grande incurie.

Bubna donna, — au moment du danger — un grand bal. Toute la noblesse milanaise s'y trouva, ainsi que le corps d'officiers de la garnison. Avant le cotillon Bubna attira le major comte Gatterbourg dans l'embrasure d'une fenêtre et lui ordonna à voix fort basse de se rendre sur-le-champ dans la caserne, où l'attendait sa division de houzards du régiment du roi d'Angleterre, de se mettre à la tête de sa division en marche à Novara en Piémont, et de former la chaîne de l'avant-garde à la vue de l'ennemi. Bubna ajouta qu'il sera suivi par toute la garnison de Milan.

Gatterbourg s'esquiva et se trouva bientôt sur la route de Novara avec ses houzards, pendant que le bal continua de plus belle chez le comte Bubna, qui, en faisant une partie de whist avec le comte Confalonieri, très pensif pour bonne raison, lui dit très amicalement : « Mon cher comte ! vous devriez faire un voyage en Suisse pour vous distraire et égayer ! » — malheureusement Confalonieri ne comprit pas le sage conseil de Bubna, et fut bientôt après arrêté et condamné.

Les officiers, en retournant du bal au logis, furent bien étonnés de trouver des voitures attelées devant les maisons, qui devaient

les transporter à leurs régiments, déjà en marche à Novara. Bubna arriva le lendemain avec sa suite, trouva l'armée — quoique bien faible — en bon ordre, passa à Magenta le Ticino, donna la main au comte Latour, commandant les troupes fidèles de l'armée sarde, et attaqua aussitôt l'ennemi à Novara, qui [ne] se douta guère d'une telle surprise, et fut mis dans une telle déroute, qu'il se retira jusqu'à Turin dans le plus grand désordre.

Le major Gatterbourg dans son ardeur belliqueuse, galopa en avant de l'avant-garde et arriva, suivi de quelques houzards devant la forteresse d'Alexandrie, où il somma de sa voix tonnante le commandant et ses officiers, accourus sur le rempart à la vue des houzards, « à se rendre sur le champ s'ils ne voulaient pas être fusillés tous comme traîtres à leur roi ». Dans ce moment arriva aussi l'avant-garde autrichienne, et les Piémontais, tout consternés, ouvrirent les portes de cette redoutable forteresse et la rendirent, pour ainsi dire, à un major avec une poignée de houzards. Ce fait est historique ! et le comte Gatterbourg reçut plusieurs ordres pour ce brillant coup qu'il avait fait. Bubna occupa Piémont, et cette occupation dura 3 ans.

Peu d'années après, la malheureuse affaire de l'administrateur économe Ponmayer, qui avait volé 800.000 florins à la caisse de l'armée pour la mettre à la loterie (de la sorte que l'état n'avait rien perdu), attira à Bubna la disgrâce de l'empereur François, qui n'y entendait pas raillerie, et surtout parce que la gendarmerie avait plusieurs fois averti le comte Bubna du jeu infernal de Ponmayer, qui mettait souvent jusqu'à 30.000 florins à la loterie. Ponmayer fut arrêté sur le territoire même de la Suisse par des gendarmes autrichiens, car Bubna furieux d'avoir été la dupe d'un homme qui avait la réputation d'un honnête homme, et dont la maison fut le rendez-vous de la société militaire la plus distinguée de Milan, avait ordonné de le poursuivre jusqu'au bout du monde.

Bubna, qui venait de sauver par son énergie et son habileté la plus riche province à son souverain, avait le cœur navré de l'accueil froid et sévère de l'empereur, lors de son arrivée à Milan, en 1825.

Bubna, souffrant depuis longtemps de la goutte, tomba malade et mourut encore pendant le séjour de l'empereur à Milan. L'empereur accorda une forte pension à sa veuve, née d'Ahrenstein, pour récompenser en elle les immenses services de son général en chef dans la Lombardie. Elle épousa bientôt après le jeune comte Gustav Bathyáni, et partit avec lui à Londres, où il vit toujours même après la mort de sa femme, dont il a deux fils, qui hériteront un jour l'immense fortune de leur père.

Le père de Gustav Batthyáni a été un ami intime de Bubna, et celui-ci avait raconté que Bubna pendant sa dernière maladie n'ait point voulu prendre médecine, en disant toujours : « Laissez-moi mourir, j'ai assez vécu ! »

Le jour de l'enterrement, toute la ville de Milan fut sur pied, et forma le cortège du convoi funèbre. Une démonstration bien rare de la part des Milanais en faveur d'un général autrichien, — mais Bubna, loyal, chevaleresque, spirituel, affable, a été généralement aimé, et ses ennemis mêmes lui rendirent justice.

Bubna a été franc-maçon ; il avait protégé la fuite de ce fameux Wit, nommé Dörring, arrêté à Milan ; et pour s'en convaincre on n'a que lire la brochure de Wit, page 274, citée aussi dans l'œuvre de l'avocat Eckert, page 102, tome premier.

Une pierre colossale, taillée en forme de sarcophage, au cimetière devant la porte orientale, couvre les restes mortels de Bubna. Pour toute épitaphe il n'y a qu'en grandes lettres d'or le seul nom « Bubna ! » ce qui veut dire assez.

On lisait jadis sur le tombeau de Laudon dans le jardin du château de Hadersdorf, avant que la police de Vienne ait fait disparaître cette inscription : *Nec princeps, nec patria, sed uxor posuit !*

On pouvait bien aussi mettre sur le tombeau de Bubna cette inscription : *Nec princeps, nec patria, sed amicitia posuit !* puisque les amis de Bubna avaient payé les frais de son tombeau.

La diète de Hongrie de 1825 a été remarquable par l'innovation de parler l'idiome magyar dans la chambre des députés. Le comte Etienne Szechenyi rompit la glace. En sa qualité de comte il se trouva dans la salle des magnats et commença un discours en langue magyare au grand étonnement de cette haute aristocratie. L'archiduc palatin Joseph avec son sang-froid imperturbable lui coupa court la parole en disant : « *Si vis loqui, discite latine !* »

Ces paroles sont aujourd'hui regardées comme l'épigraphe de la pierre monumentale, qui sert de borne, et sépare la vieille d'avec la jeune Hongrie, qui entra dès ce jour dans une nouvelle phase.

Szechenyi quitta aussitôt la salle de magnats et se rendit à la chambre des députés, où il tint un discours magyar, qui excita un enthousiasme délirant, et fut applaudi par un tonnerre de cris d'*Eljen* (vive). Dès ce moment on n'entendit plus que l'idiome magyar dans la chambre des députés.

Le comte Szechenyi fut à cette époque encore capitaine dans un régiment de houzards, dont le colonel, inspiré par une lettre présidentielle du président de conseil de guerre autique à Vienne, lui envoya

bientôt après l'ordre de retourner sans délai à son régiment. Szechenyi y répondit en envoyant sa démission au colonel, et continua à tenir des discours dans la chambre des députés. Il devint bientôt le chef d'une opposition modérée et légale, et l'idole de ses jeunes compatriotes.

Szechenyi avait beaucoup voyagé, et rapporté de son séjour en Angleterre un enthousiasme sans bornes pour le self-gouvernement, auquel il attribua, non sans raisons, les prodiges de l'industrie et de toutes les entreprises gigantesques dans les îles Britanniques. Il engagea ses compatriotes de s'associer, à l'instar des Anglais, pour des entreprises utiles à la Hongrie.

Ses brochures, *Hitel* (le crédit) et *Vilag* (lumière), eurent un succès pyramidal. Il n'entraîna cependant que la jeune génération, qui s'enflamme facilement quand on lui montre un Eldorado en perspective, — mais il froissa de prime abord par ses idées d'innovation les vieux Magyars conservatifs, dont la devise fut toujours : *Extra Hungaria non est vita, et si est vita, non est ita !* L'époque de Marie-Thérèse fut pour ces braves gens le faite de la gloire de Hongrie.

Szechenyi ne perdit pourtant pas patience. Il travailla l'esprit de ses jeunes compatriotes, parla, persuada, n'épargna ni son argent, son temps et ses forces physiques et intellectuelles, et parvint enfin, après avoir vaincu tous les obstacles, à créer la navigation des bateaux à vapeur sur le Danube, fit sauter les rochers, près d'Orsova, dans le Danube, y formant la soi-disant Porte-de-fer, pour rendre praticable cette route mercantile, fonda le Casino à Pest, et proposa le tunnel à Bude, qui ne fut pas cependant que de nos jours achevé, et qui porte par reconnaissance le nom de l'auteur de cette idée. Szechenyi s'était, sans doute, bien mérité de sa patrie, — mais il avait aussi ouvert la boîte de Pandore en Hongrie, en en laissant échapper l'idiome magyar à l'usage de la diète de Hongrie sans réfléchir sur les funestes conséquences d'une telle importante innovation dans un royaume, où se trouvaient en contact tant de nations différentes, qui vécurent paisiblement pendant 8 siècles et sans rivalité sous la couronne de Hongrie, autant que la langue latine comme langue diplomatique les unissait toutes, et ne donna la préférence ni à l'une, ni à l'autre nationalité. La langue latine avait formé jusqu'alors une barrière invincible à la suprématie de la race magyare, et surtout à la démocratie, comme personne qui n'avait fait des études sérieuses, et qui n'était versé dans cette langue classique, ne put prendre part aux délibérations politiques. Une fois cette digue rompue, qui défendit l'entrée au sanctuaire aux masses, rien ne fut plus capable d'arrêter le torrent des passions révolutionnaires qui menacèrent de l'inonder.

Szecheny avait rompu cette digue en 1825, en vit les funestes conséquences en 1848 et 1849, et s'en accusa plus tard lui-même d'avoir été pour cette raison la cause des malheurs de sa patrie. Cette réflexion devint même une idée fixe chez lui, qui le conduisit enfin dans une maison d'aliénés à Döbling, près de Vienne, où il finit sa vie en se brûlant la cervelle. Son suicide, qui mit alors toute la Hongrie en deuil, a été attribué à une recherche, que la police y avait faite, pour trouver le manuscrit : *Ein Blick auf die Rückblicke* (du chevalier Bernard Mayer), que Szechenyi avait fait imprimer à l'étranger. Szechenyi fut toujours homme loyal et royaliste, et prouva son dévouement à la dynastie, en acceptant en 1847 son élection dans le petit comté de Mosony, pour défendre les droits de la couronne dans la chambre des députés en sa qualité de député de comté. Malheureusement qu'à cette époque la mauvaise étoile de la Hongrie, Kossuth, avait déjà paru sur l'horizon, et fit pâlir celle de Szechenyi, qui naguère brillait de tout son éclat. Un hâbleur incendiaire l'avait emporté sur le prudent et grand patriote Szechenyi ! Ses immenses services rendus à la patrie furent oubliés, et l'inconstance de la faveur populaire fut encore constatée.

Ce fut encore dans l'intérêt de la couronne, que Szechenyi accepta en 1848 le portefeuille de ministre de la main perfide du comte Louis Batthyáni, dupe de Kossuth, idole du jour qu'aucun noble magyar, qui se respecta, n'aurait pas reçu dans son intimité avant peu d'années, et qui (Kossuth) tâcha d'endormir les craintes des Magyars loyaux en faisant résonner à leurs oreilles les noms vénérés de Szechenyi et Deák dans le ministère magyar.

Nous allons reprendre le fil de l'histoire.

L'empereur François, alarmé de la turbulente diète de Hongrie de 1825, et ne se fiant plus aux protestations de loyauté par rapport à la Hongrie de la part de l'archiduc palatin Joseph, chercha lui-même une capacité parmi les Magyars pour conjurer la tempête menaçante de la diète prochaine. L'empereur choisit malheureusement le baron Reviczky, qui au commencement montra beaucoup d'adresse et de finesse dans les affaires de Hongrie, mais qui abusa bientôt de la confiance de son roi, en courant après une vaine popularité, et sacrifiant les intérêts de la couronne à une vanité coupable. Reviczky, fils d'un professeur à Pest, mais d'une famille noble, avait fait une si étonnante carrière, qu'il se trouva déjà au sommet des grandeurs de la cour et de l'administration à l'âge où les autres occupent à peine des postes encore plus ou moins subalternes. Le monde, ne pouvant s'expliquer la faveur inouïe du jeune Reviczky, le supposa fils naturel de Léopold II, dont il avait plusieurs traits

excepté les lèvres inférieures et caractéristiques de la maison de Habsbourg-Lorraine.

Reviczky a été élevé à l'académie thérésienne à Vienne, et après avoir achevé ses études on lui donna un petit emploi. Quand la guerre de l'an 1809 éclata, l'enthousiasme général des jeunes gens le fit entrer comme sous-lieutenant dans le 33^e régiment de ligne d'infanterie hongrois, portant alors le nom du baron Staray. Il assista à la glorieuse bataille d'Aspern dont les avantages furent anéantis quelques semaines plus tard par la perte de la bataille de Wagram.

L'archiduc Charles perdit la bataille, car son frère l'archiduc Jean n'arriva pas avec ses 36.000 hommes sur le champ de bataille, d'où il n'était éloigné qu'à quelques lieues. L'archiduc Charles n'oublia jamais cette faute à son frère, et ce ne fut que quelque peu de temps avant la mort de l'empereur François, que l'impératrice Caroline réussit à réconcilier ces deux frères ennemis.

Le général d'artillerie Jérôme comte Colloredo avait confié à son fils François, devenu puis prince Colloredo et général en 1848, que l'archiduc Jean lui avait fait lire une lettre, — quelque temps après la bataille de Wagram, — laquelle le justifia pleinement de ce qu'il n'était pas apparu sur le champ de bataille. Kutschera, ce « saule pleureur » comme il s'appela soi-même et quelquefois même « pauvre porc ! » dans sa belle humeur, fut alors l'adjutant-général de l'empereur François.

Après la guerre de 1809 Reviczky rentra dans la carrière civile, et fut nommé aussitôt assesseur à la table royale en Hongrie ; plus tard on le trouva comme conseiller aulique attaché à la chancellerie du vice-roi Renier à Milan ; et puis comme vice-président en Galicie ; enfin l'empereur le nomma président à la chambre aulique à Vienne et peu de temps après chancelier à la chambre aulique de Hongrie.

Un coup d'apoplexie tua le prince Kohary en se promenant dans son jardin avec Majláth, et l'empereur envoya alors Reviczky pour le remplacer à la diète de Hongrie en 1827. Reviczky termina les affaires de la diète de 1827 et de celle de 1830 à la satisfaction de l'empereur, qui le décora du grand cordon de l'ordre hongrois de Saint-Etienne, le nomma comte et enfin grand-maître de la cour du prince héréditaire et roi de Hongrie Ferdinand V.

Une fortune si inouïe donna le vertige à Reviczky, et il ne travailla plus que pour augmenter son influence et sa popularité en Hongrie, où il flatta la vanité nationale et fit les plus belles promesses à chacun qui avait quelque chose à solliciter chez lui ; il mit les non-réussites toujours sur la mauvaise volonté de la cour

impériale, et devint de cette manière l'idole des Magyars, s'enivrant à l'encens qu'on lui brûla partout. Reviczky, bel homme, instruit, talenté, parlant l'idiome magyar avec une certaine élégance et une volubilité bien rares à cette époque pour un homme d'état en Autriche, connaissant le faible de la nation hongroise et jouissant de la confiance de l'empereur, aurait pu effectuer des miracles en Hongrie au profit des idées gouvernementales en Autriche, — mais il préféra de courir après sa chère popularité.

Reviczky avait dit un jour à l'empereur « que le roi de Hongrie n'était que le premier des Magyars, et que tout gouvernement serait impuissant de renverser la constitution hongroise, — car alors l'opposition magyare se trouvait sur une base légale, et le gouvernement sur une base illégale ». L'empereur reconnut la justesse de cette phrase, — mais il y avait une borne à l'étendue de ce principe, où les intérêts de la monarchie se trouvaient en opposition avec ceux du royaume de Hongrie, qui n'était qu'une partie intégrante de l'empire d'Autriche ; voilà ce que le comte Reviczky voulut ignorer.

Tant va la cruche à l'eau, qu'à la fin elle se casse. Le voyage de Reviczky à travers le comté de Borsod, dont il a été nommé *comes supremus* parut à un triomphe et il fut partout reçu comme un roi. Ses discours et ses répliques sur les harangues, qu'on lui adressa partout, firent l'effet d'une torche brûlante, jetée dans une gerbe de blé, provoquant partout un enthousiasme délirant. Il s'oublia dans un de ses discours jusqu'à dire, « que le porc qui ne ronge que les racines, ne peut détruire la chaîne [sic] ! » en idiome magyar : « *á diszno melly tsak a'gyökröt megragja, a'tölgyfanak nem árthat !* ». Par conséquent si vous entendez par la chaîne la constitution hongroise, le porc doit naturellement présenter le gouvernement impérial. Ce discours, traduit en allemand, se trouva bientôt entre les mains de l'empereur, qui en avait alors assez. Reviczky commit encore cette indiscrétion, qu'il se rendit avec sa chaise de poste, en retournant de la diète de Hongrie de Presbourg, tout droit au palais impérial à Vienne, et demanda une audience malgré l'heure avancée du jour, et que l'empereur se trouvât déjà dans sa chambre à coucher. L'empereur, indigné de cette indiscrétion, lui fit dire « de s'en aller et de revenir le lendemain à neuf heures du matin » ; puis sa majesté dit à l'impératrice : « Cet homme se conduit comme si la révolution serait déjà éclatée en Hongrie ». Peu de temps après le comte Reviczky se trouva sur la route de Florence, où il a été nommé ambassadeur d'Autriche. Il ne devait plus revoir ni sa patrie, ni sa belle dame Marie M..... à Vienne, laquelle lui avait prêté beaucoup d'argent pour soutenir le train luxurieux de sa maison. En 1847

Metternich lui répondit sur une lettre, où il demanda la permission de se rendre à la diète de Hongrie pour y agir en faveur de la couronne, « que la situation critique en Italie, ne permettait pas qu'il s'absentât un seul jour de Florence, où sa présence dans ce moment était plus nécessaire que jamais ! »

Reviczky mourut le 21 avril 1862 au couvent de Heiligenkreuz où il vécut depuis plusieurs années, tout retiré et en piété contemplative. *Sic transit gloria mundi !* — mais sa gloire ne fut que douteuse et très éphémère.

En attendant, l'empereur François I^{er} vieillit, et la machine d'état s'en ressentit ; car les ministres ne parurent plus avoir une autre vocation que celle de la représentation. Metternich, qui avait encore en 1828 arrêté la marche des Russes à Constantinople par son veto, parce que l'empereur Nicolas ne voulut céder à l'Autriche, dans le cas d'un partage de l'empire ottoman, les provinces turques jusqu'au Balcan, qui formerait une frontière naturelle, prévint de son œil perçant la catastrophe sinistre, laquelle devait arriver après la mort de François sous son successeur et menacerait à déchirer le vieux pacte social, sur la foi duquel tant de différentes nations s'étaient reposées pendant tant de siècles, et amènerait la dissolution de la vieille monarchie autrichienne. Pour cette raison Metternich proposa à l'empereur François d'exclure le prince héréditaire, l'archiduc Ferdinand, de la succession à la couronne impériale, puisque sa faiblesse physique constatée ne lui permettrait pas à développer toute cette énergie, si nécessaire pour un souverain, dans une crise d'où dépendait le sort de l'état et du trône selon qu'elle finirait bien ou mal.

L'empereur reconnut la justesse de ce conseil, mais il n'osa rien décider dans une affaire d'état d'une si grande portée par rapport à la Hongrie, sans le consentement des plus puissants magnats de Hongrie et l'opposition des seigneurs magyars, que l'empereur consulta, enfonça le projet de Metternich. C'est clair qu'un roi de Hongrie faible convenait beaucoup plus à leurs intérêts personnels qu'un roi ferme, qui aurait su mettre une digue au débordement de leurs passions politiques, qui menacèrent l'unité de la monarchie autrichienne.

Le secret du projet du prince Metternich transpira, et lui attira l'aversion de l'archiduc Ferdinand, qui fut couronné roi de Hongrie le 28 septembre 1830 à Presbourg sous le nom de Ferdinand V, puisque les états de Hongrie ne voulurent le reconnaître comme Ferdinand I^{er}, qui lui convenait de droit comme futur empereur d'Autriche. Cette circonstance prouve que les Magyars et même les

vieux conservatifs nourrissaient déjà à cette époque des idées séparatistes, en voulant séparer le roi de Hongrie de l'empereur d'Autriche ; c'est-à-dire, ils voulaient tous conserver le principe qui devait nécessairement rompre le lien qui unissait la Hongrie à l'empire.

A la fin du règne de François I^{er} l'armée fut même négligée, et le baron Baldacci, président du directoire suprême de la comptabilité, ne sut proposer que des épargnes sur l'armée.

Baldacci, que le chancelier de la chambre aulique illyrienne comte François Balassa avait amené à Vienne, fut un bel homme, rusé et talenté. Il fit son chemin par sa souplesse, et en travaillant pour ses chefs. L'empereur le remarqua, le protégea, et le prit puis tellement en affection, qu'il lui permit même d'habiter en été le pavillon dans le jardin du château impérial à Schönbrunn, près la grille de Hitzing. Ce fut une faveur inouïe. Le maréchal Radetzky le détesta, et sut en raconter de belles choses.

La révolution de 1830 à Paris trouva l'armée autrichienne incapable d'entrer en campagne ; et heureusement la choléra-morbus empêcha alors la guerre sur le continent. Pendant la révolution de Pologne en 1831 l'Autriche observa une stricte neutralité. On dit que les Polonais avaient offert la couronne de Pologne à l'archiduc Charles, — mais que la cour impériale à Vienne avait refusé cet offert.

Les troubles à Parme, Modène et dans la Romagne à cette époque, et qui se renouvelèrent en 1832, furent promptement domptés par un petit corps d'armée autrichien, ce qui ne fit qu'augmenter l'opinion de l'empereur que sa force d'armée était plus que suffisante. Personne n'osa proposer la moindre innovation par rapport à l'armée. Le prince Hohenzollern cependant, président du conseil de guerre aulique alors, hasarda de proposer des pantalons pour les bataillons de chasseurs, plus convenables pour une troupe légère que ces culottes étroites qui empêchaient tout mouvement libre. La résolution impériale là-dessus ne se fit pas attendre, et ne contenait que ces peu de mots : « qu'on fasse les culottes étroites des chasseurs si larges comme des pantalons, alors ils n'auront pas besoin de pantalons ».

Par rapport au prince Hohenzollern, qui avait beaucoup de vanité, on raconta alors qu'il avait dit que la maison de Hohenzollern était plus ancienne que la maison de Habsbourg. Kutschera, qui l'avait entendu par un autre, s'empressa de le raconter à l'empereur, qui répliqua sans la moindre aigreur : « Cela se peut bien, mais je n'ai jamais entendu dire qu'un prince de Habsbourg eût servi chez un prince Hohenzollern ! »

En 1831 la situation politique devint si critique en Italie, que

l'empereur François fut forcé d'y envoyer le général de cavalerie, comte Radetzky ; car il n'y avait alors que celui-ci capable de commander avec succès une grande armée.

L'empereur, pour soulager sa vieillesse, nomma son frère l'archiduc Louis son *alter ego* en lui recommandant de ne jamais s'écarter de la voie tracée par lui.

L'archiduc Renier ne parut être condamné qu'à représenter à Milan et Venise, puisque toutes les pièces signées par lui prirent la route de Vienne. Les Italiens rendirent cependant justice aux qualités estimables de leur vice-roi ; et la vice-reine, née princesse de Carignan, a été aussi très aimée.

L'archiduc palatin Joseph en Hongrie, à Bude, sut conserver sa popularité jusqu'à sa mort ; mais point les droits de la couronne et les sympathies des Magyars pour le gouvernement impérial.

En Transylvanie l'empereur fut forcé de résoudre la diète à cause de l'esprit hostile qui s'y manifesta contre son gouvernement. Ce fut peu de temps avant sa dernière maladie et lui causa beaucoup de chagrin.

Le vieux comte Ficquelmont, dans sa brochure « Lord Palmerston et l'Angleterre », en parle de cette époque en des termes bien forts. Il dit à peu près que le *marasmus senilis* qui s'était emparé du gouvernement impérial, en même temps que de son vieux souverain, avait réagi sur l'administration dans toutes les provinces. Dès que l'Autriche existait, on n'avait jamais vu l'administration dans un si déplorable état.

Le plus petit magistrat, le plus puissant ministre n'osa plus donner une décision, ni l'empereur lui-même. C'était une stagnation désolante. Tout le monde s'en plaignit. Majláth et Apponyi firent des inutiles efforts pour ranimer la vie gouvernementale en Autriche. Ce fut en vain ; la machine d'état a été usée. Metternich disait même alors : « Chez nous on règne, mais on ne gouverne pas ! »

Enfin l'empereur François I^{er} mourut le 2 mars 1835. Quand le son lugubre du bourdon de Saint-Etienne annonça l'agonie du souverain, qui avait régné 43 ans sur l'Autriche, et quand les bons bourgeois de Vienne accoururent à la cathédrale pour prier aux pieds des autels pour la vie de leur bon père « Franzl » (François), qui aurait rêvé alors que 13 ans plus tard ces mêmes bourgeois laisseront chasser son fils de la paisible demeure de ses ancêtres, à qui on n'avait à reprocher que sa trop grande bonté, laquelle ressemblait à la faiblesse ; et de s'être entouré de conseillers, qui furent toujours en retard d'une idée, d'une année et d'une armée. ✓

L'avènement au trône de Ferdinand I^{er} ne sut remédier à cette

désolante stagnation. L'archiduc Louis, nommé *alter ego*, avait donné sa parole à feu empereur François de ne rien changer à l'administration pendant les premières 10 années après sa mort ; et de cette manière tout ne fit qu'empirer.

Une police, surveillant les petites actions, ignora cependant en 1846 la conspiration en Galicie ; et Metternich n'en fut averti que par l'ambassadeur russe Tatitschef. Metternich en demanda aussitôt un rapport détaillé au gouverneur civil et militaire en Galicie, l'archiduc Ferdinand, qui, offusqué et mystifié par la rusée princesse Sapieha, répondit au prince : « que la crainte d'une révolution en Galicie n'était qu'une chimère ! » et le gouvernement autrichien ne prit aucune mesure sous ce rapport. Un jour que le prince Metternich avait des convives à sa table et entre eux l'ambassadeur russe, il reçut, au moment qu'on se rendit à la salle à manger, une dépêche, laquelle lui annonça que la révolution avait éclaté en Galicie. Metternich était obligé de répondre à la dépêche et d'en faire part à la cour impériale, ce qui fit qu'on l'attendait depuis longtemps pour se mettre à table. Metternich, en entrant enfin dans la salle à manger, s'en excusa de son retard par l'importance de la dépêche, qu'il avait reçue de la Galicie, où la révolution avait éclaté. Tatitschef y répliqua avec un rire sardonique : « Mais, mon prince, tout cela n'est qu'une chimère ! » en faisant allusion à la réponse que le prince lui avait faite après avoir reçu le rapport de l'archiduc Ferdinand de Lemberg. Metternich se mordit les lèvres, mais n'y répliqua rien.

L'énergie du brave major Benedek, alors adjudant du commandement général en Galicie, — aujourd'hui général en chef de l'armée d'Italie, — de concert avec les paysans conduits par des anciens soldats de ligne autrichiens, qui massacrèrent *con amore* les seigneurs polonais rebelles, mirent bientôt fin à cette révolte mal combinée.

Après cet événement eut lieu l'incorporation de la libre ville et province de Cracovie dans l'empire d'Autriche, ce qui fit naître ce bon mot à Vienne, « que l'empereur Nicolas avait fait cadeau d'un chien enragé à l'empereur d'Autriche ».

Le mécanisme et les formes de la bureaucratie étouffèrent tout élan spirituel en Autriche. La censure y fut sévère plus que jamais, et pourtant toute la monarchie a été inondée de brochures incendiaires et prohibées. « La vie de Jésus », par le docteur Strauss, était si prohibée, qu'on ne la put se procurer même pas *erga schedam* ; et pourtant on la vendait en cachette.

Le lieutenant-feldmaréchal comte Clam-Martinitz, premier adjudant général de l'empereur, pour faire voir au comte Sedlnitzki la nullité de sa police, lui montra la « Vie de Jésus » qu'il venait d'ache-

ter à Vienne. Le ministre de police ne lui voulut pas ajouter foi à ce qu'il avait acheté ce livre à Vienne. Le comte Clam-Martinitz lui nomma enfin le libraire Gerold chez qui il l'avait acheté, mais sous la condition que le ministre de police ne poursuivrait pas ce libraire à cause de la vente de ce livre défendu, ce que celui-ci promit en donnant sa parole d'honneur. Sedlnitzki voulut cependant faire arrêter plus tard le libraire Gerold pour avoir vendu ce livre à un de ses mouchards, qu'il avait envoyé aussitôt après la conversation avec le comte Clam-Martinitz pour avoir une raison plausible de couper sa parole d'honneur ; mais l'adjudant-général de l'empereur n'était pas l'homme à se laisser compromettre vis-à-vis d'un libraire, qui avait mis pleine confiance en lui, et provoqua le comte Sedlnitzki en duel. Le ministre de police préféra alors de lâcher le libraire que de se battre avec un si redoutable adversaire.

Le comte Clam-Martinitz fut un chevaleresque et noble seigneur. Il fut question de dissoudre les haras militaires de Babolna et Mezö-Hegyés en Hongrie ; car il fut constaté, qu'un cheval y coûta à l'État plus de 300 fl. en or ; et pour une telle somme d'argent on aurait pu acheter au moins 4 chevaux de la même qualité à l'étranger. Le comte Clam-Martinitz s'y opposa en alléguant que ce serait une honte pour l'Autriche de n'avoir pas même des haras militaires. Le référendaire et conseiller aulique, baron N..., ne voulut démordre de sa proposition, car il avait à sauvegarder les intérêts financiers de l'état, — mais le tout-puissant comte Clam-Martinitz remporta naturellement la victoire dans ces vifs débats. Peu de jours après ils se rencontrèrent dans l'antichambre de l'archiduc Louis, et le baron évita les regards du comte, le supposant irrité contre lui à cause de son opiniâtre opposition ; mais Clam-Martinitz alla droit à lui, et lui dit, en serrant cordialement ses mains : « *inimicus causa, amicus persona !* je vous estime autant plus, comme je me suis convaincu que vous avez le courage de soutenir les intérêts de l'état même au risque de vous faire des ennemis ; mais j'espère que vous ne me conserverez pas rancune ». Peu de temps après le comte fit savoir au baron dans une lettre gracieuse qu'il lui avait écrite que sa majesté l'empereur venait de nommer son fils major dans un régiment frontière.

Le comte Clam-Martinitz fit aussi son possible pour remettre l'armée sur un pied respectable, et soutenait toujours les propositions du maréchal Radetzky en Italie. L'armée reçut des nouveaux règlements pour les exercices et les manœuvres, l'habillement des soldats fut amélioré et l'uniforme des officiers plus embelli ; enfin il fut le seul, depuis que l'archiduc Charles s'était retiré, qui s'occupa sérieusement de la régénération de l'armée impériale. Malheureusement

ment cet homme génial et plein d'esprit mourut le 29 janvier 1840 après une courte maladie. La goutte, placée dans sa tête, éteignit cette vaste intelligence. Il avait assez vécu pour l'honneur de son nom, trop peu pour le bien public de la monarchie. Sa mort a été une calamité publique.

Les finances d'état se trouvèrent après 30 ans de paix dans un aussi déplorable état que Metternich même devint quelquefois soucieux ; mais il était déjà trop vieux pour adopter un nouveau système, et sa vieille politique était comme pétrifiée dans sa tête. En 1844 la diète de Hongrie avait envoyé une députation de 40 membres à Vienne, à la tête de laquelle se trouva Lonovics, l'archevêque d'Erlau, et qui avait demandé, au nom du royaume de Hongrie, une constitution pour les autres provinces héréditaires et en même temps quelques petits changements à la constitution de Hongrie sans toucher à ses lois fondamentales. Quand cette députation s'était présentée au prince Metternich, qui avait entendu avec la plus grande attention le brillant discours de l'archevêque Lonovics, on attendait avec la plus grande curiosité la réponse de Metternich. Celui-ci répliqua : « Messieurs ! Je ne veux point vous tromper avec de belles paroles ou avec de vaines promesses, mais je veux vous déclarer franchement que les provinces héréditaires doivent se contenter de leurs diètes de postulats ; et que la Hongrie n'aura ni plus ni moins que sa vieille constitution. La monarchie doit rester telle qu'elle est. Son édifice est tellement construit qu'on n'ose pas y déplacer une seule pierre sans le faire écrouler. Je n'oserai jamais proposer à ce rapport le moindre changement à sa majesté l'empereur et roi, et tout doit rester tel qu'il est ! »

Voilà une réponse bien décisive ; et Metternich hâta de clore la diète de Hongrie par l'archiduc Charles, qui fut obligé de se faire à la hâte un uniforme hongrois, et il arriva alors à ce prince qu'il avait, en se couvrant sur le trône pour lire son discours, mis le kalpac de la sorte sur sa tête que le héron se trouva par derrière, et le public sur la galerie poussa alors sa bassesse si loin qu'on entendit continuellement siffler pendant tout le discours que lisait le prince Charles, bien étonné de cette conduite infâme qu'il n'avait su s'expliquer. Les sifflets continuèrent même à sa sortie. Cette démonstration prouva assez l'esprit public en Hongrie.

Metternich, pour entraver les idées séparatistes des Magyars, lança les Croates contre les Magyars ; et il trouva un instrument habile pour atteindre ce but dans la personne du jeune docteur Louis Gaj, à Zagrabie en Croatie. Gaj avait déjà alors créé l'illyrisme en Croatie, qui devait réunir tous les Yougoslaves pour

s'émanciper de la suprématie magyare et faire opposition à leurs tendances si dangereuses à l'unité de la monarchie autrichienne ; et on en parut content à Vienne. L'archiduc palatin Joseph fut de prime abord un ennemi déclaré de l'illyrisme, qui commença à fermenter en Croatie et même en Slavonie, et éveilla l'amour de la nationalité et l'indépendance de la suprématie magyare dans les provinces, soi-disant annexes. Un certain Mirko Bogović, secrétaire du baron (comte) François Kulmer à la diète de 1841, raconta que l'archiduc palatin avait dit un jour au baron Kulmer, quand celui-ci avait tenu un discours en faveur de la nationalité slave en Hongrie : « Sachez, Monsieur le baron, que je ne reconnaisse d'autre nationalité en Hongrie que la nationalité magyare et que je saurai bien supprimer toutes les tendances contraires à ma volonté ; — que Monsieur le baron s'en souviennent bien ! »

Les sinistres événements du 29 juillet 1845 ont bien prouvé la sincérité des paroles de l'archiduc palatin.

Le comte Apponyi, successeur de Reviczki, homme loyal et dévoué à la cour impériale, ne partagea point les opinions politiques de l'archiduc palatin, et disait souvent à ses amis intimes que ce prince était sous quelque rapport tout à fait fasciné, et qu'il en craindrait les suites, si la cour impériale ne se trouvait pas sur ses gardes.

La sanction de la langue magyare comme langue diplomatique en Hongrie à la diète de 1832 à l'an 1836 décida la suprématie magyare, mais elle provoqua en même temps une grande opposition de la part des autres nationalités en Hongrie, dont le gouvernement impérial aurait pu tirer les plus grands avantages avec un peu plus d'adresse et de bonne volonté de la part de l'archiduc palatin, qui mourut enfin le 13 janvier 1847. Il fut remplacé par son fils, l'archiduc Etienne, malgré la plus grande opposition de la part du prince Metternich, qui aurait préféré tout autre magnat de Hongrie au fils de l'archiduc palatin Joseph.

Longtemps avant la révolution de 1848, régna déjà un mécontentement général en Autriche, et il aurait fallu qu'on eût les yeux bandés et les oreilles bouchées pour ne pas s'en apercevoir. Le comte Sedlnitzki, seul à Vienne, parut ignorer cette menaçante fermentation d'esprit.

Toutes les provinces slaves étaient alors inondées par des émissaires russes, serbes, italiens et magyars.

En Bohême leva le parti national la tête, et les comtes Deym et Thun furent des champions de la nationalité tchéco-slave.

Dans l'archiduché d'Autriche même les états de la province osèrent alors parler une langue jusqu'alors inouïe par sa franchise et fermeté.

En Hongrie on conspira ouvertement. Kossuth et les chefs de la

démocratie avaient envoyé un corps de ballet sous la direction d'un certain Veszter Sandor, et le maître de chapelle Itavi avec des Bohémiens, à Paris pour y faire connaître la danse et la musique nationale des Magyars. Ces danseurs et musiciens magyars s'arrêtèrent dans toutes les grandes villes d'Allemagne et de France ; et le pauvre comte Sedlnitzki ne se douta guère que tous ces vagabonds ne furent que des émissaires de Kossuth. En 1848 ces émissaires chantants et dansants furent les premiers qui saluèrent la république française, en se rendant à l'hôtel de ville en costume national et drapeau tricolore en tête, et en exprimant les sympathies de la nation magyare pour la révolution de février 1848 ! Lamartine reçut gracieusement cette députation, à la tête de laquelle s'était mis le docteur Bernstein.

A la fin de l'an 1847 il y avait un pressentiment universel que de grands événements se préparaient. Le comte François Stadion, gouverneur de Trieste en 1847, disait entre autres au commissaire de cercle Joseph de Schivitzhofen, qui l'accompagna dans sa voiture de Gorice sur la route de Trieste : « Oui, mon cher commissaire, il arrivera en peu de temps le moment où le capitaine du cercle et ses commissaires seront obligés de jeter la plume et de prendre l'épée à la main ! » On voyait l'agitation dans toutes les provinces, surtout en Italie et en Hongrie, on en connaissait les causes, les moyens, on signalait le but, et cependant tout le monde fut pris comme à l'improviste.

Le véritable foyer de la révolution se trouva à Milan, d'où les affiliations s'étendirent jusqu'à Turin, Londres, Bruxelles, Berlin et à Vienne, où il y avait des comités directoires, qui formaient des associations dans toutes les grandes villes du continent. La Russie seule en fut exceptée.

Une entente cordiale entre tous ces comités, la plus stricte observation du secret, et la coupable indolence vaniteuse d'une police dupée, qui supposa que rien ne put échapper à sa vigilance et à sa finesse, furent la cause de la spontanéité de ces révolutions, éclatées presque en même temps à Paris, Vienne, Milan, Pest, Berlin, Munich et à Dresde et dans d'autres lieux.

La propagande révolutionnaire avait développé une activité effrayante sur le continent, surtout en Autriche, où elle avait trouvé au commencement si peu de sympathies pour ses doctrines malgré le mécontentement général dans les provinces, où tout le monde criait après des réformes dans toutes les branches de l'administration, mais on les désirait s'effectuer par le gouvernement même, et non par des révoltes. Ce ne fut que quand on s'est convaincu suffisamment qu'il n'y avait rien, et qu'il n'y aura jamais rien à attendre

de l'indolence du gouvernement, que tout le monde, pour ainsi dire, se précipita tête baissée dans la révolution.

Pendant que les émissaires, profitant surtout de bateaux à vapeur, suivirent le cours du Danube, Sedlnitzki lisait paisiblement les rapports de la police secrète, qui avait coûté tant d'argent à l'état, et qui n'avait servi que d'aveugler le vieux ministre de police sur le danger, et de calomnier les plus honnêtes et les plus loyaux sujets de l'empereur, parce qu'ils parlaient franchement, et tâchaient d'ouvrir les yeux à ceux qui se trouvaient au timon de la machine d'état. Le comte Sedlnitzki parut tout ignorer, au moins en jugeant par la complète nullité des mesures qu'il avait prises pour s'en garantir dans le cas qu'il en était informé. Ses agents de police, vendus pour la plupart au poids de l'or, le trompèrent, ou furent trompés à leur tour.

Metternich, qui avait des liaisons sans nombre, soutint aussi une espèce de police à soi, et ne se reposa point sur la vigilance et la perspicacité de Sedlnitzki, qu'il avait trouvé plusieurs fois en défaut dans le dernier temps de son activité. Alarmé par des rapports sur des émissaires inondant les provinces, [il] envoya le major Kudriaffsky, pour prendre des informations et pour dénicher les émissaires. Le bateau à vapeur, qui le transporta de Vienne à Semlin en descendant lentement le cours du Danube et mouillant pendant la nuit au milieu de la rivière, n'osa aborder aucun étranger ou passager ; mais cette mystérieuse expédition n'eut le moindre succès, car le major Kudriaffsky, malgré sa capacité et finesse ne put être d'aucune utilité pour découvrir des émissaires dans des pays où il n'avait pas les moindres relations amicales, dont il ne parla pas la langue et dont tout fut pour lui *una terra incognita*.

Les émissaires les plus dangereux furent les indigènes mêmes qui parcoururent alors comme une lance de feu les provinces, y apportèrent les rapports et y répandirent des nouvelles alarmantes avec une vitesse télégraphique.

Le grand coup partit cependant de la côte britannique, qui donna l'impulsion à la révolution d'Italie, par reconnaissance de ce que l'Autriche avait versé son sang et ruiné ses finances pendant 25 ans, pour détourner le danger de l'Angleterre, dont le redoutable Napoléon la menaçait toujours.

Canning avait déjà prononcé en 1828 au Parlement ces paroles incendiaires : « Je vais jeter les torches révolutionnaires sur le continent, soulever toutes les nations au cri de vive la liberté, et faire écrouler toutes les vieilles monarchies ! » — mais la main du Seigneur arrêta court le bras de ce ministre. Sa fin tragique est connue.

Lord Palmerston réalisa en 1848 le beau projet de Canning, et

Dieu le permit pour punir les hommes de leurs rêves d'utopie, de leur manque d'amour du prochain, et de leur mépris des lois divines et humaines.

Palmerston s'empara de l'esprit inquiet et exalté de Carlo Alberto roi des Sardes, dont toute la vie politique ne fut qu'un proteste [*sic*] contre le bon sens et la loyauté.

Palmerston parvint même d'entraîner le Pape Pio Nono, le vicaire de Christ, dans le piège infernal qu'il lui avait fait préparer par Mazzini et ses consorts.

Lord Minto, créature de Lord Palmerston, arriva avec une foule d'émissaires en Italie pour soulever les peuples dans la péninsule, — tant de fois dupe de la politique mercantile anglaise, au nom de la liberté et de l'indépendance.

Nous passons en silence sur ce bruit sourd, qu'on devait chercher les moteurs de la révolution en Autriche dans les plus hautes régions de la société, selon l'opinion même du comte Ficquelmont. Nous partageons plutôt l'opinion de l'avocat Emil Eckert, qui dans son œuvre imprimée à Schaffhausen, 1857, prouve à l'évidence que la société de la conjuration universelle (des francs-maçons) avait si bien créé les révolutions en 1848 sur le continent que la première révolution en France. C'est cependant bien vrai que le bas peuple ne sert que d'instrument aux hommes d'une classe élevée qui donnent l'impulse au mouvement populaire, comme le duc Philippe d'Orléans dans la première révolution française, car il faut de grands moyens pour obtenir de grands résultats, — et l'argent ne se trouve pas dans les poches du bas peuple. Il faut le concours et le concert de différentes forces dévastatrices pour parvenir à renverser une vieille monarchie, et après l'avoir minée de longue date.

De nos jours, la Russie, aveuglée par le désir de vengeance pour ses désastres dans la Crimée, fit son possible pour miner la puissance d'Autriche, en s'approchant tantôt de la France, de la Prusse et de l'Italie, en créant des embarras par des troubles en Serbie, Monténégro, Moldavie et Valachie, et même en intriguant en cachette en Hongrie et en Croatie, tout au détriment de son ancien allié, l'Autriche. Espérons qu'actuellement une politique plus saine réconciliera l'Autriche avec la Russie ; et le dernier séjour du grand-duc Constantin à Vienne nous donne la conviction que la route est frayée à une entente plus cordiale.

Cette longue introduction était nécessaire pour faire connaître aux lettres les causes les plus importantes et les fautes les plus graves qui avaient poussé la monarchie autrichienne en 1848 jusqu'à deux doigts de sa perte, laquelle sous Marie-Thérèse, consolidée par un gouvernement sage, reposa sur l'amour, la loyauté et la reconnaissance des nations réunies sous la couronne d'Autriche.

[TOME PREMIER]

*« L'histoire est le livre du monde,
ou s'inscrivent les actions des hommes. »*

Ce fut un trait de clairvoyance de l'empereur François I^{er}, quand il appela en 1831, au déclin de son long règne, le comte Radetzky à la tête de son armée d'Italie.

Radetzky fut un souvenir vivant des vieilles et parfois glorieuses guerres de l'Autriche, un des survivants de cette génération qui avait combattu sous Laudon, le prince Charles et Schwarzenberg, et qui se trouvait à côté du dernier à l'entrée des Alliés à Paris, cette grande épopée militaire qui laissera une trace éternelle retentissante dans l'histoire de guerre de l'empire d'Autriche. Radetzky connaissait à fond cette grande machine d'état, dont tous les ressorts étaient déjà alors usés, et qui ne se traînait que lentement en conservant encore l'impulsion primitive, et qui ne pouvait résister aux terribles secousses que lui préparaient l'esprit révolutionnaire en Italie, la démocratie en Allemagne, les tendances séparatistes en Hongrie et la perfidie du cabinet britannique d'intelligence avec le roi des Sardes, Carlo Alberto.

Radetzky, qui a été nommé maréchal, connaissait parfaitement les intentions secrètes et hostiles du cabinet de Turin, et pressentit une prochaine catastrophe. Ne voulant se laisser surprendre par les événements, il se hâta de faire connaître au gouvernement impérial la situation critique de l'armée d'Italie, en considération de la grandeur du danger qui la menaçait. Il insista pour que l'armée, l'unique soutien de la monarchie dans ce temps de troubles, fût augmentée considérablement, que les forteresses fussent armées et approvisionnées ; les fortifications de Vérone et Venise plus étendues et mieux défendues ; les corps d'armée rassemblés dans des camps d'exercice pour les former aux grandes manœuvres et les dresser à la petite guerre, qui joue un si grand rôle dans toutes les guerres d'Italie. Le gouvernement impérial, endormi dans une profonde sécurité, augmentée par les succès des promenades militaires à Naples et en Piémont, crut plus que suffisante l'armée

d'Italie, et ne permit qu'à contre-cœur au maréchal, après ses demandes réitérées avec la plus grande énergie et franchise, à rassembler ses corps d'armée dans des camps d'exercices chaque année.

La puissante bureaucratie à Vienne y reprocha au maréchal de vouloir jouer à la guerre au temps de la paix la plus profonde.

Si les conseillers auliques du conseil de guerre aulique, en frac noir et en cravate blanche, étaient tombés dans une grave erreur par rapport à la situation critique de l'armée d'Italie, et plus tard dans une grande responsabilité à cause de leur complète nullité de capacité et d'énergie à tirer le maréchal de l'embarras dans lequel ils l'avaient mis, il ne faut pas chercher la cause de leurs défauts dans leur mauvaise volonté ; mais plutôt dans les habitudes particulières de leur vie ; dans ces habitudes qui, si elles n'altèrent pas le fond du caractère, le teignent cependant de leurs propres couleurs. Ces messieurs, chargés de prononcer sur la motion d'un maréchal et homme de guerre, avaient été élevés pour ainsi dire dans une profession, c'est-à-dire pour la loi et les autres sciences politiques. Sortant de leurs études, ils ne s'étaient pas largement répandus dans le monde ; mais ils furent plongés dans les affaires du bureau avec toutes les méthodes et toutes les formes inflexibles et limitées qui dominant là. Il y a beaucoup à apprendre à cette école, et il n'est point de connaissances qui ne soient précieuses ; mais ces messieurs trop versés dans les matières du bureau sont rarement des esprits d'une remarquable largeur. Leurs habitudes officielles les inclinent à penser que le fond d'une affaire n'est pas beaucoup plus important que la forme dans laquelle elle est conduite. Ces formes sont adaptées aux circonstances ordinaires, et, partant, les personnes nourries dans l'office administratif font admirablement bien aussi longtemps que les choses ont leur train accoutumé ; mais lorsque les grandes routes sont coupées et que le torrent déborde, lorsqu'une scène nouvelle et orageuse s'ouvre, lorsque la pratique ne fournit aucun précédent, c'est alors qu'il faut une plus grande connaissance de la nature humaine, une plus vaste compréhension des choses que jamais l'officiel ne l'a donnée, que l'officiel ne la peut jamais donner. Pour cette raison, la puissante bureaucratie avant 1848 a été toujours un mal invétéré de l'Autriche, et ce n'est que de nos jours qu'on commence à employer des militaires dans les hautes fonctions politiques, bien que ceux-ci par la nature de leur métier même sont formés et faits à braver tous les événements les moins prévus, et de prendre conseil du moment et des circonstances, sans avoir besoin de parcourir un tas de paperasses pour trouver une idée au niveau de la catastrophe récente.

Avant 1848, le conseiller aulique baron Pidoll de Quintenbach

gouverna du fond de son bureau toute la frontière militaire peuplée d'un million d'hommes ; et si ses propositions ou décisions trouvèrent souvent une juste opposition de la part des généraux attachés au conseil de guerre aulique, les affaires prirent le chemin au conseil d'état où le baron Hitzinger, jadis officier d'économie dans la frontière militaire et protégé de Pidoll, fut le référendaire de la frontière militaire et fit toujours décider en faveur de la motion de son ancien protecteur.

Pour cette raison, des généraux talentés, expérimentés, et pleins d'énergie ne surent jamais se soutenir longtemps au conseil de guerre aulique, par exemple, comme Mihailovic et Bianchi, duca di Casalanza, le vainqueur de Tolentino. C'est vrai que le dernier avait sa langue bien pendue. Un jour qu'on voulut donner le rang à la cavalerie devant l'infanterie, bien que la première n'est qu'une arme secondaire, Bianchi s'écria en s'adressant au vieux vice-président baron Stipsicz : « Mais ce n'est que juste, Votre Excellence, car la cavalerie fait son service avec les fesses ! » — Stipsitz avait toujours servi dans les houzards.

Le maréchal Radetzky fit son possible pour suppléer par son énergie et par son génie aux incuries du gouvernement, et y fut soutenu et aidé par son excellent chef d'état-major, le chevalier Hess.

Hess, favori du comte Bubna, a été employé en 1821 comme commissaire militaire autrichien à Turin, et y resta jusqu'à la fin de l'occupation. Radetzky en fit plus tard son chef d'état-major et apprécia ses talents et ses sciences militaires ; mais à Vienne on regarda le chevalier Hess comme l'instigateur du vieux maréchal et la cause principale de toutes ses manœuvres et des camps d'exercices, qu'on y appela des jeux militaires. Hess fut rappelé à Vienne, ce qui blessa beaucoup le maréchal, mais le premier n'y perdit rien. Metternich s'empara aussitôt de Hess, le connaissant mieux que les conseillers auliques à Vienne le connaissaient, et lui confia une mission secrète en Allemagne. Hess parcourut alors toutes les résidences des souverains d'Allemagne, et retourna à Vienne, décoré de tous les grands cordons de ces potentats. Metternich a été très content de la manière dont Hess s'était acquitté de sa mission.

Malgré tous les obstacles que Radetzky avait à vaincre, l'armée d'Italie était devenue un vrai modèle pour toutes les armées du continent. Le mérite en revenait aussi bien à Hess qu'au maréchal Radetzky.

Le bruit de cette brillante armée autrichienne se répandit dans toute l'Europe ; et les cours étrangères furent bien étonnées de cet élan militaire si extraordinaire que prenait l'armée d'Italie, à quoi

on ne fut plus habitué depuis la paix de Paris en 1815. Un grand nombre d'officiers étrangers, distingués par leur rang et par leurs connaissances militaires, affluèrent tous les ans aux camps d'exercices de l'armée d'Italie, pour y étudier les savantes manœuvres du comte Radetzky et admirer les mouvements combinés de l'infanterie de la cavalerie et de l'artillerie, exécutés avec une rapidité et précision à quoi on n'était pas encore habitué à cette époque dans les autres armées du continent.

En 1843, y arriva le lieutenant-colonel Edouard baron Courtigis qui avait la mission du roi Louis-Philippe de se rendre dans la frontière militaire autrichienne, pour y étudier le système administratif et militaire dans le but d'en faire une application dans les colonies françaises en Algérie. Radetzky le retint à Milan et l'amusa avec des manœuvres et des parades jusqu'à ce qu'il avait reçu du prince Metternich la permission de le laisser passer dans la frontière militaire. Courtigis se rendit à Carlstadt en Croatie, où le lieutenant feldmaréchal baron Waldstätten le reçut très cordialement, et le recommanda puis au colonel Joseph baron Jellačić à Glina, où il passa quelques jours, d'où il se rendit enfin à Vinkovce en Slavonie chez le colonel Joseph baron Neustaedter, à qui il a été recommandé par Jellačić. Il s'y amusa si bien en parcourant le voisinage qu'il s'y arrêta 10 jours, et passa pendant ce temps plusieurs soirées chez le colonel, et chez le lieutenant-colonel baron Stillfried-Rattenitz. Après s'être informé de tout, après avoir tout vu et examiné, et après en avoir pris note, il assura que le système patriarcal des Slaves dans la frontière militaire n'était nullement applicable aux Français, chez qui deux familles ne pourraient s'entendre pendant 24 heures dans une et la même maison, encore moins plusieurs familles de plusieurs générations vivant réunies et obéissant à la volonté du plus ancien père de famille. Courtigis, de retour à Paris, écrit plusieurs fois à Neustaedter, et même à Vérone en 1853, en le priant alors de le rappeler au gracieux souvenir du maréchal Radetzky et de tous les camarades autrichiens dont il avait fait la connaissance en 1843 à Milan. Dans la même lettre, Courtigis fait ressouvenir Neustaeder qu'il avait prédit à Vinkovce la carrière brillante du ban Jellačić. Courtigis fut en 1853 général de division et commandant à Vincennes à Paris. Napoléon lui montra beaucoup d'affection.

Napoléon le Grand, qui avait écrasé l'hydre révolutionnaire, se trouva enfin enchaîné au rocher de l'île Sainte-Hélène, où il prononça ces paroles prophétiques : « Après 50 ans l'Europe sera cosaque ou république ! » Espérons que cette prédiction ne s'accomplira pas verbalement ou au moins, pas si tôt ; mais il est triste-

que les promesses, que les souverains avaient faites à leurs peuples en 1813 aux jours du danger pour les trônes, ne furent pas tenues loyalement. Des concessions sages et justes auraient contenté tout le monde et prévenu la triste catastrophe de 1848 ; mais depuis 1815 les peuples accusèrent les gouvernements d'avoir manqué à la parole donnée, et les souverains reprochèrent à leurs sujets le manque de confiance et l'esprit de résistance, ainsi que des idées exaltées et libérales, incompatibles avec les anciennes institutions des royaumes et le feu couva sous la cendre ! Quand le genre humain se trouve en marche, rien ne peut l'arrêter, sinon un gouvernement ferme et éclairé qui se mettra à la tête du mouvement gigantesque pour le diriger et maîtriser, afin de prévenir des secousses trop véhémentes et pour écarter des dangers pour les trônes et la société civilisée.

L'armée sera toujours le plus sûr moyen d'y parvenir, mais en Autriche avant 1848 manquait toujours l'argent pour subvenir aux frais d'une armée respectable, grâce aux contrôles des contrôles, qui, en contrôlant les uns les autres, dévoraient l'argent qui aurait suffi d'entretenir un nombreux corps d'armée.

L'armée d'Italie seule jouissait d'une ombre de protection financière, grâce à l'énergie de Radetzky ; et son génie suppléa au reste.

Les symptômes d'une révolution prochaine furent aussi alarmants à Milan qu'à Vienne ; mais le maréchal mit toute sa confiance dans sa vaillante et fidèle armée, qui lui était sincèrement attachée.

Le comte Sedlnitzki traita tout le monde de visionnaire, qui osa lui parler d'une révolution prochaine en Italie. Ce bon homme ne voyait pas même clair dans les rues de Vienne, et il ignorait pour ainsi dire ce qui se passait sous ses fenêtres ; car il ne croyait pas encore à une révolution prête à éclater, quand toute la capitale a été déjà inondée par des milliers d'étrangers ; quand des visages sinistres attiraient partout les yeux et les regards des passants, et quand l'émeute s'organisa dans tous les estaminets.

La révolution éclata le 13 mars à Vienne ; et la nouvelle en arriva le 17 au soir à Milan, où elle fut reçue avec une apparente tranquillité, — mais ce fut ce calme effrayant qui précède toujours la plus terrible tempête.

Le jour du 18 mars arriva. Le charme de la tranquillité matinale régna encore dans les rues de la belle capitale lombarde. Le soleil se leva en dorant les pointes des 800 tourelles, dont l'effet magique relève le luxe éblouissant et la grandeur imposante de sa vieille cathédrale. Les portes de la ville s'ouvrirent, qui renfermait dans son sein tous les âges, toutes les conditions, toutes les opinions, tous les rêves et tous les vices d'un siècle remarquable par les pro-

grès de l'esprit humain, et par toutes les extrémités ! La vie journalière devint alors affairée et bruyante. Tout d'un coup tous les coins de rue furent couverts d'affiches, qui annoncèrent la nouvelle que l'empereur venait d'accorder une constitution aux peuples de son empire, l'organisation de la garde nationalité [*sic*] et la liberté de la presse.

Cette nouvelle inattendue provoqua une grande agitation à Milan, et une certaine inquiétude s'empara de toute la ville. Le gouverneur comte Spaur fut alors absent, et se trouva remplacé par le vice-gouverneur le comte O'Donnell.

Radetzky, se trouvant ce jour de bonne heure au bureau de son adjudant-général Schönhal, y reçut une lettre du comte O'Donnell, qui l'engagea à consigner les troupes dans les casernes, pour ne troubler par leur apparition la joie du peuple provoquée par les nouvelles si agréables arrivées de Vienne. Le maréchal apprit par cette lettre que le vice-gouverneur se trouva totalement fasciné et Schönhal s'écria « que le moment était arrivé, où l'on devait mettre la main à l'épée » !

A 10 heures, toute la ville se trouva déjà en alarme ; et la garnison n'attendait que la détonation du canon d'alarme au castel pour prendre les armes.

Le podestat Casati et l'archevêque de Milan jetèrent les premiers leur masque. Accompagnés d'une foule immense et de drapeaux tricolores, ils se rendirent à l'hôtel du gouvernement pour forcer le comte O'Donnell d'exécuter sur-le-champ les concessions que l'empereur avait fait publier à Vienne. Cette démonstration fut claire ; la révolution venait de se manifester à Milan.

Le canon d'alarme retentit et toute la garnison se trouva en moins de 10 minutes sous les armes. Le maréchal, entouré de son état-major, se rendit à cheval au castel où l'on avait préparé une petite chambre pour lui.

L'hôtel de gouvernement fut emporté par le peuple, bien armé et conduit par des officiers étrangers ou traîtres, qui sortaient des rangs des bataillons lombards, après avoir massacré cruellement la faible garde de l'hôtel après une défense la plus héroïque. Le triomphe de cette canaille ne dura pas longtemps. Le général Wohlgemuth accourut avec ses braves en suivant le rempart, écrasa les barricades à coup de canon, et reprit l'hôtel de gouvernement à la baïonnette. Le gouvernement impérial s'en trouva cependant déjà chassé, et le gouvernement révolutionnaire l'avait remplacé.

Le général Rath, emportant toutes les barricades qui barraient le chemin à sa colonne, arriva au palais du vice-roi, l'occupa et fit couronner les galeries du Dôme de ses chasseurs, dont le plomb

meurtrier frappa avec une certitude mathématique tout ce qui s'approcha du palais ou de la cathédrale. Un sergent-major de ces braves tua à lui seul une trentaine de la canaille. Le maréchal fit tous ses efforts pour conserver les remparts de la ville, si nécessaires pour la communication des troupes, pour la possession de la ville, et pour sa retraite dans le cas de nécessité.

Lechi, ancien général napoléonien et ennemi enragé des Autrichiens, avait son quartier général au palais Borromeo, d'où il dirigea le combat du peuple dans la ville. Il fit barricader toutes les rues et percer les murailles des maisons pour faciliter la communication de ses tirailleurs et leur assurer une retraite sûre et prompte dans le cas que les Autrichiens, qui souffrirent beaucoup d'un ennemi caché par les murs, emporteraient les maisons à l'assaut.

Rien n'arrêta cependant la fureur belliqueuse des Autrichiens, qui emportèrent à la baïonnette et les barricades et les maisons, et massacrèrent tous ceux qui furent trouvés les armes à la main, pour venger leurs frères, que la canaille avait fait mourir avec une cruauté raffinée. Le carnage fut affreux, et les Autrichiens furent partout vainqueurs.

Casati, craignant que le maréchal parviendrait à dompter la révolution par la bravoure inouïe de ses soldats, força le vice-gouverneur comte O'Donnell, qu'il tenait en prison, d'écrire une lettre de la part du gouvernement impérial au maréchal pour le sommer à faire cesser sur le champ le combat dans les rues. Cet imbécile podestat a cru de faire intimider le maréchal par un chiffon de papier. Radetzky y répondit en déclarant la ville de Milan en état de siège.

Le colonel Döll emporta avec son régiment le vaste bâtiment de Broletto, défendu par l'élite des révolutionnaires, et y fit 250 prisonniers, qui appartenaient tous aux meilleures familles de Milan.

Radetzky n'en retint que 70 comme otages de la conduite des habitants, et mit le reste en liberté par une générosité peu méritée. L'exécrable diète de l'empire à Vienne osa même plus tard envoyer l'ordre au maréchal de mettre en liberté aussi ces 70 otages, qu'il avait retenus.

Le combat de rues à Milan, si meurtrier pour les Autrichiens toujours exposés au plomb d'un ennemi caché derrière les murs, dura déjà 5 jours ; et pour augmenter les souffrances d'un combat nocturne une pluie forte et froide tomba à verse sans interruption ; mais le soldat autrichien brava la colère du ciel, et la fureur de la révolte.

Les employés autrichiens et leurs familles furent alors le plus à plaindre. Les Autrichiens se regardèrent depuis longtemps comme sur un volcan à Milan ; mais personne ne se douta de sa célérité et de

la spontanéité avec laquelle la révolution y éclata sur tous les points. On se reposa aussi sur une police tant vantée — mais dupée ou traître. Les employés, surpris sans trouver le temps de prendre des mesures de sûreté pour leurs famille et leurs bagages, se précipitèrent tous avec leurs femmes éplorées, leurs enfants sanglants pâles et tremblants au castel pour s'y mettre sous la protection des baïonnettes, pendant que la canaille pilla leurs logements, ainsi que ceux des officiers autrichiens. L'archiduc vice-roi Renier et la vice-reine avaient quitté Milan quelques jours avant que la révolution y éclatât. La comtesse Woyna, sœur du lieutenant-feldmaréchal comte Felice Woyna, et dame d'honneur de la vice-reine, resta seule au palais du vice-roi, puisqu'elle ne pouvait pas suivre la cour, se trouvant malade au lit.

Luigi Berera, domestique du comte Woyna, retourna au risque de sa vie plusieurs fois au logis de son maître pour y sauver son or, ses bijoux et les choses les plus précieuses. C'est un beau trait d'un Italien du peuple, qui se montra en général plus noble que les seigneurs de Milan, qui ne rougirent point de piller eux-mêmes les logis des officiers autrichiens. Un grand jeune seigneur de Milan avait emporté une caisse de cigares du logis du comte Woyna et disait en les fumant sans honte : « Ma foi, le comte Woyna fumait d'excellents cigares ! »

Les dames milanaises se distinguèrent aussi en crachant aux figures des pauvres soldats autrichiens malades ou prisonniers, et en applaudissant aux cruautés de leurs compatriotes exercées sur des femmes ou des Autrichiens désarmés.

Retournons des nobles exploits des Milanais à ce brave Luigi Berera, qui sauva encore la sœur du comte Woyna, en la cachant plusieurs jours chez une femme de sa connaissance, et en la conduisant à la cour du vice-roi en Tyrol, après avoir obtenu avec beaucoup de peine un passeport pour elle.

Luigi Berera se rendit puis à Vérone, où il trouva son maître le comte Woyna, à qui il apporta tout son or, ses bijoux et tout ce qu'il avait sauvé, et lui annonça que sa sœur était sauvée et se trouvait en Tyrol, chez la vice-reine. Le comte Woyna se montra toujours reconnaissant envers son domestique, ce brave Italien, et lui procura en 1853 une place au bureau de chemin de fer à Vérone. Ce comte Woyna mourut en 1858 à Vérone.

Les paroles d'un Véronais, prononcées en 1849, sont remarquables ; les voilà : Il n'y a pas un de nous qui ne déclare les nobles de Milan pour les plus grands poltrons, pour les vils coquins ; car ils avaient dépensé des millions pour faire éclater la révolution et pour ruiner les pauvres campagnards qui en portaient les conséquences ;

et ces nobles milanais furent les premiers à se sauver en Piémont quand ils entendirent de loin éternuer un Croate de l'avant-garde des Autrichiens.

Milan fut le cratère de la révolution en Italie ; le tocsin y fut jour et nuit en branle, et le tintamarre, comme le bourdonnement de toutes les cloches des tours de la ville, fut si effroyable que plusieurs femmes accouchèrent avant le terme.

La révolution se répandit de Milan avec une rapidité étonnante sur toute la surface du royaume lombard-vénitien, et prit bientôt des dimensions gigantesques par la trahison des autorités civiles et par la pusillanimité de quelques commandants militaires.

Des volontaires révolutionnaires connus sous le nom de *crociati* accoururent de tous les coins de la péninsule, même de la Suisse italienne, au secours des Lombards et des Milanais, et bientôt toute l'Italie se trouva sous les armes contre la faible armée du maréchal Radetzky.

La perte de Venise fut pour l'Autriche le coup le plus sensible, et le plus grand avantage pour la révolution en Italie.

La lâcheté, — sinon la trahison —, du lieutenant-feldmaréchal comte Zichy commandant militaire à Venise, livra cette ville inaccessible, imprenable par sa situation maritime toute particulière, aux mains de la canaille révolutionnaire.

Radetzky n'avait jamais perdu de vue Venise, connaissant toute l'importance de cette grande ville maritime ; et il avait emporté, pour ainsi dire de haute lutte, la concession du gouvernement impérial de donner plus d'extension et de force au système fortificatoire de Venise ; et beaucoup de travaux ont été achevés ou commencés quand la révolution y éclata.

C'est vrai que le système entier de fortification de Venise a été plutôt basé sur la défense contre un ennemi étranger que contre une attaque de l'intérieur de la ville, mais tout militaire sait que cette ville par sa spécialité et par sa situation même n'est point du tout favorable à une insurrection populaire. La force armée, maître de la place Saint-Marc et de la riva degli Schiavoni, sera aussi toujours maître de la ville. Les forts auraient pu couper les vivres à la ville et la forcer de la sorte de rentrer dans l'ordre et dans l'obéissance. Mais tous ces avantages ne servirent de rien à un commandant tel que Zichy, qui vivait en concubinage avec une certaine Quaglia, qui avait figuré dans le corps de ballet au théâtre de la Scala à Milan, et qui lui avait mis au monde 3 garçons, le père tout craché, comme on dit. Zichy préféra les délices de la table à toute affaire sérieuse ; et s'il n'aurait pas été parent de Metternich, le gouvernement ne l'aurait pas laissé à Venise, surtout après le bruit

sinistre — quoique sans fondement — qui y courut à la mort subite de l'archiduc Frédéric.

Radetzky avait recommandé plusieurs fois au comte Zichy, tant par écrit que verbalement, à déclarer la ville de Venise en état de siège à la première manifestation hostile de la part de la populace. Zichy ne s'en souvenait pas au moment du danger et en portait toute la responsabilité.

Les amis de Zichy prétendent cependant qu'il ait voulu garder l'arsenal, formant à lui seul une vaste forteresse, par un bataillon croate, et d'en faire autant pour la patache, comme la fidélité des soldats et des officiers de la marine fut fort douteuse par rapport à leurs sympathies assez connues pour la révolution d'Italie, mais la première mesure ne fut jamais exécutée et la seconde aussitôt abandonnée, quand le lieutenant-feldmaréchal baron Martini s'y opposa en regardant cette mesure comme un outrage pour la marine, et une tache pour la pureté des sentiments d'honneur et de loyauté du corps d'officiers, dont il se faisait garant en sa qualité de chef de marine. Zichy eut la faiblesse de prendre en considération les remontrances du baron Martini, au moment où la sécurité publique et les intérêts de la monarchie devaient l'emporter sur les subtilités d'un point d'honneur fort mal à propos.

Le baron Martini, ayant toujours servi dans l'état-major, composa un jour une jolie compilation savante, dont le sujet fut la comparaison des différentes marines européennes. Le conseil de guerre aulique à Vienne, enchanté de sciences nautiques que ce général développa, a cru découvrir en lui les talents d'un commandant des vaisseaux de haut bord ; et s'empressa de le faire nommer commandant en chef de la marine impériale. On fit donc d'un coup de baguette d'un général de ligne un amiral et commandant en chef de la force navale, — mais il y avait alors en Autriche une si grande disette en article d'amiraux et même de capitaines de vaisseau, qu'on s'empara du premier venu qu'on jugea capable à remplir cette place importante.

La marine autrichienne avait besoin de grandes réformes ; et on croyait à Vienne le comte Zichy au fait des inconvénients et des abus qui y existaient, — par conséquent on adressa à ce rapport le nouveau chef de marine au comte Zichy ; mais Martini n'en put tirer d'autres informations que sur le vice de la pédérastie qui régna de préférence parmi les officiers de la marine. Voilà toutes les informations et instructions pour réformer la marine autrichienne. Le baron Martini avait raconté cela, lui-même, en 1853 à Vérone, au comte Wallmoden commandant du 7^e corps d'armée, en présence de deux généraux.

Martini aurait cependant pu se convaincre lui-même en peu de temps de la mauvaise organisation technique, des abus dans l'administration, et encore plus facilement de l'esprit de sédition dans le corps d'officiers de la marine, pour la plupart des Italiens.

Le colonel Marinović, ci-devant l'adjudant de l'archiduc Frédéric, en fit une noble exception. Il s'acharna contre les défraudations dans l'arsenal, et les vols qu'on y commit ; et auxquels participèrent de petits et de grands employés, des maîtres ouvriers et de simples manœuvres.

Marinović voulut enfoncer tous les employés prévaricateurs et chasser tous les ouvriers voleurs, réformer l'administration, établir un contrôle simple et sévère, et tout cela d'un seul coup ! — il ne réfléchissait pas à la fureur, à la haine, à la vengeance de tant de familles, dont l'existence serait anéantie par ses mesures de rigueur et de nécessité. Toute la populace du vaste arsenal jeta de hauts cris, et conspira comme un seul homme contre ce brave colonel, dont la mort par le poignard a été résolue, pour sauver l'existence aisée de tant de familles.

Martini, dont le caractère doux et réconciliant repoussa toute mesure d'extrême rigueur, préféra d'éloigner le colonel Marinović de Venise, et le destina pour une autre place dans les provinces de côtes. Mais l'homme propose et Dieu dispose ! Marinović a été destiné d'expirer à Venise comme la première victime de la révolution.

La révolution de Venise suivit la même marche comme celle de Vienne. Émeute de la canaille, et discours incendiaires. Manin et Tommaseo haranguèrent le peuple en public, puis formèrent un comité révolutionnaire. Voilà les chefs des insurgés à Venise !

Le gouverneur comte Pálfi les avait fait arrêter, et un ordre du gouvernement à Vienne les remit en liberté ! Le peuple les porta en triomphe sur la place Saint-Marc, où ils excitèrent par leurs discours le peuple à la révolte. Une seule compagnie d'infanterie, et par une seule décharge, aurait alors étouffé la révolution de Venise dans le germe. C'est beau dire à la Louis XVI : « Qu'aucune goutte de sang du peuple ne soit pas répandue ! » mais on aurait dû au moins apprendre par l'histoire de la Révolution française de Thiers « que toutes les révolutions finissent par être enfin écrasées par le plomb et le fer », et par où on aurait dû commencer pour étouffer la première émeute, et préserver de cette manière l'empire de maheurs d'une révolution sanglante et désastreuse.

Le 16 mars, la comtesse Pálfi, épouse du gouverneur, a été déjà insultée par la canaille dans la rue, en criant : « *a casa ! a casa !* » et la poursuivant jusqu'à ce que le maréchal Marmont, qui la rencontra

par hasard, lui offrit le bras, et qu'elle a pu sous sa protection retourner à son logis.

Le 17 mars arriva à Venise la nouvelle de la révolution à Vienne et comme si l'on aurait mis une lance de feu à un baril de poudre, la révolution éclata le 18 mars du matin à Venise.

Le comte Zichy avait alors perdu la tête totalement, et ne sut que bégayer des ordres inintelligibles, qui souvent n'avaient pas le sens commun. La garnison cependant, avisée par le commandant de place, se trouva en peu de temps en ordre de bataille sur les places désignées d'avance dans un cas d'alarme. Pour prouver la poltronnerie de la populace de Venise, et le peu d'énergie qu'il fallait pour écraser cette révolution dans le germe, nous allons citer un fait, que le capitaine Fehlmayer — qui mourut comme général de brigade en pension à Vienne avant quelques années — avait raconté, savoir : un chasseur de sa compagnie du régiment frontière de Petervardein s'était retardé, et passait seul la riva degli Schiavoni pour se rendre sur la place Saint-Marc, où sa compagnie se trouva déjà en ligne avec les autres troupes de la garnison. Chemin faisant il fut poursuivi par une foule de la canaille, qui hurla : « Mort aux Autrichiens » ! Ce brave chasseur continua son chemin avec un flegme délicieux et une mine moqueuse, qui voulait dire : « Mangeurs de salami ! je ne vous crains pas plus qu'une foule de crapauds qui voudraient me barrer le chemin ! » et si la foule le pressa de trop près, il fit volte-face et croisa la baïonnette pour enfler le premier qui oserait le toucher ; — alors toute la canaille s'enfuit épouvantée, et ne revient à sa poursuite, que quand il tourna le dos pour continuer son chemin. Il répéta plusieurs fois cette farce avec le même effet, jusqu'il se trouvât sur la place de Saint-Marc.

Quand la révolution éclata, le gouverneur civil comte Pálfi remit ses pouvoirs entre les mains du comte Zichy, en déclarant que la révolte empêcha sa fonction, et que le moment d'agir était arrivé pour le commandant militaire de Venise.

La conduite du comte Pálfi fut correcte, mais il aurait mieux fait de remettre les rênes du gouvernement à sa femme, née princesse Iablonovska et fille de la sœur du comte Woyna, car elle montra plus de courage, d'esprit et d'énergie que le comte Zichy, et ne cessa d'encourager les généraux et les officiers pour refuser la première capitulation honteuse qu'avait signée le comte Zichy et d'après laquelle la garnison aurait dû mettre bas les armes avant de quitter Venise.

La comtesse Pálfi, qui ne démentit point le sang polonais qui coulait dans ses veines, avait tant pris à cœur la malheureuse catastrophe de Venise, laquelle ravit injustement la bonne renommée à

son mari, qu'elle mourut peu de temps après, emportant dans le tombeau la plus haute estime des officiers autrichiens, qui ont connu cette courageuse princesse en 1848 à Venise.

Le comte Pálfi était mal jugé à Vienne, car il avait tout fait ce qui dépendait de lui. Déjà en 1847, il avait vainement sollicité l'arrestation de Tommaseo du gouvernement impérial, en déclarant qu'une révolution devenait inévitable à Venise, si l'on ne s'emparait pas de cet homme dangereux ; et en 1848 à la première manifestation hostile de la populace il demanda la permission au gouverneur de Gratz d'y faire escorter Tommaseo, comme le peuple de Venise ne manquerait pas de le délivrer, si l'on l'y voudrait faire enfermer. Le gouverneur de Gratz le refusa, — et un tel refus renferma une grande responsabilité ! Le comte Pálfi avait longtemps avant la révolution de Venise envoyé les plus sinistres rapports sur l'esprit public dans cette ville au comte Sedlnitzki à Vienne, qui s'en moqua en le regardant, comme à l'ordinaire, comme un visionnaire ; et malgré tout cela le ministre comte Stadion inculpa aussi plus tard la perte de Venise à l'incurie du gouverneur comte Pálfi, dont la conscience n'avait rien à lui reprocher, et qui avait demandé vainement après une information légale pour justifier sa conduite. Il vit actuellement sur sa terre à peu de distance de Gratz, le cœur navré de ce qu'on ne lui permit pas même à se justifier de sa conduite à Venise en 1848 !

Zichy seul est l'unique cause de la perte de Venise ! Ce fut lui qui avait consigné les troupes dans les casernes, intimidé par une députation révolutionnaire, qui lui fit croire que la vue des soldats exciterait la fureur du peuple. La garnison en fut indignée et n'obéit qu'à contre-cœur à cet ordre pusillanime. La conséquence en fut que la garde nationale s'organisa à Venise sans obstacle, et qu'elle occupa tous les postes militaires dans la ville. La nouvelle de la révolution de Milan (le 20 mars arrivée à Venise) y répandit une joie délirante, et exalta encore de plus toutes les têtes.

Le 22 mars, les ouvriers de l'arsenal se révoltèrent et massacrèrent sous les yeux de Martini le brave colonel Marinović qui s'y était rendu pour inspecter les travaux. Le baron Martini courut chez Zichy pour lui en faire le rapport, qui en fut encore plus épouvanté ; et tous les deux ne furent pas encore arrivés à une résolution ou décision, quand le major Paulucci (de la marine) se précipita dans la chambre pour annoncer au baron Martini, son chef, que le peuple menaçait de s'emparer de l'arsenal et que sa présence y devenait indispensable. Martini, au lieu de se rendre à la tête d'un bataillon à l'arsenal, y courut seul comme un insensé, accompagné d'un traître qui avait su s'insinuer, dans ses bonnes grâces aussitôt après

son arrivée à Venise, en vantant toujours la loyauté des officiers de la marine et leur attachement à leur chef actuel. Martini ne songea jamais à une trahison de la part de Paulucci, fils d'un général autrichien, ci-devant napoléonien, que l'Autriche employa même comme général de brigade en 1815 malgré sa peu de capacité, et qui devait tout, ainsi que son fils, à la bonté du gouvernement impérial. Qui aurait pensé à une si noire ingratitude ?

Martini fut dupe de sa noble confiance. A peine était-il entré dans la cour de l'arsenal, qu'on tomba sur lui. L'avocat Giurati demanda son épée, et Manin d'une manière laconique les clefs des salles d'armes, — puis on l'enferma dans une petite chambre, de la fenêtre de laquelle il a eu le plaisir d'entendre ses loyaux officiers de la marine fulminer contre le gouvernement autrichien, et encourager le peuple à la révolte. Le rôle du commandant en chef de la marine impériale a été alors fini !

En attendant, le comte Zichy, sans avoir brûlé une seule cartouche, avait signé cette capitulation si honteuse pour la garnison, que la comtesse Pálfi s'écria : « Je ne crois jamais qu'un homme d'honneur, un officier autrichien s'y pourrait soumettre ! » La garnison menaça d'emporter au bout de leurs baïonnettes une meilleure capitulation, et le général Culoz se fit l'organe des officiers. Enfin une seconde capitulation fut donc conclue qui permit à la garnison de se retirer avec armes et bagages de Venise, après avoir reçu la solde d'avance pour trois mois. Le comité révolutionnaire avait tout accordé pour se débarrasser au plus vite de la garnison autrichienne, qui aurait pu d'un moment à l'autre se rendre maître de la ville de Venise si à un général venait l'heureuse idée de s'emparer du commandement en chef des troupes, et à destituer au nom de l'empereur le comte Zichy, qui s'était rendu indigne du commandement. Quel beau rôle aurait pu jouer alors un général hardi et entreprenant, et quels immenses services aurait-il pu rendre à l'état et au trône.

Enfin tout était fini. La garnison fut embarquée, quitta Venise, et la république de Saint-Marc fut proclamée.

Il y avait beaucoup d'officiers autrichiens, qui prétendent que les ordres et les dispositions du comte Zichy, pour le cas d'une alarme, furent de la sorte que tout militaire devait douter de sa saine raison ou de sa loyauté. Ils le croient prouver par cette singularité : que la disposition pour une alarme s'était trouvée bien cachetée à chaque corps de garde de la ville, et qu'il était sévèrement défendu de l'ouvrir avant que le signal d'alarme eût été donné. De cette manière l'officier ne put recourir à cette instruction qu'au moment où il était responsable de l'exécuter sans délai. Il fallait donc la lire et relire au moment que les tambours battaient la générale, retenir

dans la mémoire tous ces noms italiens des rues, des places, des fles, qui se trouvaient dans la disposition, et finirent d'embrouiller la tête des officiers autrichiens, qui n'ont jamais entendu ces noms, et qui avaient tant de peine à s'orienter dans une aussi grande ville que Venise, — où l'on ne peut facilement trouver la communication qu'en gondole et sur eau.

Encore plus inconcevable leur parut la défense de charger les fusils à l'occasion d'une alarme ; et il arriva alors que le capitaine Fehlmayer, arrivant à temps avec sa division du régiment frontière de Petervardein pour sauver le colonel Vetter (officier de place) des mains de la canaille, qui l'entraînait comme prisonnier, avait été aussitôt après vertement réprimandé par celui-ci d'avoir fait charger les fusils. Vraiment on est au bout de son latin quand on apprend toutes ces bêtises qui se sont passées à Venise.

Après le départ des troupes autrichiennes toute la ville fut encombrée par une masse de malcontents et de révolutionnaires, qui y accoururent de tous les coins du continent ; puisqu'ils s'y trouvèrent en sûreté et à l'abri de toute attaque par la situation de la ville au milieu des flots, où aucun projectile d'artillerie les put atteindre, et protégés par une flotte piémontaise.

Le blocus et la reddition de Venise coûta à l'Autriche plusieurs millions en argent, et plusieurs mil [sic] de soldats, que la fièvre des lagunes avait emportés dans le tombeau.

Le comte Zichy a été bien condamné pour 10 ans de prison à la forteresse ; mais il fut plus tard pardonné et vécut retiré à Presbourg. Le baron Martini fut plus tard transporté de sa dure prison au palais de l'archevêque, où rien ne lui manquait que la liberté, qu'il ne recouvra qu'en 1849. La cour impériale l'envoya aussitôt après comme ambassadeur à Naples, pour le dédommager de sa longue captivité — qu'il aurait pu éviter par une plus prudente conduite.

Les amis de Zichy prétendent qu'il avait suivi en tout les conseils du baron Martini. C'est une triste excuse qui ne peut le justifier nullement de la lâcheté qu'il avait commise en signant la première honteuse capitulation, où Martini se trouva déjà enfermé à l'arsenal et ne put plus influencer ses actions.

Pendant les événements de Venise, l'illustre maréchal Radetzky combattait encore victorieusement dans les rues de Milan, et ne désespérait point de soumettre la ville en peu de jours, — mais un gros orage s'approcha des bords de Ticino et menaça de se décharger sur la capitale de la Lombardie.

Le roi sarde, Carlo Alberto, nommé *la spada d'Italia* par les Italiens, avait déclaré la guerre à l'Autriche le 23 mars 1848, et passa

déjà le 29 mars à la tête de 60.000 hommes et 100 bouches à feu le Ticino, entouré de ses fils et d'un brillant état-major, croyant le moment favorable de s'emparer de la couronne de fer, ce rêve qui le tourmenta si longtemps, et qu'il espéra de réaliser enfin.

Ce roi parjure avait trahi dans la révolution de Piémont en 1821 et avait combattu plus tard sous les drapeaux français à Trocadero, contre la liberté espagnole. Il envahit enfin, comme roi, le territoire de son voisin et parent, au moment de sa plus grande détresse, en mettant son entreprise coupable, à l'instar des bandits napolitains, sous la protection de la Sainte Vierge !

La fureur des soldats de Radetzky fit trembler les Milanais et désespérer du succès de leur révolte. Les soldats du premier bataillon frontière d'Otočac, en prenant les maisons à l'assaut, jetèrent les hommes et les meubles par les fenêtres. La ville fut glacée d'effroi, — mais l'approche de l'armée piémontaise, la défection de plusieurs bataillons italiens, la perte de Venise et la capitulation honteuse d'un autre commandant pusillanime, imposèrent au maréchal l'impérieuse nécessité de se retirer avec sa faible armée à Vérone, derrière le Mincio, pour y attendre dans cette redoutable position des renforts de l'intérieur de la monarchie. La vanité et l'entêtement de Napoléon de ne pas abandonner à temps Moscou, lui coûta la couronne et la France. Radetzky, plus prudent, recula pour le moment pour mieux sauter plus tard.

Les officiers italiens furent seuls coupables de la défection des bataillons italiens au service de l'Autriche ; car les soldats se retirèrent alors dans leurs foyers et refusèrent de combattre contre les Autrichiens ; et il faut dire, à l'honneur du peuple de la campagne en Italie, que les parents des soldats mêmes ne leur permettaient pas de prendre les armes contre le souverain, à qui ils avaient prêté serment de fidélité. L'esprit hostile contre le gouvernement autrichien ne régna au fond que dans les villes, surtout parmi la jeunesse excitée par un clergé corrompu et exalté.

Radetzky effectua sa retraite de Milan le 22 mars dans la nuit et dans le meilleur ordre, malgré la foule d'employés avec leurs familles et cet immense train, qui encombraient les intervalles entre les colonnes et l'arrière-garde. Le maréchal, entouré de sa suite, se trouva pendant sa marche de Milan à Vérone à la tête de la 3^e colonne.

L'armée marcha tambour battant, drapeaux déployés, fière et morne, mais l'espoir d'une prochaine victoire et la rage contre les Milanais dans le cœur.

Le petit bourg de Melegnano, trompé par des bulletins mensongers du comité révolutionnaire à Milan, croyait Radetzky en fuite

avec une petite troupe, et voulut arrêter la marche de l'avant-garde autrichienne, en tirant des coups de fusil derrière une barricade à l'entrée du bourg. Cette folle témérité coûta cher aux habitants. Ce misérable bourg fut aussitôt pris à l'assaut, incendié, dévasté, pillé, et les habitants, qu'on trouva les armes à la main, passés à la file [*sic*] de l'épée.

Cet exemple salutaire fit que la marche de l'armée impériale ne fut plus incommodée, et qu'elle arriva saine et sauve à Vérone. Vérone, habitée par 70.000 hommes, située sur les deux rives de l'Adige, s'élève avec sa partie septentrionale sur des collines ornées de bosquets d'oliviers, de cyprès et des villas romanesques.

Vérone avait conservé le vrai type d'une ville italienne du moyen âge avec ses murs et bastions, ses vastes palais, sa piazza d'erbe et son arène imposante, monument de la grandeur romaine. On y trouve encore intacts les tombeaux des Scaligeri, jadis les puissants maîtres de Vérone, Mantoue et Crémone.

Vérone de nos jours est une place d'armes de la plus grande importance par sa position stratégique, défendue par 14 forts, armés de 596 canons de tout calibre, réunissant les avantages d'une grande forteresse à celle d'un camp retranché.

Vérone devint en 1848 le centre et le pivot des brillantes opérations militaires de l'illustre maréchal Radetzky ; et Vérone restera toujours un terrible *memento*, car c'est là que la main du Seigneur avait tracé avec des lettres de feu ineffaçables : « C'est ici, Carlo Alberto, que je t'arrête ! et que le destin t'attend pour te punir de ton entreprise criminelle et téméraire, et pour t'arracher une année plus tard la couronne, dont tu n'as pas su te rendre digne ! »

Vérone restera aussi toujours le monument gigantesque de la bravoure, de la fidélité de l'armée autrichienne, et de la gloire de Radetzky ; car c'est de Vérone qu'il s'élança pour écraser les forces armées de toute la péninsule et pour reconquérir toute l'Italie, que la trahison avait arrachée pour quelque temps à ses princes légitimes.

Le rêve de l'*Italia unita* ne se serait accompli ni en 1859 sans la puissante intervention de Napoléon III et sa vaillante nombreuse armée ; — mais jusqu'à ce moment cette *Italia unita* n'est qu'une création éphémère, n'est qu'une illusion, et sa durée est fort douteuse.

Radetzky a été en 1848 octogénaire, et avait assisté pendant ses 64 ans de service militaire à 30 batailles rangées. La main du Seigneur l'avait visiblement protégé pour le conserver à l'auguste maison de Habsbourg, quand le plus grand danger la menaçait.

L'armée impériale, arrivée à Vérone, se campa sous les canons de la forteresse ; quelques bataillons avec des canons occupèrent

les grandes places de Brà et de Campo-fiori dans la ville, et plusieurs bataillons y furent casernés.

A Vérone exista toujours un parti impérial, — les Gibelins — à la tête duquel se trouva le vieux marquis Canossa ; mais l'esprit public y a été corrompu par les avocats et les littérateurs, et surtout par le clergé induit en erreur par la conduite politique si irréflechie et faible du pape Pio nono.

La politique des papes a été toujours hostile aux empereurs d'Allemagne à cause de leur influence prédominante dans la péninsule, ce qui excita la rivalité réciproque. Pour cette raison l'empereur Maximilien fit tous ses efforts pour rendre la tiare héréditaire dans sa famille, mais il échoua contre la résistance des cardinaux italiens et la rivalité des cours d'Espagne et de France. L'empereur François I^{er} sacrifia aussi vainement plusieurs millions pour faire élire pape l'archiduc Rodolphe. La réalisation de cette sublime idée politique aurait été pourtant le seul moyen de sauver la suprématie et la splendeur de l'église de Rome, qui s'évanouiront du moment que le patriarche de Constantinople fonctionnera pour la première fois sur l'autel de l'Aya Sophia, rendue au culte de l'église orientale par les armes victorieuses de l'empire moscovite.

Les Véronais, sous les dehors d'un calme apparent, voyaient avec une joie secrète la retraite des Autrichiens, espérant de les voir bientôt quitter Vérone et toute l'Italie. La perfidie cachée des Véronais fut suffisamment prouvée en 1852 par l'arrestation de plusieurs habitants, entre autres du comte Montenari, appartenant à la haute aristocratie et allié par parenté avec les premières familles, qui fut pendu pour crime de haute trahison, 1852, dans la forteresse de Mantoue. Cette nouvelle répandit une telle consternation et tristesse à Vérone, que le théâtre et les promenades publiques restèrent déserts pendant plusieurs jours ; plusieurs familles portèrent le deuil.

L'air martial des soldats autrichiens, surtout des Croates, qui travaillaient si bien dans les rues de Milan, donnaient toujours la chair de poule aux habitants de Vérone ; et la chaîne de forts, dont les canons dominaient toute la ville, ainsi que les discours des militaires autrichiens qui prédirent à Milan le sort qu'elle avait souffert sous Barbarossa, quand ils y retourneront, contribuèrent puissamment à calmer l'enthousiasme révolutionnaire des bons Véronais.

Il y a des maisons historiques dont chaque pierre, pour ainsi dire, rappelle des grands souvenirs. Une telle maison fut la casa Pecana dans la rue qui conduit à la porte de Vicence. C'est une maison avec un jardin par derrière, assez alors négligée et dont la façade n'in-

dique point une demeure seigneuriale. C'est là que l'illustre maréchal Radetzky se logea, en arrivant avec son armée à Vérone.

En 1852, le lieutenant-feldmaréchal comte Wallmoden, commandant du 7^e corps d'armée et frère du vieux général de cavalerie comte Wallmoden-Gimborn, s'y trouva logé. Son épouse fut la sœur du lieutenant-feldmaréchal comte Grüne, jusqu'en 1860 premier adjudant de l'empereur, et avant 1848 grand maître d'hôtel de l'archiduc palatin Etienne. Le comte Wallmoden donna des soirées, des dîners et des amusements, où l'on joua aussi des comédies, enfin il fit son possible pour égayer la vie monotone des officiers, qui ne trouvaient nulle part des distractions convenables, puisque les familles italiennes vivaient très retirées et ne reçurent point des officiers autrichiens dans leurs maisons.

Radetzky habita en 1852 le palais que Napoléon avait habité comme premier Consul à Vérone ; mais quand il arriva à une fête chez le comte Wallmoden, il s'arrêta souvent, subjugué par la force magique des grands souvenirs, dans ce salon vert qui fut son cabinet de travail en 1848, où il avait médité avec Hess sur ce brillant plan de campagne, dont le succès lui assura l'immortalité et à son chef d'état-major, le chevalier Hess, la brillante renommée dont il était si digne, — et le vieux maréchal disait alors : « Hélas ! c'est dans cette chambre que j'avais passé le temps le plus pénible de toute ma vie. Quel temps triste qu'il était alors ! Grâce à Dieu, que ce temps est passé ! Espérons qu'il ne retournera plus ! »

Il faut remarquer que, jusqu'à l'arrivée du lieutenant-feldmaréchal Hess à Vérone, dont nous parlerons plus tard, le chef de l'état-major du maréchal Radetzky a été le colonel comte Wratislaw, qui s'était bien mérité de l'armée par son activité et son habileté autant pendant le combat dans les rues de Milan, que plus tard à la glorieuse bataille de Santa-Lucia ; mais le jeune comte Wratislaw se trouva dans une fausse position en sa qualité de chef d'état-major de l'armée n'ayant que le grade de colonel, vis-à-vis ces vieux commandants des corps d'armée, tous des lieutenants-feldmaréchaux et conseillers intimes, blessés dans leur amour-propre, se voyant forcés d'exécuter des ordres et des dispositions qui naturellement émanaient pour la plupart de la plume du comte Wratislaw. La plus grande modestie ne lui put jamais réconcilier la bienveillance du lieutenant-feldmaréchal baron d'Aspre, général expérimenté et d'une grande bravoure, mais brusque et fier, et souffrant toujours de la goutte, ce qui le rendit encore plus maussade et intraitable.

Le général Mengewein, qui sans un caractère officiel rôdait alors aussi autour du maréchal, ne cessa non plus de critiquer toutes les dispositions du colonel Wratislaw, de la sorte que celui-ci perdit

enfin patience, se rendit chez le comte Radetzky et le pria de nommer le général Mengewein, chef de son état-major. Le maréchal, pour calmer Wratislaw et pour en finir avec Mengewein, fit appeler le dernier et lui offrit les fonctions qu'avait exercées jusqu'alors le colonel Wratislaw. Mengewein, souverainement contrarié par cette offre inattendue, refusa avec la plus grande politesse, en comblant le comte Wratislaw d'éloges et s'excusant d'une mésintelligence tout à fait involontaire, — et disparut le lendemain de Vérone sans y plus revenir.

Ce général Mengewein fut alors vraiment un être énigmatique, car on le trouva partout sans un caractère officiel. Au mois de novembre de la même année on le trouva après la prise de Vienne dans le cabinet du ban Jellačić, à qui il assura, en présence du général Neustaedter, que l'armée des insurgés en Hongrie n'avait à opposer à l'armée impériale que 35 mille hommes et 16 batteries attelées. On a bien vu plus tard la fausseté d'une telle assertion.

En 1848, il y avait une époque où une quantité de militaires de tout rang se firent voir dans les différents grands quartiers généraux sans que personne aurait pu alors qualifier l'espèce de service qu'ils y remplissaient. Les généraux en chef mêmes furent très embarrassés, après le rétablissement de la paix, de trouver une définition pour le genre de mérite, dont ces messieurs, selon le témoignage qu'ils réclamaient de chefs sous les yeux desquels ils prétendirent d'avoir servi, s'étaient distingués pendant les campagnes de 1848 et 1849.

On avait aussi compté parmi les adversaires du colonel Wratislaw le jeune major Schlitser, militaire très talenté et qui avait fait une carrière brillante pour son âge par la protection du maréchal ; mais on lui reprocha à tort d'avoir voulu remplacer Wratislaw, ainsi que d'avoir brouillé le général Schönhals, cette plume par excellence, avec le maréchal. Quand Schönhals avait quitté l'armée d'Italie après la campagne, l'empereur l'envoya à Francfort ; mais son séjour n'y fut pas long. Il fut pensionné avec le rang d'un général d'artillerie, se retira à Gratz, et y mourut l'an 1857, après avoir encore écrit la biographie de Haynau, qui l'en avait chargé par son testament.

Ce fut plutôt l'animosité qui régna entre Schönhals et Hess, laquelle avait éloigné le premier de l'armée d'Italie. Quand on pense, que Schönhals dans ses « Souvenirs d'un vétéran autrichien » n'avait pas trouvé l'occasion de faire une seule fois mention de Hess, qui fut pourtant le chef de l'état-major du maréchal, et à qui revenait de droit une bonne part de lauriers de Radetzky, il est bien clair que Schönhals a été animé par une bonne haine contre

Hess, puisqu'il avait même oublié la principale vertu d'un historiographe, la sincérité et l'impartialité !

Avant l'arrivée de Hess à Vérone il régna encore moins d'harmonie parmi l'entourage du maréchal, ce qui aurait pu réagir dangereusement sur les opérations militaires dans la crise où se trouve alors l'armée d'Italie.

Le vieux général de cavalerie comte Walmoden-Gimborn, destiné à remplacer le maréchal Radetzky dans le cas de maladie ou de mort, bien qu'il était presque aussi vieux que le maréchal, et qu'il se sentît soi-même pour cette raison incapable de remplir seul une telle tâche, pensa le premier de placer Hess auprès du maréchal, pour avoir dans le cas de besoin un homme de génie, d'énergie et d'une haute érudition militaire sous la main, et dont le rang et la renommée couperaient court à toutes les intrigues du grand quartier-général, et ce qui inquiéta tant le brave comte Wallmoden.

Wallmoden eut à ce sujet un long entretien avec Radetzky, qu'il convainquit pleinement de la nécessité de faire venir Hess à Vérone, et il s'offrit même d'aller à Vienne pour y réclamer Hess du ministre de la guerre, le comte Latour, et de revenir sans que personne eût connaissance du but de son voyage, et il pria aussi le maréchal de n'en parler à qui que ce soit. Radetzky le promit et donnant sa parole d'honneur à Wallmoden, il tint cette fois si bien sa promesse, que même son vieux valet de chambre rusé, Monsieur Charles, n'en put rien apprendre. Le secret fut si bien gardé que tout le monde resta ébahi, quand on vit un beau matin partir le comte Wallmoden en calèche du palais Giuliani, où il se trouva logé, et prendre la route à la porte de Vicence.

A cette époque un voyage à Vienne ne fut point une plaisanterie, mais Wallmoden ne pensa qu'à l'armée et à son devoir et non aux dangers. Après avoir voyagé jour et nuit, il arriva heureusement à Vienne, courut aussitôt chez le ministre de la guerre de quelques jours, le lieutenant-feldmaréchal Zanini, mais celui-ci le pria de s'adresser à son successeur le comte Latour. La démarche du comte Wallmoden eut un plein succès. Latour, qui l'avait reçu cordialement, ne lui promit seulement d'envoyer le lieutenant-feldmaréchal Hess à Vérone, mais aussi des renforts considérables, que le maréchal avait jusqu'alors vainement demandés. Wallmoden, enchanté de l'heureux résultat de son voyage, fit si bonne diligence qu'il fut de retour à Vérone après une absence de 8 jours. A peine descendu de sa calèche, il se rendit chez Radetzky pour lui communiquer les heureuses nouvelles. Le maréchal en fut si charmé qu'il embrassa cordialement le comte Wallmoden, qui s'était alors si bien mérité de l'armée et de la monarchie.

En attendant les renforts, Radetzky tripla son activité pour organiser mieux son armée et augmenter ses moyens de défense contre les attaques de l'armée piémontaise, qui s'approcha lentement de l'armée autrichienne. Il forma des nouvelles batteries ; fit confectionner de la munition, approvisionner les magasins, armer les forts et construire des nouveaux ouvrages ; mettre en bon état les armes de l'infanterie et faire des habits militaires. Il donna une nouvelle formation aux corps d'armée et régla l'administration civile et militaire avec une connaissance profonde des hommes et des choses. Le maréchal parut se rajeunir, et son énergie et activité se communiquèrent à tous ses subordonnés.

Vérone parut alors un vaste camp militaire ; on n'y entendit que le son des trompettes, le roulement des tambours, les pas cadencés des bataillons, le hennissement des chevaux et le cliquetis de sabres de la cavalerie, le bruit des trains d'artillerie, le tintamarre dans les forges et les divers ateliers. Jour et nuit on cuit du pain de munitions pour 40.000 hommes.

Les officiers et les soldats, après leurs exercices, encombrèrent la place de Brà, et l'auberge du *ponte navi*, où des musiques militaires jouèrent toutes les mélodies et toutes les danses des différentes nationalités, réunies sous la couronne d'Autriche, et on y a vu danser : le Magyar, le harma-tancz ; l'Italien, la monferrina ; l'Allemand, la valse ; le Polonais, la mazurka ; le Tchèque, la rejdovačka ; et le Croate, le kolo comme le Roumain.

Le vieux barde autrichien Grillparzer avait alors chanté avec raison pendant la terreur à Vienne :

*In deinem Lager ist noch Oesterreich !
Wir andere sind nur Trümmer !*

en français : Dans ton camp existe encore l'Autriche. Nous autres ne sommes que des débris !

Radetzky n'oublia point ces belles paroles après que l'armée avait reconquis la Lombardie, et envoya à Grillparzer au nom de l'armée d'Italie un magnifique bocal d'un grand prix et d'un travail fini, accompagné d'une lettre très flatteuse.

Kossuth et Mazzini avaient vainement employé l'or et les femmes pour séduire les soldats autrichiens ; il n'y avait que 2 houzards, connus comme mauvais sujets, qui désertèrent en Suisse, d'où on les envoya en Algérie ; et ils y périrent, dupes des débaucheurs rusés, le remords dans le cœur et regrettant leur patrie qu'ils ne devaient plus revoir.

Radetzky employa avec succès les grands remèdes, il fit fusiller

trois de ces émissaires de Kossuth et Mazzini, et mit un grand prix sur la tête des autres ; — ces mesures furent suffisantes, car on n'entendit plus parler de l'apparition d'un émissaire dans le camp des Autrichiens.

Carlo Alberto ne s'arrêta pas longtemps à Milan, où il venait de faire son entrée triomphale au cri de : « *Viva la spada d'Italia, Carlo Alberto ! Viva l'Italia unita !* » et poursuivit les traces de l'armée impériale, en traversant en marches ordinaires la plaine de la Lombardie. Carlo Alberto supposa que les événements en Hongrie et à Vienne feraient bientôt rappeler Radetzky avec son armée, et qu'il pourrait occuper tout le royaume lombard-vénitien sans coup férir. Pour cette raison il voulut éviter de venir aux mains avec les soldats de Radetzky, dont il craignait la fougue belliqueuse, — mais il se trompa cruellement dans ses suppositions politiques.

L'armée piémontaise était composée de deux corps d'armée, commandés par les lieutenants-généraux Bava et Sonnaz, et d'une réserve commandée par le duc de Savoie, qui n'était subordonné qu'au roi, qui commandait en personne l'armée entière. Le lieutenant-général Salasco fut le chef de l'état-major de l'armée, et Franzini, celui du roi, et par conséquent le véritable faiseur.

L'armée piémontaise compta 50.000 hommes et 100 bouches à feu ; mais en y ajoutant les troupes et volontaires auxiliaires de Naples, Rome, Toscane, Modène et Parme, on la pouvait bien évaluer au moins à 100.000 hommes.

Radetzky n'y put opposer que 35.000 hommes à Vérone, car le reste occupa les forteresses de Mantoue, Peschiera et Legnago, qui forment avec Vérone ce redoutable quadrangle !

La ligne du Mincio fut trop étendue pour la faible armée du maréchal, dont la droite se trouva menacée par les insurgés, qui comptèrent non sans raison sur l'esprit révolutionnaire des villes de Trente et Rovereto en Tyrol.

Radetzky, craignant pour sa ligne de communication avec le Tyrol, si importante pour lui dans sa situation critique, y envoya la faible brigade du vaillant colonel Tomi baron Zobel pour la couvrir. Zobel occupa Trente et ordonna à l'artillerie du castel de réduire la ville en poudre à la première démonstration hostile de la part des habitants contre la garnison. Cette salutaire menace assura la sûreté de la brigade dans les environs de Trente.

Le danger du côté de Tyrol disparut entièrement quand le lieutenant-feldmaréchal baron Welden fut chargé de la défense de ce pays, et quand les braves Tyroliens, appelés aux armes par des proclamations de l'archiduc Jean et du maréchal Radetzky, accoururent en masse pour défendre la terre sacrée de leur patrie, toujours dévoués

à la maison d'Autriche malgré leurs déceptions après la guerre de 1809 et la mort tragique d'André Hofer fusillé à Mantoue par les Français.

Caspar Haspinger, le fidèle frère d'armes de Hofer et vieillard octogénaire, vivait encore à Vienne. Il se mit à la tête de la jeunesse tyrolienne, qui y fréquenta l'université, et accourut avec ses braves à la défense de la patrie, où ils défendirent vaillamment les défilés du Tyrol.

Carlo Alberto, arrivé à Crémone le 4 avril, y tint conseil de guerre, où il fut décidé d'ouvrir la campagne par la prise de Mantoue ; car on espéra d'emporter cette place redoutable par un coup de main, en comptant sur le soutien des révolutionnaires dans la ville, qui avaient fait les plus brillantes promesses sur la défection de la faible garnison et sur la pusillanimité du vieux général qui y commandait. Enfin il fallait une action d'éclat, telle que la prise de Mantoue, pour encourager le peuple, qui douta encore d'un succès heureux de l'entreprise téméraire de la *spada d'Italia*. Carlo Alberto, toujours extravagant, voulut emporter Mantoue par un coup de main, en y employant toute sa cavalerie, et disait alors à quelques amateurs d'opérations militaires, qui se trouvèrent dans sa suite : « Messieurs ! je vais vous faire voir de quelle manière qu'on emporte une forteresse par la cavalerie ! »

En attendant, Carlo Alberto voulut s'emparer de la petite forteresse de Peschiera qui se trouva sur son chemin. Selon ses rapports il y avait un bataillon italien, qui ne demanda mieux que de se rendre ; mais il y avait le premier bataillon frontière d'Otočac sous les ordres du beau major Ettingshausen, qui s'était déjà distingué dans les combats nocturnes à Milan, et le commandant de la forteresse était le vieux lieutenant-feldmaréchal Rath, un pendant du vieux Chassé dans la guerre du Pays-Bas.

Carlo Alberto, dupe de ses espions, parut le 13 avril en présence de cette petite forteresse, fit mettre 20 canons en batterie contre les ouvrages saillants et la brigade Bes en embuscade pour s'en servir dans le moment favorable ; mais la forteresse ne daigna pas même de répondre au feu, que l'artillerie piémontaise avait ouvert avec la plus grande vivacité. Le roi, convaincu qu'on l'avait trompé et pour sauver les dehors, fit sommer le commandant de la forteresse à se rendre. La réponse, qu'il en avait reçue, fut digne d'un général autrichien. Le roi aurait dû se tenir pour averti, mais depuis les événements de Venise il s'imagina de trouver partout trahison et pusillanimité.

Le commandant de Mantoue, le vieux lieutenant-feldmaréchal baron Gorczkowski, loyalement secondé par le commandant d'un

bataillon de garnison, le vaillant colonel Voinović, sut inspirer une terreur salutaire aux habitants de la ville de Mantoue.

Les mérites de Voinović furent hautement reconnus par Gorczkowski, chose assez rare chez les commandants en chef. Puis Voinović, nommé général et décoré, se retira après la guerre à Körmönd en Hongrie.

Carlo Alberto parut avec le premier corps du lieutenant-général Bava devant Mantoue ; deux régiments de cavalerie, Nizza et Aosta, se trouvèrent à la tête de la colonne. Les intelligences ne manquèrent pas avec les habitants de la ville, mais personne n'osa s'y bouger.

Les avant-postes autrichiens se retirèrent ; et Gorczkowski se rendit dans la lunette Belfiore, où, en fumant son cigare avec son flegme ordinaire, il observa le mouvement de l'ennemi sans qu'il ait pu comprendre quelque chose à cette fanfaronnade piémontaise en face des canons de la place, laquelle n'avait pas le sens commun.

Tout d'un coup toute la cavalerie piémontaise se mit au galop, et avança hardiment sur la lunette. A bout portant Gorczkowski la reçut avec une telle grêle de mitraille, qu'elle tourna bride et se dispersa comme un troupeau de brebis, à qui les loups ont donné la chasse ; et le colonel Benedek chassa, avec quelques compagnies du régiment Gyulay, les chasseurs piémontais qui s'étaient avancés jusqu'à Gli Angeli.

Le roi, ayant caracolé vainement en face de la forteresse, pour se faire reconnaître des habitants de la ville et y provoquer une émeute, se convainquit enfin de la folie de son entreprise et se retira avec ses troupes ; mais il s'obstina à se rendre maître de Mantoue, en prenant le chemin d'une négociation secrète, où il fit offrir 100.000 florins en argent au baron Gorczkowski. Ce vieux Polonais rusé s'y prêta de bonne grâce, et fit traîner les négociations jusqu'à ce qu'il avait reçu les renforts que le maréchal lui avait promis. Dès que la garnison était renforcée, il chassa de la forteresse le plénipotentiaire secret du roi sarde, et fit connaître qu'il s'était moqué de lui.

Les habitants de Mantoue furent si sûrs de l'entrée de Carlo Alberto dans la ville, qu'ils avaient déjà fait mettre des bougies dans la salle du théâtre pour l'éclairer à jour, quand le roi s'y présenterait pour la première fois. Gorczkowski en rit beaucoup, et ordonna qu'on envoyât ces bougies à l'hôpital militaire pour y éclairer les corridors. La forteresse de Mantoue ne fut plus alarmée ou inquiétée par les Piémontais pendant toute la durée de la guerre révolutionnaire en Italie. Carlo Alberto en avait prit un dégoût invincible.

Reprenons le fil de l'histoire d'après la chronologie. Le roi était arrivé le 7 avril à Castiglione et avait dirigé ses colonnes sur le Mincio.

La brigade autrichienne Wohlgemuth se trouva alors à Goito, celle de Rath à Valleggio et celle de Strasoldo à Monzambano. Le reste de ce corps d'armée du lieutenant-feldmaréchal comte Eugène Wratislaw se trouva à Villafranca.

Une seule compagnie de chasseurs du 4^e bataillon du régiment tyrolien défendit Goito. Un bataillon frontière de Gradisca tint Pozzolo.

L'ennemi parut à 10 heures du matin devant Goito, et un vif combat s'engagea aussitôt. Le général Wohlgemuth ne put songer d'arrêter toute l'armée piémontaise à Goito, défendue cependant par une seule compagnie pendant 4 heures contre 50.000 hommes. Il ordonna à ces braves chasseurs tyroliens de se replier sur le gros de la brigade, quand l'ennemi fit avancer 16 bouches à feu pour foudroyer cette poignée de braves. Les Tyroliens se retirèrent en bon ordre et l'ennemi occupa Goito.

Le général Strasoldo ne put non plus résister aux masses formidables de l'ennemi, se retira sur la rive gauche et fit détruire le pont. Il prit position sur les collines de Brentano.

Les Piémontais, après avoir rétabli le pont détruit, passèrent sur la rive gauche et attaquèrent les Autrichiens. Strasoldo les reçut avec une décharge meurtrière à bout portant, et les repoussa avec une charge à la baïonnette ; — mais le comte Wratislaw, ayant reçu l'ordre du maréchal de se retirer avec son corps à Vérone, l'exécuta aussitôt sans avoir été poursuivi par l'ennemi, et arriva le 10 avril avec son corps à Vérone.

Toute l'Italie fut alors inondée par des bulletins mensongers, qui annoncèrent la défaite et la dissolution de l'armée du maréchal Radetzky, ce qui encouragea les Crociati d'avancer toujours de plus, de la sorte que le rayon, dans lequel le maréchal tira les approvisionnements pour son armée, devint toujours plus resserré par les mouvements combinés des Piémontais et des Crociati. Radetzky résolut de repousser ce cercle d'airain, en donnant en même temps une bonne leçon à cette canaille de Crociati.

Le général prince Frédéric Lichtenstein, en vertu des ordres du maréchal, attaqua avec son détachement les Crociati à Sondrio avec une charge à la baïonnette si effrayante pour ces fanfarons qu'ils prirent les jambes au cou, et se dispersèrent de la sorte qu'on n'en a plus entendu parler. Ces Crociati furent des Vénitiens ; venait ensuite le tour des Crociati Lombards, qui se barricadèrent à Castelnovo pour couper la communication entre Vérone et Peschiera. Le

général prince Guillaume Taxis les attaqua avec son détachement le 11 avril avec une telle impétuosité, qu'ils s'enfuirent comme des poltrons en criant : « On nous a trahis. » C'est le refrain ordinaire de la canaille quand le courage lui manque de combattre.

Le sort de la bande d'Allemandi ne fut point plus brillant, malgré la présence de la belle amazone, la comtesse Pallavicini, au camp pour y ranimer le feu de cette jeunesse belliqueuse. Cette tendre comtesse, qui y avait beaucoup souffert par les fatigues aux bivouacs nocturnes, se retira puis à Turin pour s'y reposer et écrire ses mémoires, où elle oublia de faire mention que sa bande d'Allemandi a été anéantie le 18 avril à Riva par un détachement des troupes du baron Welden, et qu'une autre bande de Crociati, qui s'avança le 20 avril à Cles et Malles, avait pris la fuite à la seule vue des baïonnettes autrichiennes. Voilà la fin tragique de l'invasion des Crociati dans le Tyrol.

Welden, en concentrant son corps à Trente et Rovereto pour couvrir la droite de l'armée impériale à Vérone, occupa Malles, Stenico et Riva, et protégea les opérations offensives du maréchal du haut de Monte Baldo.

La division d'armée piémontaise du lieutenant-général Bava fut alors portée à 30.000 hommes, puisque Carlo Alberto s'empessa de distribuer les troupes auxiliaires de la péninsule, qui étaient arrivées le 21 avril, parmi les troupes de cette division d'armée. L'armée du roi compta alors 60.000 hommes sur les deux rives de Mincio, et son aile droite s'appuya à Curtatone en jonction par Valeggio et Monzambano avec le corps de Sonnaz, formant l'aile gauche et s'appuyant sur le lac de Garda.

Carlo Alberto attendait vainement que les événements en Autriche et en Hongrie forceraient le maréchal de quitter l'Italie ; et celui-ci attendait vainement les renforts promis. Radetzky se montra cependant toujours avec une mine riante aux soldats, qui le saluèrent toujours avec des cris de joie et d'amour.

Carlo Alberto entreprit une reconnaissance à Villafranca le 23 avril sans aucun résultat. Il passa le Mincio le 26 avril. Bava occupa Custozza et Somma Campagna ; Sonnaz s'étendit de Sona à Santa Giustina, appuyant sa gauche sur le lac de Garda. Derrière cette position campa la réserve du duc de Savoie. Par ce mouvement combiné, Peschiera se trouva cernée, et le roi fit venir sa grosse artillerie pour commencer la blockade régulière de cette petite forteresse.

Carlo Alberto se trouva le 23 avril à Somma Campagna, et ordonna au général Bes de prendre Pastrengo, défendue par la brigade Wohlgemuth, et couvrant la communication du maréchal

avec le Tyrol. Carlo Alberto reconnut donc l'importance de Pastrengo. L'attaque du général Bes fut repoussée, et il perdit beaucoup de monde. Le roi fit alors avancer le corps de Sonnaz, et la soutenir par la réserve. Radetzky renforça les troupes à Pastrengo par la brigade Sigismond, que le lieutenant-feldmaréchal Wochey amena pendant la nuit du 28 avril, en y prenant aussi le commandement en chef.

Le 29 avril à 10 heures du matin, les Piémontais attaquèrent Pastrengo. Le combat fut terrible, chaque soldat autrichien devint un héros ; les Piémontais repoussés furent poursuivis jusqu'à Santa Giustina ; mais 6.000 Autrichiens ne purent enfin arrêter 30.000 Piémontais, qui combattirent aussi vaillamment, et Wochey se retira à 3 heures après-midi sur la rive opposée et fit rompre le pont. Le brave colonel Zobel s'était avancé par les défilés du Tyrol pour faire une diversion, mais arriva ce jour trop tard et retourna en bon ordre. Peschiera redoubla son feu ce jour, et le major Ettingshausen fit faire une sortie à 2 de ses compagnies.

Ettingshausen, ce brave major, fut plus tard décoré et nommé général de brigade en 1855. Il se brûla alors la cervelle, parce qu'il a été forcé de contracter des dettes, à ce qu'on disait. On n'y comprenait rien. Ettingshausen a été le frère du professeur du même nom à l'université de Vienne, et le beau-fils du lieutenant-feldmaréchal baron Dahlen.

Le maréchal Radetzky se trouva déjà à la tête de son armée sur la route de Castelnovo pour dégager la division Wochey. Les Piémontais, en l'apercevant, s'arrêtèrent court pour se préparer à recevoir l'attaque du maréchal autrichien ; mais celui-ci retourna avec son armée à Vérone quand il avait atteint son but. Wochey reçut l'ordre de se retrancher à Parona pour couvrir la route de Tyrol qui passa par ce village.

Carlo Alberto, encouragé par la bataille de Pastrengo, voulut livrer une bataille décisive au maréchal sous les murs de Vérone, comptant sur le concours de la nombreuse populace de la ville, qui se rendrait facilement maître de la faible garnison après le départ de Radetzky avec son armée. Le maréchal, devinant l'intention du roi, annonça aux habitants que leur ville sera détruite de fond en comble par l'artillerie des forts s'ils oseraient faire la moindre démonstration hostile. Cette menace suffisait. Nous allons maintenant raconter la glorieuse bataille de Santa Lucia.

Bava ne fut que de nom le général en chef piémontais ; car le roi s'immisça en tout, et arrêta souvent au moment décisif un mouvement, dont dépendait le gain de la bataille. L'empereur Joseph II avait moins de vanité, quand son armée devait prendre

Belgrade, car il amena avec lui à Vienne le maréchal comte Lascy, en lui disant : « Allons-nous-en et laissons faire Laudon ; il s'y entend mieux que nous deux ! » Huit jours après le départ de l'empereur, le célèbre Laudon avait pris la forteresse et la ville de Belgrade.

Carlo Alberto aurait dû suivre l'exemple de Joseph II.

Louis XIV, le grand roi, ne parut qu'après la victoire pour se mettre à la tête de son armée, faisant l'entrée triomphale dans une ville conquise et pour y récompenser les plus braves de ses soldats et de ses officiers. Napoléon, le plus grand capitaine des derniers siècles de l'histoire du monde, avait bien le droit et la vocation de commander son armée en personne. Il avait conquis le trône l'épée à la main, et ne put le conserver qu'avec l'épée à la main.

Carlo Alberto n'avait pour tout potage que la vanité de se croire un général en chef consommé.

Les dispositions des Piémontais pour la bataille de Santa Lucia se firent d'elles-mêmes ; car les routes parallèles de Sona et de Somma Campagna conduisirent les troupes de Sonnaz perpendiculairement de leur position sur le front de Vérone, pendant que la route de Custozza et Villafranca conduisit les troupes de Bava directement dans le flanc de la position autrichienne ; et l'ennemi y dirigea pour cette raison dès son premier mouvement offensif 5 brigades complètes avec une artillerie formidable.

Les dispositions autrichiennes furent les suivantes :

Le 1^{er} corps d'armée, fort de 2 brigades, forma l'aile gauche. La brigade du vaillant comte Edouard Clam-Gallas, 3 bataillons, 2 escadrons et 6 canons, occupa Tombetta ; la brigade Strasoldo, de la même force, occupa Santa Lucia.

Le II^e corps d'armée commença à San-Massimo, où se trouva la brigade Gyulay, forte de 3 bataillons, 2 escadrons, 6 canons. D'Aspre, le commandant du corps, se trouva au centre de la position défendue par la brigade Frédéric Lichtenstein, forte de 3 bataillons, 3 escadrons, et 18 canons ; et à son aile droite était formée la brigade Taxis, forte de 3 bataillons, 2 escadrons et 6 canons.

Le général Simbschen se trouva en réserve sur le glacis de la forteresse avec 5 escadrons et 6 canons.

D'Aspre, qui s'était déjà distingué comme major dans la campagne de Naples, 1821, avait toutes les qualités d'un brillant commandant d'un corps d'armée, mais toujours brusque et maussade. Il envoya à tous les diables les officiers qui lui apportèrent les ordres du maréchal, et se montra encore plus entêté que colère.

L'armée impériale, n'ayant que 16.000 hommes et 54 canons à opposer à un ennemi plus que trois fois plus fort, avait au moins

l'avantage de la position, en occupant le rideau de Santa Lucia, qui s'étend au delà de San Massimo. Le cavalerie ne servit à rien pendant la bataille.

Le 6 mai à 6 heures de matin l'armée piémontaise prit les armes ; elle compta 50.000 hommes et 66 canons, qui furent servis par une excellente troupe d'artillerie de ligne.

A 7 heures du matin, l'aile gauche et le centre des Piémontais se mirent en mouvement. Une heure après, la division Arvirolli attaqua les avant-postes autrichiens qui se retirèrent lentement en tirillant. Alors les deux brigades piémontaises Acqui et Casale se développèrent, l'artillerie en batterie couvrit leur front, et la cavalerie ainsi que les chasseurs se placèrent sur les ailes du front de bataille.

L'artillerie piémontaise engagea une canonnade très vive ; et le maréchal, qui reconnut aussitôt par le bruit de canons que ce fut une bataille et non pas une échauffourée, monta à cheval et traversa lentement la ville pour sortir par la Porta nova. Radetzky ordonna avec le plus grand calme aux patrouilles militaires à sommer les habitants dans la rue de se retirer dans leurs maisons ; et la foule s'écoula aussitôt sans bruit.

Carlo Alberto arrivait avec les brigades Aosta et Regina devant Santa Lucia, et le lieutenant-général Bava attaqua aussitôt la position autrichienne sans attendre la 2^e division piémontaise. Un seul bataillon du régiment Sigismond et le 10^e bataillon de chasseurs sous les ordres du colonel Kopal, ce Bayard autrichien, défendirent Santa Lucia. Le bataillon de grenadiers d'Authon forma la réserve. Cette poignée de braves arrêtaient pendant 3 heures l'ennemi avec une bravoure au-dessus de tous éloges ; seulement deux compagnies de chasseurs défendirent le cimetière, mais animés par leur colonel, se montrant toujours sur son cheval blanc au plus fort du feu ennemi, ils opposèrent une telle résistance aux Piémontais, que Carlo Alberto devint si furieux qu'il lança sa garde à l'assaut du cimetière.

La garde fut également repoussée avec une perte terrible, tourna le dos et entraîna dans sa retraite précipitée la brigade Regina qui, à son tour, éprouva une perte considérable.

A une heure après-midi arriva enfin la 2^e division du 1^{er} corps d'armée piémontais, et monta aussitôt à l'assaut du cimetière. Bava revint aussi à la charge avec toutes ses troupes disponibles. A une telle supériorité de masses ennemies toute résistance devint impossible, et Kopal se retira en bon ordre avec ses chasseurs. Quand les Piémontais voulurent poursuivre les chasseurs, les grenadiers du bataillon d'Authon, tous des Italiens, accoururent à leur soutien ; et quand les Piémontais criaient à ces braves grenadiers « de passer de leur côté » ceux-ci répondirent avec le cri « à la baïonnette ! » et

chargèrent les Piémontais avec une telle impétuosité qu'ils les enfoncèrent et repoussèrent victorieusement.

La brigade de Clam-Gallas fut obligée de se retirer après la perte de Santa Lucia ; mais Radetzky, les yeux toujours fixés sur le champ de bataille, ordonna d'échelonner la brigade Clam de la manière à prendre Santa Lucia par le flanc, et lui envoya 8 compagnies de renfort de la garnison de Vérone.

A cette heure la division piémontaise du comte Broglio, soutenue par la brigade Arvillori, formant l'aile gauche de l'armée, attaquèrent le centre de la position autrichienne ; mais d'Aspre et ses braves bataillons, immobiles comme des rochers au milieu de la mer agitée, repoussèrent toutes les attaques ; et le comte Broglio ne put gagner un pouce de terrain. Enfin, les Piémontais croisent la baïonnette et s'avancent hardiment à un assaut général. D'Aspre les attend avec son sang-froid imperturbable, et quand ils arrivent à bout portant, une grosse batterie se démasque et vomit une masse épouvantable de mitraille sur les Piémontais, qui tombent par centaines. La panique s'empara alors de l'ennemi, qui s'enfuit dans le plus grand désordre, poursuivi par les Autrichiens, la baïonnette dans les reins. La retraite de l'aile gauche piémontaise découvrit le flanc gauche de leurs combattants à Santa Lucia, mais l'ennemi s'y soutient en se défendant comme un désespéré.

Le lieutenant-général Wratislaw n'en put chasser l'ennemi, et le maréchal fut forcé de jouer la dernière carte en lui envoyant un bataillon de grenadiers et le reste du régiment Sigismond avec une batterie de gros calibre, encore de la garnison de Vérone.

La défaite de l'aile gauche piémontaise força cependant Carlo Alberto de se retirer avec son armée et d'abandonner le champ de bataille à Radetzky, qui venait de remporter une complète, importante et glorieuse victoire.

Radetzky ne put poursuivre l'ennemi, puisque ses soldats n'avaient rien mangé toute la journée et tombèrent par terre épuisés de fatigue et de faim ; ils les laissa donc reposer sur le terrain où ils avaient vaincu.

Les lauriers autrichiens furent teints de sang ; la perte fut considérable. Le général baron Salis et le lieutenant-colonel Lentzendorf moururent sur le champ de bataille. Le colonel Pottornay de Csath, ayant la main emportée par un boulet de canon, se rendit tout sanglant chez son commandant en chef le lieutenant-feldmaréchal baron d'Aspre, pour lui annoncer « qu'ayant perdu la main, d'être obligé de se faire bander ! » Voilà un trait digne d'un héros de Sparte ou de Rome.

Pottornay fut nommé, après sa guérison, général et commandant

de la maison des invalides à Pettau. On en voit que les souverains ont la volonté de récompenser les mérites, si ceux qui sont appelés par leurs fonctions à faire connaître les actions méritoires à leur souverain font leur devoir au lieu de se taire par plusieurs raisons peu honorables.

Un auteur français dit « qu'il y a des vautours qui s'emparent de toute décoration, de toute récompense et même de toute parole flatteuse, qui émane de la bonté du souverain pour honorer le vrai mérite, et qu'on n'a pas encore trouvé le moyen de nettoyer les palais des rois de ces hideux oiseaux de proie, qui s'y sont nichés ! »

La bataille de Santa Lucia, d'après l'opinion du baron Schönhal, n'avait jamais été appréciée à sa juste valeur, car elle a été la plus glorieuse et la plus importante victoire de la guerre révolutionnaire d'Italie. Cette bataille, qui prouve que Dieu n'est pas toujours du côté des plus gros bataillons, ébranla la confiance des soldats piémontais dans l'habileté de leurs chefs, et leur fit voir la supériorité des Autrichiens sous tous les rapports ; elle exalta l'enthousiasme et la confiance des soldats de Radetzky ; et désillusionna Carlo Alberto sur la facilité rêvée de son entreprise à s'emparer de la couronne de fer, puisque la fortune de guerre, qui l'avait protégé jusqu'alors, lui avait tourné le dos à Santa Lucia.

L'archiduc François-Joseph, l'empereur régnant, se trouva à la bataille de Santa Lucia à côté de l'illustre maréchal, et y montra un sang-froid chevaleresque digne de sa race impériale et de sa haute destinée.

Le colonel comte Wratislaw, qui fut le chef de l'état-major à la bataille de Santa Lucia, peut bien aussi réclamer une feuille de ces masses de lauriers que l'armée autrichienne y avait ramassées.

Pendant mon séjour à Vérone en 1852 j'avais appris des détails très intéressants et peu connus sur la bataille de Santa Lucia par le colonel F... qui fut alors présent à Vérone. Il me raconta *sub rosa* : « Quand Santa Lucia, la clef de la position autrichienne fut perdue et que les Piémontais gagnèrent toujours plus de terrain, la consternation fut si grande dans le quartier-général à Vérone, que les fourgons et les voitures de réquisition attelés de chevaux n'attendaient que l'ordre à défilier sur la route de Tyrol. Avec la perte de Vérone, l'Italie aurait été perdue, et pourtant tout le monde alors reconnut la nécessité d'évacuer Vérone. D'Aspre seul, ce preux chevalier de la vieille roche, n'en voulut rien entendre parler, et quand le maréchal, après la perte de la position de Santa Lucia, lui envoya l'ordre de se retirer à Vérone, il envoya le galopin du maréchal à tous les diables, et continua à combattre jusqu'à ce qu'il avait enfoncé l'aile gauche de l'ennemi, et décidé la bataille en faveur des drapeaux impériaux ».

C'est clair qu'après la brillante victoire de Santa Lucia personne n'ait voulu faire mention de ce que le maréchal avait déjà désespéré de la victoire et donné l'ordre de se retirer, — mais la vérité avant tout, et honny soit, qui mal y pense !

Peu de jours après la bataille de Santa Lucia arriva le lieutenant-feldmaréchal Hess à Vérone, que le maréchal reçut avec la plus grande cordialité et avec la plus grande joie. Le colonel comte Wratislaw rendit ses fonctions avec la plus grande modestie, et le maréchal, en reconnaissance des services qu'il lui avait rendus, le nomma commandant de la place de Piacenza où il jouit d'une heureuse indépendance pendant le reste de la guerre dans la péninsule.

Le maréchal logea le chevalier Hess dans une chambre à côté de lui dans la casa Pecana, pour pouvoir conférer avec lui à chaque heure du jour et de la nuit.

Hess, contre qui les petites notabilités du quartier-général avaient voulu au commencement aussi intriguer, coupa court par sa fermeté à leurs insinuations auprès du maréchal, et sut remettre chacun à la place pour laquelle il était désigné.

L'apparition de Hess à Vérone, et du ban Jellačić en Croatie furent un vrai bonheur pour l'Autriche, sur laquelle pesait alors cruellement la main du Seigneur.

A Vienne, le prince Metternich et son système s'y étaient écroulés ; les vieux ministres se retirèrent, et les nouveaux, faibles et timides, furent pour ainsi dire surveillés par le comité de sûreté, constitué sous la protection de la légion d'étudiants, inspirée à son tour par les démocrates à Vienne. L'anarchie y fut complète, et tout esprit national étouffé. Le ministre Pillersdorf avait même envoyé un certain Humelauer à Londres pour y traiter avec le *Foreign office* la vente du royaume lombard.

C'est vrai que plus tard le baron Wessenberg avait directement traité cette affaire avec Casati, chef du gouvernement provisoire à Milan, mais il ne l'avait fait que dans un sens loyal et quand on avait désespéré du salut de la monarchie. Après que Radetzky avait reconquis la Lombardie, on était bien content que ces tristes négociations furent rompues ; mais aujourd'hui après la perte de la riche Lombardie, il n'est qu'à regretter que la vente de la Lombardie alors n'eût pas réussi !

La diète de l'empire d'Autriche n'était composée, pour la plupart, que de la canaille démocrate, qui avait tous les vices des jacobins français, mais pas une seule de leurs vertus ; car la république française avait mis en 1791 quatorze armées en campagne pour défendre le sol sacré de la patrie, et la diète de l'empire à Vienne défendit au mi-

nistre de la guerre, le comte Latour, le seul ministre courageux et loyal d'alors, d'envoyer des renforts au maréchal Radetzky, et applaudit honteusement au démembrement de la vieille monarchie autrichienne.

Le royaume de Bohême, malgré la société tchéco-slave et le Svornost à Prague, formés par quelques littérateurs et quelques étudiants de l'université, montra peu de sympathies pour la révolution à Vienne, car la nation était en général attachée à la dynastie, qui protégea sa haute aristocratie, laquelle occupa toutes les places importantes à la cour, à l'armée et dans l'administration, et laquelle protégea à son tour ses compatriotes de toutes les classes de la société, qui inondèrent pour ainsi dire toutes les places dans l'administration civile et militaire. Le panslavisme, qui fut toujours la bête noire des hommes d'état en Autriche, ne comptait que très peu de partisans en Bohême.

Par rapport au panslavisme, le vieux comte Nugent s'était très bien énoncé envers le général Neustaedter à Trsat dans la nuit de l'an 1850, où il avait conféré avec le dernier au sujet de la fermentation d'esprit à Fiume. Nugent disait alors très juste « que le panslavisme ressemblait à un fantôme de nuit, qui disparaît aussitôt qu'on marche droit à lui ; mais qui grandit et prend forme à vous effrayer terriblement, si vous vous en éloignez par pusillanimité ! » Les événements de l'an 1848 et 1849 ont bien prouvé la vérité de ces paroles, car ni les Croates, ni les Serbes, qui avaient pourtant alors un commun intérêt à défendre leur nationalité, n'ont jamais pu se réconcilier sincèrement pour travailler d'un commun accord à atteindre le même but.

Le panslavisme n'est nourri qu'en Russie pour servir à sa politique rusée, qui tend d'absorber toutes les nationalités slaves du nord et du midi ; mais ce qui répugne autant aux Polonais, les ennemis acharnés de la Russie, qu'aux Bohêmes et aux Yougoslaves si fiers de leur propre nationalité. Si jamais reviendrait aux ministres autrichiens la malheureuse idée de vouloir germaniser toutes les nations de l'empire, cette fausse politique, seule, pourrait pousser les Slaves en Autriche dans les bras de la Russie ou du panslavisme.

La révolte à Prague ne fut qu'un fait isolé. Le général en chef prince Windischgrätz déclara la ville en état de siège après la première manifestation révolutionnaire du Svornost ; et quand l'émeute éclata formellement, l'énergie du prince et sa vaillante garnison la domptèrent bientôt. L'artillerie avait terrassé les barricades et bombardé les quartiers de ville où les rebelles s'étaient réfugiés, qui demandaient enfin à négocier ; et quand ils reprirent les armes pour la seconde fois, ils furent encore aussi promptement écrasés,

et la paix et la tranquillité publique furent rétablies dans la ville pour toujours. Un coup de fusil, parti de la fenêtre de l'auberge à l'Ange d'or, vis-à-vis du palais du général en chef, tua la princesse son épouse en regardant par la fenêtre après son mari, au moment où il était descendu pour sauver un jeune homme à bonnet vert des mains de grenadiers qui montaient la garde, puisque ce malheureux avait eu la hardiesse de renverser leur officier par un coup de bâton ferré.

Windischgrätz eut la générosité de verser des larmes sur le corps inanimé de sa femme chérie, mais il ne la vengea pas.

A Lemberg le général en chef Hammerstein employa aussi son artillerie pour y étouffer promptement une émeute isolée, puisque la Galicie demeura tranquille, craignant les paysans très disposés à renouveler les leçons qu'ils avaient données à leurs seigneurs en 1846 !

Si nous exceptons le Tyrol, la frontière militaire croate-slavonienne, la Croatie et la Slavonie, mais dans tout le reste de la monarchie couva le feu sous la cendre. La révolution de Hongrie cependant a été la plus dangereuse pour la monarchie et, d'intelligence avec celle d'Italie, elle avait pris les mêmes dimensions gigantesques et avait demandé encore plus de développement des forces militaires pour l'écraser que l'Italie même.

La révolution magyare se manifesta formellement le 15 mars à Pest, d'où le programme imprimé fut envoyé le même jour à la diète à Presbourg, où Kossuth, qui l'attendait avec impatience, emporta le lendemain à la chambre des députés, pour ainsi dire d'assaut, et au cri de la galerie l'abolition des dîmes et corvées, pour arracher, comme il fit entendre, les seules armes au gouvernement impérial, dont il aurait pu se servir contre la noblesse rebelle, en rendant la liberté aux paysans et la propriété des terres qu'ils cultivaient. Par ce coup perfide, Kossuth avait gagné les sympathies du peuple de la campagne, qui, dans sa naïveté, le regarde encore de nos jours comme le fondateur de la liberté et du bien-être des paysans en Hongrie.

Il paraîtrait inconcevable, comme la haute aristocratie et le haut clergé qui, à eux seuls, possédaient la dixième part du royaume, ont pu consentir à voter la ruine de leur splendeur, richesse et influence immense, si l'on ne connaissait pas les moyens infâmes et criminels, que Kossuth, secondé par le comte Louis Batthyáni et l'évêque Lonovics, avaient employés pour les terroriser. Ils intimidèrent surtout les aristocrates et les évêques par la menace que la cour de Vienne avait l'intention d'armer les paysans contre leurs seigneurs, ainsi qu'elle l'avait pratiqué en 1846 en Galicie, où plus de 700 nobles furent massacrés et mutilés.

Kossuth, dès le commencement de la révolution, avait employé le terrorisme en suivant l'exemple de Robespierre, et on n'a qu'à regretter qu'il n'avait pas fini comme le modèle politique qu'il s'était choisi !

Pour se faire une idée de l'esprit public d'alors en Hongrie, il suffit de savoir que la révolution éclata à Vienne le 13 mars, et que le 16 du mois une députation magyare, le palatin à la tête, y arriva pour demander un ministère indépendant pour le royaume de Hongrie. Cette demande fut refusée, car une telle concession aurait entraîné la perte de la Hongrie pour l'empereur d'Autriche.

La députation retourna en fureur à Presbourg, et y excita une telle fermentation d'esprit menaçante, que le palatin promit de retourner sur-le-champ à Vienne et d'en rapporter la concession désirée, où d'y résigner dans un cas de refus. Il retourna le 17 mars à Vienne et en emporta le 18 mars non seulement la concession désirée, mais encore la révocation des résolutions royales du 28 mars, où le roi désire que les revenus de Hongrie, destinés pour les dépenses communes de la monarchie, fussent encore dorénavant envoyés à Vienne.

Le premier œuvre du ministère magyar, composé de premier abord de plus hautes sommités de l'aristocratie, — excepté Louis Kossuth, — sous la présidence de Louis Batthyáni fut de prendre possession en Hongrie de tout ce qui appartenait au département de la guerre, places fortes, artillerie, munitions, d'en disputer la libre disposition au ministre de la guerre à Vienne, et d'exiger la rentrée de toutes les troupes magyares, et la sortie de toutes les troupes allemandes hors ce pays. Vit-on jamais une déclaration de guerre plus positive, un acte de révolution plus fortement caractérisé, un acte de trahison plus perfide dans la situation où se trouva alors l'Autriche en Italie, en pleine guerre avec le roi des Sardes et toute la péninsule.

Ficquelmont assure que l'Autriche aurait été perdue sans l'opposition énergique des Croates, dont le ban chevaleresque, Jellačić, déploya la bannière impériale d'Autriche contre les suprématies et les idées séparatistes des Magyars, et refusa de reconnaître un ministère magyar. Les Serbes suivirent l'exemple des Croates, et leur métropolitain l'archevêque Joseph Rajačić se mit à la tête de ses coreligionnaires.

Le palatin de Hongrie, investi d'un plein pouvoir royal en Hongrie, par l'empereur Ferdinand, fasciné par les belles paroles de Louis Batthyáni, Kossuth et le comte Vaj, qui conspira encore en 1852 contre l'Autriche de son exil à Constantinople, se trouva dès le commencement de la révolution dans une fausse position en Hongrie. La *Presse*, — une gazette sous la censure à Vienne, — disait

dans sa feuille du 8 août 1854, n° 182, sans gêne, que Kossuth, cet homme de rien qui ne possédait rien en Hongrie, avait même osé offrir la couronne de Hongrie au palatin !

Le premier ministère magyar a été composé de :

- comte Louis Batthyáni, premier ministre ;
- le prince Eszterházy pour les affaires étrangères ;
- Louis Kossuth pour les finances ;
- le comte Étienne Szechényi pour les communications ;
- baron Eötvös pour l'instruction publique ;
- Clauzal pour l'agriculture ;
- Deák pour la justice.

Louis Batthyáni cependant ne fut que de nom premier ministre, car Kossuth était le véritable faiseur, et avait de fait le pouvoir entre ses mains.

Toeroek écrivait la biographie de Kossuth, qui parut en 1849 sous le titre de « Kossuth le grand oiseau voleur de Hongrie », c'est *Kossuth der grosse Diebsvogel Ungarns*, où on lit que « Kossuth avait volé et défraudé à Zemplin ; que sa mère avait aussi volé ». Gouverneur de Hongrie en 1849, il avait proclamé à Debreczin la déchéance de la maison d'Autriche du trône de Hongrie, et finit par échapper en Turquie avec quelques cent mille ducats, outre l'or et les pierreries volées au château du malheureux comte Eugène Zichy.

Kossuth, la veille de sa fuite en Turquie dans la forteresse d'Orsova, aidé par Gujon et Szemere, avait enterré dans une petite forêt près d'Orsova dans la frontière militaire, la couronne et les autres insignes royaux de Hongrie, emballés dans une caisse de fer. Ils avaient marqué la place de la caisse enterrée par plusieurs signes appliqués aux arbres, et aux objets les plus sautant aux yeux sur le terrain. Quand Kossuth se trouva à Londres, il voulait se faire apporter la couronne de Hongrie par un mauvais sujet de sa confiance, à qui il avait donné les renseignements nécessaires pour la trouver ; mais Szemere, qui l'avait déjà forcé à Orsova d'y laisser la couronne de Hongrie, quand Kossuth voulait l'emporter avec soi à Constantinople, en fut prévenu à temps et s'empressa d'en prévenir à son tour le ministre de police à Vienne en lui confiant les renseignements nécessaires pour trouver la caisse de fer avec la sainte couronne et les insignes royaux de Hongrie. La Gazette de Vienne, au mois de septembre 1855, nous apprit tous les détails de cette découverte par le capitaine-auditeur Karger le 8 septembre de la même année, fête de la mère de Jésus, patronne du royaume de Hongrie, ce qui donna encore plus de relief à cet événement remarquable.

Szemere, qui préféra de voir la couronne de Hongrie entre les

mains de l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie, qu'entre celles d'un vagabond tel que Kossuth, reçut la permission en 1865 de retourner en Hongrie pour y rétablir sa santé délabrée et mourir dans sa patrie.

Voilà la biographie impartiale de Kossuth, tirée de celle que le baron Majlath Antal avait écrite en 1850, et de l'œuvre de Jean Janotyekh d'Adlerstein, qui parut à Vienne, 1850, sous le titre : *Les dernières deux années de la Hongrie.*

La biographie de Kossuth

Quant au physique son portrait est bientôt fait : taille moyenne et chétive, visage à peu près rond, nez aplati, les yeux à fleur de tête, les sourcils noirs et forts, de même les cheveux et la barbe, qu'il porta d'une longueur démesurée à la manière d'anachorète, et qu'il n'avait coupée qu'à Orsova, la veille de sa fuite en Turquie, pour se rendre méconnaissable. Sa bouche était bien formée, mais il n'y avait rien de distingué dans toute sa physionomie, sinon le front haut orné de quelques boucles de cheveux. Il s'habilla comme tout le monde alors en Hongrie, mais il portait de préférence un bonnet de drap de la forme de ceux que portent les officiers autrichiens.

Kossuth était né le 27 avril 1806 à Bodrog-Szerdahely, le plus misérable village du comté de Zemplin. Son père, pauvre Slovaque mais noble comme tant de paysans en Hongrie, s'appela Kohuth (coque en langue slovaque) et se magyarisa plus tard en prenant le nom de Kossuth. Kossuth est donc Slovaque.

La pauvreté força son père de quitter le sol natal de Turocz, et d'émigrer au comté de Zemplin, où il laboura lui-même une petite terre pour nourrir sa nombreuse famille, en servant en même temps comme *Ispány* dans la propriété d'un noble. Il ne put rien faire pour l'éducation de ses enfants. Un prêtre du voisinage se chargea d'enseigner les premiers éléments à Louis Kossuth ; mais la transfération de ce prêtre et son bienfaiteur, ainsi que la mort de son père, le mit dans une triste situation. Par protection d'un employé supérieur du comté le jeune Kossuth fut reçu dans la maison de l'évêque en titre d'Arradnyi à Tyrnau, qui y soutint à ses frais 8 écoliers pour fréquenter le gymnase latin. Kossuth gagna les bonnes grâces de l'évêque en espionnant la conduite de ses condisciples ; mais il fut en même temps calomniateur et haineux ; et l'évêque, en devinant enfin ce jeune scélérat, le chassa de sa maison, qu'il quitta après avoir été rossé par ses camarades, qui découvrirent leur méchant

dénonciateur. Alors tous ses parents contribuèrent à lui faire fréquenter le gymnase à Eperies et puis l'université à Pest, où il se distingua par tous les vices imaginables. Selon Janotyekh avait-il volé une montre d'or à son ami, qu'il donna puis en gage à une entreteuse d'un bordel. Il étudia peu, mais il lut avec passion les discours des orateurs dans le parlement de Londres et de Paris, les apprit par cœur et brilla à son tour en récitant ces discours des plus célèbres orateurs dans les cafés, où l'on l'admira et finit par le recevoir dans le cercle des beaux esprits.

Le baron Vaj, *vice-comes* du comté de Zemplin, y protégea Kossuth, qui y était arrivé en 1830, et le fit nommer vice-fiscal en comptant de profiter un jour des talents de ce jeune homme; mais celui-ci perdit 6.000 florins dans une nuit à Terebes, qu'il devait remettre à la comtesse Szapáry, née comtesse Csáky, laquelle se contenta de le chasser ignominieusement. Il avait aussi volé 12.000 florins à la caisse des orphelins à Zemplin, et fut enfin forcé de quitter Zemplin. Kossuth, ministre en 1848, fit disparaître tous les actes par rapport à sa défraudation de l'archive du comté de Zemplin.

Après son départ de Zemplin, la comtesse Almásy le reçut et lui confia la direction de ses terres considérables, mais on dit que celle-ci l'avait aussi chassé bientôt. Ce fait est cependant douteux. Kossuth, criblé de dettes et perdu de réputation par ses infâmies, fut encore reçu et protégé par le comte Vaj, qui le fit nommer ablégat de quelques magnats absents à la diète de 1832, pour lui fournir l'occasion d'apprendre la marche des affaires d'état en Hongrie, sans avoir le droit de prendre part aux discussions autrement qu'avec les oreilles, mais Kossuth avait l'ouïe fine et en sut tirer son profit. Il fit lithographier les discours des députés et les envoya en forme de gazette dans tous les comtés de Hongrie; et quand cela lui fut défendu, il fit copier avec la plume les débats de la chambre des députés, y ajouta ses propres remarques malicieuses, et phrases mordantes contre le gouvernement impérial et royal, et vendit ces écrits à bon profit à ses abonnés. Kossuth se lia puis avec le comte Vesselenyi, et continua aussi après la diète son journal d'une tendance tout à fait révolutionnaire.

Vesselenyi fut arrêté et l'archiduc palatin Joseph fit venir Kossuth dans son cabinet, où il l'exhorta et l'engagea à cesser d'écrire contre le gouvernement du roi, en lui promettant même un emploi sous la condition qu'il corrigerait sa conduite; mais il parla à des sourdes oreilles. Kossuth continua de plus belle et fut enfin arrêté et enfermé dans une prison dans la forteresse de Bude.

On commit la faute impardonnable de lui rendre la liberté en 1841. Il se rendit alors aux eaux à Porad pour y rétablir sa santé

délabrée par sa dure prison, à ce qu'il voulait faire croire aux crédules ; et les démocrates, en le déclarant pour un martyr de la liberté, firent une collecte en sa faveur, qui lui rapporta 60.000 florins. Il acheta alors une maison de campagne dans les environs de Pest, où se rassemblèrent tous les mécontents et tous ses consortes de la révolution qui éclata en 1848. Albert Pálffy, Czernatori, Baiza, Gyurman, Stancsics, Alois Zaborsky, Irynje, Gorove Vasvári, les deux Perczel, les deux Madarásy et ses beaux-frères Meszteny se rendirent le plus souvent chez lui.

Kossuth brûla du désir de se venger de sa prison, mais il sut feindre jusqu'au point à duper le ministre de police à Vienne, et d'en obtenir la concession de la publication et de la rédaction de la gazette magyare de *Pesti-Hirlap*, qui fut déjà de prime abord rédigée dans un esprit tellement révolutionnaire, que le baron Alois Medniansky, chef de la censure en Hongrie, en rapporta à Vienne, et demanda la suppression de cet abominable journal. On lui répondit tout bonnement de ne pas s'en alarmer, et que Kossuth fera bientôt la girouette, après avoir gagné par des articles fulminants contre le gouvernement assez d'abonnés, comme il l'avait fait croire et comme il l'avait promis au comte Sedlnitzki. Cette gazette continua à prêcher formellement la révolution, et le ministre de police n'ouvrit que trop tard ses yeux sur le mal irréparable qu'avait causé son aveuglement.

Kossuth s'était marié avec une certaine Thérèse Meszteny, tout à fait digne de lui, car cette femme exaltée rêvait en 1849 pourpre et couronne, et conspira encore contre le gouvernement en 1850, lequel avait la coupable générosité de la laisser en repos avec ses enfants à Pest jusqu'à ce qu'on se vît forcé de faire partir cette cuvée de serpents pour l'Angleterre, où Kossuth apprit l'anglais pour pouvoir parler en faveur de l'indépendance de Hongrie et contre le gouvernement autrichien.

Kossuth, non content du mal qu'il faisait au gouvernement, voulut aussi porter un coup sensible au commerce autrichien, en formant à Pest la société du *Vedegylet*, qui exclut toute manufacture étrangère, — mais M. Szabó, qui en fut le directeur, disparut un beau matin, avec 100.000 florins, en les remplaçant dans la caisse par un billet où il annonça l'intention de son suicide après avoir fait banqueroute. Szabó s'amusa à Paris et y créa un journal sous le titre de *Boldenye* qui mourut à son 4^e numéro, pendant qu'on chercha à Pest dans le Danube son cadavre.

L'industrie et le commerce ne furent point la force de Kossuth. Il ne sut briller que sur la tribune par la volubilité de sa langue et ses discours incendiaires. Pour cette raison on avait très bien inventé

ces deux vers en Hongrie, après la malheureuse révolution, qui caractérisent Kossuth parfaitement :

« *Se Istene, se hazája,*
« *Minden vagona a szája !*

En français : « Il n'a ni Dieu, ni patrie, tout son bien c'est sa langue ! »

En 1847, les démocrates remuèrent ciel et terre pour faire élire Kossuth député du comté de Pest, même le beau sexe intrigua, et les dames déclarèrent de ne plus vouloir danser avec celui qui ne voterait pas pour Kossuth. Son élection, que le haut clergé aura pu facilement faire échouer, si les riches évêques eussent voulu desserrer leurs bourses, fut un coup mortel pour la bonne cause en Hongrie ; car c'est constaté que Kossuth seul avait provoqué la révolution en Hongrie, qu'on aurait pu cependant bien écraser sans le secours des Russes, si toutes les forteresses de Hongrie ne seraient pas tombées entre les mains des rebelles ou par faiblesse ou par trahison.

Komorn, la plus redoutable et inexpugnable forteresse en Hongrie, fut perdue par la faiblesse du commandant, le lieutenant-feldmaréchal Märtz, en ne voulant pas ouvrir ses portes à un bataillon du brave régiment polonais Guillaume qui venait de passer devant la forteresse et offrit ses services au commandant, qui avait en même temps reçu par le capitaine Pidoll une lettre du comte Latour, où celui-ci l'engagea à faire entrer ce bataillon dans la forteresse pour la garder, puisqu'on pouvait compter sur la loyauté de cette troupe fidèle et dévouée. Plus tard, Märtz se repentit d'avoir refusé et envoya un homme de confiance après ce bataillon pour le faire rebrousser chemin, mais ce fut trop tard. En attendant, plusieurs bataillons de honved étaient arrivés à Komorn, qui occupèrent aussitôt la place, et cette redoutable forteresse fut perdue pour l'Autriche ! La forteresse d'Essek fut vendue pour 40.000 florins à Kossuth, par le général baron Jović, qui aurait remplacé le général Benko, homme loyal et Croate de nationalité, et qui fut pour cette raison promptement pensionné par le ministère magyar avec 4.000 florins de pension pour s'en débarrasser au plus vite et d'une manière honorable. Benko rendit plus tard encore des services au ban Jellačić à Varaždin, fut nommé lieutenant-feldmaréchal, et se retira chez son fils, le colonel Benko, à Carlstadt en Croatie, où il mourut en s'endormant sur un canapé, le cigare à la bouche. Jović mourut dans la forteresse en prison, comme il l'avait bien mérité.

Petervardein, encore une redoutable forteresse, dont le commandant a été le général en chef en Slavonie, le lieutenant-feldmaréchal

baron Hrabovsky, fut également perdue par la faiblesse du commandant, et qui ne devint que plus tard traître.

Le lieutenant-colonel Dorsner, adjudant du commandement général, fit son possible pour faire rentrer son chef dans la voie légale, et venait d'expédier les ordres pour les régiments frontières de Gradisca, Brod et Petervardein, en vertu desquels chaque régiment devait envoyer une division (2 compagnies) à Petervardein en garnison. Cette mesure exécutée aurait sauvé la forteresse, mais malheureusement au moment de la signature arriva le lieutenant-colonel Halavanya de Mitrovic, chef-lieu du régiment frontière de Petervardein, à Petervardein, et se rendit tout essoufflé chez le général en chef pour lui faire rapport de la révolte à Mitrovic, et en apprenant qu'il était précisément dans ce moment question d'envoyer une division de ce régiment, ainsi que de celui de Brod et de Gradisca en garnison à Petervardein, il conjura le général en chef de n'en rien faire, puisque l'esprit militaire était si corrompu dans les régiments frontières de Brod et Gradisca que dans celui de Petervardein ! Là-dessus Hrabovsky, intimidé par ce rapport, révoqua ses ordres, et la forteresse était perdue puisque la garnison formée par le régiment magyar de Don-Miguel était gagnée par les largesses du ministère magyar, et que le colonel Pausner partageait les sympathies de ses soldats pour la révolution magyare.

Halavanya a été un brave et loyal militaire ; mais il a été effrayé et offusqué par les scènes tumultueuses à Mitrovic, dans son régiment, ainsi que par des faux rapports que les révolutionnaires y répandirent sur l'esprit de rénitence dans les autres régiments frontières pour encourager et exciter la populace, de la sorte qu'il ne vit que partout émeute et trahison, pendant que le plus grand calme régnait dans les régiments frontières de Brod et Gradisca, et que l'esprit militaire le plus loyal et le plus prononcé ne s'y démentit pas un seul moment pendant les troubles de l'an 1848 et 1849.

La perte de Petervardein et surtout de Komorn furent une grande calamité pour l'armée du prince Windischgrätz, qui devait détacher des forces considérables pour cerner ces forteresses. La garnison de Komorn ne fut jamais moins de 8.000 hommes, qui firent des sorties et même des excursions lointaines pour insurger le pays à l'alentour, et menaçant toujours les derrières de l'armée impériale et sa ligne de communication de Budapest à Vienne.

Pour compléter le tableau sinistre de la monarchie en 1848, il faut encore parler de la Transylvanie, où l'on avait enseigné pour ainsi dire la révolution depuis l'an 1834, presque publiquement dans le collège de N. Enyed. On connaît les tendances révolutionnaires des congrégations Marcales, les diètes en Transylvanie, et le gou-

verneur comte Joseph Teleky, ce traître, qui fit son possible pour paralyser l'énergie un peu tardive du général en chef baron Puchner. L'opposition des Saxons, qui tenaient à leurs privilèges et à l'ancienne constitution du royaume de Hongrie, et les Valaques qui regardaient les Magyars comme leurs oppresseurs, furent bien des éléments royalistes, mais le point de réunion manquait ; et Puchner ne se déclara de sa propre autorité gouverneur civil et militaire de la Transylvanie que quand la révolution y était déjà organisée.

Les régiments frontières, connus sous le nom Székler, s'y déclarèrent pour la révolution magyare, car ils étaient corrompus depuis longtemps par les prêtres calvinistes, les émissaires de Kossuth, et même antérieurement à cette époque par leur colonel Lakos, chevalier de la croix de Marie-Thérèse, et baronisé, aussi bel esprit en écrivant pour les almanachs magyars. Ce colonel ne sut que prêcher haine et mépris contre le gouvernement à Vienne, et un jour à la table du commandant de la forteresse de Carlsbourg, il s'oublia de la sorte, en vomissant des invectives contre la cour et le gouvernement impérial, qu'un capitaine d'un régiment d'infanterie allemand y présent le somma de révoquer ce qu'il avait dit ; et quand ce colonel eut encore l'audace de vouloir réprimander ce beau capitaine, celui-ci quitta la table, se rendant à son logis, d'où il envoya bientôt après une estafette à Vienne avec le rapport sur la conduite inconvenable du baron Lakos au président du conseil de guerre aulique. A Vienne on débatta [*sic*] longtemps ; enfin arriva l'ordre à Hermanstadt d'envoyer le colonel Lakos, escorté par un officier, à Vienne, d'où il fut puis envoyé à Josephstadt comme relégué, et plus tard comme commandant dans la forteresse de Brod après avoir été nommé général ; et comme il ne s'y plaisait pas, on le nomma commandant de la forteresse d'Essek, où il mourut enfin ! *De mortuis nil nisi bene !*

La chose la plus remarquable à cette affaire, c'était qu'on avait pensionné ce brave capitaine avec le titre de major bientôt après qu'on avait reçu son rapport au conseil de guerre aulique sur la conduite coupable du colonel Lakos ! Explique cela qui le veut ! je n'y comprends rien !

Les Széklers et les Valaques se firent dans la suite réciproquement une guerre d'extermination, dont les cruautés et la barbarie surpassèrent tout ce que l'histoire nous raconte d'épouvantable des invasions des Huns, des Vandales et des Tartares ! Ces deux nations en Transylvanie ne se réconcilieront jamais. Le sang de leurs femmes, filles et enfants crie vengeance au milieu des cendres de leurs hameaux jusqu'au dernier jour de leur existence nationale.

Nous avons déroulé le sinistre tableau de la monarchie autrichienne, dont la seule espérance reposa sur la loyauté du ban Jellačić et ses braves Croates, sur la fureur des Serbes contre les Magyars, et les succès de l'illustre maréchal avec sa vaillante armée d'Italie ! Le dévoué ministre de la guerre à Vienne, le comte Latour, parvint, après des obstacles sans nombre que lui opposa la diète de l'empire pour l'empêcher d'envoyer des secours au ban et au maréchal Radetzky, de former une armée de réserve en Styrie sous les ordres du général d'artillerie comte Nugent ; et de faire parvenir au ban de l'artillerie et de l'argent. Malgré toutes les précautions qu'avait prises le comte Latour, pour voiler ces préparatifs militaires, le mystère en transpira, puisqu'il était entouré de traîtres qui l'observaient de près, et alors sa mort fut décidée par la canaille démocrate à Vienne, dont un bon nombre siégeait dans la diète de l'empire. Le comte Latour avait depuis longtemps le pressentiment de sa mort cruelle, constatée par une lettre antérieure, qu'il avait écrite avant sa fin tragique.

A l'honneur des députés du royaume de Bohême à la diète de l'empire, il faut remarquer qu'ils avaient quitté Vienne aussitôt qu'ils ont reconnu les tendances révolutionnaires des autres membres de cette exécrable diète de l'empire.

Kossuth s'était écrié à Pest après le terrible assassinat du comte Lamberg sur le pont du Danube à Budapest : « Je donnerais volontairement un million pour un pendant à Vienne » ! et bientôt après, le baron Pulsky, son confident, y travailla — à ce qu'on disait ! — avec des sommes considérables d'argent pour mettre en scène le pendant désiré. Le comte Latour fut assassiné le 6 octobre d'une manière inhumaine, malgré la compagnie de grenadiers et les 2 canons, qui défendaient l'entrée du palais du conseil de guerre aulique, où se trouva le ministre de la guerre de l'empereur d'Autriche, et quand la canaille prit toujours la fuite, si quelqu'un cria pour les épouvanter : « Les grenadiers vont prendre les armes ! » En tout cas, le chemin au cabinet du ministre de la guerre n'aurait dû être ouvert que par-dessus les cadavres des grenadiers, qui avaient le devoir sacré de le défendre ; — mais ils restèrent des vils spectateurs sans bouger de leur place. Il n'y a point de doute que leur capitaine Brandmayer fut un traître ! Les remords et le désespoir, prévoyant qu'une mort ignominieuse, la corde, l'attendait, si son crime serait plus tard constaté, le poussèrent le 28 octobre, comme un furieux à la tête de sa compagnie, à l'assaut de la grande redoute dans la Jägerzeile à Vienne, et tomba grièvement blessé. Il expira le même jour. Sa veuve, bien que son mari était tombé sur le champ de bataille comme officier autrichien, ne reçut aucune pension et ne

put jamais obtenir une audience chez l'empereur ; une preuve, que sa majesté a été bien informée de l'abominable trahison du capitaine Brandmayer.

Un des assassins du comte Latour se présenta à la diète de l'empire rassemblée, le fer à la main, avec lequel il se vanta d'avoir assassiné le ministre. L'assemblée n'osa applaudir publiquement à un vil assassin, mais, bien que taciturne, une joie secrète brilla dans les yeux de beaucoup de ces horribles pères de la patrie !

L'assassinat du comte Latour sera à jamais un opprobre pour la ville de Vienne, où à peine quelques honnêtes bourgeois eurent le courage de couvrir le corps mort nu et meurtri du comte Latour d'un linceul, qui avait expiré à 4 h. 3/4 après-midi, et encore y furent-ils empêchés par la canaille, qui prit plaisir à regarder les innombrables blessures sur le cadavre mutilé et couvert de sang.

Le colonel Denkstein, adjudant-général du ban Jellačić et envoyé par celui-ci à Vienne, avait le même jour du matin une longue conférence avec le comte Latour, et courut le plus grand danger d'être massacré à son tour, parce que sa présence à Vienne et sa mission de la part du ban furent trahies, et la canaille le chercha partout. Il se cacha chez le conseiller de la cour d'appel militaire, M. Statzel, et ne put s'échapper de la ville qu'en endossant l'uniforme d'un simple dragon et en sortant à cheval avec un détachement de dragons, commandé par un caporal, hors la barrière. Denkstein arriva dans cette mascarade à Altenbourg en Hongrie, dans le quartier-général du ban, qui apprit de lui le terrible événement du 6 octobre.

Par le récit de tous ces détails nous avons bien avancé l'époque de l'histoire, à laquelle nous nous sommes trouvés au moment de l'arrivée du lieutenant-feldmaréchal Hess à Vérone, et de la formation de l'armée de réserve en Styrie, que le maréchal attendait avec tant d'impatience, mais en donnant le temps au comte Nugent d'arriver avec cette armée de réserve à Vérone. Nous profitons de cette circonstance pour raconter le mouvement serbe en Autriche, qui avait de prime abord créé des grands embarras au ministère magyar à Pest, et qui marcha puis d'un pas égal avec les événements que la levée de boucliers des Croates avait provoqués en Hongrie.

[TOME SECOND]

LE MOUVEMENT SERBE EN AUTRICHE EN 1848 ET 1849.

Le peuple serbe en Autriche et son histoire ayant été jusqu'à nos jours pour la plupart de nos lecteurs ce que les inscriptions sinaïtes sont pour les membres de l'Institut à Paris, des renseignements plus exacts sur les Serbes autrichiens paraissent nécessaires.

Les Serbes en Autriche ne sont qu'une branche de la grande famille du peuple serbe, qui habite la Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine, le Monténégro, la Dalmatie, la Croatie, la Syrmie, la Batchka, le Banat, la partie basse du Danube presque au milieu de la Hongrie, même la contrée à droite de la montagne de Bude, savoir Saint-André, Kalaz, Pomaze, Čobaky et Zbeg. On voit donc combien des provinces de l'empire d'Autriche sont habitées par des Serbes. Ceux qui habitent la Syrmie, la Slavonie et la Batchka y sont arrivés les derniers.

Après la victoire du maréchal margrave de Bade à Vidin, le 14 octobre 1689, le dernier despote de la Serbie, Georges Branković, se rendit avec ses fidèles au camp du maréchal, pour se mettre sous la protection impériale ; mais il y fut aussitôt arrêté et conduit par Orșova à Sibiu. On l'escorta plus tard à Eger en Bohême, connu par la fin tragique du célèbre Waldstein, duc de Friedland, qui y a été assassiné dans la nuit du 25 février 1634. Branković, après une captivité de 22 ans, y mourut le 22 septembre à l'âge de 66 ans. On ignore la raison d'état de la longue captivité du dernier despote de la Serbie. Est-ce que l'Autriche, qui regarda toujours la Serbie comme une province arrachée à la couronne de Hongrie, eut à se plaindre de ce que Branković s'était proclamé despote de la Serbie sans le consentement de la cour impériale, ou qu'il avait été calomnié auprès d'elle ?

En 1690 l'empereur Léopold écrivit au patriarche d'Ipek Arsenije III Crnojević pour l'engager à conduire la nation serbe en Autriche, en lui promettant de garantir la liberté de leur culte et de

leurs mœurs. Le patriarche, Monténégrin, se rendit en vertu de ces promesses impériales avec 37.000 familles serbes des environs de Monténégro, en passant par la Bosnie sous la protection des Monténégrins, en Autriche dans la Syrmie et dans la Slavonie. Il s'établit aussi avec ses Serbes dans la Bačka et dans les environs de Bude, où il choisit Saint-André pour le siège de son patriarcat.

L'empereur Léopold leur avait accordé des droits et des divers privilèges ; et en 1691 les députés serbes, l'évêque Isaïe Djaković et Adam Földvary de Komorn avaient obtenu en faveur de la nation serbe le droit d'élire leur voïvode (chef de la force armée) dont le pouvoir fut cependant bien restreint. Jean Monastirlio fut le premier voïvode élu, et se distingua encore la même année avec ses Serbes à la bataille de Slankamen où il enleva 27 drapeaux aux Turcs. Les Serbes rendirent des bons services à l'Autriche dans la guerre contre les Turcs. Ils marchèrent toujours à l'avant-garde sous les ordres de leur voïvode, sans recevoir ni pain ni solde de l'empereur, mais ayant le droit de retenir le butin qu'ils faisaient, et les chevaux qu'ils attrapaient.

Le patriarche Arsenije demeura toujours à Vienne, et profita de la faveur impériale pour protéger sa nation. Quand François Rakoczy appela en 1704 les Serbes aux armes pour faire chose commune avec lui, en s'adressant au patriarche à ce rapport dans une lettre confidentielle, la nation serbe resta fidèle à la maison d'Autriche, et le patriarche remit la lettre de Rakoczy entre les mains de l'empereur.

En 1706 l'empereur Joseph confirma les privilèges des Serbes en reconnaissance de leurs bons services rendus à l'empire dans les guerres contre les Turcs.

Dans cette même année mourut le patriarche à Vienne, et son corps mort fut transporté au couvent serbe de Krušedol en Syrmie, où plus tard en 1748 arriva aussi le cercueil avec les restes mortels de Georges Branković pour y être enterrés. Avec lui s'éteignit le titre de despote serbe sur le sol de l'empire d'Autriche ; et avec les deux comtes Branković qui avaient servi comme officiers supérieurs dans la frontière militaire, s'éteignit entièrement l'ancienne famille serbe de Branković.

L'an 1708 l'évêque Isaïe Djaković a été établi archevêque serbe. Le patriarcat serbe fut donc aboli après la mort d'Arseven Crnojević, et ne fut rétabli qu'en 1848, où cette concession ne fut qu'arrachée à la cour impériale, qui avait eu grand tort de l'abolir en 1708, puisqu'on ne s'attache les peuples et les individus que par l'intérêt personnel.

En 1718, le 8 août, le prince Eugène avait pris Belgrade et en

1724 le siège archiépiscopal serbe y fut transporté ; mais après la perte de Belgrade, le 2 septembre 1727, le siège archiépiscopal serbe fut transporté à Karlovic, une petite ville et commune militaire dans le voisinage de la forteresse de Petervardein, et du régiment frontière du même nom, où il resta établi jusqu'à nos jours.

L'histoire ancienne des Serbes nous manque et, malgré l'assertion de l'historiographe serbe feu l'abbé Raić, que les Serbes descendent en ligne directe de Japhet, fils de Noë, du temps du déluge, et enfin de la construction de la tour de Babel, nous osons observer que même les événements dès le vi^e siècle ne nous sont arrivés que par tradition. La mémoire du peuple serbe avait plus retenu de leur histoire que leurs historiographes ; et pour s'en convaincre il suffit d'entendre les chansons nationales des filles serbes et des pauvres *guzlari* à la foire, (*guzlar* veut dire joueur d'un violon à 2 cordes).

Les chansons des *guzlari* sont d'une longueur prodigieuse et attestent leur excellente mémoire. Leurs récitatifs [*sic*] sur l'époque glorieuse de l'empereur Dušan, sur les aventures du prince Kralović-Marko [*sic*], sur les malheurs de l'empereur Lazar, contiennent des détails dignes de l'attention même des savants antiquaires.

C'est cependant constaté que la Serbie fut au faite de sa gloire et de sa puissance sous le règne de l'empereur Dušan, et qu'elle succomba sous l'empereur Lazar.

Lazar Grebelianović, qui se nomma roi de Serbie en 1377, établit sa résidence à Prizren, où il se proclama bientôt empereur de sa propre autorité. Favorisé par la fortune de la guerre et par des circonstances politiques heureuses, il étendit son empire depuis la mer au levant jusqu'au Danube, et tenait le Banat de Temesvar, l'Herzégovine, la Rascia, la Serbie, la Symrie et le Banat sous son autorité ; — mais le 15 juin 1389, vaincu par le sultan Mourat dans les champs de Kossovo (aux merles), lui ravit l'empire et la vie. La Serbie devint alors une province turque.

Le rétablissement de ce vaste empire serbe du tsar Lazar occupe toujours les jeunes Serbes exaltés sur les deux rives du Danube ; et la réalisation de ce rêve chéri leur parut très prochaine en 1848, où le haut clergé serbe avait entraîné le petit clergé, et celui-ci à son tour le peuple de la campagne et les habitants dans les villes, pour se lever en masse et prendre les armes pour s'affranchir de la domination magyare, et reconquérir leur indépendance nationale — bien que, pour le moment, sous la couronne impériale d'Autriche.

L'évêque de Pakrac, Kragujevac, en passant par Garčín dans le régiment frontière de Brod, où le capitaine Bermann lui fit les honneurs comme chef de la compagnie, et en parlant du mouvement

serbe et du rétablissement de l'ancien empire de l'empereur Lazar pendant qu'on changea les chevaux de l'évêque, celui-ci répondit tout naïvement sur la demande du capitaine : « Quelle serait donc la capitale de cet empire ressuscité ? » — « Mais ! Belgrade c'est tout naturel ! »

Enfin les têtes exaltées en Pologne, en Italie, en Hongrie, en Serbie, en Turquie et sur les rives du Gange ne cessent de travailler dans le plus grand secret à la délivrance de leur patrie de la domination étrangère. Qu'on ne se leurre pas de fausses apparences ; qu'on ne croie pas chose solide cette écorce de paix et de calme momentané, sous laquelle ces peuples semblent s'être définitivement cristallisés ; il n'y a rien là de bien assis !

Les Serbes en Autriche sont d'un physique agréable et distingué ; craignant Dieu, souffrant et mourant pour leur foi et pour leurs familles. Ils sont d'une intelligence pénétrante et, sans être beaucoup instruits, ils jugent les choses qu'ils peuvent concevoir plus lumineusement que les autres nations. Ils sont doués d'une grande richesse morale, mais ne paraissent pas ce qu'ils sont. C'est avec peine qu'on découvre parmi eux quelques bons artistes ; encore moins quelques savants. Dans l'ordre politique des Serbes en Autriche on ne trouve que laboureurs, soldats, prêtres ou marchands.

Le soldat est soumis, brave et toujours fidèle, s'il n'est pas séduit par une pernicieuse influence du clergé.

Le prêtre — en général — est d'une profonde ignorance ; mais il est attentif et zélé dans la conduite de son troupeau, surtout depuis qu'il reçoit son instruction à Karlovic, où il y a maintenant un gymnase et un séminaire.

Le clergé exerce sur le peuple une influence incontestable. Il a toujours su lier les pratiques du culte oriental avec les coutumes, les habitudes et les fêtes de famille. Un père de famille ne donnera jamais un grand dîner ou une fête sans y inviter le *popa* (curé) qui exerce les fonctions d'un curé dans un village, quoique son pouvoir ecclésiastique ne soit beaucoup plus restreint que celui d'un curé catholique, qui équivaut sous ce rapport à un *prota* ou archiprêtre serbe.

Le *popa* bénit le *pogač* le jour du patron de la maison, — car chaque famille choisit un saint, sous la protection duquel elle se mette, et boit le premier à la santé du maître de la maison, des membres de sa famille et des autres convives, qui entonnent après chaque toast la chanson chorale *Na mnogaja leta* (pour beaucoup d'années) telle qu'on la chante aussi dans les églises serbes, quand le jour de naissance de l'empereur ou du métropolitain y est célébré.

Le *popa* est le conseiller intime des familles, surtout des vieillards et des matrones, il tient le haut bout de la table, où les préposés d'un village traitent les affaires de la commune. Il surveille la jeunesse et l'école, et fait la plus opiniâtre opposition contre toutes les innovations de la part de l'administration militaire dans les régiments frontières. Cette opposition en Slavonie empêcha de remplacer les lettres serbes par les lettres latines dans les écoles nationales, et même en Croatie on ne réussit qu'en partie et pour peu de temps.

Le *popa* est le colporteur des nouvelles politiques, l'interprète des articles de la gazette, le chargé d'affaires de la paroisse auprès des autorités civiles et militaires ; enfin le clergé serbe est l'âme de la nation serbe ; mais malgré cette vérité constatée on n'a plus voulu croire dans les derniers temps, ni à Vienne, ni même dans la frontière militaire, à cette influence immense du clergé serbe sur son peuple, en croyant que le temps était passé, où le paysan serbe prenait les paroles de son *popa* pour celles du saint évangile. Les tristes expériences en 1848 ont suffisamment prouvé la futilité d'un tel jugement superficiel.

C'est naturel que le gouvernement impérial ne pouvait pas compter sur les sympathies du clergé serbe en 1848, puisqu'il n'avait jamais rien fait pour lui, ni pour les églises, les écoles et les autres instituts nationaux du peuple serbe.

Le *popa* fut obligé de travailler comme un paysan pour nourrir sa famille, et passa souvent le bois sur le dos pour chauffer sa chambre, devant la maison opulente du curé catholique dans le même village, qui daigna à peine, en regardant par la fenêtre, rendre le salut de son collègue misérable et humilié. Le *popa* se trouva souvent exposé aux vexations d'un notaire ou d'un caporal dans la frontière militaire, pendant que le curé catholique ne regarda que son évêque pour sa seule autorité, et se moqua de tous les ordres des autorités civiles et militaires.

C'est vrai que les autorités civiles et militaires, déjà sous l'empereur François I^{er}, avaient fait et appuyé la motion d'améliorer le sort si pénible et triste du bas clergé serbe, et que le ministre de l'intérieur s'en était alors occupé, — mais l'affaire en resta là, et toute proposition échoua contre la mauvaise volonté du référendaire ecclésiastique au conseil d'état, et contre les remontrances du ministre de finances, qui n'avait jamais des fonds à sa disposition. La chose la plus remarquable cependant fut que les évêques de l'église orientale mêmes montrèrent la plus grande indolence dans cette affaire, puisqu'ils ne craignaient rien autant que l'émancipation du bas clergé de son esclavage épiscopal, qui n'aurait pas man-

qué d'arriver, aussitôt que le gouvernement impérial lui eût fourni les moyens de vivre honorablement à l'instar des prêtres catholiques même des plus pauvres, et ce qui les aurait attachés à la maison d'Autriche, en détournant leurs yeux de Moscou, d'où, selon le dire de leurs évêques, seul pourrait arriver un jour leur salut.

Les événements de 1848 ont trouvé le bas clergé hostile au gouvernement impérial ; et l'effet sera toujours le même tant qu'on n'en ôtera pas la cause.

La cour impériale de Saint-Pétersbourg au contraire, depuis le temps de l'impératrice Catherine, n'avait jamais cessé de nourrir les sympathies naturelles d'une nation, lesquelles l'entraînent toujours vers le souverain qui professe sa religion, et qu'elle regarde comme le chef temporel de l'église orientale. Nicolas I^{er}, ayant pris de nos jours le titre de protecteur de tous les chrétiens orthodoxes de l'église orientale, n'avait non plus manqué de donner des preuves de sa générosité au peuple serbe en Autriche après la révolution de 1848 et 1849, où pendant la guerre civile tant de couvents et d'églises du rite oriental furent dévastés dans les provinces méridionales slaves en Autriche.

Avant l'an 1820 on envoya même les missels de Pétersbourg aux paroisses serbes en Autriche, et ce n'est que depuis ce temps qu'on les imprime et vend à Vienne au couvent des Mékhitharistes. En l'an 1830 on pria encore dans les églises serbes pour le tsar de toutes les Russies, et on ne parvint qu'avec peine, à cette époque, à substituer aux prières pour le tsar de toutes les Russies celles pour l'empereur d'Autriche.

La misère du bas clergé et l'amour-propre ainsi que la vanité du haut clergé serbe, qui se sentit offusqué par la splendeur, la richesse et l'importance du haut clergé catholique ; les efforts de l'évêque du rite grec-uni à Kreutz, Smičiklas, de propager l'union de l'église orientale avec l'église occidentale, en arrachant plusieurs paroisses à l'autorité de l'église orientale non unie, dont le métropolitain fut alors l'archevêque Etienne Stratimirović, dont la nomination datait encore du règne de Joseph II ; l'abolition des privilèges du patriarcat serbe et de la dignité de voïvode serbe, que les empereurs Léopold I^{er} et Joseph I^{er} avaient confirmés ; toutes ces circonstances contribuèrent à refroidir l'attachement que le peuple serbe avait encore conservé du temps du patriarche Arsenije Crnojević pour la maison d'Autriche.

En 1807 l'émeute des paysans serbes à Ruma, un grand bourg qui appartenait au comte Pierre Pejačević, ne fut promptement apaisée que par l'apparition soudaine du métropolitain l'archevêque Stratimirović, accompagné de l'archimandrite Radivojević, en grand

ornat épiscopal, accourant de Karlovic pour haranguer et calmer le peuple, — et d'un détachement d'infanterie de ligne, qui s'approcha au pas accéléré de Ruma. Un certain Kovačević, chef des paysans révoltés, fut arrêté et transporté en prison à Vukovar, chef-lieu du comté de Syrmie. Il y fut pendu après des révélations peu édifiantes sur le clergé serbe.

La cour impériale, en reconnaissance des bons offices du métropolitain Stratimirović, qui jouissait de la plus grande confiance de la part de l'empereur et se trouvait toujours dans ses bonnes grâces, lui envoya la grande croix de l'ordre impérial de Léopold ; et l'archimandrite Radivojević en reçut la petite croix.

Le bruit sans fondement que Kovačević, avant qu'on lui ait mis la corde au cou, eût désigné le métropolitain publiquement comme l'instigateur de la révolte, et l'avait accusé d'être la cause de sa mort cruelle, en fulminant contre lui et le clergé serbe, mérite peu de foi, puisque ces circonstances ont été racontées par des prêtres catholiques et entre autres par un certain Zelizška, curé catholique de Golubinci, qui n'aimaient pas trop le métropolitain serbe.

Le métropolitain Stratimirović ne survécut que de deux ans l'empereur François. On dit que l'arrivée de la princesse Ljubica, femme du vieux prince Miloš, à Karlovic, en était la cause involontaire. Stratimirović vivait si régulièrement comme le balancier d'une pendule ; il ne soupa jamais et à 10 heures il se trouva au lit. La visite inattendue de la princesse Ljubica, lui apportant d'après la coutume serbe une chemise de soie, brodée en or, lui fit tant de plaisir qu'il oublia l'heure de son repos et la maxime de sa stricte diète, car il avait soupé contre sa coutume pour faire compagnie à la princesse. Le lendemain il se trouva mal ; après le départ de la princesse Ljubica il se mit au lit, et quelques jours après il mourut, âgé de 80 ans.

La cour impériale regretta beaucoup son dévoué métropolitain serbe Stratimirović, qui se montra toujours, à ce qu'on raconta, aux petits soins avec les membres de la famille impériale, et porta son attachement naïf au point d'envoyer tous les ans quelques bouteilles de son fameux absinthe de Karlovic à sa majesté l'empereur et aux archiducs. L'archiduc Renier, qui passa en 1834, accompagné de la vice-reine, par Völkermarkt, disait alors au capitaine M. Neustaedter, qui s'y trouva avec sa compagnie du régiment frontière de Peterwardein, comme garde d'honneur de l'archiduc : « Hélas ! je regrette beaucoup ce brave Stratimirović. Ce métropolitain était un excellent homme ; il m'envoyait chaque année quelques bouteilles de son fameux *Tropfjermuth* ! (absinthe de Karlovic). » Une preuve que toute la cour impériale fut convaincue de l'attachement et de la loyauté de Stratimirović, mais, pour dire la plus stricte vérité, l'empereur

François pendant son long règne n'en sut jamais tirer le moindre profit pour les affaires de l'église orientale en Autriche.

Le gouvernement impérial avait le plus grand intérêt d'introduire le calendrier grégorien chez les Serbes en Autriche pour éviter le déplorable inconvénient d'une double chronologie dans l'un et le même empire, et l'empereur d'Autriche s'y trouva surtout plus autorisé, que l'empereur de toutes les Russies avait alors forcé les catholiques en Russie d'accepter le calendrier julien.

L'empereur avait demandé les opinions de tous les évêques de l'église orientale en Autriche sur cette question importante pour l'administration politique en Autriche. L'évêque de Kraitsch avait prouvé jusqu'à l'évidence que l'introduction du nouveau calendrier ne pourrait faire naître la moindre distorsion [*sic*] dans l'ordre ecclésiastique et dans les coutumes du rite oriental. Tous les évêques de l'église romaine catholique, et même quelques-uns du rite grec non uni en furent du même avis.

Stratimirović s'y opposa ; et quand il craignait d'échouer avec son opiniâtre opposition contre les raisons d'état d'une si haute importance, il partit pour Vienne et obtint une audience impériale, où il s'adressa directement au bon cœur de l'empereur François, en le priant d'ajourner l'introduction du calendrier grégorien jusqu'à sa mort qui ne se fera pas attendre longtemps et qui ne l'inquiéterait pas, n'ayant rien à se reprocher. L'empereur François eut pitié de scrupules religieux du vieux métropolitain, et renonça pour le moment à ce projet, pour n'y plus revenir car le moment le plus favorable à cette mesure a été négligé.

Stratimirović disait plus tard au capitaine Neustaedter dans une conversation amicale « qu'il n'aurait jamais pu en sa qualité de métropolitain serbe consentir à l'introduction du calendrier grégorien sans le consentement de ses frères en Russie ».

Après la mort du métropolitain Stratimirović, qui avait occupé pendant 40 ans le siège archiepiscopal à Karlovic, les députés serbes du Banat, de la Bačka et de la frontière [militaire se rassemblèrent, d'après les anciens privilèges du peuple serbe en Autriche, à Karlovic au Congrès national, pour y élire le nouveau métropolitain. Celui des évêques qui emporta la pluralité des votes a été proclamé métropolitain, confirmé puis par l'empereur, et enfin installé par le commissaire impérial qui présidait au congrès national, ordinairement le général en chef d'une des provinces méridionales slaves, sans égards pour la religion qu'il professait.

On serait étonné d'une institution si libérale en Autriche, telle que l'élection du chef de l'église orientale dans cet empire, si l'on ne connaissait pas le mécanisme et le ressort secret que le gouver-

nement mit en mouvement pour s'assurer d'avance l'élection de celui des évêques qui convenait le plus à la cour impériale, qui fit faire en secret des recherches minutieuses sur la conduite antérieure et sur les opinions politiques de celui qu'elle avait prédestiné pour le siège épiscopal de Karlovic.

Au congrès national les députés du clergé disposaient de 25 votes, les députés civils avaient également 25 votes, mais la frontière militaire avait aussi 25 votes, et comme les députés de la frontière furent tous des officiers subalternes ou supérieurs et même des généraux, il ne fallait qu'un mot du général en chef en sa qualité de commissaire impérial pour indiquer indirectement celui que la cour impériale désirait voir sur le siège épiscopal à Karlovic, et que les officiers se gardaient bien de voter pour l'élection d'un autre. Le clergé, par politique et pour en profiter à son tour de l'influence des votes de la frontière militaire, vota toujours d'accord avec les députés militaires ; et de cette manière le gouvernement était toujours sûr de la pluralité des voix pour son protégé.

Les autres députés serbes connaissaient parfaitement cette manœuvre occulte, qui ne fit qu'une comédie de ce congrès national, et pour cette raison la nation serbe en Autriche aurait préféré — selon le dire de plusieurs députés civils — que l'empereur eût nommé de sa propre autorité le métropolitain serbe, autant plus que le fond national serbe y aurait épargné des frais des voyages et les honoraires des députés.

Après la mort de Stratimirović, l'évêque de Neusatz Stanković a été élu métropolitain à la pluralité de voix au congrès national de Karlovic.

Le général en chef en Slavonie, résidant dans la forteresse de Petervardein, le lieutenant-feldmaréchal Marcus baron Čolić, fut alors le commissaire impérial. Il était connu pour sa taille gigantesque, son énergie et sa rigueur ; et si cet homme courageux et talenté eût vécu en 1848 à Petervardein, jamais cette forteresse ne serait pas tombée entre les mains des rebelles.

Un tel commissaire impérial sut bien faire élire Stanković malgré l'opposition de la part de plusieurs évêques, et malgré les dîners somptueux que donna le capitaine-auditeur Rajačić aux députés de la frontière militaire pour gagner leurs votes en faveur de son frère l'évêque Joseph Rajačić, et qu'il fit partir en 24 heures de Karlovic pour n'y plus revenir.

Le baron Čolić sur la demande des députés militaires qui, après s'être présentés après leur arrivée à Karlovic, désiraient savoir lequel des évêques la cour impériale désirait voir élu pour le siège métropolitain à Karlovic, leur répliqua avec sa voix de basse : « Je

n'en sais rien du tout. Sa Majesté l'Empereur a daigné accorder une liberté entière aux députés serbes de choisir leur métropolitain. Vous pourrez donc choisir celui que vous jugerez le plus digne d'occuper la place épiscopale à Karlovic. Je me garderai bien d'influencer les libres votes des députés, autant plus que je ne sais rien que l'évêque Stanković soit le plus ancien des évêques, et qu'il possède toutes les qualités nécessaires pour une place si importante. Du reste, comme je vous ai dit, choisissez celui que vous voudrez et que vous jugez le plus digne ! »

Sapienti pauca ! et les députés de la frontière militaire comprirent fort bien qu'il fallait voter pour Stanković, qui fut aussi élu métropolitain à la pluralité des voix.

Stanković n'occupa pas longtemps le siège épiscopal et mourut après une courte maladie douloureuse, 2 ans après son élection, ce qui fit répandre le bruit qu'on l'avait empoisonné. Le général en chef baron Čolić envoya même le docteur de l'état-major (*Stabsarzt*) de Petervardein à Karlovic pour y faire l'autopsie du corps mort du métropolitain ; mais celui-ci n'y avait trouvé rien de soupçonneux.

Stanković n'était pas aimé. Son amour et longue liaison avec M^{me} Sas, femme d'un employé à Neusatz, le fit détester par les Serbes et surtout par leurs femmes qui disaient : « C'est impardonnable que le métropolitain serbe, qui aurait pu choisir son amante parmi les plus belles filles serbes, vit avec cette vilaine allemande sale ! » On voit donc bien que les Serbes ne lui reprochaient pas cette liaison comme une chose immorale, — mais comme déshonorante pour la vanité des beautés serbes à Neusatz, où il n'y a pas tant de dragons de vertu !

Après la mort de Stanković, le congrès national serbe à Karlovic avait élu l'évêque Joseph Rajacić pour le siège épiscopal de Karlovic, malgré une forte opposition de la part du haut clergé, et surtout de la part de l'évêque de Carlstadt, Eugène Joanović, qui se donna toute la peine possible pour faire valoir ses mérites, qui le rendaient digne du siège métropolitain de Karlovic ; mais ses efforts ne produisirent qu'un effet contraire.

Cette fois, la cour impériale avait envoyé le président de la chambre aulique, le comte Szécheny, comme commissaire impérial au congrès national à Karlovic, pour faire croire aux députés serbes qu'on ne voulut d'aucune manière influencer sur l'élection du métropolitain serbe, puisqu'on y envoyait, au lieu d'un général en chef comme de coutume, un haut employé civil. Le général en chef à Petervardein, le baron Hrabovsky, s'en trouva cependant très piqué.

On ne sait pas si le comte Szécheny sut mieux cacher son jeu que le feu général d'artillerie baron Čolić, mort à Petervardein à l'âge

de 80 ans, mais c'est sûr que l'évêque Joseph Rajačić, qui fut élu métropolitain, fut aussi précisément celui que la cour impériale désirait voir occuper le siège épiscopal à Karlovic.

Rajačić, qui aimait les plaisirs de la table et du jeu de cartes, ce qui lui avait gagné les sympathies des officiers dans la frontière militaire, ne parut s'occuper sérieusement de la haute politique, et encore moins d'une secrète relation avec le saint Synode à Pétersbourg. Pour cette raison on l'avait choisi à Vienne pour occuper le siège métropolitain à Karlovic, mais la cour impériale s'était cruellement trompée, car Rajačić était au fond un Serbe incarné comme tous ses collègues, et l'an 1848 prouva suffisamment qu'il ne se trouva pas à la hauteur de cette catastrophe, où il aurait pu diriger de prime abord le mouvement populaire des Serbes par son immense influence en sa qualité de métropolitain et archevêque serbe, en faveur de la maison régnante et de la monarchie autrichienne, — mais son énergie, sa loyauté et sa capacité s'y trouvèrent en défaut ; il devenait l'instrument docile d'une partie exaltée et des hommes intéressés, qui surent profiter de ses faiblesses. On dit que Rajačić avait dès le commencement de la révolution suivi les conseils de son *protasindjelija* Gruić, homme rusé et très talenté ; puis il se laissa conduire par son frère le capitaine-auditeur Rajačić qui, plus prudent et perspicace, le sut ramener tout doucement dans la voie légale.

En tout cas le choix de Rajačić a été un des plus malheureux, car il aimait la flatterie et l'argent, et fut plus vaniteux que spirituel.

Le 15 mars 1848 se manifesta la révolution magyare à Budapest et, quand le ministère magyar a été nommé, les Serbes en Autriche espéraient qu'un tel gouvernement libéral en Hongrie ne tardera pas à reconnaître la nationalité et les droits du peuple serbe en Hongrie. Pour cette raison les villes de Požega, Neusatz, Karlovic, Semlin et Pančova, habitées presque entièrement par des Serbes s'empressèrent d'introduire aussitôt l'usage de la langue serbe dans l'administration civile, et envoyèrent une députation chez Kossuth à Pest, pour lui en faire part, en lui remettant en même temps une adresse, laquelle exprimait leurs vœux en 17 articles. Les champions de la révolution magyare cependant furent loin de faire une telle concession aux Serbes ; et Kossuth, qui avait reçu cette députation dans son cabinet, déclara sans détour aux membres de cette députation « que les intérêts de la couronne de Hongrie ne permettaient pas qu'une autre nationalité que celle des Magyars soit reconnue dans le royaume de Hongrie ; et que l'on saurait bien l'épée à la main

supprimer tout mouvement d'une autre race, qui voudrait s'arroger les droits de la nationalité ! » Cet imbécile ministre de fraîche date porta donc de prime abord préjudice à la consolidation de la révolution magyare, en se créant des ennemis irréconciliables par sa réponse irréfléchie et si peu prudente, au moment où les Magyars devaient à tout prix chercher des alliés. Les députés serbes, la rage dans le cœur, retournèrent chez leurs compatriotes, qui poussèrent des cris d'indignation et de fureur, quand ils apprirent la réponse de Kosuth. A peine qu'ils apprirent l'opposition du ban Jellačić contre le ministère magyar, qu'ils décidèrent de faire chose commune avec les Croates.

L'imposante attitude du ban Jellačić à la tête de la nation croate, s'appuyant sur le titre et les droits d'un royaume existant intact depuis 10 siècles, déclarant ouvertement la séparation de la Croatie d'avec le royaume de Hongrie, dans le cas que le ministère magyar à Pest refuserait de faire les concessions qu'il demandait, savoir un seul ministère de guerre, de finances et des affaires étrangères pour toute la monarchie autrichienne, consterna tellement le gouvernement magyar, qu'il fit tous ses efforts pour se réconcilier les esprits hostiles en Croatie, — mais le ban et les Croates restèrent inébranlables, et la *conditio sine qua non*, la réunion de ces trois ministères, refusée par les Magyars, acheva la rupture entre la Croatie et la Hongrie. Les Serbes, encore plus irrités par la concession chétive et tardive du gouvernement magyar de permettre aux Serbes de régler leurs affaires ecclésiastiques sous la forme d'un congrès national, ainsi qu'il a été d'usage avant l'an 1848 sous le gouvernement impérial, arrachèrent la tricolore magyare, qu'ils avaient même plantée dans leurs villes et villages, dans l'espérance de l'accomplissement de leurs vœux nationaux, et la remplacèrent par la tricolore serbe, bleu, rouge et blanc. On brûla sur les places publiques les registres de baptême et de mariage, que les prêtres serbes ont été forcés jusqu'alors de tenir en langue magyare. L'exaltation des Serbes dégénéra bientôt en fanatisme. On insulta les Magyars et leurs partisans dans les villes et dans les villages, où le nombre des habitants serbes les surpassait considérablement. Le sang commença à couler dans des émeutes, dont la plus terrible a été celle de Kikinda, le 12 avril 1848, où le sénateur Isaković avait perdu sa vie.

Le ministère magyar, alarmé par tant d'émeutes partielles et d'excès déplorables dans les contrées habitées par des Serbes, y envoya un certain Pierre de Černoević, Serbe et descendant du patriarche Arsenije III — mais Magyar par son éducation et son opinion politique — et lui donnant plein pouvoir.

Pierre de Černoević, à peine arrivé dans les contrées en révolte, déclara toute la province en état de siège.

Le métropolitain Rajačić, que la nation serbe regarda encore toujours comme leur chef spirituel et temporel, pressé par le peuple et le clergé, encouragé par Gruić et par sa propre vanité, convoqua officiellement une assemblée nationale pour le premier mai à Neusatz. On voulut y restaurer le patriarcat serbe, élire un voïvode, formuler les vœux de la nation serbe, et puis entamer des négociations avec Černoević.

Černoević, en sa qualité de commissaire de gouvernement magyar, ne put permettre une telle assemblée nationale serbe ; mais il était pourtant encore trop bon Serbe pour employer les baïonnettes contre ses coreligionnaires, et pour prévenir tout malheur qui aurait pu arriver à la ville de Neusatz, à l'occasion de cette assemblée nationale annoncée, puisque le général en chef dans la forteresse de Petervardein, le baron Hrabovsky, également nommé commissaire de gouvernement par le ministère de Pest, avait déclaré qu'il saura bien empêcher toute réunion des Serbes à Neusatz, en faisant gronder sur cette ville le gros calibre des bastions, qui n'en étaient séparés que par le Danube, — il déclara la ville de Neusatz en état de siège.

Le métropolitain Rajačić, informé de la publication de Černoević, et de l'intention de Hrabovsky, contremanda la convocation de l'assemblée nationale pour Neusatz, et la convoqua en même temps pour Karlovic, où il n'y avait rien à craindre du feu de canon de la forteresse, et où l'on se trouva dans l'arrondissement du régiment frontière de Petervardein, dont les soldats de l'église orientale ne manqueraient pas d'accourir au secours de leurs coreligionnaires dans le cas de besoin.

Le premier mai fut un dimanche et toute la ville de Karlovic a été encombrée par une foule immense du peuple serbe. Sur la place on était alors en presse dans toute la force du terme.

On y voyait des députés de toutes les communes et de toutes les contrées les plus éloignées, habitées par des Serbes, et, parmi ces milliers de campagnards robustes, des marchands, accompagnés de leurs amis et parents, accourus de Belgrade, capitale du duché de Serbie, par curiosité de voir une assemblée nationale serbe en Autriche. On y voyait aussi des officiers et des soldats de nationalité serbe, des régiments frontières les plus proches de Karlovic, et surtout du régiment frontière de Petervardein, dont la populace serbe regarda Karlovic comme une ville sainte à cause du siège métropolitain, du concours du clergé et de la belle cathédrale.

Cette ville de Karlovic avait toujours exercé une grande influence sur l'esprit public dans le régiment de Petervardein ; et les officiers

s'y regardaient presque comme formant la maison militaire du métropolitain serbe, ce qui réagissait sur les opinions politiques des marchands, des campagnards et des soldats ; et pour cette raison la loyauté de ce régiment frontière ne fut jamais à toute épreuve.

Le premier bataillon de ce régiment frontière, se trouvant en 1796 déjà plusieurs années absent de sa patrie, et combattant alors sur les rives du Rhin avec l'armée impériale, se laissa facilement séduire par les inspirations séditeuses du chapelain militaire, *popa* Krstić, qui fit croire aux soldats qu'ils n'étaient pas obligés, d'après leurs privilèges, de combattre hors leur pays, et que leur devoir n'était que de défendre la frontière militaire de l'Autriche contre les invasions des Turcs.

Les officiers du bataillon furent en cachette d'intelligence avec leur *popa* Krstić, désirant ardemment de retourner au sein de leurs familles, mais pour sauver les dehors et pour se mettre à l'abri de toute responsabilité, ils résolurent de rester avec leur *popa* chez le commandant du bataillon, sous le prétexte de ne vouloir prendre part à une émeute ; — mais le bataillon devait retourner sous les ordres du sergent-major Kovačević, (de Golubinci, village dans la 9^e compagnie de ce régiment) en marche forcée dans leur pays, sachant bien qu'on ne laissera pas ce bataillon sans officiers, et qu'on les enverra, bientôt après ce bataillon, dans le pays, mais ces messieurs s'étaient joliment trompés.

Le commandant du bataillon, chez qui les officiers avec leur *popa* Krstić se rendirent pour l'informer de cette émeute et du départ du bataillon, en assurant qu'ils avaient vainement employé tous les moyens pour retenir les soldats, parut ajouter foi à ces rapports mensongers, mais expédia sur-le-champ une estafette au général en chef pour l'informer de cet événement inattendu, qui, à son tour, s'empressa d'envoyer partout les ordres nécessaires pour arrêter ce bataillon mutin et de le reconduire à l'armée.

Le capitaine Br. Neustaedter, du régiment frontière de Petervardein, se trouvant en 1835 à Gratz à la table du général en chef, le prince Hessen-Hombourg, et lui racontant les détails véridiques de cette émeute, puisque le *popa* Krstić vivait encore et ne fit point de mystère de sa conspiration en 1796, quand il se trouvait entre deux vins dans la compagnie des officiers du régiment, apprit à son tour du prince les détails suivants par rapport à l'arrestation de ce bataillon mutin.

Le prince disait : « J'étais alors colonel et je me trouvais à la tête de mon régiment d'infanterie en marche sur la grande route, quand je rencontrai tout d'un coup ce bataillon frontière de Petervardein, à la tête duquel se trouva un sergent-major, qui, à mon

apparition, fit porter les armes et battre les tambours, et défila, drapeau flottant, en très bon ordre devant moi. Quand le dernier peloton de ce bataillon venait de passer et que je n'y ai pas pu découvrir un seul officier, j'en fus si étonné que j'en faisais l'observation aux officiers qui se trouvaient à côté de moi, qui à leur tour ne purent revenir de leur étonnement. J'avais à peine cessé de parler que je vis un houzard arriver au galop, qui me remit un billet avec l'ordre du général en chef de rebrousser chemin sur-le-champ et de poursuivre ce bataillon mutin, en m'informant en même temps qu'un régiment de houzards était déjà en marche pour barrer le chemin à ce bataillon, et qu'il fallait le cerner, le désarmer, et escorter au quartier-général. J'exécutai l'ordre reçu, et le bataillon frontière voyant arriver mon régiment par devant, et un régiment de houzards par derrière, fit bonne mine à mauvais jeu et mit bas les armes ; — puis nous l'escortions au quartier-général. Les chefs les plus marqués de cette émeute furent envoyés à la forteresse, et le dixième soldat fut rangé dans les différents régiments de ligne, — la plus sensible punition pour un soldat de la frontière militaire, habitué de vivre durant la paix au sein de sa famille, et qui a en horreur la vie réglementaire des soldats de la ligne, — le reste du bataillon, après avoir été flétri par la perte du drapeau impérial qu'on lui avait ôté, fut envoyé au corps d'armée en Tyrol ».

Les officiers rentrés dans le bataillon, et les soldats se repentant de leur faute, qu'ils avaient commise après avoir été séduits et trompés par ceux qui auraient dû les éclaircir sur leur devoir, et leur parler le langage de l'honneur, en avaient le cœur navré, surtout de la honte de marcher sans drapeau ; et quand le corps d'armée en Tyrol se trouva en face de la formidable position de Luziensteig, ils conjuraient et priaient le général en chef de leur permettre de monter à l'assaut de Luziensteig, pour trouver l'occasion de se réhabiliter dans l'estime de l'armée impériale. Cette grâce leur fut accordée ; et cette formidable position a été prise comme par enchantement par les soldats du bataillon frontière de Petervardein, leur *popa* Krstić à la tête et fusil en main, — mais un tiers de ce bataillon resta mort sur le champ de bataille.

Le bataillon avait expié honorablement sa faute. On lui pardonna et lui remit son drapeau ; le *popa* Krstić reçut la médaille d'or pour sa bravoure, dont il se montra toujours très fier. Plus tard furent aussi ceux pardonnés qu'on avait rangés dans des régiments de ligne, où tous avaient montré une conduite au-dessus de tout éloge, et enfin on donna aussi la liberté à ceux qui s'étaient trouvés en prison dans les forteresses. Jusqu'en 1848 ce régiment resta tranquille et obéissant à ses supérieurs ; mais alors le clergé exerça son

influence pernicieuse et puissante sur les habitants de ce régiment, et les conséquences tristes en prouvèrent que ce régiment frontière de 90.000 âmes, organisé tel qu'il est, se trouvera toujours sous l'influence du clergé serbe à Karlovic, et qu'on ne pourrait jamais compter sur sa loyauté.

Le colonel Rastic, le commandant de ce régiment en 1848, en avait fait la triste expérience, puisqu'il a été obligé de prendre la fuite de Mitrovic, et de se rendre en Serbie accompagné de la plupart d'officiers du 2^e bataillon, qui s'était laissé à son tour séduire, pour faire une émeute dirigée par la populace serbe contre le colonel même.

Rastic était de nationalité slave, Croate. Quoiqu'il n'était pas serbe, il aimait son peuple et sa nationalité ; il avait du cœur et de l'esprit, et il jouissait d'une grande popularité ; — mais il n'avait pas approfondi le caractère des Serbes et l'esprit mutin de la populace de son régiment. Il eut même l'imprudence, dans la meilleure intention du monde, pour contrebalancer les efforts et intrigues des Magyars, d'animer le sentiment national à Mitrovic, et quand le mouvement populaire éclata, il n'avait pas la force de le maîtriser et de le diriger dans une voie qui ne fût pas hostile au gouvernement impérial.

Il n'y a qu'un moyen simple de changer l'esprit public dans ce régiment frontière ; — c'est d'en faire deux régiments ! La nature même avait tiré la ligne de séparation entre ces deux régiments à former. C'est l'ancien canal romain de Iarcina. Mitrovic avec 6 compagnies, où les catholiques sont en supériorité, formerait d'un côté l'un ; et Semlin avec les autres 6 compagnies, presque tous habités par des Serbes, formerait l'autre régiment. En 3 ans les deux régiments se seront si hostiles comme jadis les 2 régiments de Belovar, l'entente cordiale et l'influence du clergé serbe, sinon anéanties, se trouveraient au moins paralysées !

Au milieu de l'orage qui gronda autour du vaste empire d'Autriche, s'éleva le soleil printanier du premier mai 1848, — d'après le calendrier julien, qui fut le treize du monde catholique — beau et rayonnant, merveilleux symbole de la divinité bienfaisante, et ce que prit à bon augure le peuple serbe rassemblé à Karlovic.

L'archevêque et métropolitain Joseph Rajačić, entouré de tous les archimandrites des 17 couvents de l'église orientale en Syrmie, la mitre sur la tête, la crosse à la main, se présenta dans le riche costume pontifical et avec toute la pompe archiépiscopale comme une apparition céleste aux yeux de ses fidèles croyants, bigots et ignorants, mais dont le cœur battait alors d'amour pour leur Dieu,

leurs familles et leur nation comme celui d'un seul homme. Un silence profond régna quand le métropolitain éleva sa voix pour haranguer son peuple. Son discours, prononcé d'une manière solennelle, fut plein de vigueur. Il rappela à son peuple ses jours de gloire ; il lui rappela ses droits et privilèges que les empereurs de la maison d'Autriche avaient accordés, confirmés et garantis — et puis ignorés, violés, enfin tout à fait oubliés. Ces paroles du métropolitain furent d'une immense portée, car elles déclarèrent, pour ainsi dire, le pacte rompu qui unissait le peuple serbe à la maison d'Autriche.

Nous voulons à cette occasion citer le passage d'une brochure, qu'un prêtre serbe avait écrite peu de temps après, et où l'on lit : « Dans cette heure solennelle, tout Serbe ne sentit que trop bien qu'aucun lien ne le rattachait plus à l'ancienne maison impériale d'Autriche ; mais il comprit aussi bien que, après avoir été réputé par le gouvernement magyar, que l'Autriche était la seule puissance à laquelle on pourrait s'adresser pour obtenir ses droits et ses privilèges ; et si l'on essuierait encore un refus, — de les conquérir les armes à la main ».

Le discours du métropolitain avait produit un immense effet et puisque les meneurs du mouvement serbe avaient déjà instruit d'avance les députés de ce qu'il fallait faire, l'assemblée nationale, en usant aussitôt de son ancien droit et privilège, proclama le métropolitain Rajačić patriarche de la nation serbe en Autriche, et le colonel du régiment frontière d'Ogulin voïvode serbe.

Étienne Šupljikac de Vitez, né 1789 à Petrinja, chef-lieu du 2^e régiment frontière banal où son père avait servi comme officier supérieur, entra comme cadet, âgé de 16 ans, dans le même régiment ; d'un physique agréable, d'une taille moyenne, d'un caractère ferme et loyal, et d'une grande et rare modestie, il se fit bientôt remarquer avantageusement. Dans la même année il a été nommé enseigne, et en 1809 sous-lieutenant, où il passa avec son régiment, d'après les stipulations de paix après la malheureuse campagne de la même année, au service de l'empereur des Français Napoléon I^{er}. Nommé lieutenant en premier, au commencement de l'an 10, il a été remarqué par le maréchal Marmont, qui le choisit pour son adjudant. En 1812, il combattait contre les Russes dans l'armée française ; et pendant cette désastreuse et mémorable campagne il a été nommé capitaine et décoré de la croix de la légion d'honneur. Les soldats croates se battaient si bien contre les Russes comme les Français mêmes, malgré qu'ils fussent les coreligionnaires des soldats ennemis ; une preuve que les Français comprenaient mieux à les émanciper de l'influence de leur clergé que les Autrichiens.

Šupljikac, au fond du cœur toujours bon et fidèle Autrichien,

voyant du haut des remparts de la forteresse de Magdebourg flotter les drapeaux autrichiens, ne put se défendre d'un sentiment patriotique qui fut plus fort que le lien qui le rattacha à son nouveau maître, et passa avec sa compagnie au camp autrichien pour porter dorénavant les armes pour la défense de la maison d'Autriche, pour laquelle les vaillants Croates et leurs ancêtres avaient toujours combattu et versé leur sang.

En 1815 Šupljikac fut nommé capitaine de première classe au régiment frontière de Deutsch-banat, dont le chef-lieu est la ville de Pančova. En 1832 l'empereur François le nomma major, et l'empereur Ferdinand en 1837 lieutenant-colonel au régiment frontière d'Ogulin. Les soldats et le peuple l'aimaient beaucoup, car il était juste, brave et sans hauteur. On dit même qu'une simple fille, Française Piškur, dont la cabane habitée par sa mère veuve et sa sœur aînée se trouva vis-à-vis du logis du lieutenant-colonel, fut sa seule et sa plus tendre liaison. Un fils, à ce qu'on dit, fut le fruit de cet amour romanesque.

En 1842 Šupljikac a été nommé colonel et commandant du régiment frontière d'Ogulin ; et en 1848 il combattit avec son régiment sous les ordres du maréchal Radetzky en Italie, quand il fut informé de son élection à la dignité d'un voïvode serbe par l'assemblée nationale à Karlovic. Il n'aurait même jamais rêvé une telle destination, et laquelle ne convenait ni à ses opinions politiques, ni à son esprit militaire, et qu'il condamnait même cette élection par ses principes de légalité. Il continua donc à commander ses braves Ogulins, en voulant ignorer cette élection qui lui répugnait. Le patriarche Rajačić, voyant que son voïvode serbe n'avait pas envie de quitter l'Italie, avait écrit une lettre au maréchal Radetzky, où il le réclama très poliment. Il s'adressa en même temps au ban Jellačić en le priant de son intervention dans cette affaire importante, et chargea le consul de Belgrade, le lieutenant-colonel Mayerhofer, de remettre toutes les deux lettres au ban. Mayerhofer, trouvant alors le général Neustaedter à Vinkovci, lui remit ces deux lettres et le pria de la part du patriarche d'engager le ban à envoyer au moins un bataillon croate au camp des Serbes, pour faire voir au monde que ces deux nations agissaient d'un commun accord.

Le ban Jellačić, après avoir reçu Neustaedter à Agram, qui s'acquitta sur-le-champ de sa commission, promit d'écrire aussitôt à Radetzky pour réclamer le voïvode Šupljikac, mais quant à l'envoi d'un bataillon croate au camp des Serbes, il n'en voulut jamais entendre parler ! « Je n'ai rien à faire avec les affaires des Serbes », fut sa réponse. Le ban, connaissant les bonnes qualités de Šupljikac, le réclama de bon cœur du maréchal par une lettre pleine d'une cour-

toisie chevaleresque, en y ajoutant celle du patriarche Rajačić. Le ban remarqua dans sa lettre au maréchal que, dans ce temps de troubles, il fallait avant tout des hommes de cœur et dévoués à la dynastie régnante ; et que l'élection de Šupljikac à la dignité de voïvode serbe était un vrai bonheur pour l'Autriche, puisqu'on ne trouverait pas parmi les Serbes un homme plus loyal et plus qualifié pour cette charge importante que lui. Radetzky apprécia l'avis du ban Jellačić et lui répondit sur-le-champ ainsi qu'au patriarche très poliment. A l'un et à l'autre il promit de faire partir incessamment le colonel Šupljikac à sa nouvelle destination ; mais il lui coûta beaucoup de peine à persuader ce colonel, qui ne voulut absolument rien savoir de cette élection de voïvode, et qui enfin, sur les prières et les graves raisons du maréchal Radetzky, n'accepta cette nouvelle dignité que sous la seule condition que sa majesté l'empereur y consentirait et le confirmerait par une résolution impériale, et qu'il n'entrerait d'aucune manière en fonction sans avoir reçu la dernière. Radetzky approuva les conditions posées par ce brave colonel, et Šupljikac partit pour Petrinja, où il attendait au sein de sa famille avec le plus grand calme la résolution impériale. Tous les efforts du patriarche et de ses compatriotes furent vains pour le décider à partir aussitôt que possible pour le camp des Serbes. Il resta inébranlable !

Le long séjour de Šupljikac à Petrinja refroidissait sensiblement les sympathies des Serbes pour leur voïvode ; et son rival secret, le jeune Stratimirović, qui intrigua toujours contre lui pour le remplacer un jour, en profita pour augmenter le nombre de ses ennemis et à le dépopulariser autant que possible.

Šupljikac, qui connut fort bien l'esprit et les tendances politiques des Serbes, les chagrins et les difficultés qu'il éprouvera pour les conduire dans la voie légale et en faveur des intérêts de l'empire et de la maison d'Autriche, refusa à juste raison de se mettre à la tête de ces bandes indisciplinées serbes, avant qu'il n'y fût autorisé par une résolution impériale.

Nous verrons plus tard qu'il avait bien prévu le triste sort qui l'attendait, puisqu'il est constaté qu'il est mort en suite d'un accès de colère qui le tua d'un coup d'apoplexie. Son frère, le commissaire de guerre en chef, qui vit en pension à Zagrabie, et le lieutenant-feldmaréchal Todorovich, qui le suivit dans le commandement des troupes serbes, mort à Venise en 1859, doivent avoir reçu des lettres très intéressantes du voïvode serbe Šupljikac ; et c'est bien à regretter si ces lettres sont perdues.

Le 3 mai — selon le calendrier julien — l'assemblée nationale serbe à Karlovic avait formulé une adresse à l'empereur d'Autriche,

qui contenait les vœux de la nation serbe, et laquelle le patriarche, à la tête d'une députation, devait porter à Vienne, pour en obtenir la sanction impériale. Les articles que l'adresse contenait sont tels qui suivent :

1^{er} article. Liberté personnelle.

2^e Indépendance et liberté politique de la nation serbe sous la maison impériale d'Autriche et sous la couronne de Hongrie.

3^e La reconnaissance de la Voïvodine serbe par la cour impériale, comprenant la Syrmie avec la frontière militaire, le comté de Baryanya et les districts de Bačka, Kikinda, et Titel.

4^e L'union politique de la Voïvodine avec le royaume de Croatie sous la couronne de Hongrie sur la base de ces articles.

5^e Un comité national — *odbor* — pour les affaires politiques et pour l'administration de la Voïvodine à Karlovic.

6^e L'émancipation politique des Romains (Valaques).

7^e Le pouvoir du comité de Karlovic de convoquer l'assemblée nationale selon la nécessité.

8^e Disposition libre de fonds nationaux et ecclésiastiques avec le consentement du patriarche.

9^e Nomination de la députation destinée à porter cette adresse, exprimant les vœux de la nation serbe, à Vienne.

10^e Le comité est autorisé de nommer des députés pour le congrès des Slaves à Prague pour y traiter les intérêts de la nation serbe.

Le but politique du mouvement serbe en Autriche fut donc fixé d'une manière formelle et positive.

L'archimandrite Gruić, homme exalté mais talenté, et le *protá* (archiprêtre) de Neusatz, Paul Stamatović, homme souple, furent élus pour le congrès de Prague.

Le patriarche consentit de se mettre à la tête de la députation serbe, destinée de porter l'adresse à Vienne.

Le départ de ces 2 députations, composées de membres des plus distingués de l'assemblée nationale, réjouissait beaucoup les têtes exaltées du comité à Karlovic, dont l'ardeur révolutionnaire fut domptée par la présence et l'autorité du patriarche, qui craignait encore de rompre en visière avec le ministère magyar à Pest, et avec la cour impériale à Vienne. En partant pour Vienne, il avait confié la présidence du comité serbe au jeune Stratimirović, et lui recommanda la plus grande réserve pour éviter tout conflit avec les Magyars, enfin de ne rien entreprendre sans son consentement, puisque tout dépendait de l'heureux succès de ses démarches à Vienne, et qu'il fallait en tout cas attendre son retour.

Le patriarche n'avait pas assez réfléchi sur l'importance du pouvoir qu'il remettait entre les mains d'un jeune ambitieux, en le

nommant président du comité à Karlovic, et qui ne brûlait que d'impatience de jouer un rôle signalé au moment où l'occasion se présentait, pour ainsi dire, d'elle-même à son désir et à son ambition effrénée.

Le patriarche avait eu beau à lui parler de modération et de réserve ; car à peine qu'il était parti, la marche des affaires politiques à Karlovic prit aussitôt une direction ultra-révolutionnaire.

Stratimirović, d'une ancienne famille serbe et ci-devant lieutenant dans un régiment de houzards autrichien, a été forcé de quitter le service parce qu'il avait enlevé une jeune fille d'une bonne famille. Il s'était marié avec elle et vivait très retiré dans sa petite terre dans la Bačka.

Criblé de dettes, il s'occupait d'améliorer ses terres et de contenter ses créanciers. Il ne négligea pourtant pas de cultiver son esprit ; il lisait de préférence des brochures qui traitaient les grandes questions politiques de notre siècle. Il conversa volontairement sur le sujet de la lecture dont il s'occupait dans le moment, avec ses compatriotes, qui l'aimaient et l'estimaient beaucoup à cause de ses connaissances, qui leur manquaient, et à cause de son ardeur pour la nationalité serbe, qu'il étala en toute occasion pour captiver la bienveillance de ses coreligionnaires et augmenter sa popularité. Stratimirović, d'un physique agréable et d'un maintien militaire, agile et vif, spirituel et rusé, n'avait point au fond les préjugés de ses coreligionnaires ; mais il sut exploiter leurs faiblesses, et, à l'époque dont nous parlons, il fut l'homme du peuple serbe, le partisan du clergé, et le courtisan des hommes puissants et influents ; enfin il était toujours à celui dont il a pu tirer quelque profit pour ses propres intérêts, qu'il n'avait jamais négligés, ni pendant le mouvement serbe en Autriche, ni après la pacification du royaume de Hongrie, où il a su se pousser jusqu'au grade d'un général de brigade autrichien. La cour impériale l'avait même honoré d'une telle confiance qu'elle l'avait envoyé, quand il était encore colonel en second au régiment de hulans du comte Wallmoden, accompagné du major Arthur comte Nugent, à Monténégro pour y aider le prince Danilo, dans la défense de son pays contre les Turcs. C'était une mission secrète et très importante. Un certain M. Morrier de l'ambassade anglaise à Vienne, qui avait voyagé en 1857 dans le pays de Monténégro et s'était aussi rendu à Cetinje où il conversa beaucoup avec le prince Danilo, avait raconté, pendant son séjour à Zagrabie au mois d'octobre 1857, que le prince lui avait confié que le major Arthur comte Nugent s'était toujours exposé au péril, et s'était toujours trouvé aux avant-postes des Monténégrins ; mais que le colonel Stratimirović s'était tenu plus à l'écart et tout à fait borné à

un rôle diplomatique ; et que pour cette raison le comte Nugent y a été beaucoup plus aimé et estimé que le colonel Stratimirović. Puisque nous ne sommes pas en connaissance des instructions secrètes qu'on avait données à Vienne au colonel Stratimirović, nous ne sommes non plus en état de juger, lequel de ces deux militaires autrichiens s'était tenu le plus strictement d'après les instructions du ministre des affaires étrangères.

Stratimirović, sans égards pour les ordres reçus du patriarche Rajačić, institua de sa propre autorité des comités (*odbor*) dans toutes les villes et dans tous les villages habités par des Serbes, pour faire exécuter promptement les ordres du suprême comité national à Karlovic, qui prit alors le titre de gouvernement provisoire de la Voïvodine serbe. Une proclamation fulminante en même temps menaça les Allemands, qui habitaient la Voïvodine, s'ils oseraient se remuer ou faire chose commune avec les ennemis de la nation serbe.

Le gouvernement magyar à Pest, alarmé par l'opposition du ban Jellačić en Croatie et par le mouvement serbe qui se manifesta d'une manière si éclatante, chargea le général en chef en Slavonie, le lieutenant-feldmaréchal baron Hrabovsky, de surveiller soigneusement la conduite politique du ban Jellačić, et de supprimer les armes à la main la première tentative du peuple serbe à se révolter contre l'autorité du gouvernement magyar. Sabas Vuković, Serbe mais partisan enragé de Kossuth, qui le nomma plus tard ministre de justice, remplaça Černojević, qui fut rappelé à cause du peu d'énergie qu'il avait montrée.

Vuković, traître à sa nation et à son roi, proclama, aussitôt après son arrivée, la loi martiale ; supprima toutes les gazettes slaves et serbes, et même celle de Belgrade ; forma une garde nationale à l'aide des Allemands et des Magyars, et tira un cordon militaire depuis Futok jusqu'aux anciennes tranchées romaines (*Römerschanzen*) pour empêcher la réunion des Serbes de la Bačka avec ceux de la Syrmie. Tout individu, suspect d'entretenir des intelligences avec les Serbes, fut arrêté et livré à une commission militaire pour être jugé en 24 heures.

Le comité serbe à Karlovic, comprenant bien le danger qui en résulterait de l'exécution de ces mesures pour la cause nationale serbe, déploya la plus grande activité pour en paralyser les funestes conséquences, et Stratimirović appela dans une proclamation pleine de verve tous les Serbes aux armes pour la défense de leurs foyers, de leur foi, de leurs libertés et de leur nationalité.

Les soldats frontières du régiment de Petervardein et du bataillon

de Titel accoururent alors en masse, et des officiers de nationalité serbe, qui avaient quitté le service depuis nombre d'années, offrirent leurs services au comité national à Karlovic. Le peuple de la campagne s'arma aussi de son mieux, et bientôt toute la nation serbe en Autriche se trouva sous les armes.

Le comité de Karlovic, avant d'entrer en lutte ouverte contre le gouvernement magyar, voulut sonder les dispositions et les sentiments du général en chef à Petervardein à leurs égards, et y envoya une députation le 29 mai. Cette députation, laquelle fut aussitôt présentée au général en chef, baron Hrabovsky, lui fit entendre qu'il était même dans l'intérêt de la couronne d'Autriche de soutenir les Serbes contre le gouvernement révolutionnaire, et qu'en tout cas il fallait éviter tout conflit avec les Magyars jusqu'au retour du patriarche et de la députation serbe de Vienne, pour connaître la résolution et la volonté impériale, et qu'il fallait en conséquence attendre.

Hrabovsky, qui jadis avait accompagné l'empereur Napoléon jusqu'au lieu de son embarquement pour l'île d'Elbe, décoré d'une manière brillante, comme peu de généraux autrichiens, bel homme et de haute taille, d'un maintien martial et, quoique âgé de 70 ans et un peu sourd en 1848, possédant encore très bonne mine, assez rare à cet âge, et d'une grande vivacité, avait son mauvais jour quand la députation serbe était arrivée ; aussi entendait-il le discours qu'elle lui adressa avec une grande impatience, et à la fin duquel il répliqua brusquement et avec hauteur aux députés serbes : qu'il avait reçu l'ordre du ministère magyar de supprimer tout mouvement national de la part des Serbes les armes à la main ; et quand là-dessus un député remarqua que son devoir était, en sa qualité de général en chef autrichien, de protéger toutes les nationalités dans l'empire d'Autriche, et par conséquent aussi la nation serbe, il s'écria avec fureur : « Je ne connais pas une nation serbe en Autriche ; celle-ci se trouve sur l'autre rive du Danube à Belgrade et dans le duché de Serbie ! » — « Nous avons donc tout perdu jusqu'au nom de notre nationalité », s'écria à son tour un député, furieux et indigné de la réponse du général en chef à Petervardein. La députation quitta aussitôt la chambre du général et la forteresse, se rendant en toute hâte à Karlovic, la rage dans le cœur, pour y faire le rapport sur le succès de leur mission. Le comité de Karlovic fulmina à son tour et résolut de n'attendre que le retour du patriarche et, si la résolution impériale ne leur était pas favorable, de reconquérir leurs privilèges et liberté, leur nationalité et leur autonomie administrative les armes à la main.

Le vieux baron Hrabovsky avait perdu de vue l'étoile qui dut

le guider sur la mer orageuse de la révolution magyare, où il se trouva embarqué avec ses faiblesses, ses craintes et ses doutes ; et ne vit plus clair à travers le brouillard de ces troubles politiques en Hongrie, qu'avaient créés la pusillanimité des conseillers de la couronne, la fausse position de l'archiduc palatin, dont la présence à Pest avait contribué à égarer l'armée et le peuple en Hongrie, et enfin cette masse des ordres contradictoires, qui finirent par dérouter entièrement le reste de son bon sens.

Hrabovsky n'avait dans son entourage que des traîtres ou des hommes pusillanimes. Il n'y avait qu'un seul homme loyal et chevaleresque, le lieutenant-colonel Dorsner, adjudant du commandement général en Slavonie, qui le conjura sans cesse de ne pas se laisser entraîner par la perfidie du ministère magyar dans la voie révolutionnaire, et qui lui avait même conseillé d'appeler le peuple de la frontière militaire aux armes, de se mettre à la tête de cette force armée et de marcher tout droit à Vienne, pour y écraser la révolution et rétablir l'autorité du gouvernement impérial. Dorsner en avait parlé de ce conseil donné à son chef dans une lettre, qu'il avait écrite à son ami à Vinkovci, le colonel baron Neustaedter. Hrabovsky, s'il avait suivi le sage conseil de Dorsner, aurait pu jouer le beau rôle prédestiné du ban Jellačić, et aurait fini ses vieux jours comblé d'honneurs et de gloire !

Malheureusement le baron Hrabovsky se laissa séduire par les perfides insinuations du général de division à Petervardein, le lieutenant-feldmaréchal Zahn, le capitaine du génie baron Stein, et par l'adjudant de son régiment le capitaine Blasovics, qui fut bientôt après nommé major.

Hrabovsky avait épousé une jeune et belle Hongroise de la famille Klobusitzky ; et son adjudant Blasovics avait pour épouse une fille de Pest, qui fut l'amie intime de la jeune baronne Hrabovsky, et toutes les deux se surpassèrent en enthousiasme pour la révolution magyare. Hrabovsky aimait éperdument sa femme, et Blasovics, plein d'ambition, espéra faire son chemin plus rapide sous le gouvernement magyar. L'influence de ces deux jeunes femmes sur le vieux Hrabovsky ne fut point douteuse, et Blasovics s'en servit à merveille. Il a été la véritable mauvaise étoile de Hrabovsky, tout à fait fasciné par lui, Stein et Zahn.

Le baron Stein, directeur local de la forteresse de Petervardein, était le fils d'un général distingué dans l'artillerie autrichienne et baronisé par la croix de Marie-Thérèse. Il a été élevé dans l'académie d'ingénieurs à Vienne aux frais de l'État, et par une belle reconnaissance pour ces bienfaits, il s'était jeté de prime abord, par une ambition effrénée, dans les bras de la révolution magyare. Après la

catastrophe de Vilagos il avait pris la fuite à Constantinople, il s'y fit rênégat, et a été aussitôt après nommé pacha et général de brigade. Il mourut en 1862 en Asie.

Zahn, qui d'un simple houzard s'était poussé par sa bravoure et favorisé par des circonstances heureuses jusqu'à la haute dignité d'un lieutenant-feldmaréchal, avait le plus contribué à la perte de la forteresse de Petervardein, car un jour que le général en chef, baron Hrabovsky, ébranlé par les remontrances et prières du lieutenant-colonel Dorsner, et par les conseils donnés de tous les chefs de l'administration militaire attachés au gouvernement impérial, avait rassemblé dans la grande salle de son logis tous les chefs militaires et civils, pour leur déclarer qu'il avait l'intention d'arborer le drapeau impérial sur les remparts de la forteresse de Petervardein, puisqu'il la regardait pour une forteresse impériale, Zahn prevenait l'élan de la joie et de l'approbation de tous les employés loyaux, en s'écriant à haute voix : « Si vous osez le faire, on vous accusera de la haute trahison » ! Cette exclamation avait tellement décontenancé le vieux Hrabovsky, qu'il resta tout interdit, et congédia enfin le monde pour se retirer dans son cabinet, sans oser jamais revenir sur cette noble résolution, qui l'aurait préservé de sa fin tragique.

Zahn finit ses jours, comme il était juste, emprisonné dans une forteresse. Sa fille se fit gouvernante, et son fils, qui rattrapait en circonférence ce qui lui manquait en hauteur, lieutenant dans un régiment de houzards et, nommé capitaine par le ministre de guerre magyar, reprit en sortant de la forteresse de Petervardein en 1849 le modeste titre d'un lieutenant de houzards.

Blasovics fut aussi enfermé dans une forteresse. Nous en parlerons dans la suite de ces mémoires à l'occasion de l'assassinat épouvantable du lieutenant-feldmaréchal comte Lamberg à Pest, et où la conduite de Blasovics, qui devait l'accompagner et l'avait abandonné sous un prétexte frivole, parut plus que coupable.

Dorsner, bientôt après nommé colonel commandant du régiment frontière de Brod, ne voulut plus servir sous un tel chef, et se fit pensionner. Marié à une fille du ci-devant général en chef en Transylvanie, baron Wernhardt, il se retira à Baden, près de Vienne, où ils vécurent très retirés.

La garnison de Petervardein a été composée du régiment de ligne hongrois de Don Miguel, et d'un fort détachement d'artillerie. Les soldats de Don Miguel, ainsi que leur colonel Pausner, furent tous des Magyars enragés, et terrorisaient le reste de la garnison, les habitants et les employés militaires dans la forteresse.

Le comité national serbe à Karlovic, après avoir appelé tous les

Serbes aux armes par la proclamation mentionnée de Stratimirović, envoya aussi ordre précis au lieutenant-colonel Halavanya à Mitrovic de se rendre sur-le-champ avec le 3^e bataillon frontière de Petervardein à Karlovic, pour y défendre la cause nationale contre les Magyars dans le cas d'une agression.

Le colonel du régiment, Daniel Rastić, en marche avec le 2^e bataillon frontière de Petervardein pour l'Italie, a été retenu, comme les autres deuxièmes bataillons de la frontière slavonienne destinés pour l'Italie, par le ban Jellačić à Zagrabie, la capitale de la Croatie, et pendant son absence le lieutenant-colonel Halavanya commandait le régiment frontière de Petervardein à Mitrovic.

Halavanya refusa d'obéir à un ordre émané du comité de Karlovic, composé de marchands, de popes et de gens sans un caractère officiel, et qu'il ne put regarder comme une autorité légale. Ce fut en vain que les Serbes lui offrirent la garantie des revenus d'un capital de 30.000 florins, dans le cas que cette démarche lui attirerait une responsabilité, ou qu'il perdrait sa charge de lieutenant-colonel en suite d'un jugement militaire.

Il resta inébranlable, car il trouva incompatible avec l'honneur militaire de se soumettre aux ordres d'un comité national civil. Cette fermeté de la part de Halavanya fut autant plus méritoire puisqu'il était serbe de nationalité.

A cette époque retourna le colonel Rastić avec le 2^e bataillon frontière de Petervardein à Mitrovic ; car ce bataillon se montra si mutin à Zagrabie, demandant à hauts cris d'être renvoyé en Syrmie pour y défendre leurs familles contre les agressions des Magyars, que le ban Jellačić s'était même empressé de le faire retourner et partir de Zagrabie, craignant que le mauvais exemple n'entraînait pas les autres bataillons frontières à demander à leur tour d'être renvoyés dans leur pays ; outre cela les rapports, que le ban avait reçus, lui annoncèrent le désordre qui régna déjà dans le régiment frontière de Petervardein, et menaça à dégénérer en une complète anarchie. Pour cette raison le ban jugea même nécessaire la présence du colonel Rastić à Mitrovic, et de lui laisser son 2^e bataillon à sa disposition.

Les habitants de Mitrovic avaient bien prédit à leurs soldats en partant : « Ne vous chagrinez pas de votre départ ; vous retournerez beaucoup plus tôt chez nous que vous ne l'espérez ! » C'est une preuve que le mouvement serbe était aussi préparé de longue date, et que les habitants de Mitrovic en étaient mieux instruits que le ministre de police, le comte Sedlnitzki, à Vienne.

L'attaque et le bombardement de Karlovic par la garnison de la

forteresse de Petervardein fut le signal de l'ouverture des hostilités et des combats cruels entre les Serbes et les Magyars. Avant de raconter cet événement, il faut faire connaître quelques détails à nos lecteurs pour les éclaircir sur le ressort secret du mouvement serbe en Autriche, qui avait pris sous peu des dimensions si considérables que le ministère magyar à Pest en fut très alarmé, autant plus qu'il ne s'était pas douté d'un danger si sérieux de ce côté.

Le major Mayerhofer de Grünbühl fut alors le consul autrichien à Belgrade, et ce diplomate plein d'énergie, doué d'une finesse et d'une perspicacité bien rares, avait le plus contribué à exciter et soutenir le mouvement serbe pour paralyser de prime abord les efforts de la révolution magyare. Sa plume excellente a été aussi employée par le ban Jellačić à l'occasion de la lettre que celui-ci avait envoyée, dans la forme d'un manifeste, au général en chef de Petervardein, le baron Hrabovsky, après le bombardement de Karlovic, et dont la lecture a été faite par Mayerhofer même au général Neustaedter, quand celui-ci s'était rendu plus tard pour quelques jours à Vinkovci.

Mayerhofer se mit aussitôt en relation secrète avec le ban Jellačić, et protégea autant que possible le passage des volontaires serbes de Belgrade en Autriche, pour y secourir leurs coreligionnaires sous les armes contre les Magyars. Le prince serbe Karageorgević, gagné par les insinuations de Mayerhofer en faveur de cette manœuvre occulte, ferma les yeux sur son entreprise, autant plus que la Serbie se purgea à cette occasion de tous les vagabonds et de tous les mauvais sujets dans le pays, qui en qualité de volontaires passèrent le Danube, pour y exercer plus librement leur métier de brigands. Ces *Servianci* — on les appela ainsi pour les distinguer des Serbes autrichiens — à peine arrivés sur la rive droite du Danube, commencèrent à y piller et à commettre des excès sans nombre ; ils regardèrent tous les catholiques comme leurs adversaires, et le curé catholique Poslavsky fut entre autres un des premiers volés. Ils se réunirent enfin à Karlovic, où l'on les reçut comme des braves et nobles auxiliaires ; cette ville fut encombrée de ces *Servianci*.

Hrabovsky prit enfin ombrage de ce rassemblement de Serbes armés à Karlovic, et voulut frapper un grand coup pour en finir pour toujours avec cette émeute serbe. La ville s'en devait ressentir.

Karlovic, à peu de distance de la forteresse de Petervardein sur la grande route aux bords du Danube, est dominée par une hauteur en venant de Petervardein. Un bataillon du régiment Don Miguel et quelques canons furent destinés à cette expédition par le baron Hrabovsky.

Le 12 juin à 6 heures du matin cette colonne mobile quitta la

forteresse de Petervardein. Le commandant avait l'ordre de chasser les tirailleurs serbes, qui défendirent les approches de la ville, d'occuper la ville et d'en expulser le gouvernement provisoire serbe. A l'approche de cette colonne, on entendit sonner le tocsin dans toutes les paroisses serbes, et le peuple accourut en masse pour défendre Karlovic, le siège de leur patriarche. La colonne a été reçue par un feu si vif, qu'elle dut s'arrêter et accepter un combat de tirailleurs. L'entrée dans la ville lui fut impossible puisque toutes les fenêtres étaient garnies de tirailleurs serbes, qui, cachés par les murs, pouvaient cependant tirer à bout portant sur les assiégeants. Le combat des tirailleurs dura depuis 6 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir ; et le commandant de la colonne, voyant qu'il ne pouvait pas gagner un pouce de terrain, voulut au moins châtier la ville et fit braquer quelques canons sur la hauteur pour tirer sur les maisons, mais il n'obtint aucun autre résultat que d'incendier quelques chétives maisons à l'entrée de la ville, ce qui ne fit qu'augmenter la fureur des combattants serbes, dont le feu devint alors si terrible, que le commandant trouva enfin prudent de se retirer, et retourna avec sa colonne dans la forteresse de Petervardein. Parmi les blessés de la colonne se trouva aussi le lieutenant Weinhengst, dont le général en chef fit les plus grands éloges dans son rapport au ministère de la guerre magyar à Pest, qu'il expédia aussitôt après cette honteuse affaire, et où il sut vanter la bravoure de ces soldats et la terreur salutaire que cette expédition avait répandue parmi les Serbes. Le contraire a été cependant constaté, puisque la perte des Serbes était à peine remarquée, et qu'ils avaient remporté la victoire en maintenant leur position contre l'ennemi, qui se retira.

Stratimirović, que le gouvernement provisoire serbe avait nommé général en chef des insurgés, avait dirigé le combat et la défense de Karlovic.

Stratimirović s'empara, encore avant l'affaire de Karlovic, le 3 juin, de Titel, en chassa le colonel Peller, qui se réfugia à Petervardein, et envoya le capitaine Molinari comme prisonnier à Karlovic. L'arsenal de Titel avait fourni aux Serbes une quantité d'armes, de munitions, et plusieurs canons destinés à armer les barques sur le Danube. Stratimirović avait employé à l'occupation de Titel un certain Ioanović, Serbe et ci-devant officier autrichien, qui parvint facilement à insurger les soldats de ce bataillon de *čaikistes* (pontonniers), les amena avec 8 canons pour défendre les anciennes redoutes romaines (*Römerschanzen*) dans le cas que les Magyars voudraient attaquer les Serbes de ce côté.

Dragulić, aussi Serbe et ci-devant officier autrichien, insurgea

Pančova, et amena les soldats de ce régiment frontière, de nationalité serbe, au camp de Perlas.

Le 22 juin à 10 heures du matin, Stratimirović, qui accompagné de Novaković avait rassemblé les insurgés serbes à Vračegajac, avait envoyé une députation de 10 membres à Weiskirchen chez le lieutenant-colonel Dreyhann pour le sommer à leur rendre les 3 canons, et les 215 fusils de la compagnie de réserve qui s'y trouvèrent. Dreyhann, bien qu'il avait 1.200 soldats de son régiment à sa disposition, y consentit sans la moindre hésitation ; il paraît donc qu'il approuva le mouvement serbe dirigé contre le gouvernement magyar. Le 26 juin, un excès qu'avait commis un Magyar à Neusatz provoqua dans cette ville une émeute, qui coûta la vie à trois Magyars.

Le colonel Rastić était arrivé avec son bataillon à Sissek, où des bateaux à vapeur l'attendaient pour le transporter sur la Sava avec ses soldats à Mitrovic, le chef-lieu de son régiment, qui se trouve situé au bord de la Sava, vis-à-vis du village Mitrovic en Serbie sur l'autre rive de la rivière.

Le colonel Rastić trouva à Sissek le capitaine Tasch du régiment Don Miguel, qui lui remit une dépêche du général en chef à Petervardein, qui lui ordonna de retourner sur-le-champ avec son bataillon, et de se rendre à l'armée d'Italie, à laquelle son bataillon a été déjà destiné à son départ de Mitrovic.

Le colonel, connaissant l'esprit mutin de son bataillon, fit lire cette dépêche par l'adjudant du régiment, Prodanović, — actuellement capitaine en pension — devant le front du bataillon, à haute voix, et demanda après leur avis. Aussitôt une voix se fit entendre qui lui répondit : « Répliquez au général en chef à Petervardein que nous ne refusons point de marcher en Italie, mais que nous désirons voir auparavant ce qu'il avait fait à Karlovic et comme il a traité nos compatriotes ! » Un tonnerre d'applaudissements suivit ces paroles, et le colonel savait assez pour choisir la route qu'il devait prendre, et comme il ne reconnaissait plus que l'autorité du ban Jellačić, il répondit au général en chef à Petervardein, qu'il se rendait avec son bataillon d'après les ordres du ban à Mitrovic. Le capitaine Tasch, ayant reçu cette réponse par écrit, retourna avec cette nouvelle dépêche à Petervardein. A Brod, où le bataillon se reposa quelques heures, le colonel reçut une seconde dépêche de Petervardein où il lui fut permis de retourner à Mitrovic, mais sévèrement recommandé d'y tenir le bataillon concentré jusqu'à nouvel ordre.

Le 2^e bataillon frontière de Petervardein se débarqua le 10 juillet à Mitrovic, et aussitôt les soldats furent enveloppés par une foule

immense de parents, de femmes, d'enfants, d'amis et d'autres individus, qui leur racontaient les événements passés pendant leur absence, de la sorte qu'il fut absolument impossible de rétablir l'ordre et de mettre le bataillon en ordre de bataille. Le colonel fut forcé, selon son opinion, de congédier les soldats pour 4 jours avec l'ordre précis de se rassembler au jour fixe à Mitrovic.

On reprocha au colonel d'avoir congédié le bataillon pour 4 jours, ce qui suffisait aux popes et aux agents du comité serbe de Karlovic de corrompre entièrement l'esprit militaire des soldats, mais il faut demander si le colonel avait encore les moyens de retenir ce bataillon mutin sous les armes, qui a été déjà corrompu à son départ de Mitrovic, ce que prouva sa conduite à Zagrabie, et pendant sa marche à Sissek, et après son embarquement.

Le jour fixé pour le rassemblement du bataillon arriva, et les soldats se trouvèrent dans les rangs de leurs compagnies ; le bataillon se forma en ordre de bataille dans la longue rue vis-à-vis le logement du colonel. Les soldats, irrités par le récit du bombardement de Karlovic, furent furieux contre Hrabovsky. Le colonel Rastić venait alors de recevoir une dépêche du gouvernement provisoire serbe de Karlovic, qui lui ordonna de se rendre avec son bataillon à Karlovic, pour y être utilisé à la défense du pays.

Rastić, qui avait honorablement servi dans les rangs de l'armée française en Russie, et puis toujours loyalement dans l'armée impériale d'Autriche, comprit fort bien qu'il ne fallait pas paralyser le mouvement serbe, au contraire l'exploiter dans les intérêts de la monarchie autrichienne ; — mais il ne put se réconcilier avec l'idée de se soumettre, en sa qualité de colonel de l'armée impériale, aux ordres du comité serbe de Karlovic, qui comprenait si peu du métier de la guerre, comme un mandarin chinois de la poésie de Klopstock ; ou de servir sous le commandement d'un ci-devant sous-lieutenant, le jeune Stratimirović qui s'était arrogé le titre d'un général en chef des insurgés serbes. Du reste Rastić craignait même de se mettre à la tête du bataillon pour protéger le mouvement serbe, ce qui le chargerait d'une grande responsabilité dans le cas qu'il ne pouvait pas se rendre maître du mouvement et le diriger dans la voie de légalité et de loyauté.

Rastić refusa donc d'exécuter les ordres du comité serbe, et perdit par ce refus le reste de sa popularité chez les Serbes, qui le regardèrent toujours comme un étranger, puisqu'il n'était pas de leur religion et né en Croatie. Pourtant il a été très aimé de ses officiers et de ses soldats, parce qu'il était juste et affable, loyal et cordial, et puisqu'il aimait les Slaves et leur langue.

Le colonel avait rassemblé ses officiers dans la chambre au rez-

de-chaussée, dont les fenêtres donnaient sur la rue, et débattait avec eux les questions politiques du jour par rapport à la prétention du comité serbe à se soumettre à ses ordres. On médita, on balança, on disputa même, mais on ne parvint à aucun résultat et à aucune résolution. En attendant, la masse du peuple, qui encombra les rues, tâcha de séduire les soldats, en leur voulant faire croire que leur colonel était de secrète intelligence avec Hrabovsky, et un ennemi de leur nation, et quand la populace trouva les soldats inébranlables et encore pleins de confiance en leurs officiers, cette masse furieuse se pressa sous les fenêtres du logis du colonel, en vociférant des menaces et des invectives contre lui, et en faisant mine de s'emparer par force de lui et des officiers qui se trouvaient près de lui.

Alors tout d'un coup se fit entendre la voix d'un vieux chasseur du bataillon, qui s'écria : « Par Dieu ! que faisons-nous ici ? Notre colonel et nos officiers sont là en danger dans cette maison, notre place est à côté d'eux pour les défendre ! » et là-dessus, ce vieux brave, suivi de quelques centaines de soldats, guidés par l'honneur et le devoir militaire, se rendirent dans la cour de cette maison. Rastić n'avait qu'à profiter de cet élan héroïque pour chasser la canaille et mettre à la raison les habitants de la ville, mais lui, si brave sur le champ de bataille, avait perdu la tête au milieu d'un vacarme sans danger ; et envoya sur-le-champ un officier dans la cour pour engager ces braves et fidèles soldats à se retirer ; et fit annoncer aux soldats du bataillon qu'il permettait à chacun de suivre sa conviction politique !

Les soldats, furieux de ce que leur colonel ne savait pas se déterminer ni pour l'une ni pour l'autre partie, demandèrent à présent à hauts cris « que le colonel les conduise à Karlovic ! » Alors le lieutenant-colonel Halavanya monta à cheval, et galopant le long du front du bataillon, conjura les soldats de se calmer, de ne pas violer leur serment de fidélité, et de ne pas s'écarter de la voie de discipline militaire ; — mais quelques furieux voulurent l'arracher du cheval, et il avait grand'peine à se sauver moyennant l'intervention de quelques bourgeois, qui le protégeaient contre les insultes de la canaille serbe à Mitrovic.

Ce fut alors que le lieutenant-colonel Halavanya avait endossé des habits bourgeois, qu'il s'était mis sur une voiture de paysan, et qu'il était arrivé à Petervardein comme un fuyard en toute hâte, et y faisait le rapport de la révolte militaire à Mitrovic au moment, au général en chef Hrabovsky, quand celui-ci voulut signer les ordres qui ordonnaient aux régiments de Brod, Gradiška, et Petervardein d'envoyer chacun 2 compagnies à Petervardein pour y tenir garnison. Les ordres furent révoqués au grand désespoir du lieutenant-colonel

Dorsner, et la forteresse resta entre les mains de ces Magyars enrégés du régiment de Don Miguel. Nous en avons déjà parlé de cet événement dans le tome précédent.

Pendant que le lieutenant-colonel Halavanya se trouva à Petervardein, et que le colonel Rastić se montra encore toujours indécidé sur les mesures à prendre pour rétablir l'ordre et la tranquillité publique à Mitrovic, où une complète anarchie commença à régner, les bourgeois les plus distingués et ayant le plus d'influence sur les habitants se rassemblèrent dans le logis du capitaine Radosavljević, fils du vieux capitaine Abram Radosavljević, qui vivait en pension à Mitrovic, et où tous les deux, Serbes de nationalité et nés à Šimanovci, village et chef-lieu de la 8^e compagnie de ce régiment, jouissaient d'une assez grande popularité ! On débattait de même chez le capitaine-auditeur Radosavljević sur les mesures qu'on devait prendre pour rétablir l'ordre, pour défendre la cause nationale, et pour exécuter les ordres du comité serbe à Karlovic, mais on y parvenait plus vite à une décision. On avait conclu à l'unanimité que le capitaine-auditeur Radosavljević devait prendre le commandement du régiment frontière de Petervardein, puisque le colonel et le lieutenant-colonel refusaient de se mettre à la tête du régiment en faveur de la cause nationale, et qu'il devait se mettre immédiatement en relation officielle avec le gouvernement provisoire serbe à Karlovic.

Radosavljević malgré son ambition avait trop de prudence pour s'emparer du commandement du régiment tant que le colonel Rastić se trouvait à Mitrovic. Les meneurs de l'émeute attroupèrent alors les *Servianci* et le bas peuple devant le logis du colonel, et y menèrent même les canons du régiment, que l'officier d'artillerie Vurdelja leur délivra de bon cœur, pour tirer par les fenêtres, dans la maison où Rastić se trouva avec les officiers de son 2^e bataillon. Alors les bourgeois les plus honnêtes accoururent pour empêcher une telle atrocité, et parvenaient à faire écouter la foule des assiégeants qui amenèrent les canons avec eux.

Dans le régiment de Petervardein il y a deux villages habités par les descendants d'une colonie albanaise, Nikinci et Herkovci. Ils avaient conservé la bravoure et la farouche témérité de leurs ancêtres, et leurs femmes, d'une beauté remarquable, portaient toutes encore l'ancien costume albanais si pittoresque et extraordinaire. Ces deux villages, apprenant le danger de leur colonel à Mitrovic, lui envoyèrent aussitôt en cachette une députation avec la promesse de se lever en masse et de marcher à Mitrovic, où ils feraient bientôt table rase en chassant les *Servianci*, et en mettant à la raison les

habitants serbes de Mitrovic, mais le colonel, craignant de donner le signal d'une guerre religieuse en acceptant la proposition de la députation, conjura les députés de ne rien faire, de se retirer chez eux, et de ne pas même se montrer armés dans les rues de Mitrovic pour n'y pas augmenter la fureur du peuple. Après avoir expédié les députés albanais de Nikinci et Herkovci, il dégagea les officiers, qui se trouvèrent chez lui, de leur obéissance envers sa personne, et permit à chacun de suivre sa propre conviction politique. Il n'en excepta que l'adjudant du régiment, le lieutenant en premier Prodanović, qui était particulièrement attaché à sa personne par le règlement militaire, et qui devait le suivre partout.

Prodanović était Serbe, mais d'un caractère ferme et loyal, et avait toujours donné des sages conseils à son colonel. Il avait souvent remarqué à son colonel — longtemps avant la catastrophe de 1848 — qu'il ne faisait pas bien d'éveiller et protéger tant l'amour de la nationalité parmi les Serbes, qui ne sont pas des Croates, et dont l'exaltation il ne pourrait plus maîtriser, quand elle aura éclaté.

Les députés albanais, en quittant la maison du colonel, s'étaient rendus tout armés à la brasserie de Guldi, où ils trouvèrent plusieurs habitants catholiques de Mitrovic, avec lesquels ils firent chorus contre les excès infâmes des *Servianci* et contre la conduite exécrationnable des Serbes contre leur brave colonel, en les traitant de traîtres et de rebelles. Les Serbes, informés de ces discours fulminants par leurs confidents, accoururent les armes à la main à la brasserie pour s'emparer des Albanais, mais ceux-ci firent bonne contenance et tirèrent, secondés par les catholiques, des coups de fusil par les fenêtres, ce qui empêcha les Serbes de s'approcher de la maison. La canaille amena alors les trois canons du régiment, et abattirent à coups de canon la maison de Guldi, laquelle fut prise à l'assaut, pillée et dévastée. Le brasseur Guldi et un de ses gens furent massacrés d'une manière horrible, et sa femme, à laquelle ces cannibales avaient coupé les tétons, mourut dans des douleurs inouïes.

Le colonel Rastić, à peine informé de cet exécrationnable événement, devint si furieux qu'il voulut se rendre en personne à la brasserie pour y empêcher par son intervention la continuation de cet affreux carnage. Le capitaine Panteleon Paic et les autres officiers, sachant bien qu'il y aurait été massacré à son tour, le retinrent par force dans sa chambre.

Rastić, convaincu enfin que son rôle était fini à Mitrovic, et qu'il n'y pouvait plus rien faire pour rétablir l'ordre et la tranquillité publique, et que sa vie et celle de ses officiers y étaient toujours menacées, sans aucune utilité pour l'état, quitta Mitrovic dans la nuit du 15 au 16 juillet, accompagné d'un bon nombre d'officiers,

tant de religion serbe que de religion catholique. Ils passèrent dans une barque la rivière de la Sava, et passèrent en Serbie, où ils furent reçus par les autorités avec tous les égards, et lesquelles les firent conduire sur la Sava jusqu'à Brod, où le colonel et les officiers se débarquèrent et mirent pied à terre.

A Brod, le colonel donna l'ordre à ses officiers de se rendre à Vinkovci, chef-lieu du régiment frontière de Brod, pour y attendre les ordres ultérieurs du ban Jellačić. Il se rendit, accompagné de Prodanović, à Zagrabie chez le ban, à qui il fit un fidèle rapport de ce qui s'était passé à Mitrovic. Le ban l'envoya aussitôt à Varaždin, où commandait le général Neustaedter, qui reçut ce colonel si cruellement éprouvé, avec la plus grande cordialité.

Après le départ du colonel Rastić de Mitrovic, le capitaine-auditeur Radosavljević prit officiellement le commandement du régiment frontière de Petervardein.

Radosavljević reconnut aussitôt l'autorité du gouvernement provisoire serbe à Karlovic et celle du patriarche Rajačić en sa qualité de chef temporel et spirituel de la nation serbe en Autriche.

L'empereur Ferdinand, étant parti de Vienne pour Innsbruck en Tyrol, le patriarche fut obligé de s'y rendre avec sa députation. Il s'en retourna à Karlovic très désappointé, puisque la réponse impériale sur l'adresse de la nation serbe contenait un refus formel de toutes leurs demandes, et en même temps ordre précis de se soumettre en tout aux ordres du ministère magyar. Cette réponse impériale provoqua un cri de rage parmi les Serbes. « Plutôt la mort que la soumission au ministère magyar ! » fut dès ce moment leur mot d'ordre, et le patriarche fut du même avis.

Radosavljević avait envoyé tous les soldats disponibles du régiment à Karlovic, où l'on en forma un bataillon national. Le patriarche en nomma les officiers, et s'arrogea aussi plus tard le droit de les avancer. Pour porter plus d'unité dans le mouvement serbe et pour récompenser Radosavljević de son dévouement marqué, le patriarche le nomma commissaire extraordinaire en Sirmie.

Le capitaine-auditeur Radosavljević, qui se montra alors Serbe dans toute la force du terme, préféra cependant toujours ses propres intérêts, comme tout homme d'esprit, au préjugé de la préférence d'une telle ou telle religion chrétienne, et ce que nous allons prouver, en devançant le fil de l'histoire, par la carrière ultérieure que cet homme talenté a su faire par sa souplesse et son énergie.

Après avoir été nommé major en 1849, et bientôt après lieutenant-colonel et chevalier de l'ordre impérial de Léopold, on l'envoya comme consul général à Belgrade, où il sut s'insinuer de la sorte dans

les bonnes grâces du prince serbe Karageorgević, qu'il fit la pluie et le beau temps à Belgrade, et que les ministres serbes ne décidèrent rien dans aucune affaire politique sans avoir demandé son avis. Pendant la guerre dans la Crimée et la crise orientale il rendit des services si importants à la cour d'Autriche, que le lieutenant-feldmaréchal comte Coronini lui-même, à qui on ne pourrait pas reprocher des sympathies pour des hommes incorrects, avait dit que Radosavljević était un diplomate consommé, et que rien ne lui manquait que la connaissance de la langue française.

L'internonce autrichien à Constantinople, le lieutenant-feldmaréchal baron Prokesch-Osten, avait pris en aversion le consul de Belgrade, puisque les rapports véridiques de Radosavljević sur la situation politique en Serbie, directement envoyés au ministre des affaires étrangères à Vienne, le contrariaient fièrement dans sa politique, qu'il poursuivit à Constantinople ; et comme Radosavljević, malgré les réprimandes de l'internonce, continua de dire la vérité toute nue dans ses rapports, le baron Prokesch partit pour Vienne et y effectua le rappel du consul de Belgrade ; 15 jours plus tard, après le départ de Radosavljević de Belgrade, Karageorgević a été chassé de Belgrade, et l'influence diplomatique de l'Autriche y fut anéantie avec le retour du prince Michel Obrenović en Serbie pour occuper le trône du duché. Alors la cour d'Autriche a bien vu qu'elle aurait mieux fait de rappeler le vieux internonce de Constantinople que de lui sacrifier le consul de Belgrade, dont le rappel eut des suites si fâcheuses pour l'Autriche. Radosavljević est actuellement général et commandant de la forteresse d'Essek, où il est d'une grande utilité par rapport aux affaires serbes.

Le colonel Rastić, devenu général de brigade et passant en été 1849 par Mitrovic, y a été salué respectueusement en arrivant à son logis par le major Radosavljević à la tête du corps d'officiers du régiment frontière de Petervardein. Rastić, en apercevant Radosavljević, ne sut maîtriser sa rancune et sa colère, et l'apostropha de la manière suivante : « C'est une effronterie sans pareille que vous osez paraître en ma présence et si je ne vous chasse pas de ma chambre, vous n'en êtes pas redevable qu'à votre charge et à l'uniforme que vous portez. Je ne vous pardonnerai jamais votre trahison en 1848, et je ne cesserai de vous poursuivre jusqu'à ce que le tribunal militaire vous aura jugé ! » Radosavljević ne répliqua mot, s'inclina et quitta la chambre avec ses officiers.

Rastić est mort général, décoré de la croix de Marie-Thérèse, à Gospić, et Radosavljević se trouve dans les bonnes grâces du ban baron Šokčević.

Par rapport à la trahison de Radosavljević, que Rastić lui avait

si cruellement reprochée en 1849, il faut remarquer qu'une complète anarchie régna en Syrmie jusqu'au moment que Radosavljević s'était emparé du commandement du régiment de Petervardein, et que le patriarche l'avait nommé commissaire extraordinaire en Syrmie. Si Rastić n'était pas capable de maintenir l'ordre dans son régiment, ce fut encore un bonheur qu'il se trouvait le capitaine Radosavljević pour dompter l'anarchie épouvantable qui commença à régner. A ce rapport nous n'avons qu'à raconter le terrible assassinat du jeune comte Eltz à Vukovar.

Le jeune comte d'Eltz, marié avec une fille du comte Pierre Pejačević, un des plus riches seigneurs en Syrmie, et qui vivait alors retiré dans son château, dans le village de Rétfalú pas loin de la forteresse d'Essek, s'y rendit souvent pour voir son beau-père et sa femme, qui s'y trouva chez son père. Ces fréquentes visites à Rétfalú rendirent le jeune comte Eltz suspect aux yeux des habitants serbes à Vukovar, où il habitait son beau palais. Le comte Pierre Pejačević était connu pour ses sympathies pour les Magyars et pour cette raison on croyait le jeune comte Eltz en relation avec les ennemis de la nation serbe, et on le dénonça comme un espion magyar au comité serbe à Karlovic. Bientôt après cette dénonciation arrivée à Karlovic, le 2^e bataillon frontière de Petervardein — soi-disant national — apparut inopinément à Vukovar, et se déploya en ordre de bataille dans la rue devant le château du comte Eltz. Le capitaine Vurdelja, déjà connu par sa conduite infâme à Mitrovic, se rendit alors sous le vestibule du château avec un détachement de soldats et fit appeler le jeune comte, qui apparut bientôt après pour lui demander poliment ce qu'il désirait. Le capitaine Vurdelja répondit qu'il avait l'ordre de l'arrêter et conduire à Karlovic. Le comte protesta de son innocence et de sa loyauté, mais Vurdelja, avide du sang de ce jeune homme si honnête, donna un signe d'avance convenu à un soldat qui s'était posté derrière le comte et qui lui enfonça là-dessus la baïonnette dans le dos, de la sorte qu'elle lui sortait en avant par la poitrine. Le comte tomba à genoux, percé, sanglant, palpitant et priant de lui laisser la vie, mais Vurdelja resta insensible, et bientôt des coups de baïonnette redoublés arrachèrent le reste de vie à ce malheureux jeune seigneur. Son corps mort fut jeté sur un monceau de fumier, et le bataillon et son commandant ont été restés froids spectateurs de cette atrocité inouïe, de cet assassinat criminel. Honte éternelle à leur mémoire !

Le bataillon quitta aussitôt après Vukovar, et Vurdelja, ce cannibale, a été regardé comme un patriote plein d'énergie par les Serbes. Après le départ du bataillon, les domestiques du comte emportèrent le corps mort de leur maître chéri dans la cave, où ils l'enterrèrent

en cachette provisoirement. Ce ne fut qu'en été 1849, quand le ban Jellačić se trouva avec son armée en Syrmie, que le comte Pierre Pejačević osa faire enterrer solennellement son beau-fils, le comte Eltz, dans le tombeau de famille. Le comte Pierre Pejačević fit toutes les démarches possibles à Vienne, y remua ciel et terre pour faire punir les auteurs de l'assassinat de son beau-fils, mais ce ne fut qu'en 1849 qu'une commission judiciaire arriva à Vukovar pour y faire des recherches nécessaires à découvrir les vrais coupables. A peine que cette commission était en train de poursuivre ses recherches qu'elle fut rappelée par un ordre ministériel de Vienne, où cette commission a été dénoncée par les Serbes comme influencée par la rancune du comte Pierre Pejačević et par une animosité contre le peuple serbe, et l'affaire en resta là jusqu'à nos jours. C'est bien possible que le gouvernement impérial en 1849 craignait qu'une inquisition sévère et poussée trop loin ferait découvrir trop de coupables et compromettre des personnes influentes, et que le moment n'était pas encore venu pour les punir, quand le peuple serbe se trouva encore sous les armes et que la révolution magyare ne fut pas encore écrasée.

L'opinion publique avait cependant jugé le capitaine Vurdelja. Celui-ci entrant dans un café de la ville d'Essek, après la capitulation de la forteresse et de la réoccupation par les troupes impériales, s'était adressé à un capitaine d'un régiment frontière de Varaždin pour nouer conversation avec lui, mais ce brave capitaine lui tourna le dos en disant à haute voix : « Je ne parle pas avec l'assassin du comte Eltz ! »

La fin de ce capitaine Vurdelja n'est pas connue, mais heureusement on ne trouva plus son nom dans l'almanach militaire.

Ce n'est pas le but de ces mémoires de raconter tous les forfaits et excès qui furent alors commis au nom de la nation serbe, mais dont les vrais coupables furent presque toujours les *Servianci*, qui ne furent domptés que par l'apparition du colonel serbe Knićanin, qui en suite des efforts diplomatiques du consul Mayerhofer passa enfin le Danube avec un petit corps de volontaires serbes, et entra en Autriche pour y prendre le commandement de tous les volontaires du duché de Serbie. Knićanin, avec son énergie et volonté de fer, fit bientôt trembler les *Servianci*, en les soumettant à la plus vigoureuse discipline.

Mais jusqu'à l'apparition de Knićanin passa encore bien du temps, et à Vienne on fut très mécontent de l'anarchie que le mouvement serbe avait provoquée dans ces contrées habitées par des Serbes. Le ministre de la guerre à Vienne avait surtout à cœur de rétablir l'ancien ordre des choses et la discipline militaire dans le régiment

frontière de Petervardein. A ce but l'empereur régnant François-Joseph en 1849 avait choisi le lieutenant colonel Puffer, qu'il venait de nommer colonel-commandant de ce régiment en lui conférant plein pouvoir par rapport à la réorganisation du régiment. Le colonel Puffer, qui s'était arrêté un jour à Essek, y avait conféré avec un général qui connaissait parfaitement la situation et les circonstances du régiment frontière de Petervardein, et celui-ci lui donna le conseil suivant : « Dans des temps de révolution il n'y a que deux moyens à se débarrasser des hommes qui exercent le plus d'influence sur les masses, savoir, ou il faut les gagner par des avantages qui contentent leur ambition et leurs intérêts personnels, ou il faut les faire disparaître ! Dans le régiment que vous devriez commander, Radosavljević en est le maître absolu, et vous n'y pourriez jamais vous maintenir sans lui. Il faut donc que vous lui apportiez de Vienne le brevet de major et une décoration, — ou il faudrait le faire disparaître. Il n'y a pas d'autre moyen de réussir ». Le colonel Puffer, homme d'esprit et militaire distingué se tint pour averti et partit pour Vienne. De retour et passant par Essek pour se rendre à Mitrovic et y prendre le commandement des mains de Radosavljević, répliqua à ce même général, qui le demanda à quoi il était décidé ? « Mon général, j'ai le brevet de major et la croix de Léopold pour Radosavljević dans la poche » — « A la bonne heure ! répliqua à son tour le général, à présent vous pouvez vous y rendre sans crainte de manquer le but de votre mission ! » La suite le prouva. Le colonel Puffer fut très bien reçu de Radosavljević, qui sut le mettre bientôt dans les bonnes grâces du patriarche et du peuple serbe ; le reste fit le savoir-faire, l'esprit et la finesse du colonel Puffer. Reprenons le fil de l'histoire de l'an 1848.

Les Serbes au nombre de 15.000 dans le Banat y occupaient, en été 1848, les camps retranchés d'Alibunar et de Saint-Tomas, et les défendaient le premier juillet victorieusement contre toutes les attaques de 8.000 hommes des troupes régulières magyares sous les ordres des généraux autrichiens Bechtold, Blomberg et du colonel Bakonyi, fils du feu colonel propriétaire du 33^e régiment de ligne hongrois. Le capitaine Biga, du régiment frontière de Petervardein, commandait dans la redoute de Saint-Tomas, et s'y montra, le drapeau impérial à la main, sur la hauteur de la crête en faisant connaître qu'il défendait la redoute comme officier autrichien, toujours attaché à son empereur, et repoussa l'attaque du général Bechtold avec une perte considérable.

La défense héroïque de ces camps serbes mérite autant plus d'éloges que les commandants n'en avaient que des canons de petit calibre de la frontière militaire à leur disposition. Le général Bech-

told attribua sa défaite à la lâcheté de la garde nationale de Tolna, qui avait pris la fuite au premier coup de canon ennemi.

Le bombardement de Prague par le prince Windischgrätz, et le manifeste impérial du 10 juin 1848 qui destitua le ban Jellačić, avaient tellement effrayé le comité serbe à Karlovic qu'il jugea prudent de conclure un armistice avec les Magyars, dont l'expiration fut fixée au 4 juillet. Ils en profitèrent pour envoyer une députation à Pest pour y entamer des négociations, mais Kossuth, croyant le courage des Serbes tout à fait abattu, ne voulut négocier avec des rebelles, comme il disait, et renvoya brusquement les députés serbes. La politique bornée de Kossuth empêcha l'alliance des Serbes avec les Magyars, pour le bonheur de l'Autriche, et le comité de Karlovic, exaspéré et apprenant le retour du ban Jellačić à Zagrabie d'Innsbruck, décida de faire une guerre à mort aux Magyars, et de vaincre ou mourir. L'armistice n'était pas encore expiré que le sang coula déjà dans la ville de Neusatz, où les Allemands, les Magyars et les Juifs réunis se battaient contre les Serbes, et la guerre contre les Magyars fut dans la suite continuée avec une telle cruauté et atrocité réciproques, que l'histoire de guerre ne nous en fournit que peu d'exemples !

Pendant l'absence du patriarche Rajačić à Innsbruck, Stratimirović s'était arrogé une véritable dictature. Il avait destitué les autorités militaires dans la frontière militaire en Syrmie et au Banat, et remplacé par des comités (*odbor*) serbes ; il chassa et fit même emprisonner les officiers des régiments frontières qui refusèrent de le reconnaître pour leur général en chef et de prêter serment de fidélité au gouvernement provisoire serbe à Karlovic. Le patriarche même, à son retour, effrayé de la responsabilité d'une telle conduite arbitraire, ne put l'approuver ; mais il se borna d'exprimer son mécontentement à Stratimirović d'une manière très calme et sans revenir sur ses mesures arbitraires, dont les conséquences il accepta comme un fait accompli.

Stratimirović se justifia aux yeux du patriarche, et même plus tard aux yeux des ministres à Vienne, de la destitution des autorités militaires dans la frontière militaire sous le prétexte, en apparence assez juste, que le gouvernement impérial avait ordonné aux régiments frontières de se soumettre aux ordres du ministère magyar à Pest, et que les autorités militaires n'avaient pas manqué d'obéir aux ordres émanés de sa majesté l'empereur Ferdinand lui-même et que de cette manière les régiments frontières, bon gré mal gré, auraient été obligés de renforcer l'armée magyare et par conséquent l'ennemi de la dynastie et de l'empire d'Autriche. Il s'en glorifia même, et prétendait de s'être bien mérité de l'état en ayant arraché

les régiments frontières à la force armée du gouvernement révolutionnaire de Hongrie.

L'armistice conclu entre les Serbes et les Magyars était à peine expiré que les Magyars brûlaient le village de Vukovec après y avoir fusillé le notaire. Les Serbes, à peu près au nombre de 1.000, accoururent pour venger cette atrocité exercée contre leurs frères, mais ils furent repoussés par les Magyars sous les ordres du colonel Blomberg et le major comte Eszterházy, et perdirent 60 hommes et une pièce de canon. Stanimirović et le major Koić furent faits prisonniers et conduits à Temesvár, où ils furent pendus quelques jours après (le 19 juillet) par ordre du commissaire du gouvernement magyar Vuković.

Au commencement, les Magyars, qui confondaient Stanimirović commissaire en chef serbe dans la frontière valaque-illyrienne avec Stratimirović à cause de la ressemblance du nom, se réjouissaient hautement d'avoir entre leurs mains le général en chef des rebelles serbes, mais leur plaisir ne dura pas longtemps puisque cette mésintelligence fut promptement éclaircie par Stanimirović lui-même.

Stratimirović comprit bien qu'il ne pouvait pas prendre l'offensive avec ses Serbes mal dressés et disciplinés, et se borna dorénavant à la défensive et occupa la position si avantageuse de Titel, que la nature même avait formée, et qu'il fortifia encore par des fortifications passagères ; mais il n'abandonna point le camp retranché de Saint-Tomas, que tenait encore toujours le vaillant capitaine Biga. Avant qu'il s'était encore retiré avec son gros à Titel, il fut attaqué par 4.000 hommes sous les ordres du colonel Kis près d'Etska, un château qui appartenait à ce riche seigneur et où celui-ci fit même brûler les moissons pour que les Serbes n'en pussent profiter pour leur approvisionnement ; mais Stratimirović le battit complètement et remporta une victoire éclatante.

Kis fut si aveuglé sur la politique de Kossuth qu'il annonça avec orgueil à son propriétaire, le roi de Hanovre, qu'il commandait comme colonel un corps magyar contre les Serbes. Par sa lettre il dérouta même l'opinion politique du roi sur les événements en Hongrie, et qui ne fut que plus tard éclairci sur les tendances révolutionnaires des Magyars par le comte Corberon, ami du ban Jellačić.

Kossuth fit bientôt nommer général le colonel Kis, ce qui le rendit encore plus attaché au gouvernement magyar, car à ce richard ne manqua rien qu'un haut grade militaire pour satisfaire sa vanité. C'était un bon vivant, mais qui n'avait pas les moindres talents militaires, car il fut toujours battu où il osa se montrer avec son corps.

Haynau le fit fusiller le 6 octobre 1849 à Arad, au lieu de le faire

pendre comme les autres condamnés, en disant : « Ce pauvre Kis m'avait pourtant donné de trop bons et fréquents dîners pour le faire pendre. Par reconnaissance je le ferai fusiller ! »

On peut bien dire de Kis qu'il était devenu traître à son souverain et rebelle sans le savoir, car il n'avait pas la moindre idée de ce qu'il ne se trouvait pas dans la voie légale. Pour cette raison on regretta le sort de ce bon homme, qui a été si bon et généreux camarade, et on ne goûta nullement la plaisanterie de Haynau, qui du reste n'osa pas pardonner Kis tout seul !

Le consul Mayerhofer, major et bientôt après lieutenant-colonel et plus tard colonel, tout cela en peu de temps, s'est bien mérité de l'état par l'énergie et la finesse qu'il employa à Belgrade et à Karlovic, pour exciter, soutenir et diriger le mouvement serbe en faveur du gouvernement impérial. A ce but il fit aussi son possible pour gagner la confiance du comité serbe à Karlovic, connaissant bien leur aversion pour les Allemands et catholiques, qu'il tâcha de vaincre par sa modestie, docilité, souplesse et surtout par son dévouement désintéressé pour la bonne cause de la nation serbe, qu'il affectua [*sic*] toujours en plein jour. Il réussit vraiment à gagner la confiance du patriarche et des principaux membres du gouvernement provisoire serbe à Karlovic, où il fut enfin reçu avec autant plus de plaisir qu'il leur offrit sa plume diplomatique pour la correspondance avec le gouvernement impérial, avec le ban Jellačić et avec toute les personnes et autorités étrangères, et en promettant en même temps d'employer son influence à Belgrade en sa qualité de consul autrichien dans l'intérêt du mouvement serbe en Autriche. En paraissant d'entrer en tout dans leurs vues politiques, il s'était glissé comme un renard au sein du comité serbe à Karlovic et y travailla si bien que le patriarche prit en aversion le jeune Stratimirović dont l'ambition et la popularité paraissaient le piquer, et qu'il finit par imposer au patriarche même, après s'être rendu auparavant en suite des événements et ses finesses diplomatiques, indispensable à lui.

Mayerhofer ne cessa non plus de tourmenter le prince régnant Alexandre Karageorgević à Belgrade d'envoyer le colonel serbe Knićanin avec un corps de 2.000 volontaires serbes au soutien des troupes serbes en Autriche. Le consul russe, qu'on avait consulté en secret, ne s'y opposa pas et Knićanin passa bientôt après avec 2.000 volontaires serbes le Danube, et arrivé en Syrmie, il y prit le commandement en chef de tous les volontaires du duché de Serbie.

Knićanin, ce qui n'est que le nom du village d'où il est originaire, s'appelle proprement Etienne Petrović. Il a été sénateur à Belgrade, mais il fut forcé à résigner sur cette dignité politique avant de passer

en Autriche. Après son arrivée à Titel, Mayerhofer lui envoya le capitaine Stefanović du régiment frontière de Deutsch-Banat pour lui servir d'adjutant. Ce fut une bonne acquisition pour Knićanin, chez qui ce capitaine resta jusqu'à la fin de la guerre et un très bon choix par rapport à la loyauté et la prudence de cet officier instruit et talenté. Knićanin rétablit bientôt l'ordre et la discipline parmi les *Servianci*, qui, jusqu'à son arrivée, avaient été le fléau des habitants de la Syrmie. Il fit appliquer 100 coups de bâton à un volontaire qui avait pillé. Pendant cette exécution arriva un major, qui rapporta à Knićanin que ce même volontaire s'était opposé à lui l'arme blanche à la main. Là-dessus Knićanin, sans dire mot, tira son pistolet de sa ceinture, et fit partir le coup de pistolet dans l'oreille du malheureux, qui sur le banc étendu recevait ses 100 coups de bâton, et y reçut la mort inopinément. Ce fut bien la justice exercée à la turque mais le seul moyen de dompter ces hommes brutaux et farouches et, grâce à l'énergie du brave colonel serbe Knićanin, les volontaires serbes sous ses ordres ne furent plus un objet d'horreur et d'épouvante pour les paisibles habitants de ces contrées fertiles.

Stratimirović ne vit que d'un mauvais œil l'arrivée de Knićanin, car il espéra toujours que le peuple serbe, exaspéré enfin de ce que le voïvode Šupljikac refusa encore de se mettre à la tête de leur force armée, le proclamera voïvode à la place de Šupljikac, et qu'il atteindra enfin le but de ses plus ardents désirs ; — mais le patriarche averti par Mayerhofer, et déjà très irrité contre Stratimirović à cause de sa conduite arbitraire, savait bien y mettre obstacle et faire échouer toutes ces intrigues.

Le patriarche dénonça Stratimirović à ses intimes comme un homme qui se moquait de son autorité et voulait s'arroger un pouvoir royal. Stratimirović en revanche fit son possible pour miner l'autorité du patriarche, en le dénonçant comme vendu au gouvernement autrichien. Knićanin, homme loyal et franc, sans arrière-pensée, bien intentionné pour l'Autriche, et plein de vénération pour le ban Jellačić, n'ambitionna que l'honneur de commander le corps de volontaires serbes en Autriche, et d'y contribuer à rétablir l'ordre et la tranquillité.

Knićanin, n'ayant jamais combattu qu'à la débandade, quel genre de combat convenait le plus au terrain coupé de sa patrie et contre les Turcs, et ne comprenant, malgré son talent militaire inné, à la tactique moderne, disait à son adjutant le capitaine Stefanović, aussi Serbe de nationalité, avant le premier combat contre les Magyars : « Sais-tu, mon cher frère ! tu tâcheras de mettre mes troupes en ordre de bataille et de placer mon artillerie le plus avantageusement. Le reste sera mon affaire ! » Une fois le combat

engagé, Knićanin devint un héros, et d'un chef de guérillas un bon général de brigade, dont le coup d'œil militaire a été vraiment remarquable. Pendant toute la guerre, il se montra au niveau de la tâche dont il s'était chargé.

Knićanin n'aimait pas beaucoup les officiers allemands, qui se trouvaient dans les bataillons frontières, à cause de leur supériorité intellectuelle qu'ils voulurent faire valoir en toute occasion, et il n'en excepta que le capitaine Fehlmayer du régiment frontière de Petervardein, qu'il affectionna autant à cause de sa bravoure et de ses manières populaires accommodantes qu'il lui fit un jour cadeau d'un pocal [*sic*], en lui disant : « Prends ce pocal pour souvenir, et bois-en à ma santé ; je t'aime et je t'estime sincèrement, car tu es le meilleur et le plus brave de tous les *svabes* (allemands) que j'ai connus ! »

Le vieux prince Miloš Obrenović, d'intelligence avec le clergé serbe, intrigua toujours en cachette pour remonter sur le trône de Serbie, ainsi qu'il fut constaté par la conspiration découverte à Belgrade en 1857. Miloš voulut en 1848 provoquer une révolution en Serbie, et s'était mis en rapport amical avec le ministère magyar à Pest ; mais en passant par Zagrabie pour se rendre à Semlin, il y fut arrêté par ordre du ban Jellačić. Nous en parlerons dans la suite de nos mémoires. Mayerhofer profita de l'arrestation de Miloš pour attacher le prince Karageorgević encore plus à la cour impériale d'Autriche. Ses ministres cependant et surtout Garašanin n'en firent pas mystère qu'ils avaient d'autres intentions que de secourir leurs coreligionnaires en Autriche contre les Magyars et quand on envoya la croix de l'ordre impérial de Léopold après la pacification au ministre Garašanin, celui-ci la refusa en disant : « Je n'ai rien fait pour l'Autriche ; je n'ai voulu que conquérir pour les Serbes en Autriche leurs anciens privilèges et libertés, que les empereurs d'Autriche avaient violés et oubliés ! » Le prince Karageorgević pour prouver à la cour impériale qu'il ne partagea pas les opinions de son ministre, et qu'il désapprouvait sa conduite irréflechie et si peu diplomatique, lui envoya sa démission ; et Garašanin se retira dans la vie privée avec sa rancune et son aversion pour l'Autriche.

Mayerhofer, qu'on nomma colonel sur sa demande, motivée par le prétexte qu'il avait besoin d'une haute charge pour imposer plus facilement aux membres du comité serbe à Karlovic, avait déjà gagné une grande influence sur le patriarche et ses actions ; mais il était encore loin de l'époque, où il osa déclarer à un secrétaire de sa sainteté à Semlin qu'il le fera arrêter, s'il continuera à puiser arbi-

trairement dans la caisse de guerre impériale ! Il en était loin alors, et montra encore toujours ses pattes de velours ; et l'ambitieux patriarche serbe ne fit la girouette que quand plus tard les défaites des Serbes en Autriche avaient commencé, et après que le consul russe à Belgrade avait fait entendre aux Serbes que l'empereur de toutes les Russies ne souffrirait pas qu'on arrache un pouce de terrain à l'empereur d'Autriche ! Le patriarche avait à peine entendu la suprême volonté du tout puissant czar, que lui et ses Serbes ne combattirent plus que pour leur souverain légitime, François-Joseph, et que tout le sang, qu'ils avaient versé dès le commencement de la guerre civile, n'était versé que pour l'auguste maison impériale d'Autriche.

La guerre civile entre les Serbes et les Magyars avait dévasté les contrées les plus fertiles, où ces ennemis acharnés se rencontrèrent. Ce ne fut plus qu'un combat à mort, où l'on se surpassa réciproquement en cruauté et atrocité. Au commencement la fortune de guerre avait souri aux Serbes. Le ministre de la guerre magyar, le général Mészáros, que le maréchal Radezky à l'armée d'Italie a dû forcer d'accepter le ministère magyar de la guerre, puisqu'il s'était toujours montré loyal et dévoué à son souverain et ne voulut quitter le régiment de houzards qu'il y commanda, s'était tout à coup changé en un Magyar enragé à Pest, et se mit lui-même à la tête de 40.000 hommes et 80 pièces de canon pour attaquer les Serbes au Banat, et leur camp retranché à Saint-Tomas. Les Serbes n'y comptaient en tout que 10.000 hommes et 40 pièces de canon de petit calibre, mais ils repoussèrent toutes les attaques de Mészáros, ce qui prouva l'infériorité morale des troupes magyares et surtout celle de leur général en chef en comparaison des Serbes et leurs chefs.

Le colonel Mathé et le comte Szécsen, qui avaient attaqué les Serbes à Sireg avec 8.000 hommes et 14 canons, furent également repoussés avec une perte considérable par 5.000 Serbes mal armés, protégés par 20 canons de petit calibre.

Malgré leurs succès les Serbes étaient toujours disposés à s'allier avec les Magyars sous les conditions qu'ils reconnaîtraient l'indépendance de la Voïvodine serbe sous la couronne de Hongrie. C'est sûr, puisque le commissaire du gouvernement magyar Egressy l'avait entendu dire de la bouche des principaux chefs militaires des Serbes au camp retranché des Serbes dans la redoute romaine, quand il s'y trouva en sa qualité de parlementaire magyar le 30 juillet 1848. Egressy l'avait fait aussi insérer dans la gazette magyare (*Kossuth hírlapja*) à Pest. *Graeca fides, nulla fides*, et ce fut un bonheur que cet imbécile ministre Kossuth n'ait voulu négocier avec des soi-disant rebelles !

Des succès éphémères des troupes magyares avaient tellement aveuglé Kossuth sur l'indomptable ténacité des Serbes qu'il les voyait déjà à ses genoux pour lui demander pardon.

C'est vrai que les Serbes ne purent s'emparer de Weisskirchen défendue par les gardes nationales allemandes et valaques, malgré que le brave Knićanin y avait pris part au combat avec 6.000 combattants, — et que le général Kis avait eu enfin le rare bonheur d'emporter une victoire sur les Serbes sous les ordres de Stratimirović, et tout près de son beau château d'Elimir qu'il ne devait plus revoir dans ce monde.

Dans les temps de révolutions la défaite des chefs militaires est toujours inséparable de la discorde avec les chefs du gouvernement révolutionnaire civil ; et le patriarche profita de la défaite de Stratimirović pour le destituer de son commandement et de le réléguer dans la ville de Karlovic, où il avait envoyé l'ordre le plus sévère de le surveiller et de ne pas le laisser partir de la ville ; car il craignait que Stratimirović ne provoquât une sédition parmi les troupes serbes, qui l'aimaient encore assez pour le regretter.

Le patriarche chargea alors le colonel Mayerhofer, qui se trouvait toujours à ses trousses, du commandement des troupes serbes, que celui-ci accepta en feignant la plus grande modestie et soumission, et ne voulant l'accepter que pour obéir à la volonté de sa sainteté.

Stratimirović, qui jouissait au fond d'une plus grande popularité que le patriarche lui-même, ne trouva pas une si stricte surveillance à Karlovic, pour qu'il n'en aurait pu s'évader et se rendre tout droit au camp de Knićanin, qui le reçut de prime abord avec la plus grande cordialité, puis lui montra une si grande froideur, qu'il préféra de quitter le camp et de se rendre à Pančova. Il n'y a point de doute que le capitaine Stefanović aurait averti son chef, le colonel Knićanin, d'être sur ses gardes contre la perfidie de Stratimirović, qui avait l'intention de s'emparer de son commandement et de le remplacer. Mayerhofer aura sans doute averti le capitaine Stefanović le premier après l'évasion de Stratimirović de Karlovic, et lui aura enseigné la manière de s'en débarrasser au plus tôt possible, en alléguant toujours que c'était la volonté du patriarche à défendre à Stratimirović de séjourner au milieu du camp serbe sous les ordres de Knićanin.

Les amis et partisans de Stratimirović réussirent cependant d'émouvoir le patriarche à rendre le commandement en chef des Serbes à Stratimirović, en lui parlant à cœur, que c'était une honte pour la nation qu'un allemand et catholique commandait leurs troupes. D'après le désir du patriarche le colonel Mayerhofer

rendit le commandement en chef avec la plus grande courtoisie à Stratimirović, et continua d'accompagner le patriarche comme son ombre.

Stratimirović, malgré le pardon du patriarche, continua à le discréditer aux yeux de la nation, qui perdit enfin patience et lança une proclamation contre lui, par laquelle il le déclara traître et rebelle, et le destitua pour la seconde fois de son commandement en chef des troupes serbes. Les panslavistes, qui le regardaient comme un de leurs coryphées, jetèrent des hauts cris.

Les panslavistes d'abord ne désiraient rien de moins que de rétablir le trône tchéco-slave à Prague en Bohême avec la Moravie et la Silésie ; le royaume de Croatie avec la Dalmatie, Slavonie, Fiume et les autres provinces méridionales slaves en Autriche ; l'ancien empire grec avec la capitale de Constantinople sous le sceptre des Comnènes, dont le dernier rejeton vécut alors à Londres, et avec toutes les provinces slaves en Turquie. Seulement à la Pologne ils n'osèrent pas toucher, puisqu'ils avaient fièrement peur de l'empereur de toutes les Russies.

En attendant, le patriarche menait une vie comme la cour de Byzance dans son temps. Intrigues, bassesses, calomnies, conspirations, défraudations et toutes sortes d'indignités y furent à l'ordre du jour ; et c'est mieux de passer en silence ce qui se trouvait couvert du manteau patriarcal.

Le général autrichien et voïvode serbe, Etienne Šupljikac de Vitez, qui attendait toujours encore la résolution impériale à Petrinja, se vit enfin forcé, pressé par le ban Jellačić, le patriarche Rajačić et le consul Mayerhofer, de se rendre au lieu de sa destination. Le retard qu'il avait mis pour entrer en fonction, avait causé la méfiance que le patriarche et le comité serbe à Karlovic nourrissaient contre lui. Pour cette raison le gouvernement provisoire serbe voulut paralyser le pouvoir du voïvode, en réduisant son activité aux simples fonctions d'un général en chef du corps d'armée serbe, ce qui ne lui permit pas d'exercer la moindre influence sur la marche des affaires politiques dans la voïvodine serbe, et proclama en même temps le patriarche « Régent de la nation serbe ».

Le patriarche, inspiré par Mayerhofer, comprit fort bien qu'il fallait éloigner Stratimirović du théâtre de la guerre, où sa présence eût été incompatible avec l'autorité militaire du Voïvode. Le patriarche le regarda aussi comme un obstacle pour s'approcher de la cour impériale, ce qu'il commença à désirer puisque les affaires des Serbes commencèrent à s'empirer d'un jour à l'autre. Mayerhofer trouva bientôt un expédient. La cour impériale se trouva alors à Olmütz en Moravie, et Jean Šupljikac, le frère du voïvode, et un

certain Constantin Bogdanović s'y trouvèrent pour négocier avec le ministère autrichien les intérêts de la nation serbe. On proposa à Stratimirović d'y remplacer Jean Šupljikac ; et celui-ci accepta avec beaucoup de plaisir cette mission politique, espérant d'y trouver son compte en s'insinuant dans les bonnes grâces des ministres et s'y justifier par rapport à la désorganisation de la frontière militaire dans la Voïvodine, dont il craignait la responsabilité, enfin d'y travailler pour son intérêt personnel plus que pour celui du patriarche, qu'il n'aimait pas. Il se rendit à Pančova, où son frère cadet, lieutenant dans la division de lanciers volontaires serbes, fit la cour à la jeune demoiselle Zecca, et partit le lendemain pour Olmütz. La première impression qu'il fit lui fut favorable ; et il réussit à fixer les yeux des ministres sur lui.

Šupljikac, arrivé au camp serbe, fit son possible pour y rétablir la discipline militaire parmi ces hordes sauvages, car, à l'exception de quelques bataillons frontières, il n'y avait pas de véritables soldats, au moins pas selon le sens du mot dont on était convenu dans le monde civilisé. Il ordonna aussitôt de remplacer les drapeaux tricolores par les drapeaux impériaux, ce qui n'excita que des murmures parmi le clergé et les Serbes exaltés ; mais les officiers des bataillons frontières et même leurs soldats, qui ne faisaient pas grand cas d'un chiffon tricolore dont la signification leur était presque inconnue, en furent contents et d'autant plus qu'ils désiraient justifier leur conduite après la guerre révolutionnaire, en ayant combattu sous les drapeaux impériaux et sous un général autrichien.

La tâche qu'on avait imposée au général et voïvode Šupljikac, était impossible d'accomplir, puisqu'il n'avait pas les moyens à sa disposition pour combattre les Magyars. Le ministre de la guerre à Pest avait envoyé les meilleures troupes contre les Serbes.

La faiblesse du ci-devant conseil de guerre aulique à Vienne avait même ordonné à la direction d'artillerie à Pest de livrer toute l'artillerie, toute la munition et tout l'attirail de guerre, qui se trouvaient dans les forteresses et dans les garnisons, au ministère magyar de la guerre et avait laissé les meilleures troupes hongroises en Hongrie. A-t-on jamais vu une telle ineptie politique ? Šupljikac, avec ses quelques bataillons frontières et avec sa masse de milice serbe mal dressée et indisciplinée, ne put résister à la durée contre les troupes régulières magyares. L'époque de la gloire serbe, le combat d'homme à homme, des bandes indisciplinées contre des paysans mal armés, fut passé, — et les Serbes rentrèrent dans la nullité de toute levée en masse en rase campagne contre des troupes disciplinées.

Les petites affaires de Földvár, Turia, Sáblja, Okér, Kiskér,

Verbász, et dans le voisinage de Petervardein ne contribuèrent qu'à rapetisser la renommée militaire de Šupljikac aux yeux de ces simples combattants serbes et si bornés, qui auraient désiré que les Magyars eussent pris la fuite à la seule apparition du voïvode serbe, comme jadis les Anglais en France à l'apparition de Jeanne d'Arc, la pucelle d'Orléans.

Les milices serbes, à l'instar des *Crociati* en Italie, se débandèrent au premier coup de canon ennemi et en criant comme eux « à la trahison », et ils n'épargnèrent pas même leur voïvode, le noble et courageux général Šupljikac, en l'appelant : « traître ! et *svabe* ! ».

Les Serbes ne furent point plus heureux à Olmütz que sur le champ de bataille ; car le gouvernement impérial hésita encore de répondre aux exigences des Serbes, exprimées dans leur adresse de Karlovic. Le patriarche, perdant patience, monta alors sur ses grands chevaux et envoya une lettre menaçante à la cour impériale à Olmütz, où il disait entre autres « que la cour impériale se trouvait sur le point de perdre à jamais les sympathies des Serbes ; et qu'elle les forcerait par la malheureuse politique de ses ministres à se jeter malgré eux dans les bras des Magyars, rebelles au trône et à la monarchie, et si sa majesté l'empereur ne voudrait pas se hâter de donner des garanties sur les promesses solennelles, qu'elle avait tant de fois faites à la nation serbe, et dont elle n'avait pas rempli une seule » !

La création d'une Voïvodine serbe causa un nouvel embarras aux ministres à Olmütz pour réaliser leur principe énoncé de l'unité de la monarchie autrichienne ; et la cour impériale n'attendait qu'un succès éclatant de ses armes en Hongrie pour répondre plus impérieusement à l'adresse de la nation serbe ; mais puisque ces succès se firent trop longtemps attendre et que le moment n'était point favorable pour irriter les Serbes en Autriche, l'empereur confirma la dignité patriarcale de Rajačić, et l'élection du voïvode serbe dans la personne du général Šupljikac, en donnant en même temps la promesse la plus gracieuse — en réponse sur la lettre du patriarche — de s'occuper aussitôt après le rétablissement de la paix de vœux de la nation serbe, qui s'était si bien méritée de la dynastie et de la monarchie par son héroïsme et son dévouement.

Celui qui se trouva initié dans les mystères du mouvement serbe en Autriche, au commencement de la révolution, où sa tendance a été aussi séparatiste que celle des Magyars, pourrait bien prendre pour une ironie la dernière phrase de la lettre impériale, où sa majesté daigne faire mention du dévouement et de la loyauté de la nation serbe ; et quand on réfléchit sur la réponse que le général Mayerhofer, en sa qualité de voïvode, nommé par l'empereur dans

la Voïvodine serbe nouvellement créée, avait donnée en 1850 à Temesvár à une députation serbe un peu trop exigeante, savoir : « Sachez qu'on vous connaît fort bien à Vienne, et qu'on ne vous y prend que pour des rebelles pardonnés ! » on est tenté de croire, à juste raison, que la cour impériale ne fut que trop bien informée de la conduite politique du patriarche et de la nation serbe en Autriche au commencement de la révolution.

Le fameux diplomate Talleyrand de Périgord avait bien dit « que les paroles ne sont que pour cacher les pensées ! » Mayerhofer, qui avait oublié cette sage maxime, en avait à se repentir ; car il fut bientôt après rappelé de Temesvár et remplacé par le lieutenant-feldmaréchal comte Coronini, ci-devant *ajo* de l'empereur régnant, homme loyal, prudent, juste et tout à fait qualifié pour le poste important à Temesvár. Les Serbes, malgré leur aversion pour un chef catholique, lui rendirent pleine justice et furent très contents du choix de l'empereur, qui se trouva encore en correspondance avec son ancien mentor, et qu'il honora de sa pleine confiance. A l'occasion de l'arrivée de Coronini à Temesvár, on avait appris qu'il était le descendant de ce vaillant Coronini, qui âgé de 21 ans était présent à la bataille entre Sissek et Petrinja, où le comte Andreas Auersperg avait remporté une belle victoire sur le héros turc, Rustan-Beg, et où le jeune Coronini avait tué de sa propre main le Beg Erdoglu. Par cette victoire fut aussi écarté le danger de la ville du chapitre de Zagrabie, que les chanoines étaient résolus à défendre.

Le général voïvode Šupljikac avait bien prévu les chagrins qui l'attendaient à la tête de la force armée serbe, et il en avait un triste pressentiment, ce qui est constaté par sa dernière lettre au général Todorović, qui est mort comme lieutenant-feldmaréchal en retraite à Venise.

Le 27 décembre 1848 à 4 heures après-midi à Pančova, le général voïvode Šupljikac, en suite d'un accès de colère, tomba mort frappé d'un coup d'apoplexie. La résolution impériale, qui confirme son élection au voïvode serbe, porta la date du même jour. Son corps mort fut transporté au couvent de Krušedol et y déposé, où se trouvent aussi les restes mortels du dernier despote de Serbie, George Branković, et du premier patriarche serbe en Autriche, Arsenije Černoević.

C'était un certain Svetozar Kušević, actuellement comte suprême du comté de Syrmie, qui avait apporté les lettres patentes de la confirmation royale et impériale du patriarche et du voïvode serbe d'Olmütz à Semlin ; mais Šupljikac n'était plus vivant, quand il y arriva.

Le 27 décembre 1848, le jour de la mort du voïvode serbe, après son décès, le patriarche conféra le commandement en chef provisoire au général Mayerhofer jusqu'à l'arrivée du général Todorović, Serbe de naissance, qu'il avait réclamé du ban Jellačić pour remplacer le général Šupljikac, sans faire des démarches pour obtenir pour lui le titre de voïvode serbe, puisque cette haute dignité militaire serbe ne lui parut qu'offusquer la suprême autorité du patriarche serbe.

Todorović arriva le 3 janvier 1849 à Semlin, et encore le même jour le général Mayerhofer lui remit le commandement en chef des troupes serbes avec la meilleure grâce du monde, et continua à suivre le patriarche comme son ombre.

Le chef de l'état-major du général Todorović fut alors le major Herdy, militaire distingué et très instruit ; mais malgré un tel conseiller prudent, le général Todorović ne sut à la durée se soutenir contre les troupes magyares et leur formidable artillerie ; car ces bandes indisciplinées ne furent bonnes que tout au plus pour une guerre de guérillas.

Le général Todorović, soutenu par Knićanin, s'empara le 19 janvier 1849 de la ville de Veršec après un combat meurtrier. Knićanin avait beaucoup contribué à la prise de cette ville.

Le camp ennemi à Verbas fut emporté le 27 janvier par le bataillon frontière de Titel, soutenu par 2 compagnies du régiment frontière de Deustch-Banater ; et le capitaine Kostić s'empara de la ville de Weisskirchen avec 13 compagnies. Knićanin entra le 29 janvier à Sombor.

Ces succès éphémères firent croire qu'on n'avait plus besoin du secours des Serbes sous les ordres de Knićanin, et on commit la faute de le congédier poliment et de le laisser retourner en Serbie. On en avait bientôt à se repentir.

Todorović arriva avec son corps le 1^{er} mars à Türkisch-Kanizsa, à trois lieues de distance de Szegedin, ce point stratégique si important, et où le ban Jellačić avait l'intention de s'unir avec Todorović en opérant par Szolnok, mais la défaite de la brigade Karger à Szolnok, et la faiblesse numérique de l'armée impériale en Hongrie empêchèrent l'exécution de cette manœuvre sagement combinée ; — et dès ce moment Todorović n'éprouva plus que des défaites. Repoussé de sa position près de Szegedin, il fut obligé de se retirer le long du Danube. Le colonel Herdy a été furieux de la lâcheté et de l'infamie de leurs bandes indisciplinées, qui comme à l'ordinaire accusaient le général Todorović et le brave colonel Herdy de la trahison ; et le patriarche Rajačić, intimidé comme toujours par le cri et la turbulence de son entourage, n'avait rien de plus pressé

à faire que de prier le ban à rappeler Todorović et Herdy, et de confier pour la 3^e fois le commandement en chef du corps serbe au général Mayerhofer, qu'il avait toujours sur les bras.

Herdy fut content de pouvoir quitter des troupes si lâches et indisciplinées ; et Todorović se retira à Carlstadt chez sa jeune et belle épouse, dont l'espérance à devenir Madame la Voïvodine s'était alors évanouie.

Peu s'en fallut alors qu'une anarchie parmi les généraux autrichiens ne se soit pas manifestée ; car le général d'artillerie comte Nugent, dont le quartier général se trouvait à Dalje en Syrmie, et sous les ordres duquel se trouvèrent les généraux comte Pálfi et baron Neustaedter, fut envoyé à Gratz par le prince maréchal Windischgrätz pour y former une armée de réserve. Nugent avait rendu le commandement au commandant du corps serbe Mayerhofer, qui s'y trouva ; et naturellement Pálfi et Neustaedter refusèrent de servir sous un général de fraîche date. Pálfi se retira en pension à Gratz, et Neustaedter commanda à Essek, sans prendre notice du commandant du corps serbe. Heureusement que le ban Jellačić arriva avec son corps au mois de mai à Essek, et prit, en vertu d'une résolution impériale, le commandement en chef de toute l'armée du sud, et avec plein pouvoir. Dès ce moment le corps d'armée serbe ne composait plus qu'une partie de l'armée du ban, qui nomma le colonel Puffer commandant des troupes serbes. Le colonel Knićanin, par l'intervention de Mayerhofer, fut rappelé avec son corps de Belgrade, et il retourna avec la plus grande complaisance sans montrer la moindre rancune de ce qu'on l'avait renvoyé la première fois, sans que le gouvernement impérial l'eût récompensé par une décoration de ses services rendus à l'Autriche. Knićanin occupa aussitôt la position de Titel pour la défendre contre les agressions des Magyars.

L'arrivée du ban Jellačić à Essek, comme général en chef de toutes les forces armées au midi de la monarchie, mit fin au mouvement populaire serbe, et on n'en a plus rien à raconter puisque les troupes serbes furent absorbées par l'armée impériale. On n'y vit plus flotter que des drapeaux impériaux, et on n'y entendit plus parler que de brigades et de divisions d'armée.

Personne ne fut plus contrarié par le retour de l'ancien ordre de choses que le patriarche Rajačić, qui y régna en souverain, surtout depuis qu'il avait fait chasser les membres du comité serbe par le général Todorović même à Karlovic, de la salle où ils avaient coutume de délibérer. Il nomma les autorités civiles, il avança les officiers, et remplaça partout les employés catholiques par des em-

ployés serbes qu'il avait nommés, — enfin Rajačić fut alors le patriarche-roi dans toute la force du terme.

Pour la bonne bouche, nous allons donner la traduction de la lettre du patriarche Rajačić au ministre comte Stadion, datée du 2 février a. style 1849, où il se plaignait de la conduite du lieutenant-feldmaréchal baron Rukavina, commandant de la forteresse de Temesvár, et où il protesta contre les calomnies qui dénigraient la loyauté et la fidélité de la nation serbe. Il paraît que le patriarche craignait qu'on ne l'avait deviné à Vienne, et qu'il n'espérait pas même un grand effet de sa lettre, puisqu'il avait prié le ban Jellačić d'intercéder en faveur de ses demandes, exprimées dans sa lettre, auprès du ministre de l'intérieur le comte Stadion. Qui-conque connaît la vanité du patriarche serbe Rajačić, comprendra bien ce qu'il lui aura coûté d'implorer la protection du ban Jellačić, qu'il regarda bien au-dessous de sa dignité patriarcale serbe ; et que des circonstances bien pénibles pour lui l'y avaient forcé. Le ban Jellačić, qui en avait aussi assez de ce gouvernement théocrate serbe, ne prit ni la peine de s'intéresser à la lettre du patriarche, laquelle resta aussi sans effet.

Voici la lettre du patriarche :

Présidiale

A l'illustrissime Comte Stadion, Ministre de l'intérieur.

« Ci-joint j'ai l'honneur de communiquer la lettre présidiale N^o 9, datée du 21 janvier, de son Excellence le Lieutenant-feldmaréchal Baron Rukavina, général en chef dans le Banat, ainsi que ma réponse là-dessus datée de Veršec 11 a. /23 n. style de l'an courant, N^o 36, à votre Illustricité pour qu'elle daigne prendre en considération particulière cette affaire d'une si haute importance. Pour éviter à temps encore toute mésintelligence possible entre le haut commandement militaire et l'administration politique dans la Voïvodine serbe, et même pour protéger la bonne cause par une entente cordiale, je me suis rendu en personne à Temesvár où j'arrivais le 20 a. /31 n. style du mois courant.

A mon grand chagrin, et comme un outrage des plus accablants, la haute généralité m'y avait préparé un accueil froid et méfiant, empreint d'une haine ostensible, diamétralement opposé à l'enthousiasme avec lequel la populace serbe et roumaine m'avait salué à mon entrée.

Avant tout on avait défendu à la commune toute réception officielle et solennelle, salves de canon et illumination avec sérénade aux flambeaux, ainsi que de me loger dans les appartements de la maison de comté, ou dans ceux de la maison du général en chef, bien que l'une et l'autre maison n'étaient alors point habitées. On y avait encore ajouté la menace d'y mettre des sentinelles aux portes dans le cas que la commune me voudrait faire l'honneur de m'y loger. Je fus donc forcé de me loger dans la maison d'un bourgeois, et de partager ma suite pour la loger dans des maisons voisines, bien que je n'en pouvais me séparer sans inconvénient ! Les Lieutenants-feldmaréchaux baron Rukavina et Glaeser, accompagnés de généraux de brigade le comte Lunange et le baron Mungen, me firent une visite en uniforme de campagne sans m'honorer de l'attention à me présenter le corps

d'officiers de la garnison de Temesvár, ce qui fit ici la plus grande sensation, où l'on est habitué à plus de marques d'attention et de courtoisie, même pour des notabilités ecclésiastiques d'un rang beaucoup plus inférieur. Le Lieutenant-feldmaréchal baron Rukavina me fit entendre en des termes assez clairs qu'il me soupçonnait aussi bien que toute la nation serbe de tendances séparatistes, de faire des efforts pour assujettir les autres nationalités, et en général de tout ce dont les rebelles magyars se sont rendus coupables. Le silence, gardé par les autres généraux, parut approuver l'opinion énoncée du baron Rukavina.

Les couleurs serbes sont ici prohibées sévèrement, et l'on m'avait reproché que les couleurs impériales ne sont point en usage chez moi et les Serbes, quoique la pratique prouve le contraire, car les antiques et respectables couleurs noir et jaune, accompagnées de couleurs nationales serbes se trouvaient dans tous les camps, et dans toutes les campagnes vis-à-vis des rebelles magyars ; elles flottaient même sur les clochers dans toutes les paroisses pour indiquer qu'elles protégeaient toutes les nationalités.

Toutes ces récriminations ne sont que des agressions et des mensonges, qui ne puissent avoir que des suites fâcheuses. Outre cela ces Messieurs persistent, malgré la garantie impériale par rapport à l'administration de la Voïvodine serbe, à réclamer l'administration de deux régiments-frontières (*deutsch et illirisch Banater*) de la part du commandement général ; et à prétendre que le Banat civil soit administré par le haut conseil de guerre et le comité de Temesvár, ainsi qu'une ligne de démarcation soit au moins tirée, qui devait passer par Versec et Bečkerek, pour séparer l'administration de la Voïvodine serbe de celle, laquelle dépendait des autorités du Banat.

Il paraît d'un côté que ces Messieurs n'ont pas la bonne volonté de faire quelque chose pour la bonne cause, n'ayant rien fait depuis le 17 octobre de l'an passé, où ils avaient entrepris une expédition pour approvisionner la forteresse d'Arad, n'ayant voulu prendre part à l'affaire de Versec, ni poursuivre l'ennemi, bien qu'ils y furent invités par le général Todorović. Jamais ils n'ont pas voulu nous faire parvenir un petit détachement de cavalerie à notre secours, quoique celle-ci ne servait pour rien à Temesvár ; — de l'autre côté ils se sont montrés très empressés de rétablir dans les districts du Banat, nettoyés de rebelles magyars par les armes serbes, l'ancien gouvernement magyar, sans se souvenir que par le manifeste impérial du 13 a. /25 n. style décembre de l'année passée, le voïvode serbe a été désigné comme le chef civil de la Voïvodine serbe, et que l'organisation d'une administration nationale y est garantie gracieusement après le rétablissement de l'ordre et de la paix.

Il y a plus de 6 semaines que l'ennemi avait rompu le pont sur le Temes près de Žebelj, et ces messieurs ne l'ont pas encore fait rétablir ; de la sorte que la communication si urgente entre Temesvár et Versec n'est possible que par un long détour par Čakova. Les habitants se sont présentés en masse pour servir la bonne cause, et ils n'en ont choisi que 1.000 pour la garnison de Temesvár, quand ils en auraient pu prendre 30.000, les armer et les employer utilement.

En considération d'une telle conduite, je ne vois point ces messieurs suivre la route tracée par le manifeste impérial, qui somme toutes les autorités et tous les peuples de faire tous leurs efforts pour écraser la rébellion magyare, et je ne vois pas d'autres moyens de sûreté contre une telle réaction, que l'organisation d'un gouvernement national, énoncé par l'autorité suprême, et en prenant à ce rapport des mesures convenables, car après tout je les vois jouer un jeu secret avec le magyarisme, parce que d'un côté ils introduisent les anciennes formes magyares dans les contrées délivrées de l'ennemi, et de l'autre côté ils blessent la nationalité de la populace, en se brouillant avec moi et le peuple serbe, et, en excitant d'une

manière jésuitique la haine nationale des Allemands et des Roumains contre les Serbes, ils s'attirent le mépris et la haine de ces mêmes nations.

Contre tout cela proteste solennellement la fidèle et brave nation serbe, reconnue comme telle par Sa Majesté en vertu de ses mérites, et s'appuyant sur la promesse d'un gouvernement national énoncée par l'autorité suprême ; et je me vois contraint de m'adresser avec cette supplique si empressée à votre Illustricité, comme au défenseur des principes d'état du gouvernement futur, pour chercher les moyens d'écartier tous les obstacles, et pour donner à la nation serbe des preuves éclatantes de la bonne volonté à protéger leur bien-être et leur prospérité ; en même temps je prie de vouloir réprimander Messieurs les généraux à cause de la conduite qu'ils avaient montrée envers moi à l'occasion de mon séjour à Temesvár. Temesvár ce 22 janvier a. /2 février n. style 1849.

Présidiale N° 18,

Rajačić m/p Patriarche.

Cette lettre prouve la vanité et le caractère perfide du patriarche, en voulant rendre suspecte la conduite du baron Rukavina et des autres généraux, dont la loyauté et la bravoure chevaleresque furent toujours au-dessus de tout éloge.

Le patriarche est mort, les Serbes sont rentrés dans la voie légale ; par conséquent il faut finir l'histoire du mouvement serbe en reconnaissant qu'il avait beaucoup contribué à écraser la révolution magyare.

SUITE DES ÉVÉNEMENTS EN ITALIE

Le général d'artillerie comte Nugent venait enfin d'achever la formation de l'armée de réserve que le maréchal Radetzky attendait avec tant d'impatience ; il passa avec elle l'Isonzo le 16 avril 1848, mais n'arriva que le 30 avril à Pordenone. L'énergie ne manque point au comte Nugent, mais il n'avait que des troupes de la nouvelle levée, et il fallait les ménager pour les amener au plus complet à Vérone. Nugent trouva à Visnadella l'ordre du maréchal de ne pas perdre de temps avec des combats insignifiants, et de se rendre avec son armée en marches forcées à Vérone. Nugent tint alors un conseil de guerre, où tous les généraux furent pour la marche à Vérone. Dans la nuit du 17 au 18 mai il eut lieu un nouveau conseil de guerre, mais Nugent, qui était tombé malade, n'y présida pas. Un ordre réitéré du maréchal, arrivé dans la même nuit, ordonna de ne plus retarder la marche à Vérone, puisque le roi Carlo Alberto et son armée sur les hauteurs devant Vérone étaient le véritable objet de guerre ; et qu'après sa défaite les villes dans le royaume vénitien tomberaient d'elles-mêmes entre nos mains.

Nugent, malade, fut forcé de rendre le commandement en chef de l'armée de réserve au lieutenant-feldmaréchal comte Thurn, et retourna aussitôt après à Gratz pour y reprendre le commandement général. Une mésintelligence avait peut-être autant contribué à la maladie du comte Nugent que la fatigue et son grand âge. Thurn arriva avec l'armée de réserve le 22 mai à Bonifacio, où il trouva un ordre du maréchal qui ordonna alors au comte Thurn de rebrousser chemin et de prendre la ville de Vicence. Thurn, avec son armée de réserve, rebrousse chemin et attaqua valeureusement mais vainement Vicence, bien fortifiée, et défendue par le général Durando avec 6.000 soldats suisses et 8.000 gardes nationales. Il continua alors son chemin à Bonifacio, où il trouve enfin l'ordre du maréchal de marcher à Vérone. Le 25 mai, l'armée de réserve, arrivée à Vérone, défila enfin devant l'illustre maréchal Radetzky, dont la mine fut rayonnante, car il tenait enfin ces renforts tant désirés et si nécessaires pour prendre l'offensive.

Radetzky, ne maîtrisant plus son désir de repousser l'ennemi

plus loin de Vérone, avait conçu le plan hardi de se porter aussitôt après par son flanc gauche au secours de la forteresse de Peschiera, de se replier ensuite sur Mantoue, pour se jeter avec rapidité sur Vicence, s'en emparer et rétablir la communication si nécessaire avec le Tyrol, sans cependant perdre de vue Vérone, la clef de l'Italie. Radetzky et son génial chef de l'état-major, Hess, gardèrent si bien le secret de ce plan, que rien n'en transpira au grand quartier général, au grand dépit de tant de notabilités militaires, qui s'arrogeaient le droit, du temps du comte Wratislav, d'être initiées en tout.

Radetzky, actuellement renforcé par 19.000 hommes, divisa son armée en trois corps d'armée. Le premier corps, sous les ordres du lieutenant-feldmaréchal comte Wratislav, compta 15 bataillons, 8 escadrons et 36 canons.

Le 2^e corps, commandé par le lieutenant-feldmaréchal baron d'Aspre, compta 17 bataillons, 8 escadrons et 36 canons.

Le 3^e corps de réserve sous les ordres du lieutenant-feldmaréchal Vocher compta 11 bataillons, 28 escadrons et 79 canons. L'artillerie de réserve et le train de pontons y furent attachés.

Le 27 mai à 8 heures du soir l'armée, formée en 3 formidables colonnes, décampa de Vérone. Radetzky, entouré des archiducs présents à l'armée d'Italie et de son état-major, se trouva à cheval à 9 heures du soir à Tombetta. Tout le bagage resta à Vérone. Le maréchal, servant d'exemple, n'emporta qu'un petit porte-manteau sur son cheval ; de la sorte que son domestique a été forcé de laver sa chemise pour le faire changer de linge. Les archiducs se trouvèrent dans la même situation. Dix heures venaient de sonner et une belle nuit favorisa l'exécution du plan hardi de l'illustre maréchal. Radetzky, accompagné de l'archiduc François-Joseph, se mit à la tête du 2^e corps ; il était gai et plein d'espoir. Il alla balayer de sa longue épée ses belles provinces occupées par l'ennemi, pour y graver son nom glorieux et l'épithète de l'armée sarde. L'archiduc François-Joseph, l'empereur régnant aujourd'hui, prit alors part à la gloire et aux dangers de cette entreprise hardie.

Le 1^{er} corps prenant la route par Tomba, Boschetta, arriva à Mantoue à 2 h. 1/2 après-midi ; et le 2^e corps à 7 heures du soir en passant par Sorga, Castellaro. Le corps de réserve, ayant parcouru le chemin le plus long par Pozza, Villafontana et Nogara n'y arriva que dans la nuit du 28 au 29 mai.

Les troupes, destinées à l'attaque de la ligne de Curtatone, sortirent de Mantoue en 3 colonnes du grand matin. L'ordre d'attaquer l'ennemi arriva à 10 heures.

Le colonel Benedek, soutenu par la brigade Wohlgemuth, à la tête de sa brigade, emporta les retranchements ennemis à gauche

de la chaussée de Curtatone, et poursuivit l'ennemi l'épée dans les reins. Mortara fut emportée un peu plus tard par la brigade Clam. Le colonel Reischach s'y distingua à la tête du régiment Prohaska. L'ennemi se retira partout. Après la prise de la ligne de Curtatone, Radetzky porta son armée, par une conversion à droite, sur Goito et Ceresara. Le combat de Goito, engagé par le colonel Benedek, soutenu par les brigades Clam et Wohlgemuth, resta sans résultat ; et les armées se campèrent en face l'une de l'autre. La pluie tomba à verse toute la nuit et le jour suivant. Le maréchal, ayant reçu le 2 juin la nouvelle de la capitulation de Peschiera, retourna avec son armée à Mantoue, où il la fit reposer jusqu'au 4 juin ; mais le corps de réserve fut renvoyé, sans s'être reposé, en toute hâte à Vérone. Le maréchal voulut s'emparer alors à tout prix de Vicence ; Hess en avait le secret. Il lança donc les deux corps sur la route de Vicence, qui s'y réunirent le 9 juin au soir. L'assaut général a été fixé pour le 10 juin à 10 heures du matin. La brigade Culoz de Vérone y devait prendre part, et arriva par Brendola à Arcugnano, où elle campa le 9 juin. Le général Durando défendit la ville avec 18.000 hommes et une nombreuse artillerie, et les collines dominant la ville, sous le nom du mont Berico, se trouvaient fortifiées et défendues par de nombreux canons. A 10 heures du matin, les Autrichiens, la brigade Culoz sur les hauteurs à l'extrémité de l'aile gauche, avaient formé un vaste demi-cercle autour de Vicence. Les brigades Simbschen, Gyulay, et la cavalerie sous les ordres du comte Schaffgotsch formèrent la réserve.

Culoz avait déjà pendant la nuit emporté les hauteurs de Santa-Margherita, et le colonel Hahn, avec un bataillon du régiment Latour, à la baïonnette la villa Rombaldo. Deux compagnies frontières d'Ogulin prirent à l'assaut la redoute sur la Bella-vista.

Le maréchal ordonna à Culoz de cesser le combat et se rendit à 8 heures du matin sur une hauteur vis-à-vis du mont Berico, d'où il put observer tout le champ de bataille. Quand toutes les troupes se trouvaient dans leurs positions, il ordonna l'attaque, qui commença à l'aile gauche. Le combat se répandit bientôt sur toute la ligne.

Les brigades Clam et Wohlgemuth s'avancèrent sur les deux rives du Badriglione. La Rotonda, ce chef-d'œuvre de Palladio, après avoir été bombardée, fut prise à l'assaut par la brigade Clam, et alors les deux brigades s'avancèrent sur la villa et Wohlgemuth s'empara des maisons devant la porta Lupia.

Les Suisses sur le mont Berico, ne connaissant pas la force de la brigade Culoz, fondirent sur elle en colonne serrée ; mais ils furent reçus par une grêle de projectiles d'une batterie masquée de gros calibre, et les chasseurs du 10^e bataillon, couchés par terre, se le-

vèrent tout d'un coup et se jetèrent la baïonnette croisée, avec tant d'impétuosité sur la colonne suisse, qu'ils la jetèrent en bas du haut de la colline, et soutenus par les régiments Latour et Reisinger, ils entrèrent pêle-mêle avec les Suisses dans leurs retranchements. L'honneur du succès revenait de droit au Bayard autrichien au colonel Kopal, qui, blessé au bras, mourut ensuite d'une amputation inévitable. L'armée d'Italie, pour honorer la bravoure du 10^e bataillon de chasseurs et la mémoire immortelle de Kopal, fit plus tard cadeau d'un cor superbe en argent, orné d'or et d'un travail fini à ce bataillon ; c'est le cor de Kopal ! La ville natale de Kopal lui érigea plus tard un modeste monument.

Le combat du côté du couvent de Madonna del Monte fut sanglant ; plusieurs prêtres, qu'on y avait pris les armes à la main, ont été passés au fil de l'épée. La brigade Clam chassa les Suisses de la longue colonnade par quelques obus, et le sort du jour fut décidé ; les régiments Latour et Reisinger combattaient pêle-mêle avec les Suisses. La confusion régna déjà dans les rangs des ennemis, et les volontaires italiens commencèrent à s'enfuir à toutes jambes. Radetzky arriva dans ce moment sur le champ de bataille, couvert de morts du 10^e bataillon de chasseurs.

La brigade Lichtenstein combattit devant la porte de Padoue, le brave colonel baron Kavanagh y fut tué, et le colonel Török s'y distingua. Le directeur d'artillerie, le colonel Swertnik, sut bientôt abattre le courage des assiégés ; il avait fait jeter en moins de deux heures plus de 100 bombes dans la ville, et le ravage en fut terrible. Le prince Taxis, qui, à la tête de sa brigade, voulut emporter le faubourg Santa Lucia, y fut tué par un coup de fusil. Le colonel Dragolović, commandant un bataillon frontière d'Ogulin, l'avait vainement prié de ne pas s'exposer tant au feu ennemi, puisqu'il était trop remarqué sur le cheval colossal qu'il montait.

Les Autrichiens maîtres du mont Berico, la ville ne put plus se tenir, et on vit sur plusieurs tours de la ville flotter des drapeaux blancs, mais qui plus tard furent encore remplacés par des drapeaux rouges. Radetzky, après avoir donné ses ordres pour l'attaque du lendemain, retourna à son quartier général ; mais Durando, voyant la lâcheté des *crociati*, sachant qu'il combattait contre la volonté du Pape, et ayant la conviction d'avoir assez combattu pour l'honneur des armes suisses, envoya dans la nuit un parlementaire au maréchal Radetzky, qui, désirant de retourner à Vérone menacée par l'armée de Carlo Alberto, consentit que le général Durando se retirât avec ses Suisses derrière le Pô, sous la condition qu'ils ne serviraient pas pendant 3 mois contre l'Autriche, et que le lendemain, l'onze de juin, la ville de Vicence soit rendue.

Durando quitta précisément l'onze de juin la ville, et ses Suisses défilèrent devant Radetzky avec une tenue tout à fait militaire ; — mais le train, qui les suivit, aurait pu figurer dans un opéra-comique. On y voyait des amazones en costume théâtral, escortées par des jeunes gens en voiture et à cheval, qui portaient le costume de Robert le diable. Ces mascarades excitèrent le rire et le mépris des soldats autrichiens.

La brigade Culoz fut sur-le-champ renvoyée à Vérone, et le premier corps la suivit de près, qui arriva le 13 juin à midi à Vérone. Radetzky fit à la tête du 2^e corps son entrée triomphale à Vicence. La crainte de Radetzky par rapport à Vérone a été fondée, car à peine que les soldats du 1^{er} corps commencèrent à faire leur soupe que la sentinelle sur la grande tour de Vérone signala plusieurs colonnes ennemies. Les Autrichiens coururent aux armes, se jetèrent à la rencontre de la première colonne piémontaise, et la repoussèrent.

L'ennemi, voyant par la force des colonnes autrichiennes, que l'armée de Radetzky fut de retour à Vérone, se retira aussitôt sans accepter le combat, et ne reparut plus en face de Vérone pendant tout le reste de la guerre.

Les Piémontais, découragés, souffrirent beaucoup de leurs marches et contremarches sans but et sans résultat, et de la disette de vivres à cause de l'indolence et de la friponnerie de leurs fournisseurs de vivres. Les Autrichiens au contraire vivaient dans l'abondance, furent gais et pleins de bonne espérance, et parlaient déjà de leur prochaine entrée triomphale à Turin.

Pendant la vie joyeuse des Autrichiens au camp et dans les auberges de Vérone, Radetzky et Hess concertèrent dans leur chambre de la casa Peccana le plan de chasser l'armée de Carlo Alberte, trop éparpillée pour entreprendre la blockade de Mantoue, du sol de la Lombardie. Radetzky voulut battre les Piémontais en détail, avant qu'ils aient pu se réunir dans leurs positions avantageuses. Le 23 juillet fut fixé pour le commencement de ces opérations offensives.

Le 21 juillet commencèrent les mouvements préparatifs. Le 22 juillet à 5 heures du matin le lieutenant-feldmaréchal comte Thurn, en avançant avec la première colonne vers les hauteurs méridionales de la Ferrara, parut en face de l'ennemi. La colonne du lieutenant-feldmaréchal comte Lichnovsky, en passant par le vallon de l'Adige, s'y dirigea aussi. Ils emportèrent bientôt les hauteurs, mais ils ne purent se rendre maîtres du village retranché de Zuane, défendu par une nombreuse artillerie, et par toutes les réserves que le général en chef piémontais Sonnaz y avait amenées en toute hâte.

A 8 heures du soir les Autrichiens suspendirent le combat au lendemain, et se campèrent en face de l'ennemi. A la même heure les grandes masses de l'armée impériale sortirent par les portes de Vérone, et on n'y laissa qu'une faible garnison sous les ordres de Haynau, qui à lui seul valait un corps d'armée. Au moment où l'armée sortit de Vérone, un terrible orage éclata et une obscurité profonde couvrit toute la plaine. Radetzky fut obligé d'attendre avec son armée l'aurore pour continuer la marche ; alors il la dirigea en trois formidables colonnes sur Rivoli, Peschiera et Somma Campagna, pour percer le centre ennemi et s'emparer de la ligne de hauteurs de Custozza jusqu'au Mincio, qui dominant toute la plaine de Mantoue.

Le 23 juillet, à jamais mémorable, fut un jour du Seigneur, dimanche, et le soleil se leva en dardant ses rayons sur 40.000 guerriers autrichiens, affrontant la mort pour la gloire et la grandeur de l'empire d'Autriche, pour la défense et la splendeur du trône de leur souverain légitime ! Bon nombre en ferma ce jour la paupière pour ne plus revoir la clarté du jour, la patrie chérie, et tout ce que l'homme attache à la vie avec les plus tendres liens.

Le combat commença à 7 heures. La hauteur de Sona fut emportée à l'assaut par la brigade Pergen, Somma Campagna par la brigade Wohlgemuth, Custozza et les hauteurs environnantes furent occupées sans coup férir par la brigade Clam. La réserve s'avança jusqu'à San Giorgio en suivant l'armée.

Radetzky, maître des hauteurs de Monte Venta jusqu'à Custozza, se rendit au palais Alzerea, un 1/4 de lieue d'Otiosi, pour expédier la nouvelle de cette victoire au lieutenant-feldmaréchal comte Felice Vojna, chargé de l'administration militaire à Vérone, pour la communiquer sur-le-champ à l'agent anglais que les Torys y avaient envoyé pour avoir des nouvelles véridiques du théâtre de la guerre, puisque Lord Palmerston à Londres n'y fit publier que les combats avantageux des Piémontais, et des nouvelles mensongères et désavantageuses par rapport à l'armée autrichienne.

Cet agent anglais des Torys fut recommandé par l'ambassadeur autrichien à Londres, le comte Dietrichstein, au ministre Latour à Vienne qui le recommanda à son tour à Radetzky à Vérone. Le maréchal chargea alors le général de cavalerie comte Wallmoden, qui l'accompagna partout pendant toute la guerre, d'envoyer tous les détails de ses opérations militaires au comte Vojna, avec la remarque de ce qu'il devait communiquer à l'agent anglais, et ce qu'il devait retenir pour sa propre connaissance. Vojna, qui possédait la langue anglaise à fond, composa alors ces bulletins de guerre pour l'agent des Torys, qui les expédia aussitôt après les avoir reçus par un cour-

rier à Londres au grand dépit de Lord Palmerston et Mazzini, qui n'y avaient répandu que des nouvelles sinistres par rapport à la situation politique de l'empire d'Autriche et à l'état déplorable de son armée d'Italie.

Le 1^{er} corps d'armée autrichien passa le Mincio le 24 juillet à Monzambano ; le 2^e corps suivit dans la nuit ; et le 3^e corps arriva le soir près de Cola et Sondra.

Carlo Alberto, flottant toujours entre mille projets et alarmé par les défaites de ses généraux, n'avait qu'à choisir entre une retraite et une attaque sur le flanc gauche de l'armée autrichienne. Le général Bava le décida à choisir l'attaque. Le roi, avec 25.000 hommes et une nombreuse artillerie, espéra de battre isolément les corps autrichiens, qui s'étaient trop éparpillés pendant leur marche sur le Mincio. La brigade Simbschen, partant le 24 juillet de Somma Campagna pour Custozza, attaquée par toute l'armée du roi sarde, a été entièrement défaite malgré les prodiges de valeur du régiment Haynau ; et les Piémontais en amenèrent 1.000 prisonniers du champ de bataille.

Radetzky, furieux de la défaite de la brigade Simbschen, rappela son armée, la fit faire volte-face, et résolut de chasser le lendemain le roi des hauteurs dont il s'était rendu maître. Le roi à son tour, ivre de la joie d'avoir défait une brigade autrichienne avec son armée, était décidé à continuer l'attaque sur l'armée autrichienne le lendemain à 6 heures du matin. La bataille de Custozza fut donc une bataille offensive pour toutes les deux armées ennemies.

La possession de Valeggio fut de la plus grande importance pour le roi, puisqu'il s'en devait rendre maître pour effectuer sa jonction avec son 2^e corps d'armée, et il se chargea, accompagné de Bava, de prendre Valeggio avec la brigade d'Aosta, pendant que le duc de Gênes, partant à 6 heures du matin de Somma Campagna, se dirigeait sur Oliosi, et le duc de Savoie en même temps à Salionze en passant les hauteurs de Guastalla.

Le soleil du 25 juillet se leva avec toute la splendeur d'un ciel méridional, et promit une belle mais brûlante journée. La chaleur monta dans la journée à 30 degrés, et le régiment autrichien Fürstenwärther perdit 17 hommes par les coups de soleil. Les soldats, chargés d'armature et de bagage, souffrirent horriblement pendant le combat.

L'aile droite des Autrichiens engagea le combat ; et le roi, arrivant avec ses troupes à 8 heures devant Valeggio, y fut arrêté par un terrible feu d'artillerie. Le roi avait supposé le front de bataille des Autrichiens sur le Mincio, mais le tonnerre de canons du haut du vieux castel et à sa droite lui apprirent que les hauteurs à gauche

de Custozza étaient aussi occupées par les Autrichiens. Le roi attendait alors l'arrivée du duc de Gênes et du duc de Savoie, mais le premier lui fit dire qu'il était enchaîné sur le champ de bataille par des masses formidables de l'armée ennemie ; et le dernier annonça au roi qu'il ne pouvait pas se mettre en marche avant 10 heures puisque ses soldats n'avaient pas encore reçu leurs rations de vivres.

Radetzky arriva à 11 heures à San Giorgio in Salice.

Le soleil darda alors ses rayons de feu sur les soldats autrichiens grimant sur les pentes rapides et exténués de fatigue. Malgré le feu écrasant de l'ennemi, les brigades Perin et Gyulay gagnèrent toujours plus de terrain, en bravant la mort et en vainquant la faiblesse physique. Il fallait cependant toute la force magique d'une volonté inflexible et l'exemple héroïque des officiers pour ne pas succomber, et pour emporter enfin les hauteurs à la baïonnette. L'ennemi se retirant alors dans le bourg retranché, en fut chassé par le 2^e bataillon des volontaires viennois.

L'ennemi se retira enfin sur la hauteur de Brentano. Les colonnes piémontaises, qui se retirèrent de Somma Campagna, se jetèrent alors avec une telle impétuosité sur la brigade Frédéric Lichtenstein, suivant la brigade Gyulay, qu'elle fut forcée de replier sa droite. Alors arriva Radetzky au galop pour ranimer le courage de ses soldats, qui le reçurent avec des cris de joie ; mais les bersaglieri s'étaient avancés à bout portant, et la vie du maréchal fut exposée au plus grand danger. Le prince conjura le maréchal au nom de la patrie et de l'armée à se retirer et de ne pas exposer sa vie si précieuse inutilement ; il le força, pour ainsi dire, à se retirer derrière Zerbara, d'où il était arrivé au galop pour encourager ses soldats. Le prince Lichtenstein, sachant le maréchal en sûreté, se mit à la tête du 1^{er} bataillon de François-Charles, emporta les hauteurs de Polizza à la baïonnette, prit à l'assaut Bentara et poursuivit l'ennemi jusqu'à Casa del Sole d'où il fut encore chassé, quand les brigades Pergen et Gyulay s'approchaient du Monte Boscono, par le major qui commandait le régiment François-Charles. Le combat fut alors décidé en faveur des Autrichiens.

Le duc de Gênes se retira de Goito à Villafranca ; et le duc de Savoie, chassé de Valeggio par la brigade Clam, se retira à Probiana, où il fit camper les 10.000 soldats exténués de fatigues et de faim dans le plus grand désordre. Le colonel Wiss les y surprit avec 2 divisions de uhlands du régiment prince Charles et quelques canons. Tout le camp se sauva alors en débandade à travers la plaine.

L'armée autrichienne prit un peu de repos dans les positions conquises, et Radetzky se rendit à Alzarea pour s'y reposer aussi. Le maréchal compta alors 84 ! — mais il avait appris de Napoléon

à profiter de la victoire, et le lendemain, à l'aube du jour, le 26 juillet il envoya le 1^{er} et le 2^e corps d'armée à la poursuite de l'armée de Carlo Alberto, laquelle éprouva encore un nouvel échec à Volta le 27 juillet, et dont la retraite dégénéra alors en une véritable fuite. Le roi offrit alors un armistice au maréchal Radetzky, mais celui-ci le refusa, sachant bien que le roi ne voulait que gagner du temps. Carlo Alberto ne put même arrêter son armée à Crémone pour défendre cette ville, et ne trouva du repos pour réorganiser son armée qu'à Milan, qu'il voulait disputer à Radetzky, avec une armée découragée, par une bataille devant les portes de la capitale de la Lombardie ! Peut-être qu'il compta sur les rodomontades de 60.000 gardes nationales, qui se vantaient d'écraser à eux seuls l'armée autrichienne. Enfin le roi Carlo Alberto, fils de la révolution, regardait comme un point d'honneur à défendre sa mère.

Radetzky, apprenant la résolution du roi, mit aussitôt ses corps en mouvement pour arriver à leurs nouvelles positions, où le 1^{er} corps campa à Pompola, le 2^e et la réserve campèrent à Piacentina. Le maréchal se trouva à Turano. Les corps avaient passé par Casal-Pusterlengo, Lodi ; et le pont à Crotto d'Adola a été rompu par ordre de Radetzky.

L'apparition soudaine d'un diplomate anglais au camp de Radetzky fournit alors un piquant épisode. Ce diplomate fut Lord Abercombry. Radetzky avait envoyé le comte Wallmoden à la rencontre du Lord pour le faire passer sans accident les colonnes autrichiennes, qui obstruaient la grande route, et pour le conduire chez lui. Le maréchal l'attendait à Camairago.

Lord Abercombry parut arriver pour arrêter la marche victorieuse de l'armée autrichienne par un veto du perfide cabinet anglais ; mais il osa à peine formuler clairement sa mission, intimidé par les mines hostiles qu'il trouva dans le camp autrichien.

Radetzky le reçut avec toute la courtoisie chevaleresque qu'on lui connaît ; mais il l'adressa aussitôt au général prince Felice Schwarzenberg, qui remplaçait chez lui le prince Metternich. Le prince Schwarzenberg, qui avait conservé sa rancune contre l'Angleterre depuis sa mésaventure avec la belle Lady Ellenborough à Londres, quand il s'y trouva attaché à l'ambassade autrichienne, ne fit pas beaucoup de façon avec le diplomate anglais, qui proposa des négociations, et lui déclara brièvement et avec une certaine hauteur qu'il avait à revenir pour entamer des négociations, quand on aurait réoccupé la ville de Milan et chassé le dernier soldat piémontais du sol de la Lombardie, du territoire autrichien. Schwarzenberg donna alors un échantillon de sa fermeté, qu'il déploya plus tard comme ministre président à Vienne.

Lord Abercomby voulut partir sur-le-champ, car il en avait assez de la diplomatie militaire ; mais Radetzky le retint à dîner. Malheureusement que le cuisinier du maréchal était dans son mauvais jour, car la viande fut dure, et le riz pas assez cuit, enfin le dîner fut exécrationnable, et le Lord eut le déplaisir d'avoir encore ajouté le danger d'une indigestion à une défaite diplomatique.

Abercomby fit bonne mine à mauvais jeu, et retourna aussitôt après le dîner à Milan. Carlo Alberto, contre l'avis de tous ses généraux, était décidé, au risque de perdre toute son armée, à livrer une bataille au maréchal Radetzky.

Radetzky se rendit avec le corps de réserve à Lodi. Le 1^{er} et le 2^e corps furent poussés en avant sur la route de Melegnano. Le gros occupa Pavia, et Benedek, qui appartenait au 4^e corps, avança jusqu'à San Rocco, vis-à-vis de Piacenza.

Il faut remarquer que le maréchal avait formé un 4^e corps de 4 brigades, qui se trouvèrent à Mantoue, savoir : François Lichtenstein, Benedek, Drašković et Degenfeld, et en avait donné le commandement au lieutenant-feldmaréchal comte Thurn, pendant qu'il donna celui du 3^e groupe, qui se trouva devant Peschiera, au lieutenant-feldmaréchal baron Haynau.

Une députation milanaise invita le roi Carlo Alberto à se loger à Milan, où il y avait une masse de vivres amassée, et où il trouverait tous les moyens de défense. Le roi fut encore la dupe de ces fanfarons, et entra dans la ville, où il se logea dans l'hôtel San Giorgio près de la Porta romana.

L'armée piémontaise appuya son aile droite au canal de Pavia, et son aile gauche à la porte orientale. La route de Lodi conduisait donc en ligne droite au centre de l'armée sarde et la coupa en deux ; et le roi fut assez aveuglé pour livrer dans un tel ordre de bataille un combat au maréchal Radetzky ! Les ingénieurs milanais promirent d'inonder les parties basses autour de la ville ; — mais il en restait là à la promesse ; et quelques redoutes et barricades, que les Piémontais avaient construites à la hâte, rendirent seules un peu plus difficile l'attaque de ce côté ! Les soldats piémontais, pour prix de leur sang versé, de tant de fatigues et de sacrifices faits pour réaliser le rêve chimérique de leur roi : *l'Italia unita !* furent partout reçus par le Milanais avec le cri « traîtres et lâches » !

Radetzky établit son quartier général à San Donato, et le 4 août les corps autrichiens s'avancèrent par Melegnano et Salerno. Alors le tocsin sonna à Milan, et des barricades s'élevèrent, mais personne s'y rendit pour les défendre. Les Borromeo, Casati et leurs consorts brûlaient déjà le pavé de la route de Turin, pour s'y mettre en sûreté,

abandonnant à la merci de l'ennemi la ville qu'ils avaient excitée à la révolte.

La brigade Strasoldo, ayant commencé le combat, se réunit à Rosedo avec le 1^{er} et le 2^e corps d'armée, et ils chassèrent alors les Piémontais de leur formidable position. Le centre autrichien, après avoir été renforcé par des batteries du gros calibre s'avança aussi ; et la brigade Clam emporta Castagnedo, où le colonel Raichach et le major Ramp s'étaient distingués par leur bravoure.

L'artillerie autrichienne avait perdu beaucoup de monde et de chevaux au centre, en face de la batterie piémontaise, près de Gambaloita, jusqu'à ce que celle-ci fût emportée par 2 compagnies de chasseurs du 10^e bataillon. Alors les Autrichiens attaquèrent de tous côtés Gambaloita, s'en emparèrent et peu s'en fallut que le roi Carlo Alberto n'y fût fait prisonnier. La brigade Clam poursuivit l'ennemi jusqu'aux portes de Milan, où elle fut relevée par la brigade Maurer, puisqu'elle n'avait plus de munitions et n'avait rien mangé toute la journée.

L'avant-garde du 2^e corps, la brigade Edouard Schwarzenberg, attaquant l'aile gauche de l'ennemi avec le régiment Kaiser, le colonel comte Pergen emporta à la baïonnette Rosedo et avança jusqu'à Bettolino. Schwarzenberg, après avoir occupé l'important point de Vajano, avança sur tous les points. Le vaillant capitaine Vogel du régiment Kaiser prit à la baïonnette Casino della Valle et puis Vigentino, et chassa les Piémontais jusqu'aux portes de Milan. Ce brave capitaine y fut grièvement blessé. La nuit et une forte pluie firent cesser le combat. Les Autrichiens aux portes de Milan entourèrent cette ville dans un vaste demi-cercle.

Cette nuit sombre ne fut éclairée que par la lueur sinistre des maisons incendiées par les Piémontais pour protéger leur retraite. Carlo Alberto, qui s'était exposé au plus fort du feu et parut chercher la mort, se retira le dernier dans la ville, et longea les remparts, morne et silencieux, où il voya [*sic*] ses soldats couchés par terre, presque mourant de faim et de fatigues.

Le roi, en se logeant seul dans le palais du comte Creppi, eut l'imprudence de se séparer de ses gardes, en comptant sur l'attachement des habitants et de la garde nationale de Milan. Cette aveugle confiance lui faillit [*sic*] coûter la vie.

Le roi, à peine descendu de cheval, convoqua au palais un conseil de guerre, et il invita aussi la députation de Milan et le comité de défense. Le résultat en fut que, en considération qu'il n'y avait que pour 2 jours de vivres à Milan, les généraux Rossi et Lazzari devaient se rendre sur-le-champ chez Radetzky pour conclure une convention, en vertu de laquelle le roi quitterait en deux jours la

Lombardie, et tous les compromis en 12 heures auraient la liberté de se retirer de la ville. La ratification de cette convention serait échangée à 4 heures après-midi, et le lendemain à 6 heures du matin la Porta romana occupée par les Autrichiens. Le maréchal Radetzky ferait son entrée à Milan à midi précis.

Cette convention, si favorable pour l'armée du roi et pour la ville dans leur situation critique, excita la fureur de la canaille révolutionnaire, qui, excitée par les émissaires de Mazzini, cria et hurla, accusant le roi de la trahison. Elle bloqua le palais, barricada toutes les issues, pilla les voitures du roi, prêtes à partir, et quand une explosion dans une partie de la maison du génie se fit alors entendre, la fureur du peuple monta au plus haut degré.

Carlo Alberto, pressé par des députations mazzinistes, se précipita sur le balcon pour haranguer le peuple, qui demanda à hauts cris la continuation de la guerre contre les Autrichiens ! « Eh bien ! leur dit le roi blême de colère et d'indignation, je reste pour combattre et vous aurez la guerre, mais sous la seule condition, que vous vous battez aussi contre les Autrichiens ! » — « Cent mille mains se lèveront pour combattre pour la liberté de l'Italie ! » hurlèrent les héros des estaminets à Milan. — « Point de phrases ! » leur répliqua le roi, « mais venez vous battre ! » Nul Piémontais put alors quitter le palais pour porter du secours au roi.

En attendant, l'archevêque de Milan et le podestat Paolo Bassi s'étaient rendus à la tête d'une députation au quartier général du maréchal Radetzky pour implorer son pardon en faveur de tant de bons bourgeois innocents et loyaux à Milan, où le plus grand désordre commença déjà à régner. Radetzky avait accordé la même convention au podestat de Milan, qu'il avait conclue avec le roi de Piémont.

Les Piémontais, apprenant le danger du roi, braquèrent leurs canons contre la ville, et le duc de Gênes accourut au palais Creppi pour partager le danger de son père, il s'offrit d'otage pour le roi, mais la canaille le força d'entrer dans la chambre du roi, et tira des coups de fusil après lui, qui frappèrent dans le plafond de la chambre, et continua à vociférer contre toute la famille royale. Carlo Alberto, anéanti par une telle brutalité, attendit avec résignation et un calme apparent le dénouement de sa situation critique.

Heureusement le général La Marmora, accompagné de Tonelli, ayant trouvé une échelle, échappèrent par une fenêtre du palais, coururent au camp piémontais et revenaient à la hâte avec une compagnie de bersaglieri pour délivrer le roi. Il était bien temps, car la canaille avait apporté un baril de poudre pour faire crever la porte du palais et pour s'emparer du roi que ces cannibales au-

raient sans doute massacré, après que ce malheureux souverain s'était sacrifié à la révolution de la péninsule et versé le sang de ses braves soldats pour elle. A la vue des soldats piémontais la canaille prit la fuite.

Le roi arriva à pied au camp, et ordonna aussitôt la retraite de l'armée, qui, voyant à une petite distance éloignée l'armée autrichienne défiler, la salua d'un cri fraternel et cordial, rendant de cette manière justice à la bravoure loyale et au dévouement de l'armée impériale ; mais la diète de l'empire à Vienne, de maudite mémoire, ne sut que blâmer l'illustre maréchal et son armée.

Radetzky voulut faire son entrée à Milan à midi, comme c'était convenu, mais le podestat de Milan lui envoya à 6 heures du matin un exprès pour le conjurer à faire son entrée sur-le-champ, puisque la ville était menacée du pillage par la canaille, qui encombra toutes les places et toutes les rues. Pour cette raison le maréchal fit son entrée triomphale à Milan, le 6 août à 10 heures du matin, à cheval à la tête de l'armée, entouré des archiducs et d'un brillant état-major. Radetzky, calme et bienveillant comme toujours, rendit gracieusement les saluts des bourgeois, qui criaient alors de bon cœur : « Vive le maréchal Radetzky ! »

Le territoire autrichien était donc délivré de l'armée ennemie, l'intégrité de la monarchie rétablie, et le drapeau impérial flotta de nouveau sur le rempart de la capitale de la Lombardie. Il ne fallait que l'apparition de Radetzky et de son armée en Hongrie pour y écraser la révolution ; mais il n'osa quitter la Lombardie, sachant bien que Carlo Alberto n'avait qu'ajourné son projet de s'emparer de la couronne de fer, et qu'il profiterait de la première occasion favorable pour le réaliser.

Le ban Jellačić, qui n'attendait alors que des subsides en argent pour entrer en campagne et pour combattre la révolution magyare à main armée, avait envoyé le capitaine Čivić à Milan avec une lettre très flatteuse pour le maréchal, où il le félicita sur le brillant succès de sa mémorable campagne, et où il le pria enfin de lui envoyer l'argent nécessaire pour solder l'armée croate, puisque le manque d'argent le mettait dans l'impossibilité d'agir en faveur de la dynastie et de la monarchie.

Čivić ne trouva que méfiance à Milan, où l'on ne savait que penser d'une armée forte de 50.000 hommes et purement slave, et où le caractère de Jellačić était peu connu. Heureusement que le capitaine Čivić trouva un protecteur dans le général comte Clam, et que Radetzky sut deviner le rôle du ban de Croatie, et ses secrètes relations avec la cour impériale.

Radetzky fit compter 100.000 florins au capitaine Čivić¹, et accompagna ces subsides d'une lettre très affable pour le ban Jellačić, qui, pressé par l'archiduc Jean, dont Albert Nugent apporta la réponse, et par le baron François Kulmer, et par la situation politique même, n'attendait plus que l'envoi de cet argent pour passer la Drava près la ville de Varaždin avec ses 50.000 hommes de la levée en masse.

Le moment est donc venu, mes chers lecteurs, de vous faire connaître le ban Jellačić et la levée des boucliers en Croatie en 1848, ce qui entraîna toutes les provinces méridionales slaves, et avait donné le premier coup mortel à la révolution magyare. Le ban Jellačić, en déployant le premier la bannière de la loyauté et de la fidélité à la tête d'une armée pour ainsi dire improvisée, servit en même temps de point de cristallisation pour tous les éléments dont on avait besoin pour la défense du trône et de la vieille monarchie !

¹ Le capitaine Čivić, homme loyal, bon patriote, brave militaire et très instruit, littérateur croate, est mort en 1865 à Gratz comme général de brigade en pension. Il a été longtemps brigadier à Carlstadt en Croatie.

[TOME III]

CHAPITRE PREMIER

Pour bien juger le motif et les tendances du mouvement populaire en Croatie dans les années 1848 et 1849, il faut d'abord faire connaître à nos lecteurs la position politique, les privilèges, les droits municipaux et cette sorte d'indépendance que ce royaume a toujours su conserver, même sous la couronne de Hongrie.

Pour atteindre ce but il faudrait avant tout présenter aux lecteurs au moins un petit abrégé de l'histoire du royaume de Croatie, qui se trouva déjà établi sur une base solide quand on ne regarda encore les Magyars en Europe que comme un peuple de nomades, mais cette tâche est bien pénible, puisque, jusqu'à nos jours, on chercherait vainement des historiographes croates ou une histoire complète du royaume de Croatie, si peut-être l'on n'en voudrait pas faire l'honneur à M. Engel ou à d'autres chroniqueurs de cette espèce.

Les Croates appartiennent à la grande famille slave, qui compte à peu près 80 millions d'individus en Europe, mais malgré cela il n'y a pas d'histoire slave, ce qui paraît incroyable, mais ce qui est pourtant vrai dans toute la force du terme ; et si l'on veut s'instruire de l'histoire des différents peuples slaves, aussi bien que possible, il faut lire les auteurs français : Robert Cyprien, Hippolyte Desprez et tant d'autres slavomanes français, ce qui paraît encore plus baroque, mais ce qui n'en est pas moins vrai, — et on trouvera même dans les écrits de ces auteurs quelques fragments précieux de l'histoire de Croatie.

Ce n'est que de nos jours qu'un certain Hilferding, jeune lettré de Moscou, avait entrepris d'écrire une histoire pragmatique des Slaves. C'est un travail d'Hercule, et il faut lui souhaiter autant de patience que de bonheur pour découvrir, trouver et déterrer tous les documents et monuments slaves pour lui servir à composer son histoire pragmatique des Slaves.

Ce M. Hilferding a été aussi en hiver 1856 à Zagrabie pour y faire

des recherches historiques. Il s'y était adressé à M. Ivan Kukuljević de Sacci, archiviste national, conservateur des monuments et des antiquités, président de la société littéraire de l'histoire yougoslave, possédant une précieuse collection de livres, de documents et de manuscrits slaves, véritable trésor pour un historiographe slave, qu'il avait su se procurer dans ses voyages réitérés en Dalmatie, Bosnie, dans les archives de Raguse et de Venise, du Vatican à Rome et dans les autres provinces yougoslaves. M. Kukuljević, auteur fécond, est aussi le plus propre à écrire l'histoire de sa patrie, mais comme il est dans ce moment occupé de l'administration politique du comté de Zagrabie en sa nouvelle dignité d'un comte suprême du comté, il n'a plus ni le temps, ni la volonté de s'occuper de travaux littéraires, bien qu'il avait eu l'idée de composer l'histoire du royaume de Croatie.

M. Hilferding n'avait pas manqué de profiter de la bonne occasion, en 1856, de s'emparer de M. Kukuljević et de son temps, d'exploiter les trésors littéraires de sa bibliothèque et de sa collection de manuscrits, et d'y faire bonne provision de notes et de copies. Aussi dit-on que l'histoire pragmatique de M. Hilferding soit déjà avancée jusque dans l'onzième siècle (en 1857) : c'est étonnant quand on pense aux difficultés à vaincre pour le premier historiographe slave ! Kukuljević même n'a pu parvenir qu'après des efforts inouis à se procurer toute la nomenclature des rois croates.

Ce n'est que de l'époque où la Croatie fut réunie à la couronne de Hongrie qu'on en trouve des dates historiques authentiques, mais qui servent plutôt à l'histoire du royaume de Hongrie, laquelle fut alors celle de tous les pays réunis à la couronne de Hongrie.

Par conséquent, mes chers lecteurs, vous aurez la bonté de vous contenter de cette esquisse d'une histoire croate, que j'ai l'honneur de vous présenter pour vous faciliter l'éclaircissement des événements qui ont eu lieu en Croatie en 1848 et 1849, et en vous consolant avec la conviction qu'il n'y en a pas de meilleure à l'heure qu'il est. Quant aux événements de l'époque récente, dont j'étais témoin oculaire et pour la plupart coopérateur, vous pouvez y ajouter foi, comme à la parole d'honneur d'un honnête homme.

Pour ce qui regarde l'ancienne histoire du royaume de Croatie, j'avoue franchement que je ne suis qu'un compilateur, mais un compilateur assez rigoureux pour ne choisir que des dates constatées et en repoussant toute fable traditionnelle.

L'unité primitive des peuples slaves est constatée par leurs idiomes, qui se ressemblent tous plus ou moins, par leurs mœurs, par leurs institutions patriarcales, par leur costume et par leurs habi-

tudes. Les traditions mêmes des différents peuples slaves paraissent avoir la même origine.

Quiconque se voudrait donner la peine de prendre connaissance des traditions nationales des Serbes et des Croates, ainsi que des chants populaires des Slaves les plus voisins de la mer, se convaincra aisément que les Illyriens des bords de l'Adriatique, qui eurent l'honneur d'être battus par Alexandre le Grand et par les Romains, étaient du pur sang des Slaves méridionaux.

Quelques légendes nationales racontent aussi qu'un jour trois frères, Tchek, Leck et Russ, seraient sortis des montagnes de Zagorié, voisines de Carniole (du château de Krapina selon l'avis du docteur Louis Gaj) pour se soustraire aux vexations d'un proconsul, et qu'ils s'étaient avancés par delà le Danube et les Karpathes, où ils fondirent [*sic*] les trois royaumes de Bohême, de Pologne et de Russie.

Le plus ancien des chroniqueurs slaves, le vénérable Nestor de Kiöv, nous présente aussi positivement, à la fin du XI^e siècle, les Russes comme originaires de l'Illyrie, d'où ils auraient été refoulés vers le nord, et enfin au delà des Karpathes par des conquérants valaques ou latins et par les Celtes.

Les recherches des savants modernes sur le domicile primitif des Croates nous apprennent cependant que ce peuple slave avait demeuré au pied septentrional des monts Karpathes, et prétendent que le nom des Croates dérive de Krevet, ce qui signifie en français le dos d'une montagne. Cette assertion n'exclut pourtant pas la possibilité que le domicile primitif des Croates eût été l'Illyrie, d'où ils furent chassés par des conquérants.

En tout cas on pourrait bien supposer que le pays derrière les Karpathes ne fut point si attrayant pour y fixer les Croates, car cinq tribus s'en sont détachées plus tard pour se conquérir une nouvelle et meilleure patrie. Avec le consentement de l'empereur Héraclius ils traversèrent les provinces autrichiennes et envahirent la Croatie actuelle pour en chasser les Avars, qui l'avaient occupée ainsi que la Dalmatie. Il y en aura à peu près 1.270 ans. Les chefs de ces tribus furent Clucas, Lobellus, Cosences, Mucklo, Chrobotos, et les deux sœurs Tuga et Buga.

Les noms de ces chefs me paraissent assez mutilés par l'orthographe barbare des anciens historiographes pour en deviner la vraie nationalité. Pour ce qui regarde les deux sœurs Tuga et Buga, je le prends pour une pure galanterie mythologique, car chacune de ces cinq tribus avait son chef, et la tâche de ces dames n'a pu donc être que celle des fées bienfaisantes, en accompagnant la marche de ces guerriers intrépides.

La guerre des Croates contre les Avars dura plusieurs années. Les Avars furent enfin vaincus, chassés de la Croatie et de la Dalmatie, et presque entièrement anéantis. On ne parvient pourtant pas si facilement à massacrer une nation tout entière, et il n'y a point de doute qu'il y avait bon nombre d'Avars, qui, outre ceux qui avaient pris la fuite dans les pays voisins, sont restés en vie et en Croatie, où leur race s'est enfin amalgamée avec celle des Croates.

Quoique les Croates sont en général d'une figure douce et agréable, on rencontre pourtant parmi eux souvent des vraies figures de contrebande, que le savant Kukuljević n'hésite pas de déclarer pour des descendants des Avars. C'est peut-être par plaisanterie, ainsi que Voltaire appelait des Ostrogoths tous ceux qui avaient une physiologie rebutante.

L'historiographe Engel dans sa soi-disant histoire de Croatie prétend que les Croates avaient donné la promesse à l'empereur Héraclius de se soumettre à son autorité, après avoir conquis les provinces occupées par les Avars. Engel prétend encore que Clucas et Lobellus ont été des hommes de guerre que l'empereur Héraclius leur avait envoyés pour diriger les opérations militaires des Croates, dont les chefs indigènes ne possédaient guère un grand fond de l'art de la guerre. Engel ajoute encore que l'empereur leur avait même donné des troupes auxiliaires pour les soutenir dans les combats contre les Avars, et qu'un certain Conciles les avait commandés.

Les Croates, en revanche, après s'être rendus maîtres de la Croatie et de la Dalmatie, tournèrent aussitôt leurs armes contre les troupes auxiliaires pour les en chasser à leur tour.

Porinus, qu'on dit avoir été le général en chef des Croates, ne parvint pourtant pas qu'après une guerre sanglante de sept ans à vaincre le brave Conciles et d'expulser les troupes auxiliaires.

La finesse diplomatique paraît être un talent inné de tous les Slaves. Le vieux Miloš Obrenović nous en donna l'exemple de nos jours, car ce vieux prince de Serbie, qui ne savait ni lire ni écrire, n'y céda en rien aux diplomates russes, qui nous donnent tous les jours des preuves de leur finesse et de leur sagacité surprenante. Les vieux Croates ne furent pas moins fins, car, après avoir pris possession de leur nouvelle patrie, et après avoir conquis leur indépendance nationale, ils envoyèrent aussitôt une députation à Rome pour prier le Pape de leur envoyer des évêques et des prêtres pour les instruire dans la religion chrétienne, et pour les baptiser. Cette démarche a été d'une profonde politique, car elle leur valut le soutien du chef de la chrétienté, qui fut alors une grande puissance morale en Europe.

Selon les anciens historiographes, les Croates s'étaient aussi em-

paré de l'Esclavonie (*Pannonia Savis*) à cette époque, et s'étendirent à l'ouest jusqu'au Prewald.

La cour de Rome s'empessa alors d'envoyer aux Croates un légat pour régler les affaires ecclésiastiques dans leur pays. La conversion des Croates eut lieu de l'an 630-640.

Engel prétend, que le fils de Porinus, qui s'appela Porgas, a été alors *veliki Chupan* [sic] (*šupan*) des Croates. Ce titre revient à celui de grand duc, car les Croates n'avaient pas encore à cette époque des rois, et ils choisirent alors toujours le plus ancien de leurs *chupans* (*šupan*) pour leur grand duc (*veliki šupan*). Cette coutume était en harmonie avec leurs mœurs et leurs institutions patriarcales. Par cette raison il y a des écrivains qui contestent la succession de Porgas à la dignité ducale après la mort de son père, et parce que la succession héréditaire n'était pas encore introduite à cette époque parmi les Croates.

Il ne vaut pas la peine de se rompre la tête pour la succession de Porgas, ou pour le successeur de Porinus ; le brouillard est encore trop épais qui couvre le temps des *veliki Chupans* (*šupan*) et tâchons plutôt d'arriver à une époque où il fait plus clair pour celui qui cherche des vérités historiques.

Avant tout il faut remarquer à nos lecteurs, que ce serait une grande erreur de leur part de chercher le berceau du royaume croate dans le pays qui porte aujourd'hui le nom du royaume de Croatie. C'est au contraire en Dalmatie que le royaume croate avait pris naissance. C'est une vérité constatée.

Il n'y a non plus de doute que la résidence des *veliki Chupans* (*šupan*) croates y a été près de Salona, et que Belgrade (*Belogradum*) — aujourd'hui Zara vecchia — dont quelques écrivains ont voulu faire la véritable résidence des grands ducs croates, n'a jamais été qu'un de ces nombreux châteaux, qui formaient les domaines de ces grands ducs.

La nation croate a été à cette époque déjà si puissante qu'elle avait une armée de 100.000 hommes d'infanterie, de 60.000 cavaliers, et qu'elle pouvait armer 80 galères et plus de 100 canots sur mer.

Cet état dalmate-slave était alors divisé en 11 chupanies (*šupani*) ou duchés et qui enclavaient toute la Dalmatie, les villes maritimes exceptées où commandaient encore les préteurs romains de l'empereur, toute la Croatie actuelle, l'Esclavonie et une partie de la Bosnie.

Les Croates avaient bien promis au Pape et à l'Empereur de ne pas s'immiscer dans les affaires des autres nations, et de ne point passer les limites de leur nouvelle patrie, mais la promesse des Croates ne fut qu'une vaine promesse.

Les Croates envoyèrent du secours à l'exarche de Ravenne et ils firent des excursions jusqu'en Apulie. Ils tuèrent même le duc Ajo de Bénévent. Rodoaldus, prince de Frioul, repoussa enfin les Croates et parvint à les persuader à retourner dans leur patrie, en leur parlant croate avec tant de force et de charme qu'ils furent tous enchantés de ce prince, et qu'ils retournèrent par égard pour lui en Croatie.

Sous les faibles successeurs de l'empereur Héraclius, surtout sous le règne de Michel Balbus, les Croates s'étaient tout à fait émancipés de l'autorité impériale de Constantinople, en imitant sous ce rapport les villes maritimes romaines.

On dit que la discorde avait toujours régné parmi les Slaves, et qu'elle a été la seule cause de leurs désastres. C'est la façon de parler de tous ces écrivains, qui préfèrent de couper court à tout raisonnement politique par des phrases imposantes que de mortifier leur esprit par des recherches pénibles pour approfondir la véritable cause de la décadence d'un grand empire ou d'une nation puissante.

On pourrait bien aussi dire que la discorde avait causé la perte de la Grèce, la ruine des empires romains, l'impuissance actuelle de la Germanie, et la faiblesse de l'Espagne. La discorde a toujours régné parmi les hommes et les peuples, parmi les souverains et les états, et la diplomatie moderne ou le machiavélisme du XIX^e siècle en profite en faveur de la politique militaire. La discorde n'a donc jamais été plus grande chez les Slaves ou chez les Croates que chez les autres nations. L'Esclavonie a été peuplée par des colonies croates en 798 et nous voyons déjà en 819 le chupan Ljudevit (*šupan* Louis) de la Savia (*Pannonia inferior*) en pleine guerre contre le chupan (*šupan*) croate Borna.

Ljudevit avait vaincu Borna aux bords de la Kulpa, mais le premier fut vaincu à son tour par le dernier au mois de décembre de l'an..., ma foi l'historiographe nous doit encore aujourd'hui le chiffre exact de cette année.

Ladislaus, le successeur de Borna, continua la guerre contre Ljudevit, et fut secouru par une armée qui lui arriva de la Franconie. Malgré ce secours considérable, Ladislaus essuya trois fois une oruelle défaite, et Ljudevit sortit toujours victorieux du combat, jusqu'à la fin, où il perdit la grande bataille sous les murs de Sissek ce qui avait mis son armée dans une telle déroute qu'il a été obligé lui-même de se sauver en Serbie, où il a été très bien reçu par le chupan (*šupan*). Après la défaite de Ljudevit, l'Esclavonie fut soumise au duc Foro-Julius.

L'assertion que Ljudevit, oubliant l'hospitalité du généreux chupan (*šupan*) serbe, l'eût assassiné pour s'emparer du duché, et qu'il

a été forcé aussitôt après de se sauver chez Ljetomisl, un oncle de Borna, qui le fit assassiner à son tour, paraît plutôt un conte bleu, bien qu'il ne contient rien d'extraordinaire pour ce temps-là.

Les Croates, profitant des troubles de l'empire franconien, et de la faiblesse de l'empereur Balbus, qui régna l'an 822 à Constantinople, se rendirent tout à fait indépendants de l'un et de l'autre.

Un document, daté du 4 mars 837, qui contient les privilèges de la cathédrale de Spalatro, nous fait connaître les noms des premiers *veliki chupans* (*šupan*), celui de Mislav et de son successeur Terpmir. Les empereurs dans les négociations leur avaient donné le titre d'un duc de Dalmatie et de Libournie.

Une preuve incontestable que la Croatie a été alors puissante et respectée, c'est que le doge de la fière république de Venise, qui s'appela Gradenigo, avait conclu une alliance avec le chupan (*šupan*) Mius vers l'an 836.

Après la mort du *veliki chupan* (*šupan*) Terpmir son fils Cresimir lui succéda. A cette époque arrivèrent les Sarrasins de l'Afrique sur 36 vaisseaux sous leurs chefs Soldanus, Saba et Calpho. Les barbares dévastèrent Cattaro, Rosa, Budua, et bloquèrent la ville de Raguse pendant 15 mois.

Les Ragusais s'adressèrent alors à l'empereur Basilius Macedo, qui leur envoya au secours, et sans délai une flotte sous les ordres de Nicetas dans le golfe Adriatique. Nicetas ne tarda pas d'en chasser les Sarrasins, qui s'empressèrent de retourner en Afrique.

Les Croates envoyèrent par reconnaissance des troupes auxiliaires à l'empereur Basilius, dont il avait fort besoin en Italie. Procopius, général byzantin, les commandait, mais la fortune de guerre ne lui fut point favorable. Il éprouva une défaite dans la Lombardie et les Croates s'empressèrent de retourner en Dalmatie, où les Narentans, que des écrivains ont pris pour des pirates, et des autres pour des Serbes, avaient ravagé le pays pendant leur absence.

Après la mort de Cresimir régna son fils Miroslav 4 ans.

Il a été assassiné par Pribina. Ces troubles dans l'intérieur et les combats avec les Narentans affaiblirent beaucoup la force de la nation croate. Le grand chupan (*veliki šupan*) Domogoy parvint enfin à pacifier les Narentans.

Après la mort de Domogoy, qui a été un descendant de Terpmir, Sestlav s'empara du pouvoir suprême.

Sestlav se réconcilia avec le Pape et avec l'église occidentale, puisque les Croates, après les secours que l'empereur Basilius Macedo avait envoyés aux Ragusais, s'étaient liés si étroitement et amicalement avec la cour de Constantinople que l'empereur fit partir un certain Cesarianus avec bon nombre de prêtres grecs pour la

Croatie, enfin d'y exciter les sympathies des Croates pour l'église orientale.

En 879 Sestlav fut assassiné par Branimir, qui se fit grand chupan (*veliki šupan*) des Croates.

Ces assassinats continuels des princes s'expliquent facilement par l'exemple de la cour byzantine, où ces horreurs furent toujours à l'ordre du jour durant toute l'époque de la décadence de l'empire oriental, et qui ne purent qu'influencer d'une manière corruptive sur les mœurs des Croates.

Branimir envoya le diacon de Nona, Theodosius, à Rome pour l'y faire consacrer évêque par le Pape. Branimir employa aussi plus tard ce même Theodosius dans ses négociations avec la cour de Rome, qui eurent pour but de soumettre les Bulgares à l'autorité ecclésiastique du chef de la chrétienté, résidant à Rome.

Mutchimir (Mućimir) le fils de Branimir, lui succéda. Il s'appela dans un document en faveur de l'archevêque de Spalatro, daté de Bihatch (Bihać) l'an 892 *Croatorum dux residens in paterno solio* ; à cette époque on remarque sur des documents des signatures qui prouvent suffisamment que la cour ducale croate avait déjà alors ses grands dignitaires, tels que les autres cours dans ce temps en Europe. On lit sur ces documents la signature d'un chupan (*šupan*) *cavallarius*, d'un chupan *camerarius*, *pincarius*, et des chupans (*šupani*) *comitissae*.

Une chronique de l'an 897 fait mention d'un fils du chupan (*šupan*) Gostomil, qui avait quitté cette année la Dalmatie. Il se fit pèlerin, et finit ses jours comme anachorète. Il est connu sous le nom de Saint-Ivan, et ce saint est très vénéré en Bohême.

L'invasion des Magyars sous leur prince Arpad, qui s'avança jusqu'à Bodrogh, où il séjourna quelque temps, d'où il envoya ses troupes dans la Croatie actuelle, qui occupèrent Pohega (*Pošega*) et Valpo, causa une lacune dans l'ancienne histoire dalmate-slave, ce fut un vrai bonheur pour la Dalmatie que les Magyars se tournèrent subitement contre les provinces allemandes, et qu'elle fut délivrée de la sorte d'une invasion magyare. Ce n'est qu'en 914, que nous retrouvons un certain Tomislav, duc de la Croatie.

Pendant son règne, l'an 925, le légat Jean, évêque d'Ancône, avait convoqué une synode à Spalatro, qui se déclara contre l'usage de la langue slave et des lettres de Cyrille dans le rituel de l'église catholique en Croatie. L'évêque de Nona protesta contre la décision de la synode [*sic*], et en appela au Pape. Celui-ci par politique se garda bien de sanctionner la décision synodale et engagea les parties litigeantes [*sic*] d'envoyer leurs délégués à Rome.

Dans un document daté de l'an 1067 nous trouvons le nom de

Pierre Crescimir, mais il paraît qu'il y avait eu encore un autre Crescimir, qui régna après la mort de Tomislav, et qui avait porté le nom de Crescimir Major. Il était sans doute l'aïeul de Pierre Crescimir.

Crescimir Major s'appela Major, parce qu'il avait considérablement augmenté l'étendue de ses états. Sous son règne, et sous celui de son fils, l'histoire fait mention de deux bans, qui furent les lieutenants du duc de Dalmatie, et qui furent très puissants. L'un s'appela Pribina et l'autre Godimir.

Deršislav, le fils de Crescimir Major, après avoir arraché le pouvoir à son père en 990, s'attribua le premier le titre de roi, et fut le fondateur de la dynastie royale de Deršislav. Il régna en Croatie du temps de Saint-Étienne, roi de Hongrie. Il y a un document de l'an 994 du roi Deršislav. Après sa mort Terpmir lui succéda, dont les fils sauvages, Mućimir et Surigna, se disputèrent la succession après la mort de leur père. Mućimir s'allia enfin avec les Narentans et resta vainqueur. Cet homme hardi assaillit les villes maritimes, alliées avec la république de Venise, et s'attira par cette raison la vengeance du doge.

Le doge arma une flotte, fit une descente à Opsora, reconquit toutes les villes maritimes, qui restèrent dorénavant sous la domination de Venise. L'intérieur du pays resta seul aux ducs de Dalmatie. C'est la raison pour laquelle s'explique aisément pourquoi le peuple dalmate parle encore de nos jours dans l'intérieur du pays croate, pendant que dans les villes maritimes la langue italienne y règne presque généralement.

L'historiographe Lucius prétend que les trois fils de Terpmir, Svetoslav, Crescimir et Goislav, lui avaient succédé successivement. Crescimir fit vainement tous ses efforts pour arracher les villes maritimes à la domination de Venise. Zara et les autres villes s'adressèrent au doge de Venise pour en être secourues. Otto Urseolus parut l'an 1018 avec une flotte imposante en face de Zara, y attaqua, vainquit et repoussa les Croates dans leurs montagnes.

Selon l'assertion de Lucius, le fils de Crescimir, Etienne, lui succéda en 1042 après sa mort.

Il fut contemporain de l'empereur Constantinus (Monomachus) et [ne] négligea point d'entretenir des relations amicales avec la cour de Byzance. L'or et l'argent, qu'il distribua largement aux églises, prouvent clairement qu'il possédait des grandes richesses. Après sa mort Pierre Crescimir lui succéda.

Ce fut un prince hardi et entreprenant. On en peut juger par ce qu'il disait de lui-même dans un document de l'an 1069, et où l'on lit ces paroles hautaines : « *Igitur quia Deus omnipotens terra ma-*

rique nostrum prolongavit imperium. » Il paraît que ce roi avait déjà à supporter des guerres contre le roi de Hongrie, André ; au moins les troubles et les conflits à la frontière de Hongrie continuèrent de l'an 1061 jusqu'en 1063, où ils furent enfin apaisés par une circonstance particulière.

Le puissant ban Zvonimir, proche parent de Pierre Crescimir, épousa la fille Lepa, ou selon des autres écrivains, Hélène, du roi de Hongrie Bela I, et en suite de cette alliance s'établit une entente [*sic*] cordiale entre les Croates et les Magyars.

Par rapport à cette princesse Lepa ou Hélène, nous sommes obligés de citer une autre version d'un écrivain qui ne mérite pas moins de confiance que les autres.

Zvonimir avait épousé en premières noces Hélène, prouvé par un document de l'an 1078 ; Lepa a été sa femme en secondes noces ; elle n'a été nullement parente des rois de Hongrie. Un document de 1083 et encore un autre de la même année, sont la preuve qu'Hélène ne vécut plus alors, et que Lepa fut la reine, qui, après l'assassinat de son mari, le roi Zvonimir, s'adressa de concert avec son fils Radovan au roi de Hongrie, le Saint Ladislaus, pour venir à son secours, et pour punir les rebelles et les assassins du roi de Croatie. Le roi de Hongrie, touché par les prières de la malheureuse reine, fonda alors sur la Croatie actuelle, l'occupa et l'organisa à l'instar du royaume de Hongrie, et fonda le siège épiscopal dans la ville de Zagrabie. Après la mort du roi, les Croates se révoltèrent encore et se rendirent indépendants.

Il faut encore revenir au règne de Pierre Crescimir pour raconter cette querelle sérieuse entre lui et le doge de Venise Contarini, qui eut lieu en 1050 pour avoir protégé les habitants de Zara, qui avaient chassé le consul vénitien.

Contarini apparut devant la ville maritime de Zara avec une flotte nombreuse, et força les habitants de la ville de lui prêter de nouveau serment de soumission et de fidélité. On dit aussi que, depuis ce temps, le doge de Venise s'arrogea et porta le titre de duc de Dalmatie.

Crescimir, qui vécut toujours en bonne intelligence avec la cour de Constantinople, ne se laissa pas si facilement intimider, et parvint enfin, en 1067, après plusieurs vaines tentatives, à se rendre maître de la ville de Zara. Crescimir, qui mourut l'an 1073 ou 1074, avait prédestiné Etienne (Stephan), le fils de son frère, pour son successeur, et nous le trouvons dans un document de 1066 désigné sous le titre de duc de Dalmatie, mais un certain Slavico s'empara du trône par force et par ruse.

Slavico ne jouit cependant pas longtemps de son triomphe. Il

fut trahi à son tour en 1075, et livré à ce qu'on dit, par les Croates mêmes aux Normands, qui inquiétèrent à cette époque la côte de la Dalmatie. Ce fait n'est pourtant pas prouvé.

Ce fut alors, qu'on vit Demeter Zvonimir, qui avait épousé Hélène dont nous avons parlé, s'emparer du trône de Dalmatie. Les grands seigneurs croates ne furent pas contents de son usurpation et la partie des mécontents aura dû être bien forte, puisque l'archevêque de Salona, Laurentius même, conseilla à Zvonimir de se jeter dans les bras de la cour de Rome, comme le seul moyen de se soutenir sur le trône. Zvonimir en fut bien convaincu, et s'adressa au Pape, en le suppliant de lui conférer le titre de roi, et de lui envoyer les insignes royaux.

Le pape Grégoire VII fut très flatté de la demande respectueuse de Zvonimir et s'empessa de le satisfaire.

Le cabinet du Vatican, toujours prêt à protéger ceux qui le reconnaissent pour l'arbitre du monde, sait pourtant mettre des conditions à ses faveurs. Aussi la cour de Rome avait exigé de Zvonimir de signer les conditions suivantes avant son couronnement :

I. Qu'il s'appela auparavant *Croatiae Dalmatiaeque Dux*.

II. Qu'il a été élu par le vote unanime du clergé et du peuple : *Rex Croatiae et Dalmatiae*.

III. Qu'il avait reçu en signe de sa dignité royale, un glaive, un drapeau, un sceptre et une couronne (c'est cette couronne, dont on a tant parlé à la diète croate en 1861, et dont personne ne sait ce qu'elle est devenue dans le courant des siècles).

IV. Qu'il promette de soutenir les droits de l'église romaine et de ses serviteurs et qu'il s'oblige en même temps de surveiller leurs mœurs, selon le texte « *ut caste et regulariter vivant* ».

V. Qu'il enverra chaque année aux Pâques 200 *byzantios* à Rome.

VI. Qu'il fera au siège de Rome une donation du couvent de Saint-Georges à Vrana avec les reliques du saint Georges, et avec tous ses trésors, qui furent très considérables.

L'an 1076 au mois d'octobre, Zvonimir fut couronné roi de Croatie et de Dalmatie dans l'église de Saint-Pierre sur les ruines de Salona.

Trois légats furent présents à son couronnement : l'archevêque Gebico, l'abbé Alexius et l'évêque Fulconius. Zvonimir, voulant assurer sa succession à son fils Radovan, avait toujours peur du duc de Dalmatie Stephan, qui existait toujours.

Le roi s'adressa donc au cardinal-légat Pierre, qui à son tour persuada le jeune duc de Dalmatie Etienne d'aller dans un couvent pour délivrer le roi Zvonimir d'une crainte perpétuelle. Stephan (Étienne) se rendit aussi dans un couvent, en faisant semblant de

suivre les conseils du légat, mais il s'y rendit plutôt pour sa propre sûreté que pour faire plaisir au roi. Il s'en évada plus tard pour monter sur le trône de Croatie.

Zvonimir, s'imaginant de se pouvoir soutenir sur le trône par ses concessions pour le Pape, et par son alliance avec la cour de Rome, n'en fit que précipiter sa chute, car sa condescendance pour le Saint-Siège indigna les grands seigneurs croates.

Le Pape avait engagé le roi Zvonimir de faire proclamer la croisade contre les infidèles turcs [*sic*] en Croatie et en Dalmatie. Le roi, qui avait convoqué les grands à la diète de l'an 1087, voulut les forcer à prendre la croix, mais ces seigneurs croates, qui parurent mieux éclairés sur leurs véritables intérêts et ceux de leur pays que la plupart de la noblesse en Europe à cette époque, indignés de ce que leur roi ait voulu les sacrifier à la vanité et à la ténébreuse politique de Rome, s'emportèrent de la sorte contre Zvonimir qu'ils l'assassinèrent en pleine assemblée.

Alors reparut Stephan II (Étienne II) et monta sur le trône que lui avait prédestiné Cresimir. Ce fut le dernier roi de Croatie. Il a été couronné à Sebenico par l'archevêque de Spalatro, et mourut vers l'an 1092.

Après la mort de ce roi, les grands du royaume combattirent les uns contre les autres, et chacun voulut conquérir le trône.

Ce fut la plus triste époque du royaume de Croatie.

CHAPITRE II

Après la mort de Ladislaus, roi de Hongrie, son successeur Kálmán (Koloman) voulut profiter de la discorde et subjuguier le royaume de Croatie, mais les seigneurs croates à l'approche du danger se réunirent, et repoussèrent victorieusement les troupes du roi. Koloman, voyant l'attitude menaçante de la Croatie, eut recours à la diplomatie, et entama des négociations avec les Croates.

Les Croates, las de cet interrègne sanglant de 10 ans, et voulant prévenir à l'avenir une telle catastrophe désastreuse par l'élection d'un roi d'une dynastie étrangère, résolurent d'élire le roi Koloman pour leur roi, et de le faire couronner dans leur pays roi de toute la Croatie.

Les Croates pour garantir leur indépendance nationale et leurs libertés, conclurent un traité avec Koloman, qui est connu sous le nom de *pacta conventa*.

Les Magyars nient l'existence de ces *pacta conventa* puisque l'on ne les trouve pas dans les archives, d'où naturellement les Magyars les ont fait disparaître, et leurs écrivains ont la hardiesse d'assurer que la Croatie a été conquise par Koloman. Ils tâchent de constater leur assertion par l'œuvre historique du decan de Spalatro Thomas, par plusieurs documents de Kálmán, et par l'inscription, qui existe encore sur la tour de Jadra, où il y a aussi un protocole qui parle de la conquête de la Croatie et de la Dalmatie. Toutes ces assertions sont fausses ou mal interprétées.

La confiance des Croates dans la bonne foi du roi de Hongrie ne fut point si aveugle pour ne pas se garantir par un acte public et solennel l'inviolabilité de leur indépendance nationale. Ils envoyèrent donc pour cette raison une brillante députation de 12 grands seigneurs croates à la cour du roi de Hongrie, pour l'engager à se rendre en Croatie, et d'y prêter serment, en présence des états du royaume rassemblés à la diète, d'observer fidèlement les articles du traité conclu.

Koloman s'y rendit aussi en grande pompe et accompagné de la députation croate en l'an 1102, et il fut couronné roi de toute la

Croatie à Belgrad (*Zara vecchia*) en Dalmatie, après avoir prêté le serment que les Croates avaient exigé.

Puisque le roi Koloman avait prêté serment, et au nom de ses successeurs, de ne régler les affaires d'état du royaume de Croatie que dans l'assemblée nationale avec les états du royaume de Croatie, il s'obligea de se rendre tous les trois ans à la diète croate. Il y retourna effectivement en l'an 1105, et la dernière fois en 1108 ; d'après l'évêque Lucius il y arriva aussi en l'an 1111. Le plus précieux document du roi Koloman est celui qu'il avait donné à la ville de Trogir, connu sous le nom *privilegium libertatum*, où il jure au nom de ses successeurs, de tous les magnats, et de toute la nation magyare les articles suivants :

A. L'indépendance souveraine de la Croatie. B. La liberté des élections des chefs civils et ecclésiastiques. C. La constitution légale et nationale. D. La concession qu'aucun Magyar habiterait dans le pays sans le consentement des Croates. E. L'obligation du couronnement et F. le devoir de régler les affaires d'état en personne en Croatie et avec la coopération de la nation.

Le roi Koloman se serait aussi rendu en 1114 à la diète en Croatie, si la mort ne l'eût emporté dans la même année. Son fils Étienne lui succéda, et confirma en l'an 1124 par un serment solennel le *privilegium libertatum* pour assurer la nation croate. Ce document contient en abrégé en latin : « *Ego Stephanus, Colomani Regis filius, Rex Ungariae, Croatiae atque Dalmatiae, anno Domin. Incarn. 1124, Ind. II, nono anni regni mei, eandem libertatem et pacem a patre meo... stabilitam cum episcopis et comitibus et omnibus regni principibus sub ejusdem sacramenti obligatione confirmo et corroboro.* »

Le 14 janvier 1301 mourut le dernier roi de Croatie de la maison d'Arpad, Andreas III, et la nation croate usa de son droit d'élire son roi, en appelant Charles-Robert, fils de Charles-Martel de Naples, sur le trône de Croatie. Au printemps de l'an 1301 une députation nationale se rendit en Apulie pour amener en Croatie le jeune prince, âgé de 13 ans. A Spalato il fut reçu par les représentants de la nation, par le ban de toute la Croatie, Paul comte de Bribir, et conduit après deux mois à Zagrabie, où il fut couronné comme roi de toute la Croatie pour sa personne et ses successeurs. La solennité eut lieu dans la cathédrale.

Louis, le fils de Charles-Robert, lui succéda, qui mourut en 1382, sans une postérité virile. Les Croates élirent le roi de Naples, Charles de Durazzo, qu'une ambassade brillante amena à Zengg, où il descendit en l'an 1385, et d'où il se rendit aussitôt avec les grands du royaume à Zagrabie, où il établit sa résidence. Plus tard les Magyars le reconnurent aussi pour leur roi, et il fut couronné roi de Hongrie,

mais aussitôt après son couronnement assassiné cruellement le 6 février 1386 dans le château de Bude.

Les instigateurs de ce crime atroce ne restèrent pas longtemps impunis. L'assassin Forgach et le palatin Gorjan, ainsi que la reine de Hongrie Marie et la reine veuve Élisabeth, tombèrent le 25 juillet 1386, après un combat meurtrier, entre les mains des Croates. Forgach et Gorjan furent sur la place même décapités, et les deux reines furent emprisonnées dans le château de Novigrad, au bord de la mer, par le ban de Croatie. Les Croates, attaqués par les Magyars pour délivrer leur reine, et par les Vénitiens qui voulurent profiter de la confusion, résistèrent victorieusement aux uns et aux autres ; et les Magyars ne reçurent leur reine que par une capitulation honorable, en vertu de laquelle les Croates rendirent Novigrad et la reine Marie aux Vénitiens, après avoir étranglé la reine veuve Élisabeth qui avait été la cause principale du meurtre du roi croate Charles.

Sigismond, le mari de la reine de Hongrie, Marie, que les Magyars avaient choisi pour leur roi, avait vainement envahi la Croatie, et poussé ses troupes jusqu'à Koprivnica ; car à l'approche de l'armée croate il se retira au mois de mars 1387 jusqu'à Güns en Hongrie. Après son couronnement, Sigismond réussit à délivrer la reine Marie en vertu d'une capitulation, parce que le vaillant ban de Croatie Jean Horvat, fut forcé de se retirer jusqu'à Požega, cédant à la supériorité numérique des troupes bohêmes, magyares et vénitiennes, et trahi par Jean Frankopan, qui le fit prisonnier à Počitelj, et lui donna la liberté en revanche de la liberté de la reine.

Tous ces événements prouvent que les Croates ne furent pas même réunis par un roi commun avec le royaume de Hongrie, et pendant que Sigismond régna en Hongrie après la mort de la reine de Hongrie, les Croates mettent la couronne de la Croatie sur la tête du fils de leur roi assassiné à Zara, 1403. Ce roi fut le Napolitain Ladislaus. Sigismond ne fut reconnu pour roi en Croatie que par une fraction et il n'y gouverna que par le plus puissant dynaste de cette époque, le comte Ulrich, et plus tard Hermann de Čilli et d'Ilok, en sa qualité de *Prorex* de Croatie. Sigismond ne fut jamais qu'un roi titulaire en Croatie.

Les agressions des Turcs forcèrent les nations chrétiennes à s'allier contre l'ennemi commun, et les Croates avaient aussi reconnu Albert, le roi de Hongrie après la mort de Sigismond, pour leur roi, et puis après sa mort le roi de Pologne Vladislav I^{er}, qui fut aussi couronné roi de Hongrie, mais après la bataille et la terrible défaite de Varna, la Hongrie ne put plus être comparée qu'à un homme mourant, d'après l'avis de l'historiographe magyar Fessler même.

Après la mort de Vladislav I^{er} l'union personnelle fut encore rom-

pue entre la Croatie et la Hongrie. Les Magyars élirent pour roi Mathias Hunyady, et les Croates offrirent la couronne à l'empereur du Saint-Empire romain d'Allemagne, Frédéric. Après la mort de Mathias Hunyady les Magyars élirent pour roi Vladislav II, roi de Bohême, et les Croates Jean Hunyady le fils du roi Mathias, et quand celui-ci avait résigné le trône de Croatie, ils offrirent la couronne à l'archiduc Maximilien d'Autriche, et enfin à Vladislav, roi de Bohême et de Hongrie. Sous le dernier roi de Hongrie et de Croatie, Louis II, tout lien fut rompu entre les deux royaumes, car le roi resta mort sur le champ de bataille de Mohacs, et avec le roi tomba la dernière ombre de puissance et de considération du royaume de Hongrie, qui devint alors la proie du sultan Sulejman, que Zapolya avait appelé à l'aide de son entreprise criminelle.

En considération de ces circonstances, il y a vraiment une absurdité d'affirmer que la Croatie avait toujours reconnu la suprématie du royaume de Hongrie. Les écrivains magyars ont oublié qu'on avait appelé le plus grand héros croate, Christoph Frankopan, *defensor totius Croatiae*, et la nation croate *antemurale Europae*, puisqu'il avait anéanti une armée de 20.000 Turcs à Jajce, à une époque où la nation magyare ne compta plus pour rien.

Au mois de novembre 1526, les Magyars choisirent pour leur roi l'archiduc Ferdinand I^{er}, roi de Bohême, mais pour cette raison il ne fut pas encore roi de Croatie. Ferdinand fut trop prudent pour l'ignorer.

Ferdinand envoya donc en sa qualité de roi de Bohême une ambassade à la diète croate, pour y parler en sa faveur, et le faire élire roi de Croatie. Les membres de l'ambassade ne furent point des Magyars, mais des dignitaires bohêmes et allemands et conduits par le héros de Güns [Kisek], Nikola Jurišić, qui appartenait à la nation croate.

Les représentants de la nation croate élirent alors le roi de Bohême pour leur roi, et déclarèrent en même temps la royauté héréditaire dans la famille de Ferdinand par la formule suivante : « *Ferdinando Bohemorum Regi eiusque consorti... tanquam veris, legitimis et naturalibus haeredibus ac Regi et Reginae regni Croatiae eorumque haeredibus... quodque nullo unquam tempore deinceps aliquem alium in Dominum aut Regem nostrum acceptare vel recognoscere velimus, praeter Majestates suas earumque haeredes.* »

Cette déclaration, laquelle garantit l'hérédité dans la maison de Habsbourg, est autant plus intéressante et importante, puisqu'elle prouve, plus que toute autre assertion, que la nation croate fut toujours indépendante de la couronne de Hongrie. C'est connu que les Magyars n'avaient stipulé l'hérédité dans la maison de Habsbourg

que sous Léopold I^{er} (*Decret IV. Leopold I. Regis de A. 1687. Art. 2 et 3 in corp. J. hungarici*) et il est donc clair que les Croates n'avaient pas besoin d'attendre la décision de la diète magyare. Les Croates avaient de tout temps leur roi croate, leur représentant du roi, le ban, le titre de royaume de Croatie, leur armée nationale sous les ordres du ban, leur drapeau et leur sceptre, leurs armes et leurs sceaux royaux, leur protonotaire du royaume, et leurs représentants de la nation indépendants du royaume de Hongrie, qui se rassemblèrent alors à un couvent, comme on disait alors *Conventus, Congregatio generalis* et *Diaeta*. Les Croates avaient aussi leurs propres juges, *Judices Regni Ordinarios*. Contre ces dates historiques les bavardages des écrivains magyars, qui parlent de la Croatie comme d'une province subjuguée ou dépendante de la couronne de Hongrie, ne méritent pas la moindre attention.

Les Croates restèrent toujours fidèles à la maison d'Autriche, et rendirent des immenses services à l'empereur Ferdinand II, roi de Croatie, contre les malcontents en Hongrie, et sous Léopold I^{er} ils furent aussi à l'assaut de Bude. Toujours à la tête de l'armée impériale, les Croates s'étaient bien mérités de l'Autriche, et surtout sans la frontière militaire croate la maison d'Autriche n'aurait pu conserver le royaume de Hongrie, qui s'était toujours révolté contre la maison royale de Habsbourg.

Dans le xviii^e siècle les Croates fournirent la plus éclatante preuve de leur indépendance de la couronne de Hongrie, en acceptant les premiers la sanction pragmatique du roi Charles III (l'empereur Charles VI). Les états du royaume de Croatie, réunis à la diète dans la ville de Zagrabie, déclarèrent le 9 mars 1712 l'hérédité féminine pareillement légale pour le trône de Croatie, sans se soucier des intentions de la nation magyare, laquelle n'accepta que 11 ans plus tard la sanction pragmatique, en l'an 1723 à la diète de Hongrie.

Pour cette raison la brochure d'Étienne Horvath, *custos* de la bibliothèque au musée hongrois à Pest, laquelle porte le titre : *Sur la Croatie comme une province subjuguée et partie intégrante du royaume de Hongrie*, et parue à Leipzig chez François-Charles Köhler, ne peut exciter que pitié, et un profond mépris pour les historio-graphes magyars.

Il faut vraiment une grande ignorance pour soutenir que les royaumes de Croatie et d'Esclavonie faisaient toujours partie du royaume de Hongrie, quand on sait, par des dates historiques, que l'Esclavonie était tombée dans le xvi^e siècle entièrement entre les mains des Turcs, et que l'empereur Léopold l'avait peu à peu arrachée aux Turcs, et enfin conservée après la paix de Karlovic en 1699. La Croatie au contraire se rendit, après la bataille de Mohacs,

sous la protection de l'Autriche, et se souciait fort peu de sa confédération avec le royaume de Hongrie, qui n'avait pas même les moyens de se défendre tout seul contre les armées turques.

Les rois de Hongrie ne pouvant gouverner la Croatie du fond de la Hongrie ou de Vienne d'après le traité conclu, laissèrent gouverner ce royaume par des bans indigènes, qui furent obligés de prêter serment de fidélité au roi de Hongrie, et puis à la diète croate ils jurèrent sur l'évangile en présence des états du royaume de soutenir, observer, et défendre les droits municipaux, les privilèges et les libertés et la nationalité de la nation croate. Cet usage s'est conservé jusqu'à l'an 1848, où le ban Jellačić prêta le même serment sur la place de la Sainte-Catherine à Zagrabie en présence des états des royaumes de Croatie et d'Esclavonie, et de nos jours le ban baron Šokčević prêta encore le même serment le 15 avril 1861. dans la salle de redoute en présence des états à Zagrabie.

Les rois de Hongrie eurent aussi toujours grand soin de ne pas violer les droits municipaux des Croates ou de blesser leur orgueil national, connaissant l'esprit vif, le caractère opiniâtre et la bravoure téméraire de cette nation guerrière. On se souvenait fort bien de la terreur qu'avait répandue Isolani avec ses Croates en France en 1636, où les habitants de Paris se sauvèrent à Chartres et à Orléans, quand la nouvelle y arriva que le fameux général d'empire d'Allemagne, Jean de Werth, avec ses terribles cuirassiers allemands et avec les téméraires Croates d'Isolani, s'avança sur Paris. Bien que le cardinal-infant s'était arrêté avec ses 35.000 hommes à Corbie, Richelieu avait encore une garnison de 20.000 à Paris. Mais malgré cela les seigneurs français n'eurent pas honte de demander des sauvegardes de Jean de Werth pour protéger leurs châteaux contre la fureur des Croates d'Isolani.

Les bans de Croatie surent toujours soutenir les libertés de la nation croate et défendre l'indépendance du pays de la couronne de Hongrie. Il y avait des bans très puissants en Croatie, tels que Zriny et Frangipani. D'après l'ancienne constitution magyare, la législation se fit à la diète du royaume par le consentement commun de deux chambres, celle des députés et celles des magnats, et par la sanction du roi.

Le ban de Croatie, depuis que les Croates avaient consenti de prendre part à la diète de Hongrie, occupait de droit la seconde place parmi les grands dignitaires du royaume (*septem barones regni*) à la table des magnats.

Tous les comtés de Hongrie envoyèrent deux députés à la chambre des députés. Le royaume de Croatie ne s'y conforma jamais. Pour garder aussi les apparences de leur autonomie, la Croatie ne se fit

présenter à la diète du royaume que par trois délégués, dont l'un siégeait de droit à la table des magnats, et les deux autres se rendirent à la chambre des députés. Les lois, acceptées par les états de Hongrie et sanctionnées par le roi, n'eurent point force de loi en Croatie jusqu'à ce qu'elles ne furent acceptées et proclamées par les états croates à la diète du royaume de Croatie, qui a été presque toujours convoquée après celle du royaume de Hongrie.

Dans la lutte parlementaire entre les Croates et les Magyars depuis l'an 1825, où pour la première fois la voix d'un capitaine de houzards, du comte Étienne Széchényi, avait réveillé la nationalité magyare d'une longue léthargie, et, sans le vouloir, excité dans ses compatriotes le désir de s'arroger la suprématie sur la Croatie, les orateurs magyars ont vainement essayé de contester les droits et l'indépendance du royaume de Croatie, constatés et prouvés par les articles sanctionnés dans le code législatif de la Croatie depuis l'an 1492, par Ladislaus II, et de l'an 1609 jusqu'en 1634, par Ferdinand II, puis encore de l'an 1644 jusqu'à l'an 1684, par Léopold I^{er}, et enfin par l'article 120 de l'an 1715 sous le règne de Charles VI, le père de Marie-Thérèse et l'auteur de la sanction pragmatique.

La Croatie avait toujours conservé son caractère fédératif par rapport à sa réunion avec le royaume de Hongrie sous la couronne de Saint-Étienne et la devise du célèbre ban de Croatie Jean comte Erdödy : *Regnum regno non prescribit leges !* fut aussi celle du ban Jellačić en 1848, qui s'était mis à la tête de la nation, le sabre à la main, pour en défendre l'inviolabilité.

Si quelques-uns de mes lecteurs se voudraient encore mieux convaincre de la véracité de mes assertions et citations, ils n'auront qu'à lire la savante dissertation de Louis Farkas-Vukotinović, qui parut en 1845 à Zagrabie sous le titre : *Regni Slavoniae erga Hungariam legalis conrelatio*, et les brochures d'Eugène Kvaternik, écrites en 1861.

CHAPITRE III

La Croatie, la Transylvanie, et les peuples du royaume de Hongrie mêmes, réunis sous la couronne de Saint-Étienne, sont de différente nationalité, dont chacune a sa langue originale, ses mœurs et habitudes spéciales.

Il y a 4 races et autant de langues primitives en Hongrie, savoir : la race valaque ou daco-roumaine, la race slave, la race magyare, et la race allemande. Dans le royaume réuni de Croatie et d'Esclavonie il n'y a, qu'à peu d'exceptions près, que des Slaves serbo-croates. La Transylvanie est peuplée de toutes les races, parmi lesquelles la race daco-roumaine ou valaque est la plus nombreuse, et pourtant la seule qui ne jouit pas des mêmes droits politiques dans le pays que les autres races.

Il fallait donc à tant de différents peuples réunis sous la couronne de Hongrie une langue diplomatique pour délibérer et pour s'entendre à la diète de Hongrie, pour promulguer les lois, et encore pour la correspondance officielle autant dans l'intérieur du royaume de Hongrie, qu'avec les autres pays réunis sous la couronne de Hongrie. Pour ne pas blesser l'amour-propre des différentes nationalités en préférant l'une à l'autre langue de ces quatre races, on avait choisi la langue latine, une langue morte, pour la langue diplomatique. Cette sage institution se date encore du règne de Saint-Étienne, et avait donné preuve de la profonde politique et de la sagacité de ce roi de Hongrie en l'an 1000. Tant que la langue latine a été respectée, et qu'on n'avait pas rompu fièrement le lien qui unissait tous les peuples de Hongrie ensemble, comme des frères et des bons voisins, la marche des affaires publiques alla bon train sans incommoder personne, et sans blesser la vanité nationale ni des uns ni des autres.

Les Croates et les Magyars vécurent depuis leur réunion volontaire en parfaite harmonie. Ils avaient alors les mêmes intérêts politiques à défendre ou à protéger ; ils avaient combattu ensemble sur les mêmes champs de bataille ; ils avaient partagé les mêmes peines et les mêmes soucis, ils avaient conquis les mêmes lauriers ou essuyé les mêmes défaites. Ils avaient donc tout en commun, jusqu'à l'hon-

neur et à la honte, à la guerre ou à la paix, à la prospérité ou à la détresse.

Il n'y avait ni rivalité ni inimitié entre les Croates et les Magyars. Les Magyars furent alors loin de s'arroger une suprématie, et les Croates nourrissaient au contraire de fortes sympathies pour leurs nobles confrères, plus riches et plus généreux, ainsi que pour la langue magyare que les aristocrates firent apprendre à leurs enfants, qui à leur tour se vantèrent d'être de la noblesse magyare, et qui se trouvèrent alors offensés quand on les nommait Croates. Naturellement que nous ne parlons que de la noblesse croate, et surtout de la haute aristocratie de ce royaume, car dans ce bon vieux temps les roturiers et le bas peuple ne comptèrent pour rien, et en Croatie comme en Hongrie on ne désigna le peuple que par cette avilissante expression *miseræ plebs contribuens* ! Cette expression était cependant juste, car toutes les prestations, toutes les charges et tous les impôts ne pesèrent que sur les paysans et les roturiers. La noblesse fut exempte de tout, et ne parut exister que pour consommer, en latin *fructes [sic] consumere nati* !

Les sympathies pour les Magyars se sont conservées parmi la haute noblesse en Croatie, à peu d'exceptions près, jusqu'à nos jours, et se manifestèrent d'une manière éclatante dans la lutte des Croates contre la suprématie magyare avant et après l'an 1848, et même à la diète croate de 1861. Une partie de la petite noblesse, qui voulut se donner du relief par leur liaison avec la haute aristocratie, penchait aussi du côté du parti magyar en Croatie, et la noblesse campagnarde du noble district de Turopolje, docile instrument entre les mains de leur comte terrestre Daniel Jozipović, était dévouée de corps et d'âme au parti magyar.

Il n'y a point de doute que les Croates se seraient magyarisés d'eux-mêmes et de bonne volonté, si les Magyars n'eussent pas commis la faute de vouloir les y forcer avec tant d'arrogance et si peu de ménagement. La fureur de la suprématie et de la nationalité exclusive des Magyars en Hongrie, leur folie inconcevable de vouloir tout d'un coup faire parler et écrire tout le monde en langue magyare, ne firent qu'irriter les différentes nationalités, surtout les Croates les plus fiers et les plus fougueux, et ne fournirent que l'occasion de constater encore la vérité de l'axiome, *Actio ! Reactio !*

Depuis l'an 1825, où à la diète de Hongrie à Presbourg le premier discours du comte Étienne Széchenyi en langue magyare avait réveillé la nationalité magyare en sursaut, et produit pour ainsi dire l'effet d'une lance de feu mise à un baril de poudre, l'élément magyar fit des progrès si rapides en Hongrie, qu'après quelques années les états de ce royaume n'avaient rien autant à cœur que

de remplacer la langue diplomatique latine par la langue magyare !

L'empereur d'Autriche, François I^{er}, roi de Hongrie, et tous ses ministres s'opposèrent carrément à cette infraction de la constitution du royaume de Hongrie qui avait institué la langue latine comme langue diplomatique dans ce royaume, et qui y servit d'un lien politique aux différentes nationalités de Hongrie depuis huit siècles.

Le prince archichancelier Metternich, qui connaissait parfaitement bien les idées séparatistes des Magyars, et la force politique qu'elles gagneraient par la sanction de la langue magyare comme langue diplomatique, fit tous ses efforts pour faire avorter le projet des états de Hongrie. L'empereur François I^{er}, qui en prévit les funestes conséquences aussi bien que le prince Metternich, refusa constamment la sanction de cette loi, d'où, un jour, comme de la boîte de Pandore, devaient sortir tous les malheurs pour la belle Hongrie.

L'arrogance des Magyars commença cependant, quoique lentement, à révolter l'amour-propre et puis le sentiment national des Croates.

La plume des capacités littéraires slaves en Croatie ouvrit le combat national contre la suprématie magyare dans les feuilles publiques, qui devait finir un jour sur le champ de bataille en Hongrie les armes à la main.

En l'an 1826, nous lisons déjà un article dans la gazette de Zagrabie, sorti de la plume du jeune docteur ès lettres Louis Gaj, qui s'efforça le premier d'éveiller le sentiment et la fierté nationale de ses compatriotes, de leur inspirer un amour noble pour leur langue maternelle, si flexible et sonore, et enfin d'encourager leur résistance contre l'empiètement de la suprématie magyare sur le sol sacré de leur patrie.

L'exemple de Gaj donna l'impulse [*sic*] à d'autres auteurs, qui, de ce moment, se mirent à l'œuvre pour travailler l'esprit public en faveur de leur nationalité slave.

En 1826 parut aussi l'œuvre de Paul-Joseph Šafařík, *L'histoire de la langue slave et de la littérature de tous ses idiomes*. Šafařík y prouva l'unité de la langue slave, et par conséquent l'unité de la race slave. Cette idée fit naître le panslavisme, que le prédicateur luthérien à Pest, Jean Kollár, expliqua en faveur des espérances de ceux qui s'étaient enthousiasmés pour la fondation d'un grand empire slave, qui devait s'étendre de la Poméranie et de Prague jusqu'à Moscou, de Constantinople à Pétersbourg, de Raguse aux pays des Cosaques et de Kamtschatka à Japon, et dont le nom serait Panslavonie ou Panslavie. Kollár exhala cette idée et ses senti-

ments panslavistes dans son épopée lyrique *Slavy Dcera* (la pucelle slave).

Les extravagances de Kollár ne firent pas grand plaisir au gouvernement de Vienne, et n'obtenaient non plus l'approbation des Slaves en Autriche, qui, jaloux de leur nationalité politique et de l'histoire glorieuse de leurs patries, n'avaient nullement envie de laisser anéantir leur passé et leur avenir par la fondation chimérique d'une Panslavie. Le Polonais si fier, le Tchèque si entêté, le Croate si orgueilleux, tous, à l'exception de quelques têtes exaltées et moins solides, rejetèrent les idées de Kollár. Le manuscrit de Štur, *L'avenir du monde slave*, qui circulait dans les provinces slaves après les événements de 1848 et 1849, n'avait pas un meilleur succès, puisque son programme de faire absorber toutes les différentes nations slaves par un grand empire russe, et de reconnaître l'église orientale pour la véritable église nationale slave, avait répugné autant à la fierté nationale qu'au sentiment religieux de tant de différents peuples slaves.

Gaj, loin de s'occuper de telles extravagances, esprit habile et s'accommodant facilement aux circonstances politiques, fut le plus intrépide et le plus acharné des écrivains croates à cette époque. Il attaqua sans cesse l'élément magyar, qui menaçait déjà d'absorber toutes les autres nationalités qui se trouvèrent réunies sous la couronne de Hongrie. Gaj revint toujours à la charge sans se laisser intimider par sa position presque encore isolée. Gaj fut, en un mot, le champion littéraire de la nationalité slave des Croates et devint bientôt le favori de tous les patriotes dans le royaume croate-slavonien, et sa popularité se répandit avec une étonnante rapidité parmi tous les peuples yougoslaves.

Bientôt il y avait en Croatie deux partis qui s'étaient formés par l'agitation du docteur Louis Gaj et par ses nombreux partisans. Le parti de Gaj se regarda à juste titre comme le parti national, et l'autre parti, qui se déclara ouvertement en faveur des tendances magyares, a été alors désigné par les patriotes sous le nom des Magyaromanes ou Magyarons.

Les membres de la haute aristocratie furent pour la plupart des Magyarons. Le haut et le bas clergé prirent de prime abord le parti national, et il n'y en avait que fort peu d'exceptions commandées par les circonstances, par exemple le curé de Gorica, le chef-lieu du district noble de Turopolje, a été Magyaron, parce que tous les paysans de Turopolje sont des nobles de Hongrie par un diplôme du roi de Hongrie Bela, et furent influencés par leur chef, le comte de Turopolje (*Comes turopoliensis*) Daniel Josipović, Magyaron engagé, de la sorte qu'ils avaient épousé la cause magyare.

Le prince Metternich, qui fut alors le tout puissant ministre de l'empereur d'Autriche François I^{er}, et puis de Ferdinand I^{er}, qui lui succéda en 1835 sur le trône, voyant l'opposition croate se former contre la suprématie magyare, et comprenant bien quel avantage il en pourrait tirer pour la consolidation de l'autorité royale, qui a été sensiblement affaiblie en Hongrie par la faiblesse et le malheureux système gouvernemental de l'archiduc palatin Joseph, prit la résolution, au fond de son cœur voilé ordinairement pour tout le monde, à protéger l'opposition croate contre les Magyars, et d'en tirer aussi autant que possible des avantages pour le gouvernement impérial. Metternich, qui avait bien étudié son Machiavelli, avait aussi approuvé la maxime politique de ce génial secrétaire de Florence, *Divide et impera*, dont l'application était clairement indiquée pour un état polyglotte tel que l'Autriche.

Metternich chercha donc un instrument politique pour servir à ses desseins secrets. Il le trouva tout fait et sans beaucoup de peine, dans la personne du jeune docteur Louis Gaj, d'autant plus docile puisque ses principes politiques et ses sentiments patriotiques s'accordaient parfaitement avec les intentions politiques du prince Metternich.

Gaj fut donc indirectement, par des hommes de confiance du puissant ministre des affaires étrangères, encouragé et soutenu dans son combat littéraire en faveur de la langue croate, et dans son opposition contre la suprématie magyare et les démarches des Magyarons en Croatie en faveur de l'élément magyar. Gaj, qui avait autant d'esprit que de sagacité politique, se trouva bientôt avec sa chaloupe canonnière littéraire dans l'eau navigable, et voyant qu'il avait le vent en poupe, en profita autant que possible pour la cause nationale, pour les intérêts du gouvernement impérial et du prince Metternich, et sans négliger en même temps ses propres intérêts, car *amor incipit ab ego* [*sic*], et quiconque voudrait nier cette vérité est un hypocrite ou un nigaud.

Gaj, en relation secrète avec la chancellerie d'état à Vienne, entra en scène avec autant plus de hardiesse et d'assurance que son rôle d'agitateur national n'avait plus rien à craindre du gouvernement impérial. Gaj reçut en 1835 le privilège pour l'édition d'une gazette illyrienne et d'un feuilleton nommé *Danica hervatska, slavonska i dalmat[in]ska*, qui fut le premier journal slave en Croatie, et qui devint en peu de temps une arme spirituelle très puissante par la manière dont il avait su se servir contre le parti magyar. En 1837 il fonda une imprimerie illyrienne. La gazette illyrienne s'accorda sous cette dénomination parfaitement à l'Illyrisme, qui avait pris alors naissance, et dont l'existence éphémère avait tant fait parler,

et dont nous parlerons à notre tour un peu plus tard, après avoir donné à nos lecteurs quelques détails biographiques sur le docteur Louis Gaj, qui aura sans doute déjà excité leur curiosité, et que nous allons faire connaître avec quelques traits de plume.

Le docteur ès lettres Ljudevit (Louis) Gaj est né à Krapina en Croatie l'an 181. [*sic* / 1809] ; son père, qui était arrivé de la Bohême, y avait une pharmacie, et mourut avant que son fils, à qui il avait donné une éducation soignée, était entré en scène politique.

Louis Gaj avait fait ses études sérieuses à l'université de Leipzig, où il avait aussi reçu le grade d'un docteur ès lettres. Il se rendit aussitôt après à Zagrabie, la capitale de la Croatie, y prit son domicile et s'y fixa pour toujours, où il s'occupa de la littérature.

Le combat de langue était alors déjà engagé dans le pays ; et la lutte contre la suprématie magyare lui fournit l'occasion de faire preuve de son patriotisme éclairé, de son talent publiciste et de sa capacité littéraire. Des circonstances heureuses le protégèrent ; sa renommée et son avenir parurent assurés.

Gaj s'était le plus mérité de sa patrie et de la nationalité yougoslave par ses efforts de perfectionner l'idiome croate, et d'épurer cette langue. Il créa une nouvelle et meilleure orthographe, laquelle a été généralement adoptée par les écrivains croates et slovoniens ; même en Bohême et dans les autres provinces slaves en Autriche cette orthographe a été reçue favorablement, et aurait été sans doute partout acceptée par les Slaves autrichiens, si quelques savants pédants, surtout en Carniole, n'eussent pas fait opposition par amour-propre ou par la crainte de voir leur idiome et celui des autres provinces slaves absorbé par la langue serbo-croate. Il se pourrait bien aussi que quelques littérateurs slaves, inspirés par la crainte d'un panslavisme littéraire, se fussent opposés à la nouvelle orthographe de Gaj en faveur de leur dialecte local.

Gaj arriva sans fortune à Zagrabie, et puis se maria avec Pauline Krizmanić, fille d'un capitaine et sœur d'un officier de l'état-major de l'armée impériale, qui s'y trouve encore avec le grade de colonel. Elle a été élevée dans la maison de son oncle l'abbé Krizmanić à Bistrica, et a été une très belle personne.

A son début Gaj n'avait à sa disposition que sa plume et ses talents ; aussi fut au commencement son ménage très modeste, et sa femme n'avait pas même une servante pour la servir ; mais la plume de Gaj, son activité, ses liaisons, et peut-être quelque secours d'argent de la part de Metternich, que celui-ci lui fit parvenir en secret pour récompenser son zèle patriotique, qui fit tant de plaisir à ce prince, ne manquèrent pas d'augmenter ses revenus considé-



LJUDEVIT GAJ

(LITHOGRAPHIE DE 1848)

ablement, et sa position sociale s'améliora tous les jours à vue d'œil. En 1837 nous voyons déjà le docteur Gaj fonder une imprimerie à Zagrabie, qui surpassa bientôt celle de Župan, qui fut la seule qui existât alors dans la capitale de Croatie. En 1846 il acheta la belle maison dans la rue des Seigneurs qu'il possède encore, la restaura entièrement et la meubla convenablement. Il y fit transporter son imprimerie, l'agrandit considérablement, et y établit des presses mécaniques.

En 1854 Gaj acheta l'imprimerie de Župan, la réunit avec la sienne, et jouit de cette manière d'un monopole qui fut alors un Pérou pour lui. En 1858 il avait encore agrandi l'aile du bâtiment où se trouve établie son imprimerie, de la sorte que ce pavillon est actuellement à peu près si long que la cathédrale de Zagrabie.

L'appétit vient en mangeant, et M. Gaj, qui jouissait alors déjà de revenus dont maint seigneur en Croatie l'enviait, n'en parut pas encore contenté. Il acheta en 1851 la terre de Mirogoj de l'aubergiste Rosenkranz, qui se trouva sur une haute montagne à une demi-lieue de la ville de Zagrabie, l'arrondit en se mettant en possession des vignes, des champs et des prairies voisines, y fit construire une maison de campagne en bois, qui avec sa tour du devant a l'air d'une habitation turque. Il fit des dépenses considérables pour construire une belle route, qui conduit jusqu'au haut de la montagne ; il a été obligé d'aplanir les sinuosités du terrain et de remplir des profondeurs et des fossés pour en parvenir au but.

Enfin il parut que le docteur Gaj eût voulu créer un second Maximir ou Jurjaves à Mirogoj, et que cette manie lui coûta cher, car on remarqua que depuis l'acquisition de Mirogoj il a été obligé de faire, malgré ses revenus considérables, des emprunts, et, comme il est bien difficile de se procurer de l'argent à Zagrabie, il se trouva souvent obligé dans un embarras pressant de se jeter dans les bras des Juifs, ce qui fit la cause principale de sa faillite en 1858 ; mais comme cet événement appartient à une époque plus reculée, nous en parlerons à son temps dans la suite de ces mémoires.

Gaj avait poussé son amour pour la nationalité slave jusqu'à donner même à ses enfants des noms serbes. Sa fille unique et l'aînée de ses enfants s'appelle Slava ; son fils aîné Velimir ; le puîné Svetoslav et le cadet Milivoj. Les enfants de Gaj paraissent avoir hérité de leur père l'amour de la nationalité, et son activité et ses talents ; car Mademoiselle Slava, à peine 18 ans, vient de traduire un roman italien en croate, qu'elle a l'intention de faire imprimer ; et son fils Velimir, à peine 16 ans, paraît déjà un puits d'érudition, qui connaît aussi bien sa langue maternelle que le grec, où il surpasse

déjà maint professeur de langue grecque dans les gymnases ordinaires. Svetoslav trahit beaucoup de talent pour la mécanique ; et même le plus jeune ne manque pas de capacité. A l'honneur du docteur Gaj il faut avouer qu'il avait su très bien élever ses enfants, car tous sont modestes, assidus, polis, attachés à leurs parents, et bienveillants pour tout le monde. C'est encore de nos jours un mérite de savoir bien élever ses enfants.

Gaj, qui avait joué un rôle si brillant en Croatie et dont la renommée parcourut les provinces slaves jusqu'à Sarajevo, Belgrade et Moscou, et dont nous allons parler actuellement par rapport aux événements de l'époque que nous allons tracer à nos lecteurs, vécut après l'an 1848 comme un simple campagnard, qui ne parut occupé que de la culture de ses vignes et de ses champs de blé, qui ne se rendit en ville qu'à contre-cœur pour surveiller ses intérêts pécuniaires par rapport à son imprimerie, et qui ne trouva plus de plaisir qu'au sein de sa famille, et en conversation avec quelques amis intimes, qui lui étaient restés fidèles, et avec qui il pouvait sans gêne remonter le fleuve de sa vie agitée. Le docteur Louis Gaj de l'an 1858, et le triumvir Gaj de l'an 1848 se ressemblent comme Götz de Berlichingen à un chevalier en gants glacés. La police de Vienne, s'il est vrai qu'elle l'avait fait surveiller après 1848, a eu bien tort ; car Gaj avait perdu son nimbus depuis que le ban Jellačić parut sur la scène politique en Croatie ; et l'affaire avec le vieux prince Miloš Obrenović l'avait compromis à tort ou à raison ; et le nombre de ses partisans s'est aussi beaucoup diminué.

Les intérêts particuliers mêmes de Gaj et les soins pour sa famille, qu'il aime tant, réclament l'ordre, la tranquillité et la stabilité. Il n'y a rien à craindre pour le gouvernement de la part de Gaj ; au contraire, si l'on savait le prendre, on en pourrait tirer autant d'avantages pour la bonne cause que le prince Metternich en avait su tirer.

Gaj pourrait bien s'écrier aujourd'hui *Sic transit gloria mundi*, quand il pense à l'an 1839, où il a été honoré d'une bague en diamants de l'empereur Ferdinand I^{er}, et à 1846, où en passant par Dresden à Berlin, pour y découvrir des manuscrits slaves, y avait reçu une audience privée chez Frédéric-Auguste, roi de Saxe qui lui donna une broche en diamants d'une grande valeur. Ce roi visita aussi, accompagné de Gaj en 1846, Krapina, sa ville natale. Le colonel Joseph baron Jellačić, puis ban de Croatie, s'y trouva alors dans la suite du roi, qui parcourut les montagnes de la Croatie en vrai naturaliste pour herboriser. Jellačić, le lieutenant-colonel Kerpan, et encore quelques officiers, qui avaient accompagné le

roi, furent alors décorés de la croix civile pour le mérite, ordre royal de Saxe ¹. Gaj avait éveillé la nation croate par un appel irrésistible à leur ardent amour pour leur nationalité, et pour leur indépendance politique de la couronne de Hongrie ; Gaj avait créé l'opposition croate, et préparé ainsi les éléments dont le ban Jelčić avait besoin pour soulever la Croatie contre la suprématie magyare en faveur du trône de la monarchie autrichienne, et quelques années plus tard nous le voyons arrêté, arraché à sa famille, et conduit en prison à Vienne pour avoir écrit une lettre de recommandation à Knićanin en faveur de Čaplović, qui voulait passer à Belgrade pour y obtenir une place, et qu'on avait mal interprétée à Vienne, parce qu'on l'avait mal traduite en allemand. Ce ne fut qu'une pure mésintelligence, et Gaj fut mis en liberté, mais cette affaire lui donna à réfléchir sur la vicissitude humaine et sur l'inconstance de la fortune humaine.

Nous demandons pardon à nos lecteurs d'avoir devancé le fil de l'histoire, en parlant du docteur Gaj ; et nous allons retourner à l'époque, où il commença à jouer son grand rôle en Croatie, qui en fit une célébrité du jour.

¹ Le plus grand triomphe, dont Gaj se pourrait à juste raison vanter, fut l'accueil solennel qu'on lui avait préparé à Zagrabie après son retour de Raguse en Dalmatie, où on le fêta comme le régénérateur de la littérature slave, et de Cetinje en Montenegro, où le Vladika même le distingua d'une manière éclatante, puisqu'il le regarda comme un homme qui s'était bien mérité de la nationalité slave. Le 10 juillet 1846, le jour de son arrivée, on l'honora d'une grande sérénade à flambeaux, et des tonnerres de *živio* retentirent après chaque mélodie nationale. Le poète illyrien Paul Stoos le chanta, cet ami du peuple, dont la renommée et l'immense popularité se trouvèrent alors au zénith de sa gloire nationale.

CHAPITRE IV

Gaj, sûr de la protection secrète du prince Metternich et du gouvernement impérial, qui voyait avec plaisir se former une forte opposition en Croatie contre la suprématie et les tendances séparatistes des Magyars, entra avec autant plus de hardiesse en lice contre les adversaires de la nationalité croate que le nombre de ses partisans et sa popularité parmi les Yougoslaves s'augmenta. A la tête du parti national se trouva le vieux comte Janko Drašković, d'une des premières familles en Croatie, qui avait donné jadis plusieurs bans à ce royaume, et qui a été toujours très considérée dans ce pays. Gaj jeta hardiment le gant aux Magyars avec la ferme conviction que son défi sera salué avec enthousiasme par toute la population slave en Hongrie, qui entoure comme un cercle la race magyare à peine de 4 millions, et qui, le double en nombre, la pourrait pour ainsi dire étouffer et la faire trembler toujours pour son existence.

Une véritable puissance auxiliaire a été pour Gaj la gazette illyrienne qu'il avait fondée en 1835.

La littérature slave, qui, après ses jours de gloire et prospérité dans l'ancienne république de Raguse, était presque retombée dans le néant, reprit un nouvel essor et fit des progrès si rapides pendant cette longue lutte nationale et parlementaire en Croatie qu'elle se trouva bientôt au niveau de perfection avec celle des Magyars, dont la langue pauvre avait, malgré des efforts dignes de louanges, beaucoup plus d'obstacles à vaincre que la langue croate, qui n'avait qu'à fouiller les trésors littéraires de 80 millions de Slaves pour s'enrichir et embellir, pendant que la langue magyare ne put marcher que lentement en créant des mots tout nouveaux, et des phrases entières pour exprimer fidèlement le sens des idées nouvelles du genre humain.

Gaj, qui se dessina déjà en vrai agitateur dans sa patrie, donna bientôt ombrage à l'archiduc palatin de Hongrie, qui, par la force d'une influence inévitable des habitudes contractées, et par son si long séjour de presque d'un demi-siècle à Budapest, était devenu, sans s'en apercevoir, Magyar. Par cette raison s'explique aisément sa pré-

dilection pour la race magyare, et son aversion pour l'opposition nationale des Croates.

L'archiduc palatin Joseph, ne comprenant rien à cette hardiesse et agitation remuante du jeune docteur Gaj, le prit bientôt en horreur et ne manqua pas d'inspirer la même aversion au ban de Croatie, qui fut alors le général de cavalerie baron Vlasits, qui a été toute sa vie militaire, parmi les houzards ou à la tête des houzards, et qui comprenait encore moins le but de l'agitation nationale de Gaj. Aussi éclata-t-il toujours en colère, quand on lui parla du docteur Gaj, qui fut, comme on dit, sa bête noire.

Le prince Metternich et la cour impériale furent cependant si contents de l'effet qu'avait produit l'opposition croate sur les Magyars, dont l'arrogance parut pour le moment céder à une certaine déférence pour les désirs du cabinet impérial, qu'on avait décidé à Vienne de récompenser les efforts et les services que le docteur Gaj avait rendus au gouvernement par une bague en brillants d'un assez grand prix.

Le prince Metternich ne fut point en embarras pour trouver une raison ostensible et plausible pour récompenser son instrument docile dans la personne du docteur Gaj. Ce cadeau lui fut destiné sous le prétexte que sa majesté l'empereur Ferdinand I^{er} le voulait récompenser de ce qu'il s'était si bien mérité de la littérature illyrienne et de la perfection de cette langue par ses écrits d'un mérite constaté.

Cette bague arriva en l'an 1839 dans une boîte fermée à Zagrabie sous l'adresse du ban Vlasits, qui fut chargé par la cour impériale de remettre cette bague au docteur Gaj.

C'est un usage reçu partout qu'on remette un tel gage de la bienveillance du souverain avec une certaine solennité à celui que le prince en veut distinguer ou honorer.

Le ban Vlasits cependant parut ignorer cet usage, quoiqu'il a été assez vieux pour avoir pu remarquer plus d'une fois de quelle manière on s'acquitte d'une telle commission.

C'est encore bien triste à supposer que ce vieux ban de Croatie eût été si borné pour ne pas deviner le fin mot de l'énigme ou le ressort secret, qui fit mouvoir le docteur Gaj et son parti turbulent. On ne peut pas devenir d'un simple lieutenant de houzards, après avoir passé par tous les grades de la hiérarchie militaire, général en chef et ban de Croatie, sans une certaine dose de finesse.

Il paraît plutôt que le ban Vlasits avait plus grand peur de déplaire à l'archiduc palatin de Hongrie qu'au prince Metternich, et qu'il savait fort bien que l'empereur Ferdinand ne s'intéresserait pas à savoir de quelle manière on avait remis la bague au docteur

Gaj. Enfin le ban s'acquitta de sa commission d'une manière qui manifesta clairement son aversion pour la conduite politique de M. Gaj, et qui devait parfaitement contenter les sentiments hostiles du palatin de Hongrie contre le chef de l'opposition croate.

Un jour après dîner, le ban Vlasits se décida à faire appeler le docteur Gaj, qui accourut bientôt après en habit noir, qui fut alors de rigueur pour paraître en face d'un si haut personnage. A peine arrivé à l'hôtel du ban, on le fit entrer dans son cabinet, où son excellence se trouva avec M. de Kukuljević, conseiller aulique et directeur d'écoles dans les royaumes de Croatie et d'Esclavonie, le père du comte suprême du comté de Zagrabie actuel, Ivan Kukuljević de Sacci.

Le ban Vlasits parut retenir le conseiller aulique Kukuljević dans son cabinet comme témoin oculaire de ce que la boîte avec la bague aurait été religieusement remise entre les mains de Gaj, bien que cette précaution défiante était autant un outrage pour l'honneur du ban que du docteur Gaj ; au moins on ne saurait expliquer autrement la présence de M. Kukuljević, qui, à lui seul, n'a pu former une assemblée solennelle pour assister à la rémission de la bague impériale.

Les paroles que le ban adressa alors au docteur Gaj ne firent que constater notre supposition ; car il lui dit d'un ton sec : « Voilà la bague en brillants dans cette boîte, que Sa Majesté l'Empereur m'a chargé de vous remettre. Prenez-la et regardez-la bien, pour qu'on ne puisse pas dire que l'on l'avait échangée » !

Cette allocution était un peu forte, et plus forte encore celle qui suivit :

« Je vous dis franchement que je ne partage pas les opinions du cabinet impérial, et que je ne saurais pas qualifier le genre de votre mérite. » On voit bien que l'animosité du ban de Croatie contre le chef du parti national perça joliment à travers ces paroles et qu'elle entraîna même le vieux baron Vlasits à oublier la soumission et le respect qu'il devait à la décision impériale. Du temps de François I^{er} il se serait bien gardé de se permettre une critique des actions de son souverain, mais la trop grande bonté de l'empereur régnant lui était connue ; et le prince Metternich ne fut point à craindre, puisqu'il se trouva sous la protection de l'archiduc palatin de Hongrie, qui régna dans toute la force du terme en Hongrie après la mort de son frère l'empereur d'Autriche et roi de Hongrie.

On se peut bien penser ce qui se passa alors dans l'intérieur du docteur Gaj, dont la fierté et la conscience de son importance politique à cette époque ne cédèrent en rien à l'aigreur et à l'animosité du ban Vlasits. Aussi ne se donna-t-il plus la peine de maîtriser

son indignation, et mettant fièrement la bague, cadeau de son roi-empereur, à son doigt, il répliqua fièrement au vieux ban : « Que votre Excellence partage la bonne opinion de Sa Majesté impériale notre roi ou non, je reçois cette bague, marque éclatante de la bienveillance impériale, avec la plus profonde reconnaissance ; et j'ai l'honneur, en me retirant, de présenter mes respects à votre Excellence. » Gaj était disparu avant que le ban soit revenu de son étonnement, que lui avait causé la hardiesse du petit docteur.

Gaj, si petit qu'il était de taille, avait déjà pris à cette époque des dimensions gigantesques par rapport à son influence politique sur l'esprit public dans les provinces méridionales slaves.

Gaj, la bague impériale au doigt, ne devint que plus hardi et entreprenant. Dorénavant aucune barrière n'arrête plus le jeune docteur dans son opposition contre l'élément magyar.

Gaj apprécie beaucoup sa bague impériale, qu'il avait reçue à la plus belle époque de sa vie, alors sans tâche et sans reproche, malgré des circonstances très critiques.

Dans les occasions solennelles et quand il se présente à un homme d'un haut rang, il ne manque jamais de mettre sa bague au doigt, et sa broche à la chemisette.

Gaj aurait mérité bien de plus pour les fruits qu'il avait semés, et qu'un autre, plus heureux que lui, avait recueillis par son génie et par son énergie.

CHAPITRE V

Gaj comprit fort bien que le petit royaume de Croatie sans le soutien puissant de la frontière militaire croate, où les institutions et la discipline militaire empêchèrent les habitants de prendre part à l'agitation politique, ou manifester leurs sympathies pour la cause nationale des Croates, ne put soutenir à la longue la lutte acharnée contre la suprématie magyare ; surtout depuis l'an 1836, où l'empereur Ferdinand avait donné comme roi de Hongrie la sanction à la loi qui déclara la langue magyare langue diplomatique à la place de la langue latine qui avait joui de ce droit pendant 8 siècles. Cette loi avait mis les ultra-magyars sur un terrain légal, et l'opposition croate dans une fausse position.

Gaj ne se laissa point intimider par des circonstances aussi défavorables à la cause nationale qu'aux intérêts politiques du gouvernement impérial. Son esprit fécond avait déjà trouvé une autre combinaison aussi géniale que pratique pour lui donner de nombreux auxiliaires et paralyser la supériorité numérique momentanée des Magyars. Son soutien littéraire, *la gazette croate*, parut tout d'un coup sous le titre imposant de *Novine illyrske* (gazette illyrienne) et publia son programme qui avait pour but de réunir tous les peuples yougoslaves sous le nom collectif des Illyriens.

L'illyrisme a été une idée politique, qui aurait pu préparer un grand avenir aux peuples yougoslaves sous la dynastie régnante ; et Gaj mérite sous ce rapport des éloges, dus à une tête d'une profonde politique, même dans le cas que l'idée de l'Illyrisme n'eût pas pris pour la première fois naissance dans le cerveau du docteur.

L'histoire du monde même, en remontant jusqu'au temps des Romains et à leur *regnum illyricum magnum*, y prêtait son prestige et son autorité. Napoléon le Grand, après la guerre de 1809, s'occupa sérieusement avec le projet de reconstruire cet ancien royaume ; au moins sa création du royaume illyrien, composé de provinces méridionales yougoslaves arrachées à l'Autriche, devait faire supposer cette intention. Nous donnerons dans la suite de nos mémoires à lire à nos lecteurs, comme un *curiosum* en 1861, le texte original

du décret impérial de Napoléon sur l'organisation de l'Illyrie, laquelle pourrait servir de modèle de simplicité pour l'organisation politique d'un pays. L'Illyrisme dès son apparition éveilla partout des sympathies parmi les Yougoslaves, même dans la Carniole, province héréditaire autrichienne où l'esprit national slave s'était toujours encore conservé parmi le peuple de la campagne et le clergé du pays, et qui se manifesta de nouveau de nos jours à Laibach, où le docteur Bleyweiss se trouve à la tête du parti national slave, ainsi que l'évêque même à la tête du clergé de Carniole. Les Croates surtout, avec leur vivacité naturelle, s'y donnèrent tête baissée. L'enthousiasme illyrien s'empara aussi de Serbes nés en Croatie et en Esclavonie, bien qu'ils appartenassent à une différente nationalité de la grande nation et race slave, et à l'église orientale ou grecque, dont le clergé fut toujours hostile à celui de l'église occidentale ou romaine.

On ne lut alors à Zagrabie que des inscriptions, où le prédicat illyrien fut de rigueur, tels que « Café illyrien », « auberge illyrienne », « théâtre illyrien », « Casino illyrien » ; — enfin les Croates se nommèrent alors Illyriens, et commencèrent aussi à porter l'ancien costume illyrien, qui se distingua de celui des Magyars jusqu'alors en usage en Croatie, par la *surka* (une espèce d'attila), ordinairement de couleur brune ou bleue, mais aussi de couleur rouge comme les *surka* que portèrent alors Kukuljević, Vranicany et plus tard Corberon.

La tête des Illyriens a été couverte d'un bonnet rouge à la manière des marins à Gênes, où l'on vit, sur la partie qui retombait, la lune et l'étoile du matin brodés en argent, ce qui composait l'ancien blason illyrien.

Les femmes imitèrent bientôt l'exemple des hommes. Elles endossèrent également une *surka*, ordinairement du drap blanc, et se coiffèrent de la *poculica*, l'ancienne coiffure croate, bonnet en filigrane d'argent avec un nœud de rubans par derrière.

L'appel du vieux comte Janko Drašković aux filles magnanimes de l'Illyrie, qu'il fit dans sa brochure sous le titre de *Aufruf an die hochherzigen Töchtern Illyriens*, les engageait de préférer leur langue maternelle à toutes les autres, et d'attiser le feu sacré de l'amour de la patrie et de la nationalité dans les cœurs de leurs maris, de leurs frères et de leurs enfants. Cet appel porta au comble le délire de l'enthousiasme dans le beau sexe de la Croatie. Madame de Rubido, née d'Erdödy (comtesse Sidonie), se signala par son patriotisme et par son énergie, car elle parut la première en costume illyrien dans les rues de Zagrabie. C'était une belle femme et pleine d'esprit. Son mari, qu'elle avait épousé par inclination, était aussi

un fort bel homme, et patriote distingué ; il est actuellement conseiller aulique à la préfecture royale croate-slavonienne, décoré et très bien vu à Vienne à cause de sa conduite loyale et prudente. Il se trouve aussi dans les bonnes grâces du ban baron Šokčević.

Une lettre de l'archiduc Jean, qu'il avait adressée à la société économe à Zagrabie, en réponse de celle que la dernière lui avait envoyée en implorant sa haute protection pour elle et pour la société littéraire illyrienne, avait comblé de joie tous les cœurs du parti illyrien ; car ce prince éclairé et bienveillant, qui a été adoré du peuple en Styrie et dont la popularité alla toujours en croissant jusqu'en 1848, s'y était exprimé avec une si noble franchise, et d'une manière si flatteuse pour la nation illyrienne, à laquelle il présageait un grand avenir, que le docteur Gaj ne douta plus de la victoire de son parti ; car connaissant la réserve des archiducs autrichiens dans les matières politiques, il présuma, peut-être sans fondement, que l'archiduc avait suivi dans sa réponse une inspiration qui émana du cabinet du prince Metternich ; mais l'archiduc Jean plus qu'un autre avait sa propre volonté et sa manière de juger les événements du jour ; et depuis la mort de l'empereur François, il se montra encore moins réservé.

Le vieux comte Janko Drašković fut toujours regardé comme le chef du parti illyrien, ce qui lui donna un certain lustre, et Gaj le soutenait dans son rôle, puisque cela était dans son intérêt et dans celui de son parti.

Le docteur Gaj avait assez de finesse pour mettre ce grand seigneur en avant comme la raison de commerce d'une compagnie, pendant que lui-même se tenait encore alors un peu derrière les coulisses, où il continua de diriger l'action politique. Le vieux comte se contenta de la représentation, et d'appuyer de son autorité et de sa considération les entreprises de Gaj.

Gaj ne s'effaça pourtant pas autant pour que le public l'eût perdu de vue, et qu'on ne l'eût pas toujours regardé comme l'âme de l'opposition croate contre la suprématie magyare et les tendances des Magyarons en Croatie.

Le vieux comte Nugent de Laval, prince romain, et actuellement maréchal, était alors encore général d'artillerie.

Ce maréchal, dont la première inspiration est toujours géniale, et qu'on devrait suivre sans hésiter et sans attendre qu'elle soit aussitôt après altérée et rendue inexécutable par des changements et des idées toujours naissantes d'une activité fébrile de son cerveau, se déclara de prime abord pour la nationalité croate et puis pour l'Illyrisme. Ce diplomate clairvoyant y devina au juste ce qu'il y avait de salubre pour les intérêts de la couronne impériale,

qui se trouva menacée dans ses droits par rapport à la royauté de Hongrie par les exigences toujours croissantes des états du royaume de Hongrie.

Quand on prend en considération que la famille du vieux comte Nugent est d'origine irlandaise, on en est autant plus étonné de voir son fils aîné, Albert, le plus acharné des Illyriens en Croatie. Le comte Albert parla parfaitement bien le croate, et porta en public et dans ses fréquents voyages le costume pittoresque des Seressans de la frontière militaire croate, se drapa fièrement dans le manteau rouge, et porta toujours dans sa ceinture des pistolets et un handjar comme les autres Seressans ou les Turcs.

L'Illyrisme, quant au nom, n'avait pas une longue durée, car il porta, selon l'opinion des Serbes, préjudice à leur vanité nationale ; et les Serbes, avant peu des Illyriens ardents, protestèrent tout d'un coup contre cette dénomination.

Le haut clergé serbe en Autriche, inspiré par les agents de la diplomatie russe, qui ne vit qu'avec un grand déplaisir les Serbes en Croatie, qui appartenaient à l'église orientale, disparaître sous le nom collectif des Illyriens, et en relâcher les liens qui les attachaient à leurs coreligionnaires dans le duché de Serbie, que le cabinet de Saint-Pétersbourg regarda déjà comme une province russe, se prononça contre la dénomination des Illyriens, et les popes (les prêtres du bas clergé tels que curés, archiprêtres), esclaves dociles de leurs évêques, bien que ceux-ci les traitent comme des serfs, se déchaînèrent alors à leur tour contre ce maudit Illyrisme, comme disait l'évêque serbe de Carlstadt, et firent croire aux Serbes en Croatie que leur nationalité en serait absorbée, et leur religion orthodoxe même menacée par une amalgamation de cette sorte avec les Slaves de l'église occidentale.

Il n'y a pas à douter qu'il y a aussi des hommes intelligents et même d'une grande capacité parmi les Serbes en Croatie ; mais quant à leur religion orthodoxe, si vous y touchez, vous n'y trouverez que des Serbes incarnés ! Car le clergé serbe exerce une influence incontestable sur ses croyants, aussi bien sur un riche négociant que sur un simple laboureur, aussi bien sur un général que sur un simple soldat, et sans excepter les grands seigneurs et les savants ou littérateurs. C'est une vérité qu'on ne devrait jamais oublier à Vienne, surtout aussi longtemps qu'on n'y [a] pas la bonne volonté, ou qu'on n'y trouve pas les moyens d'améliorer le sort pitoyable des pauvres popes dans les villages, qui sont de la sorte forcés de se plier aveuglément sous le joug de leurs évêques, et de tourner leurs yeux vers Moscou, d'où seul encore ils espèrent une amélioration de leur triste existence pécuniaire. On dit cependant

qu'on s'en occupe de nos jours à Vienne pour améliorer le sort du bas clergé en Autriche nous ne sommes pas encore informés du résultat de ces délibérations.

L'opposition serbe contre l'Illyrisme entraîna même quelques vieux bons Croates, qui ne purent plus se réconcilier avec la nouvelle dénomination des Illyriens. Le docteur Gaj, pour prévenir les funestes conséquences d'une rupture avec les Serbes et d'une discorde parmi les patriotes croates, jugea prudent de renoncer à cette dénomination, qui alarma la conscience des Serbes et de quelques vieux Croates, et qui au fond ne changea rien à son but, aux intentions de son parti et à son opiniâtreté dans l'opposition contre la suprématie magyare.

La gazette illyrienne du docteur Gaj ne tarda pas non plus de reparaitre dorénavant sous le titre inoffensif de *Narodne novine* (gazette nationale).

Pour le moment nous sommes cependant obligés de nous servir encore du nom *illyrien* pour bien marquer les partis hostiles, ainsi que *les Illyriens*, *les Magyarons*, et *les Serbes* ; autant plus qu'on ne cesse pas à Zagrabie de désigner le parti national, sous le nom du parti illyrien, et qu'on parlait des Illyriens dans toutes les conversations, seulement le nom officiel d'Illyrien avait disparu.

La lutte des patriotes ou des Illyriens contre les Magyarons avait partagé toute la ville de Zagrabie en deux camps ennemis. La discorde régna même parmi les meilleures familles : souvent le père était Magyaron, et les fils furent des Illyriens de pur sang, et quelquefois un des frères appartenait à l'un des partis hostiles, et un autre frère à l'autre parti, pendant que le troisième montra la plus grande indifférence pour les Illyriens et les Magyarons. Ce fut la même chose chez la mère et les filles ; et dans toutes maisons il n'y avait plus que querelles et disputes politiques. La vie sociale en souffrit sensiblement. Les Magyarons, qui fréquentèrent le casino magyar, ne mirent jamais le pied dans la *Dvorana*, où se rassemblèrent les Illyriens. Dans la *Dvorana* on dansa le *kolo* national ; dans le casino le *csárdas* (tchardache), danse nationale magyare. Pas une femme aurait été alors à trouver dans le salon d'une maîtresse de maison du parti opposé.

Il paraît incroyable, mais c'est la pure vérité qu'encore aujourd'hui existe la même division des coteries à Zagrabie qu'en 1848 ; et que même le système du ministre Bach, qui avait inondé la capitale de Croatie pendant 12 ans d'une foule immense d'employés allemands, n'a pu sous ce rapport effacer la physionomie sociale de cette ville ; seulement qu'on y trouva alors, au lieu de deux,

trois partis hostiles, savoir le parti national, le parti magyar, et le parti allemand ou gouvernemental.

Le cœur de la jeunesse, du jeune clergé et des étudiants avait épousé de prime abord la cause nationale, dont la bannière flottait entre les mains du docteur Gaj, qui la portait haut en dépit de l'aristocratie croate-magyaronne.

Le haut clergé fut plus réservé, mais au fond du cœur la majorité en était pour la cause nationale, et soutenait, plus ou moins, aussi ouvertement l'opposition contre la suprématie magyare.

La haute aristocratie se pencha presque exclusivement du côté des Magyars, comme de nos jours à la diète croate de l'an 1861. Les grands seigneurs croates et slavoniens ne se regardèrent jamais que comme des magnats de Hongrie, dont la place leur était réservée à la table des magnats à la diète de Hongrie, ce qui flattait beaucoup plus leur orgueil que de se trouver à la diète de Croatie pêle-mêle avec les petits nobles de ce pays dans la même salle. Il répugnait à leur fierté de faire chose commune avec un roturier, tel que le docteur Gaj, et avec ses partisans, parmi lesquels on cherchait vainement les noms historiques du royaume. Du reste ils ne comprirent rien aux efforts des pauvres Croates de se vouloir soustraire à la suprématie magyare, puisque selon leurs opinions funestes les intérêts de la Croatie étaient étroitement liés avec ceux de la Hongrie. Après 1849 ils triomphèrent de déceptions des patriotes Croates, consternés par un gouvernement absolutiste qui étouffa toute vie constitutionnelle dans un pays qui, naguère, s'était levé comme un seul homme pour défendre le trône et la monarchie autrichienne contre les tendances séparatistes des Magyars, et les Magyarons dans leur patrie leur reprochèrent sans réserve la perte de leur ancienne constitution, de leurs libertés et de leurs privilèges ; et en faisant illusion [*sic*] aux impôts directs et indirects, qu'ils avaient à supporter sous le nouveau régime, ils s'écrièrent : « Voilà les fruits de l'Illyrisme du docteur Gaj. »

Le plus acharné et le plus borné des adversaires du parti national, et surtout du docteur Gaj, a été Daniel Jozipović, comte de Turopolje (*Comes turopoliensis*) mais ce titre de comte ne fut qu'un titre de dignité politique, mais pas de noblesse, car la famille de Jozipović appartient à la petite noblesse du royaume de Croatie.

Jozipović avait servi dans sa jeunesse dans le régiment de ligne d'Ignace comte Gyulaj n° 60 ; mais il quitta bientôt le service militaire sans avoir pu obtenir le grade d'enseigne, lequel fut alors celui du plus jeune officier subalterne. Il paraît donc que son régiment n'a pu deviner en lui ces brillantes qualités qui le qualifièrent plus tard pour le rôle d'un chef de partisans du parti magyar. Jozi-

pović, à la tête des paysans nobles de Turopolje, trancha du dictateur, et sa volonté avait pour ces braves gens force de loi.

Quant à la physique, la mesure en main, Jozipović fut un homme bien grand, et il avait vraiment des formes athlétiques ; mais quant à son intelligence, elle ne se trouva point en correspondance avec sa grandeur physique. Il se fit cependant remarquer dans les congrégations du comté de Zagrabie, et surtout plus tard à la diète de Hongrie par une telle grossièreté, et par une conduite si rustre que le vieux comte Széchény, alors président de la chambre aulique à Vienne, avait assuré, en parlant de Jozipović, « que cet homme possédait vraiment une grossièreté divine ».

Le district noble de Turopolje n'est habité, à peu d'exceptions près, que de paysans qui jouissaient alors de privilèges de la noblesse magyare. Jozipović fut, en sa qualité de comte de Turopolje, leur chef politique, et ces paysans nobles et ignorants suivirent en tout son avis sans réfléchir, et pour ainsi dire aveuglément. Il les attira tous dans le parti magyar et fit, pour cette raison, un mal immense à sa patrie et au district de Turopolje, qui en souffrit les conséquences en 1848.

Ce *Comes Turopoliensis* ne s'arrogea seulement le droit de conduire toute cette masse brute de nobles aux congrégations du comté de Zagrabie, ce qui n'a jamais été d'usage, mais il réclama encore plus tard le vote viril pour les paysans nobles de Turopolje, ce qui fut une infraction aux institutions légales de la Croatie. A la tête de cette foule hurlante, Jozipović emporta pour ainsi dire d'assaut le résultat de la votisation [*sic*] en faveur du parti magyar dans les congrégations.

Jozipović et les Magyarons regardèrent le docteur Gaj comme la cause principale et primitive de la discorde, de la fermentation d'esprit parmi les Croates, et de leur opposition opiniâtre contre la suprématie magyare. Ils l'avaient pris en horreur, et ils n'auraient pas reculé d'aucun moyen pour le faire disparaître de la scène politique, ou pour le faire taire à jamais.

Pour cette raison les partisans de Gaj s'étaient alarmés sérieusement, et au point qu'ils le firent souvent, à son insu, surveiller et garder par des jeunes gens, qui passèrent la nuit pour ainsi dire en faction devant son logis. Aussi pendant le jour on le vit souvent accompagné d'une troupe d'étudiants, qui le suivirent partout à une certaine distance. Sous ce rapport Gaj raconta lui-même ce qui lui était arrivé un jour, en retournant bien tard dans son logis, où, dans le corridor qu'il fallait passer pour arriver à la porte de sa chambre, il faisait si obscur comme dans un sac, comme il n'y avait pas même une lampe pour éclairer. Gaj, qui chercha en tâtonnant

la porte de sa chambre, faillit tout d'un coup tomber sur le corps d'un homme, qui s'y trouva étendu sur la terre. Cet homme se leva alors en sursaut, et barrant le chemin à Gaj, il lui cria d'une voix tonnante : « Halte-là, qui vit ? » Gaj, revenu de son étonnement qui tenait un peu de la frayeur, se nomma ; et alors l'inconnu le pria de passer son chemin, et reprit sa place en se jetant par terre devant la porte du docteur. Gaj venait pourtant de reconnaître la voix du comte Albert Nugent, qui y était venu pour faire cette nuit le devoir d'une sentinelle en faction devant la porte de l'agitateur croate. Gaj, confondu par tant de marques de bonté de la part du comte Albert Nugent, le pria instamment d'entrer dans sa chambre pour y passer la nuit, s'il ne voulait pas céder à ses prières de se retirer pour coucher chez soi ; mais le comte illyrien fut inflexible ; il se drapa de nouveau dans son grand manteau rouge et continua de veiller devant la porte de Gaj, le handjar et les pistolets dans sa ceinture.

Tempora mutantur et nos in illis ! Aujourd'hui le comte Albert Nugent se prêterait difficilement à une telle fantaisie.

Gaj, qui se trouva alors dans les bonnes grâces du prince Metternich et en tira sans doute des secours pécuniaires, fit à cette époque un voyage à Belgrade, à Saint-Pétersbourg et jusqu'à Moscou. Il n'y a pas à douter que le docteur Gaj a été chargé d'une mission secrète de la part du prince Metternich en se rendant à Belgrade, Pétersbourg et Moscou ; mais il l'exploita aussi en faveur de son édition projetée de l'histoire universelle des Slaves, en s'adressant à la générosité des grands seigneurs moscovites, qui, selon l'avis de M. Hilferding, avaient contribué d'assez fortes sommes d'argent, surtout à Moscou, pour lui procurer les moyens de faire imprimer son histoire universelle des Slaves, que les Russes attendaient apparaître avec impatience, et laquelle se fait encore toujours attendre, de la sorte que les seigneurs de Moscou surtout l'ont pris pour un charlatan et n'en veulent plus entendre parler. Si Gaj avait laissé sa bonne renommée en Russie et perdu l'estime des Russes, il se pourrait bien qu'il avait gagné en revanche la bonne grâce du prince Metternich, en s'acquittant parfaitement de sa mission secrète, et en exploitant la générosité des riches moscovites en faveur de son édition d'une histoire universelle des Slaves, pour mieux voiler le but de son voyage, dont le secret a dû être conservé à tout prix. Du reste la stricte moralité n'est jamais compatible avec la diplomatie, qui au fond n'est que l'art de tromper sous des formes polies.

En 1841 Hilferding n'a pas encore été à Zagrabie, et rien n'avait transpiré d'odieux sur le voyage de Gaj, qui, de retour à Zagrabie,

y fut reçu à son arrivée avec tous les honneurs possibles par les patriotes, et l'ovation, qu'ils lui avaient préparée, portait l'empreinte de la cordialité et de la considération dont il jouissait alors dans sa patrie.

Cette ovation a été grandiose par la masse des habitants qui y avaient pris part, et qui voulaient donner une marque éclatante de leur estime et de leur enthousiasme pour l'homme du peuple qui avait éveillé le sentiment de leur nationalité d'une longue léthargie, et qui la défendait alors courageusement contre les nombreux et puissants partisans de l'élément magyar. Un tonnerre de *živio* accompagna Gaj à travers les rues jusqu'à sa maison, et il avait alors plutôt l'air d'un ancien triomphateur romain que d'un docteur ès lettres. Gaj fut vivement touché de cet accueil flatteur, et, selon son propre aveu, ce jour a été le plus beau de sa vie et restera toujours ineffaçable dans sa mémoire.

Le jugement des Croates sur l'activité politique du docteur Gaj dans cette époque diffère essentiellement. Les uns assurent que la gloire de Gaj aurait été assurée pour toujours, s'il serait resté dans sa région littéraire, la plume à la main pour attiser le feu sacré de l'amour de la patrie et de la nationalité, et pour défendre les privilèges et libertés de la Croatie ; et qu'il n'avait fait que tort à la cause nationale, et aux intérêts des patriotes, en descendant plus tard lui-même dans l'arène, le sabre à côté, et en venant aux mains avec les Magyarons dans un tumulte à l'occasion de la restauration de 1842, et où toute la noblesse, croate et magyaronne, le regardait comme un intrus. Les autres assurent que, si Gaj n'avait pas pris une part active à la restauration de 1842, le parti national n'y aurait pas vaincu, et que personne à cette époque n'aurait pu remplacer le docteur Gaj dans les réunions des états du comté.

L'Illyrisme avait, en attendant, fait de grands progrès en Esclavonie. Les jeunes prêtres et les maîtres d'école y raffolaient du docteur Gaj, et rêvèrent déjà de leur brillant avenir dans le grand empire illyrien, et firent les uns et les autres propagande de leur utopie. Le plus fervent Illyrien en Esclavonie fut le chapelain Topalović à Vinkovci, le chef-lieu du régiment frontière de Brod. Il était né à Zdenči sur une haute montagne. Ce jeune prêtre fut aussi poète, dont les poésies furent aussi imprimées en partie dans des almanachs, et en partie séparément, et auxquelles on ne peut point contester un certain mérite par rapport à la langue et aux idées. La ville et forteresse d'Essek en fit cependant une exception éclatante de tout le reste de l'Esclavonie, où l'Illyrisme ou plutôt l'amour de la nationalité avait pris d'assez profondes racines. Essek fut toujours, excepté la ville inférieure habitée par des Serbes, et

est encore, dans ce moment, hostile à la Croatie et à la nationalité slave. Les Allemands, surtout dans la forteresse et dans la ville supérieure, sont tous des magyarons enragés, et un certain Gorjup, ci-devant marchand et spéculant, puis gentilhomme et possesseur d'une petite terre en Hongrie, se signala par son fanatisme ultramagyar.

Enfin le parti illyrien fut déjà à cette époque assez important ; mais il ne s'était pas encore constitué en corps politique, n'avait pas encore accepté les couleurs nationales, des signes de ralliement, et ignorait pour ainsi dire ses propres forces et le poids dont il pesait dans la balance politique en Croatie. Le lustre de la haute aristocratie et son influence lui manquaient presque entièrement, et il fut à craindre qu'une stagnation dans la fermentation des esprits ne finît par l'apaiser totalement et de l'anéantir enfin. Il fallait donc, par une entreprise hardie, réveiller, animer les esprits, et en donner du relief au parti illyrien.

Gaj croyait enfin le moment favorable arrivé pour porter le grand coup au parti magyar dans la Croatie, et de faire triompher le parti national d'une manière éclatante. Il en choisit l'occasion de la restauration du magistrat du comté de Zagrabie, fixée pour le 31 mai 1842.

CHAPITRE VI

Le vieux ban de Croatie, baron Vlasits, était déjà alors descendu dans le tombeau, et l'évêque Georges Haulik de Varallya entra en fonction pour remplacer l'autorité du ban en sa qualité de *locum-tenens* du royaume de Croatie d'après la constitution du pays.

Sa position politique a été alors bien délicate ; car il n'osait pas s'opposer carrément aux maximes politiques de l'archiduc palatin de Hongrie et ne pouvait pas ouvertement contrecarrer les intentions secrètes du prince Metternich, qui furent celles du cabinet impérial ; encore moins pouvait-il se montrer hostile à la nationalité croate en sa qualité d'évêque du royaume de Croatie, dont le clergé s'était déclaré pour la cause nationale. Il se trouva, pour ainsi dire, entre l'enclume et le marteau, et a été obligé d'employer tous ses moyens, de faire tous ses efforts pour calmer les esprits, et prévenir des événements dont les conséquences auraient pu être des plus fâcheuses.

M. Zdenčaj, d'une bonne famille et assez considérée en Croatie, fut à cette époque comte suprême (*veliki župan*) du comté de Zagrabie. C'était un bon patriote. Mais, ayant une crainte bien excusable à cause de sa position politique pleine de responsabilité, et n'osant ni déplaire à l'archiduc palatin ni s'attirer le mécontentement de la préfecture royale à Bude, il se garda bien de protéger ouvertement le parti illyrien, et de blesser le parti magyar ; par conséquent il préféra de louvoyer avec une certaine finesse, et avec beaucoup d'adresse.

Gaj, qui se souciait alors fort peu du palatin de Hongrie et du parti magyar, ne voulant contenter que son protecteur à Vienne, et travailler en même temps pour les intérêts du parti national ou illyrien, conféra avec les notabilités de son parti pour concerter les moyens de faire triompher la cause nationale à la restauration prochaine.

Le docteur Gaj, en vrai agitateur, avait basé le succès de son entreprise sur la supériorité numérique, qu'il devait se procurer pour la restauration prochaine, pour l'emporter sur le parti magyar, qui avait son plus grand soutien dans le chef du district noble de

Turopolje, et de sa nombreuse noblesse campagnarde. Gaj s'était donc adressé aux paysans nobles de Saint-Ivan, travaillés depuis longtemps par ses émissaires en faveur de la cause nationale et gagnés par toute sorte de promesses, pour paralyser la supériorité numérique des Turopoliens. Gaj engagea ses partisans de paraître en costume illyrien à la restauration du 31 mai, et fit distribuer des bonnets rouges illyriens aux paysans nobles de Saint-Ivan pour les faire reconnaître entre eux, et de ses partisans.

Toutes les propositions de Gaj furent acceptées par son parti, et les paysans nobles de Saint-Ivan promirent solennellement de se rendre tous en masse encore le 30 mai, la veille de la restauration, à Zagrabie, pour pouvoir occuper selon l'avis de Gaj, le lendemain du grand matin et avant l'arrivée des Magyarons, la position la plus avantageuse dans la cour du palais banal, où la restauration aura dû avoir lieu.

Le 30 mai arriva, et le docteur Louis Gaj, accompagné de son fidèle pandour, espèce de géant et armé de pied en cap, se rendit après-midi en voiture ouverte à la rencontre des nobles campagnards de Saint-Ivan. Il les trouva tous, exactement au lieu du rendez-vous, affublés de bonnets rouges illyriens, qu'ils avaient acceptés avec le plus grand plaisir, car les paysans ne refusent jamais d'accepter ce qu'on leur présente sans demander le prix de la chose donnée.

Gaj, après avoir été salué par un tonnerre de *živio* de la part des nobles de Saint-Ivan, harangua ces braves gens dans un beau discours au niveau de leur intelligence, qui fut encore à la fin couvert par des acclamations bruyantes, feintes ou vraies. Gaj les engagea alors de se mettre sur-le-champ en route pour la ville de Zagrabie.

Aussitôt après défila une immense file de chariots sur la capitale du royaume de Croatie. On ne voyait que des bonnets rouges. Gaj se trouva avec sa voiture à la tête de cette colonne imposante.

Gaj, absorbé par les pensées qui l'occupaient la veille d'une si grande manifestation nationale, parcourut la route à Maximir (aujourd'hui Jurjaves) sans tourner la tête pour regarder la colonne de voitures, qui les suivirent immédiatement.

Tout d'un coup une voiture légère (appelée *koči* dans le pays) le devança de quelques pas, et un individu assez mal renommé à Zagrabie, du nom *Čegetek*, qui s'y trouva placé, appela à haute voix le docteur Gaj et l'engagea d'un air très moqueur de tourner un peu sa tête pour regarder ses braves Illyriens qui le suivaient.

Gaj tourna alors machinalement sa tête pour regarder en arrière, mais quel fut son étonnement pour ne pas dire effroi, quand il vit

tous ses prétendus partisans couverts du chapeau rond, qui fut le signallement des partisans de Jozipović. Les bonnets rouges avaient disparu.

On ne sait pas au juste par quels moyens les adversaires de Gaj avaient réussi à changer si rapidement l'opinion politique des paysans nobles de Saint-Ivan. En tout cas on y aura employé le vin ou l'argent, ou l'un et l'autre, et pour la bonne bouche des belles promesses qui ne coûtent rien. Il ne faut pas s'indigner trop de ce que les pauvres nobles de Saint-Ivan avaient tourné comme une girouette, car, par le temps d'imprévu qui court, cela est arrivé à des plus hauts personnages, surtout en France, où le gouvernement royal, républicain, impérial et encore royal et républicain fut renversé et changé 9 fois en 56 ans !

Le pauvre Croate aime tant l'argent et le bon vin qu'il lui fallait une bonne dose de la philosophie stoïcienne pour y pouvoir résister ; et nous savons tous fort bien que des hommes comme il faut sont également très portés pour les bons dîners et pour les vins généreux, et qu'on a plus d'un exemple qu'on avait fait diplomatie en faisant la bonne chère.

Gaj n'était pas encore revenu de son étonnement, quand le mentionné Čegetek, qui avait quelque chose d'un requin dans sa physionomie, fit ralentir les pas de ses chevaux pour se trouver à côté de la voiture d'un certain Antoine Stauduar, qui suivait celle du docteur Gaj. Alors ce requin allongea son bras pour arracher le bonnet rouge de la tête de Stauduar, mais celui-ci n'était pas homme à supporter une telle plaisanterie, et qui avait tiré son sabre avec la rapidité d'un éclair. Un coup de sabre, si violemment porté, que la lame se brisa, et frappé sur la tête du requin, le fit tomber à la renverse dans sa voiture, et la figure du malheureux fut inondée de sang. Cet accident fâcheux n'était point fait pour améliorer la situation critique du docteur Gaj.

Gaj comprit alors fort bien qu'il ferait une mauvaise entrée à Zagrabie au milieu des Magyarons, suivi de la voiture du blessé qui ne manquerait pas d'ameuter le peuple contre lui, qui se laisse toujours entraîner par l'impression du premier moment. Par conséquent il ne lui resta rien de mieux à faire que de brûler le pavé pour arriver en ville beaucoup plus tôt que la voiture du requin blessé. Le pandour de Gaj anima de paroles et de gestes expressifs l'ardeur de leur cocher pour faire courir ses pauvres petits chevaux ventre à terre sur la route de Zagrabie, et M. Stauduar suivit son exemple. Ces deux voitures coururent donc à qui mieux mieux, et ils étaient déjà arrivés à une centaine de pas de l'auberge de Maximir, quand ils aperçurent une masse compacte de paysans nobles

de Turopolje, qui s'y étaient rassemblés, et les voyant arriver au galop, se mirent en mouvement sur la route pour leur barrer le chemin.

Il n'y avait pas moyen de percer la foule sans venir aux mains avec ces gentilshommes ivres de vin, et fiers de la force de leur parti. Gaj, qui ne voulut succomber dans une lutte plutôt folle que téméraire, et craignant d'être atteint par la voiture du blessé, où sa situation deviendrait encore plus triste, puisqu'il y aurait eu alors question de sa propre peau, se trouva inspiré par l'éminent [*sic*] danger qui le menaçait et se leva fièrement dans sa voiture pour haranguer debout, comme un triomphateur romain du haut de son char, les Turopoliens ébahis de cette imposante attitude, séduits par la verve de l'orateur, et flattés par la tournure qu'avait donnée Gaj à son discours, en appelant à leur renommée chevaleresque, qu'ils ne voudraient sûrement pas souiller en barrant le chemin aux paisibles voyageurs à l'instar des brigands et des voleurs de grand chemin.

Rien de si facile pour un homme routiné que de captiver pour le moment la bienveillance du peuple. Aussi les Turopoliens applaudirent alors aux paroles du docteur Gaj et se rangèrent de la sorte que sa voiture et celle de son compagnon de voyage Stauduar ont pu passer et continuer leur route.

Gaj, au lieu de s'enivrer de l'enthousiasme qu'il avait provoqué pour le moment pour son talent oratoire, préféra de profiter de la bonne disposition des Turopoliens pour disparaître comme un éclair sur la route de Zagrabie, suivi de Stauduar, qui avait une raison de plus de ne pas attendre l'arrivée de son blessé, qui n'aurait pas manqué de changer en fureur les bonnes dispositions des partisans de Jozipović, qui leur reprocha effectivement plus tard de les avoir laissés échapper.

Gaj arriva sain et sauf à Agram, grâce à la vigueur de ses petits chevaux ; et sa voiture entra avec la rapidité d'un locomotif [*sic*], dans la cour du palais épiscopal, où il saute en bas de sa voiture, monte l'escalier à quatre et se rend chez un ami sûr, chez qui il échange à la hâte son costume illyrien contre un habit bourgeois. Ainsi métamorphosé il espéra d'arriver inconnu et sans accident dans sa maison.

Gaj se glissa alors à travers la petite rue tortueuse de la ville de chapitre (*Kapitelstadt*), passa par le petit escalier, et puis par le pont ensanglanté (*Krvavi most*, en allemand *blutige Brücke*) pour se rendre à la maison du comte suprême Zdenčaj, dans l'intention de l'informer de ce qu'il venait d'arriver à lui et à M. Stauduar et de solliciter sa protection dans le cas que le coup de sabre porté sur la tête de Čegetek leur pourrait attirer des persécutions.

Gaj, en débouchant dans la rue Longue, se trouva tout d'un coup en face d'une foule vociférante, qui accompagna le blessé appuyé sur le bras d'un certain M. Juro Pisačić, alors Magyarons acharné, plus tard patriote zélé après la nomination du ban Jellačić, et qui mourut en 1856 dans sa maison à Zagrabie, et dont la veuve, née de Kern, épousa le major Nicolini.

Ce Juro Pisačić, feignant alors la plus vive pitié pour le pauvre blessé, cria au peuple accouru autour de Čegetek couvert de sang, d'une voix lamentable à faire pleurer un homme de marbre : « Voilà les fruits de l'Illyrisme ; voilà l'amour fraternel des Illyriens envers leurs compatriotes ; voilà l'œuvre du fameux docteur Gaj ! » Alors la foule, irritée et touchée de l'état pitoyable du blessé, commença à vociférer contre Gaj et contre les Illyriens, et accompagna, en poussant des cris de rage, Pisačić et le blessé à la maison du comte suprême Zdenčaj, pour y déposer leur plainte contre Gaj et Stauduar, contre l'agression du parti illyrien, et pour en demander justice et protection. Ce fut précisément dans le moment quand Gaj se trouva inopinément en face de cette foule furieuse.

Gaj fut reconnu, et le peuple, qui ne perce jamais la vérité, comme le provocateur des troubles intérieurs et l'instigateur de toutes les actions de violence, commença à crier : « Voilà Gaj, voilà Gaj, arrêtez-le, arrêtez-le. »

L'agitateur croate, malgré sa popularité, menacé par la canaille en fureur, à laquelle il n'aurait jamais pu faire entendre raison, autant moins qu'il y avait pour la plupart des Magyarons dans la foule, qui auraient sans doute interprété d'une manière différente les meilleures phrases du docteur, se vit alors forcé pour se sauver d'oublier toute règle de convenance, et de prendre les jambes au cou pour atteindre aussi vite que possible la maison de Zdenčaj.

Gaj courut avec une vitesse bien rare, et triplée par la crainte pour sa vie ; le peuple courut en hurlant après lui. Quelqu'un, qui vit alors la gambade du docteur Gaj, disait qu'il lui fit le tableau d'un lièvre poursuivi d'une immense meute de chiens enragés. Gaj courut comme une autruche ; les meilleurs coureurs de la foule ne purent l'atteindre. Arrivé heureusement devant la maison de Zdenčaj il monta l'escalier à quatre, et tomba enfin comme une bombe au milieu de la chambre du comte suprême du comté de Zagrabie, où ce vieux seigneur sommeillait paisiblement dans un grand fauteuil ; et s'éveillant sur le bruit de l'entrée précipitée de Gaj, en sursaut, trouva à peine le temps de se mettre entre la foule, qui voulait franchir le seuil de la porte, et entre le docteur Gaj, qui se sauva derrière le fauteuil du comte suprême.

La foule s'arrêta au seuil de la porte sur un geste impérieux de

Zdenčaj, par crainte et par respect pour la dignité du *veliki župan* (comte suprême), dont l'autorité a été encore assez respectée avant les événements de l'an 1848. Gaj passa alors un mauvais quart d'heure malgré la protection de M. Zdenčaj ; et sa respiration a été tellement entrecoupée par la course rapide et par l'impression du danger, auquel il venait à peine à s'échapper, qu'il ne fut capable d'informer le comte suprême de ce qui s'était passé que par quelques mots presque inintelligibles. Et la foule, qui se pressa et se heurta derrière la porte, cria : « Au meurtre ! à l'assassin ! »

Zdenčaj ne savait plus qu'auparavant, et ne savait pas qu'en penser, mais la longue habitude de maniement des affaires publiques, et la vieille routine, qui enseigna tous les fonctionnaires sous la couronne de Hongrie de couper court à tout accident imprévu ou compliqué, en nommant une commission qui sera chargée d'en examiner sévèrement tous les détails et d'en faire le rapport le plus exact, tira aussi le comte suprême du comté de Zagrabie de son embarras. Il usa donc de cette formule en usage depuis plusieurs siècles en Hongrie et en Croatie, et promit solennellement que justice sera faite. La foule là-dessus et au geste de Zdenčaj qui la congédia, ou qui voulut dire pour des gens comme il faut, qui connaissent le sens des termes intellectuels : « Va-t-en canaille ! » se retira satisfaite, et s'écoula en bavardant sur la punition à laquelle Gaj ne pourrait plus échapper.

Gaj avait enfin la respiration plus libre et informa Zdenčaj en peu de paroles de son aventure sur la route de Maximir, et finit son récit en se mettant sous la protection toute puissante du comte suprême.

Zdenčaj, une fois informé de détails de cet événement, et cédant à sa timidité politique motivée par la gravité des circonstances à l'époque dont nous parlons, fit comprendre au docteur Gaj d'une manière positive, bien que très paternelle dans ses expressions, que sa présence ultérieure dans sa chambre ne lui causa point ce plaisir agréable qu'on ressent ordinairement avec un ami aussi spirituel dans un tête-à-tête prolongé et lui dit, en le congédiant amicalement : « Voyez, il fait déjà bien obscur ; le monde s'est écoulé, et vous pouvez maintenant sans être remarqué ou reconnu facilement atteindre votre maison » !

Gaj comprit fort bien qu'après cet événement l'agitateur national croate, le chef de l'opposition contre la suprématie magyare ne put être *una persona grata* dans le salon d'un haut fonctionnaire de la couronne de Hongrie, et se retira en se congédiant très poliment.

Gaj arriva heureusement et sans accident dans sa maison, où il trouva bon nombre de ses partisans réunis, qui l'attendaient avec

la plus grande impatience, et qui, tous consternés et découragés par l'événement et la trahison des paysans nobles de Saint-Ivan, lui reprochèrent de les avoir compromis par son alliance avec cette canaille d'une noblesse paysanne, et surtout par la manie de bonnets rouges, qui les désignaient de loin aux yeux de tout le peuple pour des Illyriens, qui n'y comprenait rien.

Gaj, après les avoir entendus parler avec calme, et reçu de bonne grâce leurs reproches et leurs sarcasmes, parvint à son tour à les persuader que rien n'était encore perdu, et que leur plan concerté s'exécutera le lendemain sans obstacle ; il finit son discours en les priant de ne lui accorder que trois heures pour réparer l'échec qu'ils venaient d'éprouver.

Ses partisans reprirent courage, et lui accordèrent ce délai, en promettant en même temps de se rassembler encore après 2 heures écoulées dans sa maison pour l'y attendre et entendre ce qu'il avait effectué pendant ce temps.

C'est donc un fait constaté que le parti national, si découragé la veille de la restauration par l'événement sur la route de Maximir, aurait abandonné son plan offensif pour le lendemain sans le courage, la fermeté et les démarches hardies du docteur Gaj. Voilà un mérite que personne ne lui pourrait ravir.

Gaj, qui au fond n'avait jamais été un homme intrépide et téméraire, fit à cette occasion preuve qu'une volonté ferme et inflexible sait maîtriser les faiblesses mêmes de la nature humaine, et produire des résultats inattendus.

Gaj, à peine délivré de la présence de ses partisans pusillanimes, endossa de nouveau son costume illyrien, se coiffa du bonnet rouge, prit son sabre, appela son pandour armé de pied en cap, et se rendit à l'auberge à l'enseigne du Renard, où les paysans nobles de Saint-Ivan avaient leur rendez-vous, et où ils buvaient alors le prix de leur trahison.

Les habitants de la capitale de Croatie, voyant le docteur Gaj en costume illyrien traverser si tard et si fièrement les rues de la ville après ce qui lui était arrivé dans l'après-midi, ne savaient que penser de sa hardiesse, et quand il parut tout d'un coup comme un fantôme au milieu des nobles de Saint-Ivan dans l'auberge à l'enseigne du Renard, dans la rue d'Ilica supérieure, ces braves campagnards furent si étonnés de son apparition inattendue, qu'ils ouvrirent la bouche à se faire démonter la mâchoire.

Gaj, profitant de leur embarras et de l'impression du moment, les harangua aussitôt avec énergie et une verve poétique, mais toujours au niveau de leur intelligence. Gaj, en passant rapidement sur les reproches, qu'ils avaient bien mérités pour avoir manqué à leur

parole d'honneur et à la foi jurée à la patrie, leur rappella les exploits et les mérites de leurs chevaleresques ancêtres, qui avaient toujours combattu et versé leur sang pour la nationalité et l'indépendance de la Croatie, et les somma de se montrer dignes de leur glorieuse mémoire. Gaj finit son brillant discours en les confondant et ensorcelant avec une pluie de phrases flatteuses et de paroles si enivrantes pour leur orgueil campagnard qu'un enthousiasme délirant s'empara de tous ces petits nobles de Saint-Ivan, qui portèrent le docteur Gaj sur leurs épaules autour de la cour de l'auberge en triomphe, et jurèrent de vaincre ou mourir sous la bannière nationale, en se rendant le lendemain en masse à la restauration pour y soutenir et protéger le parti national et son chef, le docteur Gaj.

Gaj, qui connaissait fort bien le moyen de soutenir l'enthousiasme de ses compatriotes, fit apporter sur-le-champ un grand tonneau de vin pour en faire couler le contenu par les gosiers altérés de ces braves gens, à qui il se hâta de communiquer son plan d'opération pour le lendemain, craignant que plus tard, quand le tonneau sera vide, personne de cette noble assemblée sera plus en état normal et capable de le comprendre. Il se congédia enfin de ses partisans aux cris unanimes et réitérés de *živio !* pour ne pas faire trop attendre ses amis, qui allaient se réunir de nouveau dans sa maison pour entendre le succès de ses démarches en faveur de leur parti.

Gaj, avant de retourner à la maison, courut encore chez le comte suprême du comté de Zagrabie pour l'informer de son succès dans l'auberge *Au renard*, où il a été en vérité le seul renard, et d'implorer sa coopération et sa protection pour le lendemain, comme la victoire finale du parti national ne dépendait que de lui. Gaj, qui savait fort bien que Zdenčaj était au fond de son cœur le plus noble patriote, finit son discours insinuant en ajoutant ces graves paroles « de ne pas mettre le nom de Zdenčaj, tant en considération dans sa patrie, sur le bord de l'abîme qui engloutirait la nationalité et la liberté croates ». Le vieux Zdenčaj, dont le cœur de patriote fut touché, fut vaincu par l'éloquence du docteur Gaj et oubliant tout d'un coup le palatin et la préfecture royale de Hongrie, redevint Croate, et tendit la main à Gaj en lui promettant, foi de gentilhomme, de faire son possible pour faire triompher la cause nationale et loyale, et n'y mit qu'une seule condition, savoir de faire élire par acclamation le chambellan Edouard Jellačić premier *vice-comes* (vicomte) du comté de Zagrabie. Gaj y donna son consentement, et de bon cœur au nom de son parti, autant plus aisément puisque Edouard Jellačić était un homme pâle, comme on dit à Paris, et n'avait pas une opinion politique prononcée, et ne compta enfin pour rien dans la lutte et dans l'opposition croate.

Les succès des démarches de Gaj furent donc complets. Il courut à la maison, en fit part à ses partisans et à ses amis rassemblés, enchérit encore sur la vérité des faits, et leur représenta tout sous des couleurs de rose, de la sorte que les présents passèrent de la plus grande anxiété à la plus grande exaltation, assurance et hardiesse, et qu'ils pouvaient à peine attendre patiemment le lendemain pour terrasser enfin le parti magyar.

CHAPITRE VII

Le 31 mai du bon matin on vit défilér une colonne imposante par la rue Longue pour se rendre au palais banal, où dans la cour de ce bâtiment aura dû avoir lieu la restauration.

Cette colonne a été composée de la masse des nobles de Saint-Ivan, tous coiffés du bonnet rouge, et précédés par les partisans distingués de la cause nationale, tous en beau costume illyrien, sabre au côté.

Gaj, du même [*sic*] en costume illyrien, armé et suivi de son pandour, se trouva à la tête de la colonne, précédé par le porteur de la tricolore nationale. La musique de la ville de Zagrabie devança la colonne de plusieurs pas et joua des airs nationaux entre autres celui de *Hrvacka još nie propala* (la Croatie n'est pas encore perdue, ou la Croatie n'a pas encore succombé). La poésie de cette chanson est de M. Gaj.

Cette colonne a été reçue partout où elle passa, en partie par des *živio*, et en partie par un morne silence dédaigneux, selon les opinions politiques des habitants, que ce spectacle avait attirés dans les rues.

Gaj avait compté d'arriver avec sa colonne dans la cour du palais banal avant les partisans du parti magyar pour y occuper avant eux les places autour de la table magistrale, mais les Illyriens s'étaient levés ce jour-là trop tard, car Gaj, en entrant dans la cour, vit d'un coup d'œil toutes les places importantes occupées par les Magyarons, et les chaises autour de la table magistrale occupées par les membres de la haute aristocratie croate, qui furent tous, comme nous le savons, à peu d'exceptions près, des Magyarons.

La table magistrale se trouva au milieu de la cour. Le comte suprême du comté, M. de Zdenčaj, y devait présider, et les chaises à gauche et à droite de la sienne ont été destinées aux membres du magistrat du comté. La galerie, autour du bâtiment dans l'intérieur de la cour, a été déjà remplie par une foule de dames et de demoiselles en grande toilette pour y assister à la restauration comme à une comédie. Si toutefois une femme peut se former une opinion politique nette et précise, il y avait là de tous les partis.

Gaj, qui avait son plan d'attaque arrêté, engagea la lutte préméditée par la demande impérative que les chaises, qui revenaient de droit aux membres du magistrat du comté et qui se trouvaient occupées par des magnats, fussent évacuées. Quelques magnats y répondirent en se moquant de la prétention du fameux docteur Gaj. Alors Gaj et ses partisans s'approchèrent de la table pour faire évacuer ces chaises par les usurpateurs et les magnats et quelques autres nobles sautèrent sur la table en tirant leurs sabres pour faire comprendre aux Illyriens qu'ils étaient résolus à leur défendre à s'en approcher. Là-dessus le murmure des Illyriens commença à gronder comme le précurseur d'une tempête et, quand les Magyarons y répondirent par des nouvelles provocations, Gaj ne sut plus maîtriser sa colère et il donna alors le signal convenu à son parti.

A ce signal connu, la masse compacte des Illyriens fond et se précipite comme une lavine [*sic*] immense sur les Magyarons, qui les terrasse, les emporte et les chasse.

Au bruit de ce terrible vacarme le comte suprême Zdenčaj se montra sur la galerie, et fit entendre sa voix menaçante à la foule furieuse pour rétablir l'ordre et la tranquillité. Ce fut en vain qu'il réclama l'inviolabilité du lieu, et qu'il cita la loi qui sévit contre les réfractaires. Le son de sa voix se perdit dans le bruit étourdissant du choc terrible, qui se termina par la fuite des Magyarons, que les Illyriens venaient de chasser de l'enceinte de la cour du palais banal.

Ces pauvres Magyarons se sauvèrent partout où ils espéraient de se dérober à la poursuite des Illyriens, dont la fureur ne connut plus de bornes. Des témoins oculaires les ont vus entrer dans l'ouverture des cheminées et même se cacher sur la galerie derrière les jupons immenses des dames compatissantes. « Honny soit qui mal y pense ! » c'est la devise de l'ordre de la charretière [*sic*].

Après que les Magyarons ont été chassés, l'ordre et la tranquillité s'y rétablit comme par enchantement. Les Illyriens envoyèrent alors une députation solennelle au comte suprême du comté de Zagrabie pour l'engager par une invitation respectueuse, de la part de la noblesse rassemblée dans la cour, de se rendre au milieu d'eux et de présider à la restauration du magistrat du comté pour l'effectuer légalement.

Zdenčaj y consentit enfin, descendit dans la cour, et fut salué par un tonnerre de *živio* et par des acclamations joyeuses qui partaient du cœur. Zdenčaj prit place et procéda dans la forme la plus légale à la restauration du magistrat du comté. Les Illyriens n'avaient pas manqué à leur parole donnée par le docteur Gaj, et Edouard Jellačić fut élu premier *vice-comes* du comté de Zagrabie par acclamation, et Zdenčaj, content de la bonne foi des Illyriens

et d'avoir réussi à faire élire Edouard Jellačić, candida [sic] aussitôt après tous ceux que le parti national avait proposés par l'intervention du docteur Gaj.

Gaj avait couru grand danger dans la mêlée selon son propre aveu. Poussé contre la table sur laquelle se trouva debout le comte Denis Sermage, celui-ci s'empara rapidement du bras de Gaj, et s'efforça de le rompre en deux en le pliant de toute sa force en arrière sur la carne de la table.

La main, qui porta la plume la plus véhémement et la plus influente du parti illyrien, valait bien alors la peine d'être brisée par un seigneur du parti magyar, mais une telle action sera toujours du ressort d'un bourreau ou de la passion d'un cannibale, et il répugne de croire que le comte Sermage avait vraiment l'intention de briser la main de Gaj. Quoi qu'il en soit, la providence surveilla alors l'existence du docteur Gaj, car son pandour, voyant le danger de son maître, s'avança et appliqua un tel coup de poignet [sic] sur l'estomac du comte Denis Sermage, que celui-ci tomba à la renverse, la tête en arrière et les pieds en l'air. Gaj était sauvé, et son adversaire rendit toutes les délicatesses qu'il avait mangées la veille, et qui fallut [sic] en mourir de l'apostrophe vigoureux qu'il venait de recevoir du pandour de Gaj. Quant à nous, nous connaissons le comte Denis Sermage comme un homme très comme il faut, très spirituel, et plein de bons mots, et très amusant. Quant à sa conduite à la restauration de 1842, nous en laissons la responsabilité à ceux qui y furent présents et en avaient fourni les détails.

La victoire du parti national a été donc assurée par le résultat si favorable de la restauration du 31 mai 1842, au moins pour trois ans, et attira du camp ennemi beaucoup de personnes, qui de Magyars acharnés devenaient des Illyriens par excellence.

Le parti illyrien grossissait sensiblement après la victoire ; car la fortune fait toujours des partisans et des rênégats. La haute aristocratie, dont les membres avaient des terres ou des alliances de parenté en Hongrie, ou dont l'éducation ou des intérêts privés leur avaient inoculé des sympathies pour la nation magyare, ne compta que très peu de rênégats. Les comtes Oršić, Janko et Charles Drašković, le comte Louis Erdödy (nous parlons de l'an 1848 par rapport à celui-ci), les comtes Voikfi et Corberon (au fond français, dont la famille existe encore à Paris, et qui avait acheté en Croatie la terre et le château de Januševac) furent alors, ainsi que tous les comtes Nugent, des patriotes zélés, et défendaient plus ou moins énergiquement la cause nationale. Nous sommes forcés de demander pardon dans le cas que nous eussions oublié quelques noms parmi les seigneurs croates et patriotes après si longtemps ; il y avait par exem-

ple, je m'en souviens à présent, un baron Palme à Varaždin qui se montra très bon patriote, et peut-être tant d'autres.

Personne ne fut tant exalté par le triomphe des Illyriens que le comte Albert Nugent en Croatie, et le chapelain Marko [*sic*] Topalović en Esclavonie. Le dernier se fit poète illyrien, et le premier colporteur de la gazette *Branislav* qui parut à Belgrade en Serbie, mais dont les articles imprimés ont été rédigés en Croatie à Zagrabie. Plus tard le gouvernement impérial à Vienne fut forcé d'en défendre le débit en Autriche, à cause de la véhémence des tirades contre le parti magyar, et sans ménager des personnes titrées et dans une position sociale des plus élevées, en les désignant par leur nom de famille et de baptême à la risée et au mépris du public. Le comte de Sedlnitzki, ministre de police à Vienne, parut aussi sentir une odeur de panslavisme dans le *Branislav*, et cette seule raison suffit pour donner le coup de grâce à cette gazette en Autriche. Alors le comte Albert Nugent se drapa dans son manteau rouge, prit le costume et l'armement d'un Seresan ou plutôt d'un Bosniaque, et monté sur un petit cheval, il se rendit bon train à Belgrade en Serbie, pour y apporter les articles pour le *Branislav*, écrits comme autrefois à Zagrabie. Nugent attendait à Belgrade jusqu'à ce que le nombre nécessaire d'exemplaires de la gazette ont été imprimés, qu'il remporta ensuite sous son manteau rouge, et sur son cheval dans une petite malle, pour les distribuer en route à tous ceux qui s'étaient chargés à leur tour de les distribuer aux abonnés.

Ce colportage se fit avec tant d'adresse que le général Ungerhofer commandant militaire de la ville frontière de Semlin, vis-à-vis de Belgrade, qui a été aussi chargé de la police secrète, ne put jamais découvrir le colporteur de cette maudite gazette, qui prit toujours son chemin par Semlin, et qui parut se moquer de ses mesures de surveillance et de sa fureur impuissante. Ungerhofer, sur qui pesait la responsabilité de cette contrebande journalistique comme un cauchemar, et ne le laissa plus en repos ni jour ni nuit, fit ouvrir toutes les lettres à la contumace de Semlin, qui arrivèrent de Belgrade, pour découvrir la trace du coupable, mais vainement ! Au contraire Albert Nugent informé de ce procédé du général Ungerhofer, qui avait de lui-même une grande idée de sa sagacité, s'amusa à mystifier ce bon vieillard en écrivant lui-même des lettres qu'il mit à la poste de Belgrade et dans lesquelles il annonça les nouvelles les plus alarmantes ; une fois même, il y parla du passage de 10.000 révolutionnaires en Autriche, ce qui avait tellement consterné le vieux général Ungerhofer, qu'il alarma à son tour le général en chef à Petervardein le prince Reuss-Köstritz N^o 64. Ce prince, homme d'esprit mais d'un tempérament très véhément, qui a été déjà plusieurs fois irrité par

toutes ces bêtises et nouvelles inventées que le général Ungerhofer lui fit parvenir sans interruption, lui fit comprendre qu'il était la dupe d'un mystificateur, et qu'il le rendrait dorénavant responsable de l'introduction de la gazette de *Branislav* dans les états d'Autriche, puisqu'il avait les moyens à sa disposition à Semlin d'en découvrir le colporteur. Le pauvre général Ungerhofer ne sut plus à quel saint se vouer.

Ungerhofer dans son désespoir prit alors un élan si fort pour découvrir les traces du maudit colporteur qu'il aurait été digne de ses jeunes années, et en prodiguant de l'or et de l'argent à ses agents il parvint enfin à dépister le colporteur, quand on le désigna déjà dans tous les estaminets de Semlin dans la personne du comte Albert Nugent, et quand ses agents crurent enfin le moment favorable pour leurs intérêts de le dénoncer au général, avant que celui-ci l'eût enfin appris par la voix publique.

Le premier moment, le général Ungerhofer fut presque fâcheux [*sic*] d'avoir découvert le colporteur du *Branislav* dans la personne du comte Albert Nugent, le fils du général d'artillerie comte Nugent, qui jouissait d'un grand crédit à Vienne et qui lui saurait peut-être mauvais gré de la dénonciation de son fils, mais en se souvenant de tant de mystifications dont il a été la dupe, il n'éprouva plus que la rancune et le désir de la faire sentir au téméraire comte Albert Nugent, qui s'était moqué si longtemps de lui. Ungerhofer en fit donc le rapport à son général en chef, le prince Reuss-Köstritz N^o 64, qui n'était pas homme à souffrir l'espièglerie et le colportage du jeune Nugent, et ordonna au général de défendre dorénavant le passage de Semlin à Belgrade au comte Albert Nugent, et de le faire arrêter sans ménagement dans le cas qu'il y passerait d'une manière illicite, et de l'envoyer escorté à Petervardein.

Le comte Albert Nugent, qui connaissait fort bien la sévérité quelquefois misanthrope et l'emportement du prince Henri de Reuss-Köstritz N^o 64 (tous les princes de cette race de Reuss s'appellent avec le nom de baptême Henri, et ne se distinguent que par le nombre posé après le nom de famille) résigna alors à la charge d'un colporteur, et les Illyriens en chargèrent de cette commission un certain Havliček, actuellement chef de la police à Zagrabie (*Stadthauptmann*) qui fut alors le conducteur du bateau à vapeur *Sloga* sur la Sava, et put facilement sans être soupçonné remplacer Nugent à Belgrade, et puis distribuer en route les paquets de gazette à des affidés, qui les porteraient aux villages ou aux villes désignées.

Le bateau à vapeur *Sloga* parcourut alors la distance de Sissek à Semlin sur la Sava, qui se réunit à Belgrade avec le Danube. Ce bateau à vapeur a été bâti avec l'argent des actionnaires croates,

et M. Ambroz Vranicany y avait sacrifié une somme considérable. Les Magyars et la société de navigation de bateaux à vapeur sur le Danube ne virent qu'avec un extrême déplaisir cette entreprise nationale des Croates. Ce vaisseau fit naufrage en 1846 au milieu des flots de la Sava, et tout près du grand village de frontière militaire de Brod Županje, et on avait soupçonné alors, peut-être pas sans raison, que les Magyars, les bons frères des Croates, avaient acheté la conscience du pilote, car il paraît autrement impossible d'expliquer par une autre raison le naufrage de la *Sloga* (Concorde) et surtout de la perte du matériel du bateau à vapeur, quand on l'avait vu enfoncé jusqu'à la cheminée dans le fleuve et pour ainsi dire à quelques pas du rivage, où le vapeur aurait pu aborder d'une seule tournée des roues, même après avoir été endommagé par un poteau, auquel un moulin a été jadis attaché, et qu'on avait oublié d'ôter. Ce poteau, qui avait enfoncé un trou dans la quille du bateau, avait donc été, selon la sentence des hommes experts, la raison ostensible de la perte du bateau à vapeur croate. Les travaux qu'on entreprit plus tard pour faire sortir la *Sloga*, et pour sauver au moins le matériel, ne contribuèrent qu'à augmenter les dépenses et la perte des actionnaires croates. On y avait employé des ingénieurs magyars.

M. Ambroz Vranicany fut donc quitte pour son patriotisme et pour son argent, et M. Havliček, qui s'était si bien acquitté de sa commission secrète à colporter la gazette de *Branislav* jusqu'au naufrage du vapeur, que ni les efforts du général Ungerhofer à Semlin, ni les mouchards de la police de Vienne furent capables à découvrir ce colporteur adroit et d'une rare finesse, perdit sa place de conducteur et se retira à Zagrabie. Havliček est marié avec la fille du marchand Binder dont la boutique se trouve dans la rue Longue.

CHAPITRE VIII

Georges Haulik de Varallya, l'évêque de Zagrabie et le *locum tenens* (lieutenant) constitutionnel du royaume de Croatie avait dirigé les affaires politiques depuis la mort du ban Vlasits, et on aurait bien fait de lui en laisser encore la direction, mais l'agitation politique et la fermentation d'esprits en Croatie, surtout à Zagrabie, ne firent qu'augmenter, et donnèrent enfin tant d'inquiétudes au cabinet impérial à Vienne, qu'on s'y crut forcé de nommer un nouveau ban de Croatie.

Ce choix fut un des plus difficiles pour l'époque dont nous parlons. Il en fallait aussi le consentement de l'archiduc palatin d'après l'usage constitutionnel en Hongrie, et celui-ci se serait opposé à la nomination d'un Croate, ou à tout autre qui n'avait pas les sympathies de la haute aristocratie magyare.

Le mariage de la fille du prince Metternich avec le fameux comte Sandor, un des plus riches seigneurs en Hongrie, fut encore un malheur pour la cause nationale en Croatie.

Le comte Sandor était renommé par ses folies, par ses débauches, et par ses extravagances dans sa jeunesse. Il a été aussi connu pour sa témérité à cheval, laquelle avait quelque chose de magique et d'épouvantable, et ne fut égalée que par son adresse admirable et inouïe de dompter la fureur des chevaux les plus fougueux. La comtesse Sandor, née princesse de Metternich, vient de mourir à Vienne (novembre 1861).

Le prince Metternich, par le mariage de sa fille, avait subi sans s'en apercevoir l'influence de la nouvelle coterie magyare, et se montra depuis ce temps beaucoup plus favorable au parti magyar, qui s'était formé à Vienne depuis l'avènement du roi de Hongrie Ferdinand au trône impérial d'Autriche. Ce parti magyar devint tout-puissant par l'influence politique de l'archiduc palatin de Hongrie Joseph et de son fils l'archiduc Étienne sur l'empereur Ferdinand, qui ne sut rien lui refuser. L'épouse du prince Metternich, Mélanie, qui avait été la fille du comte Joseph Zichi de Vasonykö, le mit aussi en relation amicale avec le parti magyar, qui fit son possible pour inspirer au vieux prince Metternich une certaine aversion pour la

fermentation nationale en Croatie, en la qualifiant comme un symptôme du panslavisme, qui fut toujours la bête noire des ministres autrichiens, surtout depuis qu'on avait eu à Vienne connaissance du testament du czar Pierre le Grand.

Quoique le prince Metternich ne tomba si facilement dans le piège d'une intrigue, et qu'il savait mieux qu'un autre ce qui avait donné tant de hardiesse à l'opposition croate, il commença pourtant à nourrir une certaine défiance, et à refroidir dans son ardeur à alimenter l'opposition croate contre la suprématie magyare, et l'abandonna enfin à son propre sort, sans chercher cependant des moyens à l'étouffer entièrement.

Quant au choix du ban de Croatie, après avoir flotté longtemps entre plusieurs candidats, et après des longues hésitations, on avait enfin fixé les yeux sur le colonel comte Haller de Hallerkeö, qui se trouva sous la main à Vienne en sa qualité de lieutenant de la garde du corps noble hongroise, où il s'acquit une brillante renommée par sa fermeté et sévérité, avec laquelle il a su supprimer les désordres et les débauches d'une jeunesse effrénée, et rétabli l'ordre et la discipline dans ce corps distingué. Ce fut sans doute une bonne recommandation pour le comte Haller, mais elle ne suffit point pour en faire un ban de Croatie à l'époque dont nous parlons. Il y a loin du talent à bien conduire une centaine de jeunes gens à l'aide d'une discipline militaire, à celui de diriger toute une nation en fermentation et livrée à toutes les passions des partis, qui remuèrent le sol entier des royaumes de Croatie et de l'Esclavonie. Il fallait pour cela une profonde connaissance politique de l'état social de ce pays, de l'esprit des différents partis, des hommes et des moyens qu'on y devait employer pour réconcilier les intérêts opposés et surtout de la langue croate, qui eût été indispensable pour le ban de Croatie pour gagner une certaine popularité si nécessaire pour remplir la tâche que la cour impériale lui avait imposée par sa nomination à la dignité de ban de Croatie, Dalmatie et Esclavonie.

Le colonel comte Haller était un brave militaire loyal et chevaleresque, issu d'une famille des plus distinguées en Transylvanie, mais il était Magyar par éducation et par habitude, car il avait toujours servi dans les houzards, ne comprenait pas un mot croate, et ne possédait nullement toutes les qualités pour le poste important d'un ban de Croatie dans cette époque critique.

L'empereur Ferdinand I^{er}, roi de Hongrie, l'avait cependant nommé général (de brigade), conseiller intime et colonel propriétaire des 2 régiments de la frontière banale, des charges adhérentes à la dignité de ban de Croatie.

A Vienne on comprit pourtant que le nouveau ban de Croatie se

trouvera sur un terrain inconnu, et qu'il fallait bien lui donner des informations et des instructions par rapport à sa conduite politique à observer, pour ne pas se compromettre de prime abord aux yeux des partis litigeants [*sic*] en Croatie. Pour cette raison l'évêque Haulik, le *locum tenens* du royaume, avait reçu une intimation relative à cette affaire, puisque l'on l'avait jugé le plus capable à initier le ban comte Haller dans toutes les intrigues des partis et dans les mystères politiques du royaume de Croatie. Haulik avait reçu cette intimation dans le Banat, où il se trouva pour visiter la terre si considérable qui appartient à l'évêque de Zagrabie.

Il faut bien du temps pour apprendre à connaître tous les ressorts secrets d'un grand mouvement populaire tel qu'en Croatie, les coryphées et les chefs des partis, leurs tendances et leurs relations politiques, et de gagner leur confiance et de la popularité dans le pays. Et l'évêque Haulik fut à cette époque même encore, pour ainsi dire, plutôt un observateur prudent qu'un vieux routinier en Croatie, puisqu'il n'avait occupé le siège épiscopal à Zagrabie que depuis quelques années ; mais sa loyauté et son dévouement pour la maison régnante au-dessus de toutes réflexions ultérieures le firent partir sur-le-champ du Banat, pour courir à la rencontre du ban Haller sur la route de Croatie.

Haulik le rencontra en chemin et l'informa en route de tout ce qui lui était le plus nécessaire à savoir pour le moment, et il n'y a point de doute que toutes les informations et toutes les instructions de l'évêque furent de la plus grande importance politique pour le nouveau ban de Croatie, pour qui ce royaume fut, dans toute la force du terme, une terre inconnue !

Le ban comte Haller, en sa qualité de colonel propriétaire des régiments de la frontière banale, prit sur recommandation le lieutenant en premier Kottas pour son adjudant, sur la fidélité et le dévouement duquel il put se reposer entièrement.

L'installation du ban comte Haller de Hallerkeö a été une des plus brillantes qu'on ait jamais vues dans la capitale de Croatie.

L'aristocratie magyare en profita pour faire une démonstration en faveur du parti magyar en Croatie, dont le triomphe y parut assuré par la nomination du comte Haller à la dignité de ban, puisqu'elle le regardait comme un de leurs. Tous les comtés de Hongrie y ont été représentés par des brillantes députations, et les riches seigneurs de Hongrie, qui étaient arrivés à Zagrabie pour complimenter le nouveau ban de Croatie et pour donner du relief à son installation, étalaient un luxe oriental en costume, livrées et équipages, capable d'écraser aux yeux du vulgaire les pauvres Illyriens et leur docteur Gaj.

Le jeune comte Albert Nugent sut cependant paralyser l'effet que le luxe des Magyars avait produit sur l'esprit faible du peuple à Zagrabie, par une contre-démonstration nationale de la part du parti national, qu'on trouva aussi imposante que géniale.

Nugent apparut sur un cheval turc en costume illyrien à la tête d'une centaine de *Slobodniaki*, des paysans libres, tous en habit national, le bonnet rouge sur la tête, et l'arme à feu sur les épaules. Le drapeau national flotta à la tête de cette colonne martiale, porté par un géant de cette race de montagne dont le prototype se trouve encore sur les rochers et dans les vallées de la Lika.

L'apparition de cette colonne provoqua un enthousiasme délirant parmi les patriotes, et un tonnerre de *živio !* (vive !) fit comprendre aux Magyars qu'ils ne devaient pas crier trop tôt partie gagnée, et fut en même temps un avertissement salutaire pour le nouveau ban de Croatie installé, que l'opposition nationale contre la suprématie magyare n'avait nulle envie de fléchir, puisqu'elle se montra au grand jour, les armes à la main, au moment où il prit possession de sa charge et de son pouvoir.

Un tableau, qui représente le comte Albert Nugent à la tête de sa colonne, se trouve encore de nos jours dans presque toutes les auberges et dans toutes les maisons des patriotes en Croatie. Aucun accident fâcheux ne troubla l'installation du ban comte Haller, et les festins qui suivirent cette solennité, car le Croate respecte l'hospitalité et se réconcilie facilement avec son adversaire poli, le verre à la main.

Le ban Haller, Magyar par éducation, habitude, prédilection et par un respect inné pour la personne de l'archiduc palatin de Hongrie, se trouva par cela même dans une fautive position de prime abord en Croatie, car le palatin détestait l'Illyrisme, ou le parti national, et tous leurs coryphées ; mais en sa qualité de ban de Croatie, il lui fallut aussitôt descendre dans la lice contre la suprématie magyare et faire taire ses opinions politiques, ses plus chères convictions, et trahir pour ainsi dire la confiance de l'archiduc palatin de Hongrie, ou de se rendre coupable de parjure, puisqu'il avait juré en face des représentants de la nation croate, à son installation, la main levée au ciel et appelant Dieu en témoin de la fidélité de ses paroles, de défendre contre qui que ce soit la nationalité, les droits municipaux, les libertés et les privilèges de la Croatie.

Sa situation était pénible, sa position critique. Manquer à ses serments solennels, ou à l'attente de sa patrie, du royaume de Hongrie et du palatin, il n'y avait pas d'autre expédient. Outre ces écueils inévitables, il y avait encore des grands désagréments et des difficultés immenses à vaincre, qui ne l'attendaient pas dans la sphère



LE COMTE ALBERT NUGENT

„AVEC SES ALLODIANES ET SEREZANES DE TOPOLOVAC EN COSTUME NATIONAL A L'OCCASION DE LA SOLENNELLE INSTALLATION DE SON EXCELLENCE LE BAN"

(18 OCTOBRE 1842)

LITHOGRAPHIE DE CARL GÖBEL

élevée du ban de Croatie, — mais dans l'arène commune, où il devait descendre en sa qualité de comte suprême du comté de Zagrabie, car feu l'empereur François crut de bonne foi renforcer l'autorité du ban, en réunissant la dignité du comte suprême du comté de Zagrabie avec celle du ban de Croatie. La pratique en prouva le contraire. Le ban Vlasits en fit le premier la triste expérience, et en éprouva aussi tous les inconvénients. Par bonheur pour lui, il possédait beaucoup de routine et assez de popularité, gagnée par sa vie simple et ses manières bourgeoises, pour en échapper belle. Mais le ban Haller a été prédestiné par la providence d'expié la faute politique du cabinet impérial, surtout comme il ne possédait ni la routine ni la popularité de son prédécesseur, et comme les petits nobles, même la noblesse campagnarde de Turopolje, s'étaient si bien habitués à la présence du ban dans les congrégations du comté de Zagrabie que son apparition ne leur imposa plus. Et le ban comte Haller n'a pu que perdre par la réforme du feu empereur François.

Le ban, quittant la région élevée, où la liberté parlementaire ne pouvait l'atteindre ou blesser, fut obligé de descendre dans la lice en sa qualité de comte suprême du comté de Zagrabie, et se trouva exposé aux sorties malveillantes et tant de fois grossières de la petite noblesse, parmi laquelle se distingua surtout le fameux *Comes Turopoliensis* Daniel de Jozipović par son langage impertinent et par ses manières rustres et outrageantes. Ce ci-devant cadet d'un régiment de ligne hongrois, frère et cochon avec les paysans nobles de Turopolje, avait gagné leurs sympathies en les flattant, et en les enivrant avec du vin et de l'eau-de-vie, surtout dans les occasions où il en avait besoin pour imposer par leur nombre et brutalité aux membres éclairés et modestes de la congrégation du comté de Zagrabie.

Le parti magyar en Croatië, pesant du double par le soutien de la haute aristocratie du pays, par la supériorité numérique de la noblesse campagnarde de Turopolje, instrument docile entre les mains de Daniel Jozipović, et par l'influence puissante de l'archiduc palatin de Hongrie et de la préfecture royale à Bude sur le ban de Croatie comte Haller, s'augmenta si considérablement que le parti illyrien et les patriotes ne virent qu'avec crainte approcher l'an 1845, terme fixé pour la nouvelle restauration du magistrat du comté de Zagrabie. Le palatin de Hongrie recommanda au ban de Croatie d'employer les mesures les plus rigoureuses pour maîtriser l'opposition nationale, et la préfecture royale à Bude ne cessa de tonner contre les Illyriens et leur chef.

Les Illyriens, sachant bien qu'ils ne pouvaient pas compter sur leur ban, profitèrent cependant du temps qui leur resta encore pour enrôler autant de patriotes que possible sous leur bannière nationale.

CHAPITRE IX

En attendant jetons quelques regards sur le duché de *Serbie*, où les événements politiques ne manquent jamais de réagir sur l'esprit public en Croatie.

Il ne faut jamais oublier que la moitié des sujets de l'empereur d'Autriche dans les provinces méridionales slaves de l'empire sont des Serbes, qui appartiennent à l'église orientale, qui regardent la principauté serbe au delà du Danube comme le berceau de leur nationalité, et l'empereur de toutes les Russies comme le protecteur et le chef visible de l'église orthodoxe de l'orient, qui plantera un jour la croix au sommet de la coupole de l'Aja Sophia à Constantinople pour en dominer le monde entier.

C'est donc clair que tout événement grave arrivé à Belgrade réagit toujours sur l'esprit national des Serbes en Autriche, qui prennent toujours le plus grand intérêt au bien-être de leurs frères au delà du Danube. On pourrait bien affirmer, sans blesser la vanité nationale serbe, que l'élément serbe a quelque chose de la ténacité de la nation juive, qui jusqu'à nos jours s'est conservée intacte de tout alliage étranger. C'est connu que le vieux prince Miloš Obrenović a été forcé d'abdiquer le 13 juin 1839 en faveur de son fils Milan, qui mourut cependant le 7 juillet de la même année sans avoir signé un seul acte de gouvernement. Le prince Michel lui succéda par droit de succession héréditaire, établie dans la famille Obrenović par la Porte ottomane et reconnue par les puissances du continent. Pour cette raison on est encore aujourd'hui dans l'attente d'apprendre la raison d'état qui avait porté le prince Metternich en l'an 1842 à renverser le trône des Obrenović par ses intrigues diplomatiques occultes, et à faire remplacer le prince Michel par le jeune Karageorgević. Aujourd'hui que le prince Michel se trouve de nouveau sur le trône de Serbie, il est fort à douter qu'il ait des sympathies pour un gouvernement dont la loyauté par rapport à sa famille lui paraîtra toujours suspecte après la triste expérience qu'il avait faite en l'an 1842. Nous allons parler de cet événement.

Il a été déjà remarqué dans le tome précédent, qui contient l'histoire du mouvement serbe en Autriche en l'an 1848, que ni la Russie ni l'Autriche voyaient d'un œil favorable une dynastie héréditaire s'enraciner en Serbie.

Le sénat de Belgrade, instigué par des agents secrets, manifesta le premier ses intentions hostiles à la famille Obrenović, en s'arrogeant le droit d'élire de nouveau le prince Michel après la mort de son frère Milan, et en soumettant cet acte d'élection à la Porte ottomane pour qu'elle la confirme. Tout cela fit infraction à la loi sanctionnée, qui établit la succession héréditaire dans la famille Obrenović, qui malgré le gouvernement despote du vieux prince Miloš, avait toujours plus de sympathies parmi le peuple serbe que la famille de Karageorgević, ce qui fut encore prouvé de nos jours par la facilité avec laquelle le vieux prince Miloš avait réoccupé le trône de Serbie en 1859.

Le prince Michel, pendant son règne si court, avait au moins montré qu'il désirait travailler au bonheur de son peuple, et qu'il était du bois dont on fait des princes comme il faut, au moins pour la Serbie. Karageorgević, qui le remplaça sur le trône, n'y fut qu'une complète nullité.

Le prince Michel avait une tâche impossible à remplir, entouré de traîtres, d'ennemis, d'un sénat conspirateur, d'un peuple séduit par les conjurés, harassés par les consuls étrangers, ne pouvant même se fier entièrement aux membres de sa famille, sachant que son oncle Jevrem fut la cause principale de la chute de son père, et ne recueillant que des perfidies en cherchant des conseils.

Le consul autrichien Mihanović, qui a été si hostile à son père à l'époque où il avait l'intention d'épouser la fille Anka de Jevrem, ne se trouva plus à Belgrade. Le colonel Filipović, qui le remplaça, était un parfait honnête homme, qui ne se serait jamais abaissé de commettre une action indigne, pas même dans l'intérêt de son pays. La suite le prouva. Mais en été 1841 on vit arriver à Semlin le général baron Hauer, sous le prétexte ostensible pour y faire des études par rapport à la régularisation de la rivière Sava. Metternich l'y avait envoyé avec une mission secrète.

Bien que le baron Hauer développât un talent diplomatique peu commun, et qu'il s'occupât ostensiblement avec l'examen du cours et des rives du fleuve, en mesurant la distance d'un point à l'autre en comptant ses pas, et se promenant avec une mappe [*sic*] à la main, personne ne se laissait mystifier par cette comédie ; car on avait bien remarqué ses fréquentes visites chez le pacha turc dans la forteresse de Belgrade, avec lequel il se lia si étroitement qu'il y passa même quelquefois les nuits, et on dit que ce rusé oriental

d'un pacha turc a su même pendant la nuit procurer des plaisirs à son hôte, tels qu'il n'aurait pu jamais se procurer à Semlin.

Le baron Hauer, en partant de Vienne pour Semlin, avait reçu dans le cabinet du prince Metternich verbalement des instructions secrètes et de la plus grande importance, qui se trouvèrent diamétralement opposées à celles que le vieux général Ungerhofer, commandant militaire de Semlin, avait reçues par écrit et officiellement de Vienne.

En un mot, Ungerhofer avait reçu l'ordre officiel de soutenir les bons rapports avec le prince Michel, et de lui offrir ses services toutefois qu'il en aurait besoin pour sa personne.

Hauer avait la mission secrète de travailler en cachette à la chute du prince Michel, et de le faire expulser de la Serbie. Ce double jeu politique réserva au prince Metternich l'expédient de désavouer le général Hauer dans le cas que l'affaire ne réussirait pas, ou si elle tournerait mal par un accident imprévu.

Le vieux général Ungerhofer, fin matois et intrigant assez habile jusqu'à un certain point, ne pouvant pourtant pas croire à une telle fausseté et duplicité diplomatique de la part de Metternich, mit les intrigues et les manœuvres occultes du baron Hauer sur les comptes du dernier, dont la présomption et la hardiesse de faire politique de sa propre autorité, selon son opinion, passa toutes les bornes de la prudence et de la bonne foi. Aussi ne tarda-t-il d'en informer le prince Metternich et le président du conseil de guerre aulique à Vienne de la conduite irréfléchie du général baron Hauer, en faisant un rapport détaillé sur ses relations secrètes avec Kiamil-Pacha, commandant de la forteresse de Belgrade, et avec les conjurés Vučić, Petroniević et Stojan Simić, qui retournèrent sur un bateau à vapeur à Belgrade, et à la rencontre desquels il était allé par eau jusqu'à Vidin, pour avoir le loisir pendant le voyage de concerter avec ceux-là le plan à soulever le peuple contre le prince Michel et à renverser son trône.

Ce rapport et tant d'autres, qu'il avait écrits sur la conduite inexplicable du baron Hauer, étaient bien arrivés à Vienne ; mais il n'en reçut aucune réponse et le résultat de ses rapports se fit toujours attendre.

Vučić, Petroniević et Stojan Simić, de retour à Belgrade, n'avaient rien de plus empressé à faire que de renouer leurs relations avec les ennemis de la famille Obrenović.

Le général baron Hauer, qui ne ménagea ni la juste méfiance ni la susceptibilité du général Ungerhofer qui voulut faire valoir son ancienneté par rapport à son grade de général, et dont le premier se moqua, puisque toutes les autorités militaires dans la frontière mi-

litaire avaient reçu ordre secret de Vienne de se conformer aux désirs du général baron Hauer dans tout ce qui concerne sa mission politique, et ce que Ungerhofer n'avait appris que plus tard, finit par se brouiller entièrement avec le commandant militaire de Semlin. Ces deux généraux se haïssaient puis tellement qu'ils ne s'épargnèrent pas même des invectives et des épithètes si outrageantes en public que les officiers de la garnison de Semlin et des gens comme il faut, qui les entendirent proférer, en furent vivement indignés et scandalisés.

Le colonel Filipović, qu'on avait aussi mis à la disposition du général Hauer, avait refusé d'une manière décidée de coopérer à la chute du prince Michel, ce qui rebuta à sa loyauté et à son caractère chevaleresque. Sur sa demande et sur le rapport du baron Hauer le gouvernement impérial le rappela bientôt après de Belgrade, et il partit de bon cœur pour Vienne.

L'archiduc Albert était arrivé le 23 mai 1843 sur un bateau à vapeur à Semlin. Sur le même bateau se trouvèrent le général Roth, sa femme et leur fille, la belle Sidonie, qui épousa plus tard ce même colonel Filipović, quand il a été nommé général. Hauer courut recevoir son altesse impériale ; Ungerhofer, qui réclama le droit de complimenter le prince en sa qualité de commandant militaire de Semlin, y courut aussi à la tête du corps d'officiers de la garnison qui s'était rassemblé chez lui. Hauer, plus léger et seul, le devança, lui barra pour ainsi dire le chemin, et reçut l'archiduc en se rendant au bord du vapeur. Hauer profita de l'avantage du premier venu, et fit une triste peinture de son camarade, le commandant militaire de Semlin, qu'il décrit comme un pauvre vieillard qu'il s'était déjà survécu. Ungerhofer, que les officiers engagèrent à s'avancer et à les présenter à l'archiduc, leur répondit alors avec tant de colère et à si haute voix que l'archiduc même aurait été capable de comprendre ses paroles, s'il y eût fait attention, car il s'écria : « Vous voyez bien, Messieurs, que ce [sic] charogne (en désignant Hauer, qui se trouva devant lui) me barre le chemin, et que je ne puis pas venir aux mains avec lui devant Son Altesse impériale. » Là-dessus le général baron Hauer se retourna, et voyant son camarade avec le corps d'officiers derrière lui, fit vite demi-tour à droite, et commença à présenter les officiers, dont les noms lui furent connus, à l'archiduc Albert, avant que le général Ungerhofer, que la rage étouffa, revenait de son étonnement que lui avait causé l'arrogance et la hardiesse inouïe de son camarade, et avant qu'il ait trouvé la parole, le corps d'officier tout entier a été présenté. Ce fait est incroyable mais vrai dans toute la force du terme.

Enfin Hauer, de concert avec le Turc Kiamil Pacha, et avec les

Serbes Vučić, Petroniević et Stojan Simić, secondés par les journaux rédigés en Autriche, et surtout par le journal serbe rédigé à Pest, par l'organe duquel ils avaient attaqué tour à tour le sénat, les ministres, et le prince lui-même, parvinrent enfin à exciter le peuple à la révolte ; et il ne fallait plus qu'une étincelle pour faire sauter la dynastie Obrenović, ce qui a été le but de la mission du baron Hauer.

La révolte du 19 août 1842, où les canons de Vučić dispersèrent la faible escorte du prince Michel, ravit le trône à la famille Obrenović, à qui la Serbie est redevable de son indépendance politique, de tous les progrès dans la voie de la civilisation, ainsi que de la considération dont elle commença à jouir en Europe.

Le malheureux prince Michel, trahi et abandonné de tout le monde, fut forcé de se réfugier à Semlin en Autriche, où il fut reçu par le général Ungerhofer avec tous les égards dus à une grande infortune. Le général baron Hauer, au contraire, eut encore l'effronterie de lui reprocher le peu de courage et d'énergie qu'il avait montré pour soutenir ses droits sur le trône. La conduite de Hauer fut alors aussi indigne d'un homme d'honneur que celle du vieux général Ungerhofer méritait tous les éloges d'un cœur honnête.

Une assemblée nationale composée uniquement d'ennemis et d'adversaires de la famille Obrenović eut lieu le 14 septembre 1842 ; et Alexandre Karageorgević, fils du célèbre Cerni-George, premier délibérateur [*sic*] de la Serbie, y fut élu prince de Serbie par l'influence de Vučić, Kiamil Pacha et du commissaire turc Chekif Effendi, qui assistèrent à cette comédie d'une élection populaire.

Alexandre Karageorgević, né [en] 1806, avait reçu un commencement d'instruction dans une école primaire en Bessarabie. Après la mort de son père il vécut en Valachie, où il jouissait d'une modique pension du prince Miloš. Le prince Michel lui permit de revenir à Belgrade et l'attacha enfin à son service en qualité d'aide de camp. C'est un homme qui n'avait hérité de son père que son nom célèbre ; et il parut qu'il n'avait pris aucune part à la conspiration contre le prince Michel, qui fut pour ainsi dire son bienfaiteur.

La perspicacité politique du prince Metternich s'était cependant trouvée alors en défaut. La Russie, aigrie au plus haut point de ce que l'Autriche s'immisça dans les affaires intérieures de la principauté de Serbie et qu'elle s'arrogea à son tour le droit d'y exercer son influence, protesta énergiquement contre l'élection d'Alexandre Karageorgević. La note du comte Nesselrode, ministre des affaires étrangères en Russie, était stylisée de la manière à inspirer des vives inquiétudes au prince Metternich sur les fâcheuses conséquences

du coup d'état qu'il venait de frapper à Belgrade par des moyens peu plausibles, et, craignant une rupture avec la Russie, n'hésita pas un moment à désavouer la conduite du général, qui avait mal compris sa mission, qui ne devait être que l'œil et l'oreille de l'Autriche à Semlin, et point tremper dans les intrigues des malcontents en Serbie, et prendre part à leurs délibérations, ce qui leur devait naturellement susciter l'idée que l'Autriche verrait avec plaisir qu'on y renversait le trône d'Obrenović. Metternich finit par se justifier en alléguant les instructions secrètes et officielles qu'il avait envoyées au général Ungerhofer à Semlin, et qui lui recommandèrent sans toute réserve d'entretenir les relations amicales avec le gouvernement du prince Michel, et de lui offrir ses bons offices dans le cas qu'il en avait besoin. Outre cela le général baron Hauer fut rappelé et disgracié, c'est-à-dire, on l'envoya comme général de brigade à Saint-Pölten en Autriche, dans le voisinage de Vienne, la brigade la plus recherchée par les généraux de brigade en Autriche.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg, qui avait été informé dès l'arrivée du général Hauer à Semlin de tout ce qu'il faisait et parlait, de son intelligence secrète avec Kiamil-Pacha et avec les malcontents, et puis de l'intention perfide du prince Metternich, ne fut pas la dupe de ses protestations ; mais n'ayant pas l'envie de se brouiller sérieusement avec l'Autriche, la Russie se contenta d'humilier l'Autriche devant les yeux de toute la nation serbe, et de faire comprendre aux Serbes que leur salut ne dépendait que de la bonne volonté et de la toute-puissance du czar moscovite.

Pour compléter cette farce diplomatique le cabinet de Saint-Pétersbourg, qui daigna accepter les excuses de Metternich, s'empressa alors d'envoyer une brillante décoration russe au général Ungerhofer, laquelle lui fut remise de la part de la chancellerie aulique d'état de Vienne, accompagnée d'une lettre très flatteuse du prince Metternich, qui le combla d'éloges à cause de sa conduite prudente, loyale et convenable, qu'il avait observée pendant les troubles en Serbie, et s'il y avait vraiment quelque dupe de cette comédie politique, ce fut sans doute le bon vieux général Ungerhofer, au moins à en juger par la joie immodérée qu'il montra en recevant la décoration russe et la lettre flatteuse du ministre des affaires étrangères, et surtout en apprenant que la conduite de Hauer a été sévèrement blâmée et critiquée. Ungerhofer a été alors si fier d'avoir deviné de prime abord que Hauer s'était arrogé une influence politique dans les affaires politiques intérieures de la principauté de Serbie qu'il n'avait pas, et enfin qu'il n'avait pas compris sa mission ! Ungerhofer était si heureux d'avoir vu son ennemi mortel enfoncé !

Le cabinet de Saint-Pétersbourg parut cependant à persister dans sa demande que le prince Michel soit rétabli sur le trône de Serbie. L'accomplissement de cette demande aurait été une humiliation sans exemple pour la cour impériale et pour le Divan de Constantinople. Metternich et la Porte ottomane firent donc tous leurs efforts pour en détourner le cabinet de Saint-Pétersbourg, qui au fond a été très content d'avoir été débarrassé d'une dynastie héréditaire en Serbie, laquelle contraria aussi bien ses vues politiques sur ce duché que celle du cabinet de Vienne.

La Russie ne céda aux instances réitérées de ces puissances coalisées que sous la seule condition qu'une nouvelle élection populaire eût lieu en Serbie, sans que Vučić, Petroniević et Stojan Simić y fussent présents. L'Autriche et la Porte ottomane y adhèrent de bon cœur, sachant bien que trop de notabilités serbes s'étaient compromises dans la conspiration contre le prince Michel pour craindre qu'il fût élu de nouveau sur le trône de Serbie.

Cette nouvelle élection eut lieu le 15 juin 1843 en présence des commissaires russes et turcs ; et l'assemblée nationale élut pour la seconde fois Alexandre Karagegević, qui occupa de nouveau le trône de Serbie.

Cette élection fit grand tort à l'avenir de la principauté de Serbie, puisque le bérat, que reçut le prince Alexandre de Constantinople en forme de confirmation, était bien différent de celui qu'avait reçu le prince Miloš. Aux termes de ce bérat Alexandre Karagegević n'était ni prince héréditaire, ni même prince à vie ; il y était dit au contraire qu'il ne conservera cette dignité qu'autant qu'il se montrera fidèle et obéissant à toutes les exigences de la Sublime Porte ottomane.

L'Autriche perdit alors toute considération en Serbie ; et à Belgrade surtout régna un tel esprit public hostile contre l'Autriche, à cause de sa condescendance humiliante envers les prétentions hautaines de la Russie et le triste résultat des intrigues diplomatiques du prince Metternich, que le commandant militaire de Semlin, le général Ungerhofer, jugea prudent de ne pas permettre aux officiers autrichiens de se rendre à Belgrade et de s'y montrer pendant la fermentation d'esprits dans cette ville, et où ils auraient été exposés aux plus grandes insultes, aussitôt après ces événements si outrageants pour la vanité nationale des Serbes.

La princesse Lieven, morte à Paris en l'an 1857, qui fit la diplomatie mystérieuse de la Russie en jupe bouffante jusqu'aux derniers moments de sa vie, et se trouvant partout où il y avait des troubles politiques, se trouva alors aussi à Neusatz, ville habitée par des Serbes autrichiens aux bords du Danube sur la route de

Belgrade par eau, et assistant à un grand dîner d'apparat quelques jours après la seconde élection d'Alexandre Karageorgević sur le trône de Serbie, elle disait à haute voix avec cet aplomb qu'on lui connaissait : « Mais je ne sais pas ce qu'il est venu en idée à l'Autriche de s'immiscer dans les affaires politiques de la Serbie ; la Serbie est bien pourtant une province russe ! »

Le prince Michel s'était retiré à Vienne ; il épousa puis une comtesse Hunyadi. Il parcourut ensuite le continent, forma son esprit et son caractère et il est actuellement replacé sur le trône de Serbie, un prince dont l'intelligence se trouve au niveau de sa position sociale, mais dont les sympathies pour l'Autriche sont fort douteuses, ce qui s'explique facilement par le souvenir de l'événement du 19 août 1842.

Après l'élection du 15 juin 1843, qui plaça le fils de Karageorge (Cerni-George) sur le trône de Serbie, le docteur Louis Gaj, chargé, à ce qu'on disait, d'une mission secrète du prince Metternich, se rendit à Belgrade et n'y manqua pas de se mettre dans les bonnes grâces du prince Alexandre. Le résultat de sa mission secrète n'est point connu, bien qu'on le pourrait deviner par les sympathies de ce prince pour le gouvernement autrichien, qu'il avait toujours conservées, surtout en 1848 et 1849 ; mais c'est plus connu que le docteur Gaj, même après son retour à Zagrabie, resta toujours en relation avec le prince Alexandre, ce que l'an 1848 avait prouvé plus tard.

Les Serbes autrichiens, surtout les marchands, avaient cependant conservé leurs sympathies à la famille Obrenović, qu'ils regardaient comme la dynastie légitime de la principauté de Serbie, et même le vieux Miloš, malgré sa conduite tant de fois brutale et arbitraire, et surtout son épouse Ljubica, femme très respectable, furent toujours très aimés par les Serbes autrichiens.

CHAPITRE X

L'an 1845, si mémorable dans les annales de la patrie des Croates, et surtout dans celles de leur capitale la ville de Zagrabie, était enfin arrivé; et le 27 mars a été fixé pour l'ouverture de la congrégation générale du comté de Zagrabie. Les Magyars avaient attendu ce jour avec impatience dans le pressentiment de leur victoire prochaine ; et les Illyriens, résignés mais non découragés, virent avec une crainte juste approcher l'époque où le parti national, malgré ses efforts dignes d'un meilleur avenir, pourrait facilement succomber à la supériorité numérique des Magyars, renforcés par tous les Turopoliens et encouragés par la certitude que le ban comte Haller le protégerait au moins indirectement.

Deux jours déjà avant l'ouverture de la congrégation, fourmillaient les rues de Zagrabie de ces bas nobles, qui depuis quelque temps avaient pris l'habitude de fréquenter les congrégations, non pour y faire entendre leurs opinions, mais pour faire l'écho de leurs chefs. Ces paysans nobles, pour qui une paire de bottes fut un objet de luxe, ne portaient pour la plupart que des sandales et des sabres ou des épées suspendues à leurs épaules ou à leurs côtés à l'aide d'une corde ou d'un reste de ceinture militaire ; plusieurs parurent en chemise. Leur accoutrement fit vraiment pitié. Ces braves gens fumaient sans cesse dans une pipe de deux sous, dont l'odeur mêlée à celle de l'eau-de-vie, qu'ils avaient bue à discrétion, répandait une puanteur autour d'eux à faire crever une vache d'une complexion un peu délicate.

Ce n'est pas joli de se moquer des pauvres campagnards ; mais ceux-ci ne devaient non plus prêter au ridicule en voulant jouer un rôle qui ne leur convient pas.

Avant de raconter les détails de cette restauration il faut remarquer aux lecteurs que le parti national avait toujours protesté contre le vote viril des Turopoliens, car il ne leur revenait de droit qu'un vote collectif, et que l'usage, qui a force de loi d'après la constitution de Hongrie et de Croatie, en avait sanctionné l'emploi. Jozipović insista naturellement pour le vote viril pour augmenter le nombre des votes de son parti. Le ban lui avait fait comprendre

qu'il fallait attendre la décision du roi, puisque les états du royaume avaient représenté au roi sur cette question.

La congrégation générale du 27 mars 1845 fut une des plus intéressantes dans les annales du comté de Zagrabie ; car il y avait plus de 2.000 d'individus rassemblés de la noblesse paysanne, et cette circonstance exigea des mesures de précaution extraordinaires. Par conséquent on avait posté des soldats devant la maison banale, et dans les 2 cours de ce bâtiment et même dans les corridors qui s'y trouvaient. La table de magistrat se trouva au-dessous du portique dans la halle qui sert de communication aux deux cours, et qui sépara de cette manière les deux partis hostiles.

Le ban comte Haller ouvrit la séance, après avoir été reçu par des acclamations et des cris de *živio*, par un petit discours latin, où il observa qu'il avait reçu une lettre présidiale, laquelle l'engageait de terminer promptement la congrégation, pour ne pas retarder l'élection d'ablégats pour la diète du royaume de Hongrie ; et qu'on devait, par rapport à la question de la conscription de la noblesse du comté, se tenir pour le moment à la *synosur* de l'an 1855, jusqu'à la décision royale pour régler définitivement cette question.

Cette lettre présidiale, dont le ban avait fait mention, ne provoqua que des protestes de tous les côtés, car les Illyriens et le parti magyar la regardèrent comme une infraction à leur constitution et aux droits municipaux du royaume, en empêchant les décisions et l'administration de comté libre dans les congrégations ; et quand le ban répliqua que la lettre présidiale ne contenait rien d'autre que ce que les états du comté avaient même arrêté dans la congrégation générale du 11 décembre, la plupart des états persistèrent pourtant à ne prendre que simple connaissance de cette lettre présidiale, et de n'accepter la conscription de la noblesse du comté sur la base de l'an 1835 que sur l'arrêt de la congrégation générale du comté et non en vertu de la lettre présidiale. Le ban s'aperçut alors avec douleur que son autorité n'avait plus d'influence sur la majorité, et qu'elle s'affaiblissait sensiblement après chaque choc parlementaire.

Cette congrégation si animée et turbulente fut pourtant remarquable par cet esprit de réconciliation dont le parti magyar parut être dominé ; et on fut encore plus étonné quand le *Comes turopoliensis* Daniel Jozipović, qui avait pris la parole le premier, s'adressa en langue croate aux Illyriens pour les engager à se réconcilier avec leurs frères du parti opposé, puisque les uns et les autres ne désiraient que le bonheur de la patrie et que leur inimitié réciproque ne dérivait que d'une pure mésintelligence par rapport aux moyens pour protéger les libertés et le bien-être de la nation croate ; et

ajouta que cette malheureuse discorde était seule la cause qu'ils se voyaient dans ce moment forcés de débattre en présence des baïonnettes.

Après lui parla un autre Magyaron dans le même sens, et désigna la restauration de l'an 1842 comme la cause unique des troubles et de la haine des partis dans leur patrie ; puisque y avaient prédominé des intérêts particuliers, et non les opinions différentes des principes politiques. Là-dessus un orateur du parti illyrien répliqua : « Si des paroles fussent des garanties pour des sentiments d'un homme, on ne trouverait personne parmi nous qui ne voudrait pas offrir sa main avec le plus grand enthousiasme au comte de Turopolje, pour une réconciliation sincère et pour oublier le passé, en poursuivant puis ensemble le chemin que l'amour de la patrie nous a désigné. Mais quelle garantie nous offre-t-il pour la sincérité de ses paroles ? — Ses faits ? — Ceux-ci sont diamétralement opposés à la confession politique qu'il vient de faire ! » Alors s'élèvent des murmures du côté des Turopoliens ; mais plusieurs voix du parti illyrien se firent entendre en même temps, qui criaient : « Montrez-lui les protocoles des séances de la diète ! la question d'impôts ! la langue magyare ! » Jozipović prétend qu'il n'avait jamais parlé contre les intérêts de sa patrie ; mais il fut interrompu par les cris des Illyriens : « Que nos ablégats à la diète de Hongrie, Bužan et Klobučarić, qu'ils parlent ! »

Après un grand tumulte les ablégats trouvent enfin l'occasion à se faire entendre. Ils déclarent de faire un rapport détaillé sur les débats à la diète de Hongrie aux états à la diète croate, où ils [ne] manqueront pas de faire mention de la conduite du *Comes turopoliensis*, et où celui-ci aura l'occasion de les réfuter s'il le pouvait.

On vit alors que toute réconciliation devint impossible.

L'histoire du monde nous apprend que la différence des opinions politiques rend les hommes irréconciliables, et qu'elle se perpétue dans les familles par les traditions et par les écrits. Il y aura toujours dorénavant dans la Croatie des Magyarons et des Illyriens ou plutôt des patriotes croates, puisque le nom des Illyriens s'est effacé ; ainsi qu'en Italie il y a encore de nos jours des guelfes et des gibelins. Le marquis Canossa, qui est mort avant quelques ans à Vérone, et qui avait porté sa queue jusqu'à la mort, se vanta hautement qu'il était gibelin, et ce chevalier de la vieille roche n'avait jamais fait la girouette.

Ce ne fut que sur un seul point que les partis ennemis furent d'accord, savoir d'éloigner les postes militaires de la cour et du palais banal, qui gênaient la liberté parlementaire ; mais quand le ban comte Haller avait là-dessus déclaré qu'il fera sur-le-champ dis-

paraître les soldats, sous la condition que les états se voudraient charger de la responsabilité de tout événement qui pourrait arriver après le départ du militaire, personne n'y répliqua, et tous les nobles restèrent bouche close.

Pendant le silence momentané, Ivan Kukuljević de Sacci, le plus modeste et le plus brillant orateur du parti national, prit la parole pour peindre avec des couleurs vives les suites déplorables de leur discorde nationale en reconnaissant la nécessité de la présence des baïonnettes pour empêcher les frères et les enfants de la même patrie à s'entr'égorger comme des bêtes féroces. Kukuljević finit son discours par ces paroles prophétiques : « Si la discorde qui nous désunit continuera, un troisième viendra qui nous ravira nos privilèges et nos libertés, et nous foulera à ses pieds après nous avoir mis dans des chaînes pesantes, en se moquant de notre impuissance à lui résister. Messieurs ! l'absolutisme ! ou l'absolutisme ne se trouve plus devant la porte de notre sanctuaire parlementaire, il vient déjà d'entrer dans le sein de notre assemblée, et s'annonce par nos querelles et nos disputes. Attendons encore quelque temps et il viendra nous prendre à la gorge pour nous étrangler les uns et les autres. Si la paix et la concorde règnent parmi nous, nous pourrions toujours encore obtenir plus de liberté de notre juste bon roi ; mais si [nous] restons hostiles et désunis, ainsi que nous le sommes dans ce moment, nous perdrons encore ces droits que nous possédons encore aujourd'hui ». Kukuljević finit son discours en conjurant les états de ne point continuer la querelle à cause du vote viril des Turopoliens, et d'ajourner cette question jusqu'à la décision royale.

M. Kukuljević ne fut point plus heureux que le ban Haller ; et Jozipović, réclamant la majorité de voix pour le parti magyar par rapport à la supériorité du nombre des Turopoliens, dont le vote viril devait être reconnu, et les Illyriens en protestant contre cet abus qui fit infraction à la loi et à la consuetude (*contra legem et consuetudinem*), le *Comes Turopoliensis* y répliquant par une contre-proteste, le vacarme et le tumulte devinrent si forts que le ban comte Haller, qui parut condamné à servir du plastron à l'un et l'autre parti, perdit enfin patience, leva la séance, et en fixa la continuation pour le lendemain le 28 mars.

Le lendemain la discussion sur le vote viril des Turopoliens dégénéra bientôt en querelle, et les esprits étaient si exaltés et irrités, que les deux partis furent au point de venir aux mains. Le ban, pour prévenir un tel scandale, nomma, malgré les clameurs et protestes des états une députation pour la revision de la conscription, qui se trouva déjà toute faite entre ses mains, et l'évêque de Belgrade, le

prior auraneus Šrot, en fut nommé le président ; les membres en furent le comte Otto Sermage, le baron Levin Rauch, Etienne de Jellačić, Hermann de Bužan, Jean de Briglević, Antoine de Kuchtić, et François de Novak, beau-père de Kukuljević, en fut nommé l'actuaire.

Le ban comte Haller déclara la congrégation dissoute, et fixa le 28 juillet 1845 pour la restauration du magistrat du comté de Zagrabie.

Les nobles et les *korteš* quittèrent la cour, la rage dans le cœur, et profitèrent du temps de 4 mois pour se préparer à la lutte prochaine.

Il faut faire reconnaître à nos lecteurs qu'en Croatie comme en Hongrie on avait donné le sobriquet de *korteš* aux paysans nobles, qui furent aussi bons rustres que leurs confrères les paysans qui ne sont pas nobles.

CHAPITRE XI

L'époque de la restauration de l'an 1845 était arrivée.

Les *korteš* arrivèrent déjà le 25 juillet à Zagrabie. Le jour de vendredi fut d'omineuse augure pour le parti illyrien.

Le 26 juillet arrivèrent des renforts militaires dans la ville. Le ban comte Haller, selon l'opinion des Illyriens, avait donc un pressentiment bien clair de ce qui devait arriver le 29 juillet.

Le 27 juillet après-midi, malgré une pluie fine, défilèrent fièrement au pas militaire et au son de la musique, qui joua la marche de Rakoczy, les *korteš* de Turopolje et ceux de Saint-Ivan, qui furent du parti magyar.

Jozipović, marchant d'un air triomphal à la tête de cette nombreuse colonne, avec cette fierté, avec cette allure décidée, avec ce regard superbe, avec ce je ne sais quoi qui tient du cheval échappé, fit sourire les passants qui s'arrêtèrent pour le voir passer avec ses troupes, et l'un des Illyriens s'écria alors à haute voix : « Voilà un bel exemplaire d'un sonailler, il ne lui faut qu'une clochette ! »

Le même jour il y avait une conférence chez le ban, qui voulait sonder les notabilités du comté, s'ils avaient des griefs contre les membres actuels du magistrat du comté. Tout le monde se tut, et, bien que dans ce cas le proverbe latin *quis tacet consentire videtur* n'avait nulle application, le ban congédia les membres de la conférence avec la douce espérance que tout se pourrait encore terminer à l'amiable. Vaine espérance !

Le 28 juillet à 8 heures du matin, après une messe solennelle où l'on évoqua le Saint-Esprit pour éclairer les cerveaux des nobles du comté de Zagrabie, les états s'étaient rendus dans les deux cours du palais banal, où la table magistrale se trouva, comme à la congrégation générale au mois de mars, sous la voûte de l'ouverture qui servit de communication avec la grande cour aboutissante, et où chaque votant appelé s'y devait rendre pour y déposer entre les mains d'une députation sa marque de votisation. Le ban y présida. Des postes militaires se trouvèrent dans la cour, et un bataillon du régiment de ligne italien baron Wimpfen, sous les ordres du major Sartorius,

se trouva déployé en front sur la place de Saint-Marc, en face du palais municipal du comté de Zagrabie, qui n'est de nos jours entièrement achevé, les ailes en ordre de potence à cause du peu d'étendue de la place, de la sorte que l'aile gauche du bataillon couvrit la maison Ferić. Le troisième rang du bataillon ne se trouva qu'à quelques pas éloigné du palais banal. Le ban Haller à son apparition fut reçu avec plus de refroidissement que de respect, avec plus de morgue que de politesse.

Le ban ouvrit l'acte solennel de la restauration par un discours latin, suivi par un pareil discours croate au niveau de l'intelligence de la noblesse campagnarde, qui ne comprit pas un mot de latin.

Après que les anciens membres du magistrat du comté avaient résigné leurs emplois entre les mains du comte suprême du comté d'après l'usage sanctionné, le comte suprême ban Haller fit lire la liste des candidats, pour les places vacantes, tels que : pour les fonctions du premier *Vice Comes* du comté, Emmerik de Lentulay, Edouard de Jellačić, et François de Novak, qui appartenaient tous au parti national, et puis de Modić, de Pavleković, et de Suvić, qui furent tous des Magyars. Pour cette raison les Illyriens votèrent tous pour Lentulay, et les Magyars tous pour Suvić.

La votation individuelle dura depuis 8 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir, et comme elle n'était point alors encore achevée, le ban fut forcé de la continuer le lendemain le 29 juillet, où la fureur des Illyriens monta au plus haut degré, quand ils s'étaient convaincus qu'on avait fait la concession du vote viril aux 570 paysans nobles de Turopolje, et que par conséquent leur supériorité numérique devait naturellement l'emporter sur le nombre de votes des Illyriens. Les Illyriens furieux protestèrent de toute leur force contre une telle pratique infâme et illicite, et, voyant qu'on ne prenait nullement leur proteste en considération, ils quittèrent tous, d'un commun accord, spontanément, la cour pour protester d'une manière éclatante contre le procédé illégal de cette restauration arbitraire. Les Illyriens s'étaient précipités en vocifèrent par la porte du palais banal sur la place de Saint-Marc, où le bataillon de Wimpfen se trouva déployé. Les fusils des soldats étaient chargés, et il fallut pour cette exception de la règle militaire pendant la paix un ordre spécial, qui n'a pu émaner que du général en chef, et qui ne l'aurait pas donné que sur l'invitation motivée du ban en sa qualité de chef civil du royaume de Croatie.

Le major Sartorius, qui commandait le bataillon, y avait donc été autorisé par un ordre spécial du commandement militaire.

Au moment où les Illyriens se précipitèrent sur la place de Saint-Marc, un coup de fusil partit de l'étage supérieur de la maison de

Ferić, au coin de la rue Vénitienne et dont la façade se trouva sur la place de Saint-Marc. Les Illyriens, qui entendirent siffler la balle au-dessus de leurs têtes, et comprirent aussitôt à qui la balle a été adressée, criaient à la trahison et à l'assassin, et tiraient leurs sabres pour se précipiter sur la maison Ferić, voulant s'emparer de celui qui avait tiré ce coup de fusil, ou même du maître de la maison, qui était connu pour un Magyaron acharné, dans le cas qu'ils ne purent découvrir le coupable.

Pour entrer dans la maison Ferić il leur fallut passer à travers des rangs des pelotons du bataillon, qui, en ordre de potence avec le front, couvrirent la porte et la maison de Ferić. Le jeune Staidacher et le vice-notaire Mirko Bogović, le sabre à la main et à la tête des Illyriens, voulant se frayer un chemin à travers les rangs des pelotons, furent reçus par les soldats la baïonnette croisée, et par des coups de fusil, suivis d'une décharge générale du bataillon, dont le motif fut inexplicable pour tout le monde, si l'on ne voudrait pas supposer que les soldats italiens, qui ne comprenaient pas le croate, se crurent attaqués par les Illyriens et prirent leurs exclamations menaçantes pour un cri de guerre ce qui au fond n'avait pas le bon sens.

Le jeune Staidacher, fils du syndic de Zagrabie, resta mort sur la place, et Mirko Bogović tomba sur lui grièvement blessé ; il avait trois blessures, un coup de fusil dans le bras gauche, un coup de baïonnette dans les reins, et un gros coup de sabre dans le cou ; en tout, 7 Illyriens furent tués, et bon nombre en fut blessé ; même des passants inoffensifs furent atteints par des balles et blessés. Parmi les morts se trouvèrent aussi le jeune Seljan, et le fameux bandit italien Bonfico, qui rôda depuis quelque temps autour du palais banal à Zagrabie, et dont on avait dit à tort ou à raison qu'il avait l'intention de poignarder le ban comte Haller pour une assez forte somme d'argent.

Le bruit s'était aussitôt répandu que le ban comte Haller avait donné l'ordre secret au major Sartorius de faire tirer sur ces pauvres Illyriens, qui n'avaient pour toute arme que leurs sabres de parade ; et des autres prétendent que les soldats italiens étaient gagnés par les Magyarons, et qu'ils avaient tiré sans y avoir été commandés par leur major. Le lieutenant-colonel Kottas, qui a été l'adjutant du ban Haller, assure cependant encore de nos jours que le ban était sous ce rapport tout à fait innocent et qu'il a été alors si consterné, quand il avait appris cet accident malheureux, qu'il pleurait comme un enfant, et ne put se consoler de la mort de ces sept Illyriens.

La voix publique, *vox populi, vox Dei*, désigna cependant le ban

comte Haller comme l'auteur de cette catastrophe déplorable, puisqu'il eut donné l'ordre secret de tirer sur les Illyriens dans le cas qu'ils oseraient manifester des intentions hostiles contre les nobles du parti magyar, et en venir aux mains.

D'après les confidences du docteur Louis Gaj, on est bien tenté de partager l'opinion publique des habitants d'alors de la ville de Zagrabie ; et pour fournir à nos lecteurs l'occasion d'en juger par eux-mêmes, nous allons citer verbalement le récit que le docteur Gaj nous en avait fait de cet événement. Par rapport à l'importance du fait du 29 juillet, le récit confidentiel de Gaj nous paraît inappréciable.

« Gaj était alors logé au second étage de la maison Demeterfi. Le lendemain du 29 juillet à 1 heure après-midi, le carrosse de l'évêque Šrot s'arrêta devant la porte cochère de la maison. Šrot en descendit et renvoya sa voiture. Gaj, chez qui on venait d'apporter la soupe, courut au devant de l'évêque qui voulut monter, mais qu'il redescendit aussitôt qu'il vit arriver le docteur Gaj, l'entraîna dans la rue et se fit accompagner par lui jusqu'à son logis.

« Šrot avait pris le bras du docteur Gaj, qui lui devait servir de sauvegarde contre les Illyriens, qui furent en fureur contre tous les Magyars, et leur rencontre dans la rue aurait pu faire passer un mauvais quart d'heure à l'honorable évêque, qui appartenait alors encore au parti magyar, et qui n'avait pas fait la girouette qu'en 1848 après la nomination du ban Jellačić. Gaj l'accompagna jusqu'au pont de sang (*Krvavi most*) d'où il n'y a que quelques pas à faire pour entrer dans la ville de chapitre par une petite porte percée dans le mur qui l'entoure. Chemin faisant, l'évêque Šrot conjura le docteur Gaj d'avoir la bonté de se rendre sans délai chez le ban comte Haller, qui l'avait fait prier de venir, et qui l'attendait avec la plus grande impatience. Gaj le promit à l'évêque malgré une méfiance bien excusable à cette époque critique. »

Gaj se congédia alors de l'évêque Šrot et retourna à la maison pour endosser son habit noir, car Gaj porte toujours un habit noir quand il ne paraît pas en costume national.

Le ban était logé dans le palais actuel du ban de Croatie ; mais la maison de Rauch n'était pas encore alors entièrement réunie avec le palais banal, bien qu'il s'y trouvât déjà une porte de communication avec la chambre à coucher du ban comte Haller, percée dans la muraille du premier étage ; mais cette porte était alors bien fermée. Cette communication existe encore dans son état primitif malgré tant de changements qu'on avait puis opérés dans cette maison, surtout sous le ban Jellačić avant son mariage avec la comtesse Sophie Stockau. Dans la ci-devant maison Rauch se trouve dans ce moment le bureau du conseiller aulique de Rubido, et une section de la préfecture royale, dont une partie occupe aussi le rez-de-

chaussée de la maison de Charles Jellačić, dont les fenêtres donnent sur la promenade méridionale, et le reste de la préfecture est placé dans la maison Ferić, dont nous venons de parler. Pour réunir toutes les chancelleries dans le palais banal, on avait l'intention sous le régime du ministre Bach de bâtir encore un étage sur celui qu'habitait le ban Jellačić, mais celui-ci furieux de ce qu'on voulait troubler son calme et altérer les avantages d'un logement isolé et commode, protesta si énergiquement contre ce projet qu'il mourut paisiblement dans le palais banal, tel que nous le voyons aujourd'hui, sans y avoir été dérangé par l'exécution de l'intention du ministre Bach.

« Le docteur Gaj, arrivé en habit noir au palais banal, fut sur-le-champ introduit dans le cabinet du comte Haller. Gaj trouva le ban de Croatie sanglotant comme un enfant, et fut encore plus étonné quand le ban se jeta à son cou, le serra dans ses bras, et répéta sans cesse qu'il l'avait attendu comme son ange tutélaire, qu'il n'avait plus de confiance qu'en lui et qu'il le regardait comme le seul homme capable de calmer les esprits, de rétablir l'ordre et la tranquillité dans la ville, et d'y réconcilier les partis ennemis et si acharnés.

« Le ban attira le docteur Gaj auprès de lui sur le sofa, et le conjura d'employer tous ses moyens, toute sa popularité et tout son crédit pour apaiser les Illyriens ; et ajouta qu'il l'autorisait à tout, en lui donnant plein pouvoir, pour arriver à ce but et prévenir tout événement funeste. Ce fut en vain que le docteur Gaj protesta de son impuissance, dans une circonstance où le ban de Croatie, avec toute son autorité et avec tout son pouvoir, désespérait à réussir. Le ban répéta qu'il [en] était fait de son autorité et de sa popularité, et que le clergé, auquel il pourrait s'adresser, n'avait aucune influence, et qu'il n'avait confiance qu'en lui. Par rapport au clergé, le ban n'avait pas tort ; nous avons vu la pusillanimité de l'évêque de Belgrade, le *prior auraneus* Šrot ; et c'était de même avec ceux qui appartenaient au parti magyar ; et les autres, et ce fut la plus grande partie, firent chose commune avec les Illyriens. Dans tous les pays on verra toujours le clergé — surtout le bas clergé — du côté du peuple et du parti national, d'où il est pour ainsi dire sorti. L'expérience l'a démontré en Hongrie, en Italie, en Prusse et en Pologne.

« Gaj ne céda cependant pas aux instances et aux prières du ban comte Haller, qu'après [que] celui-ci lui avait délivré en mains un document, par lequel le ban lui donna un brillant témoignage de loyauté et de ses mérites reconnus généralement, et par lequel il autorisa le docteur Gaj à tout ce que celui-ci jugera prudent et nécessaire pour calmer les esprits, et rétablir l'ordre et la tranquillité dans la ville.

« Gaj s'empara de ce document avec un rare empressement. Ce document si compromettant pour le ban et son autorité, livré entre les mains du docteur, y devint une arme puissante, et ne manqua pas plus tard, comme nous verrons, de donner le coup de grâce au crédit du comte Haller à Vienne.

« Gaj, le document dans la poche, voulut s'en aller, mais le ban le retint encore, et s'efforça pendant plus d'une demi-heure à faire convenir Gaj qu'il avait très bien fait d'avoir ordonné de tirer sur la foule enragée, puisque le résultat en était si favorable pour lui, car le bandit Bonfico, qui a été soldé pour le poignarder, se trouva parmi le nombre des morts sur la place de Saint-Marc. Malgré le silence significatif du docteur Gaj en suite de cette révélation inattendue, et de la demande encore plus singulière du ban à faire avouer le chef du parti illyrien qu'il avait bien fait d'avoir ordonné de tirer sur les Illyriens, il revenait toujours à cette assertion si aggravante pour lui que sa sûreté personnelle avait exigé de faire tirer sur les tumultuants ».

Bonfico, bandit italien, s'était vendu après son arrivée dans la ville de Zagrabie au parti magyar et s'était obligé, à ce qu'on disait, à faire disparaître le docteur Gaj ; mais plus tard il passait dans le camp des Illyriens, où il s'était engagé de poignarder le ban comte Haller. Il se peut bien que Bonfico avait exploité les passions haineuses de l'un et l'autre parti en son profit, sans penser sérieusement à l'exécution d'une entreprise si criminelle et dangereuse. « Enfin si les soupçons sur le projet de Bonfico soient fondés ou non, le comte Haller raconta alors au docteur Gaj que ce bandit eut souvent tenté pendant la nuit de s'introduire dans sa chambre à coucher par la porte de communication dans la maison de Rauch laquelle se trouva dans la chambre qu'habitait alors un certain Šimrak et que le souvenir de ce bruit ominieux à la serrure de sa porte, qui se fit souvent entendre au milieu de la nuit pendant un silence profond, lui donnait encore le frisson. »

Il n'y a point de doute que le ban comte Haller, qui n'avait plus la tête à lui depuis l'événement du 29 juillet, fit tous ses efforts pour obtenir une absolution pour sa conscience troublée de la bouche du docteur Gaj, en lui arrachant pour ainsi dire un aveu qu'il aurait pu prendre pour une approbation au moins indirecte de cette mesure sanglante, qu'il avait jugé nécessaire d'employer dans la journée du 29 juillet, mais il n'en put obtenir que la promesse de faire son possible pour soutenir l'ordre et la tranquillité dans la ville de Zagrabie.

Gaj se retira et laissa le comte Haller encore tout consterné, dont

la faiblesse et la confiance irréfléchie avait fait transpirer un mystère de la plus grande importance pour sa position politique.

« Gaj tint parole par rapport à sa promesse faite au ban ; mais partit bientôt après pour Vienne, où il ne manqua pas de faire un rapport détaillé de l'événement du 29 juillet, et de remettre ce document en question, qui prouva plus que suffisamment la faiblesse et l'incapacité du ban de Croatie, sous les yeux du baron Gervay, secrétaire de la conférence de ministre, qui en fut si indigné qu'il en fit aussitôt après un tel usage que le rappel du comte Haller fut unanimement décidé à Vienne. Mais, par principe politique et pour éviter tout éclat, on laissa le ban comte Haller à son poste jusqu'après la diète croate, ouverte le 23 septembre de la même année, et où il fit toutes les concessions possibles au parti national pour se réconcilier les esprits irrités contre lui. Ce fut cependant trop tard ; sa disgrâce était une chose décidée, bien qu'on lût puis dans la gazette de Vienne que sa majesté l'empereur avait daigné de rappeler le comte Haller de la Croatie sur sa propre demande, et d'accepter sa résignation aux fonctions d'un ban de Croatie. »

A Vienne on disait par plaisanterie que le ban comte Haller aurait mieux fait d'employer des pompes à feu pour disperser et calmer les nobles enragés, le 29 juillet à Zagrabie, que des coups de fusil. La police de Paris y avait donné l'exemple à l'occasion d'une émeute sous le règne paisible du roi Louis-Philippe.

La victime la plus regrettée du 29 juillet fut sans contredit le jeune fils du syndic de la ville de Zagrabie, Staidacher, patriote zélé. Sa mère pleura sa mort toute sa vie et ne quitta sa chambre pendant 7 ans ; on craignait même quelque temps pour la raison de cette digne femme. Elle mourut 10 ans plus tard, l'an 1858, et fut enterrée au cimetière de Saint-Georges. De cette famille n'existe plus que le seul Henri Staidacher, directeur d'expédition à la chancellerie aulique croate-slavonienne à Vienne.

On ne peut se faire une idée de la consternation et de l'agitation fébrile, qui régnèrent alors parmi les habitants de la ville de Zagrabie, et surtout de la douleur des familles qui avaient une victime du 29 juillet à pleurer ; et en pleurant les morts on maudissait les vivants, qui furent, selon leur opinion, la cause de leur fin tragique. Pendant la nuit du 29 au 30 juillet les notabilités civiles et ecclésiastiques eurent des conférences pour délibérer sur la démarche à faire en faveur de l'ordre et de la tranquillité publique. Le lendemain, le 30 juillet, une députation solennelle se rendit chez le ban comte Haller. Le Chapitre, l'ancien magistrat du comté, et la noblesse du parti national y étaient représentés. Cette députation déclara au ban avec autant de calme que de fermeté qu'ils ne se

chargeraient d'aucune fonction, autant que les circonstances actuelles et ce nouvel ordre de choses existeront, et se congédièrent aussitôt après en saluant à peine le comte Haller. Celui-ci était à peine remis de son émotion, que lui avait causée l'apparition inattendue de cette imposante députation, qu'une autre députation de la part du magistrat de la capitale de Croatie se présenta devant lui, qui le pria instamment de faire sortir les paysans nobles de Turopolje de la ville de Zagrabie, comme leur présence y menaçait la tranquillité et l'ordre public. Le ban, qui s'était remis de son émotion et qui parut enfin reprendre courage, répondit à cette députation qu'il n'avait pas le pouvoir de chasser les gentilshommes de la ville de Zagrabie, qui s'y étaient rassemblés pour assister légalement à la restauration, mais qu'il avait bien le droit et les moyens pour soutenir l'ordre public dans la ville. Il ajouta cependant qu'il avait ajourné la restauration de 24 heures, pour donner le temps nécessaire aux esprits exaltés à se calmer et à se réconcilier.

Les Illyriens avaient déjà renvoyé leurs *korteš* le 29 juillet au soir.

Les 3 jours qui suivirent le 29 juillet furent des jours de deuil et employés aux préparatifs lugubres. Depuis le matin jusqu'au soir toutes les cloches aux tours de Zagrabie furent en branle, et leur son vibrant parut exprimer la douleur et le désespoir des familles, frappées dans leurs plus chères affections par le plomb meurtrier des soldats italiens, suivant aveuglément le commandement de leur major, qui, à son tour, suivit l'ordre reçu d'une autorité supérieure militaire.

Tout travail cessa, toutes les boutiques étaient fermées ; on visita les morts et la place où leur sang innocent fut versé. Cette démonstration morne mais imposante donna des vives inquiétudes au ban Haller, qui, assailli par les Magyarons tremblants et le conjurant de les défendre contre les Illyriens, dont l'attitude menaçante leur donna alors la peau de poule, fit venir en toute hâte par la voie du commandement général un bataillon du régiment frontière de Kreutz, dont le commandant fut alors le brave colonel Auguste baron Stillfried de Rattenitz, dont l'épouse était la sœur du feu comte Clam-Martinitz, premier adjudant de l'empereur Ferdinand.

On sait bien quelle difficulté qu'il y a dans la frontière militaire pour rassembler promptement un bataillon, puisque les soldats s'en trouvent dispersés chez eux dans les villages, dont quelques-uns sont très éloignés du chef-lieu du régiment. L'énergie du colonel Stillfried y sut remédier ; des estaffettes à cheval et en voiture portèrent ses ordres dans les villages avec la plus grande rapidité ; et les soldats ont été enseignés de se rendre en toute hâte à Zagrabie,

en profitant de leurs chevaux et de leurs voitures pour y arriver plus promptement, et d'y attendre devant la barrière à Maximir l'arrivée du colonel.

Le premier août du grand matin, tout le bataillon s'y trouva en ordre de bataille et le colonel baron Stillfried fit aussitôt après son entrée dans la ville de Zagrabie. L'arrivée et la tenue militaire de cet imposant bataillon, fort de 1.300 hommes, imposa à tous les partis, et intimida les habitants les plus exaltés, de la sorte que dès le moment il n'y avait plus rien à craindre pour l'ordre public à Zagrabie.

Les soldats du bataillon du régiment baron Wimpfen furent consignés dans la caserne ; et les officiers avaient assez de bon sens de ne pas se montrer en ville.

Quelques indiscrets, qui avaient voulu sonder les opinions politiques des sous-officiers de ce bataillon de frontière en les demandant à quel parti qu'ils appartenaient, reçurent pour réponse qu'ils n'appartenaient pas ni à l'un ni à l'autre parti, puisqu'ils étaient des soldats de l'empereur. Ce fut la réponse de rigueur, que leur commandant avait ordonné de donner à toute demande de la sorte.

L'événement du 29 juillet fut connu partout en Croatie, avec une rapidité qui égalait presque celle du télégraphe d'aujourd'hui. Dans toutes les villes on célébra des offices funèbres pour les victimes (du 29 juillet) de cette déplorable journée, et on en envoya les détails à Zagrabie pour les faire imprimer dans les feuilles publiques et pour soutenir l'agitation parmi les patriotes par les descriptions des cérémonies funèbres, où le clergé joua le rôle convenable et ne manqua pas d'attiser le feu sous la cendre, dont les flammes devaient éclater d'une manière désastreuse pour le royaume de Hongrie et pour les Magyarons en Croatie, en l'an 1848.

Pour supprimer cette agitation soutenue par cette masse d'annonces des cérémonies funèbres, le ban comte Haller fut forcé d'en défendre l'impression sous le prétexte plausible que les imprimeries n'y pouvaient pas suffire, et qu'on ne voulait pas se montrer d'une partialité injuste, en faisant imprimer les uns et en refusant les autres.

Le comte Juro Oršić, patriote aussi zélé que le comte Janko Drašković, fonda alors une messe des morts dans l'église de Saint-Marc pour l'anniversaire du 29 juillet et en commémoration perpétuelle des victimes de cette triste journée.

L'enterrement des victimes du 29 juillet eut lieu le premier août à 5 heures après-midi. Le convoi funèbre se mit en mouvement partant du couvent des frères miséricordes sur la place Jellačić (alors place de Harmitza) et passa par la rue Longue, puis par la rue

d'Image (*Bildgasse*) et la rue de Saint-Georges, pour se rendre au cimetière de Saint-Georges.

Le cimetière de Saint-Georges, situé sur une montagne d'où on jouit d'une vue superbe sur la capitale pittoresque du royaume de Croatie et sur les plaines immenses au bord de la Sava terminées par des hautes montagnes à perte de vue, tient le rang du cimetière Père-Lachaise à Paris, où l'on trouve les plus beaux monuments et où presque toutes les notabilités sont enterrées.

Dix cercueils enfermant les victimes du 29 juillet se suivirent à la file, portés par des hommes distingués, précédés et accompagnés par des patriotes et des jeunes gens en costume national, le sabre nu à la main.

Sur chacun de ces dix cercueils il y avait une écriture en grosses lettres, qui exprimait ces paroles sinistres *Hodie mihi, cras tibi*. (C'est mon tour aujourd'hui, demain sera le tien !) Les parents et les amis suivirent en sanglotant les cercueils ; partout on ne vit que des larmes couler, et toute la ville se trouva sur pied pour accompagner le convoi funèbre, et pour rendre les derniers honneurs aux victimes de la cause nationale et de leur amour de la patrie. Partout où le convoi passa, le monde se découvrit et le morne silence du peuple fut la critique sévère des auteurs du drame sanglant qui avait causé la mort prématurée des plus braves citoyens. Nul accident fâcheux ne troubla cette triste et imposante cérémonie, mais les Magyarons furent alors invisibles ; pas un seul n'eut la hardiesse de se montrer dans la rue !

Aujourd'hui un beau monument en fer, érigé en 1856 au cimetière de Saint-Georges, rappelle aux Croates leur discorde civile, leur lutte héroïque contre la suprématie magyare, et l'ardent amour de leurs compatriotes pour la nationalité croate. Sur la pierre pyramidale du tombeau on voit un lion dormant, et sur les côtés du monument on lit tous les noms des victimes du 29 juillet 1845.

Le nombre de blessés de cette triste journée surpassa le chiffre de 50, et plusieurs en moururent plus tard ou restèrent estropiés. Il en était fait de la popularité du ban Haller, et son nom fut désormais en horreur en Croatie.

La restauration fut cependant continuée le 2 août. La victoire du parti magyar était bien facile, puisque les Illyriens étaient absents ; et le héros Jozipović pouvait monter ses grands chevaux sans être hué par ses adversaires.

Le résultat de cette congrégation illégale fut tel qu'il suit :

Suvić premier ; Praunsperger second ; et Etienne Pavleković troisième *vice-comes* du comté de Zagrabie ;

Paul de Keresztury, juge central en chef ;

Paul de Krajačić, François de Pogledić, Nicolas de Puby et Sigmond de Preschern, juges districtaux de Saint-Ivan, de la Sava, en deçà et au delà de la Kulpa ;

Louis de Karoly, premier juge dans le district montan [sic] ;
Emmeric de Bušić, premier, et I. N. Šrabecz second notaire ;

Adalbert de Jellačić, premier fiscal ;

Jean de Stivalić, Hugo de Terstenjak, vice-fiscaux ;

Étienne de Koos, receveur général ;

Ignace de Vernić, receveur particulier (*cassa percipiens*) ;

Thomas de Mattačić, *exactor* ; Adalbert Makanecz, *registrator* ;
Charles Gallyuf, *registant*.

Le reste des employés du comté ne furent que des clercs et des copistes et la postérité se pourrait bien consoler de ne pas connaître leurs noms.

Joseph Briglević et Koloman Bedeković furent élus ahlégats pour la diète croate-slavonienne bien que le ban comte Haller était intéressé à l'élection de Suvić, qu'il avait aussi candidaté.

On voit, par cette circonstance même que l'autorité du ban Haller n'était plus reconnue ; et les Magyars mêmes l'honoraient du sobriquet *pictus masculus*.

Les mânes des victimes du 29 juillet se dressèrent dans toute leur grandeur d'outre-tombe entre le comte Haller et les Croates, et il ne parvint plus à reconquérir leurs sympathies malgré tous ses efforts pendant la diète croate-slavonienne, ouverte le 23 septembre 1845.

Le ban fit alors toutes les concessions possibles au parti national, de la sorte que Jozipović, voyant qu'il échoua contre la majorité avec ses propositions absurdes et injustes et malgré tout le luxe de sa grossièreté, qui commença à dégoûter même ses partisans, quitta le 26 septembre pendant la 4^e séance l'assemblée en criant avec sa voix de stentor à ses Turopoliens : « *Haide van !* » (sortez !) et sortit alors suivi de ses paysans nobles, comme un troupeau suit la bête avec la clochette. Ce ne fut qu'alors que les états purent délibérer en paix et sans être exposés aux injures du *Comes Turopoliensis*. Le ban Haller s'était montré vraiment franc, loyal, affable, et la diète fut close sans que le parti national aurait eu la moindre chose à lui reprocher, mais tous ses efforts furent vains, les patriotes restèrent irréconciliables.

La cour de Vienne s'était convaincue que le ban comte Haller restait à jamais un homme perdu dans l'opinion publique en Croatie, et le rappela.

Haller parut être poursuivi par un guignon. Il avait perdu l'amour des Croates par ses sympathies magyares ; et il avait perdu plus

tard les sympathies des Magyars en voulant reconquérir celles des Croates. En défendant les intérêts du royaume de Croatie en sa qualité de ban à la diète de Hongrie, il y fut même insulté et enfin obligé de se battre en duel avec un magnat magyar.

Le comte Haller, après avoir résigné forcément sa dignité, se retira dans ses terres en Transylvanie. En 1848, pour éviter les troubles politiques dans sa patrie, il se rendit à l'armée d'Italie, où le maréchal Radetzky lui confia le commandement d'une division d'armée ; mais il paraît qu'il n'y avait pas su de même contenter le maréchal Radetzky, puisque celui-ci lui offrit bientôt après le commandement d'une petite forteresse en Italie pour l'éloigner de l'armée. Haller refusa et se retira dans ses terres en Transylvanie, où il vécut très retiré jusqu'à l'an 1856, où l'empereur François-Joseph le nomma *ad latus* du gouverneur général, l'archiduc Albrecht, en Hongrie. L'apparition du ci-devant ban de Croatie à Budapest y fit autant de sensation qu'à Zagrabie, où le souvenir de la triste catastrophe de 1845 n'était pas encore effacé. Le comte Haller s'y trouve encore.

CHAPITRE XII

Peu de jours après le 29 juillet 1845, se rendit une députation croate à Vienne, pour y implorer la puissante protection de la cour impériale contre les iniquités, le terrorisme et les agressions des Magyars et du parti magyar en Croatie, qui avaient provoqué la déplorable journée du 29 juillet. Les principaux membres de cette députation furent Charles Klobučarić, Edouard Zdenčay et Ambroz Vranicany.

Cette députation insista surtout pour qu'un Croate, qui aime sa patrie, fût nommé enfin ban de Croatie. Elle ne se contenta pas de l'audience chez l'empereur Ferdinand, mais elle se rendit aussi chez tous les archiducs et chez l'archiduchesse Sophie, laquelle les reçut très gracieusement et parut prendre la plus grande part à leur affliction ; mais sans s'engager cependant par des promesses qu'elle n'aurait pu accomplir dans l'avenir.

Ce fut alors, à ce qu'on disait, que le nom du baron Joseph Jellačić, colonel commandant du premier régiment banal à Glina, a été prononcé pour la première fois à la cour impériale, et que les députés croates avaient désigné comme l'homme le plus capable à remplir dignement les devoirs d'un ban de Croatie.

La cour impériale ne se trouva cependant pas dans la nécessité alors de faire une telle concession aux Croates. Elle avait dans le cas de besoin les vieux lieutenants-feldmaréchaux, les barons Blagojević et Rukavina, à sa disposition, et qui se trouvaient depuis longtemps sur la liste des candidats pour la dignité de ban de Croatie, bien que la conduite politique du baron Blagojević en 1848 et 1849 avait assez prouvé quel mauvais choix on en aurait fait ; ainsi que l'an 1849 avait démontré que le baron Rukavina était à sa place comme commandant de la forteresse de Temesvár, et où en la défendant il avait cueilli des lauriers qu'il n'aurait jamais ramassés en Croatie comme ban du royaume réuni. Quand l'orage de 1848 éclata, quand le tonnerre de la révolution fit trembler le sol de la vieille monarchie autrichienne, il n'y avait qu'un seul homme en Croatie qui a su conjurer la tempête politique, ce fut le ban

Jellačić ! et nous en parlerons à son tour dans la suite de nos mémoires. A l'époque dont nous parlons encore dans ce moment, l'évêque Haulik, le *locum tenens* constitutionnel du royaume de Croatie avait remplacé le ban comte Haller après son départ de Zagrabie, et entra en fonction comme chef politique provisoire. L'administration publique et les affaires politiques n'en souffrirent point ; au contraire l'agitation et la fermentation des esprits parurent s'apaiser, et l'ordre public à Zagrabie ne fut plus un moment troublé. En conséquence les prières et la demande de la députation croate à Vienne par rapport à la nomination d'un ban indigène ne furent point prises en considération, et la cour impériale n'avait qu'à s'applaudir d'avoir laissé les rênes du gouvernement en Croatie entre les mains de l'évêque Haulik, qui fit son possible pour contenter les patriotes, sans provoquer le parti magyar par des mesures qui l'auraient blessé trop sensiblement.

Sous la lieutenance de l'évêque Haulik les états du royaume de Croatie, réunis à leur diète de l'an 1847, avaient arrêté le 23 octobre que la langue croate devait remplacer dorénavant la langue latine dans la publicité et dans toutes les branches de l'administration en Croatie. Ce mémorable article de la diète croate de 1847 consterna autant les Magyars, qui connaissaient à peine assez leur langue maternelle pour se faire entendre au cocher ou au palefrenier, qu'il exalta l'enthousiasme et la fierté nationale de tous les bons patriotes. Alors on avait composé cette chanson en l'honneur des états et de l'évêque Haulik :

*Al je danas svrha boga toga,
Za naš dom je danas dan veseli,
Jer ste u javnost jezik naš uveli ;
Na obzoru neba slavenskoga
Viek će imena slavno vaša sjati,
Viek će narod vas se spominjati.*

(Mais c'est aujourd'hui un jour solennel et joyeux, puisque vous avez introduit notre langue dans la vie publique ; vos noms brilleront toujours au ciel slave, et la nation s'en souviendra toujours).

L'archiduc palatin de Hongrie Joseph a été mort la même année 1847, le 13 janvier, qui avait tant contribué à la discorde entre les Croates et les Magyars par la protection de l'élément magyar, et qui avait poussé sa prédilection pour la langue magyare jusqu'au point de promettre à tenir dorénavant ses discours en langue magyare, quoique son accent étranger l'en aurait dû dissuader, et puisque les états l'en ont voulu eux-mêmes et de bon cœur dispenser.

En remplaçant la langue latine par la magyare, on avait rompu avec le passé, avec les traditions et avec les anciennes maximes politiques de la maison d'Autriche. Cette loi fut l'arrêt de mort pour la 8 [fois] centenaire constitution du royaume de Hongrie, le coup de grâce pour l'élément conservatif, et la lame de feu des révolutionnaires magyars ; mais en même temps la cause principale de l'opposition opiniâtre, de la haine nationale, et enfin de la levée des bouchers des Croates en 1848, qui avaient alors sauvé l'Autriche. La mort du palatin de Hongrie avait mis cependant la cour impériale dans un grand embarras, car on ne savait alors par qui le remplacer.

L'archiduc Joseph avait, presque en mourant, recommandé son fils, en alléguant qu'il l'avait, pour ainsi dire, élevé, formé et qualifié pour cette place importante.

C'est vrai que l'éducation de l'archiduc Etienne a été dirigée à l'instar de celle des autres jeunes seigneurs de Hongrie. Il parla parfaitement bien magyar, et doué d'esprit et de talents, il ne manqua pas de pénétrer dans l'esprit national des Magyars et de deviner leur faiblesse ; mais par le commerce avec les jeunes seigneurs magyars, il en avait aussi pris le pli magyar, et réuni avec la prédilection pour ce pays, qu'il regarda comme sa seconde patrie, une certaine aversion contre le système du gouvernement impérial, qui pesait selon son opinion et celle de tous les Magyars sur la Hongrie, et empêcha son développement spirituel et matériel. Il n'avait pas tout à fait tort ; mais il aurait dû aussi jeter ses regards sur les débats des diètes de Hongrie, où les meilleures intentions du gouvernement impérial, les plus sages propositions royales trouvèrent toujours la plus opiniâtre opposition. Enfin ce prince, qui avait des qualités d'esprit et de cœur dignes de sa haute naissance, avait subi l'influence magique du pays où il a été né, élevé, aimé et désiré.

La haute aristocratie magyare raffolait de lui, et le désigna hautement comme le successeur de son père. Pour en juger il faut citer les propres paroles du comte Pierre Pejačević, un des plus riches seigneurs en Esclavonie, qu'il avait dites alors au colonel baron Neustaedter à Vinkovci, chef-lieu du régiment frontière de Brod, et qu'on pouvait regarder comme l'opinion publique en Hongrie à cette époque ; les voici : « La cour impériale sera forcée de nommer l'archiduc Étienne palatin de Hongrie, car elle n'a pas d'autre choix à faire ; et doit être même très contente d'avoir un prince si populaire en Hongrie sous la main pour remplacer le vieux feu palatin dans cette époque critique ».

L'archiduc Étienne se trouva aussi dans les bonnes grâces de l'empereur Ferdinand, car, inspiré par les sages conseils de son père,

il lui avait montré toujours la plus grande déférence lorsque l'empereur n'était encore que prince héréditaire, et pour ainsi dire ignoré de toute la cour impériale. L'empereur l'aima aussi sincèrement, et il l'aurait nommé de prime abord palatin de Hongrie, sans l'opposition opiniâtre du prince Metternich, dont la sagacité politique en avait prévu les tristes conséquences pour les intérêts du trône impérial, et selon l'avis duquel, tout magnat de Hongrie, quel qu'il fût, aurait été préférable au choix de l'archiduc Étienne pour remplacer l'archiduc palatin de Hongrie son père.

La toute-puissance du prince Metternich n'était cependant plus la même que du temps de l'empereur François.

L'archiduc Louis, *l'alter ego*, balança longtemps, mais finit par céder aux insinuations de la haute aristocratie magyare en faveur de la nomination de l'archiduc Étienne, au désir de l'empereur Ferdinand, et prenant enfin sa qualification pour cette dignité et sa popularité en Hongrie en considération, il le nomma palatin de Hongrie, ou plutôt il le fit nommer par l'empereur Ferdinand. Le prudent archichancelier de l'empire d'Autriche, le prince Metternich, n'avait gagné par sa constante et énergique opposition que la rancune secrète de l'archiduc Étienne.

L'archiduc Étienne se trouva alors à Prague en Bohême, où il exerça les fonctions d'un gouverneur civil ; et avait su gagner l'amour des habitants par sa bonne volonté à protéger le bien-être public, par son assiduité et par ses manières cordiales et affables.

On dit que ce jeune prince avait quitté à regret la ville de Prague. Était-ce peut-être une courtoisie de sa part pour les braves Bohêmes ? ou était-ce un pressentiment sinistre du sort politique qui l'attendait en Hongrie ?

Quelqu'un qui croit aux pressentiments en aurait pu trouver de bien sinistres à l'occasion du voyage qu'avait entrepris l'archiduc Étienne bientôt après son installation comme palatin de Hongrie à Budapest. Pendant qu'il fit son entrée solennelle à Komorn, où il arriva sur le bateau à vapeur *Sophie*, le 7 octobre à 11 heures avant midi, le pont sur le petit Danube se rompit, et 50 personnes tombèrent dans la rivière, dont 27 trouvèrent la mort dans les flots. Puis sur la route de Toth-Megyér à Nyitra les chevaux de son carrosse prirent les mors aux dents, et il ne fut sauvé du plus grand danger que par l'arrivée du comte Károlyi, dont la voiture arriva du côté opposé et barra le chemin aux chevaux du carrosse de l'archiduc, qui fut quitte pour une légère contusion, qu'il avait reçue en sautant alors en bas de sa voiture.

L'archiduc palatin de Hongrie Étienne fut de retour à Budapest le 15 octobre, où y fut installé comme *Comes supremus* du comté

de Pest par l'archiduc François-Joseph, actuellement l'empereur d'Autriche. On le regarda déjà alors comme l'héritier présomptif de la couronne d'Autriche, et le beau discours, que ce jeune prince prononça à cette occasion solennelle en langue magyare avec un accent si pur, provoqua des cris d'*éljen* et un vrai délire d'enthousiasme parmi les nobles Magyars ; et le fameux orateur Szent-Kiralyi porta alors pendant le dîner un toast à la santé de l'archiduc François-Joseph, où il avait prédit l'âge d'or à la Hongrie sous le sceptre du roi François-Joseph.

Les patriotes en Croatie observaient attentivement tous les événements en Hongrie, et on y apprit avec mécontentement que Kossuth et Szent-Kiralyi, ennemis acharnés de la nationalité slave, furent élus députés pour la diète de Hongrie de la part du comté de Pest.

Leur élection eut lieu à Pest le 18 octobre, l'anniversaire de la bataille de Leipzig. Kossuth, ce fanfaron et imbécile politique, qui avait poussé sa vanité nationale, si puérile et si funeste à la Hongrie, au point de demander en public dans la chambre de députés « où y avait-il donc ce royaume de Croatie qu'il cherchait vainement sur la mappe de Hongrie », a été détesté en Croatie ; et quand les canons du ban Jellačić tonnèrent à Pakozd le 29 septembre 1848 au cœur de la Hongrie, les Croates s'écrièrent à Zagrabie avec un juste orgueil : « Voilà, notre ban a fait trouver le royaume de Croatie et les Croates à Kossuth ! »

Le voyage de l'archiduc palatin de Hongrie Étienne, accompagné alors par son grand-maître de la maison archiducale, le colonel de houzards comte Grünne, et son chambellan le major de houzards comte Zichy, et le baron Vaj, à travers la Hongrie, l'Esclavonie et une partie de la frontière militaire, avait bien paru à l'homme profane à une marche triomphale ; mais au fond ce ne fut qu'une course rapide sur un volcan. Il a été bien reçu partout avec pompe et enthousiasme, mais chez les différentes nationalités la réception solennelle du palatin de Hongrie fut motivée par des différentes espérances et par des différentes opinions. Dans la frontière militaire surtout on [ne] le fêta qu'en sa qualité d'archiduc d'Autriche, et il n'y entendit comme dans l'Esclavonie civile que de *živio* bien que le baron Vaj, qui devança de quelques heures l'archiduc palatin, avait même engagé à Verpolje le lieutenant Bolthausen du régiment frontière de Brod à faire crier la populace *éljen* ! Bolthausen avait répondu : « Cela ne va pas chez nous, nous ne sommes pas des Magyars ». Les bruyants *živio* furent un avis salutaire pour le palatin de Hongrie que la nationalité slave ne se laisse ni étouffer, ni absorber ! L'archiduc palatin Etienne n'avait point continué son voyage jusqu'à Zagrabie.

Enfin l'an 1848 était arrivé, et avec lui l'époque la plus glorieuse dans l'histoire moderne du royaume de Croatie, que personne n'avait mieux appréciée que le feu comte Ficquelmont, qui, dans sa brochure *Lord Palmerston et l'Angleterre* avait rendu pleine justice aux mérites insignes de l'immortel ban Jellačić et à la glorieuse levée du bouclier des Croates en 1848. Pour cette raison nous allons citer, par rapport à cette époque, les propres paroles de ce vieux et digne diplomate autrichien ; les voici : « L'épisode le plus considérable du mouvement slave fut celui de la Croatie ; il mériterait un historien séparé, car il a été l'élément le plus prononcé du grand drame hongrois. Il a été le plus décisif, parce qu'il a été le plus décidé ; il a entraîné avec lui tout le midi de la Hongrie, les Serbes, les Valaques, les régiments frontières. L'élite de ces régiments avait été envoyée comme renfort en Italie ; le pays, sans être désarmé, en était cependant considérablement affaibli. Pour rentrer en lice contre les Hongrois, il fallait ne plus se livrer à l'unique calcul des forces matérielles, mais s'élever à la hauteur d'un principe. Il fallut, en opposant la nationalité slave à la nationalité magyare, opposer en même temps la bannière de la fidélité à celle de la révolte ; il fallait en un mot un homme pour déployer cette bannière et la porter haute. Cet homme s'est trouvé. L'histoire a déjà dit comment le ban Jellačić apparut devant Bude ; il ne cherchait la force que dans un principe ; il comptait que ceux qui portaient le drapeau impérial à Bude, se joindraient à lui ; il les trouva comme ennemis ; on les avait entraînés dans une fausse voie, qui n'était encore que celle de l'erreur. La suite amena le triomphe de la fidélité ».

Ces paroles prouvent assez les immenses services que le ban Jellačić, à la tête de la fidèle nation croate, avait rendus à la dynastie et à la monarchie autrichiennes ; et ils seront reconnus un jour à leur juste valeur, quand ces détracteurs, qui travaillent sans cesse à miner la gloire immortelle de cet homme loyal et chevaleresque, seront rentrés dans le néant.

Il y a, grâce à Dieu ! encore de ses contemporains et de ses frères d'armes, qui, initiés dans tous les mystères de cette époque, la plume à la main lui revendiqueront la gloire d'avoir sauvé la monarchie autrichienne.

C'est le moment de faire connaître à nos lecteurs le ban Jellačić, sa famille et sa vie privée jusqu'au moment où il apparut sur la grande scène du monde.

[TOME IV]

Il fallut, en opposant la nationalité slave à la nationalité magyare, opposer en même temps la bannière de la fidélité à celle de la révolte ; il fallait en un mot un homme, pour déployer cette bannière et la porter haute. Cet homme s'est trouvé. L'histoire a déjà dit comment le ban Jellačić apparut devant Bude...

Ficquelmont.

CHAPITRE I

Qui sert bien son pays, n'a pas besoin d'aïeux !

Il y a une quantité de familles du nom de Jellačić en Croatie, tant nobles que roturières. Les familles nobles de Jellačić s'y distinguent par le titre de Bužim, que nous trouvons aussi attaché au nom de famille du ban Jellačić. Comme il y avait encore de nos jours une capitanie de Bužim en Bosnie, quelques-uns ont cru y trouver le berceau de la famille du ban, et même les Mahométans en Bosnie l'avaient dit à lui-même, quand ils avaient trouvé l'occasion de lui parler, lorsqu'il était encore colonel du premier régiment frontière banal à Glina ; mais c'est constaté que la famille des Jellačić a été toujours indigène en Croatie.

Le conseiller de la préfecture royale à Zagrabie Charles Pogledić de Kurilovec, ci-devant archiviste du comté de Varaždin, avait sur la demande réitérée de Juro baron Jellačić, frère du ban, vainement fouillé tout l'archive du fond en comble dans la maison du comté à Varaždin, pour y exhumer quelques documents par rapport à leur famille. Selon le dire de M. Pogledić, la souche de cette branche de la famille de Jellačić, à laquelle appartient celle du ban, devait se trouver dans un petit village, à un quart d'heure de distance de Zabok.

La famille du ban Jellačić ne possédait pas des terres en Croatie et n'était pas riche et lui-même n'en fit jamais mystère. Quelque-

fois cependant il avait raconté que sa famille, jadis très riche, avait été ruinée dans le xv^e ou xvi^e siècle, ayant été forcée de payer 60.000 pièces d'or pour la rançon d'un général Jellačić que les Turcs avaient fait prisonnier de guerre.

Les premières familles du nom de Jellačić en Croatie furent du temps du ban Jellačić sans contredit celles d'Edouard, chambellan actuel de sa majesté l'empereur d'Autriche, de Charles, seigneur de la belle terre de Jankomir à une bonne lieue de distance de Zagrabie, et de Richard Jellačić de Bužim. Les deux dernières familles furent toujours du parti magyar en Croatie, mais toutes les trois avaient toujours, avant l'an 1848, renié toute parenté et même toute alliance avec celle du ban. Ce ne fut que quand le colonel Joseph baron Jellačić se trouva tout d'un coup ban de Croatie, et au sommet glissant des grandeurs politiques et militaires, que tout ce qui portait le nom de Jellačić en Croatie se disait parent du ban en dépit de leur arbre généalogique et de l'impossibilité de qualifier le degré de leur parenté. Le ban Jellačić, ce cœur d'or toujours indulgent et réconciliable, au lieu de leur tourner alors le dos, tendit la main à tous ces cousins et cousines de nouvelle date, en passant avec un sourire aimable sur la parenté douteuse des uns, et oubliant l'apostasie des autres. Les Jellačić du parti magyar furent les derniers à se rapprocher de lui.

Une dame de Jellačić s'était écriée en 1848, quand le ban s'était décidé à défendre la nationalité croate le sabre à la main, et quand on l'avait demandé si elle était parente du ban Jellačić ? « Grâce à Dieu ! qu'il n'est pas mon parent ». Cette dame, après le mariage du ban, se trouva toujours dans son salon.

Le grand-père du ban Jellačić était capitaine de houzards banderiaux et décoré de la grande médaille d'or, sous le règne glorieux de Marie-Thérèse. C'est une notice qu'on tient du comte Antoine Jellačić¹.

Le père du ban Jellačić a été le lieutenant-feldmaréchal François baron Jellačić, chevalier de l'ordre militaire de Marie-Thérèse et colonel propriétaire du 62^e régiment de ligne hongrois, créé en 1798, qui porta son nom depuis l'an 1802 jusqu'à sa mort en l'an 1810. Il a été marié avec une baronne Portner, dont il a eu trois fils et une fille, qui s'appela Anne et mourut à la fleur de son âge, poitrine, en l'an 1830, vivement regrettée de toute la famille, surtout de son frère aîné (puis le ban de Croatie) qui en parla toujours comme un ange de bonté et de douceur.

¹ Ce fut le grand-père du côté de la mère, car le grand-père du ban du côté du père n'était pas militaire. Voyez la généalogie de la famille de Jellačić.

L'aîné des fils de François baron Jellačić s'appela Joseph ; c'est ce ban immortel dont nous écrivons l'histoire et dont nous parlerons ensuite. Le puîné s'appela Juro (Georges) et le cadet Antoine.

Juro, actuellement comte Jellačić de Bužim, lieutenant-feldmaréchal en retraite, colonel propriétaire du 69^e régiment de ligne d'infanterie, chambellan actuel de sa majesté l'empereur d'Autriche, et chevalier de plusieurs ordres, vice-capitaine du royaume de Croatie, Dalmatie et Esclavonie, avait aussi été élevé à l'académie thérésienne à Vienne.

En 1861, à la fin de l'année où il a été pensionné, il comptait 37 ans de service militaire et avait le grade d'un lieutenant-feldmaréchal.

Le comte Juro Jellačić dans sa jeunesse — il a été fort beau garçon — avait eu le bonheur de trouver dans la personne du comte Ferdinand Eggert, dont il fit la connaissance à Klagenfurth en Carinthie, un ami dont il n'y a pas beaucoup de pareils dans ce monde, car il ne parut plus vivre que pour son tendre ami Juro. Le comte Eggert le fit à ses frais voyager à Paris, et puis en 1836 en automne au camp de Vosnizens en Russie, lui fit puis cadeau d'une somme si considérable laquelle aurait seule suffi à le mettre à l'abri du mauvais temps pendant sa carrière militaire. Pour la bonne bouche, le comte Eggert le fit épouser sa nièce, le 19 octobre 1845, Hermine comtesse de Krystallnigg, dame de l'ordre de la croix étoilée, qui lui avait mis jusqu'à présent 5 enfants au monde, deux garçons, dont l'aîné s'appelle Juro, et le cadet Marko ; les filles s'appellent Jela, Vera et Anka.

Il n'y a pas de doute que le comte Juro Jellačić fondera la famille de Jellačić sur des bases solides en Croatie, puisque la fortune lui sourit en tout. Le feu ban Jellačić l'avait désigné comme l'héritier de la belle terre et du château de Novi-Dvor dans le testament en vertu duquel sa veuve, la comtesse Sophie Jellačić de Bužim née comtesse de Stockau, en restera usufruitière jusqu'à sa mort, excepté le cas où elle voudrait se remarier ; car alors la terre et le château de Novi-Dvor deviennent aussitôt la propriété du comte Juro Jellačić, qui n'est tenu que de donner pour tout potage 30.000 florins à la banesse douairière. D'après le contrat de mariage cependant, qui se trouvait entre les mains du comte Stockau, le père de la banesse, toute la fortune du ban Jellačić appartenait à sa veuve exclusivement et sans aucune condition ; enfin elle a été l'unique héritière. Le ban, deux ans avant sa mort, changea son testament en faveur de son frère Juro, avec le consentement de la banesse, qui y avait même apposé sa signature ; mais le père de la veuve, qui n'était pas encore majeure à cette époque où elle avait donné le consentement au chan-

gement du testament, voulut annuler le testament du ban après sa mort, en vertu de la stipulation du contrat de mariage ; mais alors la banesse s'y opposa à son tour, et persista que le testament de feu son mari soit respecté, et de cette manière tout resta comme nous l'avons détaillé auparavant. La banesse douairière ne compte cependant dans ce moment que 27 ans et ne paraît non plus vouloir se remarier ; cette circonstance ferait bien attendre le comte Juro Jellačić avec son droit sur la terre et le château de Novi-Dvor, et, puisqu'il compte dans ce moment 56 ans, il y a toute apparence que l'héritage du ban Jellačić passera tout droit de la banesse à son fils aîné Juro, qui n'a actuellement que 14 ans. Pour cette raison le comte Juro Jellačić avait entamé des négociations avec la veuve de son frère, le ban, pour l'engager à lui céder la terre de Novi-Dvor pour des rentes viagères qu'il s'obligerait à lui payer jusqu'à sa mort, ou jusqu'au moment où elle se remarierait ; mais jusqu'à présent toutes les négociations n'avaient pu déterminer la banesse douairière à céder Novi-Dvor au comte Juro, qui à son tour ne voulut accepter les conditions qu'on lui faisait. On prétend même qu'une certaine froideur régnait entre la banesse et le comte Juro Jellačić, surtout depuis ce moment où celui-ci crut de son devoir et dans l'intérêt de son fils et héritier présomptif de faire faire un inventaire de tout ce qui se trouvait dans le château de Novi-Dvor et ce qui avait appartenu à son frère le ban Jellačić.

Le comte Juro Jellačić a été nommé vice-capitaine du pays par le ban baron Šokčević à la diète croate de l'an 1861. Bientôt après le comte arrive à Zagrabie (il se trouva en garnison à Venise) pour prêter le serment usité à la diète en sa qualité de vice-capitaine du royaume de Croatie, Dalmatie et Esclavonie. Le ban se trouva alors malade, et M. Briglević présida à la diète. Le lieutenant-feld-maréchal Juro comte Jellačić apparut alors dans la salle des députés en grand uniforme d'un général de cavalerie hongroise, sans y avoir été autorisé par la permission de sa majesté l'empereur, laquelle a été indispensable pour échanger son uniforme de général d'infanterie contre celle d'un général de cavalerie hongroise. Puis il tint un discours par rapport à la nationalité, qui a été si mal rédigé qu'il contenait plusieurs phrases si ambiguës, et qu'on avait été forcé d'interpréter comme une insulte pour le gouvernement impérial ; de la sorte qu'il avait provoqué l'indignation du corps d'officiers de la garnison de Zagrabie, et qu'on en avait fait le rapport à Vienne. Le comte Juro Jellačić, consterné du malheureux effet de son discours, qu'il avait tenu dans la meilleure intention du monde, ce qui prouve ses cris de « vive notre empereur, vive notre roi » ! à la fin du discours, fit insérer dans les gazettes de Zagrabie une déclara-

tion, par laquelle il protesta contre le sens qu'on eût voulu donner à son discours, mais cette déclaration a été encore si insignifiante qu'elle n'aurait pu dissiper la mauvaise impression du discours sans la bonne volonté du général à justifier sa conduite, qui a été toujours loyale et sans reproche jusqu'à nos jours. A Vienne cependant on avait pris son discours en très mauvaise part. Le ministre de la guerre, le comte Degenfeld, lui apprit par une lettre présidiale, qu'il avait perdu la confiance de sa majesté l'empereur par sa conduite à la diète croate et qu'il était pensionné ; qu'il devait se choisir pour son domicile dorénavant Linz, Klagenfurth ou Prague, et qu'il lui était défendu de porter l'uniforme hongrois, qu'il avait endossé sans permission. Le comte Juro Jellačić écrit là-dessus une lettre touchante au comte Crenneville, premier adjudant de l'empereur, et pria, puisqu'il avait perdu la confiance de sa majesté, qu'il lui soit permis de résigner sa charge et ses dignités militaires. Cette demande a été refusée, et le ministre de la guerre lui annonça qu'il devait partir sur-le-champ pour Klagenfurth. En attendant arriva en toute hâte son épouse, alarmée par le bruit de sa disgrâce, à Zagrabie auprès de lui, et ils partirent puis ensemble pour Klagenfurth.

Les prières de la veuve du feu ban Jellačić, que l'empereur avait reçue en audience privée, et les démarches du ban baron Šokčević en faveur du comte Juro Jellačić, réitérées après la dissolution de la diète croate, lui effectuèrent la permission de retourner à Zagrabie, où il vit actuellement très retiré au sein de sa famille. La conduite généreuse du ban Šokčević mérite autant plus d'éloges que le comte Juro Jellačić l'avait pour ainsi dire désigné comme l'auteur indirect de sa disgrâce dans ses lettres au baron Benedek, aux comtes Crenneville et Degenfeld, qui, au lieu de lui répondre, avaient montré ses lettres au ban baron Šokčević.

La comtesse Hermine Jellačić, son épouse, bonne mère, compagne fidèle, dame spirituelle et affable, mérite tous les éloges à cause de ses vertus et de ses brillantes qualités.

Le comte Juro Jellačić et sa nombreuse famille habitent actuellement la maison paternelle au coin de la rue des Capucins, qu'avait habitée sa mère qui y mourut en 1838, et qu'avait héritée son frère aîné, qui la lui avait cédée ¹, quand il était devenu ban de Croatie. Le comte Juro l'avait fait réparer du fond à comble en 1856, et à la fin de l'an 1861 il l'avait encore embellie autant que possible. En 1854, il avait racheté une petite terre à Kurilovec, qu'avait pos-

¹ Juro était cependant obligé de payer 4.000 florins de dettes inscrites sur la maison et 2.000 florins à chacun de ses frères, en tout 8.000 florins.

sédée son père, autant par piété filiale pour le séjour champêtre de ses parents qu'en souvenir de l'heureuse enfance qu'il y avait passée avec ses frères. Cette terre avec une modeste maison en bois, comme il y en avait alors partout sur les terres de la petite noblesse, avait été revendue au même propriétaire par la mère du ban Jellačić, dont il l'avait achetée, et dont à son tour son fils Juro l'avait rachetée, qui fit réparer cette maison de bois et cultiver la terre et le jardin pour en rendre l'aspect aussi agréable que possible.

Cette passion du frère du ban Jellačić de tout conserver ce qui avait appartenu à sa famille, et où se rattachent tant de souvenirs touchants et tendres, prouve la sensibilité de son cœur et la douce rêverie d'une âme qui se plonge avec plus de volupté dans le passé qu'elle ne désire de percer l'avenir pour courir après une chimère.

Le portrait du lieutenant-feldmaréchal François baron Jellačić qui existe à Novi-Dvor, prouve la frappante ressemblance du comte Juro Jellačić avec son père ; qui, sans posséder le génie et les talents du ban Jellačić, ne manque pas de qualités de cœur et d'esprit qui lui avaient gagné les sympathies de ses compatriotes. Il a été aussi le frère favori du ban Jellačić.

Le comte Antoine Jellačić de Bužim, lieutenant-feldmaréchal *ad honores*, chambellan actuel de sa majesté apostolique, décoré de plusieurs ordres, est le frère cadet du feu ban de Croatie. Il avait reçu son instruction militaire dans l'académie d'ingénieurs à Vienne. Il est né le 14 mai 1807. Il avait servi au commencement dans la marine et puis dans la cavalerie allemande. En 1848 il accourut auprès de son frère, il était alors capitaine, et accompagna le ban quand il envahit la Hongrie en 1848, et puis dans la guerre de révolution en Hongrie en 1848 et 1849. Il se trouvait toujours attaché à la suite du ban, qui le chargea souvent de missions secrètes plus ou moins importantes, et quelquefois aussi d'un ordre militaire à exécuter. Il était redevable au ban son frère de sa prompte carrière militaire, car en 1850 nous le trouvons déjà comme colonel commandant du régiment de houzards banderiaux, qui fut puis transformé et réorganisé en un régiment de hulans, dont le colonel propriétaire fut nommé le comte Wallmoden-Günborn, lieutenant-feldmaréchal et commandant du 7^e corps d'armée à Vérone en Italie. Il paraît que le comte Antoine Jellačić ne put contenter tous ses supérieurs, en sa qualité d'un commandant d'un régiment nouvellement organisé, et qu'il ne possédait pas pour cette raison les bonnes grâces du lieutenant-feldmaréchal comte Grünne, premier adjudant de l'empereur, qui lui avait conseillé de se faire pensionner. Le comte Antoine, qui se trouvait alors seul dans le cabinet du comte Grünne, protesta fièrement et hardiment contre une telle proposition dés-

honorante pour lui, mais sans la puissante protection de son frère, le ban Jellačić, dont l'étoile n'avait pas encore alors pâli, il serait sûrement succombé à ceux qui, à tort ou à raison, l'avaient jugé incapable de commander un régiment de cavalerie de nouvelle organisation. Il fut nommé général de brigade quand son tour arriva ; mais il fut bientôt après mis en disponibilité, et se retira à Gratz en Styrie, où il avait épousé le 24 février 1852 la comtesse Marie-Thérèse Lamberg de Stein et Guttenberg, née le 14 mai 1826. Il en eut cinq enfants : un garçon François-Joseph, né le 28 avril 1853, et quatre filles, Marie, Olga, Vanka et Pauline.

Quand le ban Jellačić commença à languir, on attacha le général Antoine comte Jellačić à sa personne en qualité d'un adjudant général, et il resta auprès de son frère illustre jusqu'à sa mort. Bientôt après en 1860 il fut pensionné avec le titre d'un lieutenant-feld-maréchal et vit actuellement avec sa famille à Zagrabie, où il avait acheté une belle maison dans la rue de Poste, qui avait appartenu à la famille Zdenčay. Le comte Antoine Jellačić est un brave militaire et un honnête homme dans toute la force du terme car à sa conduite et à sa loyauté on ne trouve rien à lui reprocher.

Les plus proches parents de la famille du ban Jellačić furent le général de cavalerie et colonel propriétaire d'un régiment de dragons, baron Knežević, qui n'avait pas fait grand'chose pour le ban et sa famille, lorsque le premier dans sa jeunesse et la dernière après la mort du père de famille en avaient fort besoin, et le baron Portner à Fiume, qui ne s'était jamais intéressé à la famille Jellačić, et ne voulut faire le bon oncle que quand l'aîné des Jellačić a été nommé ban de Croatie, mais tout se borna à la plus stricte courtoisie, et en mourant il avait laissé toute sa fortune à sa ménagère.

Le père du ban Jellačić, qui a été élevé à l'école militaire à Vienne sous le règne de Marie-Thérèse, avait fait une belle carrière militaire pour cette époque-là. Il a été un général très distingué et jouissait d'une juste renommée dans l'armée impériale autrichienne, surtout dans la frontière militaire, où les soldats qui avaient servi sous lui l'adoraient et se montrèrent toujours fiers de ce que le général Jellačić s'était mérité la croix de Marie-Thérèse à la tête des troupes frontières. La croix de Marie-Thérèse donna aussi le droit au général Jellačić de demander le titre de baron, lequel lui fut conféré par l'empereur d'Autriche François 1^{er} ; il fut donc le premier baron Jellačić et le premier magnat de Hongrie de cette famille, puisque, à cette époque, l'empereur d'Autriche comme roi de Hongrie avait le droit de conférer des titres de noblesse hongroise, et en Hongrie tout baron hongrois fut de droit magnat du royaume de Hongrie.

En 1805 il commanda un corps en Tyrol ; mais alors la fortune de

guerre lui tourna le dos. Les défaites des armées impériales en Allemagne et en Italie avaient exposé sa position en Tyrol aux agressions ennemies d'un côté et de l'autre. Les commandants de la cavalerie, sous le prétexte que les mauvaises dispositions militaires du commandant du corps causeraient sûrement la perte de la cavalerie dans un pays si montagneux, l'abandonnèrent un beau matin de leur propre autorité, ainsi que leurs camarades, l'archiduc Ferdinand et le prince Schwarzenberg à la tête, l'avaient pratiqué à Ulm en Allemagne, ce qui fut la cause principale de la honteuse capitulation du général d'artillerie Mack, laquelle avait souillé son nom et l'honneur des armes autrichiennes. Le corps de Jellačić après la défection de sa cavalerie ne compta plus que 3.000 hommes, et il fut forcé de conclure une capitulation, qui ne flétrit ni son nom ni l'honneur de l'armée autrichienne, puisque le général en chef français, Augereau, qui commanda 24.000 hommes contre lui, permit que le général Jellačić se retirât du Tyrol avec armes et bagages. Les commandants de la cavalerie, qui l'avaient abandonné, furent les premiers à l'accuser à Vienne, craignant non sans raison les suites dangereuses de leur mutinerie en Tyrol, et sachant bien que le général Jellačić n'était pas homme à pardonner une telle insubordination de la part de ses subordonnés. Malheureusement le triste résultat de la guerre de 1805, les intrigues et surtout l'influence des noms aristocrates, qui figuraient parmi les calomniateurs du brave général Jellačić, furent la cause de sa disgrâce et du procès qui fut instruit contre lui.

Il faut remarquer qu'une seule division de cheveu-légers Rosenberg n'avait pas pris part à la mutinerie de la cavalerie sous les ordres de Jellačić en Tyrol. Ce fut le bonheur du brave général, car elle fut dans le procès le témoin le plus important et le plus chevaleresque de la conduite militaire irréprochable et de ses prudentes dispositions dans la situation la plus critique.

Il est bien intéressant de noter ici qu'en 1848 au mois de septembre, quand le ban Jellačić envahit la Hongrie avec son armée improvisée, que le premier escadron de cavalerie autrichienne, qui accourut pour se réunir avec ses troupes sous la bannière de la fidélité, fut celle du vaillant capitaine Krapf, de la première division du régiment de cheveu-légers Rosenberg, de cette division qui avait été fidèle à son père en Tyrol, de la même qui l'avait déchargé de toutes les imputations et inculpations calomnieuses de la plus brillante manière.

L'innocence de François baron Jellačić parut au grand jour en suite du procès qu'on lui avait fait, mais ses accusateurs ne furent point punis pour leurs atroces calomnies, car dans ce temps le bou-

clier de la haute aristocratie défendit encore tous ses membres, même contre le bras de la justice.

Selon le dire du ban Jellačić, son père avait passé des tristes journées pendant la durée de son procès à Pest en Hongrie, puisqu'on ne lui payait pas même sa pension, et qu'il a été obligé un jour de vendre sa tabatière d'or pour se procurer l'argent nécessaire à la subsistance de sa famille et pour les frais de sa maison. C'est cependant vrai que l'empereur François, qui l'aimait beaucoup et fut très réjoui de la bonne issue de son procès, lui rendit toute sa grâce et toute sa confiance, et que son honneur et sa considération dans l'armée furent tout à fait réhabilités, puisque nous le trouvons en 1809 comme commandant du corps de réserve à Kőrmönd en Hongrie ; mais le lieutenant-feldmaréchal baron François Jellačić n'oublia jamais les injustes persécutions qu'il avait à souffrir pendant assez longtemps, malgré ses services distingués rendus à l'état pendant sa longue carrière, qui auraient dû le protéger contre des accusations calomnieuses, et en ressentit un profond chagrin pendant le reste de sa vie. Par rapport à sa disgrâce non méritée et aux injustices auxquelles il a été exposé si longtemps, il parut laisser à ses fils un avertissement salutaire de l'inconstance de la fortune et de la faveur humaine !

Après la désastreuse campagne de 1809, que l'Autriche avait entreprise malgré l'opposition et la sage dissuasion de l'archiduc Charles, le conseil de guerre aulique à Vienne désigna à l'empereur le lieutenant-feldmaréchal François baron Jellačić comme le seul général capable d'effectuer, sans provoquer des troubles ou une révolte, le désarmement des régiments frontières croates, dont le territoire fut cédé à la France d'après le traité de paix. L'empereur ordonna donc que ce général soit chargé de cette tâche, qui aussitôt après se rendit à une audience impériale pour prier instamment sa majesté à lui épargner la douleur à faire désarmer le brave peuple guerrier de la frontière militaire croate, puisqu'il devait la croix de Marie-Thérèse à la bravoure des soldats de la frontière militaire croate, qu'il les regardait comme ses enfants et comme ses compatriotes, et qu'il implorait la seule grâce qu'un autre général soit chargé de cette mission, mais l'empereur resta inflexible, et il dut partir pour la frontière militaire croate. Il s'y acquitta avec tant de prudence et de douceur de sa pénible mission que ces braves Croates déposèrent leurs armes en versant des larmes aux pieds de leur général chéri, et lui jurèrent en même temps de rester fidèles au fond de leur cœur à leur maître légitime jusqu'au moment favorable, où ils se pourraient de nouveau réunir avec l'armée de l'empereur, sous la bannière duquel leurs ancêtres, leurs pères et eux-

mêmes avaient combattu avec gloire et fidélité ! Ce serment fut religieusement observé, et en 1813 les bataillons croates en uniforme français passèrent tambour battant et drapeau impérial déployé (ils avaient toujours porté avec eux en cachette les drapeaux impériaux) au camp autrichien. Cela arriva à Magdebourg en Allemagne et à Zara en Dalmatie. A Zara, le chef de bataillon s'appela Lemaich, qui menaça de faire fusiller le premier qui oserait quitter les rangs de son bataillon, mais le bataillon entier partit et laissa son commandant tout seul, qui plus tard remua ciel et terre pour rentrer dans la frontière militaire. Il n'y réussit qu'après 8 ans et par la protection de l'impératrice, l'archiduchesse Marie-Louise. Il servit puis dans le régiment frontière de Petervardein, et y mourut comme major pensionné à Mitrovic.

La frontière militaire s'était toujours bien mérité de la maison d'Autriche, et lui avait rendu des services immenses sous le règne de Ferdinand II et de Marie-Thérèse ; encore dans ce siècle à l'empereur François, car elle avait en 1813 115.000 hommes sous les armes hors le pays.

Le lieutenant-feldmaréchal François baron Jellačić, qui avait éprouvé le plus profond chagrin et la plus douloureuse impression de sa pénible mission, retourna faible et abattu à Körmönd en Hongrie pour reprendre le commandement en chef du corps de réserve, mais il tomba après malade et si dangereusement qu'il se fit transporter à l'abbaye de Szala-Apathy, où il mourut le 4 février 1810, loin de sa patrie et loin de sa famille. On y montre encore son cercueil dans un souterrain de l'abbaye. Il avait préparé la voie à son fils aîné par sa renommée et par sa popularité en Croatie et surtout dans la frontière militaire, et son fils devait à son tour un jour illustrer le tombeau de son père par sa gloire et ses vertus ! Le père du ban Jellačić n'aurait jamais rêvé le sort brillant de son fils aîné, quand celui-ci courait encore avec ses frères et sa sœur dans le jardin de sa modeste maison de campagne à Kurilovec.

Puisque nous venons de parler du territoire de la frontière militaire croate cédé à la France par le traité de paix de 1809, nous croyons le moment favorable pour remplir notre promesse à faire connaître à nos lecteurs le décret de Napoléon sur l'organisation de l'Illyrie. Ce document est autant plus intéressant, surtout pour les historiographes croates, puisqu'une grande partie de la Croatie et toute la Dalmatie, outre la frontière militaire croate, furent réunies avec les provinces qui formèrent puis le royaume d'Illyrie. Quand on pense que le nouveau gouvernement français ne s'était établi à Laibach qu'au commencement de l'an 1810 et que le décret sur l'organisation de l'Illyrie a été déjà daté du 15 avril 1811, on doit

bien convenir que les Français y avaient montré plus d'énergie et d'habileté, puisque le gouvernement autrichien, après la réoccupation du royaume de Dalmatie en 1813, n'y a su introduire qu'une organisation provisoire, qui ne contenta ni le peuple ni les employés, et qui dura presque à l'infini. Malgré l'aversion des habitants des provinces de l'Illyrie pour la domination française à cette époque, rendent pourtant encore de nos jours, c'est-à-dire ceux qui s'en souviennent encore, justice à la simplicité d'un gouvernement à bon marché, et conformément au but de ne pas trop peser ou gêner les peuples.

Nous allons donc donner verbalement ce décret sur l'organisation de l'Illyrie, lequel se trouve imprimé, et dont on ne trouve plus que très peu d'exemplaires. Le docteur Louis Gaj en avait un, et nous en avons pris copie. La voici !

CHAPITRE II

DÉCRET SUR L'ORGANISATION DE L'ILLYRIE

Au palais des Tuileries, le 15 avril 1811.

Napoléon, par la grâce de Dieu et les constitutions, Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, Médiateur de la Confédération suisse,

Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur ;

Notre Conseil d'état entendu ;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

TITRE I

Du gouvernement des Provinces d'Illyrie

Article 1. Le gouvernement général des provinces d'Illyrie sera composé :

D'un gouverneur général ;

D'un intendant général des finances ;

D'un commissaire de justice.

2. L'intendant général aura près de lui et sous ses ordres un receveur général et un trésorier.

3. Il y aura près le gouverneur général un secrétaire du gouvernement.

TITRE II

Du gouverneur général

4. Le gouverneur général aura sous ses ordres immédiats les forces de terre et de mer, la garde nationale, la gendarmerie et les troupes de toute nature, régulières ou irrégulières, sauf néanmoins le cas où les troupes seraient formées en corps d'armée.

5. Il proposera, chaque année, de concert avec l'intendant général ou les officiers du génie, suivant la nature des objets, les travaux à faire pour les fortifications, ouvertures de nouvelles routes, communications avec les anciennes, et travaux publics de tout genre.

6. Les officiers des régiments frontières seront tous nommés par nous, sur la proposition que le gouverneur général adressera au ministre de la guerre.

7. Les intendans, les subdélégués des intendans et les membres de tribunaux, seront nommés par nous.

8. Le secrétaire du gouvernement sera nommé par le gouverneur général.

9. Le gouverneur général pourra suspendre les fonctionnaires de l'administration civile, sur la proposition de l'intendant général.

10. Il sera pourvu aux places de l'administration des finances par les différentes régies ou administrations ; mais aucun des agens nommés pour être employés en Illyrie ne pourra entrer en fonctions qu'après avoir obtenu l'approbation du gouverneur général.

11. Les agens des diverses administrations qui devront être choisis parmi les habitans du pays, seront nommés par le ministre compétent, sur la proposition de l'intendant général, approuvée par le gouverneur général.

12. Les juges de paix, les membres des tribunaux inférieurs, les notaires, avoués et huissiers, seront nommés par le gouverneur général, sur la proposition du commissaire de justice.

13. Les maires, autres que ceux de Laibach, Trieste, Zara, Raguse et Carlstadt, dont nous nous réservons la nomination, seront nommés par le gouverneur général, sur la proposition de l'intendant général.

14. Le gouverneur général a sous son autorité et sa surveillance toutes les parties et tous les agens de l'administration. Il pourvoira, en outre, aux cas imprévus et extraordinaires, en rendant compte sans délai au ministre au département duquel appartiendra l'affaire sur laquelle il aura donné des ordres.

15. Le gouverneur général aura la haute surveillance sur la police tant par rapport à la tranquillité publique qu'à la sûreté du dehors.

16. Il déléguera à cet égard tout ou partie de ses pouvoirs lorsqu'il le croira nécessaire.

Il exercera directement la haute police, lorsqu'il le jugera convenable ; il lui sera rendu compte, dans les 24 heures, de tous les mandats d'amener et d'arrêt lancés en matière de haute police, et il ne pourra être passé outre sans son autorisation.

17. Il statuera sur tout ce qui a rapport au port d'armes. Il visera les passeports délivrés par les autorités locales, pour la France et l'étranger, ou en autorisera le visa par les personnes qu'il désignera à cet effet.

18. La haute police des postes appartiendra au gouverneur général.

19. Il sera établi un conseil des provinces illyriennes, dont l'organisation est déterminée ci-après. Le gouverneur général en sera le président, et sa voix y sera prépondérante en cas de partage.

20. Tous les mandemens, ordres et proclamations émanés de l'autorité immédiate du gouverneur général, les réglemens généraux par lui arrêtés sur la proposition de l'intendant général des finances et du commissaire de justice, et les jugemens des tribunaux seront précédés de ces mots : Napoléon, Empereur des français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, Médiateur de la confédération suisse, etc...

21. Le gouverneur général correspondra avec nos divers ministres sur tout ce qui concerne leurs attributions ; mais il correspondra avec notre ministre de la guerre seul, pour tout ce qui concernera spécialement la Croatie militaire.

22. La correspondance du grand juge avec le commissaire de justice sera adressée au gouverneur général, qui la transmettra au dit commissaire, et qui ensuite, en faisant parvenir les réponses de ce commissaire au grand juge, y ajoutera les observations qu'il jugera convenables.

23. La correspondance du ministre des finances sera adressée à l'intendant général, ainsi que les correspondances particulières du directeur général des ponts et chaussées et des régies de l'enregistrement, des domaines, des forêts, des postes, des mines et autres administrations avec leurs agens. L'intendant général, en transmettant les réponses, prendra connaissance des états qu'elles contiendraient, et ajoutera à ces réponses les observations dont il les jugera susceptibles.

24. La correspondance de notre ministre du trésor, des administrateurs et

payeurs généraux, avec le receveur-général, le trésorier et les autres agens du trésor en Illyrie, aura lieu ainsi qu'il est réglé par l'article précédent.

25. Le ministre de l'intérieur, quand il correspondra avec les intendans, leur fera parvenir ses ordres par l'intendant général, qui transmettra les réponses avec ses observations.

26. Notre ministre des cultes correspondra avec les archevêques, évêques et autres par l'intermédiaire du gouverneur général, qui lui fera parvenir les réponses avec les observations dont il les jugera susceptibles.

27. Il en sera de même pour la correspondance de notre ministre de la police générale avec ses agents.

28. Le gouverneur général adressera tous les 6 mois, à chacun de nos ministres un rapport général sur la situation des provinces illyriennes en ce qui concerne son département.

TITRE III

De l'intendant général des finances

29. L'intendant général sera, comme il a été dit ci-dessus, l'intermédiaire de la correspondance des ministres avec les intendans, les directeurs des différentes administrations ou régies, et les agens du trésor. L'intendant général travaillera régulièrement avec le gouverneur général : il devra mettre sous ses yeux les résultats de la correspondance ; et sous aucun prétexte, il ne devra lui tenir rien de caché. Le gouverneur général, lorsqu'il le jugera convenable, pourra adresser aux divers ministres compétens ses observations sur les affaires du ressort de l'intendant général.

30. L'intendant général des finances aura, sous les ordres du gouverneur général, la direction de l'administration des finances et de toutes les parties d'administration civile. Toutefois il surveillera exclusivement, et sous sa responsabilité personnelle et directe, l'exécution des lois sur la comptabilité, et du budget d'Illyrie.

Le trésorier, les intendans des provinces, le receveur-général, les payeurs, les comptables et autres employés civils de l'administration, seront sous les ordres de l'intendant général. Il fera inspecter les caisses, et veillera à la tenue des livres et reddition des comptes.

31. Il rédigera et proposera les réglemens provisoires dans les matières de ses attributions, ces réglemens ne pouvant être arrêtés, publiés et exécutés qu'en vertu de l'approbation donnée par le gouverneur général. Il seront signés par le gouverneur général, et dressés comme ayant été rendus par lui, sur la proposition de l'intendant général.

32. Lorsque les réglemens auront été signés par le gouverneur général, et la publication autorisée, ils seront adressés, s'il y a lieu, par l'intendant général, au commissaire de justice, avec invitation de les faire enregistrer partout où besoin sera ; ce qui sera exécuté sans aucun retard ni empêchement.

33. L'intendant général requerra la gendarmerie, même plus ample main-force s'il est nécessaire, pour l'exécution de ses ordres et ordonnances, ce qui ne pourra lui être refusé.

34. Il aura près de lui un conseil composé des chefs des régies et administrations qui résident dans le chef-lieu du gouvernement et auquel il pourra appeler, quand il le jugera convenable, des directeurs placés dans les chef-lieux des diverses provinces.

Ce conseil n'aura que voix consultative. Il sera tenu registre de ses délibérations.

35. L'intendant général ne pourra, sous aucun prétexte, entreprendre sur les fonctions de l'ordre judiciaire, comme le commissaire de justice et les tribunaux ne pourront entreprendre sur les siennes.

36. Il pourra, sous l'autorité du gouverneur général, et en se conformant à ses instructions, correspondre avec nos consuls et agens dans la Bosnie et l'Albanie. En ce cas, le gouverneur général en rendra compte à notre ministre des relations extérieures.

TITRE IV

Du commissaire de justice.

37. Le commissaire de justice aura, sous les ordres du gouverneur général, la surveillance des tribunaux, et celle des officiers ministériels qui en dépendent.

38. Il donnera tous ses soins à la prompte distribution de la justice, tant au civil qu'au criminel, ainsi qu'à la sûreté et à la salubrité des prisons.

39. Il pourra présider la cour d'appel de Laybach, et les autres cours et tribunaux, toutes les fois qu'il le jugera convenable ; il y aura voix délibérative.

40. Il veillera à la bonne tenue des greffes et des dépôts des actes civils.

Il recevra les réclamations des justiciables, et donnera en conséquence les ordres nécessaires.

41. Les agens du gouvernement ne pourront être poursuivis pour délits commis dans leurs fonctions, sans l'autorisation préalable du gouverneur général, sur l'avis du commissaire de justice.

42. Le commissaire de justice sera spécialement chargé de la police envers les gens sans aveu, les vagabonds, les perturbateurs de la tranquillité publique, contre lesquels il pourra décerner des mandats de dépôt et d'arrêt, sauf à les faire poursuivre devant les tribunaux compétens, s'il y échet.

43. Il requerra la gendarmerie, et même plus ample main-forte s'il est nécessaire, soit pour l'exécution de ses ordres ou ordonnances, soit pour celle des jugemens des tribunaux, ce qui ne pourra lui être refusé.

TITRE V

Du receveur général et du trésorier.

44. Il y aura un receveur général et un trésorier.

45. Le receveur général fera toutes les recettes ; le trésorier fera tous les paiemens.

46. Le receveur général correspondra avec les receveurs des contributions et les receveurs de toutes les régies, pour faire opérer à la caisse centrale le versement de tous les produits.

47. L'intendant général, en conséquence des ordres et sous la direction spéciale de notre ministre du trésor, ordonnera les versemens qui devront avoir lieu de la caisse du receveur général dans celle du trésorier, et désignera tous les mouvemens de fonds que pourra nécessiter le service.

48. Le receveur général et le trésorier remettront à l'intendant général des états de situation de caisse et des bordereaux de recettes et de paiement, tous les 10 jours et toutes les fois qu'il le jugera convenable.

Ils seront soumis à toutes les vérifications que l'intendant général ordonnera.

49. Toutes les dépenses de la guerre, de la marine, et dépenses diverses seront faites par les caisses du trésorier.

50. Le receveur général et le trésorier seront nommés par nous, sur la présentation de notre ministre du trésor impérial.

51. Le trésorier aura, dans chaque province, un préposé nommé par lui, et approuvé par l'intendant général.

52. Il y aura des receveurs particuliers dans chaque province : ils seront nommés, sur la présentation du receveur général, par l'intendant général.

53. Aucun recouvrement ne pourra être fait régulièrement que par les percepteurs ou préposés commis à cet effet par l'intendant général ou par les diverses régies. Leurs quittances seules opéreront la libération des contribuables, les percepteurs ne seront eux mêmes déchargés que par les récépissés du receveur particulier, visés par l'intendant de la province dans les 24 heures.

Seront cependant considérés comme recettes régulières, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, les recouvrements des contributions effectués par les seigneurs, conformément à l'usage existant.

54. Tout paiement qui n'aurait pas été fait par le trésorier ou par ses préposés sera réputé irrégulier, et ne sera pas admis dans la dépense.

55. L'intendant général tiendra, par ses rapports avec les comptables des recettes et des dépenses, et au moyen des écritures qu'il fera tenir dans ses bureaux, le contrôle de leur gestion respective. Il adressera, chaque mois, à notre ministre du trésor, la balance des divers comptes qu'il aura fait ouvrir.

56. Le receveur général et le trésorier adresseront, chaque mois, à notre ministre du trésor la balance de leur journal.

57. Aussitôt que le receveur général sera en activité, il se chargera en recette, à titre de dépôt, de toutes les recettes antérieures.

58. Les dépenses seront acquittées sur les mandats provisoires des intendans, des commissaires ordonnateurs des guerres, ou des chefs d'administration de la marine, délivrés d'après l'autorisation de l'intendant général, et d'après les ordonnances du ministre de chaque département.

TITRE VI

Du conseil.

59. Il y aura, auprès du gouverneur général, un petit conseil des provinces illyriennes, qui sera composé du gouverneur-général président, de l'intendant général, du commissaire de justice, et de 2 juges de la cour d'appel de Laybach.

60. Ce conseil prononcera administrativement sur l'appel des décisions rendues par les conseils établis près les intendans des provinces.

Il fera les fonctions de cour de cassation pour toutes les affaires dans lesquelles le capital en contestation n'excédera pas 200.000 francs. Dans le cas contraire, l'appel serait porté à la cour de cassation de l'Empire.

Il déterminera les règles à suivre dans les affaires judiciaires antérieures à la mise en activité des lois françaises.

Le petit conseil prononcera sur les questions de compétence entre les divers tribunaux.

C'est devant lui que devront être portés tous les recours en grâce. Il prononcera sur la suspension des jugemens de l'exécution, et adressera à notre grand juge ministre de la justice le mémoire qui devra nous être soumis en conseil privé.

61. Les réglemens de haute police et de grande importance ne seront arrêtés par le gouverneur général qu'après avoir été discutés dans le petit conseil ; mais dans ce cas, le petit conseil n'aura que voix consultative, et la décision appartiendra au gouverneur général.

62. Il y aura près du petit conseil 6 avocats pour les affaires contentieuses.

TITRE VII

Organisation civile.

Section I. Division territoriale.

63. Le gouvernement général de l'Illyrie est divisé en six provinces civiles et une province militaire.

Provinces civiles : La Carniole.

La Carinthie.

L'Istrie.

La Croatie civile.

La Dalmatie.

La province de Raguse.

Province militaire : La Croatie militaire.

64. Les 6 provinces civiles seront divisées en districts, savoir :

La Carniole. — chef-lieu : Laybach ; — 3 districts : Laybach, Neustadt, Adelsberg.

La Carinthie. — chef-lieu : Villach ; — 2 districts : Villach, Lientz.

L'Istrie. — chef-lieu : Trieste ; — 4 districts : Trieste, Gorice, Capo d'Istrie, Rovigno.

La Croatie civile. — chef-lieu : Carlstadt ; — 3 districts : Carlstadt, Fiume, Segna.

La Dalmatie. — chef-lieu : Zara ; — 5 districts : Zara, Spalatro, Sebenico, Macarsca, Lesina.

La province de Raguse. — chef-lieu : Raguse ; — 3 districts : Raguse, Cattaro, Curzola.

Somme : 20 districts.

65. La province de la Carniole se compose du cercle actuel de Laybach, du cercle de Neustadt, et du cercle d'Adelsberg, moins l'Istrie autrichienne qui reste unie à la province d'Istrie et le territoire de Wippach.

66. La province de la Carinthie se compose du territoire de Lientz, et Sillian, dépendant anciennement du Tyrol bavarois, et de la partie de la Carinthie connue sous le nom de cercle de Villach.

67. La province d'Istrie se compose de la ville de Trieste et de son territoire ; du territoire de l'ancienne Istrie ex-vénitienne, de Monfalcon et de son territoire, de l'ancien comté de Gorice, de Wippach et de son territoire, dépendant actuellement du cercle de Villach.

68. La province de la Croatie civile se compose de tout le territoire de la Croatie civile, de l'ancien territoire de Fiume, de celui de l'Istrie dite autrichienne, de celui de Marcopail et du pays connu sous le nom du littoral hongrois, y compris la ville de Segna, et les îles de Veglia, Arbe, Cherso, Lussin piccolo, et Lussin grande.

69. La province de la Dalmatie se compose de toute la Dalmatie et de toutes les îles de la Dalmatie excepté l'île de Curzola, et celles faisant partie du district de Fiume.

70. La province de Raguse se compose du territoire de l'ancienne république de Raguse, de la province des bouches de Cattaro, de toutes les îles de Raguse, et celle de Curzola, qui dépendait autrefois de la Dalmatie.

71. La province militaire se compose de toute la Croatie militaire, formant le territoire occupé par les 6 régiments croates.

72. Le nombre des districts pourra être augmenté et les arrondissemens pourront être changés sur la proposition qu'en adressera le gouverneur général à notre ministre de l'intérieur après avoir pris l'avis du petit conseil.

73. L'administration civile de chaque province civile sera confiée à un intendant.

74. Apprès de chaque intendant il y aura un secrétaire de l'intendance.

75. Il sera établi des subdélégués des intendans dans chaque chef-lieu de district où l'intendant ne réside pas.

76. Le territoire de la Carniole est divisé en 21 cantons ; savoir : deux à Laybach, un à Stein, Krainburg, Radmannsdorf, Laak, Idria, Loitsch, Adelsberg, Sanbsetsch, Laas, Gotschee, Neustadt, Lanstrass, Moetling, Nassenfuss, Littay, Weichselburg, Seisenberg, Zirkenitz et Galenberg. 21 districts.

77. — La Carinthie est divisée en 11 cantons, savoir : Villach, Spital, Gmund, Greyffenburg, Oberwellach, Lientz, Sillian, Oberdrauburg, Mauten, Saint-Herzog et Tarvis. 11 districts.

78. L'Istrie est divisée en 16 cantons, savoir : deux à Trieste, un à Monfalcon, Capo d'Istrie, Pirano, Parenzo, Pinguente, Rovigno, Dignano Albona, Gorice, Canale, Tolmino, Pletz, Wippach et Santa Croce. 16 districts.

79. La Croatie civile est divisée en 21 cantons, savoir : Carlstadt, Verbosko, Jaska, Szamobor, Csabac, Kercikneit, Setina, Sissek, Gradacz, Fiume, Segna, Buccari, Castua, Pisino, Wrem, Mercopail, Arbe, Veglia, Cherso, Oszero et Lussin grande. 21 districts.

80. La Dalmatie est divisée en 16 cantons, savoir : Zara, Obrovazzo, Nona, Sebenico, Scardona, Knin, Spalatro, Trau, Sign, Almisa, Macarsca, Imoschi, Fort Opus, et les îles de Lissa, Lesina, Pago, Brazzo. 16 districts.

81. La province de Raguse est divisée en 10 cantons, savoir : Raguse, vieux Raguse, Cattaro, Castelnuovo, Budua, l'île de Méléda, Slano, Cursola, Lagosta, et la presqu'île de Sabioncello. 10 districts.

82. La désignation des cantons qui formeront l'arrondissement de chaque subdélégation sera faite par le gouverneur général, sur l'avis du petit conseil.

83. Le nombre des cantons pourra être augmenté par délibération du petit conseil.

SECTION II — *Des intendans.*

84. Les intendans des provinces illyriennes remplissent les mêmes fonctions que les préfets dans les départemens de l'Empire, en conséquence ils sont chargés de procurer ou de surveiller, dans les provinces de leur ressort, l'exécution des lois et réglemens relatifs,

I. à la répartition et au recouvrement des contributions de tout genre et des centimes additionnels ;

II. aux domaines, aux eaux et forêts, à la pêche et à la chasse.

III. à l'entretien et à la réparation des routes, et à la manière d'y pourvoir quelle qu'elle soit, aux droits de navigation et péages de terre.

IV. aux hospices et établissemens de bienfaisance,

V. à l'exercice et police des cultes, à l'administration des biens et revenus affectés à ce service ;

VI. à l'instruction publique de tous les degrés.

VII. à l'administration sanitaire ;

VIII. à l'administration et police des ports de commerce ;

IX. à l'administration des provinces, districts et communes ;

X. aux prisons, bagnes, maisons de correction et de force ; aux hospices, hôpitaux et établissemens de bienfaisance ;

XI. à la levée d'hommes pour les services de terre et de mer.

XII. à la police générale, judiciaire et militaire ;

XIII. à la partie contentieuse de l'administration ;

XIV. aux douanes, aux droits de phare, bassin, tonnage.

Les intendans correspondront pour ces objets avec l'intendant général, et ils en reçoivent les ordres.

85. Les intendans seront juges du contentieux en matière de contributions et de travaux publics, et auront à cet égard la même juridiction que les préfets dans l'intérieur de l'Empire.

86. Chaque province aura un receveur particulier préposé du receveur général, et un payeur préposé du trésorier.

87. Il y aura dans chaque province,

Un ingénieur des ponts et chaussées ;

Un directeur de l'enregistrement et des domaines ;

Un conservateur des hypothèques ;

Un directeur des contributions ;

Un inspecteur des forêts ;

Un inspecteur des douanes ;

Un inspecteur de la loterie.

Le même agent pourra cumuler plusieurs de ces fonctions.

88. Les chefs de ces diverses parties de l'administration, dans chaque province, formeront un conseil près de l'intendant ; et ce conseil aura les mêmes attributions que les conseils de préfecture dans l'intérieur de l'Empire.

SECTION III — *Des subdélégués.*

89. Les subdélégués exercent, dans leur arrondissement respectif et dans le degré inférieur des fonctions relatives aux mêmes objets que les intendans : ils correspondent chacun avec l'intendant dont ils relèvent ; ils en reçoivent et transmettent les ordres.

90. Les appointemens et frais de bureau des intendans, subdélégués et secrétaires des intendances sont fixés, ainsi qu'il suit :

Intendance en :	Traitement	Frais de bureau
Carniole	8.000 francs	10.000 francs
Carinthie	8.000 »	6.000 »
Istrie	8.000 »	10.000 »
Croatie civile	8.000 »	6.000 »
Dalmatie	8.000 »	10.000 »
Raguse	8.000 »	6.000 »
Subdélégués de première classe		
Partout	2.500 »	1.000 »
Subdélégués de seconde classe		
Partout	1.000 »	500 »
Secrétaire d'intendance		
Ils auront le tiers du traitement de l'intendant		
C'est,	16.000 »	
	94.500 francs	60.500 francs

SECTION IV — *De la Croatie militaire.*

91. Un intendant militaire, résidant à Carlstadt et pris parmi les inspecteurs aux revues de nos armées, sera chargé de la surveillance de l'administration des

régimens frontières de l'Illyrie. Il aura près de lui, et sous sa présidence, une direction centrale composée d'un officier supérieur, d'un commissaire des guerres et d'un auditeur, tirés de ces régimens ou du service de la frontière. Cette direction recevra tous les comptes et rapports des régimens, tant pour ce qui tient à l'organisation que pour ce qui est relatif à l'administration, la comptabilité et la justice.

92. L'intendant militaire sera sous les ordres de notre gouverneur général des provinces illyriennes ; il correspondra directement avec lui, pour tout ce qui a rapport à l'organisation, aux remplacements, nominations et mutations d'officiers, et au personnel de ces régimens ; avec l'intendant général des finances, pour tout ce qui est relatif à l'administration et à la comptabilité, et avec le commissaire de justice, pour tout ce qui tient à l'ordre judiciaire.

93. L'intendant militaire tiendra la main à ce que les comptes des régimens soient arrêtés provisoirement tous les 3 mois par le commissaire en chef, membre de la direction, qui, à cet effet, parcourra les régimens, accompagné du commissaire de la brigade.

94. Il n'est rien changé à l'organisation des régimens, qui reste la même. Ils continueront d'être régis d'après les réglemens en vigueur aujourd'hui ; et l'arrêté de notre gouverneur général, en date du 1^{er} juin, qui fixe le rapport des diverses autorités, est confirmé.

SECTION V — *De la compétence de l'autorité administrative en matière contentieuse et De la forme de procédés. § I De la compétence.*

95. Les contestations en matière de grande voirie et de contributions, tant directes qu'indirectes, seront jugées en premier ressort par les intendans dans l'arrondissement du chef-lieu de leur province, et par les subdélégués dans l'étendue de leurs arrondissemens respectifs.

96. Toutefois les contestations sur le paiement de l'impôt en nature, en Dalmatie, entre le fermier de la terre et le propriétaire ou entre le fermier de l'impôt et le redevable, seront jugées par le conseil contentieux.

97. En cas de pourvoi contre le jugement d'un intendant, en première instance, la décision appartiendra au conseil établi près de l'intendant par l'article 88.

98. L'appel des décisions des conseils d'intendance sera porté devant le conseil du contentieux établi près le gouvernement général.

99. L'intendant général peut toujours réviser et réformer lui-même d'office les décisions des intendans, ou en référer à notre gouverneur général.

§ II De la procédure

100. L'instruction se fera sur mémoires, qui seront enregistrés à l'intendance ou à la subdélégation au moment de la remise, et notifiés à la partie intéressée.

101. La partie intéressée fournira ses moyens de défense dans le délai de 15 jours au moins, ou un mois au plus à dater de la signification.

102. En cas de réclamation contre la décision qui sera intervenue, la déclaration du pourvoi ou du recours sera faite dans huitaine, au secrétariat de l'intendance qui aura rendu la décision, et notifiée dans un mois à la partie intéressée ou à son fondé de pouvoir, à dater de la signification de la décision intervenue.

103. La déclaration du pourvoi sera enregistrée sur un registre à ce destiné, et mentionnée en bas de la procédure et de la décision qui auront eu lieu en première instance.

104. L'autorité appelée à juger en dernier ressort donnera sa décision en deux

mois, à dater de la signification du pourvoi, en se faisant représenter les actes de la première procédure.

105. Les parties seront toujours entendues ou dûment appelées, et il en sera fait mention dans la décision.

106. La décision sera exécutée contre le condamné, 1^o s'il n'a pas fait sa déclaration de pourvoi dans le terme fixé ci-dessus, 2^o si, après la déclaration de pourvoi, il n'y a point donné suite, en faisant signifier le pourvoi à la partie intéressée, dans le terme d'un mois, à dater de la déclaration.

SECTION VI — *Administration municipale.*

§ I. *Des fonctionnaires publics municipaux.*

107. Il y aura, dans chaque ville chef-lieu de province, district ou évêché, un maire et 4 adjoints, si la ville a plus de 5.000 âmes de population, et un maire et deux adjoints, si la population est au-dessous de 5.000 âmes.

108. Il y aura, dans les communes au-dessus de 2.400 âmes, un syndic et un suppléant, à moins qu'elles n'aient un évêché.

109. Dans les villages ayant plus de 2.400 âmes de population, il pourra y avoir un commissaire de police à la charge de la commune ; et un plus grand nombre, selon qu'il sera ordonné par le gouverneur général, sur l'avis de l'intendant, dans les villes ayant une population au-dessus de 5.000 âmes.

110. Il y aura dans chaque ville ou commune un conseil municipal composé de 20 membres, pour celles qui auront quatre adjoints, de 16 pour celles qui en ont deux, et de 12 pour les autres.

111. Les fonctions des maires, adjoints, et commissaires de police, et leurs rapports avec les autorités locales, sont les mêmes que ceux qui sont établis par les lois et réglemens de l'Empire français.

§ II. *Revenus et dépenses des communes.*

112. Les budgets des communes seront dressés par le maire et les adjoints, ou par le syndic et son suppléant.

113. Les budgets des communes ayant moins de 10.000 fr. de revenus, seront réglés par l'intendant général, sur la proposition de l'intendant.

Les budgets des communes ayant 10.000 francs de revenu et au-dessus, seront réglés par nous en notre conseil d'état, sur le rapport que l'intendant général adressera à notre ministre de l'intérieur.

114. Les revenus des communes sont provisoirement ceux dont elles jouissent aujourd'hui, et qui continuent à être payés.

115. Les communes percevront, dès la publication du présent décret, les amendes de police, les centimes additionnels sur les patentes, dans les mêmes proportions et selon les mêmes règles, qui se trouvent établies par les lois et réglemens en faveur des communes de l'Empire.

TITRE VIII

Du commerce

116. Il sera établi une chambre de commerce à Trieste, composée de 11 membres, une à Raguse et une à Fiume, composées de 8 membres.

117. Deux députés de la chambre de commerce de Trieste, un de celle de Fiume, et un de la chambre de commerce de Raguse, seront appelés au conseil général de commerce institué par notre décret du 27 juin 1810.

118. Il pourra être établi des prud'hommes et des chambres consultatives des arts et manufactures dans les communes qui en formeront la demande.

Il pourra aussi être établi des prud'hommes pêcheurs dans les communes dont les habitans s'adonnent à la pêche, ou qui auront des madragues.

Cette demande sera accompagnée de l'avis motivé de l'intendant général et adressée à notre gouverneur général, qui la transmettra à notre ministre de l'intérieur, pour être soumise à notre décision en conseil d'état.

TITRE IX

Prisons et établissemens de bienfaisance.

119. L'intendant général remettra, dans le plus bref délai, à notre gouverneur général, qui le transmettra avec ses observations, à notre ministre de l'intérieur, un rapport détaillé sur l'organisation, l'administration, la situation des prisons, sur les enfans trouvés, sur les besoins et les ressources des établissemens de bienfaisance actuellement existant dans les provinces illyriennes.

Ce rapport indiquera les améliorations dont cette partie d'administration pourra être susceptible, et les moyens d'y pourvoir.

120. Il n'est rien innové, quant à présent, pour l'administration des prisons et établissemens de bienfaisance, qui sont maintenant provisoirement maintenus sur le pied actuel.

TITRE X

Ponts et chaussées.

121. Il y aura un inspecteur divisionnaire des ponts et chaussées résidant au chef-lieu du gouvernement général.

122. Il sera membre du conseil établi près l'intendant général par l'article 34.

123. Il aura sous ses ordres les ingénieurs attachés à chaque province.

124. Il correspondra avec le directeur général des ponts et chaussées par l'intermédiaire de l'intendant général, ainsi qu'il est prescrit par l'article 23.

125. Le budget des ponts et chaussées, arrêté par l'intendant général et approuvé par le gouverneur général, sera adressé à notre ministre de l'intérieur pour être soumis à notre approbation.

126. Les projets relatifs aux constructions nouvelles ou aux grandes reconstructions seront adressés préalablement par notre gouverneur général au ministre de l'intérieur, pour être renvoyés à notre directeur général des ponts et chaussées, discutés en conseil général, et soumis à notre approbation.

TITRE XI

Instruction publique.

127. Il y aura un lycée à Laybach et à Raguse.

128. Il y aura une école secondaire dans chaque chef-lieu de province et de district, et un plus grand nombre s'il est jugé nécessaire.

129. Ces établissemens seront organisés et régis conformément aux réglemens de notre université impériale ; mais en attendant qu'ils puissent être mis en activité, ceux qui existent actuellement seront maintenus.

130. Il sera pris des mesures pour que, sur les revenus des villes qui en auront les moyens, il soit établi des bourses et demi-bourses dans les établissemens d'instruction.

TITRE XII

Des mines.

131. Notre ministre de l'intérieur nous soumettra un projet pour l'organisation du service des mines en Illyrie, d'après les réglemens relatifs à cette administration pour l'intérieur de l'Empire.

132. Le règlement à intervenir ne dérogera pas aux lois et usages actuellement observés en Illyrie.

133. Il maintiendra les perceptions établies au profit du gouvernement sur les mines exploitées par les particuliers, et fixera le mode de régie et de comptabilité des mines exploitées au compte du gouvernement.

134. Nulle concession nouvelle ne sera accordée que par décret rendu en conseil d'état, sur le rapport de notre ministre de l'intérieur.

TITRE XIII

Haute police.

135. La haute police sera exercée sous les ordres du gouverneur général, qui informera notre ministre de la police générale de tout ce qui doit venir à sa connaissance.

136. La haute police sera exercée par les généraux commandants de division ou de place, les intendans et subdélégués, les officiers de gendarmerie, et autres agens civils ou militaires désignés par notre gouverneur général, lesquels correspondront à cet effet avec lui directement.

137. Le gouverneur général fera un règlement sur la forme, la délivrance et le visa des passeports, la perception des droits auxquels ils seront assujettis, lesquels seront les mêmes que dans l'Empire, et la comptabilité de ces droits.

138. Le montant en sera versé dans la caisse du receveur général.

139. Il y aura dans les provinces illyriennes un grand prévôt, qui résidera près le gouverneur général.

140. Il y aura 5 chefs d'escadron de gendarmerie qui feront les fonctions de prévôts, et qui résideront à Villach, Trieste, Carlstadt, Zara et Raguse.

141. Il sera créé des prévôtés qui tiendront lieu de cours spéciales et de tribunaux pour la répression de la contrebande, susceptibles de se transporter partout où il sera nécessaire.

142. Ces prévôtés seront organisées comme il est réglé ci-après.

TITRE XIV

Des cultes.

SECTION I — *Des fonctionnaires ecclésiastiques et de leur traitement.*

143. Les évêques des deux communions, les chapitres cathédraux et collégiaux, les séminaires, les curés, continueront à exercer leurs fonctions, et à jouir des biens et revenus qui sont actuellement affectés à leur entretien, sauf les dîmes supprimées par l'arrêté de notre gouverneur général du 12 novembre dernier.

144. Il sera ouvert un crédit de la somme de 100.000 francs, qui sera employée à donner les indemnités annuelles aux titulaires des évêchés ou membres de chapitres de l'Istrie et de la Dalmatie, d'une valeur égale aux dîmes qu'ils auront perdues.

145. A la publication du présent décret, le cercle de Villach, dépendant ci-devant de l'évêché de Clagenfurth, et des baillages de Lientz et de Sillian, ci-devant dépendants de l'évêché de Brixen, seront réunis au diocèse de Laybach.

146. La portion du territoire situé sur la rive droite de la Save, relevant ci-devant de l'évêché d'Agram, sera réunie au diocèse de Segna.

147. Les biens et revenus des évêchés vacans, ou de ceux dont les titulaires seraient absents, seront mis sous la main de la régie du domaine et administrés par ses agens.

SECTION II — *Dispositions générales.*

148. Le calendrier de l'Empire français sera suivi à l'égard des fêtes supprimées ou conservées.

149. Les confréries encore existantes sont supprimées, et leurs revenus réunis au domaine : sont exceptés les sanctuaires et les confréries connues sous la dénomination du Saint Sacrement et des suffrages pour les trépassés, qui sont conservés avec leur revenu ; mais il n'y aura dans la même paroisse que l'une ou l'autre de ces confréries.

TITRE XV

Des finances dans les provinces illyriennes.

SECTION I — *De la dette.*

150. Une commission, composée d'un maître des requêtes et deux auditeurs de notre conseil d'état, sera envoyée en Illyrie, pour dresser le tableau de la dette publique, et procéder à la liquidation.

151. Notre ministre des finances nous fera un rapport sur la dite dette publique, et proposera les mesures à prendre pour son remboursement.

SECTION II — *Des pensions.*

152. La même commission liquidera les pensions existantes.

153. Les tableaux des liquidations, tant de la dette publique que des pensions, seront adressés tous les mois à notre ministre des finances.

154. A l'avenir, il ne pourra être accordé de nouvelles pensions en Illyrie que conformément aux lois de l'Empire.

SECTION III — *Des recettes.*

§ 1. *Des exercices antérieurs à 1811.*

155. Les anciennes contributions continueront à être perçues pour ce qui en resterait dû sur les années antérieures, conformément aux lois et réglemens qui les régissent.

Le produit de leur recouvrement est affecté aux dépenses arriérées de 1810 et années antérieures, conformément à l'article 6 de notre décret du 15 janvier dernier.

156. Il est, en outre, affecté un fond spécial de 6 millions de capital en biens nationaux ou rentes foncières en Illyrie, pour l'acquittement de l'arriéré antérieur à 1811.

Notre ministre des finances donnera, en conséquence, les ordres nécessaires pour que la liquidation de cet arriéré soit faite dans le plus court délai.

§ 2. Du budget de l'exercice 1811.

Recettes de 1811. Contributions directes.

157. La contribution foncière en principal est réduite et définitivement fixée à 4.500.000 francs, ci 4.500.000 fr.

Il sera perçu en sus deux centimes pour fonds de non valeurs, et le nombre de centimes nécessaire, tant pour les frais de perception que pour les dépenses communales, sans pouvoir excéder 10 centimes.

Patentes, 200.000 francs, ci 200.000 fr.

158. Les dispositions de l'arrêté de notre gouverneur général du 16 juillet dernier, sur la répartition et la perception des contributions directes, sont approuvées.

Contributions indirectes

Enregistrement, timbre, domaine et bois	1.200.000 francs
Douanes { droits ordinaires	mémoire
{ sel	2.600.000 »
Tabac : prix fixe de la ferme intéressée	560.000 »
Loterie.....	60.000 »
Poudre et salpêtre	50.000 »
Produits divers	
Croatie militaire	813.000 »
Recettes diverses et accidentelles	60.000 »
Total	10.043.000 francs

159. Seront acquittés, en outre des perceptions ci-dessus :

1) les droits de navigation, selon les tarifs existants, ou ceux qui seront incessamment arrêtés d'après la révision des anciens ;

2) Les droits de bassin et de port, tels qu'ils existent ou seront fixés ;

3) Les droits de bac ;

4) Enfin les droits de tonnage, tels qu'ils se perçoivent dans les ports de notre Empire.

160. La contribution foncière, en Dalmatie, sera payée soit en numéraire, soit en denrées, au choix du contribuable, de manière que le tout soit acquitté avant le 15 décembre.

161. Il sera dressé à cet effet, un prix commun, d'après les mercuriales des 6 mois précédens, des grains admis en paiement de la contribution ; et chaque contribuable fournira, en paiement de sa cote, la quantité nécessaire pour la représenter.

Le montant de la contribution ne pourra excéder la dîme antérieurement payée.

SECTION IV — Des dépenses.

162. Les dépenses de 1811 sont fixées ainsi qu'il suit :

Ministre de la justice	410.000 francs
» des finances 500.000	
» des pensions 700.000.....	1.200.000 »
» de l'intérieur	800.000 »
» du trésor	200.000 »
» de la guerre pour les régiments croates ...	2.400.000 »
» de l'administration de la guerre	2.400.000 »
» de la marine	1.000.000 »
» des cultes	527.000 »
Fonds de réserve	63.000 »
Total	6.600.000 francs

Le surplus des recettes portées à l'article 158 sera affecté aux dépenses de la guerre et de l'administration de la guerre.

SECTION V — *Contributions indirectes.*

§ I. *Régie de l'enregistrement et Domaines.*

163. Le timbre, les droits d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque, seront établis et perçus conformément aux lois de l'Empire qui seront publiées dans les provinces illyriennes.

164. La régie sera chargée de la perception de tous les revenus des domaines corporels et incorporels et des vacantes dont il est parlé à l'arrêté de notre gouverneur général du 28 octobre dernier.

165. Elle sera chargée de la perception des droits de barrière et de bac.

166. Notre ministre des finances nous fera un rapport sur l'état, consistance et évaluation approximative des domaines corporels et incorporels à nous appartenant dans les provinces illyriennes.

§ II. *Administration forestière.*

167. L'organisation de l'administration forestière déterminée par l'arrêté de notre gouverneur général du 5 juin dernier, est provisoirement maintenue.

168. Il nous sera fait, d'ici au 1^{er} juillet, un rapport sur les changements qu'il conviendrait d'y apporter.

169. Notre ministre des finances nous rendra compte de l'état, consistance, évaluation approximative des bois appartenant tant à nous qu'aux communes d'autres établissements publics, ainsi que sur les mesures à prendre pour leur aménagement et amélioration, et sur les affouages à maintenir ou à supprimer.

170. Les dispositions convenables seront prises pour assurer par privilège, et à un prix qui favorise l'industrie, les bois nécessaires à la consommation des mines et usines (Kovnice).

171. Les bois propres à la marine seront soigneusement conservés par l'administration forestière, en attendant que les mesures soient prises pour l'exécution des réglemens de la marine.

§ III. *Régie des douanes.*

172. Notre décret du 27 novembre dernier, relatif à l'organisation et au régime des douanes dans les provinces illyriennes, continuera d'être exécuté, à l'exception de ce qui concerne les droits de barrière, qui sont attribués à la régie de l'enregistrement.

173. Notre administration des douanes percevra les droits de bassin, de port et de tonnage.

174. L'entrepôt fictif, au lieu de l'entrepôt réel, pour les cotons du Levant, est accordé à la ville de Trieste.

Établissement d'un port franc à Raguse, ou permission d'y admettre un entrepôt réel des denrées coloniales.

175. Les barques et bâtiments allant d'Illyrie dans le royaume d'Italie et réciproquement, seront reçus comme s'ils étaient nationaux, et en acquittant seulement le droit de navigation tel qu'il est réglé dans notre royaume d'Italie.

§ IV. *Des sels et tabacs.*

176. Notre ministre des finances nous fera un rapport sur la vente des sels dans les provinces illyriennes, ainsi que sur la ferme intéressée des tabacs.

§ V. *Des postes.*

177. L'organisation des postes, telle qu'elle est fixée par les arrêtés de notre gouverneur général du 10 avril et du 22 mai, est maintenue.

178. Avant le premier juillet notre ministre des finances nous fera un rapport sur l'organisation définitive de ce service.

§ VI. *Loterie.*

179. L'administration de la loterie établie dans les provinces illyriennes par l'arrêté de notre gouverneur général du 2 août dernier est conservée.

§ VII. *Des monnaies.*

180. Le tarif, porté à l'arrêté de notre gouverneur général du 2 novembre dernier, sera suivi jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

§ VIII. *Des octrois ou droits de consommation perçus à l'entrée des villes*

181. Les droits sur les objets destinés à la consommation dans les villes, continueront à être perçus et affectés aux dépenses municipales.

SECTION VI — *Dispositions générales sur les dépenses.*

182. Les ordonnances de nos ministres seront envoyées par quart, et toujours un mois à l'avance, à notre intendant général des finances.

183. Chaque mois, la distribution des fonds, en paiement de tout ou partie des ordonnances de nos ministres, sera arrêtée par notre gouverneur général, sur la proposition de l'intendant général.

TITRE XVI

De l'administration de la justice en Illyrie.

CHAPITRE I.

Des tribunaux en matière civile.

SECTION I — *De la justice de paix.*

184. Il y aura dans chaque canton un juge de paix, 2 suppléans et un greffier.

185. Les juges de paix connaîtront, chacun dans leur ressort, des affaires personnelles, réelles et mixtes, dont la valeur n'excédera pas 100 francs : ils y statueront en dernier ressort. Ils connaîtront aussi des matières de police simple et de police correctionnelle conformément aux règles de compétence établies ci-après.

186. Les affaires qui excéderont leur compétence, quand elles intéresseront des personnes capables de transiger, leur seront préalablement soumises, afin de concilier les parties s'ils le peuvent.

187. Quand les parties refuseront de se concilier, ou qu'elles ne seront pas capables de transiger, ils sont autorisés à recevoir leurs demandes, à faire les enquêtes, visites, expertises, et généralement tous les actes de procédure nécessaires pour mettre les affaires en état de recevoir leurs décisions ; ils transmettront le tout au procureur impérial près le tribunal de première instance.

Ils exécuteront également les ordonnances des tribunaux supérieurs soit pour rectifier, soit pour compléter la procédure.

SECTION II — *Des tribunaux de première instance.*

188. Il y aura un tribunal de p. i. dans chacune des villes de Laybach, Villach, Neustadt, Lientz, Fiume, Carlstadt, Gorice, Zara, Spalatro, Raguse, et Cattaro.

189. Dans les provinces où il n'y aura qu'un seul tribunal de p. i., ce tribunal aura pour ressort toute l'étendue de la province.

190. Dans les provinces où il y aura plus d'un tribunal de p. i., le ressort de ces tribunaux sera ultérieurement déterminé. Il pourra l'être provisoirement par le gouverneur général, sur la proposition de notre commissaire de justice.

191. Chaque tribunal de p. i. sera composé d'un président, de 2 juges, de 3 suppléans, d'un procureur impérial et d'un greffier.

192. Ces tribunaux connaîtront de toutes les matières civiles excédant la compétence des juges de paix.

193. Leurs jugemens seront en dernier ressort, quand la valeur ou l'objet de la demande ne sera pas au-dessus de 1.000 francs de principal, ou de 50 francs de rente.

Les arrérages ou intérêts échus depuis la demande n'entrent pas dans l'évaluation des dites sommes.

194. Si la valeur des objets en litige n'est pas déterminée par sa nature, le demandeur, s'il est capable de transiger, pourra déclarer qu'il restreint sa demande à 1.000 francs ou autre somme inférieure, avec option au défendeur de délaisser l'objet en nature ; moyennant quoi, soit qu'il s'agisse d'une action mobilière ou immobilière, il ne pourra rien être adjugé au delà.

195. Ces tribunaux prononceront, en outre, sur l'appel des jugemens rendus en premier ressort par les juges de paix.

196. Ils connaîtront aussi les affaires criminelles et correctionnelles, conformément aux règles de compétence établies ci-après.

SECTION III — *Des tribunaux de commerce.*

197. Il y aura un tribunal de commerce dans chacune des villes de Laibach, Trieste, Fiume et Raguse.

198. Chaque tribunal de commerce connaîtra spécialement des matières commerciales.

Il aura le même ressort que celui du tribunal de p. i.

Il sera composé d'un président, de 4 juges, de 2 suppléans et d'un greffier.

199. Les tribunaux de commerce jugeront, en dernier ressort, les affaires de leur compétence, dont la valeur ou l'objet n'excédera pas 1.000 francs ; quand cette valeur ne sera pas déterminée de sa nature, il pourra y être suppléée par une déclaration conforme à celle mentionnée dans la section précédente.

Au delà de 1.000 francs, ou lorsqu'il s'agit d'une valeur inconnue, il y aura appel des jugemens des tribunaux de commerce devant le tribunal d'appel dans le ressort duquel ils seront placés.

200. Les juges de commerce seront nommés parmi les commerçans, négocians ou banquiers, ayant au moins 5 ans d'exercice dans l'une de ces professions.

Ils seront, chaque année, renouvelés par moitié, et néanmoins rééligibles.

SECTION IV — *Des cours d'appel.*

201. Il y aura 3 cours d'appel, l'une à Laybach, l'autre à Zara, et la 3^e à Raguse.

202. La cour de Laybach aura dans son ressort la Carniole, la Carinthie, l'Istrie et la Croatie civile, c'est-à-dire, les tribunaux de p. i. de Laybach, Neustadt, Villach, Trieste, Gorice, Carlstadt, et Fiume.

203. La cour d'appel de Zara aura dans son ressort la Dalmatie, c'est-à-dire, les tribunaux de Zara et de Spalatro.

204. La cour d'appel de Raguse aura dans son ressort la province de ce nom, c'est-à-dire, les tribunaux de Raguse et de Cattaro.

205. La cour d'appel de Laybach sera composée de : un premier président, un procureur général impérial, un président, un substitut, 8 juges, un greffier, 4 suppléans. Cette cour se divisera en deux sections.

206. Chacune des cours d'appel de Zara et de Raguse sera composée de : un président, 4 juges, 2 suppléans, 1 procureur général, 1 greffier.

207. Les dites cours statueront sur les appels des jugements rendus par les tribunaux de p. i. et les tribunaux de commerce, dans le cas où ces tribunaux ne sont point autorisés à prononcer en dernier ressort.

208. Le gouverneur général, l'intendant général, et le commissaire de justice pourront, quand ils le jugeront convenable, présider les cours d'appel dans les lieux où ils se trouveront.

SECTION V — *De la police correctionnelle.*

209. Les juges de paix connaîtront, chacun dans leur ressort, des contraventions et délits qui, d'après le code pénal, ne donnent lieu qu'aux peines d'emprisonnement et d'amende.

210. Les fonctions du ministère public seront remplies, dans cette partie, par le maire ou le syndic du lieu où le délit aura été commis ; le maire pourra se faire remplacer par un de ses adjoints, et le syndic par son suppléant.

Elles le seront, dans la Dalmatie, par les capitaines de compagnie.

211. Quand le jugement du juge de paix ne portera pas au delà de 5 jours d'emprisonnement et de 25 francs d'amende, la partie condamnée ne sera pas reçue à en interjeter appel.

Il en sera de même lorsque les restitutions et indemnités civiles n'excéderont pas 100 francs.

212. Dans tous les cas, le jugement de condamnation sera, dans les 5 jours qui suivront celui où il aura été rendu, transmis au procureur impérial près le tribunal de première instance.

Le délai sera de 10 jours pour l'envoi des jugements rendus dans les îles.

213. Le procureur impérial pourra, dans les 10 jours, qui suivront la réception du dit jugement, en porter l'appel pour cause de moindre peine.

214. Les tribunaux de p. i. statueront par appel et en dernier ressort, sur toutes les affaires de police correctionnelle.

SECTION VI — *De la justice criminelle.*

§ I. *De la police judiciaire.*

215. Les juges de paix, les maires, les commissaires de police, les officiers de gendarmerie, les capitaines de compagnie dans la Dalmatie, sont chargés de la recherche des crimes, et de faire tous les actes propres à les constater, tels que procès-verbaux, audition de témoins, et interrogatoires ; ils transmettront le tout, dans le plus bref délai, au procureur impérial.

Ils seront autorisés à faire arrêter les prévenus et à les faire conduire au procureur impérial.

A cet effet, ils auront le droit de requérir la force armée, qui sera tenue à leur obéir.

§ 2. *Des tribunaux criminels et ordinaires.*

216. Les affaires criminelles, autres que celles dont la reconnaissance est ci-

après réservée aux cours prévôtales et aux commissions militaires, seront instruites et jugées par les tribunaux de p. i. des chefs-lieux de province.

217. Les jugemens, que ces tribunaux rendront en exécution de l'article précédent, seront sujets à appel.

L'appel sera porté à la cour d'appel où ressortira le tribunal, qui aura rendu le jugement.

§ 3. *Des cours prévôtales.*

218. Il y aura pour chaque province une cour prévôtale, qui siégera habituellement au chef-lieu de la province, mais qui pourra se transporter partout où besoin sera dans l'étendue de son ressort.

219. Les cours prévôtales seront composées d'un grand prévôt ou prévôt, du président et du plus ancien juge au tribunal de p. i. de l'arrondissement où elle prononcera le jugement, et de trois assesseurs militaires ayant au moins le grade de capitaine.

220. La cour prévôtale de la province de Carinthie sera présidée par un colonel de gendarmerie grand prévôt.

221. Chacune des 5 cours prévôtales sera présidée par un chef d'escadron de gendarmerie, qui aura le titre de prévôt.

222. Le procureur impérial et le greffier du tribunal de p. i. dans l'arrondissement duquel la cour prévôtale siégera, rempliront respectivement leurs fonctions près d'elle.

223. Les cours prévôtales connaîtront, exclusivement à tous autres tribunaux, des crimes commis, soit par les vagabonds ou les gens sans aveu, soit par les condamnés à peine afflictive ou infamante. Elles connaîtront de même, et dans tous les cas, des crimes de rébellion armée contre la force armée, et de contrebande à main armée ou avec attroupement même sans armes, des vols commis sur les grandes routes, du crime de fausse monnaie et des assassinats préparés par des attroupemens armés ou commis sur les grands chemins.

224. Sur le vu de la plainte ou dénonciation des pièces y jointes, des interrogatoires et réponses, des informations, s'il en était fait, le procureur impérial entendu, les cours prévôtales déclareront leur compétence par un premier arrêt, qui sera envoyé de suite au commissaire de justice, et soumis par lui au petit conseil.

225. Ce référé ne suspendra point l'instruction de l'affaire ; mais il ne pourra être procédé à l'ouverture des débats qu'après la réception de la décision du petit conseil, portant confirmation de l'arrêt de compétence.

226. Lorsque la compétence des cours prévôtales aura été reconnue, ainsi qu'il est dit dans l'article précédent, les arrêts qu'elles rendront sur le fond ne seront sujets à aucun recours.

SECTION VII — *Des crimes réservés aux commissions militaires.*

227. Les crimes d'embauchage et d'espionnage soit pour l'ennemi, soit pour l'étranger, commis même par les habitans des provinces illyriennes, seront jugés par des commissions militaires.

228. Seront également jugés par elles :

1) les crimes commis sur le territoire des dites provinces par des étrangers attroupés ;

2) tout attentat commis par des étrangers contre la sûreté et la tranquillité des mêmes provinces ;

3) toute manœuvre de la part des étrangers, tendant à détacher les sujets illyriens de l'obéissance et de la fidélité qu'ils doivent à leur souverain.

SECTION VIII — *Traitement des membres des tribunaux.*

229. Les traitemens des membres des tribunaux sont fixés ainsi qu'il suit :

Juges de paix	500 francs
Greffiers.....	200 »
Président de première instance	2.000 »
Juges	1.000 »
Procureurs impériaux.....	2.000 »
Greffiers.....	500 »
Premier président de la cour d'appel de Laybach	6.000 »
Second président	3.000 »
Juges	2.000 »
Procureur général	6.000 »
Substitut	2.000 »
Greffier	800 »
Président de cour d'appel de Zara et de Raguse	4.000 »
Juges	1.500 »
Procureur général	4.000 »
Greffier	650 »

230. Les greffiers des tribunaux de commerce auront le même traitement que ceux des tribunaux de p. i.

231. Il est accordé, à titre de menus frais :

A chaque juge de paix	50 francs
A chaque tribunal de première instance.....	750 »
A chaque tribunal de commerce.....	500 »
A la cour d'appel de Laibach	3.000 »
A celles de Zara et Raguse	2.000 »

232. Le montant des frais de justice en matière criminelle et de police correctionnelle sera réglé par nos procureurs impériaux et généraux.

Le montant en sera mis en recouvrement contre les parties condamnées, et versé dans les caisses qui en auront fait l'avance.

233. Les tarifs des frais de procédure seront provisoirement réglés par notre commissaire de justice, et transmis par notre gouverneur général à notre grand juge ministre de la justice,

SECTION IX — *Des officiers ministériels.*

234. Il y aura près chaque justice de paix un huissier nommé par le juge.

A l'égard des avoués et des huissiers près les autres tribunaux, leur nombre et leurs attributions seront déterminées provisoirement par notre gouverneur général, sur rapport du commissaire de justice.

SECTION X — *De la Croatie militaire.*

235. Dans la Croatie militaire, la justice continuera à être rendue comme par le passé.

Néanmoins tout jugement portant condamnation, dans les cas ordinaires, à une peine afflictive, sera de plein droit porté par appel au tribunal de Carlstadt, auquel seront adjoints deux assesseurs militaires. Ce tribunal jugera en dernier ressort.

SECTION XI

§ 1. *Des conflits entre divers tribunaux.*

236. Lorsqu'il s'élèvera, entre divers juges de paix, un conflit à raison de leur compétence, il y sera statué par le tribunal de p. i. de leur ressort.

Si les juges de paix ne sont pas dans le ressort du même tribunal, il y sera statué par la cour d'appel.

S'ils ne sont pas dans le ressort de la même cour d'appel, il y sera statué par le commissaire de justice.

237. Lorsqu'il s'élèvera un conflit de juridiction entre deux tribunaux de p. i., il y sera statué par la cour d'appel du ressort.

Si les tribunaux ne sont pas dans le ressort de la même cour d'appel, il y sera statué par le petit conseil.

238. S'il s'élève un conflit entre les 2 cours d'appel, il y sera statué par le petit conseil.

§ 2. *Du conflit de juridiction entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative.*

239. Le conflit d'attribution entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative pourra être élevé, soit par un arrêté de l'intendant, soit par les réquisitions du ministère public, soit par un jugement de tribunal ; dans tous ces cas. il sera sursis à toute procédure ultérieure de la part de l'une et de l'autre autorité.

240. La question de conflit sera soumise au gouverneur général, qui ne la décidera qu'après avoir pris l'avis du commissaire de justice et de l'intendant général.

§ 3. *Des renvois d'un tribunal à un autre.*

241. Lorsqu'il y aura lieu au renvoi d'un tribunal de p. i. à un autre soit pour cause de sûreté publique, soit pour suspicion légitime, ce renvoi sera ordonné par la cour d'appel.

242. S'il y a lieu, pour les mêmes causes, de renvoyer de l'une des cours d'appel à l'autre, ce renvoi sera ordonné par le petit conseil, sur le rapport du commissaire de justice.

§ 4. *Des recours en cassation.*

243. Tout jugement rendu en dernier ressort, soit par les juges de paix, soit par les tribunaux de p. i. ou de commerce, ainsi que tous les arrêts rendus par les cours d'appel, seront sujets au recours en cassation.

244. Ce recours sera porté, savoir :

contre les jugemens des juges de paix, à la cour d'appel du ressort ;

contre les jugemens des tribunaux de p. i. ou commerce, et les arrêts des cours d'appel, au petit conseil établi par les articles 59, 60, et 61 là-dessus.

245. Néanmoins, lorsqu'il s'agira d'une valeur au-dessus de 200.000 francs, le recours en cassation sera porté devant notre cour de cassation séant à Paris.

246. Pour aider notre commissaire général dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées par la présente section, il lui sera donné 2 assesseurs choisis parmi les anciens magistrats.

Ils auront un traitement de 3.000 francs.

§ 5. *Des recours en grâce.*

247. Les tribunaux, cours, prévôtés et commissions militaires, pourront,

après avoir prononcé un jugement de condamnation à une peine afflictive, recommander le condamné à la clémence de l'Empereur.

Cette recommandation ne pourra être insérée que dans un procès-verbal séparé, secret, motivé, dressé en la chambre du conseil, le ministère public entendu, et signé comme la minute du jugement.

L'expédition du dit procès-verbal et celle du jugement de condamnation seront adressées de suite par le ministère public au commissaire de justice, qui en rendra compte au petit conseil, conformément aux dispositions de l'article 60 ci-dessus.

248. Notre gouverneur général pourra aussi d'office recommander les condamnés à la clémence de l'Empereur. Dans ce cas, comme dans celui de l'article précédent, l'exécution du jugement sera suspendue jusqu'à notre décision. Le gouverneur général aura le droit d'ordonner cette suspension de l'exécution du jugement.

SECTION XII — *De la publication et de la mise en activité des lois françaises dans les provinces illyriennes.*

249. Les lois actuellement en vigueur dans l'Empire français, seront de suite envoyées dans les provinces illyriennes et traduites dans les différentes langues qui y sont en usage.

250. Elles y seront mises à exécution à compter du premier janvier 1812 ; néanmoins notre gouverneur général pourra, avant cette époque, et après avoir entendu le petit conseil, ordonner l'exécution de ces lois, en tout ou en partie, dans celles des dites provinces qui lui en paraîtront susceptibles.

251. Tout droit de refuge et d'asile y est dès à présent aboli.

252. Les servitudes purement personnelles y sont seules supprimées sans indemnité. Les droits, même féodaux, résultant d'une concession primitive de fonds, y sont simplement déclarés rachetables.

253. Dans les lieux où les syndics seront jugés incapables de la confection des actes civils, elle sera confiée aux curés ou pasteurs, lesquels néanmoins seront tenus de rédiger ces actes en présence des dits syndics.

254. L'apposition et la levée des scellés, ainsi que la confection des inventaires, seront confiées aux juges de paix.

255. Aucune partie des lois françaises, contraire aux dispositions du présent décret, ne sera mise en activité dans les provinces illyriennes sans un nouveau décret spécial.

SECTION XIII — *Dispositions transitoires.*

256. Jusqu'à la mise en activité des lois françaises dans les provinces illyriennes, on suivra, dans l'instruction et le jugement des affaires, les lois et les usages actuellement en vigueur dans le pays, en ce qu'ils n'ont rien de contraire au présent décret.

257. Néanmoins dès à présent :

- 1) tous les jugemens seront motivés ;
- 2) le débat en matière criminelle sera toujours public, et le prévenu toujours pourvu d'un défenseur choisi par lui, ou nommé d'office par le président du tribunal.

TITRE XVII

Du service de la guerre

§ 1. *Des divisions militaires ; du service des places, et de la gendarmerie.*

258. Les divisions militaires resteront formées, et le service des places réglé

comme il est dit dans nos décrets des 12 février, 3 mai et 6 décembre dernier.

259. Le service de la gendarmerie demeurera établi et réparti ainsi qu'il a été réglé par les mêmes décrets, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions énoncées ci-dessus.

260. Les services de l'artillerie et du génie resteront fixés ainsi qu'ils l'ont été par nos décrets.

261. Notre ministre de la guerre adressera au gouverneur général nos ordres, décrets et budgets sur les places d'Illyrie, le chargera de tenir la main à leur exécution, et nous rendra compte de ses observations sur les projets et les travaux.

262. A cet effet, le directeur général des fortifications remettra au gouverneur général copie des projets généraux et mémoires apostillés qu'il adressera au ministre de la guerre.

§ 2. *De la garde nationale d'Illyrie et de Dalmatie.*

263. Le service de la garde intérieure des provinces illyriennes et des côtes sera fait ainsi qu'il est prescrit par les arrêtés du gouverneur général des 17 février et 17 mars 1810.

§ 3. *De la conscription.*

264. Notre gouverneur général prendra les dispositions nécessaires pour établir la conscription, conformément au mode suivi en France.

TITRE XVIII

Service de la marine.

§ 1. *Organisation administrative.*

265. L'organisation de la marine sera établie conformément à nos décrets existants.

§ 2. *De la nationalité des navires.*

266. Les navires construits dans nos provinces illyriennes, et reconnus à ce titre par l'administration de la marine et celle des douanes, seront nationalisés encore qu'ils eussent navigué pendant quelque temps sous pavillon simulé.

§ 3. *Du jugement des prises.*

267. Tout ce qui est relatif aux prises, à leur procédure, à leur liquidation ou répartition, sera réglé en Illyrie d'après les lois de l'Empire.

268. Les intendans jugeront provisoirement sauf le recours.

§ 4. *De la retenue pour les invalides.*

269. Les lois et réglemens relatifs à la caisse des invalides de la marine seront exécutés dans nos provinces illyriennes.

§ 5. *De la marque des bois pour les constructions.*

270. Notre ministre de la marine enverra un ingénieur constructeur, avec le nombre de maîtres nécessaires pour visiter les forêts domaniales communales et particulières, et marquer les bois nécessaires au service de la marine dans les lieux où le transport lui paraîtra facile jusqu'aux lieux de construction.

271. Nos ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé : Napoléon
par l'Empereur

Le ministre secrétaire d'état, signé H. B. Duc de Bassano

Certifié conforme par nous
Grand juge ministre de la justice
Le Duc de Massa.

Après avoir communiqué ce document intéressant par rapport à l'histoire moderne du royaume de Croatie, et respectivement à celle du royaume éphémère d'Illyrie, nous retournons à notre ban Jellačić, qui va enfin paraître en scène historique.

CHAPITRE III

LE BAN JELLAČIĆ

On aime d'entourer de prestiges la naissance des hommes historiques. Quant à celle du ban Jellačić nous n'avons aucun intérêt à en inventer.

Le ban Jellačić naquit le 16 octobre 1801 dans la redoutable forteresse de Petervardein en Syrmie, où son père résida, qui fut alors général de division.

La forteresse, bâtie sur un rocher, et dont la citadelle sur le sommet domine la forteresse inférieure, se présente aux yeux du voyageur, qui arrive de Bude sur le Danube avec le bateau à vapeur, comme un géant qui se redresse aux bords de cette rivière, et semble lui indiquer l'endroit pittoresque et la place imposante où l'immortel ban de Croatie a été mis au monde par une femme croate, dont il se montra si fier aux jours de sa gloire.

Il avait à peine neuf ans quand son père mourut en Hongrie, et sa mère, qui n'avait pour toute fortune que la pension d'une veuve de général et celle de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, qu'elle avait le droit de réclamer après la mort de son mari, a été obligée de s'imposer les plus grandes privations pour subvenir à tant de dépenses qu'exigea l'entretien de sa maison, et l'éducation de ses enfants. Elle ne vécut plus que pour ses enfants, leur bonheur fut son plus grand et seul désir.

La mère du ban Jellačić avait habité sa maison au coin de la rue des Capucins jusqu'à sa mort en l'an 1838. Les fenêtres de cette maison, au-dessus de la porte cochère, donnent précisément sur les fenêtres de la chambre qu'habita plus tard son fils le ban, au bout de l'aile droite de la maison banale, et d'où celui-ci jeta souvent, en fumant un cigare, des regards rêveurs sur la modeste demeure de ses parents, et sa vive fantaisie le transporta à cette heureuse époque de la vie où l'on ne connaît d'autres désirs que ceux du moment ! Que n'aurait-il pas donné, si le ciel lui eût accordé le bonheur d'avoir pu se jeter dans les bras de cette mère chérie, comme ban de Croatie,

avec toute sa gloire, avec toute sa fortune ! Ce bonheur, inexprimable pour un cœur reconnaissant, aurait récompensé une noble et digne mère de toute une vie de peines et de sacrifices et de soins maternels.

Jusqu'à la mort de cette digne mère de famille on remarqua dans son salon un grand tableau représentant les bustes de ses trois fils en uniforme militaire, et comme si le peintre eût eu un pressentiment de la grandeur politique et de la gloire militaire du ban Jellačić, il avait peint le buste de celui-ci au-dessus des deux têtes de ses frères. Ce tableau se trouve actuellement dans la maison du feu comte Ferdinand Eggert à Klagenfurth en Carinthie, qui l'avait reçu de son ami intime, Juro baron Jellačić. Une copie en miniature de cet intéressant tableau se trouve cependant encore dans la chambre de la comtesse Hermine Jellačić dans la maison paternelle de Jellačić.

Le ban Jellačić a été élevé à l'académie thérésienne de chevaliers nobles à Vienne, située à la barrière Favorite et jadis le palais d'été de l'empereur Charles VI, dont la fille Marie-Thérèse y vit le jour dans le même cabinet qu'habita alors le directeur Bruckner de l'ordre religieux des Piaristes, qui avaient remplacé les Jésuites dans cette académie après leur expulsion. A cette époque l'académie thérésienne fut sans contredit le premier institut destiné à l'éducation de la noblesse catholique en Autriche, et jouissait d'une juste renommée jusqu'à ce que la main militaire du brave lieutenant-feld-maréchal baron Herzogenberg n'y avait pas touché, et avant que le souffle de la révolution de mars de 1848 n'y avait pas encore passé et terrassé en quelques heures des institutions centenaires.

Herzogenberg, dont le véritable nom a été Bec-à-Duc, a été élevé et camarade d'école de Napoléon le Grand au collège militaire de Brienne, qui l'avait réclamé comme Français après la campagne de 1809. Herzogenberg implora alors la grâce de l'empereur François à lui accorder de changer son nom français de Bec-à-Duc en celui de Herzogenberg, et à lui permettre de servir comme simple soldat dans l'armée autrichienne, s'il n'y pouvait rester comme colonel, et il ajouta qu'il n'avait plus rien du sang français dans ses veines, puisqu'il l'avait versé sur le champ de bataille pour l'Autriche et son illustre dynastie. L'empereur François, qui l'avait reçu en audience privée, fut si touché, qu'il le retenait dans son armée, lui accorda le nom de Herzogenberg, le fit baron, et le nomma comme général, directeur de l'académie d'ingénieurs à Vienne, puis curateur de l'académie thérésienne. Herzogenberg s'était bien mérité de l'académie d'ingénieurs à Vienne, il y avait rétabli l'ordre et la discipline, mais quant à l'académie thérésienne il n'avait obtenu qu'un

succès partiel, car il y avait bien arrangé les affaires pécuniaires de l'académie, qui se trouvèrent très embrouillées, payé toutes les dettes, et remis l'équilibre entre les dépenses et les revenus, mais par cette discipline militaire et cet ordre de caserne qu'il y voulut introduire, il en chassa cet esprit chevaleresque et libre, qui y avait toujours régné et exalté la jeunesse à tout ce qui tient d'une noble fierté de la naissance et de l'amour pour la grandeur politique de la dynastie et de la vieille monarchie autrichienne.

Le maréchal comte Radetzky et grand nombre d'hommes d'état, de diplomates et de généraux très distingués en étaient sortis, car bien que la destination de cette académie a été principalement à former des hommes d'état, elle ne mit cependant pas des obstacles à ceux qui avaient l'intention de choisir la carrière militaire. On pourrait encore faire cette remarque intéressante que l'académie thérésienne n'avait pas fourni un seul homme en 1848, qui aura renié alors ses principes d'honneur et de loyauté, pendant que l'académie d'ingénieurs à Vienne et l'académie militaire à Wiener-Neustadt avaient fourni un bon contingent aux révolutionnaires, tels que Stein, Gal, Török, Holland, Aulich et tant d'autres.

Les amis de la famille du ban Jellačić lui avaient fait obtenir une bourse à l'académie thérésienne. Le jeune Jellačić s'y distingua par sa conduite exemplaire et par son application aux études. Il remporta tous les ans des prix destinés à récompenser les meilleurs écoliers (gymnasiaux) de l'académie thérésienne et à quatorze ans il fit l'examen de la haute mathématique, chose extraordinaire pour cet âge, et autant plus étonnant puisque avant lui il n'y avait que le jeune comte Coronini, le jeune comte Bellegarde, et les deux jeunes élèves de Weitenschlag et Hilmayr, qui avaient subi le même examen, le 20 juillet 1811, mais ils étaient tous beaucoup plus âgés que le jeune Jellačić. Le ban Jellačić avait aussi raconté à ses amis qu'il était bientôt après son examen tombé dangereusement malade à la suite des trop grands efforts qu'il a été obligé de faire pour y réussir, et qui furent surtout trop grands pour sa faible organisation.

Le jeune Jellačić avait montré de bonne heure un rare talent pour la poésie, sans négliger les études sérieuses ; et sa moralité ainsi que sa piété lui avaient mérité les justes éloges de tous ses éducateurs et professeurs.

Jellačić, dont le père et l'oncle furent des généraux distingués dans l'armée autrichienne, se décida pour le métier des armes, qu'il préféra au travail sédentaire d'un triste bureau. Son esprit vif, chevaleresque et poétique n'aurait jamais su se réconcilier avec la vie monotone d'un employé subalterne, par où il fallait commencer la carrière civile.

Son oncle, le général de cavalerie et colonel propriétaire du 3^e régiment de dragons portant son nom de baron Knežević, le nomma sous-lieutenant surnuméraire dans son régiment.

Le ban Jellačić avait donc commencé sa carrière militaire le 11 mars 1819, le jour où il a été nommé sous-lieutenant dans le régiment de dragons baron Knežević par son oncle.

Jellačić partit alors pour la Galicie, où ce régiment de dragons cantonna, dont le colonel a été un certain Olah de Nanas, vieux troupier, brave militaire, mais du reste un original de la sorte à faire rire les plus misanthropes. Le ban Jellačić en raconta des traits fort ridicules, entre autres qu'il avait la manie d'apprêter des coqs d'Inde de la manière pour les faire passer pour des faisans, le grand moyen qu'il employa fut du vin rouge avec toutes sortes d'aromates. Ses convives firent souvent une terrible grimace en goûtant de ce mets extraordinaire.

Jellačić, avec sa taille moyenne, avec sa physionomie agréable, dégagé, toujours gai, plein de bons mots inoffensifs, aussi disposé à faire son service militaire que de faire la cour aux belles, bon camarade, officier comme il faut, aimant ses dragons, soumis et respectueux envers ses supérieurs, modeste malgré la supériorité de ses talents et de ses connaissances, n'en profitant jamais pour blesser l'amour-propre ou les opinions de qui que ce fût, avait bientôt gagné l'amour de tout le régiment, l'estime de ses supérieurs, et surtout les cœurs de ses camarades qui l'adoraient.

Il faut cependant avouer que le jeune Jellačić, qui n'aima point moins les plaisirs de la jeunesse que les exercices militaires, et qui aimait autant ses chevaux que la lecture d'un bon livre, avait pour ainsi dire brûlé la chandelle de deux bouts, en ne laissant point le temps nécessaire à son corps de se reposer au moins pendant la nuit. Sa constitution physique, assez forte malgré sa maigreur et apparente faiblesse, n'y put résister longtemps et il tomba enfin malade. Des symptômes très alarmants, surtout un spasme dans l'estomac, qui menaçait de l'étouffer, firent naître des craintes pour sa vie. Il faut remarquer ici que ce même spasme, qui le tourmenta alors, ne le quitta plus entièrement, revenait toujours périodiquement et l'accabla jusqu'à sa mort.

Jellačić fut enfin forcé de quitter le régiment et le climat froid de la Pologne pour retourner en Croatie où l'attendait sa mère, avec la plus grande anxiété pour pouvoir veiller sur la vie de son fils chéri et lui prodiguer tous ses soins maternels.

L'oncle et le colonel propriétaire du jeune lieutenant Jellačić, le général de cavalerie baron Knežević, habita alors son château de Sainte-Hélène, une terre qu'il posséda dans l'île de Muraköz, et par où

le pauvre malade devait passer. Le baron Knežević, prévenu de sa maladie, de son voyage et de sa route, compta en sa qualité d'oncle et de colonel propriétaire avec autant plus de certitude sur la visite de son neveu, puisque celui-ci en avait besoin et de son indulgence pour pouvoir s'absenter de son régiment, aussi longtemps qu'il en avait besoin pour rétablir sa santé délabrée. Mais Jellačić n'y pensa pas. Faible, abattu, presque mourant, ce malheureux jeune homme s'empressa d'arriver à Zagrabie dans les bras de sa mère, et dans un bon lit pour se reposer. La pauvre mère fondit en larmes en voyant arriver son fils aîné dans un si triste état de santé, mais l'oncle baron Knežević, ce qui paraît incroyable, fut si furieux de cet oubli de tous les devoirs militaires, dont son neveu s'était rendu coupable, en passant près de son château sans lui avoir présenté ses hommages, qu'il se proposa alors d'en faire repentir son neveu, qui n'avait pas une idée de la colère de son oncle.

Jellačić se trouva à Kurilovec dans la maison que son père avait achetée et que sa mère habita alors pendant la belle saison. Cette digne femme employa tous les remèdes, prodigua tous ses soins, consulta tous les médecins, tous ses amis pour sauver la vie à son fils.

Ce fut alors que la comtesse Gyulay, épouse du ban Ignace comte Gyulay, avait conseillé à la mère de Jellačić de lui donner des pilules homéopathiques du docteur Maren-Zeller très en vogue à Prague dans ce temps-là, mais on les avait employées, ainsi que toutes sortes de remèdes vainement pendant deux ans, et on commença déjà à désespérer de sa guérison.

Deux ans étaient passés depuis le passage de Jellačić auprès du château de Sainte-Hélène, mais le vieux oncle n'avait pas encore oublié l'irrévérence imaginaire de son neveu, et rancune tenant il ordonna alors au colonel de son régiment de faire le rapport au commandement général que le lieutenant Jellačić se trouvait malade depuis deux ans, sans espoir de le voir sitôt rétabli pour faire son service, et qu'en conséquence et d'après le règlement militaire il devait être pensionné. Ce fut la vengeance du vieux général de cavalerie baron Knežević, dont l'amour-propre avait été blessé, mais les officiers de ce régiment de dragons, à peine informés de l'ordre émané de leur colonel propriétaire par rapport à leur camarade chéri, qu'ils se rendirent tous *in corpore* chez leur colonel et commandant du régiment, pour lui déclarer unanimement qu'ils feront tous à tour de rôle le service pour leur camarade malade ; et conjurèrent leur colonel d'intercéder auprès du propriétaire, pour que le sous-lieutenant Joseph baron Jellačić ne soit point pensionné, et qu'on voudrait bien attendre sa mort ou sa guérison.

Cette preuve si éclatante d'une chevaleresque camaraderie toucha profondément le colonel, et il promit de bon cœur à faire les démarches nécessaires en faveur de Jellačić, autant plus qu'il aima ce jeune officier autant que tout le corps d'officiers. Le colonel propriétaire et l'oncle de Jellačić ne put se montrer plus dur que ses officiers, il céda bon gré mal gré aux instances du colonel et de son régiment. De cette manière Jellačić a été réservé à l'heure suprême de la monarchie autrichienne, pour la sauver et la dynastie impériale.

Sans le dévouement si noble et touchant de ses frères d'armes, Jellačić aurait fini ses jours en Croatie, triste et ignoré, et comme un pauvre sous-lieutenant en retraite. On voit donc de qui ou de quel hasard dépend souvent le destin des hommes, et le sort des états !

La plupart de ses poésies, dont nous parlerons plus tard, ont été composées pendant le temps qu'il se trouvait malade à Zagrabie et à Kurilovec chez sa mère. Dans un discours à ses amis et frères d'armes, il leur adressa les paroles suivantes : « Les jours que j'avais passés au milieu de vous, me resteront à jamais chers et inaffaçables, et ils planèrent, ressemblant à un beau rêve, autour de ma triste existence, où je fus précipité, sinon par une cruelle, au moins sûrement par une inconcevable prédestination du ciel. Il en [est] fait de mes plaisirs et de mon bonheur dont j'avais joui, et il ne m'en reste, grâce au ciel, que le souvenir ! » Ce discours a été daté de Zagrabie 1825.

Un jour de printemps de l'an 1825 il faisait si beau à Kurilovec, et le jeune Jellačić de son lit regarda par la fenêtre au jardin. L'envie le prit de se faire porter au jardin pour respirer l'air pur et embaumé de la campagne. Sa mère lui fit donc dresser son lit sous un grand arbre touffu, où l'on le transporta selon son désir. L'air si fortifiant d'un printemps naissant lui parut faire du bien. Le lendemain il essaya déjà à marcher, et le 3^e jour il se trouva beaucoup mieux. Alors d'un jour à l'autre sa santé s'affermir comme par miracle, et sa guérison se fit avec une telle rapidité qu'il alla joindre son régiment encore la même année (1825) qui se trouva alors en garnison à Vienne. Son arrivée y a été fêtée par ses camarades comme un accident joyeux, et il paya l'amitié et la cordialité de ses camarades d'un sincère retour. Il se trouva de nouveau content, heureux.

Le 1^{er} mai 1825 Jellačić avait été nommé lieutenant en premier. De retour à son régiment, il porta déjà un tour de cheveux, parce qu'il avait perdu beaucoup de cheveux pendant sa grave maladie, et qu'il avait la tête par devant presque chauve. Il jeta ce tour de

cheveux quand il a été nommé ban de Croatie, et ne le porta plus, supposant à juste raison qu'une tête chauve avait plus de crédit auprès du peuple de la campagne qu'une belle chevelure de jeune homme, et que la première convenait mieux à la grave dignité d'un ban, et qu'il s'en donnait du relief avec son intéressante et spirituelle physionomie.

Le régiment de dragons baron Knežević de garnison à Vienne s'y trouva dans la brigade du général baron Geramb, frère de ce fameux baron Geramb, qui, après avoir commandé un bataillon franc de l'armée autrichienne pendant la guerre contre Napoléon, était entré dans l'ordre de la Trappe en France, et dont son frère avait raconté lui-même ce qui suit.

Le conseil de guerre aulique à Vienne s'était adressé un jour au général baron Geramb pour en apprendre le domicile de son frère, puisqu'on le cherchait partout pour le faire rendre compte en règle de l'argent qu'il avait reçu de la caisse impériale pendant la guerre pour l'entretien de son bataillon franc. Le général baron Geramb répondit alors au conseil de guerre aulique à Vienne qu'il serait pure perte de temps de s'adresser pour cette affaire à son frère, puisque celui-ci n'y voudrait répondre que par les seules paroles qui fussent permises à prononcer à un frère de l'ordre de la Trappe, savoir celle de *Memento mori* !

Le général baron Geramb choisit alors le jeune baron Jellačić pour son adjudant de brigade. Cette soi-disant distinction, ce choix inattendu fut un coup de foudre pour Jellačić, qui aima mieux ses chevaux, ses dragons et ses camarades que le bonheur envié d'être attaché à la personne d'un général, et qui disait comme le marquis Posa au roi Philippe II dans la tragédie de Schiller, *Don Carlos* : « Je ne puis être le valet de maîtres ! » mais que faire ? Jellačić avait trop d'esprit et de délicatesse pour refuser. Il fit donc bonne mine à mauvais jeu et accepta.

Le général était un brave homme et très poli, mais il avait comme tout le monde son faible, et ce faible fut le tourment de Jellačić.

Le général baron Geramb se trouva toujours dans une anxiété fébrile, quand le général en chef ou son général de division, qui fut alors le lieutenant-feldmaréchal prince Kobourg, s'étaient fait annoncer pour passer un régiment ou une seule division de cavalerie de sa brigade en revue, car il craignait toujours d'arriver trop tard sur la place d'armes, où à telle ou à telle heure la troupe devait se trouver en ordre de bataille pour recevoir le général en chef, ou de division avec les honneurs militaires. Le baron Geramb, pour cette raison, ne manqua jamais d'y arriver une heure plus tôt que le général de division, ce qui fit toujours le désespoir de Jellačić, qui l'y devait toujours



LE BAN JELAČIĆ

(GRAVURE D'APRÈS UNE PHOTOGRAPHIE. 1851)

FRONTISPICE DES GEDICHTE VON JOSEPH FREIHERR VON JELAČIĆ

accompagner et s'y ennuyer pendant une longue heure à cheval à côté et derrière son général, sans rien faire.

L'ennui d'être obligé de suivre partout son général, comme son ombre, de faire des rapports, des ordres du jour, et tant de choses qui ne signifient rien pour un homme d'esprit, obsédait comme un cauchemar le pauvre Jellačić, et toutes les bontés et amités de son général ne l'en savaient pas dédommager.

A cette époque Jellačić avait composé entre autres poésies, qui trahissaient plus ou moins ses ennuis et ses chagrins à Vienne, la « chanson de garnison » (*Garnisons-Lied*) qui avait un succès pyramidal parmi les officiers de son régiment, de toute la garnison, et qui arriva avec lui dans le régiment frontrière d'Ogulin en 1830, et en Croatie, où l'on la chanta encore plusieurs années après qu'il a été nommé ban de Croatie.

Le recueil de ses poésies parut à Vienne 1850, orné de son portrait, dont la ressemblance l'emporte de beaucoup sur tous les portraits qu'on en a jusqu'à nos jours, même sur ce beau tableau qu'on voyait dans son salon dans la maison banale à Zagrabie, qui le représente en pied en costume national, à côté de celui de son épouse pareillement en costume national, mais d'une ressemblance frappante. Ces deux portraits se trouvent actuellement au château de Novi-Dvor.

Le portrait du ban dans le recueil de ses poésies le représente assis dans un fauteuil dans l'attitude d'un savant, ce qui aura probablement choqué sa petite vanité militaire, puisqu'il était habitué jusqu'alors à se voir représenté à cheval, ou debout drapé dans son manteau de général et dans une attitude imposante et guerrière. Pour cette raison le ban Jellačić et son épouse, la banesse, n'ont jamais voulu convenir de la ressemblance frappante de ses traits dans le portrait qui se trouve dans le recueil de ses poésies.

Les envieux de la gloire du ban Jellačić ont souvent cherché à le rapetisser dans l'opinion publique en l'appelant *le poète* ! et c'est pourtant bien connu que Frédéric le Grand, dont les poésies ne valaient pas mieux que celles du ban Jellačić, fut pourtant si fier de son surnom *le roi-poète* ou *le roi-philosophe* que de celui de Frédéric le Grand ! Il faut encore ici remarquer que Jellačić avait composé ses poésies quand il a été encore officier subalterne, et Frédéric le Grand quand il portait une couronne, et quand il avait la brillante plume de Voltaire à sa disposition, qui fut obligé d'y retoucher de sa main de maître, et ce que celui-ci appela lui-même « laver le linge sale du roi » !

Bien que le général Geramb affectionnât beaucoup son adjudant Jellačić, celui-ci emporté par sa vivacité fut un jour au point de se

brouiller avec lui. Nous allons faire connaître le motif de la froideur, qui ne régna cependant que quelques jours entre le général et son adjudant, tel que le ban Jellačić lui-même l'avait souvent raconté à ses amis. Nous citons ses propres paroles.

« Un beau matin nous nous promenions à cheval, et le général, qui avait pleine confiance en ma connaissance du terrain de la contrée, me laissa le soin de choisir les meilleurs chemins, et me suivit en causant sans faire attention à un chemin de traverse que j'avais pris sans le connaître. Tout d'un coup nous fûmes arrêtés par un large fossé qui coupa la route en deux, mais dont la pente ne fut pourtant pas si raide qu'on ne l'aurait pas pu traverser en descendant et en montant au pas à cheval sans le moindre danger. Le général cependant, qui ne fut plus à son âge un cavalier hardi, s'arrêta court et me dit d'une voix aigrie, où perça la crainte et la mauvaise humeur : « Comment voulez-vous donc que je passe ce large fossé ? » Sans lui répondre, je piquai des deux mon cheval et je me lance en avant, d'un seul bond j'avais passé le fossé. Aussitôt après je tourne bride, et je reviens avec mon cheval auprès du général, en traversant lentement au pas le fossé, en descendant et en remontant la pente assez douce, et puis je lui dis : « Voilà, mon général, vous pouvez passer le fossé d'une manière ou de l'autre ! »

Là-dessus le général ne me dit mot, mais il tourne bride à son tour et retourne à la maison, sans m'adresser la parole pendant toute la route. Il me bouda ensuite trois jours. J'avais blessé son amour-propre ! Il avait cependant trop de bonté pour moi, et il me rendit bientôt son amitié et son affection, que j'avais su conserver jusqu'à la fin de ses jours. »

Le 28 décembre 1828 Jellačić quitta son général et partit pour la Galicie, où son régiment se trouva de nouveau en cantonnement sous les ordres du colonel comte Bigot de Saint-Quentin, dont le fils devait être un jour l'aide de camp (*Flügel-Adjutant*) du ban Jellačić, et contribuer indirectement à son mariage avec la comtesse Sophie Stockau.

Le premier septembre 1830 Jellačić a été nommé lieutenant-capitaine au 3^e régiment frontière d'Ogulin. La peine de quitter le régiment de dragons Knežević fut cependant adoucie par le grand plaisir d'avancer, et d'entrer dans un régiment frontière, que feu son père avait préféré à tous les autres, et qui ne parla jamais des soldats d'Ogulin sans dire par habitude, *Ogulinci poljubeni* [*sic*] *sinci* (Ogulins, fils caressés !).

C'est connu qu'un bataillon du régiment frontière d'Ogulin à la bataille de Marengo, (qui avait été gagnée de la sorte que le vieux général en chef autrichien Melas retourna déjà à son quartier gé-

néral pour s'y reposer, et laquelle finit par une défaite après l'arrivée du général français Desaix sur le champ de bataille) y avait seul remporté des trophées, en amenant un bataillon entier français avec une batterie ennemie du champ de bataille, qu'il avait pris, la baïonnette au bout du fusil et à l'assaut, au milieu de la déroute générale de l'armée impériale. Ce régiment frontière d'Ogulin s'était distingué dans toutes les guerres françaises, et les généraux ambitionnaient d'avoir ce régiment dans leur avant-garde. La conduite de ce régiment sur le champ de bataille fut toujours au-dessus de tout éloge. Ce ne fut que de nos jours dans la guerre révolutionnaire de Hongrie en l'an 1848 et 1849, qu'il avait trouvé un digne rival dans le régiment frontière d'Otočac, qui s'y était le plus distingué, et dont un si grand nombre de soldats furent décorés de la médaille qu'on n'en avait pas encore eu un pareil exemple dans l'armée autrichienne.

Jellačić dut son avancement inattendu à un vieux et bon ami de feu son père, qui n'était autre que le vice-président du conseil de guerre aulique à Vienne, le baron Radossević, dont le fils avait reçu un *praedium* (une terre noble) de l'évêque de Zagrabie.

Le nom de Jellačić a été encore dans la bouche de tous les vieux soldats de la frontière croate, et le bon souvenir qu'on y avait conservé de son père contribua beaucoup à lui gagner promptement une grande popularité. En arrivant au régiment d'Ogulin, il avait reçu le commandement d'une compagnie de cordon, dont le service militaire est toujours plus pénible et plus dangereux à cause de sa situation sur la ligne même de la frontière turque. Le chef-lieu de sa compagnie s'appela Drežnik, et elle en porta aussi le nom.

Jellačić, comme capitaine d'une compagnie frontière, se montra toujours juste, affable et animé d'un zèle ardent pour le service militaire et pour le bien-être de la populace. Pour cette raison il a été aimé du peuple et adoré de ses soldats.

La révolution de Paris en l'an 1830 força l'Autriche de renforcer son armée d'Italie. En 1831 partit le premier bataillon du régiment frontière d'Ogulin pour Milan sous les ordres du major Hofmann ; Jellačić s'y trouva, et son chef de bataillon, qui a été au fond un très brave militaire, lui parut si plaisant à cause de sa petite taille et de son énorme grand chapeau à trois cornes, qu'il en riait toujours quand il en avait fait mention à ses amis. Le major Hofmann fut bientôt pensionné, et bientôt remplacé par le major Ostoić.

Jellačić profita beaucoup en Italie puisque le bataillon où il servit, prit part à toutes les grandes manœuvres de l'armée d'Italie, et [il] eut donc l'occasion d'étudier l'art de manœuvrer avec de grandes masses par la pratique même. Le maréchal Radetzky l'avait alors

remarqué pour la première fois, et s'était formé une très bonne idée de sa capacité et de ses talents militaires.

Jellačić raconta souvent comme ban de Croatie, quand il a été de bonne humeur, de son séjour à Milan ; et n'oublia jamais de faire mention d'un capitaine de Muškatirović, qui avait commandé le bataillon jusqu'à l'arrivée du major Ostoić en Italie, et dont la première harangue au corps d'officiers fut une annonce solennelle qu'il avait enfin trouvé une chambre convenable au *castello* de Milan pour y mettre les officiers aux arrêts pour manque d'attention pendant les manœuvres ou exercices militaires. On en pourrait facilement juger de l'impression favorable de cette drôle de harangue sur les officiers.

Jellačić ne put non plus s'empêcher de rire, quand il raconta que le major Ostoić, vieux troupier et brave militaire, mais qui ne fut pas fort sur la nomenclature des mots français d'usage dans la langue militaire, l'avait choisi pour son souffleur, quand il a été obligé de répondre aux demandes du maréchal de Radetzky ; et pour cette raison Jellačić devait se trouver toujours derrière son major, quand celui-ci se présenta avec son corps d'officiers au comte Radetzky. Jellačić, qui aima beaucoup son major, fit son possible pour lui souffler les mots qu'il ne put trouver ; mais un jour le major avait mal compris son souffleur, et quand le maréchal l'avait demandé si son bataillon avait fait des exercices le matin, il répondit avec une certaine assurance : « Oui, votre Excellence, j'avais fait une convalescence avec mon bataillon sur la route de Pavie ! ». Ce brave homme voulait dire « reconnaissance » mais il confondit toujours convalescence avec reconnaissance malgré les efforts de Jellačić à lui en faire comprendre le sens tout différent.

En 1835, Jellačić, qui a été nommé capitaine de première classe en 1832 et retourné à Ogulin, y commanda la compagnie portant le nom du chef-lieu du régiment. Il se trouva donc comme chef de la compagnie avec sa chancellerie à Ogulin même, où il y a un vieux château bâti par Frangipan au bord du fleuve Dobra, qui s'y précipite avec un terrible fracas dans un souterrain au-dessous du rocher sur lequel le château est bâti, et qui y disparaît aux yeux pour ne pas revenir à la surface du sol qu'à Tounj à quelques lieues d'Ogulin, où il y a aussi un vieux château, habité par le capitaine de la compagnie, et plus loin sur la Dobra un superbe double pont orné de trophées et de statues, que des misérables coquins en avaient jetés en bas dans la rivière en l'an 1848, probablement pour prouver au monde civilisé que la liberté donne au peuple le droit de tout dévaster et ravager. Ce pont a été construit par le major Knežić, qui s'était si bien mérité de la Croatie militaire par les routes magni-

fiques qu'il y avait bâties et d'une manière si ingénieuse qu'on peut monter au sommet de la gigantesque montagne de la Capella et en descendre au trot sans la moindre précaution.

Jellačić a été autant aimé à Ogulin qu'il a été à Drežnik. Les soldats et la populace de sa compagnie raffolaient de lui. Il le mérita bien par sa probité, cordialité, assiduité, et par son énergie, quand elle était nécessaire.

Pour cependant pas manquer à la vérité, il faut bien convenir que les petits détails du service militaire, ainsi que les formalités et la pédanterie de la chancellerie administrative de la compagnie d'Ogulin ne firent jamais un grand plaisir au capitaine Joseph baron Jellačić. Quant à cela, il se reposa sur la probité et la routine de son sergent-major Kossanović, et sur la loyauté et l'habileté de son officier d'économie, le lieutenant en premier Eichelmann ; le premier fut pour ainsi dire son bras droit pour la compagnie militaire, et le second pour l'administration civile du district de la compagnie d'Ogulin. Trifun Kossanović était une espèce d'hercule, et Jellačić l'aima beaucoup à cause de sa haute taille, de sa bonne humeur, et de son intrépidité. Quand Jellačić a été ban de Croatie, il n'oublia point ni ses vieux amis, ni ses vieux subordonnés, et Trifun Kossanović avança jusqu'au grade de capitaine, fut décoré, et enfin pensionné après la guerre révolutionnaire de Hongrie. Eichelmann, très brave homme et très aimé au régiment, aurait sans doute fait une très belle carrière sous le ban Jellačić, qui l'aima beaucoup, s'il n'aurait pas été mort avant la catastrophe de 1848. Eichelmann était monté un jour sur la cime de la montagne Klek, à 6.500 pieds au-dessus du niveau de la mer ; il s'y refroidit par manque de précaution, et mourut quelques années après de la phtisie, généralement regretté.

CHAPITRE IV

Zagrabie, la capitale de la Croatie et de temps immémorial le foyer de l'activité patriotique yougoslave et de l'opposition nationale des Croates contre la suprématie magyare, ne fut point si éloignée d'Ogulin pour empêcher le jeune capitaine Jellačić de s'y rendre pour revoir sa mère chérie, ses amis, et les patriotes les plus distingués qui s'étaient mis à la tête de cette opposition nationale. La sanction de la langue magyare comme langue diplomatique dans le royaume de Hongrie et dans les soi-disant provinces annexes selon le style arrogant des Magyars, avait déjà enflammé le combat de langues entre les Croates et les Magyars. A Zagrabie tous les esprits furent en fermentation. Jellačić, en sa qualité d'officier impérial royal autrichien, n'aurait dû prendre aucune part à la politique et il était même sévèrement défendu aux officiers de parler politique ; mais il y a des époques où les vieux règlements militaires n'imposent plus qu'aux timides, et le capitaine baron Jellačić s'était déclaré de prime abord pour la nationalité croate, et par conséquent pour le droit de l'usage politique de la langue croate, qu'il défendit partout, en public et dans les cercles privés, contre les Magyarons avec tant de feu et d'énergie, qu'il attira les yeux des patriotes sur lui, et gagna une certaine popularité, même parmi les habitants de la capitale de Croatie. Janko Drašković surtout le prit en affection.

Jellačić ne se contenta point de se montrer patriote zélé au milieu de ses amis et des patriotes de Zagrabie ; il se donna même toutes les peines possibles d'enflammer les cœurs des officiers et de la populace de la frontière militaire de l'amour de la nationalité et de la langue croate. Ses entretiens amicaux, tous ses discours y tendaient. Il choisit même le salon de son colonel, Schneckel de Trebersburg, de pur sang viennois, pour le théâtre de son agitation politique. Il y chanta en s'accompagnant sur le piano-forte, les chansons nationales croates alors les plus en vogue et les plus incendiaires pour les Magyars, tels que *Hrvatska još nie propala !* (La Croatie n'est pas encore perdue) et *Nek se hrusti šaka mala* (allons fermer le petit poignet) avec tant de feu et de verve, que toute la nombreuse société, tant hommes que femmes, tant Croates

qu'étrangers subirent l'influence magique d'une forte volonté et de la voix vibrante du jeune capitaine enthousiasmé, qui recueillit toujours pour prix de son élan patriotique un applaudissement étourdissant et général. Le beau sexe surtout raffolait de cet intéressant patriote, et les dames indigènes ne furent pas toujours les plus zélées à l'applaudir.

Jellačić fut alors le plus ardent partisan du docteur Louis Gaj, qui lui avait pour ainsi dire préparé la voie pour arriver à la glorieuse levée du bouclier des Croates.

Personne ne peut contester au docteur Louis Gaj le mérite d'avoir réveillé le premier le sentiment de la nationalité slave en Croatie, et créé cette opposition opiniâtre contre la suprématie magyare, dont le ban Jellačić a su profiter en 1848 en faveur des intérêts de la monarchie autrichienne et de la dynastie impériale. Les paroles et les écrits de Gaj avaient produit en Croatie civile l'effet des torches brûlantes jetées dans des gerbes de blé ; et Jellačić travaillait de la même manière l'esprit de ses compatriotes dans la frontière militaire à l'époque dont nous parlons actuellement.

En été 1835, les Turcs avaient troublé la sûreté sur la ligne de cordon du régiment de frontière d'Ogulin. Le général de brigade à Carlstadt fut alors le brave Rukavina, et en même temps le commandant en chef du cordon militaire sur la frontière croate. Les Turcs avaient mérité depuis longtemps d'être châtiés pour tant d'excès, de meurtres et de rapines, qu'ils avaient commis impunément sur la ligne de la frontière militaire croate ; mais le gouvernement impérial, qui voulut toujours éviter tout conflit avec la Turquie, ne permit jamais que les régiments frontières s'en revanchaient les armes à la main ; mais alors l'empereur François était mort, et le général Rukavina rompit la glace, en s'arrogeant de sa propre autorité le droit de châtier les Turcs pour tant de forfaits commis depuis tant d'années sur le cordon militaire. Il concentra inopinément les bataillons frontières des régiments d'Ogulin et de Slunj, passa rapidement la frontière de Bosnie, attaqua les Turcs à Kladauš, les battit et dispersa, répandit partout la terreur, et donna une si bonne et première leçon aux Musulmans de la Bosnie, que dorénavant la frontière militaire fut plus respectée, et la tranquillité assurée pour plus longtemps. Le nom de Rukavina devint alors un nom de terreur pour les Turcs, ainsi que plus tard celui du général baron Waldstätten.

De la hauteur du poste de cordon de Crkvena on avait la vue sur Kladauš et sur tout le champ de bataille d'alors. Le général Rukavina s'était planté là dans un grand fauteuil, à l'instar d'un pacha de trois queues, l'approche fixée sur la vaste vallée et observant

les mouvements des bataillons frontières. A cette occasion il remarqua l'habileté, le courage et la présence d'esprit du capitaine Jellačić, et il ne manqua pas d'en faire mention dans sa relation au conseil de guerre aulique à Vienne, en portant Jellačić sur la liste des officiers qui s'y étaient le plus distingués par leur bravoure et leur adresse, et comme il y avait alors précisément une place de major vacante dans le régiment d'Ogulin, puisque le major Rakičević a été transféré à Pančova, personne ne douta que Jellačić sera nommé major à sa place, autant moins qu'on savait que le ban Vlasits, son *adlatus* le lieutenant-feldmaréchal baron Geramb et le général de brigade Rukavina l'avaient proposé à l'avancement, et que tout le monde, pour ainsi dire, le protégeait plus ou moins. Le tout-puissant premier adjudant de l'empereur Ferdinand, le comte Clam-Martinitz, avait cependant fait nommer major le capitaine baron Neustaedter, du régiment frontière de Petervardein, qui a été à son tour protégé par son général en chef, Marcus baron Čollić, par son colonel Albert, baron Čollić et par l'archevêque-métropolitain serbe Stratimirović.

Jellačić fit bonne mine à mauvais jeu, et se consola par le plaisir de se voir aimé et recherché de ses compatriotes du parti national, et ne cessa d'augmenter sa popularité par son énergie et son ardeur, avec lesquels il défendit la bonne cause et les droits de la Croatie en tout lieu, sans se soucier si sa conduite politique fut approuvée ou non par les autorités militaires.

Le major baron Neustaedter était arrivé au mois de décembre 1835 à Ogulin. Ils étaient tous deux élevés à l'académie thérésienne à Vienne, et il y avait tant de rapports entre leurs principes politiques et moraux, tant de sympathies du cœur et de l'esprit, que Jellačić et Neustaedter se lièrent si intimement, que la mort seule a été capable de rompre cette amitié noble et désintéressée.

Cette amitié porta les meilleurs fruits en 1848, car Neustaedter bien qu'il a été jadis le major du capitaine Jellačić et aussi comme colonel d'un rang plus ancien, n'hésita point un moment de se déclarer contre son général en chef baron Hrabovsky, en Slavonie, et d'exécuter les ordres du ban Jellačić, auquel il s'était subordonné avec plaisir et attaché à sa bonne et mauvaise fortune.

En été 1836 Jellačić tomba malade. Neustaedter le visita souvent, et en apprit alors les détails sur l'expédition de Kladuš en Bosnie, qui le firent beaucoup rire. Par exemple il raconta que Rukavina se souciait fort peu des dispositions qu'il a été obligé de donner aux commandants des bataillons frontières, et qu'il en avait enfin chargé son adjudant Bosanac, qui n'y entendait pas grand'chose malgré ses talents, puisqu'il n'avait jamais été à la guerre et n'en

avait pas la moindre expérience. On avait gaspillé les forces, en manœuvrant avec des divisions séparées et sans jonction, ce qui avait occasionné la perte de quelques soldats de la compagnie de Jellačić, parmi lesquels se trouva un jeune garçon de 18 ans (Musselin) que les Turcs massacrèrent sans pitié, quand les divisions se retirèrent de la Bosnie, pour retourner dans la frontière militaire après avoir atteint le but que le général Rukavina s'était proposé. Puis il raconta que le village de Leskovac, dans le territoire du régiment d'Ogulin sur la ligne de cordon, aurait été incendié par les Turcs, si le colonel Trebersburg, que Rukavina voulut par force retenir auprès de soi pour faire la conversation en fumant dans une longue pipe, ne serait pas accouru à cheval, et mis à la tête d'une compagnie suivie d'un canon du petit calibre pour repousser les Turcs, qui s'étaient déjà approchés à quelques centaines de pas de Leskovac, enfin qu'il n'y avait pas d'ensemble dans les mouvements des troupes, mais que tout était bon pour les Turcs, comme s'exprima le vieux Rukavina, qui connaissait son adversaire et qui leur accorda alors grâce, après qu'ils avaient envoyé une députation pour lui demander pardon avec la promesse de se tenir dorénavant tranquilles et de ne plus troubler la paix sur la frontière croate ; et comme l'affaire a été déterminée honorablement pour les armes impériales, le général Rukavina reçut la croix de Léopold, et bientôt après le titre de baron, qu'il avait brigué aussitôt après. Son adjudant a été aussi avancé d'un grade, en dépit du droit d'ancienneté de ses camarades. De cette manière tout le monde fut contenté, car on avait aussi distribué des médailles à des soldats qui s'y étaient distingués.

La maladie de Jellačić fut cependant alors tellement aggravée par la nature compliquée du mal qu'il a été enfin obligé de partir pour Vienne pour s'y faire guérir radicalement, et, comme ses moyens ne lui permettaient pas de faire de grandes dépenses, il s'y logea dans la caserne de Salzgrics chez son ami le capitaine de grenadiers Emil Kušević de Samobor, qui l'accueillit avec la plus grande cordialité, lui fournit tout ce dont il avait besoin pour sa nourriture et sa guérison, et enfin aussi l'argent dont il avait besoin après sa longue maladie pour retourner à son régiment. Kušević avait raconté ces détails en 1858 à un de ses amis, puisqu'il se trouva blessé par la froideur que le ban Jellačić lui témoigna alors, le supposant à tort ou à raison comme la cause principale de ce qu'on le remplaça par le vice-ban Šokčević, parce qu'il avait à Vienne exagéré sa faiblesse physique et mentale de la sorte qu'après ce rapport on le jugea incapable à faire et continuer les fonctions d'un ban de Croatie. Kušević, qui repoussa cette supposition, accusa alors le ban

Jellačić de la plus grande ingratitude, autant plus que, selon son dire, il avait aussi secouru son frère Antoine, quand il a été encore cadet, et qu'il avait souvent partagé sa bourse avec celui-ci. Nous avons fait usage de la confiance de Kušević pour ne pas nous écarter du principe adopté *Audiat et altera pars !*

Pendant que Jellačić languissait à Vienne, une seconde razzia s'était préparée contre les Turcs, qui avaient de nouveau tué par un coup de fusil sur la ligne du cordon du régiment d'Ogulin le chef d'une patrouille, pauvre père de famille. Le général baron Waldstätten, qui avait remplacé le général baron Rukavina, devenu général de division à Petervardein, avait résolu de châtier les Turcs encore plus efficacement qu'ils ne l'étaient à Kladaš, et comme les Turcs refusèrent de livrer l'assassin aux autorités militaires autrichiennes pour le punir, Waldstätten avait concentré 10.000 hommes sur la ligne de cordon, tant de bataillons de guerre, de réserve et de populace, les derniers étaient commandés par des officiers d'économie et destinés à figurer en seconde ligne dans l'ordre de bataille. Les Turcs, voyant ces grands préparatifs, s'étaient rassemblés à leur tour en grande masse autour d'Izačić, un grand bourg turc, pas loin de la ligne de cordon du régiment frontière d'Otočac avec un vieux château et une mochée [*sic*] aux deux bouts de ce bourg très peuplé. Le château a été déjà brûlé du temps du gouverneur français Marmont, qui avait également châtié les Turcs d'Izačić pour leurs excès commis sur la ligne du cordon militaire croate. Waldstätten qui avait convoqué les officiers supérieurs à un conseil de guerre à Petrovoselo, fixa le 2 juillet pour le jour d'attaque. Les bataillons se concentrèrent dans les villages sur la ligne de cordon, et une foule immense du peuple, des femmes et des enfants y accoururent pour suivre les bataillons après la défaite des Turcs en Bosnie pour y piller et ravager.

La lune se leva alors précisément à minuit, et le général Waldstätten l'avait désignée comme la montre la plus sûre pour les chefs de bataillons, qui devaient se mettre en mouvement à minuit précis.

Le 2 juillet était arrivé, le jour de l'affaire d'Izačić, mémorable dans les annales de la Croatie militaire. Le moment où la lune s'éleva au-dessus de la montagne Gomila en Bosnie, tous les bataillons frontières avec leurs batteries se mirent en marche de leur cantonnement et se dirigèrent sur la ligne de cordon, marquée par un fossé, mais qui ne présentait nul obstacle pour le franchir. Dans un quart d'heure tout se trouva en ordre de bataille.

Les bataillons de guerre et de réserve se trouvèrent en première ligne avec leurs canons et une batterie de fusées de Congreve, que le général Waldstätten avait amenée avec soi de Carlstadt ; les ba-

taillons de populace formèrent la seconde ligne et pour ainsi dire la réserve.

Un peuple immense accouru du haut de leurs montagnes et rochers pour assister à ce rare et intéressant spectacle forma de sa propre inspiration une troisième ligne.

Au camp turc, derrière Izačić, tout le monde dormait un profond sommeil ; ils étaient presque surpris. Pour leur bonheur une fille turque alla chercher de l'eau de si bonne heure dans une citerne, vis-à-vis du front de bataillons. Cette fille s'aperç[ev]ant tout d'un coup au clair de lune ce bois [*sic*] de baïonnettes, qui entoura son bourg natal, commença aussitôt à pousser des cris lamentables et si hauts que l'alarme se répandit sur-le-champ à Izačić. On y entendit alors tirer le canon d'alarme et dans quelques minutes les murs, les jardins, et les approches du bourg fourmillaient de turbans, et le cri de *Ala ! Ala !* retentit aux oreilles des soldats croates.

Il n'était pas encore trois heures quand la batterie de fusées de Congreve postée vis-à-vis d'Izačić, et une batterie du calibre de douze placée à la droite du bataillon frontière d'Ogulin, commandé par le major Neustaedter, ouvrit son feu sur le bourg d'Izačić sur les ordres du général baron Waldstätten, qui s'y trouva accompagné de son adjudant Čivić. Ce feu de raquetiers secondé par les canons, qui lancèrent des obus, incendia bientôt les maisons d'Izačić et répandit la terreur parmi les Turcs.

Le lieutenant Herder a été le commandant de la batterie de canons du calibre de douze.

En même temps on vit dans la lointaine des flammes derrière la forêt de Bugar en Bosnie. Ce fut le signal du brave enseigne Roknić, qui s'était glissé pendant la nuit avec ses Seressans et avec des volontaires à travers les bois épais derrière le camp de l'ennemi, et y répandit la terreur et la plus grande confusion. Alors le régiment frontière d'Otočac monta à l'assaut, et emporta le bourg d'Izačić à la baïonnette après un combat opiniâtre, où plusieurs Otočans furent blessés et tués.

Les Turcs battent en retraite, et le major Stipetić, trop fougueux et irréfléchi, les poursuit seul avec son bataillon sans attendre les autres bataillons. Tout d'un coup son bataillon fut entouré des essaims de Turcs, et avant que les autres bataillons ont pu le délivrer, il avait déjà perdu beaucoup de monde. Le jeune lieutenant Tursky avec ses tirailleurs du régiment d'Ogulin dans la forêt de Bugar s'y serait perdu sans la présence d'esprit et l'adresse du sergent-major Polan, qui le sauva et en fut récompensé plus tard par la grande médaille d'argent.

La cavalerie turque, qui fit plusieurs fois mine d'attaquer l'infan-

terie croate, fut toujours intimidée par les coups de canon, et finit par disparaître pour ne plus revenir à l'attaque. Le capitaine turc Bišević tira vainement des coups de canon d'alarme dans sa forteresse de Bihać pour appeler les Turcs de sa capitanie au secours de leurs frères en déroute ; personne ne parut. Les Turcs d'Izačić avaient pris la fuite, tout le bourg fut brûlé et pillé, et même la mochée, qui a été encore restée debout, fut incendiée par un vieux *graničar*, qui en demandait la permission au général Waldstätten pour se venger de tout le mal que les Turcs avaient fait à sa patrie. Izačić ne fut plus qu'une ruine ; 800 maisons turques dans la contrée furent pillées et dévastées, à quelle occasion les femmes croates s'étaient surtout distinguées, qui intrépides comme leurs maris se précipitèrent comme des furies sur les *hambars* et les greniers turcs, et emportèrent tout ce qu'elles trouvèrent sur des chevaux et des petites voitures, qui les suivirent. La perte des Turcs fut très grande, on dit qu'il y en avait plusieurs centaines de morts et de blessés. Le régiment frontière d'Otočac seul avait perdu un bon nombre de morts et de blessés, à peu près 70 ! Les autres bataillons, tous ensemble, ne comptèrent que 27 hommes de blessés, parmi lesquels en moururent très peu sur le champ de bataille.

La victoire et la razzia ont été complètes. Le général baron Waldstätten, voyant que les Turcs n'avaient plus envie de reparaitre au combat, retourna avec son corps dans la frontière militaire le soir du même jour, et les bataillons arrivèrent à minuit dans leurs cantonnements ; de cette manière ils se trouvaient 24 heures sous les armes sans avoir mangé, et avaient combattu pendant une chaleur de 30 degrés de Réaumur pendant la journée. Voilà les Croates de la frontière militaire !

Les Turcs avaient demandé pardon au général baron Waldstätten. Il leur accorda grâce et oubli, et les soldats de la frontière croate, fiers et contents, retournèrent à leurs foyers.

Jellačić retourna bientôt après, assez bien rétabli, à Ogulin, et reprit le commandement de sa compagnie, vivement chagriné de ce qu'il a été empêché par sa maladie de prendre part à l'affaire d'Izačić. Il n'en put se consoler que par l'assurance de son sergent-major Trifun Kossanović et de quelques officiers, qui tâchaient de calmer l'aigreur de son ambition agitée, que l'affaire d'Izačić ne fut rien à comparaison de celle de Kladauš. Fut-elle aussi la vérité altérée par cette assertion, Jellačić s'en trouva au moins satisfait et calmé, et on ne parla jamais en sa présence d'Izačić, puisqu'il ne l'aima pas entendre.

Jellačić continua à vivre selon son habitude, se trouvant aussi bien à sa place dans le plus brillant salon à côté de dames, que

dans une chaumière au milieu de naïves beautés de la campagne.

Un beau matin, il fit, accompagné de Neustaedter, une excursion dans les montagnes à Musulinski-Potok, village dispersé entre les rochers. Le sergent-major Trifun Kossanović a été de Musulinski-Potok, et les guidait à travers les forêts ; il était monté sur un si petit cheval du pays qu'il avait l'air avec sa taille de Goliath de chevaucher sur un grand chien.

Jellačić et Neustaedter montèrent aussi des petits chevaux du pays. On alla toujours au galop et Jellačić, de la plus belle humeur du monde, débita mille folies. Tout d'un coup son cheval broncha, tomba et il roula avec lui par terre, mais il n'avait cependant pas lâché la bride et il se leva sans être blessé. Neustaedter, plus âgé et en sa qualité de major crut devoir faire le mentor, et se récria sur l'étourderie de son jeune ami, qui lui aurait pu coûter la vie, en tombant par terre avec la tête contre une pierre ; mais il fut arrêté court sans pouvoir finir son sermon, puisque son cheval, déjà fatigué, qu'une racine de sapin fit broncher et tomber, le fit rouler à son tour par terre, ce qui fit tant rire Jellačić, que Neustaedter, qui s'était aussi relevé sans aucun mal, finit par faire chorus avec son ami, et tous les deux continuèrent la route en riant comme des fous.

En passant devant une pauvre très petite cabane au commencement des premières maisons de Musulinski-Potok, Jellačić saute en bas de sa monture et se jette dans les bras d'une vieille femme, dont le costume national a été assez usé, et l'embrassa à plusieurs reprises, comme un fils l'aurait fait avec une mère chérie. Cette vieille femme, d'après les apparences assez pauvre, qui rendit de bon cœur les caresses de Jellačić, fut la mère du lieutenant-colonel Musselin, qui servit alors dans le régiment frontière de Gradiška. Voilà de quelle manière on peut se rendre populaire, sans employer des moyens indignes d'un homme qui se respecte ! Arrivés dans le hameau de Kossanović, dont les siens ont été prévenus par un messenger de la veille, Jellačić et son major furent reçus cordialement par deux jeunes belles filles en très beau costume national, qui s'emparèrent aussitôt de leurs chevaux et les amenèrent à l'écurie, pendant que des autres jeunes femmes servirent un dîner champêtre sur une table, placée sous un hêtre. Ce dîner, où les jolies filles épluchèrent avec leurs mains potelées les pommes de terre cuites à leurs hôtes, et où les jeunes femmes burent dans le même verre avec Jellačić et Neustaedter, a été le plus gai et fièrement prolongé autant que possible. Les soldats et les autres frontiéristes accoururent alors pour saluer leur capitaine, dont l'arrivée leur fit toujours le plus grand plaisir.

Jellačić leur donna la main, et leur parla avec tant de cordialité et de franchise, comme si tous eussent été de sa coterie.

Nous racontons tous ces détails pour prouver à nos lecteurs que l'immense popularité du ban Jellačić ne fut point l'affaire du moment, et qu'elle se data de bien longtemps avant l'an 1848, et pour faire voir de quelle manière il procéda, poussé par la nature même de ses sentiments qui lui inspirèrent un amour sincère pour le peuple de la campagne, pour gagner et captiver la bienveillance de la populace dans la frontière militaire, et ce qui n'avait rien de choquant pour le major baron Neustaedter, dont la conduite était la même, comme capitaine du régiment frontière de Petervardein, et qui avait à peu près de la même manière gagné plus tard sa popularité en Slavonie, où il a été colonel et commandant du régiment de Brod, et de la popularité duquel le ban Jellačić a su bien profiter en Slavonie en 1848, comme nous verrons plus tard.

Neustaedter et Jellačić avaient passé la nuit à Musulinski-Potok dans la maison de Trifun Kossanović, qui n'aura pas manqué de la faire passer agréablement à son capitaine, et qui avait envoyé trois filles chez le major pour le dédommager de son isolement dans une petite maison écartée, en lui chantant des chansons nationales pendant une bonne heure, mais le major, qui aurait peut-être préféré de faire la conversation avec une seule de ces charmantes filles du rite oriental, les congédia après 10 heures poliment, et se coucha pour jouir d'un sommeil paisible.

Neustaedter, étendu alors sur son modeste lit, n'aurait jamais rêvé que son ami Jellačić deviendrait un jour son général en chef et ban de Croatie.

Après cette partie de campagne, de retour à Ogulin, Jellačić engagea encore Neustaedter d'aller avec lui à Zagrabie. Vlassits fut alors ban de Croatie.

Jellačić présenta son ami à sa digne mère, qui l'invita à la fortune du pot, n'ayant pas été prévenue de l'arrivée de son fils chéri. Le dîner a été cependant très gai, bien qu'il n'y avait que ces trois personnes, car chacun y contribua par son esprit éveillé et frondeur, et la mère de Jellačić parvint à détourner le major baron Neustaedter de son projet de mariage avec une demoiselle de Zagrabie, par un bon mot si bien appliqué, qu'il n'y pensa plus, — et qu'il ne s'en repentit jamais.

Le lendemain ils étaient invités chez le lieutenant-feldmaréchal et *adlatus* baron Geramb, et le dîner fut encore très gai. Un fou rire prit Jellačić, quand Neustaedter, dans sa belle humeur, s'extasia sur un excellent salmis de gibier, qu'on avait servi, et s'écria : « C'est délicieux ! cela a le goût de la trompe d'un éléphant ! » Le général

de prime abord fut frappé de cette drôle de comparaison, mais voyant l'innocente gaîté de ses convives, qui n'entendaient pas malice à tout ce qu'ils disaient, répondit en galant amphitryon : « Ma foi, vous pouvez avoir raison, mais je n'en sais rien, puisque je n'ai jamais goûté à une trompe d'éléphant ! » et plus tard, quand on avait servi un plat de viande fricassée, il se tourna vers le major et le demanda avec un sérieux comique : « Ne trouvez-vous pas que ce mets ait le goût de nids d'hirondelles indiennes ? » Alors Neustaedter se tint pour averti et se tut, mais comme le baron Geramb et Jellačić éclatèrent de rire de si bon cœur de l'embarras de Neustaedter, celui-ci fit bientôt chorus avec eux, et le vin de champagne, qu'on ne cessa de verser, augmenta encore la belle humeur de ces messieurs. Le surlendemain ils furent invités chez leur général de division, le baron Weber, dont l'épouse, née comtesse Marianne Wilczek et veuve du lieutenant-feldmaréchal comte Nobili, affectionna beaucoup le jeune Jellačić, mais, malgré les efforts de la maîtresse de maison, le dîner ne fut pas si gai que les précédents, puisque le général de division ne quitta pas son sérieux et son ton doctoral. La mère de Jellačić s'y trouva aussi invitée, mais ne parut non plus bien disposée, et en quittant la maison, accompagnée de son fils et de Neustaedter, elle disait à celui-ci : « Ce vieux pédant m'ennuie terriblement ! »

Le dernier jour, qui fut le quatrième, ils furent invités chez le ban Vlassits, un digne et brave homme, dont l'épouse fut très affable sans affectation et, si ce dîner ne fut pas si gai que les premiers, il fut au moins aussi agréable.

De retour à Ogulin, Neustaedter apprit qu'il devait remplacer le major Szillak à Krslje, qui a été transféré dans le régiment frontière de Sluin. Neustaedter avant de partir pour Krslje, où il devait prendre le commandement du cordon militaire du régiment frontière d'Ogulin, fut invité, ainsi que le capitaine Jellačić, chez le curé d'Ogulin, si renommé alors comme bon vivant et adorateur de ses belles paroissiennes. Le curé Bobor commença la série de ses toasts par celui de la santé du major et bientôt après il se leva et but à la santé du futur ban de Croatie, Dalmatie et Slavonie, Joseph baron Jellačić. La figure du capitaine Jellačić devint alors rayonnante, et sa mine n'exprima point une surprise, mais plutôt une satisfaction qu'on devinait son avenir. Est-ce qu'il avait déjà alors un pressentiment de sa glorieuse destinée ? Est-ce que Bobor fut alors clairvoyant, ou est-ce que ce fut l'effet du vin qui lui inspira ces paroles prophétiques ?

Le curé Bobor ne fut cependant pas le seul qui avait prédit une brillante carrière à Jellačić. Le général d'artillerie comte Vetter de

Lilienberg, qui aima beaucoup le jeune Jellačić et en apprécia les rares talents ainsi que les nobles qualités de son cœur, avait souvent répété à sa mère « qu'il n'y avait point de doute qu'un grand avenir attendait son fils ! » Dans la bouche d'un tel homme cette prédiction avait cependant une juste valeur.

Lilienberg ne perdait non plus jamais de vue le jeune Jellačić et en 1837, quand l'occasion se présenta à lui être utile, il le choisit pour son adjudant du gouvernement civil et militaire de Zara, et bien que cette place n'était destinée que pour un capitaine, il parvint pourtant par son crédit auprès du conseil de guerre aulique à Vienne à le faire bientôt après nommer major la même année au 48^e régiment d'infanterie de ligne hongrois portant le nom du baron Golner, mais le major Joseph baron Jellačić resta à Zara auprès du gouverneur comte Lilienberg en sa qualité d'un major adjudant du gouvernement civil et militaire de Zara en Dalmatie.

En 1838 le roi de Saxe arriva en Dalmatie pour y herboriser, car ce souverain a été botaniste passionné, et le comte Lilienberg s'empressa de lui présenter le major baron Jellačić pour accompagner sa majesté à travers le pays et les hautes montagnes, qu'elle avait l'intention de parcourir. Le roi l'accepta avec plaisir, et en fut si content et de sa conversation amusante pendant son voyage botanique, qu'il le récompensa de la peine qu'il s'était donnée à le contenter de la croix civile de l'ordre royal saxon pour le mérite. Ce fut la première décoration de Jellačić, et il disait souvent puis, comme ban de Croatie, qu'il l'aima autant que toute autre grande croix qu'il portait.

Le gouverneur comte Lilienberg, malgré sa taille gigantesque, qu'un préjugé vulgaire ne trouve pas compatible avec un homme à grands talents, avait infiniment beaucoup d'esprit, d'instruction, de routine et surtout une activité pour ainsi dire fébrile, au grand désespoir de ses subordonnés, par conséquent, il prétendait aussi un travail assidu, des rapports et des minutes clairs et logiques de ses employés civils et militaires, mais il avait aussi assez de justice pour reconnaître et apprécier le vrai mérite. De prime abord Jellačić ne réussit point à faire la minute dans le sens de son chef, qui la lui rendit souvent deux et trois fois pour la refaire selon son avis. Jellačić ne perdit point patience, et finit par contenter tellement le comte Lilienberg que celui-ci signa plus tard tout ce qu'il lui apporta sans examiner en détail le style et la tournure de la pièce.

Jellačić ne parla jamais qu'avec la plus grande vénération et reconnaissance du comte Lilienberg et avoua franchement, quand il a été déjà ban de Croatie, qu'il n'avait nulle part, pendant toute sa carrière militaire, autant profité pour son instruction qu'à Zara en

sa qualité de référendaire militaire et d'adjutant du gouvernement civil et militaire sous les ordres du comte Lilienberg.

Le ban Jellačić raconta souvent à ses amis qu'il avait suivi en tout à Zara l'exemple de son chef, et souvent à son tour renvoyé son *adlatus* le capitaine Platner avec une pièce pour la refaire, quand elle n'était pas rédigée d'après l'instruction qu'il avait donnée, sans faire attention à la mine renfrognée de M. Platner, dont l'amour-propre et la vanité en souffrirent terriblement.

Selon ce que disait le ban Jellačić, le capitaine Platner avait de même fini par se convaincre de l'utilité de son procédé, et par lui en démontrer sa reconnaissance, mais nous ne sommes point du même avis que le ban Jellačić, puisque le major Platner en 1849, après avoir été en 1848 et 1849 l'aide de camp du ban, n'en avait point parlé avec cette considération et avec ce sentiment de reconnaissance qu'il devait à cet homme génial et à ce héros magnanime, qui l'avait tant distingué en l'attachant à sa personne et lui accordant sa confiance. Ce ne fut pas mieux quand M. Platner se trouva comme colonel commandant du régiment Culoz en garnison à Zagrabia en 1856, et où le ban Jellačić le reçut avec tant de bonté dans sa maison.

Le comte Lilienberg avait toujours montré tant d'amitié et d'affection à Jellačić que tout le monde supposa, à tort, qu'il avait l'intention de le marier avec sa fille Silphie [*sic*], belle, spirituelle, aimable et vertueuse. Jellačić n'y pensa pas, et encore moins le gouverneur comte Lilienberg, qui (bien qu'il ne s'était nommé tout bonnement que Vetter avant d'avoir reçu les titres de noblesse de baron et enfin de comte de l'empereur François I^{er}, à qui le surnom de Lilienberg qu'il lui accorda de porter par le diplôme impérial avait même attiré des réclamations diplomatiques de la part de l'ancienne famille, du ci-devant Saint-Empire romain d'Allemagne, des comtes Vetter de Lilienberg) avait trop de vanité et d'ambition pour choisir le pauvre major baron Jellačić pour son gendre. Le gouverneur comte Lilienberg chercha son gendre parmi la plus haute aristocratie, et il le trouva aussi dans la personne du capitaine comte Castel, dont la famille était alliée avec celle de la reine d'Angleterre. Ce fait prouve suffisamment la vérité des paroles du ban Jellačić, qui disait puis lui-même : « Tout le monde crut que Lilienberg voulut me marier avec sa fille, mais il n'en avait pas même rêvé, il ne pensa pas alors à un si pauvre diable que moi ; et moi non plus, car bien que j'estimais beaucoup la fille du comte à cause de ses brillantes qualités de cœur et d'esprit, je n'avais pourtant pas encore alors la moindre idée de me marier avec qui que ce fût ».

Le ban Jellačić avait cependant toujours conservé le précieux souvenir de son séjour de Zara et de son protecteur le comte Lilien-

berg. Il prouva aussi sa reconnaissance en 1858 longtemps après la mort du gouverneur, en nommant le fils de la comtesse Silphie Castel, laquelle avait aussi perdu son mari et s'était adressée au ban pour protéger son fils, cadet au premier régiment banal, puis lieutenant, et actuellement ce jeune homme se trouve comme major parmi les adjudants de l'empereur d'Autriche.

En 1841 le major Joseph baron Jellačić a été nommé lieutenant-colonel au premier régiment banal à Glina, dont le vieux colonel Benko, qui a été jadis l'adjudant du père de Jellačić, et l'avait souvent alors porté sur ses bras, le reçut à bras ouverts comme un père aurait reçu son fils. Jellačić lui paya sa cordialité et attachement d'un sincère retour, et lui resta attaché jusqu'à la mort de ce digne vieillard, qu'il avait poussé, comme ban de Croatie, au grade d'un lieutenant-feldmaréchal, et protégé ses fils, dont le cadet se trouva puis comme colonel-commandant du régiment frontière de Sluvin à Carlstadt, aussi avancé à ce grade par la protection du ban Jellačić, et chez lequel le vieux Benko s'endormit paisiblement après avoir bu son café, le cigare en bouche. La mort du vieux lieutenant-feldmaréchal baron Benko fit beaucoup de peine au ban Jellačić, qui lui avait aussi procuré les titres de baron. Il n'y a que le général baron Benko, qui a été colonel à Carlstadt, qui avait survécu à son père.

Jellačić, comme lieutenant-colonel, se montra comme toujours très zélé, fit son service militaire exactement, et prit part à l'administration du régiment frontière autant que sa position subordonnée le permettait, et surtout quand le bien-être de la populace ou de quelque individu réclamait son intervention auprès de son colonel, qui prit toujours ses remontrances et ses propositions en considération particulière, persuadé de sa loyauté et de sa routine en matière des différentes branches de l'administration civile et militaire.

Toujours gai, cordial et franc, il ne fit jamais mystère de son amour pour sa patrie et pour la nationalité croate, dont il fut un des plus intrépides défenseurs à toute occasion, en public et partout. Pour cette raison son nom devint bientôt si populaire dans la Croatie civile et militaire que celui de son père y a été jadis.

Jusqu'à l'époque dont nous parlons, l'officier de l'armée impériale ne connaissait pas d'autre nationalité sous les armes que celle du soldat autrichien, et le front de bandière a été pour ainsi dire la patrie commune de toutes les troupes impériales. Jellačić fut le premier qui fit hautement valoir sa nationalité croate, sans cependant se montrer moins fier d'appartenir à l'armée autrichienne et d'être sujet de la couronne impériale, car il regarda l'Autriche et son armée comme le berceau du lustre de sa famille. En un mot, Jellačić

fut bon patriote, et sujet fidèle ! Il continua de fréquenter les bons patriotes à Zagrabie et fit pour ainsi dire propagande en Croatie militaire à Glina, en y tenant des discours fulminants contre la suprématie magyare, et chantant en public ces chansons nationales d'alors, qui firent vibrer toutes les cordes du coeur d'un patriote. Ses officiers, ses soldats, et les habitants plus distingués de Glina s'enflammaient à ses paroles de feu.

C'est vrai que la sphère d'activité de Jellačić était alors encore trop serrée pour prendre des dimensions si gigantesques en agitation politique que celle du docteur Louis Gaj, qui fit pour ainsi dire un appel littéraire aux 80 millions [de] Slaves en Europe. Mais ce qui donna toujours une certaine importance à celle de Jellačić, c'est qu'il agita dans un pays militairement organisé et tout armé. Aussi la police secrète ne tarda pas à dénoncer le lieutenant-colonel baron Jellačić à Vienne, et le président du conseil de guerre aulique s'empressa d'envoyer une verte réprimande pour Jellačić par une lettre présidiale au général en chef en Croatie, qui fut forcé de la commenter à son tour pour couper court à l'agitation politique du lieutenant-colonel Jellačić. Celui-ci cependant parut s'en soucier fort peu, et continua d'agir de concert, au moins d'après les apparences, avec le docteur Gaj, qui se trouva protégé par une puissante main, invisible aux yeux vulgaires, et il fallut une seconde lettre présidiale plus catégorique et menaçante pour faire taire enfin Jellačić, qui aspira alors au grade de colonel, puisque Benko se trouva au point d'être nommé général, et qui commença à craindre d'être prétéré [*sic*] par un camarade plus jeune en rang d'ancienneté. Il avait pris alors une petite grippe et parla fort peu pour ne pas se faire du mal.

Benko a été enfin nommé général et commandant de la forteresse d'Essek en Slavonie, puisque le général Nestor son prédécesseur y venait de mourir. Le général Benko resta à Essek jusqu'en été 1848, où le ministère magyar de guerre s'empressa de le faire pensionner avec 4.000 florins, puisqu'on se méfia de lui à Pesth, connaissant son patriotisme anti-magyar, et il fut remplacé par le général pensionné baron Jović, Serbe de nationalité, mais qui avait sa conscience à vendre, comme nous le verrons dans la suite de ces mémoires.

En 1843 Jellačić a été nommé colonel et commandant du premier régiment banal à Glina.

Pour quiconque qui connaît toutes les branches de l'administration dans la frontière militaire, que le colonel est obligé de surveiller et dont la responsabilité pèse sur lui seul, chef civil et militaire d'une populace de 60 à 80.000 hommes, et même de 90.000 hommes comme dans le régiment frontière de Petervardein, comprendra facilement toutes les difficultés à vaincre pour remplir honorablement cette

charge importante. Jellačić fit son possible. Il attaqua aussi avec sa plume habile les abus d'un système, qui pesa alors sur toute la frontière militaire, et la remontrance, qu'il écrit contre la corvée airariale [*sic*] et communale, fut un de ses écrits le plus remarquable à cette époque, et se trouve actuellement entre les mains de son frère le lieutenant-feldmaréchal Juro comte Jellačić.

Selon notre principe *audiatur et altera pars*, il faut aussi entendre là-dessus le jugement du lieutenant-feldmaréchal Emil Kušević, qui avait alors servi sous ses ordres comme lieutenant-colonel dans le même régiment, et qui, en rendant pleine justice à la bonne volonté de Jellačić de contribuer de tous ses efforts au bien-être de la populace du régiment et au perfectionnement de l'instruction militaire de ses officiers et soldats, assura néanmoins qu'il a été souvent la dupe de ses référendaires, qui, vieux, rusés et faux, et intéressés au plus haut point, abusèrent de sa bonté et de sa confiance, et réussirent presque toujours à masquer la vérité aux yeux de leur chef, de même les auditeurs, hommes de loi, vendirent la justice en exploitant la pleine confiance que le colonel avait mise dans leur probité, et qu'enfin l'administration du régiment a été entièrement négligée. Nous laissons la responsabilité de ce sévère jugement au général Kušević et n'avons qu'à répéter que le colonel baron Jellačić a été adoré de ses officiers et soldats, aimé de la populace de son régiment, et très en considération chez les autorités militaires à Vienne et à Zagrabie.

Jellačić brûla du désir à se signaler aussi sur le champ de bataille, en venant aux mains avec les Turcs de la Bosnie, qui commencèrent de nouveau à troubler le repos sur la ligne du cordon. L'occasion se présenta bientôt, et il en profita pour entreprendre une razzia contre les Turcs de Podzvzd, qui furent toujours les plus turbulents.

Le combat victorieux qu'avait livré le colonel Jellačić le 9 juillet 1845 aux Turcs de Podzvzd, rendit son nom encore plus populaire et considéré, malgré l'issue peu favorable de cette expédition, la plus lointaine qu'on avait jusqu'alors entreprise en Bosnie. Jellačić, après avoir battu et dispersé les Turcs, qui voulurent l'arrêter, en passant la frontière, les poursuivit à la tête de 8 compagnies jusqu'au bourg de Podzvzd, où il fit son entrée triomphale et força les musulmans à lui demander pardon, et à promettre de ne plus troubler la paix et la tranquillité de sa frontière de régiment. Après cette cérémonie de pacification Jellačić quitta, à la tête de sa colonne, tambour battant et les soldats chantant des airs nationaux, le bourg de Podzvzd pour retourner dans la frontière militaire.

Jellačić, en entrant en Bosnie, en prudent chef militaire, avait laissé deux compagnies en réserve derrière la petite rivière, qui court

le long du la frontière du premier régiment banal. Tout d'un coup la colonne entend battre les tambours de cette réserve, *la retraite précipitée*, signal funeste, qui engage les tirailleurs et les détachements à se retirer en courant et en marchant au plus vite. Personne jusqu'à nos jours n'a voulu désigner celui qui avait donné l'ordre de battre ce signal, bien qu'il n'y a pas de doute, que Jellačić, son adjudant du régiment, Manoilović, plus tard lieutenant-colonel et commandant de place à Zagrabie, et le lieutenant en premier Rodić, actuellement général de brigade à Raguse en Dalmatie, en fussent instruits plus tard, puisque Jellačić n'aurait pas manqué à le découvrir par ses recherches.

Napoléon disait : « Du sublime au ridicule il n'y a qu'un pas ! » et Jellačić pouvait bien dire la même chose, en voyant tout d'un coup le courage héroïque de ses soldats remplacé par une terreur panique, entendant crier de tout côté : « A la trahison ! nous sommes attaqués par derrière ! » et augmenter le désordre quand les Turcs voyant les soldats de Jellačić se débander, et croyant que les musulmans du voisinage fussent arrivés à leur soutien, reprirent les armes et attaquèrent la colonne de nouveau. Alors le cri de Waterloo « sauve qui peut » partit du milieu de la colonne, et les soldats commencèrent à courir pour repasser la rivière au plus vite, et de s'y mettre à l'abri de la poursuite de l'ennemi. Plusieurs soldats périrent dans un marais, qu'ils n'avaient pas eu le temps de reconnaître en courant, et plusieurs furent tués par le plomb meurtrier des Turcs, qui tirèrent alors à bout portant.

Jellačić, un vrai Bayard, brava le danger et fit tous ses efforts pour rallier et encourager ses soldats ; il n'y put réussir, et voyant cette déplorable déroute après un combat si glorieux, se lança furieux au devant de l'ennemi, cherchant la mort, ne voulant survivre à sa défaite. Les officiers l'entouraient et avaient toutes les peines possibles de calmer son exaltation et de l'entraîner du champ de bataille. Jellačić repassa la rivière à cheval en se jetant dans les flots, puisque le pont avait été rompu. Les Turcs s'arrêtèrent enfin à la ligne de cordon, et n'osèrent plus poursuivre la colonne de Jellačić, qui commença à se rallier, et comme toute la populace courut aux armes pour repousser l'ennemi. La paix fut rétablie. Jellačić, de retour à Glina, s'enferma chez soi, et pleura comme un tendre père la mort de 70 soldats et pères de famille. On lui avait reproché qu'il n'avait pas averti les régiments frontières voisins pour les engager à participer et coopérer à cette expédition, et pour couvrir sa retraite en cas de besoin, mais les officiers du régiment à Glina n'accusèrent que celui qui avait donné l'ordre aux tambours de réserve à battre la retraite précipitée, ce qui avait causé la mésin-

telligence, provoqué la confusion et enfin cette terreur panique, seule cause de la perte qu'avait faite la colonne de Jellačić.

Le conseil de guerre aulique cependant avait, sur le rapport du colonel baron Jellačić, accordé la médaille d'argent pour la bravoure à plusieurs soldats, et loué aussi le commandant par rapport au combat victorieux à Podzvizd. Cette libéralité, du reste très rare, du conseil de guerre aulique s'explique par les paroles qu'avait adressées le général et conseiller de guerre aulique Zanini au colonel baron Neustaedter, en congé à Vienne peu de temps après, par rapport à l'affaire de Podzvizd, les voici mot pour mot : « Savez-vous, mon cher, que nous avons été bien forcés de faire quelque chose pour mystifier l'ambassadeur turc ici, auquel nous n'aurions pu jamais avouer qu'un régiment frontière eut éprouvé un échec contre cette canaille indisciplinée en Bosnie. Pour cette raison, qu'importe que nous ayons envoyé à contre-cœur quelques médailles et quelques phrases flatteuses au colonel Jellačić ? »

Nous allons traduire une lettre de Jellačić à son ami Neustaedter en français, puisqu'elle parle aussi de la bataille de Podzvizd. Elle est datée de Glina du 10 janvier 1846. La voici :

« Mon cher bon frère ! »

« Ta lettre amicale du 25 d. m. c. m'a vraiment fait beaucoup de bien, puisque tu sais combien je prends part à tout ce qui te concerne. Reçois tous mes vœux les plus cordiaux au changement de ton état, que tu m'as appris par quelques paroles *ad marginem*. Tu fais très bien, car c'est vraiment diaboliquement ennuyeux de se trouver tout seul dans un grand logis de colonel, et quand en sortant de la chancellerie et quittant le tas d'affaires, au lieu d'entrer dans une chambre aimable, bien soignée, on entre encore dans une chambre vide, quand on se met tout seul à table, et quand on dort tout seul dans un lit, etc... A présent passons à quelque chose d'autre — *quod Gyurkovich* — c'est un très bon officier, il n'était pas blessé à Podzvizd, mais il s'y est conduit vraiment d'une manière distinguée, pour cela il est aussi mentionné dans la relation, et il avait acquis le plus haut contentement, ce qui doit aussi être noté dans la liste de conduite, en vertu du rescrit du conseil de guerre aulique. Son frère ferait bien de le secourir, et de contribuer quelque chose à sa caution de mariage ; à ce pauvre diable on avait déjà deux fois renvoyé sa supplique *ad hoc* avec un refus et il ne peut pourtant pas reculer, puisqu'il se trouve déjà trop en avant dans cette affaire. M. le Conseiller y pourrait bien le mieux conseiller et aider.

« Le jour de la nouvelle année j'avais trouvé Philippovich et Stillfried à Zagrabie, et j'avais passé avec eux quelques heures très agréables, dont je n'en ai que fort peu et plutôt point.

« Sur l'histoire de Podzvizd je donne un article dans la feuille périodique, alors chacun peut la considérer documentée et après juger. On n'a pas sitôt critiqué une chose si imbécilement (*eselhaft*) et malicieusement que celle-ci. Une représaille telle que celle-ci n'avait pas encore été effectuée ; jamais encore on s'est avancé si loin dans le territoire turc ; le résultat fut parfait et brillant, et cela avec 1.000 hommes de troupes d'attaque, quand les trois dispositions antérieures trouvées dans les actes parlent de la nécessité, d'y employer, de 5 à 7 bataillons, et de 5 à 8 canons. Dans la marche, en retournant, et pendant un combat très vif de deux heures et demie, perdre 60 hommes c'est bien vrai triste, mais les soldats autrichiens ne sont non plus immortels et si l'on y compte le cas imprévu, dont la disposition n'avait rien dit, qu'un sergent-major avec un peloton s'était trop avancé et y périt, toute la perte se réduit à 20 hommes, dans un combat de cinq heures. Voilà tout. Et si j'y serais resté succombé avec la moitié de mes troupes, qu'est-ce qu'il en serait alors ? J'agis d'après mes instructions. Des insultes n'endure pas un brave homme gaillard (*braver Kerl*) mais il se bat, et qui tombe doit tomber. Cela dépend du bon Dieu, cela tient Dieu entre ses mains. Enfin nous combattions, et j'ai actuellement le bonheur, impossible en ce moment, de commander un régiment, qui avait senti l'odeur de la poudre. *S' bogom dragi brate*, j'ai écrit, ce sera ton affaire de le lire, un petit exercice dans l'art de déchiffrer. Conserve ton amitié là ton fidèle vieux ami

Jellacich ».

Pour conserver autant que possible l'originalité du style de Jellačić, nous avons modulé les phrases françaises d'après les phrases allemandes, et mis une autre version française au-dessus de celle qu'un Français ne pourrait comprendre d'après la traduction verbale de l'allemand.

En 1845 le roi de Saxe parut dans la frontière militaire banale pour y herboriser encore ; et le colonel baron Jellačić eut le rare bonheur d'accompagner sa majesté pour la seconde fois dans ses excursions botaniques à travers son régiment, puisqu'il avait accompagné le roi la première fois en Dalmatie. Cette fois le roi lui donna la croix de commandeur de l'ordre royal saxon pour le mérite civil, et se congédia de lui de la manière la plus flatteuse pour un homme si sensible que Jellačić.

Les veuves des soldats, qui périrent à Podzvizd, s'étaient bientôt consolées ; les médailles de bravoure distribuées parmi les sous-officiers et soldats du régiment contentèrent l'ambition militaire et flattèrent la vanité de la populace frontière ; et les paroles et la popularité du colonel Jellačić firent le reste pour effacer la partie

honteuse de son expédition hardie en Bosnie, laquelle du reste ne fit qu'augmenter sa bonne renommée, surtout aux yeux des Yougoslaves dont le seul vœu fut toujours le châtement et enfin la ruine de la Porte ottomane, pour voir délivrés les peuples slaves de la Turquie et réunis avec eux pour former un grand royaume yougoslave. On pourrait bien hasarder l'assertion que la popularité de Jellačić fut déjà alors si grande en Croatie militaire et civile, qu'après le rappel du ban comte Haller de Zagrabie l'idée de le remplacer s'était pour la première fois emparée de lui, et avec tant de vivacité qu'il n'en fit pas même mystère envers ses amis intimes dans une conversation confidentielle.

Le lieutenant-colonel baron Geramb, dont la sœur était mariée à M. Latinović en Hongrie, raconta à son tour à ses amis, que le ban Jellačić, étant encore colonel quand la place du ban de Croatie fut vacante, lui avait souvent dit, puisqu'il servit sous ses ordres dans le même régiment à Glina, « il faut bien qu'ils me nomment ban de Croatie à Vienne, il n'y ont pas d'autre choix à faire ! » et que Jellačić s'était trouvé depuis le rappel du comte Haller continuellement préoccupé et dans une agitation fébrile, qu'il s'était souvent écrié en sa présence : « il faut qu'ils me fassent ban de Croatie, il le faut, car ils n'ont pas d'autre que moi ! »

Il paraît que le désir de devenir ban de Croatie a été le secret de sa vie, depuis qu'il a été nommé capitaine au régiment frontière d'Ogulin, et venu en relation plus intime avec les patriotes croates à Zagrabie.

L'ambition de devenir ban de Croatie paraît innée dans le cœur de tout général et de tout officier supérieur dans la frontière militaire, car nous verrons dans la suite de nos mémoires combien de prétendants s'y trouvèrent en 1848, et puis de nos jours en 1860. Mais, dans le cœur de Jellačić, ce fut l'énergie d'une âme, qui, dans la connaissance de ses moyens intellectuels, voulut à toute force être utile à sa patrie en devenant ban de Croatie, pour quelle dignité la nature même parut l'avoir qualifié, et dont il avait un pressentiment plus que vague.

Cependant malgré toutes ses qualités brillantes, malgré toute sa popularité et malgré toutes les demandes de la députation croate en sa faveur à l'occasion de leur apparition à Vienne après le triste événement du 29 juillet 1845, il ne serait jamais été nommé ban de Croatie par la cour impériale, qui en avait assez de sa première expérience avec le colonel comte Haller, et qui n'aurait jamais plus eu recours à un colonel croate, quand elle avait des vieux généraux croates à sa disposition tels que les barons et lieutenants-feldmaréchaux Blagoević et Rukavina, et qui se trouvaient alors depuis

longtemps sur la liste de candidats pour la dignité de ban de Croatie.

En attendant l'an 1848 était arrivé, où la glorieuse destinée de Jellačić, son plus ardent désir, son pressentiment, et les rêves de sa bouillante imagination se devaient accomplir.

Pour la bonne bouche avant de nous congédier du colonel Jellačić pour le retrouver comme ban Jellačić, nous allons communiquer un intéressant document à nos lecteurs, savoir le dernier rapport officiel du général de brigade Kempen von Fichtenstamm sur le colonel Joseph baron Jellačić en 1847, et qui a autant plus de valeur que Kempen a été connu pour un général très sévère, qui n'avait de prédilection pour personne.

Ce rapport annuel s'appelle, d'après le sens allemand, « Description de l'individualité » de tel ou tel. La voici :

Description individuelle du Colonel Joseph Baron Jellačić par son général de brigade Kempen. 1847.

« Il parle et écrit l'allemand, le croate, le français et le magyar ; passablement bien l'italien et le latin ; versé dans les sciences militaires et ambitionne de perfectionner ses connaissances. Animé du sentiment d'honneur, il réunit en soi noblesse de cœur et de la bonté ; son esprit ardent le rend un peu irritable ; ses mœurs sont pures ; ses manières sont affables ; sa vie est décente et simple ; gai dans le commerce avec les hommes ; plutôt bienveillant que sévère envers ses subordonnés.

« Application au service militaire : très habile et actif avec prédilection pour le service de frontière militaire, bien qu'il connaît aussi celui de l'infanterie et de la cavalerie ; mène le commandement du régiment avec habileté. Outre ses talents éminents et soutenus par l'expérience, il possède un jugement prompt et juste en général. Il a au plus haut degré la disposition à un haut perfectionnement. »

Le lieutenant-feldmaréchal Dahlen, général de division de Jellačić alors, y ajouta de sa part la remarque suivante : « C'est un colonel distingué, qui a vraiment des soins paternels pour le bien-être de la populace de frontière, laquelle lui est confiée ».

Le général de cavalerie comte Auersperg, le général en chef de Jellačić alors, y ajouta encore : « Vu ses connaissances mûries pour une charge plus haute et pour une sphère d'activité plus étendue, il en a la capacité et la qualification par excellence ».

Voilà ce qu'on disait de Jellačić, avant qu'il parût sur la scène du monde !

CHAPITRE V

La nouvelle de la révolution de Paris, qui renversa en quelques heures le trône de Louis-Philippe, parvint à Vienne par un courrier du cabinet le 29 février 1848, et les habitants de la capitale d'Autriche l'apprirent le lendemain le premier mars. Le signal convenu a été donc donné à tous les comités secrets des révolutionnaires sur le continent. Le 29 février éclata la révolution à Carlsruhe ; le 2 mars à Stuttgart ; le 3 mars à Francfort ; le 4 mars à Munich ; et le 16 mars à Berlin. Vienne suivit ce pernicieux exemple.

Les étudiants s'y érigèrent le 11 mars en corps délibérant, et votèrent une adresse à l'empereur, que le professeur Hye et le savant Endlicher portèrent à l'archiduc Louis, introduits par le ministre-comte Kolowrat chez cet *alter ego* de l'empereur Ferdinand. L'archiduc refusa d'accepter leur adresse et leur demande d'être admis auprès de l'empereur. Sa Majesté le reçut pourtant aussitôt après et promit de prendre en considération leur pétition.

Le prince Metternich et un archiduc avaient vainement reçu des avis mystérieux de Londres, où l'on a été mieux informé de ce qui devait arriver à Vienne, qu'au cabinet du comte Sedlnitzki, ministre de police.

Le 13 mars a été pourtant si bien désigné pour le jour convenu, auquel la révolution devait éclater à Vienne, que plusieurs diplomates se donnèrent rendez-vous, le 13 au matin, chez leur collègue le ministre de la Belgique qui demeurait vis-à-vis le palais des états, où ce jour une colonne de 3.000 étudiants, leurs professeurs en tête, se rendit pour sommer les états provinciaux de la basse Autriche, rassemblés alors, de soumettre les vœux du peuple à l'empereur.

En suite des excès commis par les étudiants et le peuple, on envoya enfin des troupes pour occuper les points stratégiques ; les bastions ainsi que plusieurs places furent garnis de pièces de canon. Les troupes, accueillies par des sifflets et une pluie de pierres, firent feu à travers les débris qu'on leur jette de toutes parts, et qui leur ont déjà blessé un officier. L'archiduc Albert accourant pour rétablir l'ordre, vint même en danger et les troupes chargent enfin à la baïonnette. Cinq émeutiers tombent frappés à mort, parmi lesquels se trouva un élève de l'école polytechnique du nom Spitzer. La canaille s'envola alors. Si l'on aurait continué avec la même

énergie dans la suite, la révolution aurait été étouffée dans le germe à Vienne, mais en montrant de la faiblesse et en condamnant la garnison à une triste inactivité, la révolution y prit consistance.

En Croatie circula aussi une lettre de Vienne, plusieurs jours avant le 13 mars, laquelle fit mention d'une pétition monstre de l'université qui sera portée au palais des états en masse par les étudiants, et annonça une prochaine révolution à Vienne. Cette lettre, écrite à Vienne par un certain docteur Kapper, a été adressée au baron Kušlan (*recte* Kuschland) demeurant à Carlstadt en Croatie, qui le communiqua à M. Nicolas de Vranicany, et qui à son tour s'empressa d'en faire part à son frère Ambroz Vranicany à Zagrabie, où celui-ci se trouva alors logé dans l'hôtel à l'enseigne de l'empereur d'Autriche.

Ambroz Vranicany alla alors tous les soirs à la Dvorana pour y souper en société avec le docteur Demeter, l'avocat Žeravica et le rédacteur de la gazette allemande yougoslave, puis rédacteur du *Neven*, feuille périodique croate dont l'existence n'a été qu'éphémère faute d'abonnés. Ce rédacteur s'appela Praus, qui logea dans le dernier temps à Xaver tout retiré, et qui prêta sa plume souvent au poids de l'or à M. Vranicany, surtout quand celui-ci se trouva à Vienne en sa qualité de conseiller d'empire de la part de Croatie, et puis il avait écrit la préface de la seconde édition de la brochure de M. Eugène Kvaternik : *La relation historique diplomatique du royaume de Croatie par rapport à la couronne de Hongrie de Saint Etienne*. Praus a sans contredit beaucoup de talents et une plume habile, mais du reste très indolent. La lettre de Carlstadt fut bien de la nature à piquer la curiosité d'Ambroz Vranicany et de sa petite société, qui en fut instruite par lui ; et ils attendaient avec une certaine anxiété et inquiétude les nouvelles de Vienne, qui devaient arriver avec la première poste de la capitale d'Autriche.

La maison de poste se trouva en 1848 près de la *Dvorana*, et pour cette raison cette rue s'appelle encore la rue de poste. Aujourd'hui la caisse générale du royaume de Croatie se trouve placée dans l'ancienne maison de poste, vis-à-vis du palais de finances, que M. Kuković avait eu le bonheur de vendre pour 70.000 florins à l'État, et dont le plafond s'était écroulé au premier, bientôt après la vente. Kuković acheta alors le magnifique palais de Paravić, qui appartenait au jeune Jozipović, qui se trouva toujours argent court, pour 24.000 florins. Kuković avait à se féliciter de ce négoce, puisque le palais de Jozipović valait mieux que celui qu'il avait vendu à l'État, mais il n'en jouit pas longtemps de son bonheur, il fut tout d'un coup pensionné, perdit la vue, et mourut bientôt après sans avoir été trop regretté.

Le conducteur de la diligence qui partit le 13 mars de Vienne, quand la révolution y éclata, arriva le 15 mars dans la nuit à Zagrabie, et y répandit le premier la nouvelle d'une émeute dans la capitale, qui y avait alarmé toute la populace et n'était pas encore supprimée au moment de son départ de Vienne. Vranicany et sa petite société, qui avaient attendu l'arrivée de la poste, en furent les premiers informés par le conducteur, et cette sinistre nouvelle se répandit aussitôt après avec une célérité télégraphique parmi les habitants de la capitale de Croatie.

Le lendemain, jeudi le 15 mars, le conducteur de la diligence de Vienne, entouré d'une foule immense à son arrivée, ne sut que confirmer ce que son devancier avait raconté, et ajouta de même qu'à son départ cette émeute épouvantable n'était pas encore supprimée. Des lettres des particuliers annoncèrent cependant déjà que l'empereur avait été forcé, pour calmer la fermentation générale, d'accorder la liberté de la presse et l'organisation de la garde nationale.

Les étudiants à Vienne, inspirés par le professeur Hye, avaient demandé des armes pour protéger la sûreté publique, menacée par la canaille des faubourgs prête à s'y livrer à la rapine et à l'incendie. Le docteur Kök avait la plus grande peine à les retenir pour ne pas se jeter en masse sur les postes militaires qu'ils avaient l'intention à désarmer pour se procurer des armes. Kök leur rappela le privilège universitaire, qui autorise le recteur magnifique à se présenter à toute heure devant le souverain, et qu'ils devaient recourir à cette voie légale. Sa proposition fut acceptée.

Le recteur Jenull, célèbre jurisconsulte et beau vieillard de 72 ans, revêtu de ses insignes, accompagné de Hye et d'Endlicher, se rendit chez le comte Kolowrat, qui les adressa à l'archiduc François Charles, qui à son tour les envoya chez l'archiduc Louis. *L'alter ego* les reçut d'une mine sévère, entendit leur demande et la refusa sèchement. Il resta inflexible, jusqu'à ce que le recteur se jeta à ses pieds et le conjura au nom de l'humanité de ne pas exposer les malheureux habitants de la capitale aux horreurs d'une anarchie. L'archiduc fut touché malheureusement, et le recteur magnifique obtint enfin la concession de donner des armes aux étudiants pour protéger la sûreté publique et pour prévenir toute sorte d'excès dans les rues de la capitale.

Le conseiller d'État Pilgram, chargé du projet de rédaction décrétant l'armement des étudiants pour protéger les lois et l'ordre public, et qui avait dicté la minute à un conceptiste [*sic*], y ajouta imprudemment au crayon l'amendement suivant : « Le pouvoir, confiant dans le patriotisme éclairé des bourgeois, les appelle à prendre rang parmi la garde civique pour concourir, conjointement

à elle, au rétablissement de l'ordre ». Cette ineptie consacra définitivement l'armement général de la populace viennoise.

Une autre députation, après le départ du recteur, arracha à l'archiduc Louis la concession de la liberté de la presse, et pendant que le prince Metternich se rendit dans un cabinet voisin pour rédiger à ce sujet un décret impérial, l'orage préparé éclata pour renverser ce ministre, que la fureur de la députation et les cris du peuple dans la rue désignèrent comme la cause unique des troubles et malheurs de la monarchie autrichienne. Metternich, informé de ce qui se passa, et voyant qu'une seule voix s'était élevée en sa faveur, déposa avec le plus grand calme ses fonctions entre les mains de l'*alter ego* et ajouta à une courte et noble défense de sa longue carrière politique ces paroles : « Dès ce moment je rentre dans la vie privée, avec le seul vœu, celui du bonheur de mon pays ». Metternich se retira et emporta sur ses épaules la monarchie ; le puissant ministre vient d'être renversé, mais avec lui tout le système gouvernemental s'écroula en Autriche. Quelques heures auparavant Metternich avait dit à l'empereur Ferdinand : « Sire, Votre Majesté, n'a que deux termes pour résoudre le problème que la révolte soumet en ce moment à l'Empereur : la concession ou la résistance ! Si Votre Majesté opte pour la concession, ma conscience m'ordonne de déposer à ses pieds ma démission ». Aux mots de résistance, de lutte, l'empereur avait pâli comme à l'aspect d'un cadavre. Metternich résolut de ce moment d'abandonner les affaires.

Metternich, réveillé sur le volcan où sa vieille expérience s'était endormie dans une léthargique sécurité, passa la nuit chez le comte Taaffe et quitta Vienne, accompagné de sa femme. La haine des peuples le chassa de ville en ville jusqu'à Londres, où il s'était enfin rendu pour y attendre le moment favorable pour retourner en Autriche.

Les nouvelles de Vienne firent sentir à la capitale de Croatie la pulsation du cœur de l'empire d'Autriche ; et la fermentation fébrile du parti intelligent à Zagrabie devint si véhémement que même le bataillon du régiment de ligne polonais baron Koudelka en fut atteint dans sa caserne de la sorte que quelques sergents-majors se rendirent en secret chez le rédacteur Praus pour le consulter sur la conduite politique à suivre dans cette époque critique. Praus fut cependant assez prudent pour ne pas se compromettre et les conduisit chez Ambroz Vranicany, homme loyal qui leur conseilla de se tenir tranquilles dans leur caserne, et d'y attendre avec patience la suite des événements ; et ajouta qu'on ne manquera pas de les avertir dans le cas qu'on aura besoin de leur soutien.

On a peine d'ajouter foi à ce fait, mais puisque un homme si

loyal que M. Vranicany l'avait raconté lui-même, il n'y a pas de doute qu'il ne fut pas vrai. La conduite de ces sergents-majors est autant plus blâmable qu'elle prouve le peu d'esprit du corps et d'honneur militaire qui régna parmi les sous-officiers de ce bataillon, puisqu'ils avaient plus de confiance dans les paroles d'un bourgeois que dans celles de leurs officiers et puisqu'ils avaient fait cette démarche de leur propre autorité sans avoir reçu cette mission de la part des soldats et du reste des sous-officiers de leur bataillon ; au moins le contraire n'est pas prouvé.

Les Croates comprenaient fort bien qu'avec le système de Metternich s'était aussi écroulé l'ancien régime de la monarchie autrichienne, que tous les principes d'état étaient mis en question, et qu'un nouvel avenir politique allait sortir du chaos révolutionnaire.

Les Croates ne tardèrent pas à réclamer, pendant ces spoliations, réclamations et exigences universelles des différents peuples de l'empire d'Autriche, leur nationalité, leurs privilèges et libertés, menacés par la suprématie magyare.

Ambroz Vranicany de Dobrinović, Ivan Kukuljević de Sacci, le docteur Demeter, l'avocat Žeravica, le rédacteur Praus et plusieurs notabilités de la ville de Zagrabie s'étaient réunis dans l'hôtel à l'enseigne de l'Empereur d'Autriche dans la chambre de M. Vranicany, pour débattre sur l'attitude que la Croatie devait prendre dans cette crise politique.

Le résultat de ces débats fut qu'on décida de profiter de cette occasion favorable pour revendiquer les anciens droits du royaume et de l'émanciper à jamais de cette odieuse suprématie magyare, qui pesait comme un cauchemar sur les cœurs de tous les patriotes.

Vranicany proposa d'envoyer sur-le-champ un membre de leur réunion chez M. Kamauf, le premier syndic de la ville de Zagrabie, pour l'engager à rassembler le lendemain tous les membres du magistrat et de la bourgeoisie pour concerter les mesures à prendre, pour soutenir l'ordre et la tranquillité publique dans la ville pendant ce temps de troubles et d'agitations, et pour entendre en même temps les vœux unanimes des habitants de la ville et de toute la Croatie, et enfin pour en faire aussitôt un projet de rédaction dans la forme d'une pétition, qu'une députation devait porter sans délai aux pieds de leur roi, l'empereur d'Autriche à Vienne, pour en obtenir la sanction.

Kamauf, le premier syndic alors, puis bourgmestre de la ville de Zagrabie jusqu'à l'an 1858, où celui-ci par un ordre du ministre de l'intérieur, sur le rapport motivé de l'énergique conseiller aulique Ernest baron Kellersperg, a été ainsi que tous les membres de l'ancien magistrat, remplacé par des hommes plus habiles et plus in-

tègres, s'était retiré à sa petite terre de Smrok, qu'il avait achetée en 1856 d'un certain Klinggräff, où il vécut à son aise, *procul de negotiis* [sic], avec sa femme, une sœur du conseiller de gouvernement, actuellement de préfecture, Daubachy, qui s'était marié en 1861 avec une certaine mademoiselle Türk de Carlstadt, fille d'un riche négociant, qui avait aussi une belle maison à Zagrabie dans la rue d'Ilica. Le père de Daubachy a été docteur en médecine à Zagrabie, avait reçu les titres de noblesse hongroise et transformé son nom allemand Daubach en Daubachy. Kamauf, à qui le gouvernement impérial avait garanti la charge d'un conseiller de table banale dans le cas qu'il perdrait sa place, fut puis employé comme tel à la commission urbariale à Zagrabie, dont le président a été M. Ulepitsch, actuellement gouverneur de la province de Carniole à Laibach. En 1861, quand le système de Bach, qui avait duré depuis l'an 1850, s'écroula, Kamauf fut pensionné comme conseiller de la table banale.

Ces prémisses ont été nécessaires pour approfondir le rôle qu'avait joué Kamauf en 1848 avec tant d'habileté, que le gouvernement impérial se crut obligé de l'en récompenser en 1850 par la garantie de la charge d'un conseiller de la table banale.

Kamauf, pour reprendre le fil de notre histoire, a été donc premier syndic à Zagrabie en 1848, et ayant reçu alors le message du comité soi-disant national et formé de but en blanc par Vranicany et quelques notabilités de la ville, pouvait bien refuser leur demande, puisque ce comité n'avait pas un caractère légal, mais la prudence, par le temps d'imprévu qui courut alors, lui conseilla de ne pas irriter des hommes hardis et jouissant d'une grande popularité parmi la populace déjà par trop exaltée par les nouvelles de la révolution de Vienne et des événements qui y eurent lieu, et comprenant fort bien qu'un chef politique, dans une telle crise menaçante, n'avait rien de mieux à faire que de se mettre à la tête du mouvement populaire pour le diriger et conduire dans une voie légale, pour éviter le choc des opinions et passions politiques, et de préserver de cette manière la ville de l'anarchie et de leurs suites funestes, il consentit donc sans hésiter un seul moment à convoquer le magistrat et la bourgeoisie à la municipalité pour le lendemain, et profita du peu de temps qui lui resta encore à conférer et à s'entendre avec les autres membres du magistrat par rapport à leur conduite politique, et aux mesures à prendre pour maintenir l'ordre et la tranquillité dans la ville, et pour imposer aux mauvais sujets qui tenteraient d'exciter la canaille à des excès coupables.

Vendredi, le 17 mars, se rendit une députation nombreuse, composée de toutes les classes de la société à la municipalité, où le ma-

gistrat, au grand complet, présidé par Kamauf, se trouva en séance. La salle était déjà encombrée par la bourgeoisie qu'on y avait convoquée encore la veille de la part du magistrat.

Ivan Kukuljević de Sacci se trouva à la tête de la députation, et en devait porter la parole. Nous allons faire connaître cet intéressant personnage à nos lecteurs :

Ivan Kukuljević Sackinski naquit le 29 mai 1816. La famille est originaire de la Herzegovina et de la Bosnie d'où les descendants émigrèrent en Croatie et s'établirent à Bribir et Senj (Zengg). Son père était le conseiller royal et directeur en chef des écoles, ablégat du royaume trinitaire à la diète de Hongrie à Presbourg de l'an 1825 jusqu'à l'an 1826, et puis à la table de magnats de l'an 1830 jusqu'à l'an 1836, où il fut l'intrépide défenseur, ainsi qu'à la diète croate à Zagrabie, des droits municipaux de la Croatie, et fit tous ses efforts pour que la langue croate, la langue maternelle du pays, y fût mise en usage officiel. Il mourut [en] 1851 à Tonimir, une petite terre qui lui appartenait, et fut enseveli à Toplica près de Varaždin.

La mère d'Ivan était née Antoinette Labaševa, dont le père Ivan Nep. Labaševa [sic] était un savant archéologue. Ivan avait fait ses études gymnasiales au convict noble de Zagrabie, où il a été huit ans. En 1833 il entra au service militaire, et servit dans la garde du corps hongroise noble jusqu'à l'an 1840. Après le terme fixé pour les jeunes gardes du corps, il entra comme lieutenant en premier au 33^e régiment de ligne hongrois, ci-devant baron Bakonyi, puis comte Gyulaj. N'ayant pu réussir à se faire transférer dans un régiment frontière croate, il quitta le service militaire en 1842, ce que son père avait toujours désiré.

Déjà pendant qu'il servit dans la garde hongroise et plus tard dans le régiment Bakonyi, il s'occupa de la littérature slave, et composa plusieurs écrits, entre autres la première tragédie croate *Juran et Sofija*, dont la représentation eut lieu en 1838 sur le théâtre à Zagrabie. Après avoir quitté le service militaire, le comté de Varaždin lui donna un emploi judiciaire honoraire, et en 1845 il fut élu juge districtual dans le comté de Zagrabie par 534 voix, puis en 1848 il a été nommé archiviste national du royaume de Croatie, après que M. Štriga, qui était entré comme soldat volontaire dans le 2^e bataillon du régiment frontière de Gradiška pour suivre le ban Jellačić en Hongrie, avait résigné cet emploi en faveur de lui.

Kukuljević fut toujours un partisan zélé de la nationalité slave, et se distingua comme orateur du parti national dans les congrégations et à la diète croate. Quand les événements de l'an 1848 arrivèrent, sa réputation a été déjà faite, et il jouissait d'une grande

popularité parmi les patriotes, et surtout parmi la jeunesse. Tous ses discours les plus remarquables sont imprimés dans la brochure de Stjepan Mirković, jeune prêtre, laquelle parut en 1861 à Zagrabie et contient aussi la biographie de Kukuljević.

Le ban Jellačić l'envoya, aussitôt qu'il était nommé ban de Croatie, à Karlovic en Sirmie, où siégea la diète serbe, et puis à Belgrade chez le prince Alexandre Karageorgević, pour y travailler l'esprit public en faveur du mouvement croate. Sa mission remplie, il retourna à Zagrabie, où la diète croate le choisit pour siéger à la diète d'empire à Vienne, mais la situation politique le retint à Zagrabie. Bientôt après, lui et Louis Vukotinović accompagnèrent le ban Jellačić à Vienne, où ils furent présents à la grande sérénade à flambeaux, que la garnison et la populace slave de la capitale d'Autriche avaient arrangée, la plus grande ovation qu'on fit au ban Jellačić en 1848.

Ces détails suffisent pour le moment à faire connaître Ivan Kukuljević à nos lecteurs, puisque nous le trouverons toujours dans la suite de nos mémoires sur la scène politique, et qu'en ce moment même, en l'an 1861, il se trouve en activité comme comte suprême du comté de Zagrabie.

Kukuljević commença son discours, le 17 mars 1848 à la municipalité de Zagrabie, comme tous les orateurs habiles par une introduction *ad captandam benevolentiam*, en prodiguant des éloges au magistrat à cause de son patriotisme éclairé, de sa sagacité politique, et de son empressement à convoquer toute la bourgeoisie sur la demande du comité national, ce que tous les amis de la patrie appréciaient avec la plus profonde reconnaissance, puis il engagea le magistrat de se mettre au niveau de la grandeur et de la gravité du moment au nom de la patrie sacrée, qui avait les yeux fixés sur la capitale de Croatie, laquelle dut servir aux autres villes d'exemple d'un patriotisme éclairé et modéré, en acceptant les vœux de la nation, pour les exprimer ensuite par une députation solennelle aux pieds du trône de leur roi légitime, et que cette députation devait partir sans délai pour Vienne. Il engagea en même temps le magistrat de se rendre *in corpore* chez son excellence le *locum tenens* constitutionnel du royaume, l'évêque Haulik, pour le prier de convoquer sur-le-champ l'assemblée nationale des royaumes de Croatie, Dalmatie et Slavonie, à Zagrabie, pour y délibérer sur les lois fondamentales d'une constitution, basée sur les droits inaliénables de l'homme, sur l'égalité devant les lois, sur la liberté de la presse, et sur la répartition juste des impôts directs et indirects entre tous les citoyens du royaume trinitaire. Il ajouta encore que l'abolissement des dîmes et corvées en Hongrie forçait la Croatie à la même con-

cession, pour ne pas s'aliéner l'esprit du peuple de la campagne, et finit son discours par presser le magistrat de ne pas perdre un temps précieux pour réaliser les belles espérances de leurs concitoyens, et pour ne pas tromper la noble confiance qu'une populace loyale et honnête avait mise dans le patriotisme et dans la sagesse des pères de la ville.

Ce discours achevé, tous les membres du magistrat se levèrent spontanément pour démontrer leur assentiment aux propositions de M. Kukuljević, et il fut décidé d'en faire part à toutes les communes du royaume trinitaire en envoyant partout des estafettes. Puis le magistrat nomma les membres de la députation croate, destinée de partir tout de suite pour Vienne, ces membres furent François Novak, Charles Rauth, Paul Hac, Antoine Kral, et Antoine Vranican quant au dernier nom, puisqu'Antoine Vranican domicilia alors à Fiume; on s'était sans doute trompé du nom de baptême, et ce devait être celui d'Ambrose, puisque nous avons eu une lettre de celui-ci, datée du 20 mars de Vienne, et adressée à Kukuljević. En 1848, les Vranicany avaient élidé la lettre finale de leur nom de famille, qu'ils y avaient ajoutée avec leur titre de noblesse hongroise, et signé leur nom dans sa pureté primitive slave. En 1861 les Vranicany ont encore repris la lettre finale y.

Avant de lever cette mémorable séance du magistrat de Zagrabie du 17 mars 1848, le premier syndic Kamauf ordonna la formation de la garde nationale dès ce moment, et de la sorte qu'elle pût entrer en fonction dès le lendemain, et puis proclama, d'un commun accord avec ses collègues, Ivan Kukuljević de Sacci citoyen honoraire de la ville de Zagrabie. La foule y répondit par un tonnerre de *živio* (vive) et Kukuljević ne put exprimer sa reconnaissance pour cette preuve de bienveillance de la part de ses compatriotes qu'en s'inclinant et mettant la main sur son cœur, puisque les cris prolongés de *živio* étouffèrent sa voix.

Les habitants de Zagrabie apprécièrent la conduite sage et le patriotisme modéré du premier syndic Kamauf et des autres membres de la municipalité, et pour leur témoigner leur reconnaissance et leur estime, ils avaient arrangé le soir une sérénade sous les fenêtres de Kamauf, puis ils se rendirent, accompagnés d'une foule immense, chez les autres membres du magistrat. Jusqu'à minuit dura cette ovation, et partout les rues fourmillèrent d'habitants de la ville qui ne cessèrent de crier *živio* après chaque pièce nationale que la musique venait de jouer. Pourtant l'ordre public ne fut nulle part troublé par le moindre accident fâcheux.

A l'honneur de la populace de Zagrabie, il faut convenir que sa conduite a été au-dessus de tout éloge pendant le temps de troubles

de 1848 et 1849, surtout à comparaison de Vienne, Prague et Pest. Le peuple croate, comme tous les Slaves, se respecte dans une telle occasion beaucoup plus que les autres nations, et, d'après leurs habitudes patriarcales, ils laissent régler les affaires publiques par les hommes vieux et expérimentés sans s'y immiscer d'une manière brutale et arrogante, à l'instar des étudiants de Vienne, et les jeunes gens de l'académie royale à Zagrabie n'avaient pris les armes que pour défendre les autorités, l'ordre et la tranquillité publiques. Si de nos jours, en 1861, on avait pu remarquer que l'esprit du corps des étudiants a été sensiblement altéré, et qu'ils avaient pris le plus souvent part à des déplorables excès et puérils, la faute en est à ces vils instigateurs, rusés et poltrons, qui avaient su séduire et tromper cette confiante et ardente jeunesse, pour manœuvrer en cachette derrière leur dos, et dont ils firent un plastron pour recevoir les coups qui devaient frapper les vrais coupables.

CHAPITRE VI

Le lieutenant-feldmaréchal prince Windischgrätz, muni de plein pouvoir, voulut déclarer la ville de Vienne en état de siège pour y rétablir l'ordre public, mais il échoua contre la pusillanimité des conseillers de la couronne. Il conféra donc, après avoir résigné, le commandement de la garde nationale au général comte Hoyos, beau-père du général comte Lambert, qui devait bientôt par sa mort cruelle à Budapest cimenter son dévouement sans bornes à la maison impériale d'Autriche.

Les étudiants de Vienne, en permanence à l'Université dans la nuit du 14 au 15, reçurent des sommes considérables de Sina et Rothschild. Est-ce que les banquiers avaient des sympathies pour la révolution ? ou est-ce qu'ils en avaient peur ?

Les étudiants, excités par le fameux Dr Engel, avaient demandé une constitution, et en suite du soulèvement qui en résulta, une conférence eut lieu dans la nuit du 14 au 15 mars, où furent présents les archiducs François-Charles, François-Joseph, Albert et Louis, les ministres comtes Kolowrat et Münch Bellinghausen, le prince Windischgrätz, le comte Hartig, les barons Kübeck et Pilgram.

Le lendemain à 11 heures arriva en poste l'archiduc palatin de Hongrie, en devançant une nombreuse députation magyare de la diète hongroise. On se précipita à sa rencontre, on l'accueille par le fameux vivat hongrois *eljen*, on dételle ses chevaux et l'on traîne à bras sa voiture jusqu'au palais impérial. Son arrivée détermina la crise. A 5 heures après-midi un héraut se présenta sur le Kohlmarkt et proclama les lettres patentes suivantes : « Nous Ferdinand I^{er}, etc., etc., venons de prendre les dispositions que nous avons crues nécessaires à l'accomplissement des vœux de nos peuples fidèles. Par ma déclaration abolissant la censure, la liberté de la presse est accordée d'après les principes sur lesquels elle repose dans les autres états où elle existe ;

« Une garde nationale, formée sur la base de la propriété et de l'intelligence, rend déjà les plus utiles services ;

« Dans l'intérêt de la constitution nationale, que nous venons

d'accorder, nous avons déjà pris les dispositions nécessaires pour convoquer, dans le plus court délai possible, les députés de tous les états provinciaux, ceux de la congrégation centrale du royaume lombard-vénitien, ainsi que l'adjonction des représentants de la bourgeoisie, en tenant compte des constitutions actuelles des provinces.

« Nous espérons donc fermement que les esprits vont reprendre leur calme ordinaire, les études leur cours régulier, et le commerce son animation accoutumée. Nous nous fions autant plus à cette espérance, qu'aujourd'hui nous avons acquis nous-même au milieu de vous, la touchante conviction que la fidélité, l'attachement, portés depuis des siècles à nos ancêtres, et que vous avez témoigné à chaque occasion, vous animent encore comme par le passé. »

Cette proclamation levait tous les doutes, l'empire entrait dans une voie nouvelle, l'ancien ordre de choses disparaissait, et la révolution triomphait.

Ces nouvelles arrivèrent le 18 mars à Zagrabie.

Le 22 mars, parut pour la première fois la gazette croate non censurée, portant au-dessus de l'étiquette ordinaire en grosses lettres cette annonce :

Stampa je slobodna ! (La presse est libre) *od 15 užnika 5 1/2 sati posle podne* (depuis le 15 mars à 5 1/2 heures après-midi).

Bogoslav Šulek intronisa le premier la puissance de la presse libre par un article fulminant contre le gouvernement impérial, en montrant les plaies sanglantes de la Croatie, son sort misérable sous la bureaucratie autrichienne. En profond diplomate il n'y demande rien de moins et de prime abord que la réincorporation de la frontière militaire dans le royaume trinitaire de Croatie, Dalmatie et Slavonie, et même de la Croatie turque, sans se soucier de ce qu'en diraient la Porte ottomane et les autres puissances du continent ; et pour la bonne bouche M. Šulek nous promet de traiter dans la feuille prochaine la question de la responsabilité des ministres.

Les Croates, dont le patriotisme modéré et loyal ne s'accorde jamais avec les propositions incendiaires de ce sorte de boutefeu, ne firent alors point grand cas de la plume de Šulek, et ce n'est que de nos jours qu'il avait acquis plus de crédit, après être devenu plus calme et plus prudent, et tout à fait sourd ! Plus de mal fit alors la plume d'un officier d'économie de la frontière militaire, le beau-fils du capitaine d'économie du régiment frontière de Sluin Pukšec, qui, sous le nom anonyme de Vatroslav Ostrožinski, a écrit « Les mystères de la frontière militaire ». Ses articles parurent dans la gazette allemande, et regorgèrent de haine et de fureur contre les autorités militaires dans la frontière militaire, tout faits pour y miner

la subordination des soldats, la soumission de la populace, et d'exciter les uns et les autres à la révolte. Ce monsieur, qui est devenu depuis ce temps sage, calme et loyal, et vient d'écrire une brochure sur la frontière militaire, qui mérite l'attention des hommes d'état en Autriche et surtout du ministre de la guerre, puisqu'on apprend la manière la plus positive et ingénieuse de réconcilier les intérêts du gouvernement impérial à maintenir cet imposant institut militaire avec ceux de la Croatie civile et de l'esprit du siècle, incompatibles avec les anciennes formes de la frontière militaire, s'appelle Utješenić, et se trouve actuellement comme conseiller ministériel employé à Vienne, et pour le moment encore au ministère de l'intérieur.

La Croatie espéra alors de voir éclore un eldorado en suite du nouvel ordre de choses en Autriche, le bien-être de l'avenir riait à tous les esprits ; on oublia pour le moment le danger de la crise et les immenses sacrifices par où il fallait passer pour y arriver — peut-être jamais ! La suite le prouva par le système de Bach, qui fut en vigueur jusqu'à la fin de l'an 1860 ; et de nos jours, où le royaume avait revendiqué ses anciens privilèges et son ancienne constitution, à peu de changements près, par son roi, l'empereur François-Joseph I^{er}, le pays se trouve encore en agitation. Sous le système de Bach les seigneurs et les paysans en Croatie regrettèrent le bon vieux temps, car les innovations blessent toujours les anciennes coutumes, habitudes et préjugés, et le proverbe latin a raison : *Consuetudo altera natura* ! Et de nos jours, tout le monde tremble de l'avenir et n'est pas content du présent. Enfin la conviction se fait jour que c'est toujours une tâche bien difficile à faire tourner la broche à la satisfaction de tout le monde.

Le *vice-comes* du comté de Zagrabie, Paul de Pavleković, appartenant comme toute sa famille au parti magyar en Croatie, jugea alors pourtant prudent de se réconcilier dans ce moment critique avec le parti national et invita dans la congrégation du 20 mars les magnats et les nobles qui furent tous du parti magyar à peu d'exceptions près, de se réunir à la bourgeoisie de Zagrabie pour former la garde nationale destinée à protéger la propriété et la sûreté publiques. L'intérêt personnel des nobles les poussa d'entrer pêle-mêle dans les rangs de la garde nationale, et par conséquent la proposition du *vice-comes* fut acceptée par acclamation.

M. Pavleković se rendit aussitôt après à la tête de la noblesse du comté à la municipalité pour y déposer entre les mains du premier syndic la déclaration de leur vote patriotique par rapport à la garde nationale. Le magistrat les reçut avec les égards qu'on eut toujours en Croatie pour les vieux noms de l'aristocratie indigène, et Ka-

mauf leur prodigua des éloges pour leur patriotisme, et leur chevaleresque résolution de faire chose commune avec les bourgeois et leurs concitoyens pour protéger l'ordre et la sécurité publiques, en entrant dans les rangs de la garde nationale.

Pavleković, qui sut très bien jouer la comédie, prit alors une cocarde nationale, et l'attacha profondément ému à sa boutonnière. Les nobles suivirent son exemple, on versa des larmes et on cria « vive la nation ». Les Magyars jouèrent si bien cette scène dramatique qu'ils furent applaudis !

Les nobles magyars se retirèrent alors au cri de *živio*, la cocarde nationale à la boutonnière, qu'ils y avaient mise après l'avoir pressée contre leur cœur à la Pavleković, et la haine et le mépris contre le parti national dans le cœur. La cocarde nationale et les drapeaux nationaux qui flottèrent alors partout aux tours des églises en Croatie et Slavonie, portèrent les couleurs tricolores, blanc, rouge et bleu. Les anciennes couleurs nationales de la Croatie étaient le blanc et rouge, ainsi que le rouge et le bleu foncé celles de la Slavonie ; pour cette raison les Illyriens avaient depuis leur apparition sur la scène publique adopté cette tricolore, qui leur servit de symbole de leur réunion nationale en réunissant les couleurs communes de ces deux royaumes avec le bleu foncé.

Cette tricolore, au fond, est le drapeau national de tous les Slaves, puisque les Yougoslaves, les Serbes, les Bulgares et même les Russes l'ont adoptée. Pour cette raison cette tricolore disparut en Croatie, quand l'empereur y arriva en 1852 à Zagrabie, car le gouvernement impérial y flaira à tort ou à raison le panslavisme, et les vieux Croates de pur sang avaient toujours regretté les anciennes couleurs nationales, rouge et blanc.

Le panslavisme fut toujours la bête noire des ministres autrichiens, qui pour cette raison avaient toujours supprimé l'élément slave en Autriche, malgré les 18 millions de Slaves paisibles et loyaux qui l'habitent pendant tant de siècles, et qu'on pousserait enfin dans les bras de la Russie, bien qu'ils n'ont nulle sympathie pour le knout, quand on ne leur laissera d'autre choix, en poursuivant la déplorable maxime de vouloir germaniser toutes les provinces slaves, qu'entre le knout et la perte de leur nationalité. Ils préfèrent tous — il n'y a point de doute — le knout à la perte de leur nationalité. Grâce à Dieu ! que de nos jours le gouvernement impérial paraît avoir abandonné cette malheureuse maxime.

Le patriotisme factice des Magyars à Zagrabie et en Croatie évapora aussitôt que la Croatie s'était déclarée contre le ministère magyar à Pest, et quand le mouvement populaire s'y manifesta très hostile aux idées séparatistes des Magyars ; le *vice-comes*

Pavleković, les Sermages, les Erdödy, les Jellačić partirent avec leurs familles pour Gratz et pour Pest ; les barons Rauch et tant d'autres se retirèrent à la campagne dans leurs châteaux ; les plus enragés, tels que Jozipović, Briglević et Serpak passèrent tout droit dans le camp ennemi à Presbourg et puis à Pest, et ne reparurent plus en Croatie que dans le moment où le système de Bach y avait exaspéré les Croates les plus dévoués à la dynastie, pour se moquer de leur dévouement et de leurs sacrifices pour le maintien du trône de la monarchie d'Autriche en 1848 et d'y exciter et augmenter le mécontentement général et l'aigreur et la méfiance contre le gouvernement impérial. En 1861 à la diète croate à Zagrabie ils reparurent sur la scène politique pour faire tous leurs efforts à entraîner la Croatie de faire chose commune avec la Hongrie, et d'augmenter les embarras du gouvernement impérial pour en extorquer des concessions au détriment de la monarchie autrichienne.

Les mesures fiscales autant que les vexations de l'autorité municipale à Zagrabie, exercées en 1848 contre ces émigrés, avaient fait beaucoup de tort à leurs familles et à leurs finances. Pavleković en avait beaucoup à souffrir, et le fameux comte de Turopolje Josipović le plus, puisqu'on vendit sa belle maison, située sur la promenade méridionale de la ville de Zagrabie, à l'enchère pour 8.000 florins à M. Ambroz de Vranicany, et on aurait aussi confisqué toutes ses terres sans l'intervention de Charles Pogledić, patriote distingué, dont la sœur a été mariée à Daniel Josipović. Le 22 mars la légion académique de Zagrabie se montra la première fois sous les armes, et les bons bourgeois furent enchantés de la belle tenue de cette jeunesse belliqueuse ; mais l'œil militaire d'un vieux officier de ligne n'en aurait cependant pas été trop édifié.

M. Šulek aussi, qui aura vu sans doute quelque chose de mieux, flanqua un article de gazette à cette légion, pleine de bonne volonté, dans lequel il invita ces jeunes gens à se rendre au grand complet chez M. Klinggräff, ci-devant officier prussien, pour en apprendre le maniement des armes et la tenue militaire.

Klinggräff, qui, selon ce qu'on disait, avait quitté la Prusse et le service militaire en suite d'un duel, et s'était réfugié avec sa famille en Croatie, s'était domicilié à Zagrabie, où il avait acheté la petite terre de Smrok, qu'il cultivait autant que possible. Cette terre passa puis par l'achat dans les mains du bourgmestre de Zagrabie Kamauf, qui l'a vendue en 1861 à un certain Horvath.

Klinggräff était déjà un vieillard en 1848, mais vigoureux. Après la mort de sa femme il vit très retiré avec ses 2 filles à Smrok au milieu de la forêt. Pour augmenter ses faibles revenus, il avait d'abord

établi une petite école d'agriculture à Smrok, qui ne végéta que quelques années faute de subvention de la part du pays et de la ville. En 1848 il avait ouvert une école gymnastique, qui avait le même sort et dura encore moins longtemps. Enfin il ne s'occupa plus que de son économie, devint membre très zélé de la société d'agriculture à Zagrabie, fit insérer plusieurs articles assez intéressants dans la gazette allemande, dont le rédacteur a été M. Stauduar, et mourut enfin en 1856. Il fut enterré dans son jardin. où gît aussi sa femme, puisque, à cette époque comme encore de nos jours, il n'y a point de place pour les chrétiens de la concession d'Augsbourg dans le cimetière catholique.

Klinggräff avait la réputation d'un honnête homme, mais la police secrète le surveillait toujours. On dit même que sa fille, qui demeura avec lui, a été citée un jour à la police à cause d'une correspondance avec une amie de Berlin, à laquelle la politique ne fut pas tout à fait étrangère.

Le 20 mars arriva la première dépêche du ministre président magyar comte Louis Batthyáni à la municipalité de la ville de Zagrabie, il y recommanda à toutes les autorités civiles, dans le royaume de Hongrie et dans les provinces annexes, de soutenir l'ordre et la tranquillité publiques, dont il les rendit en même temps responsables. Le magistrat mit cette dépêche *ad acta* tout simplement sans l'enregistrer, bien que plusieurs membres avaient désiré, que cette dépêche fût brûlée sur-le-champ sans en prendre connaissance du contenu.

Le même jour parut une proclamation de la part du comité de la garde nationale, signée par Alexandre Kavić, registrateur à la chancellerie municipale. Cette proclamation disait que la défense des droits municipaux, de la nationalité, de la sûreté publique et individuelle dans la ville, exigeaient la prompte formation de la garde nationale, qui en sera chargée et responsable, et même obligée de sacrifier la vie pour protéger la sécurité de la ville et de tout individu y demeurant.

L'expérience nous apprend que la modération, si nécessaire dans les débats publics, ne fut jamais dans le caractère d'un mouvement populaire. La séance municipale du 21 mars nous en fournit l'exemple, puisque des têtes exaltées, malgré une forte opposition, avaient fait arrêter, par une majorité entraînée par des sophismes et des déclamations bruyantes, d'envoyer une estafette pour courir après la députation croate, en route pour Vienne, et pour lui apporter l'arrêt du magistrat et de la ville de Zagrabie, qui commande qu'elle devait demander encore la réincorporation de la frontière militaire, et la délivrance de leur glorieux compatriote Tommaseo, dont nous avons

parlé à l'occasion de la révolution de Venise, et que personne ne connaissait à Zagrabie hormis les littérateurs, dont quelques-uns ont été exaltés par son style fleuri dans ses écrits slaves, où se cachait l'italien révolutionnaire sous le patriotisme slave. Cette demande de la municipalité a été redigée verbalement en croate ainsi qu'il suit : *i da [se] naš slavni Tomaseo na slobodu pusti* (et que notre glorieux Tomaseo soit mis en liberté).

Le 22 mars les patriotes se rassemblèrent dans la belle salle de la *Dvorana* pour y délibérer sur les articles d'une pétition contenant les vœux de la nation croate. Le vieux comte Janko Drašković y présida. A cette assemblée nationale n'étaient convoqués que tous ceux, qui ont été compris sous le titre de *status et ordines* avant l'an 1848. Ivan Kukuljević a été chargé de dresser le protocole, et on y débattait les questions politiques avec autant de calme que de dignité parlementaire. Tous les articles, au nombre de 27, formant la pétition destinée à être soumise à la sanction royale à Vienne par une députation solennelle, ont été acceptés par votisation d'après l'usage établi en Croatie.

Dans un article de cette pétition la Croatie réclama le droit à la nation de faire le choix des candidats pour la dignité de ban de Croatie, et en usa déjà dans la même pétition en y joignant une liste de candidature, sur laquelle se trouvèrent les noms des lieutenants-feldmaréchaux et barons Blagoević et Rukavina, des colonels Rastić, Kerpan, et enfin Joseph baron Jellačić.

Le comte Janko Drašković refusa sa candidature par modestie, et s'en excusa par son âge et sa faiblesse physique. Une voix s'était alors élevée en faveur du docteur Louis Gaj dans la salle, mais elle s'y perdit sans avoir trouvé un écho parmi les assistants.

C'est cependant sûr qu'on avait mis le nom du comte Janko Drašković après ceux des colonels, bien que jusqu'alors il n'y avait que des généraux qui avaient occupé la place de ban de Croatie, et qu'il n'y avait qu'une seule exception, qu'avait faite l'empereur Joseph en faveur du comte François Balassa de Balassa Gyarmat, puisque celui-ci, son favori, avait emporté la couronne de Hongrie de Presbourg à Vienne, où elle resta enfermée dans la trésorerie jusqu'aux derniers jours de cet empereur.

Bien que le comte Balassa portât le titre de ban de Croatie jusqu'à sa mort, il n'osa pourtant pas se montrer à Zagrabie pour s'y faire installer dans sa dignité d'après la loi constitutionnelle, puisqu'on l'y regarda comme un intrus et un traître à la patrie. C'est connu que l'évêque de Zagrabie, Vrhovac, avait un jour tellement fulminé contre ce ban dans la congrégation, qu'il avait frappé avec

tant de force sur la table que son anneau épiscopal s'était brisé à son doigt.

Le lendemain de cette réunion à la *Dvorana*, Ivan Kukuljević reçut une lettre, datée de Vienne, le 20 mars 1848 à 3 heures après-midi, de M. Ambroz Vranicany, qui s'y trouva logé dans l'hôtel à l'enseigne de *l'homme sauvage* dans la rue de Carinthie, et qui l'informa de ce que le comité slave à Vienne vient de nommer un comité national pour le royaume trinitaire à Zagrabie, et qu'on y avait choisi pour membres de ce comité Ivan Kukuljević, Praus, Rubido, et Žerjavica. Vranicany insiste dans sa lettre pour que la création de ce comité national et de ses membres fût publiée sans le moindre délai en Croatie, Dalmatie et Esclavonie.

Avant de continuer le récit des événements en Croatie, nous allons nous mettre à la piste du D^r Louis Gaj, qui disparut de Zagrabie, aussitôt qu'il avait appris par un voyageur le 15 mars du soir la révolution de Vienne. Mes chers lecteurs ! nous profitons de confidences de M. Gaj, qu'il nous avait faites lui-même sur son voyage mystérieux à Gratz et puis à Vienne, et sur ses démarches secrètes en faveur de la nomination du ban Jellačić. Par rapport à tous ces détails que nous allons maintenant donner, il faut bien nous rapporter à la véridicité des paroles du D^r Louis Gaj, puisque tout ce qu'il nous communiqua se passa alors au fond des cabinets, où il aurait été bien difficile d'être aux écoutes à la porte d'entrée, gardée par des huissiers ou des gens de livrée.

Le général d'artillerie comte Nugent avait toujours montré beaucoup de bienveillance au D^r Gaj, qui à son tour le regarda comme un protecteur puissant, dans lequel il aura pu mettre toute sa confiance dans un moment si critique pour sa patrie que celui du mois de mars 1848. Gaj avait donc alors quitté la capitale de Croatie pour se rendre en toute hâte à Gratz chez le comte Nugent.

Le vieux comte Nugent est généralement reconnu pour un diplomate très distingué, pour un général très instruit, et pour un homme génial, et d'une activité pour ainsi dire fébrile, qui fit toujours le désespoir de tous ceux qui avaient servi sous ses ordres et principalement de ceux qui ont été attachés à sa personne au quartier-général.

Le comte Nugent, malgré ses brillantes qualités de cœur et d'esprit, était pourtant sous quelques rapports un original dans toute la force du terme. Il avait par exemple la manie d'acheter des vieux châteaux en ruines pour les réparer tant bien que mal, bien qu'il se trouvât, avant l'héritage de sa femme, toujours en embarras, et que les exécutions militaires, qu'on envoya de Carlstadt à sa terre de Kastel pour des impôts redevables, ne manquèrent pas en 1851

et 1852. Il se procura aussi la possession du vieux manoir de Trsat sur la montagne au-dessus de la ville de Fiume, où il fit construire une chapelle et un tombeau pour les membres de sa famille, ainsi qu'un petit musée où l'on trouve une quantité de restes de statues romaines, parmi lesquels la chose la plus intéressante et la mieux conservée est le monument que les Français avaient fait poser sur le champ de bataille de Marengo, et que M. le comte en avait emporté, en y passant comme général autrichien victorieux. En dépit des mânes de la famille Frankopan, à laquelle avait appartenu jadis ce château actuellement en ruines, et qui devaient être bien étonnés de s'y trouver en société des morts de l'illustre famille irlandaise des comtes Nugent de Laval, le vieux général d'artillerie y avait déjà fait enterrer les restes mortels de son épouse, née duchesse Sforza de Rianzara, morte en 1855, puis une fille et un neveu, le général de brigade comte Nugent, qui avait perdu une jambe à l'assaut de Brescia dans la Lombardie en 1849, et était puis mort en suite d'une amputation.

Le comte Nugent, actuellement maréchal, a encore trois fils et une fille, laquelle est mariée au marquis Pallavicini et demeure dans ce moment à Venise. Son fils aîné Albert, que nos lecteurs connaissent déjà comme Illyrien ardent et grand partisan du Dr Gaj, a été comme volontaire à l'assaut de [Saint] Jean d'Acre avec feu l'archiduc Frédéric, et se trouve en pension actuellement avec le grade d'un colonel. Le puîné Gilbert vit à Naples dans la villa qu'il avait héritée de sa mère, et le cadet Arthur sert encore comme lieutenant-colonel dans l'armée autrichienne. Un bruit vague s'était répandu, qu'il avait l'intention de se marier avec la veuve du ban Jellačić.

Gaj, arrivé à Gratz, se rendit sans perdre un moment chez le comte Nugent, qui le reçut avec la plus grande bienveillance et cordialité, se trouvant très flatté de ce témoignage de la part de Gaj dans une affaire qui toucha la Croatie, et pour ainsi dire ses propres intérêts en sa qualité de propriétaire et de général impérial. Ils étaient aussitôt entrés en matière et délibérèrent sur la position politique que devaient occuper les Croates vis-à-vis les prétentions, la présomption, et les idées séparatistes des Magyars, et qui ne voulurent démordre de cette suprématie qu'il s'étaient arrogée. Ils furent tous les deux du même avis, qu'on devait en Croatie profiter dans ce moment de circonstances favorables pour s'émanciper à jamais de la suprématie magyare et revendiquer les anciens droits municipaux, en défendant en même temps à outrance la nationalité croate. Alors Gaj prétendait qu'il n'y avait qu'un seul moyen de faire réussir la bonne cause en Croatie, et que c'était de mettre un homme populaire, génial et loyal à la tête de la nation, pour diriger le mouve-

ment populaire dans l'intérêt de la Croatie et de la cour impériale, dont la politique se trouvait dans ce moment d'accord avec les efforts des patriotes croates ; et qu'il ne connaissait qu'un seul homme capable de remplir cette tâche, et que c'était le colonel Joseph baron Jellačić.

Nugent, qui avait en général une très bonne opinion de Jellačić, fit pourtant quelques objections au Dr Gaj, à cause de l'âge trop jeune encore et du peu d'expérience de ce colonel d'un régiment frontière ; mais il céda enfin aux raisons motivées de Gaj, et remarqua alors qu'il était de la plus grande importance de gagner le consentement de l'archiduc Jean, alors séjournant à Gratz, puisque son intervention devenait indispensable pour obtenir l'approbation de l'archiduc Louis. Pour cette raison le comte Nugent se rendit immédiatement en carrosse chez l'archiduc, après avoir invité le Dr Gaj de prendre un petit déjeuner à la fourchette pendant son absence, ce que Gaj ne se fit point répéter deux fois, comme il se trouvait encore à jeun depuis son départ de Zagrabie.

Gaj était encore occupé avec les beaux restes de son déjeuner, quand Nugent, de retour, l'engagea de monter avec lui en carrosse pour se rendre sur-le-champ chez l'archiduc Jean, qui les attendait dans son cabinet, et où on les fit entrer aussitôt après leur arrivée. Gaj prit la parole. L'archiduc Jean entendait avec calme sa proposition de faire nommer Jellačić ban de Croatie, en le dépeignant comme le seul homme qui, avec son immense popularité en Croatie, et surtout dans la frontière militaire, serait seul capable d'entraîner la populace de toute la Croatie civile et militaire pour sauver le trône impérial et la monarchie autrichienne ébranlés. L'archiduc Jean, qui avait aussi fait mention de Blagoević et Rukavina comme des hommes expérimentés, comprit cependant fort bien que, pour le moment et la situation d'alors, la popularité et la jeune énergie de Jellačić valaient mieux ; et consentit en déclarant qu'il partirait incessamment pour Vienne, puisque le temps était précieux dans cette époque critique. Il engagea le docteur Gaj de le suivre à Vienne avec le premier train du chemin de fer. La chaise de poste de l'archiduc Jean brûla bientôt après la route de la capitale d'Autriche, et Gaj y suivit emporté par une locomotive avec une rapidité magique.

L'archiduc, arrivé à Vienne, descendait dans son logis privé sur le Kohlmarkt, au premier de la maison du feu baron Hagen, puis Pasquelati. Gaj se logea dans l'auberge à l'enseigne de *l'homme sauvage* en ville. Le garçon, apprenant qu'il arrivait de la Croatie, lui confia aussitôt que le baron François Kulmer s'y trouvait aussi logé

au troisième, qu'il y vivait très retiré, et qu'il ne sortait presque plus depuis le 13 mars.

Gaj, enchanté de cette rencontre inopinée, se rendit à l'instant même chez le baron Kulmer, qui le reçut avec tant de cordialité et d'abandon qu'on s'en aurait pu facilement apercevoir que la fierté aristocratique avait baissé à vue d'œil depuis que la démagogie avait osé montrer sa tête hideuse aux portes du palais impérial à Vienne.

Gaj fit part au baron Kulmer de ses conférences avec le comte Nugent et puis avec l'archiduc Jean et enfin du but de son voyage dans la capitale, et en finissant son récit avec l'assertion que le colonel baron Jellačić était dans ce moment le seul homme qu'on pourrait nommer ban de Croatie, le seul capable de sauver le trône et la monarchie, et le seul que la nation désirait et accepterait pour ban de Croatie. Si nous voulons ajouter foi aux paroles de Gaj, nous en apprenons que le baron Kulmer ne fut nullement de prime abord pour la nomination du ban Jellačić et qu'il avait plusieurs fois répété à Gaj : « Vous ne connaissez point le Pepi (le baron Jellačić s'appela Joseph) si bien que moi ! il n'est pas fait pour cette place, il ne vous créera que des embarras, il n'a point de routine en politique, croyez-moi, je le connais mieux que vous ! »

Gaj tint cependant ferme, et s'arrogeant alors le droit de parler au nom de la nation croate, en faisant valoir le poids du *vox populi vox Dei*, parvint à persuader le baron Kulmer de la nécessité de la nomination du ban Jellačić.

Kulmer, dès ce moment, fit son possible de hâter la nomination du ban Jellačić, l'expédition des lettres patentes, et fut dans la suite l'œil et l'oreille de Jellačić à Vienne, où il lui rendit en 1848 et 1849 des services immenses.

Par conséquent on pourrait bien douter de la stricte vérité de l'assertion de Gaj que Kulmer eut été de prime abord contre la nomination du ban Jellačić, si non, en 1849, le baron Kulmer, alors ministre sans portefeuille, aurait trahi une certaine aigreur contre le ban, qu'il ne se donna pas même la peine de cacher en présence des hommes sur la discrétion desquels il a cru pouvoir compter, en critiquant avec morgue et dépit la conduite politique du ban Jellačić. Pour cette raison l'assertion de Gaj ne pourrait être regardée comme l'invention d'un homme qui aurait pu avoir une dent contre le baron Kulmer.

Kulmer, en 1849, très bien vu à la cour impériale à cause de sa loyauté et son dévouement à la dynastie régnante, y intrigua contre le ministre Bach, qu'il avait en horreur à cause de ses réformes en Hongrie, il n'épargna pas en même temps le ban Jellačić, dont les vues politiques sur l'organisation administrative du royaume

croate-slavonien lui parurent insipides et embrouillées. Ivan Kukuljević, qui se trouva alors attaché à la chancellerie du ban à Vienne, affirme de même que le baron Kulmer avait souvent en sa présence employé des termes peu flatteurs pour la capacité politique du ban Jellačić, et peu convenables pour un soi-disant ami intime de Jellačić.

Pour revenir à la première opposition du baron Kulmer contre la proposition de Gaj à faire nommer Jellačić ban de Croatie, il se pourrait bien qu'elle avait été motivée par le peu de connaissance qu'il avait des brillantes qualités et de la capacité géniale de Jellačić, bien qu'il en était un ami d'enfance ; puisque la modestie de Jellačić ne fit jamais sentir à ses amis la supériorité que lui donnèrent ses grands talents, son instruction solide et son génie ; — Kulmer a donc pu facilement le juger alors incapable de diriger le mouvement populaire en Croatie, et d'être utile à l'état comme ban de Croatie dans un moment où tout fut mis en question, enfin de ne pas le trouver au niveau de l'importance de cette catastrophe épouvantable.

L'erreur du baron Kulmer, dont le cœur ne battit que pour la dynastie et la monarchie, fut cependant bien pardonnable, puisque des génies plus grands que le sien se sont trompés, en jugeant les hommes sans approfondir leur caractère et leurs qualités. Le grand Frédéric, roi de Prusse, avait bien à se repentir pendant la guerre de sept ans d'avoir tourné le dos à l'illustre Laudon à Berlin, quand celui-ci y vint lui offrir ses services, et d'avoir dit : « Cette physionomie ne me revient pas ! » Laudon, à la tête des Croates, lui prouva bientôt qu'il avait jugé un homme de génie d'après son extérieur.

Le ban Jellačić, les Kulmer et Drašković, amis et parents du ministre baron Kulmer, avaient toujours protesté contre cette assertion de Gaj, en faisant valoir les services qu'il avait rendus au ban et le dévouement qu'il lui avait montré en 1848, — mais un proverbe français dit « qu'il y a toujours quelque anguille sous roche ».

Puisque nous avons commencé ici à parler du feu baron François Kulmer, nous en allons finir, bien que nous devançons de cette manière le fil de l'histoire. La mort tragique de ce ministre nous impose le devoir de n'en parler qu'avec cette piété que commande la mémoire d'un homme d'état loyal et dévoué, d'un bon patriote qui aima son pays et son roi légitime, d'un ami fidèle et aimable qui possédait des qualités de cœur et d'esprit, lesquelles le rendirent cher à tous ceux qui l'ont connu.

En 1849 il se trouva dans une fausse position en sa qualité de ministre sans portefeuille, et en contradiction avec ses opinions politiques, ses sympathies pour l'ancienne constitution hongroise, et avec la tâche secrète qu'on lui avait imposée de travailler l'esprit du

ban Jellačić et des notabilités les plus marquantes en Croatie, en faveur de toutes les réformes que le ministère avait l'intention d'y introduire. Mais la Croatie se montra hostile aux réformes, et le ban Jellačić, se rappelant le serment prêté à son installation en 1848 à la nation croate de défendre contre qui que ce fût la nationalité, les privilèges et les droits municipaux du royaume, ne céda que pas à pas le terrain à l'usurpation ministérielle, et Kulmer même fut toujours d'accord avec les vieux conservatifs magyars de défendre autant que possible l'entrée dans le royaume de Hongrie et dans les ci-devant provinces annexes à la bureaucratie allemande.

Les Kulmer de Rosenbüchel sont d'origine de la Styrie, où se trouve encore le château de Rosenbüchel, qui appartient actuellement au comte Goess, mais la branche de la famille du ministre Kulmer se trouva depuis assez longtemps nationalisée en Croatie, et par conséquent il était aussi magnat de Hongrie, ce qui explique ses sympathies pour la constitution magyare, et comme il avait hérité de son oncle le comte Oršić, qui a été un patriote ardent croate, il n'osa non plus rompre en visière avec le parti national en Croatie. On voit donc bien que ses sentiments de famille, de patrie, de conviction personnelle étaient si compliqués que les droits politiques qu'il avait à remplir.

Kulmer avait malheureusement, en sa qualité de ministre sans portefeuille, une trop grande idée de son influence, et s'était fait des illusions sur l'importance de sa faveur à la cour impériale. Dès qu'il a été nommé ministre, il s'était étroitement lié avec Eötvös, Josika et Barkoczi, et en fut influencé de la sorte, qu'il n'eut enfin rien de moins en idée que de rétablir l'ancienne constitution hongroise. Il a été si entiché de cette idée, qu'un jour il était devenu si furieux, qu'il a été au point de montrer la porte à M. Charles de Klobučarić, qui avait pris la liberté de lui remarquer « que le temps n'était pas encore arrivé pour l'exécution d'un tel projet ! » Et un autre jour il voulut tâter le pouls à ses compatriotes, qui se trouvèrent alors comme hommes de confiance, en 1849, à Vienne, et les instigua à redemander à l'empereur la restitution de leurs droits municipaux, de leurs anciens droits seigneuriaux, des dîmes et des corvées, mais il s'était mal adressé. Ses compatriotes se montrèrent plus prudents que lui à cette occasion, et M. Ambroz Vranicany lui répondit brièvement et avec le plus grand calme : « Que Dieu nous en préserve, votre Excellence, d'une telle démarche, ce serait le plus sûr moyen de provoquer une seconde révolution, et nous en avons assez de la première ! »

Kulmer travaillait toujours en cachette d'enfoncer le crédit du ministre Bach, qu'il ne nomma jamais autrement que le ministre de

barricades, et qui voulut jeter le vaste royaume de Hongrie avec sa constitution, soi disant 8 [fois] centenaire, dans le même moule avec les paisibles provinces héréditaires habituées depuis des siècles à la bureaucratie allemande, pour en faire sortir une quantité de *Kronländer* ((provinces de couronne) qui devaient se ressembler sous tous les rapports politiques et administratifs comme un œuf à l'autre.

Kulmer, dont la bête noire fut toujours Bach, avait si bien miné le terrain sous les pieds de ce ministre à l'aide de ses amis à la cour et des Magyars conservatifs, que celui-ci se trouva au point de faire la culbute, mais alors résonna le veto du puissant ministre président Felice prince Schwarzenberg, qui déclara solennellement de donner sa démission au moment où l'on ôtera le portefeuille à son collègue le ministre Bach. Kulmer échoua, et ne pouvant soutenir la lutte contre Bach sous l'égide du prince Felice Schwarzenberg, il partit quelques jours après pour Pest, pour y fulminer contre la politique du ministère allemand et s'enivrer par l'encens que lui brûla la haute aristocratie magyare, qui le regarda déjà comme un des leurs.

Il partit puis de Pest pour les eaux de Smecz, où il laissa un libre cours à ses invectives et récriminations contre le ministre Bach, qui en fut informé fidèlement par ses mouchards, et en prit note pour porter à la première occasion un coup mortel à son adversaire, quand il s'en douta le moins.

L'occasion se présenta bientôt. Kulmer, pour se distraire et calmer son agitation, voulut faire un voyage à Londres, où il y avait à cette époque la grande exposition industrielle dans le palais de cristal. En arrivant, route faisant, à Dresde, il s'y arrêta pour quelques jours, ayant l'intention de visiter la ville et d'y faire viser son passeport.

Bach, profitant de son absence, fit un rapport détaillé sur sa conduite politique en Hongrie, en remarquant en sa qualité de ministre de l'intérieur qu'il ne pouvait pas consentir à ce qu'il fût permis au baron Kulmer de se rendre à Londres, où il y avait tant de réfugiés magyars toujours en secrète communication avec les malcontents en Hongrie, et où ses discours et promesses irréflechies pourraient avoir des suites fâcheuses pour lui et la tranquillité en Hongrie, et se réclama à cette occasion de sa conduite politique à Pest et à Smecz, en y joignant les rapports de la police secrète. Le résultat en fut que le ministre de l'intérieur fut autorisé d'envoyer une dépêche télégraphique au comte Apponyi, l'ambassadeur d'Autriche à Dresde, laquelle lui enseigna de suspendre le voyage du baron Kulmer à Londres, et de lui refuser le visa de ses passeports.

Kulmer se trouva précisément en visite chez le comte Apponyi,

son ami, quand celui-ci reçut cette dépêche télégraphique, dont nous parlions à l'instant.

L'ambassadeur ne manqua pas de l'en informer sur-le-champ. Kulmer en fut consterné au plus haut point ; son amour-propre, son honneur en furent blessés mortellement, il repartit sans délai pour Vienne, mais y arrivé, des hommes impartiaux ont cru déjà alors remarquer en lui une teinte légère d'une aliénation d'esprit, qui dégénéra bientôt après en une véritable folie, et avec des symptômes si alarmants, qu'on était obligé de le faire transporter dans une maison des aliénés, où l'on lui prodigua tous les soins possibles sans aucun résultat favorable. Un beau matin on le trouva, malgré toute la surveillance de la part de la maison, pendu avec son mouchoir à la serrure de la porte de sa chambre. Sa mort fit grande sensation en Croatie, sa famille ignore longtemps sa fin tragique, et sa mère, à laquelle on avait dit qu'il était mort d'une fièvre typhéuse, n'en sait encore rien dans ce moment.

Le ban Jellačić, quand on lui avait appris que le baron Kulmer était devenu fou et se trouvait dans une maison des aliénés, disait à Neustaedter : « Cette nouvelle ne m'étonne pas. Je lui ai remarqué depuis longtemps une teinte légère d'une aliénation d'esprit, et la dernière fois quand il venait chez moi à Vienne, et m'avait trouvé malade au lit, il m'avait fait l'impression d'un fou, et il s'était écrié plusieurs fois : je veux me jeter dans le tourbillon de plaisir, je veux vider la coupe de la vie jusqu'à la dernière goutte, et je veux boire du vin de champagne jusqu'à en perdre la raison ! » — Il se peut bien que le ban Jellačić, trop occupé lui-même alors, ne lut dans le cœur de son ami, pour deviner la cause sinistre de son exaltation, le vrai motif du trouble de son esprit ; — ou qu'il n'en ait voulu parler.

Si le malheureux ministre baron Kulmer, dont le cortège funèbre a été si mesquin à Vienne, que le ban Jellačić en fut indigné, ainsi de ce que sa famille ne lui avait pas posé un monument, eût vécu jusqu'à nos jours, quel plaisir qu'il n'aurait pas ressenti en apprenant la chute de son adversaire si haï de lui, et en lisant le manifeste impérial du 20 octobre 1860, qui avait rendu l'ancienne constitution à sa patrie et à la Hongrie avec les modifications qu'il avait même tant de fois recommandées à ses compatriotes en 1848, et aux Magyars en 1849 ! — *Levis sit tibi terra !*

Le comte Széchényi s'est brûlé la cervelle quelques années plus tard dans la même maison des aliénés à Vienne, ce qui attira une grande responsabilité au directeur de cet institut, qui, en suite du chagrin qu'il en éprouva, tomba dangereusement malade, et mourut peu de temps après à son tour.

CHAPITRE VII

Après cette digression nous retournons au mois de mars 1848 à Vienne, où le docteur Gaj, le lendemain de son arrivée, a été mandé au palais impérial. Il s'y rendit et y fut introduit dans le cabinet de l'archiduc Louis, où il trouva en même temps les archiducs François-Charles, et Jean. Pour ne pas toujours répéter la même chose, nous dirons tout simplement que Gaj y avait tenu, en présence de ces trois archiducs, le même langage que nous en avons rapporté par rapport à sa conférence avec le comte Nugent, l'archiduc Jean et avec le baron Kulmer à l'hôtel de « l'homme sauvage » en faveur de la nomination du ban Jellačić, et en ajoutant à Vienne que la nation croate n'accepterait d'aucune manière un autre que le baron Joseph Jellačić pour ban de Croatie, et qu'il serait de la plus urgente nécessité de décider cette question brûlante sur-le-champ, puisqu'il était forcé de retourner promptement à Zagrabie pour y diriger le mouvement populaire et de l'empêcher à prendre des dimensions si gigantesques, que nulle force humaine ne serait plus tard capable de maîtriser.

L'archiduc Louis ne montra nulle envie d'entrer dans les vues du docteur et déclara, avec beaucoup de fermeté, que la cour impériale en avait assez de ces colonels pour la candidature à la dignité banale, avec l'expérience [sic] qu'on en avait fait avec le comte Haller, et qu'on n'était point forcé de recourir au génie du colonel baron Jellačić dans ce moment critique, puisqu'on avait sous la main des lieutenants-généraux expérimentés, tels que Rukavina et Blagojević. Mais Gaj tint ferme et ne céda pas, en déclarant qu'il serait obligé de retourner sur-le-champ à Zagrabie, dans le cas que la nomination du ban Jellačić serait refusée. Enfin il réussit, soutenu par les archiducs Charles-François et Jean, qui insistèrent auprès de l'archiduc Louis pour y consentir. L'archiduc Louis congédia enfin le docteur Gaj avec la promesse solennelle de faire nommer le baron Jellačić ban de Croatie, et d'expédier aussitôt que possible les lettres patentes de sa nomination à Zagrabie.

Quel bonheur ! car si l'on eût préféré le baron Rukavina, le défenseur de Temesvar eût manqué en 1849 ! et si l'on eût préféré le baron

Blagoević, on aurait choisi un traître à la monarchie autrichienne, ce qui a été prouvé par la procédure du tribunal militaire. Et Blagoević n'avait pu se sauver alors du jugement et de la honte qui l'attendaient, que par une mort volontaire en s'empoisonnant la veille de la publication de la sentence du tribunal militaire. Rukavina en revanche n'aurait jamais pu remplacer le ban Jellačić en Croatie en 1848.

Gaj se retira content de son brillant succès, et Jellačić lui fut redevable de sa nomination. Avant de partir, Gaj se rendit encore chez Ambroz Vranicany, et en apprit à son grand étonnement et à son plus grand regret que le comité national, qui s'était déjà emparé de la direction du mouvement populaire, avait été formé sans lui, car ni Kukuljević, ni Vranicany n'ont voulu entrer au comité avec le docteur Gaj.

Gaj s'adressa alors à son ardent partisan, le comte Albert Nugent, et avec sa protection il parvint à fléchir Vranicany et en extorquer la promesse d'écrire une lettre à Kukuljević, pour qu'il fût accepté dans le comité national.

Le comte Albert Nugent donna aussi une lettre à Gaj pour la remettre entre les mains de Kukuljević, et laquelle contenait les instances et la demande amicale de recevoir Gaj dans le comité national, et d'éviter de cette manière la discorde qui en pourrait résulter dans le cas de ce refus, et devenir la source de beaucoup de malheurs, et la cause même de la perte de la cause nationale ou de la bonne cause. Cette lettre était datée du 21 mars 1848 de Vienne. La lettre de Vranicany porte la même date, insinue la réception de Gaj, et conseille de ne pas le repousser, s'il travaille à faire lever la nation, et insiste sur la nomination instantanée du ban de Croatie, et sur la formation du comité national, composé par Kukuljević, Gaj et Žerjavić, en leur recommandant de prendre conseil de Praus. Vranicany annonce par la même lettre la nomination d'un ministère magyar, et le danger qui en résultait pour la Croatie.

Une lettre ultérieure de Vranicany, datée de Vienne le 14 mars 1848, annonce à Kukuljević la nomination du ban Jellačić par l'empereur et le roi Ferdinand I^{er}, et conseille d'ignorer absolument cette nomination ; mais qu'on devait en revanche, proclamer sur-le-champ le colonel Jellačić ban de Croatie, élu par le choix de la nation, et lui conférer la juridiction sur les trois royaumes réunis de Croatie, Dalmatie et Slavonie. Enfin il ajoute la liste des membres du ministère magyar à Pest, telle que voici : premier ministre le comte Louis Batthyáni ; pour la justice Deak ; pour les finances Kossuth ; pour la guerre le colonel de houzards Mézaros ; pour les communications Étienne Széchényi ; pour l'éducation le baron Eötvös ; pour l'agri-

culture Klauzál, et pour les affaires étrangères à la cour d'Autriche — *risum teneatis* ! — le prince Esterházy. Pour la bonne bouche Vranicany annonce que l'archiduc palatin de Hongrie et le comte Louis Batthyáni fussent arrivés dans la nuit à Vienne pour faire révoquer la nomination du ban Jellačić.

Comme les lettres de Vranicany furent très intéressantes à cette époque, nous sommes obligés de faire mention encore de deux lettres antérieures, toutes deux adressées à Kukuljević.

La première, datée du 22 mars de Vienne, annonce qu'il était nommé membre du comité national qu'il devait former avec Gaj et Kukuljević, que Kulmer avait promis d'endosser la *surka*, et de donner 500 florins pour les frais de voyage de la députation croate à Vienne ; et qu'ils se devaient réconcilier avec Gaj, en ajoutant qu'ils partiront tous le lendemain pour Zagrabie, où il éclaircira et racontera tout après son arrivée. Vranicany se trouva cependant encore le 23 mars à Vienne, puisque la seconde lettre porte cette date. Cette lettre parle aussi d'un comité pour le royaume réuni de Croatie, Dalmatie, et Slavonie, et d'un conseil composé de quelques membres seulement ; que Kulmer s'était fait faire une *surka*, et qu'il donne 500 florins, et que Gaj écrira maintenant des articles fulminants, puisque Metternich était mort moralement et politiquement.

Gaj repartit le 22 mars de Vienne avec le train de fer, arriva le 24 mars au soir à Zagrabie, et une calèche attelée de 4 chevaux l'emporta rapidement par la longue rue d'Ilica à la ville supérieure. La foule le reconnut et courut après lui pour en apprendre des nouvelles de Vienne, mais la course rapide de sa calèche l'empêcha de parler, et il se contenta à crier à gauche et à droite aux curieux ce mot altérant : « Révolution ! — Révolution ! Révolution ! » — On se moqua plus tard de cette entrée à 4 chevaux en train de chasse et au cri de « Révolution ! » — Mon Dieu ! on peut trouver toute parole et toute action ridicule ; et le monde s'amuse de bon cœur à votre dépens si vous faites une seule bévue ! Arrivé à la maison, Gaj saute en bas de sa voiture et monte l'escalier, où l'attendaient sa femme et ses enfants ; mais il n'a pas le temps de les embrasser, et se rendit tout de suite dans sa grande salle à manger, où une foule immense entra avec lui, qui était couru après sa calèche. Gaj fut à cette époque encore un oracle pour la petite bourgeoisie et la jeunesse étudiante.

Gaj commença aussitôt à leur dépeindre avec les plus sombres contours les événements de Vienne, et leur peint en *fresco* la révolution de la manière à donner la peau de poule aux bons bourgeois de la ville de Zagrabie. Il finit son discours en leur disant qu'il n'y avait qu'un seul moyen de préserver la Croatie et sa capitale de troubles, de désordres et de malheurs de l'anarchie, suite inévitable de toute

révolution et que c'était de proclamer sur-le-champ le colonel Joseph baron Jellačić ban de Croatie, le seul homme capable dans ce moment de saisir les rênes du gouvernement avec énergie et de soutenir l'ordre et la tranquillité ; puis en vantant le patriotisme, la popularité et les brillantes qualités de Jellačić, il les engagea de se rendre le lendemain en masse à la *Dvorana*, où se rassemblera une assemblée nationale, pour y faire proclamer d'un vœu unanime Jellačić ban de Croatie. Les bourgeois, consternés du récit de Gaj, persuadés de la nécessité d'avoir dans ce moment un ban plein d'énergie et de prudence pour maintenir l'ordre public et protéger la sûreté de la ville, et satisfaits de se pouvoir sauver à si bon marché de suites funestes d'une anarchie qui les fit trembler pour leurs boutiques et pour le cabinet où se trouvait cachée leur caisse d'épargnes, promirent tout ce que Gaj avait désiré, en criant *živio* comme des possédés. La popularité de Gaj était alors intacte.

Gaj, après que la foule s'était retirée, alla embrasser sa famille et passa la nuit à méditer sur les mesures à prendre et les démarches à faire pour réussir le lendemain à faire proclamer le ban Jellačić.

Le comité national à Zagrabie a été nommé par le comité slave à Vienne, qui s'y était constitué de sa propre autorité, et dont on n'entendit plus parler après la nomination du ban Jellačić.

Le comité national à Zagrabie ne fut au fond qu'un triumvirat, composé de ces trois membres : de Gaj, qui a été reçu dans le comité en suite de ses lettres de recommandation de Vienne ; d'Ambroz Vranicany et d'Ivan Kukuljević, qui avait forcé l'avocat Žerjavić de remplacer Vranicany pendant son absence, puisque celui-ci, en sa qualité d'associé de la maison commerçante de Vranicany, fut souvent absent pour des affaires de commerce qui touchaient leurs intérêts communs, et surtout parce que Kukuljević n'avait nulle envie de se trouver seul avec Gaj dans le comité, comme le dernier, selon le dire du premier, s'arrogea toujours une certaine suprématie sur ses collègues et aima d'agir de sa propre autorité sans leur consentement. Ainsi Gaj avait demandé de prime abord, sans en avoir informé ses collègues, 10.000 florins de la caisse du chapitre de Zagrabie, qui, par rapport à la situation politique et à l'importance d'une attente [*sic*] cordiale avec l'homme le plus influent et le plus hardi du comité national, n'osa point le refuser. Gaj n'accusa réception de cette somme d'argent pourtant assez considérable, que par un petit chiffon de papier au lieu d'une quittance en règle, et sur lesquels étaient écrites ces paroles laconiques : « *na stvari narodni* » [*sic*] (pour des affaires nationales) et la somme reçue avec la simple signature de Gaj. Cette drôle de quittance, ou plutôt ce chiffon se trouve encore entre les mains du chanoine Vuković.

Pour payer les différents agents du comité national, les estaffettes, les placats [*sic*], les écrivains, les voyages des hommes de confiance et de la députation croate destinée à se rendre à Vienne, et pour tant de besoins dans cette époque critique, il fallait bien de l'argent, et le chapitre de Zagrabie si riche et bien doté pouvait bien fournir cette somme sur-le-champ et sans embarras ; mais Gaj n'avait pas le droit d'agir de sa propre autorité, et de négliger les formes et les règles établies pour toucher une somme pareille.

Les ennemis de Gaj disaient qu'il n'avait jamais rendu compte de ces 10.000 florins, mais c'est pourtant constaté qu'il avait payé les frais de voyage de la grande députation croate, qui s'était depuis rendue à Vienne, et que le reste de cette somme a bien pu passer pour ces dîners d'apparat qu'il avait donnés alors aux notabilités du jour et étrangères, qui arrivèrent à Zagrabie, et qu'il avait reçues officiellement en sa qualité de Triumvir ou de premier Consul. Il y avait presque toujours table ouverte chez lui.

Enfin, dans les temps de révolution le contrôle des caisses publiques devient très pénible, car la manipulation en est très compliquée par tant d'individus qui sont autorisés d'y puiser par ordre supérieur, et qui émane de tel ou tel dictateur, qui n'est pas tenu de rendre compte. Pour cette raison il ne faut pas regarder de si près la caisse confiée à tel ou tel individu, car on y trouverait trop d'inconvénients, et il n'y a pourtant que très peu de personnes qui en profitent, car la masse du peuple est toujours condamnée à payer. En Croatie la loyauté a été pourtant la règle et des malversations ne furent que des exceptions. Dans la Voïvodine serbe on n'en pourrait pas dire autant. Passons là-dessus. *De mortuis nil nisi bene !*

Gaj se rendit le 25 mars du matin à l'académie royale pour haranguer les professeurs et les jeunes élèves en faveur de la proclamation du ban Jellačić. La jeunesse fut si flattée de cette marque d'attention de la part d'un homme si renommé tel que le docteur Gaj qu'elle lui répondit par un cri unanime de *živio !* et par la promesse de se rendre en masse à la *Dvorana* pour y faire proclamer le ban Jellačić. L'académie royale avait aussi plus tard choisi le docteur Gaj pour son député à la diète du royaume réuni à Zagrabie.

La conduite des étudiants à Zagrabie en 1848 et 1849 fut toujours irréprochable, et ils étaient loin de imiter les blancs-becs de l'université de Vienne, qui s'arrogèrent le droit de diriger les affaires publiques et de diriger le vaisseau d'état sur la mer orageuse. Ce sera une honte éternelle pour les lâches habitants de Vienne d'avoir souffert si longtemps l'arrogance et le terrorisme de ces jeunes gens morveux, instigués par des misérables jacobins sous le masque de professeur.

L'exemple *in facie locis* [*sic*] est toujours nuisible, et pour cette raison les étudiants slaves de l'université de Vienne furent entraînés à former ce comité slave qui avait élu Gaj, Vranicany et Kukuljević pour le comité national du royaume réuni.

Le 25 mars la gazette croate à Zagrabie, dont le rédacteur a été Gaj, publia ce décret ridicule du comité slave à Vienne, et signé par Stjepan Pejaković, Božidar Rogulić, Dragutin Seljan, Živko Stefanović, et Arthur Nugent. Le comité national existait cependant déjà depuis le commencement de la révolution de Vienne, et n'avait point attendu à l'autorisation de ces *kukavice* (une espèce de hibou), comme les Croates appellent ordinairement des misérables ou des riens.

La *Dvorana*, devenue historique par les événements de 1848, est située au bout de la rue de Poste, et rappelle un peu l'architecture italienne. Ce palais a été bâti en 1835 par le comte Charles Drašković, marié avec la comtesse Elise Batthyáni, mais il paraît que l'architecte avait plus en vue l'élégance que la solidité, puisque le balcon s'écroula à peine que la comtesse avait pris possession du château, et elle en fut si effrayée, qu'elle n'y voulait plus demeurer pour rien au monde, et que le comte Drašković fut enfin forcé de vendre ce palais à très bon marché aux états du royaume, qui le destinèrent pour le musée national.

Ce musée, sous la direction du savant Farkas-Vukotinović, actuellement comte suprême du comté de Kreutz, renferme déjà aujourd'hui une belle collection de médailles, de coquilles, d'animaux empaillés, de minéraux et de portraits, parmi lesquels on trouve ceux de l'empereur François-Joseph en costume hongrois, du ban comte Joseph Jellačić de Bužim, du cardinal George Haulik de Varallya, et du ministre sans portefeuille baron François Kulmer de Rosenbüchel. On y voit aussi les petits portraits de tous les rois de Hongrie depuis le roi Saint-Étienne. Cette collection s'est au [*sic*] trouvée au château de Šestine, dont le propriétaire actuel, le comte Frédéric Kulmer, l'avait donnée au musée national sur les instances de M. Ivan Kukuljević de Sacci, alors archiviste du royaume de Croatie, et qui s'était si bien mérité du musée national, ainsi que le vieux major pensionné Sabljari, qu'on trouvait toujours se promener les poches remplies d'herbes et de différents insectes ; plus tard il s'était brouillé avec Vukotinović, et s'était retiré à la campagne chez son frère.

Le château de Šestine mérite d'être mentionné. Le château de Šestina [*sic*] a été bâti avec les pierres des ruines du vieux manoir de Medvegrad [*sic*] (château d'ours) situé sur une haute montagne au-dessus de Šestina, qui se trouve aussi sur une hauteur, d'où on jouit d'une vue superbe sur la ville de Zagrabie aux bords de la Sava, et

sur les plaines immenses à l'alentour de la capitale pittoresque de Croatie jusqu'aux hautes montagnes de la Croatie militaire, qui bordent l'horizon de cette contrée enchanteresse. Le château imposant de Medvegrad avait joué un grand rôle dans l'histoire de Croatie, et M. Kukuljević en avait raconté les événements dans une brochure en langue croate, qui parut en 1854 à Zagrabie. Au château de Šestina se trouve une chapelle, où il y a un tableau de la Sainte Vierge, qu'on dit avoir été apporté de Constantinople, et dont les traits sont d'une singulière sévérité ! On dit, d'après la tradition populaire, que la mine de cette Sainte Vierge ne se montre affable qu'aux mauvais sujets, et au contraire très sévère aux gens vertueux. Le comte Kulmer, marié avec la comtesse Alexandrine Erdödy, avait embelli autant que possible le château, la cour et le jardin, puisqu'il y passa avec sa famille la belle saison.

Pour revenir à la *Dvorana*, où dans la grande salle eut lieu la séance du 22 mars sous la présidence du vieux comte Drašković, et où l'on donne toujours des fêtes de bal au carnaval, et où, après la mort du ban Jellačić, son cuisinier Joseph Parmegiani tint une très bonne restauration jusqu'à la fin de l'an 1861, il faut remarquer que la salle, entourée d'une galerie, a des fondements si faibles, qu'on a été toujours obligé de la soutenir par des poutres au-dessous de son plancher parqueté. Pourtant on avait choisi cette salle pour le 25 mars, où une foule immense devait l'encombrer pour y proclamer le nouveau ban de Croatie ; et qu'elle ne s'était pas alors écroulée, c'est une preuve qu'elle est pourtant plus solide que l'on ne le croyait.

Gaj, à peine reçu dans le comité national, trancha du dictateur, convoqua chez soi Kukuljević, Žerjavić et un certain Nicolas Vaganović qui se trouva alors à Zagrabie, pour rédiger encore une fois la pétition en 27 articles, qu'on avait votée à la *Dvorana* le 22 mars. Vaganović, tête exaltée et vrai fanatique, fit les propositions les plus extravagantes. Malgré l'opposition de Kukuljević et Žerjavić on y ajouta encore trois articles, savoir : a) l'abolition du célibat du clergé catholique romain, b) la nomination du ban Jellačić, et c) que tous les étrangers fussent éloignés de toutes les places et de toutes les dignités ; et Vaganović ajouta pour la bonne bouche que le titre de la pétition, qui portait ces paroles : « Les vœux de la nation croate » fût changé en celui plus catégorique : « Les demandes de la nation croate » en croate : *zachtévanya* au lieu de *želje* (vœux). Pour ne pas se brouiller avec un boutefeu tel que Vaganović, on y céda comme à l'article de l'abolition du célibat [du] clergé, puisque Kukuljević et Žerjavić avaient assez d'esprit pour comprendre que cette question ne pourrait être résolue que par le pape et un concile œcuménique,

et non du roi de Croatie ou de l'empereur d'Autriche ; et ils cédèrent de même aux autres 2 articles ; mais ils furent inébranlables par rapport à la demande de Gaj, d'ajouter encore un article concernant la nomination d'un vice-ban ; car ils y découvrirent sans une grande difficulté l'arrière-pensée de Gaj à se faire nommer vice-ban par le ban Jellačić, qui lui devait bien de la reconnaissance pour ses peines qu'il s'était données, et pour les démarches qu'il avait faites en faveur de sa nomination à Gratz et à Vienne. Gaj fut obligé à démordre de sa proposition, ne pouvant plus prolonger la lutte sans trahir le véritable motif de son entêtement pour la nomination d'un vice-ban.

Comme la réunion des soi-disant représentants du royaume réuni ne dut avoir lieu que dans l'après-midi du 25 mars, Gaj profita de la matinée de ce jour pour se rendre au séminaire épiscopal, où il harangua les jeunes clercs avec tant de succès qu'ils s'enrôlèrent tous de bon cœur sous sa bannière, de la sorte qu'il ne pouvait plus douter de réussir à proclamer le ban Jellačić. C'est constaté que le parti de Gaj fut alors en nombre le plus formidable. La bourgeoisie, l'académie et le jeune clergé furent de son parti.

Gaj, si empressé de faire proclamer le colonel baron Jellačić ban de Croatie par l'assemblée nationale à Zagrabie, bien qu'il en avait apporté la conviction de sa nomination par la cour impériale de Vienne, et que les lettres patentes pour le ban Jellačić se trouvaient peut-être déjà en route pour Zagrabie, voulut sans doute faire deux coups avec une pierre, puisque par l'élection populaire du ban Jellačić il revendiqua pour ainsi dire l'ancien droit à la nation croate d'élire le ban par son libre vote, et de s'assurer de la reconnaissance du ban Jellačić, qui devait se trouver bien flatté par cette élection populaire, et par conséquent se montrer reconnaissant à l'auteur de cet acte solennel, important et historique, autant plus qu'il ne pouvait que transpirer plus tôt ou plus tard que Jellačić était pour la plus grande part redevable de sa nomination de la part de l'empereur et roi aux efforts et aux démarches du docteur Gaj à Gratz et à Vienne. Enfin l'arrière-pensée de Gaj a été sans doute de gagner le cœur reconnaissant de Jellačić, pour en profiter à se garantir une certaine influence sur lui et sur la marche des affaires politiques. Mais il s'était cruellement trompé comme la suite le prouvera.

CHAPITRE VIII

Le 25 mars 1848 fut un jour à jamais mémorable dans les annales du royaume de Croatie. Ce jour les notabilités croates, rassemblées dans la salle de la *Dvorana*, encombrée ainsi que la galerie par une foule immense, proclamèrent le colonel Joseph baron Jellačić de Bužim par acclamation unanime ban de Croatie.

Nous en allons raconter les détails intéressants :

L'horloge de la tour de Saint-Marc venait de sonner trois heures quand Gaj entra dans la salle de la *Dvorana*, où la foule l'attendait avec impatience. Toutes les classes de la société y étaient représentées, et l'académie, le convict royal, ainsi que le séminaire épiscopal y avaient fourni le plus grand contingent, qui à lui seul aurait assuré la majorité de voix à la proposition du docteur Gaj. On y vit les soi-disant représentants de la Croatie et de la Slavonie, — ceux de la Dalmatie manquèrent — et l'*attila* à côté de la *surka*, la soutane à côté du surtout ; les bonnets illyriens, les cylindres et les kalpaks s'y trouvèrent pêle-mêle. L'apparition de Gaj fit taire le bruit de tant de voix, et le plus profond silence s'établit.

Gaj, soigné [*sic*], comme tout autre qui s'arroe un droit de sa propre autorité, de s'entourer d'une ombre de légalité, fit auparavant lire le fameux décret du comité slave à Vienne, par lequel lui, Kukuljević et Vranicany furent désignés comme les membres légaux du comité national à Zagrabie. Un tonnerre de *živio* manifesta les sympathies de la foule pour ce triumvirat octroyé.

A peine que le silence s'était rétabli, Gaj lut à haute voix le premier article de la pétition croate, rédigée par le comité national, qui demanda la sanction royale de l'élection du ban Jellačić par la nation, et, sans attendre l'approbation ou les remontrances de l'assemblée nationale, et sans prendre en considération l'amour-propre de ceux de ses compatriotes qui auraient voulu aussi faire valoir le poids de leur vote, il commença à crier : « *Živio naš Ban Josip Barun Jellačić* » ! (en français, vive notre ban Joseph baron Jellačić !) ce qui fut le mot d'ordre pour le parti de Gaj, qui domina la salle par le nombre et la hardiesse.

Ce fut alors comme une tempête qui éclata avec le tonnerre de tant de voix, qui criaient et hurlaient : « Vive le ban Jellačić ! » (*Živio Jellačić Ban*) à faire trembler la salle de la *Dvorana* jusqu'aux fondements ; et, comme l'enthousiasme d'une grande masse est toujours épidémique, ce ne fut bientôt qu'un délire effréné, qui s'empara de la foule semblable à la mer mugissante, dont le bruit des vagues ne rapporta que le son tonnante de ban Jellačić.

Jellačić a été donc proclamé ban de Croatie sans délibération, sans votisation, mais par acclamation. Il n'y avait plus moyen d'y revenir, et Gaj avait réussi.

Gaj, ayant atteint son but par l'acceptation du premier article de la pétition portant la nomination du ban Jellačić, et content du succès fou qu'il avait obtenu, montra puis sans scrupule son indifférence sur le sort et sur le contenu des autres articles, et les fit lire à la hâte par Dragutin Galac, actuellement conseiller du tribunal de comté d'Essek, et dans ce moment même premier *vice-comes* provisoire du comté de Virovitica (ou Essek). La lecture de ces articles se fit avec une telle précipitation que cette soi-disant assemblée nationale n'avait ni le temps de délibérer ou de voter. Gaj se montra si empressé d'en finir avec ses 29 articles, qui restèrent encore à voter, que toute la lecture de la pétition dura à peine un quart d'heure, et que la foule accepta pour ainsi dire en bloc, puisque le parti de Gaj couvrit les dernières paroles du dernier article par un tonnerre de *živio* si bruyant que toute remarque aurait été une folie, et que les cris continus de *živio* valaient bien une votisation ou une acclamation légale en faveur des articles de la pétition.

La lecture de ces 30 articles convaincra nos lecteurs que les Croates, malgré leur loyauté et leur attachement à la maison régnante, furent en bon train de suivre le bel exemple des Magyars et de leurs idées séparatistes, entraînés par quelques cerveaux brûlés et exaltés, et qu'il en aurait été fait de l'intégrité et de l'unité de la monarchie autrichienne sans l'apparition du ban Jellačić, qui força le mouvement populaire en Croatie de se tenir toujours dans une voie légale et loyale.

Le peuple de la campagne en Croatie, délivré de son plus grand fardeau par l'abolissement des dîmes et corvées à si bon marché, content et joyeux, se souciait fort [peu] alors du reste, ce qui occupa encore les classes intelligentes à Zagrabie ; il leur suffit de savoir, qu'il n'y avait plus de seigneurs féodaux, qu'ils étaient dorénavant propriétaires de leurs terres, et que personne ne pouvait plus les forcer à travailler pour les autres ! Au contraire, s'il y avait encore un désir, qui se manifesta çà et là parmi les paysans en Croatie, ce fut l'envie de s'approprier encore les restes de terres et de forêts

qui se trouvèrent encore entre les mains de leur ci-devant seigneurs féodaux, qui furent alors bien à plaindre par le bouleversement soudain du système féodal, comme ils n'avaient pas les moyens à se procurer le *fundus instructus* nécessaire à la culture de leurs terres, et ne trouvaient non plus de bras et de bêtes à ce but.

Les paysans en Croatie, au moins une grande partie, regrettèrent déjà peu d'années après sous le régime du ministre Bach le bon vieux temps, où les seigneurs leur fournirent le blé après une récolte morte ; où ils fumèrent leur bon tabac ; et où ils payèrent beaucoup moins qu'ils ne paient d'après le nouveau système des impôts directs et indirects ; enfin les paysans, n'ayant pas été forcés de travailler pour leurs seigneurs, s'habituaient à travailler aussi fort peu pour eux-mêmes, et s'appauvrirent de la sorte que, dans ce moment, la Croatie ne compte plus la moitié de bétail et de chevaux d'autrefois.

La nouvelle de l'élection du ban Jellačić fit partout plaisir en Croatie, et surtout dans la frontière militaire croate. Le clergé, la petite noblesse et le bas peuple s'attachèrent à lui de corps et d'âme, puisqu'ils le regardèrent comme le défenseur de leur nationalité et de leurs intérêts provinciaux ; et les patriotes loyaux, puisqu'il portait haut la bannière de la fidélité sous laquelle ils se rangèrent en faveur de la maison impériale et de la monarchie autrichienne, sur la reconnaissance desquelles ils comptèrent avec la plus grande confiance.

L'enthousiasme pour le ban Jellačić s'accrut jusqu'après sa victoire de la bataille de Schwechat. Mais sa subordination volontaire sous le maréchal prince Windischgrätz en sa qualité d'un simple commandant d'un corps d'armée dans la guerre de Hongrie, ce qui blessa la fierté nationale des Croates ; la publication de la charte octroyée du 4 mars 1849 malgré la plus forte opposition de la part du conseil banal ; la nouvelle organisation politique et administrative du royaume réuni en 1850 éprouvèrent une sévère critique de la part des Croates les plus loyaux, et apaisèrent sensiblement ce délirant enthousiasme d'autrefois ; et les belles paroles de l'homme, qui avait fasciné en 1848 les esprits les plus froids et antipathiques, ne furent plus capables de calmer la méfiance et l'aigreur d'un parti qui s'était formé alors contre le ban Jellačić, avant peu si fêté et adoré.

Les patriotes prétendaient que la fierté personnelle du ban Jellačić en sa qualité de dictateur et de ban de Croatie, lui auraient dû imposer la loi de quitter l'armée du prince maréchal Windischgrätz, qu'il aurait dû plutôt résigner que de faire proclamer la charte octroyée, et de protéger l'organisation nouvelle de la Croatie, si contraire à sa propre conviction, à sa conscience, et au serment prêté, en sa qualité de ban de Croatie, à toute la nation en 1848.

Il n'y a point de doute que l'abdication du ban Jellačić à cette

époque n'aurait contribué qu'à grandir son nom historique et à conserver sa réputation chevaleresque intacte aux yeux des Croates ; mais il est en revanche fort douteux si la Croatie et les Croates eussent profité les moindres avantages, dans le cas que le ban Jellačić eût disparu de la scène politique en 1850.

La grave maladie et la mort du ban Jellačić avaient cependant réveillé les sympathies et l'amour du peuple croate pour lui, et la douleur, et la plus profonde tristesse, et la véritable désolation qui régnèrent parmi toutes les classes de la société le jour de son enterrement, à Zagrabie, furent un pendant à l'enthousiasme et à la joie délirante qui s'y manifestèrent en 1848 le jour de son entrée triomphale dans la capitale de la Croatie, la veille de son installation solennelle.

Ces réflexions appartenaient bien à la fin de la vie mémorable du ban Jellačić. Nous en demandons pardon, et retournons à la *Gazette de Zagrabie*, datée du 27 mars 1848, où nos lecteurs trouveront les 30 articles de la pétition croate imprimés, dont nous avons parlé à l'occasion de la proclamation du ban Jellačić, et dont nous allons donner la traduction française aussi fidèle et verbalement que possible. Les voici :

Article I. Nomination du ban Jellačić avec le droit de convoquer les états du royaume trinitaire de Croatie, Dalmatie, et Esclavonie.

II. La convocation de la diète, au plus tard pour le 1^{er} avril 1848.

III. La réincorporation de la Dalmatie, de l'île de Mour, de Fiume, et de deux comtés croates, aujourd'hui sous le palatinat de Hongrie.

IV. L'indépendance politique.

V. Un ministère responsable pour le royaume trinitaire.

VI. La langue croate doit être la langue diplomatique du royaume.

VII. Fondation d'une université nationale à Zagrabie.

VIII. Emancipation du droit civil de l'influence ecclésiastique.

IX. La liberté de la presse, de la croyance religieuse, de l'instruction et de la parole.

X. La convocation annuelle de la diète, alternativement à Zagrabie, Essek, Zara et Fiume.

XI. La représentation nationale basée sur l'égalité des différentes classes de la société sans distinction.

XII. Égalité devant la loi sans distinction des cultes, des privilèges, ou des titres de noblesse, de dignité. Enfin des juges responsables.

XIII. La répartition égale des impôts, et réglée par la diète.

XIV. Les *kmets* (proposés des communes) exempts de toutes les charges de la commune.

XV. Fondation d'une banque nationale.

XVI. La restitution des fonds et des caisses publiques de la part du gouvernement magyar, et remis à la responsabilité du ministre des finances du royaume trinitaire.

XVII. Garde nationale ; le commandement en sera nommé par la diète.

XVIII. Le rappel des troupes croates, et le renvoi des troupes d'une autre nationalité hors le pays. Les soldats de la frontière militaire doivent être payés, nourris, habillés par le gouvernement ; et les gardes nationales pour les jours de service. Le commandant militaire en doit être croate, et les officiers doivent être de la nationalité d'un des royaumes du royaume trinitaire.

XIX. La force armée doit prêter serment sur la constitution, et jurer fidélité au roi.

XX. L'inviolabilité des membres de la diète et du gouvernement. La mise en liberté de notre grand auteur et compatriote Nicolas Tommaseo.

XXI. La liberté de pétitionner et de s'associer.

XXII. La communication libre par toutes les provinces autrichiennes. Une direction générale de postes à Zagrabië pour le royaume trinitaire.

XXIII. Libre introduction du sel maritime.

XXIV. La restitution des forêts et pâturages à toutes les communes, y compris celles de la frontière militaire, auxquels ils reviennent de droit.

XXV. Le fond de réserve de la frontière militaire doit être rendu entre les mains du ministre de finances du royaume trinitaire.

XXVI. Pour tous les habitants de la frontière militaire la liberté personnelle de choisir tel état qui répond le mieux à leur goût et à leur talent.

XXVII. Introduction de la self-administration dans les communes de la frontière militaire.

XXVIII. Restitution des anciens noms aux comtés du royaume de Croatie.

XXIX. Personne ne pourrait être nommé ou appelé à quelconque dignité militaire, civile ou ecclésiastique, qui n'est pas né dans le royaume trinitaire.

XXX. L'abolition du célibat du clergé catholique.

Excusez du peu ! On en voit bien que les Croates, à en juger par ces articles, étaient en train de surpasser les Magyars par rapport à la pétition de ces derniers adressée à l'empereur Ferdinand.

Le dernier article blessa vivement le digne évêque de Zagrabië, qui protesta contre la supposition que le sens en était émané du clergé de sa diocèse, dans une lettre pastorale qu'il fit circuler aussitôt après, et où il déclare que l'abolition du célibat, cette proposition déshonorante, n'avait été mise parmi les articles de la pétition que par l'instigation des jeunes gens, qui n'avaient jamais été dignes de s'approcher de l'autel de Dieu en habits pontificaux.

Il se peut bien que l'évêque n'apprit que plus tard toute la vérité, mais le public la connut aussi bien que la brochure du vice-archidiacon Stoos en faveur de l'abolition du célibat des prêtres catholiques, et la réunion d'un grand nombre de curés et de chapelains à Bistrice pour y délibérer sur cette question importante sous la présidence du vénérable abbé octogénaire Krizmanić, l'oncle de M^{me} Pauline Gaj, qui fut alors le curé de Bistrice, le plus célèbre pèlerinage en Croatie.

Le résultat de cette délibération fut qu'on en envoya le protocole à l'assemblée nationale, et une pétition pour l'engager à faire les démarches nécessaires à Vienne et à Rome, dans le but d'y obtenir

l'abolition du célibat, qui se trouve en contradiction avec la doctrine du saint évangile et avec les principes d'une moralité exemplaire.

Les ecclésiastiques, qui avaient assisté à ce conventicule à Bistrica, avaient abusé de la bonté d'un vieillard octogénaire, et le pauvre abbé Krizmanić en porta les suites fâcheuses, car il fut éloigné de son abbaye après avoir encouru la disgrâce de son évêque, était forcé de se retirer chez sa nièce, sœur de M^{me} Gaj, qui avait épousé M. Stauduar à Omite, une petite terre qui leur appartenait, et où il mourut bientôt après, en suite du profond chagrin qu'il éprouva d'avoir perdu son abbaye, la grâce de l'évêque, et d'avoir été la dupe de quelques têtes exaltées et irréflechies.

Paul Stoos a été à son tour disgracié, perdit le titre de vice-archidiacon, et ne parvint que de nos jours d'obtenir le pardon et l'indulgence du cardinal-archevêque Haulik, en le chantant à chaque occasion solennelle et prônant ses sublimes vertus et brillantes qualités de cœur et d'esprit. Stoos était poète et posséda une plume assez habile. Il avait obtenu encore le titre de vice-archidiacon et mourut le 30 mars 1862 à Pokupsko, où il a été curé.

Le docteur Gaj, après la rapide lecture de ces 30 articles, fit encore deux propositions à l'assemblée nationale, lesquelles furent de même acceptées par acclamation, savoir : 1) d'envoyer une députation solennelle à Vienne pour remettre cette pétition au roi ; 2) et d'envoyer le baron Kušlan à Glina chez le colonel baron Jellačić pour l'informer de son élection à la dignité de ban de Croatie, et de l'engager au nom de l'assemblée nationale de se rendre sans délai à Zagrabie, où sa présence était de la plus grande nécessité. Là-dessus la foule quitta la salle en criant *živio*, et contente d'avoir fait un ban de Croatie.

Gaj avait remis aussitôt après au baron Kušlan une dépêche pour le ban Jellačić contenant son élection et la demande de se rendre incessamment à Zagrabie. Kušlan, pressé de se mettre en route partit sur-le-champ pour Glina, où il arriva le même soir au moment où des lumières brillaient déjà par les fenêtres dans les maisons, et il descendit devant celle du colonel Jellačić, qui travaillait encore dans son cabinet au premier étage. Kušlan monta rapidement l'escalier et frappa à la porte du cabinet, où en entrant il s'y trouva dans une complète obscurité, puisque Jellačić venait d'éteindre les bougies pour se rendre en bas dans son salon au rez-de-chaussée, où l'attendaient déjà le *prota* (archiprêtre de Glina) et quelques officiers pour faire une partie de boston avec lui.

Cette entrevue et le dialogue avec le baron Kušlan ont été si différemment racontés par le ban Jellačić et par les autres notabilités du

jour de cette époque, que nous nous croyons obligés, pour ne pas déroger à notre maxime *Audiat et altera pars*, de citer les propres paroles du ban Jellačić, et puis celles du baron Kušlan, qui avait la bonté de nous raconter lui-même cette intéressante scène le 22 janvier 1861 du matin dans la chambre du comte suprême du comté de Zagrabie, Ivan Kukuljević. Nous laisserons la liberté à nos lecteurs de se décider alors pour l'une ou l'autre version, en remarquant que la prudence et la position politique du ban Jellačić ne lui permirent pas toujours dans la suite de raconter les détails des événements de 1848, sans omettre quelques petites particularités qui auraient pu choquer des esprits pointilleux et vétilleux, et quant au récit du baron Kušlan, que nous ne trouvons aucune raison pour en contester la vérité.

Avant de commencer le récit du ban Jellačić, nous sommes obligés d'apprendre à nos lecteurs que les troubles à la frontière turque n'ont jamais cessé, et qu'il y avait toujours des conflits, et très souvent provoqués à dessein par les instigations occultes des majors commandants du cordon militaire des régiments frontières, pour se signaler, durant la paix, par leur bravoure et habileté à l'occasion d'une razzia exercée contre les Turcs, le plus souvent très innocents de rapine et de meurtres commis par des brigands, réfugiés en Bosnie du territoire de la frontière militaire, et sur la tête desquels le gouvernement autrichien avait mis des prix de 100-500 florins en argent. Le major baron Neustaedter, commandant du cordon du régiment d'Ogulin, en 1837, en fit massacrer les plus fameux, tels que Prica, Mandić et Čota.

Les Turcs de la Bosnie se sont montrés au contraire très paisibles en 1848, et avaient tiré de leur côté un cordon le long de la frontière militaire pour empêcher les brigands réfugiés en Bosnie de repasser la ligne du cordon autrichien et de commettre des forfaits sur le territoire de la frontière militaire. Le ban Jellačić leur en devait beaucoup de reconnaissance, car un conflit sérieux alors avec les Turcs en Bosnie, quand 35 bataillons frontières se trouvaient en Italie, quand Kossuth fit son possible pour exciter les Turcs d'envahir la frontière militaire, aurait eu des suites fâcheuses pour la Croatie, et très désastreuses pour l'Autriche, en empêchant le ban Jellačić d'entrer en campagne contre les insurgés magyars au mois de septembre 1848.

Il n'y a point de doute que la popularité du ban Jellačić, dont il jouissait même parmi les Turcs en Bosnie, et la diplomatie autrichienne à Constantinople avaient beaucoup contribué à la loyauté et à la conduite paisible des Turcs en Bosnie ; mais il y avait toujours quelque anguille sous roche. Le Divan de Constantinople

poursuivit d'un œil attentif les événements en Hongrie, et ne fit que temporiser pour profiter dans un moment favorable de la triste situation politique de l'empire d'Autriche, car Kossuth et Carlo Alberto avaient promis des montagnes d'or aux membres les plus influents du Divan, et dans la suite de nos mémoires nous trouverons l'occasion d'en prouver la vérité. Pour le bonheur de l'Autriche l'intervention russe en 1849 coupa court à la fausseté et irrésolution politique du Divan ottoman à Constantinople.

Jellačić avait précisément le 25 mars travaillé à des dispositions pour concentrer les bataillons de son régiment sur la ligne de cordon puisqu'il avait reçu le rapport de son major commandant de cordon que les Turcs en Bosnie semblent se rassembler en masse dans les villages turcs, dans le voisinage de la ligne du cordon. Ce rapport ne se vérifia point dans la suite et rendit inutiles les dispositions de Jellačić, qui l'avaient occupé ce soir, et retenu plus longtemps qu'à l'ordinaire dans son cabinet de travail. A présent nous laisserons le ban Jellačić raconter lui-même son entrevue avec le baron Kušlan, et employerons ses propres paroles, telles que nous les avons entendues nous-même :

« Je venais d'éteindre les bougies dans mon bureau, et j'allais descendre au salon du rez-de-chaussée, quand on frappa à la porte de ma chambre, où il régnait alors une complète obscurité. Je criai : Entrez ! et voilà le baron Kušlan, qui entra chez moi comme une ombre chinoise ; ne pouvant reconnaître la figure de l'homme qui se présenta à mes yeux étonnés, je demandai à haute voix : « Qui est là ? » Alors Kušlan se nomma, me raconta aussitôt mon élection à la dignité banale par le peuple de Croatie ; la joie délirante qu'avait répandue partout cette nouvelle ; la demande de l'assemblée nationale de me rendre sans délai à Zagrabie, où ma présence était si nécessaire. Il finit par m'adresser les félicitations et de se recommander — et tout ça avec une telle volubilité de langue, et avec une voix si agitée et exaltée, que je restais comme ébahi de tout ce que je venais d'entendre, et de l'apparition inattendue du baron Kušlan, et que je crus au premier moment de rêver ou de me trouver en présence d'un homme aliéné. En attendant j'avais rallumé les bougies, et je regardais attentivement le baron Kušlan, qui se hâta alors de me remettre la dépêche qu'il avait reçue du docteur Gaj, pour me convaincre de la vérité de ses paroles. En parcourant le contenu de la dépêche, je repris mon calme ordinaire, et voilà ce que j'avais répondu au messenger du comité national : Mon cher Baron, je vous remercie bien de la peine que vous vous êtes donnée de m'apporter cette dépêche à Glina, mais je vous prierai en même temps de retourner incessamment à Zagrabie, et de dire à M. le

docteur Gaj que je suis bien sensible au témoignage de confiance que m'avait donné la nation croate par mon élection à la dignité banale, mais que ni mon honneur, ni mon devoir ne me permet d'accepter cette dignité que de mon souverain, l'Empereur et Roi, qui seul a le droit de me nommer ban de Croatie. L'assemblée nationale avait commis un acte illégal par mon élection, et moi comme soldat et sujet fidèle je ne saurais jamais l'approuver par l'acceptation de la dignité banale. Voilà ma réponse. Adieu, Baron Kušlan ! Là-dessus je descendis pour faire ma partie de boston ; et Kušlan, dont la mine exprima l'étonnement et le mécontentement, partit aussitôt pour Zagrabie. »

Gaj, Kukuljević prétendent que ce récit du ban Jellačić n'était composé de lui qu'après le coup, pour ne pas paraître aux yeux d'une critique sévère dans un faux jour, et nous laisserons actuellement suivre le récit du baron Kušlan, à qui nous avons auparavant communiqué les paroles du ban Jellačić.

Kušlan raconte son arrivée à Glina et son entrée dans le cabinet de Jellačić, conformément au récit du ban cité là-dessus, mais le reste en diffère beaucoup. Kušlan assure que Jellačić a été si frappé de la nouvelle inattendue de son élection, qu'il lui apporta, que celui-ci refusa de prime abord la dignité banale, en avouant qu'il ne connaissait pas assez bien les lois du pays pour exercer les fonctions d'un ban de Croatie. Kušlan lui répliqua alors qu'il n'en devait pas s'inquiéter, qu'il trouvera *tabula rasa*, et que tout ce qu'il y écrira, sera écrit, et y restera écrit. Kušlan convient cependant qu'il ne réussit qu'avec beaucoup de peine et après des instances réitérées à le persuader de se rendre le lendemain à Zagrabie, et qu'enfin le ban Jellačić le pria d'aviser les maîtres de postes pour lui tenir prêts des relais. Kušlan ajouta en souriant que Jellačić ne lui avait alors parlé ni du roi ni de son bon droit à la nomination du ban de Croatie et qu'il n'avait rien su opposer à la demande de se rendre à Zagrabie, que la nécessité de sa présence au régiment à cause des troubles à la ligne de cordon de son régiment ; et qu'il n'avait trouvé plus d'objections après la remarque qu'il se trouvera bien encore un officier supérieur au régiment à Glina, qui serait capable de le remplacer pour commander le régiment. Le baron Kušlan assure que Jellačić a été si ravi de la joie de son élection, qu'il l'avait embrassé, et l'avait prié de dire les choses les plus agréables au docteur Gaj et à tous les autres messieurs.

Soit qu'il en soit. Jellačić avait bien lu à l'académie thérésienne à Vienne les *libri tristes* d'Ovidii Nasonis, et de l'inconstance de la faveur du peuple, et il n'est pas à présumer qu'il eût donné une réponse au baron Kušlan, qui aurait blessé le triumvirat et les

autres patriotes. Il en aurait [été] fait de sa popularité, et même de la possibilité d'en tirer le moindre profit dans les intérêts de la monarchie et de la dynastie, auxquelles il était toujours si dévoué. Jellačić, avec son intelligence fine, aura sans doute donné une telle tournure à sa réponse au baron Kušlan pour ne pas blesser l'amour-propre des patriotes, ni la sensibilité de la cour impériale, qu'il savait bien être disposée à sanctionner dans ce moment critique le choix du peuple par sa nomination légale de la part du roi, qui compta sur le ban et le peuple de Croatie, et surtout sur la frontière militaire croate, où Jellačić était si populaire, pour anéantir l'hydre révolutionnaire à Vienne, et mettre une digue aux efforts et mouvement populaire en Hongrie pour se rendre indépendant, et pour arracher ce vaste royaume à l'empire d'Autriche.

Enfin, il faut juger le ban Jellačić, comme tous les hommes, d'après ses actions, et non d'après ses paroles qui furent souvent en contradiction avec ses actions. Le ban Jellačić, une fois embarqué sur cette mer orageuse, qui portait le frêle et vacillant navire du royaume de Croatie, avec tous ceux qui s'y trouvaient avec lui et désiraient aborder la terre promise, a dû user de phrases et de paroles qui ne se trouvaient pas toujours dans le vocabulaire de l'ancien régime, pour enflammer l'enthousiasme de ses compatriotes, pour relever leur courage abattu, et souvent il lui fallut faire des détours pour éviter les écueils et les dangers, sans perdre cependant un seul moment de vue l'étoile qui le dirigeait au port, où l'on devait enfin trouver la paix, l'ordre et la légalité.

Il faudrait une plume plus forte que la mienne pour peindre toutes les situations critiques, dans lesquelles il fut entraîné par le cours irrésistible des événements, et faire connaître tous les moyens de son génie pour en sortir victorieux sans tache et sans reproche.

Les tentations n'ont pas manqué : un royaume yougoslave se trouva pour ainsi dire sous ses mains, et il avait plus de peine à s'en défendre qu'il n'en aurait eu à s'en emparer. Il en avait souvent parlé à son épouse, et qui l'avait même redit à des amis intimes.

« J'ai honte pour le roi votre maître, — avait-il dit à un émissaire sarde, qui lui voulut remettre une lettre de Carlo Alberto à Semlin, (pendant son premier voyage en Syrmie) — qu'il m'avait jugé capable de trahir mon empereur son parent, en acceptant ses millions ! de vendre ma conscience et mon honneur au poids de l'or ! quelle infamie ! Sortez d'ici ! et si je vous retrouve encore sur mon [chemin] je vous ferai pendre comme un vil espion ! » Ce fait prouve suffisamment la loyauté du ban Jellačić, qui en aurait pu fournir encore des preuves plus éclatantes, mais il en emporta le secret dans le tombeau.

Dans le dernier temps de sa vie, quand son esprit était déjà assombri, il disait à plusieurs de ses amis intimes : « Mon nom appartient à l'histoire. Elle racontera de moi, mais de ce qui se trouvait renfermé dans mon cœur, elle n'en saura rien conter ! »

Nous allons maintenant un peu causer de nos membres du triumvirat, Gaj, Kukuljević, Vranicany.

Le triumvirat était chargé de la direction des affaires politiques jusqu'à la nomination du ban de Croatie.

Un triumvirat absolu n'existe cependant pas. L'histoire du monde nous en avait donné l'exemple à Rome et à Paris. Le plus génial ou le plus hardi domine toujours ses collègues. Gaj s'arrogea aussi de prime abord une certaine suprématie, se regarda comme le chef politique de fait, et se chargea aussi volontairement des frais de la représentation, que ses collègues beaucoup plus modestes et prudents lui abandonnèrent de bon cœur. Aussi le train de sa maison, la table ouverte qu'il tenait, et tant d'autres dépenses indispensables du rôle brillant qu'il s'était imposé, dérangèrent bientôt ses finances, et le forcèrent dans un moment d'embarras de s'adresser à la générosité du vieux prince Miloš, quand celui-ci se trouva alors arrêté à Zagrabie, ce qui fut la cause de sa brouillerie avec le ban Jellačić, et avait le plus contribué à le discréditer en portant en même temps un coup sensible à sa popularité. Le prestige de son nom s'évanouit pour ainsi dire, et même les immenses services qu'il avait rendus à sa patrie et à la monarchie, en créant cette invincible opposition croate contre la suprématie magyare, dont le génie du ban Jellačić sut profiter avec un si brillant succès en 1848, furent oubliés !

Vranicany, aujourd'hui conseiller honoraire de la préfecture royale à Zagrabie, exerça son influence politique plutôt par ses moyens pécuniaires, ses connexions, ses liaisons, et sa routine, que par la parole, puisqu'il n'était qu'un orateur faible, et ne possédait pas cette volubilité de la langue croate, si nécessaire dans les débats parlementaires et dans les réunions publiques. Les intérêts de la maison de commerce de Vranicany le forcèrent aussi de s'absenter souvent et de se faire remplacer, mais comme il était très lié avec Kukuljević et Stanisavljević, et comme le nombre de ses amis, de ses parents, de ses clients, de ses relations commerciales furent considérables, son influence politique fut alors si efficace que de nos jours en 1861 et 1862.

Ivan Kukuljević de Sacci fut alors l'orateur le plus distingué en Croatie. Metel Ožegović de Barlabašević se trouva à cette époque encore absent de la diète de Hongrie en sa qualité d'ambassadeur du royaume de Croatie.

Les discours de Kukuljević furent toujours logiques, entraînant

les hommes par des idées justes, et par la force des expressions nobles et pleines d'énergie. Sa grande taille et son maintien militaire augmenta l'effet de ses paroles, sa voix était aussi plus sonore que celle de Gaj. C'était un de ces orateurs que la conviction personnelle enflamme, et qui se laisse entraîner par l'importance du sujet qu'il traite. Gaj, au contraire, est toujours maître de sa parole, cache son arrière-pensée, et arrive par des détours ou par quelque coup d'effet à son but. Il a le talent d'un agitateur dans toute la force du terme, et est en cela supérieur à Kukuljević.

Stjepan Mirković avait écrit sa biographie en 1861. Cette brochure parut à Zagrabie. Nous en apprenons que Ivan Kukuljević Sakcinski naquit le 29 mai 1816. La famille est originaire de l'Herzégovine et de la Bosnie, d'où les descendants émigrèrent en Croatie, et s'établirent à Bribir et Senj (Zengg). Son père était le conseiller royal et directeur en chef d'écoles, ablégat du royaume trinitaire à la diète de Hongrie à Presbourg de l'an 1825 jusqu'à l'an 1826, et puis à la table de magnats de l'an 1830 jusqu'à l'an 1836, où il défendit, ainsi qu'à la diète croate à Zagrabie, les droits municipaux de la Croatie, et fit tous ses efforts pour que la langue croate soit mise en usage officiel dans le royaume trinitaire. Il mourut en 1851 à Tonimir, une petite terre près de Toplice, où il fut enterré. Ce dernier lieu n'est non plus loin de Varaždin.

La mère d'Ivan était née Antoinette Labaševa, dont le père Ivan Nep. Labaš était un savant archéologue. Ivan avait fait ses études gymnasiales au convict noble de Zagrabie, où il a été 8 ans. En 1833 il entra au service militaire et servit dans la noble garde du corps hongroise jusqu'à l'an 1840. Après le terme fini et fixé pour les jeunes gardes de corps, il entra comme lieutenant en premier au 33^e régiment de ligne hongroise, ci-devant baron Bakonyi. N'ayant pu réussir à se faire transférer dans un régiment frontière croate, il quitta le service militaire en 1842 selon le désir de son père.

Déjà pendant qu'il servait comme officier il s'était occupé de la littérature slave. En 1838, on joua à Zagrabie pour la première fois une tragédie croate, *Juran et Sofija*, dont il fut l'auteur.

Il fut nommé juge de district honoraire dans le comté de Varaždin, et en 1845 juge de district dans le comté de Zagrabie avec 534 voix, et en 1848 il a été nommé archiviste national du royaume de Croatie, après que Striga avait résigné cette charge en sa faveur.

Le ban Jellačić l'envoya aussitôt après son élection et nomination à Karlovic, où siègea la diète serbe, pour y travailler les esprits en faveur du mouvement croate. Sa mission remplie, de retour à Zagrabie, il a été choisi comme membre de la diète croate, pour se rendre à Vienne, et y siéger à la diète d'empire.

Bientôt après, lui et Louis Vukotinović accompagnèrent le ban Jellačić à Vienne. Plus tard le ban Jellačić l'envoya chez le maréchal comte Radetzky à Milan, d'où il rapporta 200.000 florins en papier-monnaie dans son porte-manteau, et 7.000 fusils pour les gardes nationales en Croatie, qui le suivirent chargés sur des voitures de réquisition. Les bataillons de la garde nationale en Croatie furent formés à l'instar des bataillons de *honvéd* en Hongrie, et nommés *narodna garda*, mais les *honvéds* méritaient la préférence sous tous les rapports. En 1849 Kukuljević, envoyé à Bude par le ban Jellačić pour y réclamer tous les documents et archives de familles croates, qui revenaient de droit à l'archive du royaume de Croatie, en rapporta plusieurs caisses parmi lesquelles se trouvèrent deux bien grandes, qui contenaient à elles seules rien que des documents de la famille de Frankopani et de la famille de Zriny *recte* Šubić. Après la nouvelle organisation politique de la Croatie en 1850, il ne s'occupa plus que de travaux littéraires, sans cependant perdre une seule occasion pour être utile à sa patrie et pour protéger la nationalité par sa parole et par ses écrits. Il fut nommé président de la société historique yougoslave à Zagrabie, et membre de toutes les sociétés littéraires slaves en Autriche et en Russie, et même membre de l'académie impériale russe, et aussi de plusieurs sociétés littéraires en Allemagne. Enfin la banesse le pria de vouloir aussi accepter le secrétariat de la société du cœur [de] Jésus, laquelle se trouva sous sa protection, et le ministère Bach le nomma conservateur des monuments et antiquités dans le royaume réuni. Il fit alors des fréquents voyages dans le royaume, en Dalmatie, en Bosnie, à Rome, à Venise, à Naples, partout où il fleura [*sic*] un document slave à servir à l'histoire de sa patrie. Il retourna toujours chargé de livres et de documents précieux, entre autres avec un document du roi croate Svinimir, qui compte plus de mille ans, et qu'il avait trouvé dans un couvent de femmes. Il enrichit sans cesse sa bibliothèque, qui sous les rapports de manuscrits et d'incunables slaves occupe, sans contredit, une des premières places entre celles des provinces autrichiennes yougoslaves.

Kukuljević est aussi un auteur très fertile, et il existe déjà une grande nomenclature de ses œuvres savantes en langue croate. Il a été nommé comte suprême du comté de Zagrabie en 1861, mais malgré cela il travaille encore à un grand œuvre national, dont l'édition est garantie par la munificence de l'évêque de Djakovar et *in partibus infidelium* en Bosnie, Joseph Strossmayer, son ami et protecteur, qui lui avait promis une subvention. Kukuljević est marié avec Cornélie Novak, qui lui avait mis 4 enfants au monde,

3 garçons et une fille qui s'appelle Olga. Les garçons s'appellent Milutin, Uroš, Božidar. Uroš est mort au mois de février 1859.

Pour le régime du ministre Bach, Kukuljević se trouva toujours surveillé par la police. Actuellement, grâce à Dieu, il ne risque plus de tomber sur un espion endormi devant la porte de sa maison, comme il lui est arrivé en 1859 !

CHAPITRE IX

L'archiduc Louis avait bien promis la nomination du ban Jellačić, mais, d'après un usage invétéré à la cour impériale, on se croyait pour ainsi dire obligé de s'adresser au palatin de Hongrie pour en avoir aussi le consentement au choix du ban de Croatie.

Le chancelier aulique de Transylvanie, baron Josika, qui a eu aussi le courage d'accompagner le prince Metternich fugitif jusqu'à la barrière de la capitale, conseilla alors à l'archiduc Louis de profiter de la présence de l'archiduc palatin de Hongrie dans la résidence pour en demander le consentement sans délai à la nomination du ban Jellačić, qu'il ne connaissait que fort peu, parce qu'il serait à craindre d'après les remarques du baron Kulmer, que le palatin de retour à Presbourg apprendrait, par les Croates fugitifs qui s'y trouvaient, que Jellačić était Croate enragé et adversaire avoué de la suprématie magyare, et que par conséquent le palatin ne manquerait pas alors à protester contre la nomination du ban Jellačić.

L'archiduc Louis s'empressa donc d'en parler à l'archiduc palatin, à qui le colonel Jellačić parut d'aucune importance politique, et qui, pour cette raison, consentit à sa nomination, sans se douter d'une intrigue de la part du parti croate.

Les barons Josika et Kulmer firent alors tous leurs efforts pour vaincre la lenteur de la manipulation si pédante de la bureaucratie, pour en extorquer le plus tôt possible ces lettres patentes tant désirées et grâce à leur sollicitude et à leur énergie y employées, l'estafette, chargée de ces lettres importantes brûla déjà la route de Zagrabie, quand l'archiduc palatin et le premier ministre magyar, comte Louis Batthyáni, arrivèrent en toute hâte à Vienne, ainsi que la lettre de Vranicany nous l'avait déjà appris, pour y protester contre la nomination du ban Jellačić et la faire révoquer, puisque ce choix était funeste pour les intérêts politiques du royaume de Hongrie. Mais les remontrances de l'archiduc et les menaces du comte Batthyáni de résigner dans le cas si l'on ne lui reconnaissait pas le droit de proposer les candidats à la dignité banale, et si l'on ne révoquerait pas la nomination du ban Jellačić, trouvèrent heureusement

des sourdes oreilles, et la réponse stéréotype de l'archiduc Louis fut toujours : « C'est trop tard, les lettres patentes se trouvent peut-être déjà entre les mains de Jellačić ; la cour impériale ne peut pas se compromettre. La révocation de la nomination du ban Jellačić, si populaire en Croatie, y pourrait provoquer une révolte ».

Il n'y avait pas moyen d'y revenir, et le palatin de Hongrie, très peiné du refus de l'archiduc Louis, et le premier ministre magyar furieux de n'avoir pu intimider l'*alter ego*, retournèrent bientôt après la conférence avec le dernier à Presbourg. Le comte Louis Batthyáni ne résigna cependant pas, ce qui aurait été le plus grand bonheur pour l'Autriche.

Le comte Albert Nugent, qui fit souvent des choses irréfléchies, se rendit, avec les députés croates qui étaient arrivés à Vienne, chez le ministre Batthyáni au moment où celui-ci était revenu de la conférence avec l'archiduc Louis, pour les lui présenter. Ambroz Vranicany, qui en fut du nombre des députés, raconta que Batthyáni encore tout agité et irrité de son fiasco, reprocha aux députés croates de s'être rendus à Vienne au lieu à la diète de Hongrie, à laquelle revenait le droit à juger et terminer les questions brûlantes de la Croatie, laquelle dépendait de la couronne de Hongrie, et puis il ajouta que lui seul, en sa qualité de ministre-président magyar, avait le droit de proposer des candidats à la dignité banale. Les députés croates tournèrent alors le dos au ministre-président magyar, et quittèrent la chambre sans faire attention à sa mine refrignée. En descendant l'escalier ils se demandèrent entre eux si l'on les y avait conduits pour être grondés ?

Nous poursuivons maintenant le récit du ban Jellačić après son entrevue avec Kušlan, sauf le droit de le commenter par les rapports de Gaj et des autres notabilités, où les détails du récit de l'un et des autres ne s'accordent pas sur tous les points.

Jellačić fit, aussitôt après le départ du baron Kušlan, ses préparatifs pour se rendre le lendemain à Zagrabie, et y protester contre son élection illégale qui aurait pu le compromettre aux yeux de la cour impériale, et y empêcher en même temps pour qu'on [n']abusait pas de son nom pour provoquer un mouvement populaire.

Il monta le 26 mars du matin en calèche pour se rendre à Zagrabie, où il ne voulut arriver qu'entre chien et loup, pour n'y pas provoquer une démonstration populaire en sa faveur par son apparition au grand jour. Pour cette raison il s'arrêta à Lekenik, misérable village bourbeux, alors sur la route de Zagrabie, et où M. Klempay fut le maître de poste. Jellačić y était arrivé à midi, et résolut d'y dîner. Il fut bientôt servi, car il n'y avait pas grand'chose à préparer. Il se trouva précisément occupé à déchirer une mauvaise côtelette à l'aide

de son couteau et de sa fourchette, quand la porte s'ouvrit et que le maître de poste entra pour lui présenter deux dépêches, adressées à sa personne et dont l'une a été déjà adressée à son excellence le général baron Jellačić de Bužim, ban de Croatie. Ce furent ces lettres patentes expédiées par estafette de Vienne. Klempay, qui devina le reste, fut le premier à féliciter le ban Jellačić sur son élévation à la plus haute dignité du royaume trinitaire, et Jellačić à son tour le nomma, en 1850, (ou fit le nommer) le premier directeur des postes en Croatie et Slavonie. Klempay était bon patriote et très attaché au ban Jellačić, mais plus tard, à ce qu'on disait, il se mit à la solde de la police secrète, et en 1862 il fut suspendu de ses fonctions d'un directeur des postes pour une manipulation illicite et mal ordonnée de la caisse de la direction des postes.

Jellačić, à ce qu'il raconta encore en 1854, avait mis ces lettres patentes dans sa poche, après les avoir parcourues des yeux, avec le plus grand sang-froid sans trahir la moindre émotion. Klempay cependant qui fut précisément ce jour présent dans le salon du ban quand celui-ci raconta ce fait, protesta respectueusement contre cette particularité, et soutint que le ban Jellačić était très agité en apercevant les lettres patentes, et que sa physionomie était devenue toute rayonnante pendant la lecture de la dépêche.

Nous sommes très inclinés d'ajouter foi aux paroles de Klempay, car Jellačić n'avait pas encore acquis ce beau talent diplomatique à montrer un visage de marbre, quand son cœur ou son esprit éprouvèrent des sensations ou des émotions plus fortes que sa froide raison, qui ne lui apprit que plus tard la nécessité de feindre, quand, dans sa haute position sociale, il se trouva toujours vis-à-vis des hommes ou entouré d'hommes qui épiaient toutes ses actions, toutes ses paroles et toutes ses émotions les plus secrètes. Jellačić n'excella cependant jamais dans l'art de feindre, et il éclata souvent au moment où l'on s'y attendait le moins. Enfin le baron Jellačić alors, les lettres patentes dans sa poche, n'avait plus aucune raison de s'arrêter encore à Lekenik. Il fit promptement atteler ses chevaux de poste, monta en calèche, et alla si bon train à Zagrabie, malgré l'état pitoyable de la route, qu'il y arriva entre chien et loup. Il descendit dans sa maison paternelle, et fit aussitôt appeler le docteur Gaj, qui ne tarda pas d'accourir pour féliciter le nouveau ban de Croatie. Gaj, qui s'attendait à l'expression de la plus grande reconnaissance de la part de Jellačić, resta tout ébahi quand celui-ci vint lui réciter mot pour mot ce qu'il avait dit au baron Kušlan à Glina, et, finissant son discours par la même phrase : que le roi, l'empereur d'Autriche, avait seul le droit de le nommer ban de Croatie, [il] tira enfin les lettres patentes de sa poche et lui dit en

souriant : « Mais l'empereur, notre roi, vient de me nommer ban de Croatie, et dès ce moment j'appartiens de corps et d'âme à la nation, à notre patrie et à notre roi, et je tâcherai de mériter la confiance du roi et de mes patriotes » ! La mine de Gaj trahit son chagrin de cette allocution inespérée, et de l'empressement du maître de poste de Lekenik de rendre les lettres patentes directement au ban, au lieu de les envoyer à Zagrabie, d'où on les aurait envoyées à Glina par un homme de confiance, après avoir gagné le temps d'obtenir de Jellačić l'approbation de l'élection nationale et des articles de la pétition croate, votée à l'assemblée nationale.

Voilà ce qu'avait raconté le ban Jellačić de son entrevue avec le docteur après son arrivée à Zagrabie le 26 mars du soir. Il faut maintenant entendre parler M. Gaj.

Gaj prétend et assure que le ban Jellačić l'avait reçu avec la plus grande cordialité, que la joie de son cœur l'emportait dans ce moment, qu'il tenait alors à chaque main une lettre, et qu'il s'écria alors : « Voilà, mon cher docteur Gaj, votre notification de mon élection à la dignité banale par la nation, et voilà la lettre patente de ma nomination au ban de Croatie par sa majesté l'empereur et roi. C'est avec piété et plaisir que j'ai reçu la nomination impériale, mais votre lettre m'a rendu heureux et fier, car elle me prouve la confiance et l'affection de toute une nation, pendant que la première n'est que la preuve de la confiance d'un seul. Soyez sûr que je ferai mon possible pour mériter la confiance et la bienveillance du peuple qui m'a élu, et que j'en serai reconnaissant jusqu'à la fin de ma vie. » Puis il l'embrassa à plusieurs reprises, et ils congédièrent avec les témoignages de la plus tendre amitié.

Il nous serait bien facile après le coup de raconter les événements de la manière à ne pas blesser la susceptibilité des personnes qui, sans égard pour la nécessité de fer du moment critique, condamnent tous ceux qui s'écartent un seul moment de la voie légale, soit par leurs actions, ou par leurs paroles, mais ce serait alors un roman qu'on écrit, et pas un récit historique.

Nous sommes loin de ces nigauds qui veulent faire croire que le ban Jellačić porta toujours le cœur sur la main, encore moins de ceux imbéciles qui veulent faire de lui une âme poétique, qui plana toujours dans des régions ultramontaines. Personne ne sut mieux cacher ses pensées, et personne ne vit si clair au fond de ce chaos politique de la catastrophe en 1848 que le ban Jellačić !

Le ban Jellačić ne fut jamais la dupe des intrigants ou des flatteurs, qui furent au contraire les dupes de sa franche cordialité et de ses belles phrases qu'il avait toujours à sa disposition, et son œil pénétrant perça facilement le masque de l'homme, qui le porta pour

le tromper. Le ban Jellačić ne s'enthousiasmait que pour tout ce qui est vraiment beau et sublime, mais il sut quelquefois feindre un enthousiasme par politique, qui ne se trouva qu'au bout de sa langue. Enfin le ban Jellačić était en même temps homme de peuple et homme d'état, héros et poète, galant homme et diplomate, fait pour jouer son rôle dans cette comédie, qu'on appelle le monde, aussi bien que toute autre notabilité historique.

Le docteur Gaj présenta aussi la pétition croate au ban Jellačić qui la parcourut d'un œil indifférent, puisqu'elle a été faite sans lui. Il remarqua seulement que le premier article, qui exigea sa nomination au général en chef en Croatie, et ce qui répugna à sa modestie, était en opposition directe contre toutes les maximes de la hiérarchie militaire et n'avait pas de chance pour elle. Il paraît que Jellačić, devenu en 24 heures d'un simple colonel de régiment frontière, ban de Croatie, Dalmatie et Slavonie, conseiller intime de sa majesté impériale, général de brigade et colonel propriétaire des deux régiments de la frontière banale, se trouva si satisfait de cette fortune inattendue, qu'il regarda toute démarche ultérieure en sa faveur comme un indiscretion bien coupable.

Gaj ne céda cependant pas à la remarque si juste du ban Jellačić, car lui et les autres coryphées du mouvement populaire étaient trop bien instruits de la situation politique à Vienne, qui força la cour impériale à faire toutes les concessions possibles aux Croates, et Gaj ne fut point le dernier pour en profiter en faveur de la Croatie, et la rendre aussi forte que possible pour pouvoir résister aux empiètements du royaume de Hongrie, et Gaj finit par persuader le ban Jellačić de l'utilité du premier article, qui resta donc dans la pétition, et de se mettre à la tête de la députation croate, qui devait se rendre à Vienne pour l'y porter à la sanction royale. Ambroz Vranicany et Kukuljević furent membres de cette députation. Le ban Jellačić promit de la suivre à Vienne.

Le ban Jellačić était forcé de retourner pour quelques jours à Glina, pour y préparer son déménagement et rendre le commandement du régiment à un officier supérieur. Avant de quitter la ville de Zagrabie, il chargea le comte suprême du comté de Varaždin, Mirko Lentulay, vieillard respectable, homme loyal et routiné, de la direction des affaires administratives et politiques, et pria le vieux comte Auersperg, général en chef en Croatie, de prendre et ordonner toutes les mesures nécessaires à soutenir l'ordre et la tranquillité publique sans recourir au consentement de l'autorité banale. Auersperg, qui aima beaucoup Jellačić et charmé de le voir ban de Croatie, lui promit tout ce qu'il désirait. Le vieux général l'embrassa tendrement, et ils se séparèrent tous deux touchés jusqu'aux larmes.

Jellačić, de retour à Glina, y fut reçu avec des transports de joie de la part de ses officiers, et de la populace. Il avait bientôt mis en ordre ses affaires, et l'adjutant du régiment, le lieutenant en premier Manoilović, qui fut pour ainsi dire son homme de confiance et maître d'hôtel, lui remit, après son compte rendu, cinq florins qui fut le reste de sa paie pour le mois passé. Le ban Jellačić raconta puis souvent en riant avec ses amis, qu'il avait fait son entrée au palais banal avec un billet de banque de 5 florins. Ma foi ! une somme bien modeste pour la tâche de monter sa maison convenablement par rapport à sa haute dignité et de subvenir aux frais de son installation et du train de maison d'un ban de Croatie.

Pour cette raison Jellačić fut forcé de s'adresser au gouvernement impérial, lequel lui accorda la somme de 20.000 florins, comme un acompte sur ses revenus futurs. Ce fut le même cas avec les bans Vlassits et Haller, mais le premier avait pu avoir quelque mille florins d'épargnés, et le second avait une terre en Transylvanie, en conséquent cette somme leur aurait pu suffire. Mais quant à Jellačić, qui n'avait ni argenterie ni argent comptant, enfin rien ! cette somme ne suffisait pas, et il fut forcé d'emprunter de l'argent à des hommes de sa connaissance.

La gazette croate rédigée par Gaj, laquelle parut le 27 mars à Zagrabie, annonça, avec des lettres gigantesques dans une vignette encadrée de guirlandes, que sa majesté venait de confirmer le ban Joseph baron Jellačić de Bužim dans sa dignité, élu par la voix unanime de la nation des trois royaumes de Croatie, Dalmatie et Slavonie, en lui conférant le grade d'un général de brigade, la dignité d'un conseiller intime, et en le nommant colonel propriétaire des deux régiments banaux. Dans la même gazette se trouvèrent imprimés les 30 articles de la pétition croate, là-dessus mentionnés et communiqués.

La manière dont la gazette croate publia l'élection et la nomination du ban Jellačić après son entrevue avec Gaj, paraît constater que Jellačić ne s'obstina point à un si haut point d'ignorer son élection populaire, ce qui au fond n'aurait pu que nuire à sa popularité sans profiter à la maison impériale.

Jellačić était descendu le 26 mars dans sa maison paternelle, où sa mère chérie avait fini son existence soucieuse, entièrement consacrée au bonheur de ses enfants, et à laquelle le ciel n'avait point permis de voir récompensés ses sacrifices et ses privations par la brillante destinée de son fils aîné. Le ban Jellačić s'y trouva donc au commencement de son étonnante carrière politique à son point de départ. Son enfance si heureuse et ignorée du monde lui apparaissait à l'aurore de sa gloire, où il s'empara d'un pouvoir

immense, que les événements extraordinaires de cette époque sinistre lui avaient remis entre les mains, pour sauver la monarchie ébranlée et le trône vacillant. Un abîme d'événements était entre ces deux points de sa vie. Il lui parut qu'il allait jouer sur la grande scène du monde devant ses parents et ses jeunes souvenirs pour témoins. Cette pensée lui sourit, et lui donna foi dans sa fortune. Il accepta aussi pour sa devise : *Šta bog da i sreća junačka !* (en français : ce que Dieu donne et la fortune de soldat !)

Gaj, de concert avec Kukuljević, avait choisi 400 personnes pour cette brillante députation croate qui devait porter la pétition à Vienne. Gaj, qui avait payé le voyage du baron Kušlan à Glina, s'était chargé de payer les frais de voyage de cette députation, et avait retenu à ce but tout un train du chemin de fer de Steinbrück à Vienne. On voit donc bien que Gaj n'avait pas dépensé les 10.000 florins obtenus du chapitre de Zagrabie, pour ses propres intérêts.

L'arrivée de la grande députation croate à Vienne y fit grande sensation, et le magistrat de la capitale et le comité de sûreté s'empressèrent de la combler de marques de considération et d'attention toute particulière. Des sentinelles de la garde nationale furent placées aux portes des hôtels, où les députés étaient descendus. Gaj fit aussitôt après son arrivée des démarches pour obtenir une audience impériale pour la députation. Cette demande embarrassa beaucoup le cabinet impérial, qui craignait de donner trop tôt l'alarme au ministère magyar par une réception trop solennelle de la députation croate. L'affaire passa par l'alambic, et le résultat en fut qu'on fit dire à Gaj que sa majesté, se trouvant indisposée, ne pouvait pas se rendre à la grande salle pour y recevoir tous les membres de la députation croate, mais qu'elle en recevrait quelques-uns avec le plus grand plaisir dans son cabinet, et qu'elle avait fixé pour cette audience le 29 mars à 10 heures du matin.

Imaginez-vous 400 personnes, membres d'une députation solennelle, choisie par tout ce qu'il y avait de plus noble, de beau, de brillant et de spirituel dans deux royaumes, vêtus du costume pittoresque national, d'une tenue presque militaire et héroïque, tous armés et lançant des regards fiers et sévères qui embellissaient et animaient le teint basané de ces figures méridionales, — et vous pourriez juger de l'impression presque magique de cette députation sur les habitants de la capitale. Par toutes les rues où elle passa pour se rendre au palais impérial, les fenêtres se trouvèrent encombrées de curieux. La musique militaire du 29^e régiment de ligne d'infanterie, portant le nom du comte Nugent, précéda la longue colonne des députés, qui marchèrent deux à deux au son d'une marche triomphale et des airs nationaux. La tricolore illyrienne flotta de-

vant le docteur Louis Gaj, qui marcha à la tête de la colonne. Gaj fut ainsi dire le chef de la députation selon le désir du ban Jellačić.

La garde nationale forma la haie par toutes les rues, où la députation passa. Le peuple accouru à ce spectacle extraordinaire, cria *vivat* et *živio* et les dames de Vienne, dont leur instinct devinait que les Croates étaient destinés à sauver la vieille monarchie, les saluaient de leurs mouchoirs du haut des balcons et des fenêtres.

Arrivée dans la grande cour du palais impérial, où se trouve la statue de François II, la compagnie de grenadiers de garde au palais présenta les armes à la députation croate, qui s'arrêta devant la grande entrée. Gaj, accompagné de quelques membres des plus distingués, se rendit dans le cabinet de l'empereur qui les reçut avec bonté et accepta de la main de Gaj la pétition qui exprima les vœux de la nation croate.

Cette pétition plus concentrée et signée par Gaj, Kukuljević et Ambros Vranicany différa dans le style de celle de Zagrabie, car elle ne contenait que les demandes les plus importantes et urgentes de la Croatie. Il n'en existe plus qu'une seule copie, signée par le secrétaire Maxime Prica en lettres serbes, МАКСИМ ПРИЦА ТАШНИК, pour en vérifier l'authenticité. On y lit *ad marginem* : « Représentation de la grande députation de la nation croate-slavonienne au roi Ferdinand, 30 mars 1848 ». Cette copie se trouve entre les mains d'Ivan Kukuljević.

La raison en fut que Gaj a été forcé de changer le style de cette pétition à Vienne, puisque le ministre Ficquelmont, à qui il en fit la lecture après son arrivée dans la capitale, l'arrêta aux premiers mots de « Nous voulons », en lui remarquant que, dans la situation des choses, cette expression n'est non seulement une licence de langage, mais est encore un anachronisme. Le docteur Gaj insista, mais le comte Ficquelmont lui fait observer que cette forme parlementaire n'appartient même plus à l'empereur. Gaj et les membres de la députation, qui l'y avaient accompagné, se retirèrent alors, et apportèrent le lendemain au comte Ficquelmont la pétition réduite en XI articles, et rédigée dans un style un peu plus modeste, bien que le contenu en disait assez pour convaincre tout le monde que les Croates, sans la loyauté et la prudence du ban Jellačić, auraient été entraînés par quelques têtes exaltées dans la même voie révolutionnaire que les Magyars.

Voilà donc cette fameuse pétition :

Votre Majesté !

Les orages qui s'abattent de tous côtés, le bouleversement de l'ordre social et politique, la garantie ébranlée de la légalité établie, et ces puissantes catas-

trophes de l'époque récente ont éveillé dans le cœur de notre nation des trois royaumes réunis la crainte assez juste qu'elle avait aussi à craindre de se voir emportée par le torrent, si l'on ne s'empressait pas à temps de mettre une digue aux flots qui menacent la ruine. La nation comprend bien clairement aujourd'hui qu'elle ne pourrait se soutenir au milieu de ces vacillations et fluctuations générales, et qu'elle ne pourrait se garantir contre le plus grand des fléaux, contre l'anarchie, que par une imposante attitude en rapport avec l'esprit du temps et de ses exigences. La nation représentée par des députés de toutes les contrées, s'était rassemblée le 25 du mois courant, et décida unanimement, après avoir annoncé ses vœux, de les représenter par une députation nombreuse à Votre Majesté pour les sanctionner.

En vertu de la confiance que la nation nous avait accordée, nous nous voyons forcés de les y joindre, tels qu'ils ont été imprimés, et de n'en choisir que ceux dont la décision immédiate soit seule capable de préserver une nation, si fidèle au trône de Votre Majesté, du plus grand des malheurs, de l'anarchie, et de la dissolution de tous les liens qui l'avaient enchaînés jusqu'à ce jour ; et sans laquelle nous n'osons point retourner au sein de la nation qui se trouve déjà exaspérée par toutes ces promesses, durant le cours de tant d'années, qui n'ont jamais été réalisées. La pétition concentrée dans le cercle des plus urgentes exigences de la nation, contient les articles suivants :

I. La nation — menacée par des instigations occultes du communisme, qui viennent de l'étranger, d'un soulèvement de paysans et d'une révolution générale dans l'intérieur, d'une invasion des Turcs, qui s'amassent sur nos frontières, — comprend qu'il soit de la plus grande nécessité que le ban, d'après les anciens lois du royaume, soit investi incessamment du commandement en chef militaire pour couper court aux innombrables récriminations de notre pays :

II. Une nouvelle et étroite union de la Croatie avec la Slavonie et, avec une administration provinciale séparée, avec la Dalmatie, réunion sanctionnée par l'histoire et par les lois du pays. La réincorporation de la frontière militaire de ces deux royaumes sous le rapport de l'administration civile, ainsi que la réincorporation de toutes les parties de notre patrie, qui dans le cours du temps en furent arrachées, ou mêlées avec les comtés de Hongrie, ou avec les autres provinces autrichiennes.

III. Craignant l'arbitraire d'une administration provinciale par les Magyars, et l'esprit antinational des bureaux magyars empêchant le perfectionnement de notre vie nationale, nous désirons donc un ministère indépendant, responsable à la diète de ces royaumes réunis, et dont les membres soient populaires, portés pour le progrès et pour les institutions libérales.

IV. Liberté de la presse, de l'instruction, et du culte religieux. Sous ce dernier point, nous sommes forcés de déclarer que, la moitié de notre nation faisant partie de l'église orientale, toutes les différences politiques et ecclésiastiques entre ces deux rites doivent cesser de ce moment, et qu'ils soient reconnus diplomatiquement privilégiés de mêmes droits.

V. La représentation du peuple basée sur l'égalité, sans égards pour les différentes classes de la société. Répartition égale de tous les impôts. Égalité devant les lois. Publicité et procès-verbal dans les institutions judiciaires (jury) et responsabilité des juges.

VI. Abolition de toutes les corvées, dîmes et servitudes sans en charger les paysans de l'indemnisation de leurs seigneurs et propriétaires. Ainsi l'abolition de toutes les corvées royales et communales dans la frontière militaire.

VII. Restitution de tous les fonds publics nationaux, des terres fiscales et des caisses d'argent, ainsi des fonds provenant de revenus de la frontière militaire, ac-

tuellement entre les mains du conseil de guerre aulique, dont l'administration doit être confiée à nos ministres.

VIII. Les forêts, pâturages doivent être rendus aux communes de la frontière militaire. Les communes dans les villes, dans le village de la frontière militaire, doivent être réorganisées sur la base de la liberté, et sur le principe d'un self-gouvernement. Les habitants de la frontière militaire doivent jouir de mêmes droits que ceux dans les autres parties du royaume.

IX. L'organisation de la garde nationale, dont le capitaine doit être élu à la diète selon l'ancienne coutume.

X. Les troupes nationales de toute arme doivent rester pendant la paix dans le pays ; les fils de nos compatriotes doivent remplir les places vacantes des officiers. En guerre et au cordon militaire les soldats de la frontière doivent être vêtus, nourris et payés par l'état.

XI. Tous les étangers doivent être éloignés de toutes les places, de toutes les dignités qu'ils occupent dans ces trois royaumes, tant civiles qu'ecclésiastiques, et qu'elles ne seront dorénavant occupées que par les enfants de notre patrie.

Votre Majesté ! ce sont les vœux principaux de la nation croate, que nous déposons au pied du trône en vertu de notre mission, et dont nous attendons la sanction, remplis du sentiment de notre indépendance nationale, et de la justice de Votre Majesté, le lendemain d'aujourd'hui, autant plus que les circonstances ne permettent pas un délai, et qu'il dépend du résultat heureux de notre mission le bonheur et la tranquillité de notre nation !

Excusez du peu ! Chers lecteurs, vous voyez bien que la modestie des Croates par rapport à leur pétition, qui surpassa en hardiesse encore celle des Magyars à cette époque, ne fut pas trop grande.

La cour impériale, désillusionnée sur la loyauté des chefs du mouvement populaire en Croatie par cette pétition, se reposa cependant sur l'énergie, la loyauté et la prudence du ban Jellačić, qui n'avait pris aucune part à la composition de ce fameux document historique, et qui saura bien mettre à raison ces têtes exaltées, qui s'étaient arrogé le droit de présenter, au nom d'un peuple fidèle et dévoué, une telle pétition et dans un style si outrageant pour la dignité royale.

Pour cette raison la cour impériale cacha son mécontentement, et congédia les députés croates de la manière la plus affable, et il n'y a point de doute que les membres de la députation furent plus loyaux au fond que leur pétition, dont le plus grand nombre n'en avait pas même une parfaite connaissance.

Quant au ban Jellačić, la cour impériale ne s'était pas trompée. Jellačić sacrifia tout, jusqu'à sa conviction personnelle, à la dynastie régnante, et le monde aurait encore plus de preuves éclatantes de son dévouement sublime et de sa loyauté chevaleresque, s'il aurait voulu, la plume à la main, dévoiler tous les secrets politiques de cette époque désastreuse. Mais il a tenu parole, il s'est tu et il est mort, sans avoir laissé une seule page d'histoire de sa main généreuse.

Le ban Jellačić, après avoir mis ordre à ses affaires privées à Glina, prit la poste et partit pour Vienne. Il n'était accompagné que de son domestique Juro Škerlec, dont la famille appartenait à la petite noblesse de Turopolje, et pour cette raison le ban Jellačić disait souvent pour plaisanter que son domestique avait le droit de demander la clef de chambellan. Ce Juro Škerlec fut plus tard son valet de chambre, et finit par épouser une fille de chambre et se retirer à Novi Dvor, où il tint dans le village une petite auberge, dans une maison de peu d'apparence, qu'il avait sans doute acquise par la bonté du ban Jellačić.

Le ban Jellačić s'empessa d'arriver à Vienne, car une lettre du baron Kulmer l'y appela instamment. Voilà cette lettre :

Vienne le 30 mars 1848.

Mon cher ami ! Dans ce moment je viens de recevoir ta lettre. Me trouvant à cette heure très pressé, et peut-être forcé de partir encore cette nuit pour Presbourg, c'est à la hâte que j'écris et je t'en demande pardon.

Avant tout ma félicitation la plus sincère. Mes vœux et ceux de tous les patriotes loyaux ont été accomplis par ta nomination à la dignité banale ; et nous espérons sous ta direction à passer heureusement ce temps grave et critique au bonheur du pays et du roi. Tu peux compter sur moi. Je mets à ta disposition mes faibles connaissances et ma petite expérience. Ce n'est que par une étroite union que nous puissions nous soutenir.

Sur tes questions je répons en général qu'il est de la plus grande importance, dans ce temps pressant où nous vivons, que tu te procures, en mettant de côté toute fadaise de cérémonie, une connaissance exacte de la véritable situation des choses, ce qui n'est pas possible qu'au centre, à Vienne.

J'espérais que tu te rendrais immédiatement après ta nomination à Vienne, et j'avais prié instamment Dreyham de t'écrire à ce but. Ne te donnes pas la peine d'envoyer des lettres à qui que ce soit, cela n'aboutit à rien, les événements sont trop précipités. Nous vivons dans un temps où l'ancienne étiquette et les formalités ne suffisent plus ; et on reste en arrière avec celles-ci. Ainsi mets tout de côté, et viens sur-le-champ à Vienne sans t'arrêter quelque part ; personne ne se soucie dans ce moment de quelle manière que tu arrives ici, et que tu te trouves logé. Tu ne peux obtenir qu'en personne ce que tu as besoin. On jugera ici ton énergie et ta capacité politique d'après la rapidité de tes actions. On est venu à bout de ta nomination en 3 jours, avant qu'on ait pensé à toi dans les régions plus hautes. De cette manière on avait fièrement dérangé les projets de Presbourg, et les remontrances et les désaveux de ce côté sont arrivés trop tard. Le prince Windischgrätz avait déjà demandé plusieurs fois où tu te trouves donc ? Mon ami, la monarchie est en danger, ce n'est qu'ici où tu pourrais t'éclaircir sur tout, et sur la direction du chemin que tu devais prendre. Tu arrives dans une période intéressante et de la plus haute importance, où tu pourrais rendre des immenses services à la patrie et au trône, appuyé sur la confiance de la nation. Notre députation, composée de plusieurs centaines d'individus, musique en tête et saluée par des compliments et des discours en toute forme, a fait son entrée dans la ville. Les 30 articles sont extravagants. Nous verrons. Pour une démonstration contre les Hongrois la chose est très bonne.

En Hongrie l'aspect est triste. Le nouveau ministère est bien confirmé, mais je

crois que son activité sera nulle. La fin sera que l'Autriche sera forcée de reconquérir encore une fois la Hongrie. Que la frontière militaire seulement reste tranquille et attachée. Depuis 8 jours il n'y a point de nouvelles de Milan.

Adieu ! dans la plus grande hâte, ton sincère ami !

Kulmer m/p

Un billet était joint à cette lettre, contenant ces paroles :

Je tâcherai bien de me trouver à Vienne, quand tu y arrives. Pour secrétaire je te recommande un excellent individu, Gregorić. Dembscher a été chez moi, je lui ai tout dit. Descends à *l'homme sauvage* et ne fais pas des dépenses inutiles. Depuis que nous avons passé par la révolution, on ne prétend plus de personne cette représentation ostensible des fonctions, au contraire on s'en moque. Les ministres hongrois n'ont que 6.000 florins par an. Tout le monde fait le démocrate, et des épargnes. Adieu.

Cette lettre se doit trouver parmi la correspondance du ban Jellačić avec le baron Kulmer.

En passant la frontière de la Croatie, entre Krapina et Roitsch, les chevaux de la calèche du ban Jellačić avaient pris le mors aux dents, la voiture fut renversée et la chute fut si véhémement que le ban en fut lancé sur un monceau de gravier au bord de la chaussée, où il resta quelques minutes évanoui par terre, mais pour le bonheur de l'Autriche, plus heureux que le duc d'Orléans, sa chute n'avait pas des suites fâcheuses, car il revenait bientôt de son évanouissement, remonta sain et sauf à la voiture qu'on avait relevée, et arriva sans accident à Vienne, où il descendit à *l'homme sauvage*.

Il est remarquable que le ban Jellačić fut encore renversé deux fois, presque sur la même place, dans la suite en passant la frontière de Croatie pour aller à Vienne.

Jellačić y parut arriver à dessein après que la députation croate eut rendu la pétition à l'empereur, pour ne pas en autoriser le contenu par sa présence.

La députation croate a été aussi reçue par le comte Montecuccoli, mais le résultat des efforts des députés à obtenir la sanction royale de leurs articles se borna à la simple promesse de sa majesté de prendre en considération les vœux de la fidèle nation croate, et de faire parvenir aussitôt que possible la décision impériale à Zagrabie. La cour impériale attendait sans doute l'arrivée du ban Jellačić.

Gaj, à qui l'idée vient en tête de féliciter les étudiants à cause des concessions qu'ils avaient obtenues en faveur du peuple par leur énergie, entraîna la députation à l'université, qui s'y rendit le drapeau national à la tête de la colonne. Gaj y tint un discours où il compara la machine d'état à une voiture à 4 roues, et le finit avec

tant de phrases flatteuses pour la jeunesse de l'université que les étudiants en furent enchantés, qu'ils lui répondirent par un tonnerre d'applaudissements et le prièrent de leur céder la tricolore nationale croate en souvenir de ce moment solennel, où l'entente cordiale entre eux et les Croates fut cimentée. Les Croates, au fond contents de se débarrasser de ce drapeau qui ne leur servit plus à rien à Vienne, l'abandonnèrent de bon cœur aux étudiants, qui cependant, déjà empestés par les principes incendiaires de Fister et Tausenau, n'avaient pas mérité le drapeau des Croates, l'emblème de la loyauté et de la fidélité.

Malgré les doutes du ban Jellačić, le docteur Gaj avait réussi à faire nommer le ban lieutenant-feldmaréchal et général en chef en Croatie. Le comte Auersperg fut pensionné pour faire place, et ce vieillard ne regretta que sa chère Rosi à Zagrabie, ci-devant actrice à laquelle il avait acheté une jolie villa à Neudorf, que celle-ci avait vendue pour 700 florins en 1855 à un corroyeur, qui avait demandé après quelques années 35.000 florins du comte Frédéric Kulmer, qui avait l'intention de l'acheter avant qu'il entrât en possession de sa terre à Šestine. Aujourd'hui s'y trouve l'auberge à l'enseigne *du jardin de l'empereur François-Joseph*.

Le ban Jellačić avait bien reconnu qu'il devait encore cette promotion inattendue à la fermeté et aux efforts du docteur Gaj, et pour lui prouver sa reconnaissance il fit des démarches à Vienne pour lui obtenir le titre d'un conseiller aulique, mais il n'y put réussir, puisque le parti magyar y fut encore trop prédominant, et on n'accorda enfin que le titre d'un conseiller impérial à Gaj, ce qui n'avait pas contenté ni Gaj ni le ban Jellačić. Gaj se consola cependant, espérant que le ban trouvera plus tard une occasion de se lui montrer reconnaissant.

Dans la suite le ban Jellačić ne fit plus rien pour Gaj.

Gaj soupçonna le ministre sans portefeuille François baron Kulmer, le comte Otto Sermage, et M. Metel d'Ožegović d'avoir profité de sa malheureuse affaire avec le prince Miloš, dont nous parlerons plus tard, pour enfoncer son crédit, et pour inspirer une certaine aversion contre lui au ban Jellačić.

Quant à cette aversion, nous croyons plutôt que Jellačić, comme tout caractère ferme et intelligence supérieure, devenu ban de Croatie, ne voulut plus subir l'influence de personne et tâcha de remettre chacun à sa place, en le tenant à la distance convenable, ce que l'amour-propre blessé de M. Gaj avait mal interprété. Le ban Jellačić en 1848, bien qu'il entendît avec bienveillance les opinions des autres, ne prit plus d'inspiration que de son propre génie, qui ne se trouva jamais en défaut dans toutes les circonstances de cette

époque critique, et qu'il se tenait toujours à la hauteur du rôle qu'il était destiné de jouer sur la scène du monde.

Jellačić avait bien des hommes de confiance auprès de lui, pour donner la forme matérielle à ses conceptions géniales, pour les faire comprendre et exécuter par les autorités civiles et militaires, mais tous ces hommes de confiance, malgré leurs talents et habileté, n'auraient jamais improvisé une armée telle que la voix de Jellačić avait créée pour passer, le 11 septembre 1848, le Rubicon croate à Varaždin, ni inventé les ingénieuses combinaisons politiques pour réconcilier les intérêts de la cour impériale avec ceux de sa patrie, pour se servir du mouvement serbe pour affaiblir les forces des Magyars contre la Croatie, ni effectué cette imposante levée du bouclier des Croates, en se séparant en même temps du mouvement serbe, dont les tendances secrètes répugnèrent à sa loyauté et à sa fidélité, pour enfin terrasser la révolution à Vienne après l'avoir ébranlée en Hongrie, par son invasion hardie.

Jellačić, après son arrivée à Vienne, se présenta à la cour impériale, au ministre de la guerre, le comte Latour, avec lequel il conféra longtems, et passa beaucoup de temps avec Kulmer et Josika, à qui il devait bien d'obligation par rapport à sa prompte nomination. Il fit partout la meilleure impression, et tout le monde se félicita du choix du ban Jellačić, qui trouva bientôt aussi l'occasion à Vienne de prouver son énergie et sa fermeté.

Le ban devait prêter serment de fidélité en sa qualité de ban de Croatie à l'empereur, le roi de Croatie. L'archiduc palatin de Hongrie y voulait être présent. Le ban en fut informé dans l'antichambre de l'empereur, et il déclara alors au grand maître des cérémonies qu'il ne prêterait nullement serment à sa majesté en présence du palatin de Hongrie, puisque, d'après les anciens privilèges du royaume de Croatie, les bans ne prêtaient serment qu'entre les mains du roi, et que toute intervention de la part d'un dignitaire magyar portait atteinte à son autorité. On se pourrait bien imaginer l'embarras que causa cette déclaration du ban Jellačić.

Le grand maître des cérémonies fit vainement observer au ban que son obstination, dans ce moment où tout était préparé pour la cérémonie et où sa majesté l'empereur l'attendait déjà, était très inopportune. Le ban répliqua poliment mais avec beaucoup de fermeté que cela lui faisait aussi beaucoup de peine, mais qu'il lui fut impossible en sa qualité de ban de Croatie de prêter serment en présence du palatin de Hongrie. La physionomie du grand maître de cérémonie se décomposa en entendant cette réponse inattendue; une telle conduite lui parut inouïe dans le palais impérial, et il courut en avertir l'archiduc palatin, et on ne vit que sortir et revenir les

courtisans en fonction au palais. Enfin le grand maître des cérémonies revenait auprès du ban Jellačić, et lui annonça que sa majesté le recevra tout seul. Alors le ban se rendit dans le cabinet de l'empereur, son roi, et lui prêta serment d'après la forme usitée. Il paraît que l'archiduc palatin Étienne avait renoncé volontairement d'y assister pour ne pas prolonger l'embarras de la cour impériale, et voyant la situation pénible de l'empereur son cousin.

Cette première preuve de la fermeté du ban Jellačić fit pressentir au palatin et aux ministres magyars ce qu'ils avaient à attendre de lui dans l'avenir. Le ban évita soigneusement toutes les occasions où il aurait pu se trouver dans une fausse position, et pour cette raison il refusa aussi d'accompagner l'empereur et la cour impériale à la diète de Hongrie à Presbourg. Nous allons conter ce fait peu connu. Les Magyars avaient demandé un ministère indépendant ; à la suite d'une conférence particulière présidée par l'archiduc François-Charles, on avait arrêté un compromis conservant à la couronne toutes les attributions qui ne pourraient être retirées sans effacer le roi. En conséquence on avait arrêté et décidé que les ministères des affaires étrangères, de la guerre et des finances, destinés à servir de trait d'union entre l'empire et la Hongrie, seraient réservés à la nomination de l'empereur ; les titulaires de ces trois portefeuilles devaient fixer leur résidence à Vienne en qualité de ministres de l'empire.

Ces réserves, sanctionnées par l'empereur, furent rédigées en rescrit par la chancellerie aulique hongroise, adressées et présentées le 28 mars aux états par le conseiller aulique Zsedényi, qui les avait revêtues de sa signature en sa qualité de vice-chancelier provisoire.

Le ministre-président magyar comte Batthyáni, de retour à Presbourg, fit lecture de ce rescrit, et déclara que son contenu était contraire aux vœux de la nation. En conséquence, il engagea l'archiduc palatin à se rendre de nouveau à Vienne pour obtenir de l'empereur une modification qui ferait de sa parole royale une vérité. En même temps il déclara, en son nom et au nom de ses collègues, à se retirer dans le cas où le roi persisterait dans ses premières résolutions.

L'archiduc palatin accepta cette malheureuse mission, et engagea sa parole que sa démission sera la conséquence immédiate du refus royal, et il partit pour Vienne. Kossuth, cette âme de boue, prononça contre Zsedényi la mise hors la loi, et sa maison ainsi que celle de la baronne Mesko furent ravagées de fond en comble à Presbourg. On brûla sur la place le portrait de Zsedényi en regrettant de ne pouvoir faire subir le même sort à l'original. Les deux rescrits royaux furent aussi brûlés. Les dernières clartés de cet autodafé

populaire brillèrent encore lorsque l'archiduc palatin, revenant de Vienne, annonça que les vœux de la nation étaient exaucés. En effet le roi avait tout accordé !

Quelques jours après, l'empereur, accompagné de l'impératrice et des archiducs François-Charles et François-Joseph, partit pour Presbourg pour prononcer en personne la clôture de la diète. Ce fut alors que l'archiduc François-Charles fit tous ses efforts pour décider le ban Jellačić à suivre la cour impériale à Presbourg, mais celui-ci persista dans son refus.

Le ban Jellačić s'était déclaré pour la décision du rescrit royal daté du 28 mars 1848, convaincu qu'un ministère tout à fait indépendant de l'empire d'Autriche finirait par renverser la monarchie et la maison de Habsbourg, et il ne céda jamais sur ce point que les ministères des affaires étrangères, de la guerre et des finances fussent réunis à Vienne au gouvernement central de la monarchie.

Comment donc pouvait-il accompagner l'empereur à Presbourg, où sa présence aurait été interprétée comme un consentement tacite à la sanction royale qu'on venait d'arracher à ce malheureux monarque ? La conduite de Jellačić fut donc correcte, autant plus qu'en sa qualité de ban de Croatie il n'avait pas reconnu le ministère magyar.

Le 10 avril la cour impériale arriva à Presbourg, et le 11 avril l'empereur, salué par de vives acclamations à son entrée dans la salle par les magnats, le clergé, les députés et les jurats, gravit avec la fermeté de la résignation les marches d'un trône qui s'affaissait sous lui, et d'une voix émue, il prononça les paroles qui, sanctionnant les concessions fatales, donnaient une date à la révolution magyare, qui, de longue date prévue et préparée en Hongrie, devint un fait accompli. Pendant qu'on criait dans la salle de la diète *vive le roi*, après la clôture on criait *vive la révolution* au café Pillvaz, où les chefs des sociétés secrètes rassemblés, recevant le mot d'ordre de Kossuth, poursuivaient leur œuvre, tendant à la ruine de la monarchie et du gouvernement de Hongrie.

CHAPITRE X

L'évêque Haulik se trouva alors aussi à Vienne, et logé dans l'hôtel de Londres.

Des intrigants tant civils qu'ecclésiastiques à Zagrabie avaient profité de son absence pour enfoncer son crédit et sa popularité en Croatie et surtout dans la capitale de ce royaume, par toutes sortes de calomnies, et en le décrivant comme ennemi de la nationalité croate, et comme dévoué et d'intelligence avec le parti magyar. Les jeunes gens et quelques mauvaises têtes à Zagrabie se laissèrent même entraîner à quelques démonstrations, assez insignifiantes au reste, contre ce digne évêque, qui fut en même temps le *locum tenens* constitutionnel de Croatie.

A la tête de cette clique contre l'évêque Haulik le trouvèrent alors le *prior auraneus* du chapitre de Zagrabie, l'évêque Šrot, et le docteur Louis Gaj. Le dernier ne fut, d'après ses propres aveux, que l'instrument dont avait abusé un ambitieux caché sous ses dehors modestes, et le premier ne voulut que chasser l'évêque de son siège épiscopal, pour en pouvoir disposer en faveur de son ami, ou de soi-même.

L'évêque Šrot, dont les idées libérales furent assez connues à Zagrabie, y jouissait cependant d'une grande popularité à cause de ses largesses et de sa générosité envers les pauvres, les orphelins et les veuves, surtout quand les dernières furent jolies. En 1848 l'évêque Šrot s'était montré encore plus généreux, et comme les Croates exaltés rêvèrent alors d'une réunion de l'église romaine avec l'église grecque, regardant l'église orientale, comme tous les panslavistes à la Štur, comme l'église commune de tous les Slaves, il n'hésita point pour en préparer la voie à déclarer hautement que le dogme de *Pater filioque*, professé par l'église de Rome, n'était basé que sur les décisions partielles de quelques conciles, qui n'avaient pas le droit de toucher aux décisions des conciles œcuméniques, et qu'on pourrait bien à l'avenir se passer de l'appendice *filioque* pour faciliter la réunion des deux églises, séparées pour un dogme d'aucune importance pour la foi catholique romaine. Dénoncé plus tard

par le chapitre au siège de Rome, Šrot fut forcé de révoquer tout ce qu'il avait dit et écrit sur le dogme de *Pater filioque*, perdit les 80.000 florins de revenus et la dignité d'un *prior auraneus*, dut quitter le chapitre avec une pension de 4.000 florins et se retira enfin à Brezovica, dans le château du comte Gyulay qui avait commandé l'armée impériale en Piémont en 1859, et, puisque le comte n'aima pas le voir occuper l'appartement de feu son père au château, il partit pour sa ci-devant terre au Banat, dont l'inspecteur qui se trouva tant d'années à son service l'accepta avec la plus grande hospitalité et cordialité ! Avant son départ il annonça par les gazettes de Zagrabie qu'il n'était plus en état de payer les pensions qu'il avait faites à plusieurs veuves et plusieurs pauvres. Cette dernière circonstance augmenta de beaucoup l'intérêt général qu'on prenait à sa disgrâce à Zagrabie, bien qu'il l'avait sans doute méritée, s'il est constaté qu'il avait, outre ses erreurs ecclésiastiques, encore conspiré contre son évêque Haulik.

Haulik, qui avait quitté la diète magyare de Presbourg, indigné du terrorisme qu'y exerça le parti Kossuth, ne fut jamais d'intelligence avec les ennemis de la Croatie et du gouvernement impérial, au contraire il condamna hautement la direction révolutionnaire qu'avait prise la diète hongroise, et n'y serait plus retourné sans la sommation de l'archiduc palatin de Hongrie, qui venait alors d'être nommé l'*alter ego* de l'empereur et roi, en Hongrie.

L'évêque Haulik, bien qu'absent de Zagrabie, en était jour par jour informé de ce qui s'y passa ainsi qu'en toute la Croatie, mais il ne put y retourner et se déclarer ouvertement pour le mouvement populaire et renverser de sa propre autorité l'ancien ordre de choses et la légalité reconnues jusqu'alors, puisqu'une telle conduite l'aurait mis dans une opposition hostile contre la préfecture royale à Bude, laquelle y fonctionna encore légalement sous l'autorité de l'archiduc palatin. Le séjour de l'évêque Haulik à Vienne y fut aussi bien motivé par la prudence que par les circonstances extraordinaires de cette époque.

Même dans les révolutions et dans les temps de troubles, des gens comme il faut ne renient jamais des sentiments qui font l'ornement de la classe à laquelle ils appartiennent. Ivan Kukuljević et Ambroz Vranicany voulurent rendre hommage à leur évêque et *locum tenens* constitutionnel avant le départ de la députation croate de Vienne. C'est toujours au moment qu'un nouvel ordre de choses vient de renverser tout ce qui tient à l'antiquité que le cœur de l'homme s'attache de préférence à ses vieux souvenirs, et que le passé lui apparaît si beau avec toute la magie des réminiscences de la jeunesse. Une telle réminiscence fut pour eux le *locum tenens* de

Croatie, et ils se rendirent chez lui à l'hôtel de *Londres* pour l'assurer de leur haute estime et de leur dévouement le plus sincère.

Haulik les reçut avec la plus grande cordialité et leur exprima le plaisir qu'il avait de voir des habitants de Zagrabie chez lui, et qu'il était touché de cette marque d'attention de la part de ses compatriotes, puisqu'il regardait la Croatie comme sa seconde patrie. Après des protestations de dévouement et de vénération, dont ils étaient pénétrés, ainsi que tous leurs concitoyens à Zagrabie, Kukuljević et Vranicany se congédièrent de leur digne évêque, qui les remercia encore de la peine qu'ils avaient prise à venir le voir. Ils se rendirent aussitôt après chez le D^r Gaj, où ils trouvèrent un grand nombre de députés rassemblés qu'il engagea de le suivre chez l'évêque Haulik, pour lui faire connaître les vrais sentiments des habitants de la capitale de Croatie, qui le regardaient comme l'ennemi déclaré de leur nationalité, et pour lui conseiller de ne jamais remettre le pied à Zagrabie, où l'on ne pourrait pas même lui garantir la sûreté de sa personne. Puis il se retourna avec une mine refrognée vers Kukuljević et Vranicany, puisqu'il a été informé par ses espions de leur visite chez Haulik, et leur dit qu'ils étaient arrivés à temps pour se joindre à la députation qu'il allait conduire chez l'évêque de Zagrabie, pour lui faire connaître les vrais sentiments des patriotes par rapport à sa conduite politique.

Kukuljević et Vranicany, bouleversés par cette idée affligeante de retourner, avec cette députation exaltée par le discours fulminant de Gaj, chez l'évêque qu'ils venaient d'assurer de l'attachement et de la vénération de la populace de Zagrabie, et qu'ils devaient en conséquence paraître à ses yeux comme des hommes d'une duplicité infâme, n'osèrent pourtant pas refuser, et suivirent la députation, le cœur navré, pour ne pas fournir des armes à Gaj pour enfoncer leur popularité ; car Gaj, aujourd'hui paisible père de famille, était alors une personnalité assez importante et dangereuse pour qu'on en aurait pu éluder impunément une telle demande formelle. L'évêque Haulik fut surpris par l'apparition de Gaj à la tête d'une si nombreuse députation dans sa chambre, et enfin consterné par le discours fulminant que Gaj lui adressa et finit avec la phrase « que personne ne pouvait le garantir contre la fureur du peuple dans le cas qu'il oserait encore se montrer dans sa résidence à Zagrabie. »

Haulik, ce vieillard vénérable, avait cependant retrouvé dans la conscience de sa vertu et de sa loyauté la force de répondre avec calme et résignation à la harangue outrageante du D^r Gaj. Il exprima en des termes si touchants et avec des paroles si nobles la profonde douleur qu'il éprouva, en se voyant méconnu à un tel point par ses concitoyens à Zagrabie, que Kukuljević et Vrani-

cany furent touchés jusqu'aux larmes. L'évêque ajouta qu'il était prêt à résigner son siège épiscopal, ayant perdu l'amour et la confiance de ses diocésains, et qu'il trouvera bien encore dans quelque coin de la terre le peu de nourriture pour son corps usé et débile et le repos désiré pour le peu de jours que le ciel lui accordera à vivre.

Il aurait fallu alors un cœur de bronze pour ne pas s'en trouver ému et touché jusqu'aux larmes. On sentit qu'on avait commis une cruelle injustice contre ce digne vieillard, et la victoire morale de l'évêque Haulik a été beaucoup plus éclatante que le succès éphémère du discours tribunitien du D^r Gaj, et la députation aussitôt après congédiée par l'évêque quitta la chambre avec des sentiments que Gaj n'aurait peut-être pas pu interpréter en sa faveur.

Haulik succomba à cette pénible impression qu'il ressentit de ce coup imprévu. Il ne se serait jamais attendu à une telle noire ingratitude de la part des habitants de Zagrabie, qu'il avait comblés de ses bienfaits, par la création du magnifique parc de Jurjaves pour la jouissance et la gloire de la capitale de la Croatie, par la fondation du couvent des sœurs de la charité avec un asile pour les pauvres et les malheureux, et avec une école pour les orphelins et pauvres petits enfants, par sa générosité et ses largesses, en se mettant à la tête de toutes les entreprises patriotiques, de toutes les sociétés bienfaisantes et littéraires. Enfin nous ne voulons faire un panégyrique de l'évêque Haulik, mais seulement rendre justice à ses mérites, bien constatés par rapport à la ville de Zagrabie. C'était donc une injustice révoltante de le vouloir faire résigner son siège épiscopal pour le faire occuper par celui qui l'aurait gagné par des intrigues occultes et par des promesses séduisantes. *Sapienti pauca !*

La députation avait à peine quitté la chambre, que l'évêque Haulik saisit la plume pour écrire sa résignation, mais dans le même moment s'ouvrit la porte, et le baron Kulmer entra. La mine abattue et les traits altérés de Haulik trahirent ses peines morales au baron Kulmer, qui, très attaché à l'évêque, insista à lui confier le sujet de son profond chagrin. L'évêque lui raconta alors ce qui s'était passé avant quelques moments. Kulmer en fut indigné et parvint à calmer l'exaltation douloureuse de Haulik en l'assurant que Gaj et sa députation n'étaient que l'organe d'un petit parti d'intrigants qui travaillait en faveur d'un ambitieux, qui aspira en secret au siège épiscopal de Zagrabie, et surtout à ses belles revenus [sic], que Gaj n'avait reçu aucun mandat de qui que ce fût à cette démarche insolente, que le ban Jellačić retournera sous peu à Zagrabie, et qu'il le saura bien protéger contre quelques intrigants et quelques mauvaises têtes. L'évêque fut si bien consolé, calmé et

encouragé par les observations et les remarques si justes du baron Kulmer, qu'il renonça à sa résolution de résigner et suivit en pleine confiance le prudent conseil du baron qui, dès ce moment, avait pris le D^r Gaj en aversion.

Les bourgeois de Zagrabie, informés de la démarche arbitraire du D^r Gaj auprès de leur évêque vénéré, se rendirent en masse chez le chanoine et *protector* Vuković, pour y protester contre cet outrage fait en leur nom à l'évêque, et le conjurèrent d'écrire sur-le-champ à Vienne pour lui faire connaître les vrais sentiments de dévouement et de vénération de ses diocésains, et de le prier au nom de toute la bourgeoisie de retourner dans sa résidence à Zagrabie où il était attendu avec impatience, avec amour et respect, et où la bourgeoisie, les armes à la main, saura bien le défendre contre la plus petite insulte de la part de quelques mauvais sujets, et que personne n'y osera troubler son repos qu'elle sauvegardera.

L'évêque Haulik, informé par le chanoine Vuković de l'esprit public à Zagrabie et de la demande de la bourgeoisie pour l'engager à retourner dans sa résidence, quitta aussitôt après Vienne et partit pour la capitale de la Croatie, où il fut reçu avec tous les honneurs et toutes les marques de considération et de dévouement. Il y vécut désormais dans une parfaite sécurité et tranquillité. Une seule fois quelques jeunes gens, soldés et instigués par les intrigants du parti hostile à l'évêque, avaient l'intention à faire un charivari sous ses fenêtres, mais les bourgeois et les gardes nationales, avertis à temps, accoururent la baïonnette au bout du fusil, et si l'un ou l'autre de cette canaille serait tombé entre leurs mains il aurait eu fièrement à s'en reprendre !

Le ban Jellačić a été forcé, par des circonstances et par l'esprit hostile de cette époque à l'influence du clergé, à déroger de l'ancienne coutume à se faire remplacer par le *locum tenens*, l'évêque de Zagrabie, et y choisit le vieux comte suprême du comté de Varaždin, Mirko Lentulay. On dit que cette circonstance et puis celle de son installation par le patriarche serbe Joseph Rajačić avaient blessé l'amour-propre et le sentiment de dignité de l'évêque Haulik, et causé une certaine froideur entre le ban et l'évêque, qui avait duré jusqu'à la mort du ban Jellačić. Il n'en est rien ! Haulik sut très bien apprécier les motifs qui firent agir le ban Jellačić, et le dernier avait le plus contribué à l'élévation du siège épiscopal à un siège archiépiscopal, et le 8 mai 1853, l'évêque Haulik fut solennellement installé comme le premier archevêque de la diocèse de Zagrabie par le cardinal et nonce apostolique Viala Prela dans la cathédrale de la capitale de Croatie, laquelle fut illuminée ce soir, et dont la bourgeoisie arrangea une pompeuse sérénade à flambeaux, puis en 1856

au mois de février, l'empereur François-Joseph, en vertu du concordat conclu avec Rome en l'an 1855, qui lui donna le droit de nommer deux cardinaux, que le pape s'obligea de confirmer, nomma l'archevêque Haulik de Várallya cardinal, en lui conférant en même temps la grande croix de l'ordre de Léopold, que lui remit le ban Jellačić avec la plus grande solennité, en présence de toutes les autorités civiles et militaires. Le discours du ban et du cardinal fut à cette occasion noble et touchant. Au mois de mars 1857, le cardinal s'était rendu à Rome, et retourna au mois de juin à Zagrabie après avoir parcouru les principales villes d'Italie. Il vit actuellement en paix et respecté de tout le monde, aimé et considéré, car il avait pardonné à ses ennemis, récompensé ses amis, et oublié le passé à un tel point qu'on avait même remarqué parmi les invités à sa table le docteur Gaj.

La lieutenance constitutionnelle de l'évêque de Zagrabie fut bien engloutie dans le naufrage universel de l'ancienne constitution du royaume de Croatie, et la dignité banale seule y survécut intacte, mais le cardinal Haulik a été richement récompensé de ses mérites, et suffisamment indemnisé de toutes les peines et chagrins éprouvés en 1848.

Le lieutenant-feldmaréchal Dahlen avait remplacé le général en chef comte Auersperg jusqu'à ce que le ban Jellačić en prendrait le commandement.

Dahlen a été général de brigade, quand Jellačić fut à peine major, et pour cette raison le ministre de la guerre comte Latour l'avait remis à son choix de se subordonner au ban et général en chef baron Jellačić, ou de se faire transférer dans une autre province. Dahlen préféra de servir sous le jeune ban de Croatie.

Dahlen, aide de camp (général adjudant) du comte Bubna, général en chef dans la Lombardie en 1821, s'y distingua, à cette époque critique, par son activité infatigable, et par sa connaissance de tous les détails de toutes les branches de l'administration militaire, réunie à une routine bien rare à cette longue époque de paix, et ses qualités le rendirent très utile au ban Jellačić en 1848 et 1849, puisqu'il remplaça alors le ban en sa qualité de général en chef en Croatie.

Denkstein, lieutenant-colonel, était à cette époque l'adjudant du commandement général en Croatie, et Fligelly était major et chef de l'état-major du général en chef. Le ban Jellačić les honora tous deux de sa confiance.

Dahlen, vieux militaire, habitué à regarder les ordres supérieurs et la volonté du souverain comme une chose sacrée et inviolable,

se trouva de prime abord en contradiction avec les ordres et la volonté du ban Jellačić, puisque ceux-ci se trouvèrent presque toujours diamétralement opposés aux rescrits et aux décrets du ministère et du cabinet impérial, et lesquels le ban Jellačić ne put exécuter, comme ils étaient inspirés par la faiblesse ou la perfidie, et pour ainsi dire arrachés comme toutes les concessions à l'empereur, sans tendre lui-même la main à la révolution et concourir à renverser le trône et la monarchie.

Dahlen, homme loyal, mais qui ne voulut quitter la route battue du devoir militaire, irrita souvent le ban ; et quand celui-ci l'avait demandé un jour s'il voulait se soumettre au ministère magyar dans le cas que l'empereur l'ordonnait, celui-là répondit sans hésiter qu'il obéirait aux ordres de son souverain ! Là-dessus, le ban Jellačić répondit en fureur : « Et moi je vous ferai arrêter ! » Heureusement que le ban se calma, et que Dahlen battit aussi prudemment en retraite, et qu'ils se quittèrent enfin réconciliés.

Dahlen eut cependant quelques récidives, surtout après avoir reçu en cachette une lettre de Hrabovsky, avec lequel il resta en correspondance, jusqu'à ce qu'il était convaincu, par le ban Jellačić et par des lettres de Vienne, que Hrabovsky se trouvait dans une fausse voie, et que Jellačić travaillait d'intelligence avec les membres de la maison impériale en faveur du trône et de la monarchie autrichienne. Alors Dahlen devint de corps et d'âme le partisan le plus fidèle du ban Jellačić, et lui rendit, ainsi qu'à la Croatie, des services si signalés que le ban lui prouva sa reconnaissance en le faisant nommer conseiller intime en 1849 au mois de mars, et le conseil banal l'honora alors aussi d'un vote de confiance de la part de la nation croate-slavonienne. Outre cela le ban nomma son beau-fils, le capitaine Henriquez, major au régiment frontière de Kreutz, et son fils, le jeune lieutenant en premier Dahlen, qui se trouva toujours dans sa suite, capitaine, à l'âge où les autres sont à peine sous-lieutenants. Dahlen mourut à Gratz après avoir été nommé baron, et pensionné avec le titre d'un général d'artillerie et après avoir vu son fils major et marié avec une baronne Joëlsohn, dont la sœur épousa en 1857 le colonel Philippović. Actuellement, le jeune Dahlen est colonel ; Henriquez et Philippović sont généraux.

Après cet épisode, nous retournons à Zagrabie en 1848, où l'on attendait avec impatience le retour du ban Jellačić, car la discorde régna parmi les triumvirs. Gaj trancha du dictateur, Kukuljević fit opposition, et on en craignit les suites pour l'ordre et la tranquillité publiques.

Vranicany fit chose commune avec Kukuljević ; et depuis cette époque se date une certaine froideur, pour ne pas dire inimitié,

parmi ces trois ci-devant triumvirs, qui ne s'est pas encore entièrement perdue de nos jours. Vranicany se montra disposé à s'approcher de Gaj en 1861 ; Kukuljević ne parut pas avoir envie de lui céder encore une fois la suprématie, bien qu'il avait fait ses éloges dans un discours à l'occasion de la fête nationale en l'honneur du poète croate Kačić.

La jeunesse académique de Zagrabie, entraînée par quelques têtes exaltées, arrangea une messe des morts pour le 12 avril dans l'église de Saint-Marc, pour les victimes du 13 mars à Vienne. Cet office funéraire se fit avec une grande solennité à 9 heures dans cette église catholique, et puis à 10 heures dans l'église orientale (serbe). Puis quand les étudiants apprirent que ces victimes du mouvement populaire à Vienne furent des partisans enragés du parlement allemand de Francfort, et qu'ils n'emportèrent dans l'autre monde que leurs antipathies contre la nationalité slave, ils s'en repentirent sincèrement, et furent très fâchés d'avoir été les dupes de quelques parleurs démocrates.

Le ban Jellačić arriva de Vienne le 18 avril au soir à Zagrabie, où il descendit au palais banal, qu'il habita, excepté son absence pendant la guerre, ses séjours à Vienne, et ses fréquents voyages, jusqu'à sa mort. Il y était reçu ce soir avec toute la pompe possible pour une capitale d'un royaume de second rang. Toutes les autorités civiles et militaires et le lieutenant-feldmaréchal Dahlen à la tête du corps d'officiers le reçurent à la porte du palais, devant laquelle se trouva une compagnie de ligne de garde sous les armes, le saluant du drapeau, en présentant les armes au son de la musique militaire, qui joua l'hymne national autrichien. Le peuple accouru ne cessa de crier sous ses fenêtres : *Živio naš Ban Jellačić !* (vive notre ban Jellačić).

Le lendemain, une députation, à la tête de laquelle se trouva Ivan Kukuljević salua le ban. Il la reçut dans la grande salle. Kukuljević exprima le plaisir et la joie du peuple de voir celui ban de Croatie que la nation avait élu d'une voix unanime, et dans lequel elle mettait toute sa confiance. Le ban y répondit avec cette cordialité touchante, qu'on lui connaît, et qui excita à cette époque toujours un enthousiasme délirant ; aussi couvrit alors un tonnerre d'applaudissements ses dernières paroles.

Le 25 avril, jour de la publication de la constitution à Vienne, qui a été faite sous les yeux du ministre Pillersdorf, et qu'il désavoua le même jour dans la *Gazette de Vienne* pour conserver son crédit auprès des étudiants de l'université, eut lieu à Zagrabie l'élection des officiers supérieurs de la garde nationale. Le comte Sigismond Voikfi, mort en 1862, en fut élu colonel-commandant ; Joseph Hor-

belt, commandant de la ci-devant garde bourgeoise de Zagrabie et beau-frère de Seljan, fut élu lieutenant-colonel ; Paul Hatz, major, et le docteur Mraović, qui mourut [en] 1855 généralement regretté à Zagrabie, médecin en chef ; enfin le prêtre Matiašović aumônier.

La proclamation du ban Jellačić, par laquelle il publie sa nomination et son programme politique, était imprimée en serbo-croate, et la moitié des exemplaires furent imprimés avec des lettres serbes. La voici :

Salut cordial à la nation croate et serbe du royaume trinitaire de Dalmatie, Croatie et Slavonie !

Sa Majesté notre très gracieux Roi et Empereur d'Autriche avait daigné de concert avec la volonté de la nation me nommer Ban de Dalmatie, Croatie et Slavonie, Conseiller intime, et en même temps général en chef de toute la frontière militaire croate. En quinze jours j'ai été élevé d'un colonel de frontière à la haute dignité d'un Ban, d'un lieutenant-feldmaréchal et d'un général en chef. Si par cette distinction de ma personne, par la grâce du Roi, a été rempli un des vœux de notre nation, je ne le peux attribuer qu'à cet amour tout particulier, et à cette confiance fraternelle toute seule que cette glorieuse nation avait mise en moi. Ce sera mon soin de répondre à la confiance par la confiance et par les faits.

Mes pensées, mes sentiments, mes principes sont sincères, pour cette raison je les dévoile sans retenue. Les vœux, que la nation avait émis et déposés au pied du trône royal, retentissent aussi dans mon cœur. Le bonheur de la nation et de la patrie, c'est mon désir et mon but principal. Je souhaite que notre nation devienne une nation forte et libre, et qu'elle reconquît parmi les nations cette place d'honneur, laquelle lui revient de droit par rapport à l'importance de son site géographique, et aussi par rapport à son esprit énergique et de sa destinée historique. C'est aussi la volonté et le souhait de la nation, et moi, qui en suis le chef institué par le Roi, je veux être la véritable expression de la volonté et de la pensée nationale par toutes mes pensées et par toutes mes actions. Pour cette raison je veux prendre et poursuivre le chemin qui devait conduire notre nation au bonheur et à la gloire.

La révolution ébranla et renversa les anciens fondements de la vie sociale, des relations politiques et nationales, et principalement notre relation politique à la Hongrie, notre ancien pays confédéré. En conséquence la nécessité nous est imposée, par égard même pour notre très vieille alliance avec la couronne de Hongrie, d'agir de la sorte pour que notre relation politique avec elle soit fondée sur une nouvelle base, laquelle répondrait à l'esprit de la liberté, de l'indépendance et de l'égalité, et digne d'une nation libre et héroïque, mais jusqu'à cette nouvelle alliance toute relation politique doit être rompue avec le nouveau gouvernement actuel de Hongrie. Il en est question du grand œuvre de la renaissance politique de notre nation, mais par la voie naturelle et légale, c'est-à-dire moyennant notre diète nationale, où la volonté de toute la nation sera énoncée et entendue.

Il sera donc un de mes premiers soins de convoquer la diète nationale aussitôt que possible, et de la composer sur la base de la représentation nationale de la sorte que la vraie volonté nationale de la nation entière, sans aucune différence des classes de société, y soit énoncée.

Notre diète nationale sera le terrain le plus propre à la nation d'y développer la force et la vigueur de son esprit énergique. A cette diète tous les vœux et toutes

les plaintes nationales doivent être énoncées, quelle contrée qu'elles touchent. Tout, autant qu'il sera possible, trouvera accomplissement et remède d'après la volonté de la nation.

Je suis aussi nommé Ban de Dalmatie par Sa Majesté notre Roi. J'espère avec la plus grande confiance de la justice de notre Roi et de la volonté énergique de la nation, que cette ma nomination ne se bornera seulement au seul titre. Cette glorieuse Dalmatie a été jadis notre alliée, et non seulement d'après l'histoire, mais aussi d'après son site géographique, d'après le sang, d'après la fraternité, et d'après le titre que les Bans de Croatie avaient porté du temps le plus reculé jusqu'à nos jours.

Nous avons une grande tâche : d'achever la renaissance de la nation. D'accomplir ce grand œuvre je ne serai pas capable, si la nation, si les patriotes ardents et éclairés ne voudraient pas me soutenir par leurs conseils sincères, leur coopération unie et concertée, et par leur dévouement patriotique ; et s'ils nous manqueraient, à nous enfants d'une et de la même mère, la paix, la concorde, l'amour et la fraternité ! Il nous faut dans ce moment une volonté ferme, mais sans une volonté ferme il n'y a point de concorde. Pour cette raison la concorde et la fraternité doivent régner parmi nous, sans distinction de religion ; que le frère ne se sépare pas de son frère ; puisque chaque cause de la haine et de la querelle jusque-là parmi les frères du même sang a cessé. La différence de la foi et de l'église ne forme plus un mur de refend dans la vie sociale et politique parmi les frères et les membres de la même nation : l'égalité est prononcée ! Une égale protection et bienfaisance sont garanties dans notre patrie trinitaire, sans différence de religion et d'état, à tout habitant honnête dans la vie sociale et politique. Mon salut cordial et fraternel à la nation entière, au clergé des deux églises, aux officiers et aux employés, et à chaque frère isolé qui verra ce présent, et à qui le bonheur de la nation tient à cœur. De même mon salut le plus cordial aux habitants et aux patriotes de nos côtes maritimes, dalmates et croates, ainsi que dans le district libre de Fiume, mais à mes frères des braves régiments frontières de la frontière croate-slavonienne mon salut particulier militaire et fraternel ; et enfin à tous les autres habitants de notre patrie, et aux frères voisins de la race slave, et aussi hors notre royaume trinitaire, à tous Amour et Salut !

Dieu protège notre Roi, et notre nationalité ! Vive la concorde, la liberté et la fraternité parmi nous !

JELLAČIĆ

Ban m/p

Une autre proclamation du ban Jellačić garantit aux sujets seigneuriaux l'abolition des prestations urbariales. La voici :

Nous Baron Joseph Jellačić de Bužim,

Ban des royaumes de Croatie, Slavonie et Dalmatie, de Sa Majesté apostolique Ferdinand I^{er}, Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, Conseiller actuel intime, Lieutenant-feldmaréchal et général en chef de toute l'armée dans le royaume de Croatie et dans la frontière militaire, à toute la nation croate slavonienne l'aide de Dieu et salut !

Puisque malgré la publication dans les royaumes de Croatie et d'Esclavonie que toutes sortes de prestations urbariales, de corvées et de dîmes ecclésiastiques sont abolies, vous doutez encore de vos droits nouvellement acquis, et vous vous trouvez en crainte, parce que vous n'avez pas encore aucun écrit là-dessus en main, nous, Ban de Croatie, Slavonie et Dalmatie, votre chef suprême et défen-

seur de vos droits, institué par le très sérénissime Roi, animé du désir de vous calmer et de vous offrir une garantie, nous vous envoyons cette lettre banale ouverte, moyennant laquelle nous vous garantissons vos droits nouvellement acquis à vous tous Croates et Slavoniens, ci-devant sujets seigneuriaux, en vertu de notre dignité et autorité banales, et vous assurons que vous et vos descendants sont à jamais délivrés de toute prestation urbariale, de toute corvée et de dîmes ecclésiastiques, et que personne en toute éternité n'ose plus reprendre ces vos droits et libertés sanctionnés par la loi et par le tout élément Roi.

Sur cela, nous donnons à vous et à vos descendants des deux sexes cette lettre ouverte signée par nous-même et confirmée par votre grand sceau banal, datée de Zagrabie le jour du Saint-Marc, c'est-à-dire le 25 avril 1848.

Baron Jellačić.

Ban m/p.

Alors parut aussi une ordonnance du ban Jellačić, en vertu de laquelle il fit publier la loi martiale dans les royaumes de Croatie et Slavonie. La voici :

Nous Baron Jellačić de Bužim, etc...

Nous avons appris avec affliction que quelques hommes méchants et malicieux, surtout ceux qui avaient aussi nourri jusqu'à présent des sentiments hostiles contre la patrie et la nationalité slavonienne, et les avaient énoncés à chaque occasion, profitant de circonstance de ce temps orageux, excitent notre peuple, les nobles, les sujets et les paysans sous divers prétextes mensongers au désordre et à la révolte. Pour cette raison nous jugeons nécessaire d'éclairer avant tout les nobles et les sujets sur la véritable manière comme les nouveaux droits ont été acquis, et d'ordonner en même temps d'employer les mesures les plus sévères contre ceux qui oseraient interpréter le fait autrement.

L'ordonnance qui ordonne que dorénavant les magnats, les prêtres et les nobles doivent payer des impôts, et porter les mêmes charges que les innobles, a été votée à la diète, c'est-à-dire à la grande diète commune de Hongrie, où se trouvaient tous les amlégats de Hongrie et des pays annexes et où, avec le consentement unanime de tous eux, cette loi a été faite, et puis sanctionnée par le Roi. Cet arrêt, ou cette loi, ne fut donc pas créé d'un seul parti, mais de la diète entière.

L'ordonnance qui porte que les sujets ne doivent plus prêter des dîmes et corvées, fut également de consentement et de concert de tous les magnats, nobles et prêtres croates-slavoniens, créée à la grande diète hongroise-croate-slavonienne. Mais si cette ordonnance n'eût pas été créée à la diète de Hongrie, elle a été créée à la grande assemblée nationale le 25 mars, réunie à la *dvorana*, et contient les nouveaux droits et libertés des sujets sous n° 14, qu'une grande députation avait apportée à Vienne au Roi, pour la faire sanctionner. Pour cette raison il n'est pas à craindre que les corvées fussent jamais réinstituéés en Croatie et Slavonie, puisque, comme il est là-dessus mentionné, les seigneurs de terres en Croatie et Slavonie y avaient donné leur consentement. Ainsi que ces nouveaux droits et libertés sont chers à tous les sujets, autant qu'ils sont honnêtes et tranquilles, de même ils n'osent pas toucher à la propriété d'autrui, c'est-à-dire à celle des seigneurs, et s'approprier, mais ils doivent réclamer par la voie légale ce qui leur revient de droit.

Malgré cela nous apprenons de tous côtés que toute sorte d'individus se glissent parmi notre peuple, qui leur disent tout le contraire et qui démoralisent ainsi le

peuple, et minent la concorde et la tranquillité, et les excitent à s'emparer de la propriété des autres, et les ameulent contre des personnes. Pour cette raison nous ordonnons :

que dans tous les royaumes de Croatie et Slavonie la loi martiale soit publiée sans délai.

En conséquence seront jugés d'après la loi martiale :

I. Brigands, usurpateurs de la propriété d'autrui, incendiaires et instigateurs d'incendie, ainsi que ceux qui animent les autres à de tels crimes et forfaits.

II. Émeutiers, sans distinction d'état, de rang. Sous le nom d'émeutier ou d'agitateur sont compris dans notre patrie par rapport aux circonstances actuelles :

a) qui ameulent le peuple contre notre roi légal Ferdinand et contre l'autorité banale dans ces royaumes ;

b) qui ameulent (ou suscitent) les bas nobles par le mensonge, que certaines gens, ou les soi-disant Illyriens, sont la cause qu'ils sont obligés de payer, dès à présent, les impôts et de porter des autres charges.

c) qui suscitent les paysans ou sujets, en leur faisant croire qu'ils étaient des Magyars et pas des Croates, ou qu'ils ne furent délivrés de la corvée que par les seigneurs fonciers magyars, et que les seigneurs croates slavoniens tâchaient de les forcer de nouveau à la corvée, et qui répandent les mensonges que les Illyriens s'étaient rendus à ce but à Vienne chez le Roi, et enfin qui répandent les mensonges que ces droits et libertés ont été donnés depuis plusieurs années au peuple, mais que celles-ci n'ont pas été publiées par les seigneurs fonciers.

Pour cela nous ordonnons ce qui suit :

1^o Pour la règle de chacun, chaque magistrat en Croatie et Slavonie est tenu sous sa propre responsabilité de publier sans délai notre ordonnance au peuple dans leur district, et de l'afficher dans chaque bourg et commune à la porte de l'église, à la maison de commune, aux estaminets et aux auberges, et à chaque carrefour (chemin croisé) et à toutes les places importantes. Par rapport au Comté de Zagrabie nous ordonnons et commandons spécialement que les juges de district eussent à publier sans délai en présence de deux témoins au peuple cette loi martiale, et aussitôt après d'envoyer leurs relations signées par les témoins à leur *vice-comes* d'appartenance. Le *vice-comes* et leurs supérieurs ont incessamment nous faire parvenir ces relations d'après le sens de notre ordre reçu.

2^o les magistrats sont tenus sous leur plus grande responsabilité d'arrêter sur-le-champ de tels criminels et émeutiers qui se montrent dans leurs districts et de les faire escorter au tribunal de leur appartenance, mais dans le Comté de Zagrabie au tribunal que nous avons spécialement institué à Zagrabie ou à Carlstadt.

3^o En vertu de notre autorité banale, conférée par notre roi apostolique, nous chargeons les prêtres de l'une et de l'autre église, en se rappelant leur devoir d'instructeur et de père du peuple de l'éclaircir du véritable état de choses, par rapport à quelle manière qu'ils avaient obtenu leurs nouveaux droits, et de l'assurer en notre nom que personne ne pourrait et n'oserait plus jamais lui reprendre ses droits nouvellement reçus et ses libertés, cela veut dire si les sujets jouissent de leurs nouveaux droits et libertés sans révolte, et s'ils se conduisent comme il convient à des hommes libres, tranquilles et loyalement, et qu'ils ne cessent d'exhorter le peuple avec cette assurance, d'observer et de respecter cette notre ordonnance.

Zagrabie ce 27 avril 1848.

JELLAČIĆ

Ban m/p

La publication de la loi martiale en Slavonie, surtout à Essek, remplie de Magyarons, y fit une grande et alarmante sensation.

Les ennemis de l'autorité banale en profitèrent pour irriter le peuple contre cette mesure sanguinaire, comme ils l'appelèrent, et le ban Jellačić fut forcé de s'adresser dans une lettre circulaire aux consistoires des diocèses épiscopales des deux rites, pour les engager à calmer les esprits et à éclaircir le peuple sur la nécessité de la publication de la loi martiale. Cette lettre circulaire mérite d'être traduite verbalement, autant que possible, pour ne pas altérer son originalité. La voici :

Messieurs ! Je viens d'apprendre, que des hommes pervers et mal intentionnés répandent parmi le peuple des idées mensongères sur la situation politique, sur la position du peuple, et sur la nationalité croate slavonienne. Il en résulte le plus grand danger pour la sécurité des individus et pour la propriété de toutes les classes de la société sans la moindre distinction, la discorde et le trouble, et enfin la ruine et la perte de notre nationalité et de notre patrie.

Messieurs ! Si le peuple est un troupeau, vous êtes les pasteurs, si le peuple est un élève, vous en êtes les instituteurs, et si le peuple est un enfant, vous en êtes les pères. Ni le pasteur ne laissera ravager son troupeau par un loup, ni l'instituteur tromper son élève par des faux prophètes, encore le père permettra à un homme vicieux à dépraver son enfant. Vous êtes les pères de famille, ne permettez pas à l'ennemi de s'en approcher pour semer de l'ivraie parmi le froment. Je sais bien que le peuple, la patrie et notre nationalité doivent beaucoup à vos efforts patriotiques, et c'est pour cette raison que je vous montre l'abîme qui s'ouvre de nouveau sous nos pieds, et que je vous engage de recommander et d'ordonner à vos prêtres surbordonnés d'instruire le peuple confié à leurs soins, comme des vrais pasteurs, instituteurs et pères, du haut de la chaire et au foyer, et de l'éclaircir sur la nécessité de la loi martiale à cause des troubles et des instigations criminelles dans les trois royaumes, et de faire tous leurs efforts pour planter dans le cœur du peuple l'amour de l'ordre public, de la légalité et des sentiments honnêtes, et d'y étouffer dans le germe tout ce que ces loups couverts de la peau de brebis, des faux prophètes, des hommes maudits et sans dieu, sans patrie, sans conscience, y avaient semé.

En attendant, aussitôt que possible, votre relation officielle sur le résultat de ma recommandation ci-faite, je vous envoie mes saluts sincères et patriotiques.

Zagrabie le 30 avril 1848.

Jellačić
Ban m/p

Pendant que le ban Jellačić s'agita à Zagrabie, pendant que les princes sur le continent tremblaient d'un avenir qui menaçait de renverser leurs trônes et d'engloutir toutes les monarchies, une proclamation partait du palais de granit de Saint-Petersbourg, qui contenait ces paroles du tout-puissant empereur de toutes les Russies :

Par la grâce de Dieu, nous Nicolas I^{er} empereur et autocrate... déclarons à tous et à chacun ce qui suit : après une paix longue et prospère, l'occident de

l'Europe vient d'être tout d'un coup soulevé par des troubles qui menacent de renverser les pouvoirs légaux et tout ordre social. Après avoir éclaté en France, l'émeute et l'anarchie se sont communiquées rapidement en Allemagne, voisine, et se répandent avec une impétuosité qui redouble d'intensité à mesure que les gouvernements cèdent. Ce torrent destructeur finit par atteindre les états autrichiens et prussiens, nos alliés. Maintenant, l'iniquité, ne connaissant plus de bornes, menace même le sein de notre Russie, que Dieu nous a confiée, mais elle ne réussira pas ; avec l'aide du Tout-Puissant et sous l'égide sacrée de nos prédécesseurs orthodoxes, nous sommes prêts à nous porter au-devant de nos ennemis partout où ils se montreront sur notre chemin. Préparé à tous les sacrifices, inviolablement lié avec notre sainte Russie, nous voulons protéger l'honneur du nom russe et l'intégrité de nos frontières.

Nous sommes sûr que chaque Russe, que chacun de nos fidèles sujets répondra avec joie à l'appel de son Empereur, nous sommes certain que notre vieux cri : « Pour la religion et pour la patrie ! » va nous montrer encore aujourd'hui le chemin de la victoire...

Cette proclamation menaçante produisit à Pest et à ... (1)

Nos lecteurs se souviendront que les Magyarons avaient envahi toutes les places du magistrat du comté de Zagrabie depuis la malheureuse restauration de 1845. Ambroz Vranicany profita de l'organisation de la garde nationale pour porter un coup mortel au parti magyar. Le ban Jellačić, par mépris des hommes qu'il pouvait écraser, à la première occasion qu'ils se lui montreraient hostiles, de son immense pouvoir exécutif et à l'aide d'un peuple prêt à voler au-devant de ses désirs, ou par insouciance pour une affaire de peu d'importance pour lui, avait négligé de remplacer les employés magyarons dans le comté de Zagrabie par des patriotes éprouvés. Vranicany et les autres chefs du mouvement populaire, qui comme tous les tribuns du peuple ne cessent jamais de trembler pour leur existence éphémère, ne partagèrent point la noble insouciance du ban Jellačić, surtout comme le *vice-comes* du comté M. Šubić, ennemi enragé du parti national et du ban Jellačić, se vanta publiquement qu'il avait 16.000 paysans à sa disposition pour faire arrêter dans le cas de besoin le ban et tous ses partisans. Une telle menace, dans la bouche d'un *vice-comes* si déterminé que le vieux Šubić, était faite pour éveiller la crainte du parti national, surtout comme les petits nobles de Turopolje n'étaient pas encore désarmés à cette époque.

Vranicany et ses partisans, n'ayant nulle envie de se voir un beau matin enlevés et transportés à Pest, avant que le ban en aurait été averti pour les délivrer, résolurent de se débarrasser pour toujours de Šubić et des autres employés magyarons. Vranicany logé à l'hôtel de l'Empereur d'Autriche, n° 1, y fit venir Gaj, Kukuljević,

(1) Lacune dans le texte.

Klobučarić et quelques hommes de confiance, pour arrêter le plan d'atteindre ce but, si nécessaire à leur sûreté personnelle. Ils arrêtaient enfin de faire arrêter inopinément par la garde nationale le *vice-comes* Šubić et tous les employés magyars et à l'insu du ban Jellačić, à qui répugnait toute mesure violente et qui n'y consentirait jamais. Le comité national, sans pouvoir exécutif depuis la nomination du ban Jellačić, devait avant tout gagner le comte Voikfi en faveur de l'exécution de leur projet, puisque celui-ci fut le colonel et le commandant de la garde nationale. Ils le firent donc venir à la hâte et lui confièrent l'exécution de leur projet. Le comte Voikfi, qui comprit fort bien que le ban Jellačić ne pardonnerait pas si facilement à ceux qui avaient osé empiéter sur son autorité banale, ne céda pas à leurs instances que quand tous les membres du ci-devant comité national y présents déclarèrent sur leur parole d'honneur qu'ils se chargeraient tout seuls de la responsabilité de cet acte arbitraire vis-à-vis du ban Jellačić. Après la promesse solennelle de tous les membres, le comte Voikfi, homme résolu et bon patriote, quitta aussitôt la chambre, descendit dans la rue et fit bientôt après battre la générale par les tambours de la garde nationale.

Six heures du soir venaient de sonner. Cette alarme provoquée par le son des tambours, dont on ignora la cause, répandit une grande consternation dans la ville. On n'était pas encore habitué à ces scènes tumultueuses et militaires. La garde nationale se trouva en moins d'un quart d'heure sous les armes, et le colonel comte Voikfi fit alors ses dispositions avec tant d'adresse et d'énergie, et la garde nationale les exécuta si promptement et avec tant d'habileté, que Šubić et tous les employés magyars désignés furent arrêtés en moins d'une demi-heure, et avant qu'ils en fussent avertis ou qu'ils eussent pu trouver le temps de s'enfuir. Tout réussit à merveille, mais le ban Jellačić, qui venait d'apprendre ce qui s'était passé, devint furieux et fit chercher sur-le-champ le comte Voikfi, Ambroz Vranicany et les autres qui avaient pris part à cet acte arbitraire. Ils s'y rendirent en toute hâte.

Le ban Jellačić les reçut avec tant de reproches fulminants d'avoir osé empiéter sur son autorité et pouvoir qu'il fallait bien connaître le bon cœur de Jellačić, dont la colère ne dura jamais longtemps contre ceux dont le dévouement lui fut connu, pour ne pas perdre toute contenance. Vranicany profita d'une pause pour implorer le pardon du ban, en lui faisant comprendre qu'ils étaient forcés pour leur sûreté personnelle et de tous les patriotes d'agir ainsi à son insu, comme sa bonté naturelle se serait opposée à cette mesure de rigueur mais indispensable pour le salut public, menacé

par cet enragé [de] Šubić et ses partisans. Les autres y présents secondèrent alors si bien M. Vranicany, qu'ils ne parvinrent non seulement à calmer le ban Jellačić, mais encore à le faire approuver ces arrestations politiques.

Le ban Jellačić épousa de cette manière la cause du ci-devant comité national, en donnant les formes légales à cette arrestation de tant d'individus par son autorisation, et ordonna ensuite de les remplacer incessamment par des hommes loyaux et dévoués au parti national.

Le bon cœur de Jellačić ne se démentit cependant pas, car après avoir nommé les nouveaux employés du comté, et après avoir reçu la supplique pleine de protestation de soumission et de dévouement du vieux Šubić, il le fit mettre sur-le-champ en liberté et tous les autres employés.

La première pensée du ban Jellačić, en saisissant les rênes du gouvernement en Croatie, fut d'en écarter toute apparence de l'arbitraire et, pour cette raison, il réinstalla les conférences banales, où toutes les questions politiques et décisions administratives furent délibérées et enfin arrêtées par le vote de la pluralité. Outre les membres y siégeant d'ancien droit, le ban y avait admis toutes les notabilités du jour, telles que Ambroz Vranicany, Ivan Kukuljević, Louis Gaj et tant d'autres capacités populaires en Croatie, dont les connaissances et expériences ont pu servir la bonne cause et la patrie. Le protocole de ces conférences banales restera toujours un document précieux pour l'histoire du royaume de Croatie.

La conférence du 8 mai 1848 a été la plus remarquable, la plus solennelle, car ce jour y fut formulée cette mémorable adresse, dans laquelle la Croatie déclara solennellement de se soumettre au ministère impérial à Vienne, en le priant en même temps de défendre la fidèle Croatie contre la suprématie magyare et de soutenir ses anciens privilèges, droits municipaux et sa nationalité.

Cette résolution hardie de la Croatie parut être la réponse du ban Jellačić à la lettre impériale du 7 mai 1848, qui a été conçue en des termes suivants :

Conformément à ma parole royale et au serment de mon couronnement, je suis fermement résolu de maintenir l'unité gouvernementale des pays réunis à la couronne de Hongrie, je ne permettrai jamais que le lien légal des pays unis à la couronne hongroise soit relâché par des dispositions arbitraires et des résolutions unilatérales. En conséquence je vous ordonne de vous conformer exactement aux ordres de mon lieutenant royal et aux dispositions de mon ministère hongrois et responsable, auquel, en vertu de l'article 3 de 1848, j'ai confié légalement les rênes du gouvernement de la Hongrie et des annexes. Je vous ordonne en outre

de surveiller, dans votre sphère d'action officielle, l'accomplissement exact de ma volonté royale.

Vienne le 7 mai 1848

Ferdinand.

Une autre lettre impériale adressée à l'archiduc palatin lui ordonna d'envoyer un commissaire royal en Croatie, ce qui fut la cause de la mission du baron Hrabrovsky, dont nous parlerons plus tard ; voici cette lettre :

Mon cher cousin !

Selon la rumeur publique, des tendances à une séparation se manifestent dans plusieurs contrées de la Croatie. Comme leur réalisation pourrait gravement compromettre la réunion légale de ses provinces à la Hongrie et à la totalité de mon Empire, je vous charge, mon cousin, d'envoyer en Croatie un agent muni de pleins pouvoirs, en qualité de Commissaire royal, pour prendre toutes les dispositions nécessaires à la répression de semblables menées.

Vienne, 6 mai 1848

Ferdinand.

Une troisième lettre impériale adressée au colonel Mészáros lui intima l'ordre de se rendre immédiatement à Pest, pour y remplir ses fonctions de ministre de la guerre.

Une quatrième lettre impériale enfin ordonna au comte Latour de s'abstenir de prendre des mesures au sujet des troupes établies en Hongrie sans être concertées avec le ministère hongrois.

Le malheureux empereur, à qui on arracha toutes les concessions possibles, fut encore forcé le 15 mai d'accorder une constituante. Le 16 mai le ministère impérial résigna et remit les portefeuilles entre les mains de l'empereur.

L'empereur s'était rendu le 17 mai entre 6 et 7 heures du soir avec la famille impériale sans escorte à Schönbrunn, d'où la route fut continuée à Linz, et de là à Innsbruck en Tyrol, où les illustres fugitifs descendaient au palais impérial, qui se trouvait dans un complet dénouement. L'empereur pouvait enfin respirer librement au milieu de ses fidèles Tyroliens. Ce ne fut que dans la matinée du 18 mai que la nouvelle de la fuite s'était répandue à Vienne avec la rapidité de l'éclair et l'effroi qu'inspire la foudre. Les Bohêmes, qui envoyèrent d'abord une députation à Innsbruck, pour engager l'empereur à se rendre à Prague au sein de ses fidèles Bohêmes, organisèrent le 30 mai un gouvernement provisoire sous la présidence du gouverneur comte Leon Thun, avec les membres Palacki, Rieger, Brauner, Strobach, tous les trois docteurs en droit, Borosch, libraire, le comte Albert Nostitz, le comte Guillaume Wurmb et Hertzig, fabricant.

Le ban Jellačić se trouva tout à fait indépendant de Vienne depuis la fuite de l'empereur.

CHAPITRE XI

L'autorité du ban Jellačić trouva la plus grande opposition en Slavonie, où l'aristocratie, la ville d'Essek et le magistrat du comté de Syrmie, et le général en chef à Petervardein baron Hrabrovsky, malgré le prudent conseil loyal de l'adjudant du commandement général, Dorsner, penchaient tous du côté du gouvernement magyar à Pest. Les manifestes du ban Jellačić n'y furent point publiés, et tout élan de la part des patriotes slaves y fut de prime abord supprimé.

Le colonel commandant du régiment frontière de Brod, baron Neustaedter, se déclara cependant, en dépit de son général en chef, pour le ban Jellačić et la bonne cause, et ordonna de jeter toutes les lettres et rescrits des autorités et du ministère magyar, qui arrivaient, dans le feu, et se mit à la tête du mouvement populaire en faveur de l'autorité banale.

La congrégation du comté de Syrmie a été fixée pour le 6 mai.

Les Serbes et le parti national en (Slavonie) Syrmie se préparèrent alors pour la lutte parlementaire, et les Magyars, les Allemands, et tous du parti magyar firent de leur part tous les efforts pour emporter la victoire de leur opinion politique à la congrégation générale du comté. Des masses de Serbes et de même des masses du parti magyar se rassemblèrent dans le voisinage de Vukovar, le chef-lieu du comté de Syrmie, pour envahir cette ville la veille de la restauration. Il y avait bien à craindre que la lutte parlementaire ne dégénérât pas en un combat sanglant les armes à la main.

Une division de houzards du régiment Kaiser sous les ordres du brave et loyal major comte Schaffgotsch se trouva en garnison à Vukovar, et le colonel du régiment le comte Castiglione prévenu de la situation critique de la cavalerie dans le cas d'un combat dans les rues, se rendit en personne à Vukovar, pour y faire les dispositions nécessaires de concert avec le premier *vice-comes* Zsitvay, homme plein d'énergie, routiné, mais tout à fait dévoué à l'archiduc palatin et au ministère magyar. Ils mirent des piquets de houzards autour de la ville pour en défendre l'entrée à ces masses de peuple, et de

n'y laisser entrer que ceux qui avaient le droit d'assister à la congrégation. Les houzards firent leur service militaire avec la plus grande exactitude, et repoussèrent les Slaves et les Magyars de l'entrée de la ville. Ce même régiment quinze jours après passa trompette sonnante et drapeau déployé au camp magyar révolutionnaire, et le colonel et le major quittèrent ce beau régiment, ne voulant suivre la bannière de la révolte magyare. Le comte Castiglione se rendit à Vienne, et se mit à la disposition du comte Latour, ministre de la guerre, et le comte Schaffgotsch reparut plus tard au camp du ban baron Jellačić.

Ce même major comte Schaffgotsch a été, quelques jours avant cette affaire de Vukovar, chez le colonel Neustaedter à Vinkovci, pour l'engager en cachette d'appeler les habitants de la frontière militaire aux armes, et de marcher à leur tête avec son régiment à Vienne pour s'y réunir avec la garnison et d'y écraser la révolution. Il ajouta que le régiment de houzards Kaiser et tous ceux qu'il trouvera sur la route de Vienne se réuniront de bon cœur à lui, et qu'il n'y avait pas à douter d'un bon succès. Comme le frère de ce major se trouva en sa qualité de chambellan auprès de l'archiduc Louis, *l'alter ego*, à Vienne, cette confiance et ce projet du major Schaffgotsch méritent toujours un peu plus d'attention de la part de nos lecteurs. Le colonel Neustaedter qui avait, au fond, grande envie de jouer alors le rôle d'un Dampierre sous Ferdinand II, comprit pourtant que ce fut trop tard, puisque le ban Jellačić était déjà nommé et ambitionna le même rôle, et qui en conséquent s'en trouverait choqué et ne voudrait pas le soutenir, de l'autre côté son général en chef Hrabrovsky, et enfin le peu de certitude qu'on avait sur les dispositions et sur l'esprit des régiments hongrois (plus tard le ban Jellačić trouva les troupes impériales hongroises en ordre de bataille contre lui à Pakozd en Hongrie pour lui barrer le chemin à Bude), toutes ces circonstances bien pesées, il était beaucoup plus sûr que Neustaedter, s'il aurait accepté le rôle proposé du major Schaffgotsch, aurait fini à l'instar de Schilt, compromis une quantité d'officiers et d'autres individus, paralysé l'entreprise du ban Jellačić et peut-être fait soupçonner la cour impériale de secrète intelligence et tout cela sans aucune utilité, et sans avoir obtenu le moindre avantage d'une entreprise si peu assurée d'un succès vraisemblable. Neustaedter ne put donc entrer dans le projet de Schaffgotsch, mais ils se séparèrent comme des hommes qui se respectent et s'estiment réciproquement et le dernier aurait pu se convaincre plus tard à Pakozd que les doutes du colonel Neustaedter sur le patriotisme loyal des troupes hongroises furent fondés. Ils se virent bientôt après cette conférence secrète à Vukovar.

Zsitvay, le premier *vice-comes* du comté de Syrmie, craignant un conflit dangereux entre les deux partis ennemis à l'occasion de la congrégation générale à Vukovar, s'était adressé au général en chef en Slavonie, le baron Hrabrovsky, pour y envoyer une division d'infanterie, qui y devait protéger l'autorité du magistrat du comté et maintenir l'ordre public. En suite de cette démarche du *vice-comes* Zsitvay, le colonel Neustaedter reçut l'ordre de son général en chef d'envoyer une division de son régiment à Vukovar pour y prévenir tout désordre, et veiller sur la sûreté de la ville.

En attendant les patriotes s'étaient de même adressés au ban Jellačić, et le colonel Neustaedter reçut, presque en même temps, une lettre du ban Jellačić, qui l'engagea d'envoyer un bataillon de son régiment à Vukovar, pour y empêcher le parti magyar de terroriser le parti national, et d'y faire proclamer ses manifestes que Zsitvay avait retenus jusqu'alors et enfin pour prévenir tout conflit entre les partis litigeants. Neustaedter qui avait reçu l'ordre de Vienne de partir avec le 2^e bataillon du régiment frontière de Brod pour l'Italie, lequel se trouva à ce but rassemblé à Vinkovci, ainsi que le 3^e bataillon, qui y devait passer la revue, répondit aussitôt au ban qu'il se pouvait reposer sur lui, ayant pris la résolution de se rendre en personne avec les troupes nécessaires à Vukovar, la veille de la congrégation.

Le 5 mai, à cinq heures du soir, un houzard arriva au galop devant le corps de garde à Vinkovci, portant un petit billet du colonel comte Castiglione, dans lequel il annonça au colonel Neustaedter qu'il ne pouvait pas se soutenir avec sa cavalerie à Vukovar, menacé par des masses de peuple armé, et qu'il le priait instamment d'y envoyer une division d'infanterie à son discours [*sic*]. Le colonel, qui avait vu de la fenêtre de sa chambre arriver le houzard, sortit de son logis et prit de sa main le billet. Après l'avoir lu, il ordonna au tambour de garde de battre la générale.

Puis le colonel se tourna vers le houzard et lui dit en magyar : « Pour toute réponse dites à votre colonel que vous avez entendu battre la générale, et que je serai encore ce soir avec mon régiment à Vukovar ! » Le houzard repartit au galop avec cette réponse pour Vukovar. Une heure après le colonel Neustaedter se trouva à la tête du 2^e bataillon, commandé par le major baron Tkalčević, et suivi d'une division du 3^e bataillon, sous les ordres du capitaine Alois Haas, et de 2 canons commandés par le sergent-major Merkl, sur la route de Vukovar, où la colonne arriva à nuit close et pendant qu'il avait plu à verse pendant toute la route. Les habitants de Vukovar, qui ignoraient aussi bien la cause de cette alarme que les soldats, en étaient tout consternés.

A l'entrée de la ville la sentinelle de la garde cria à toute force : « Halte ! la colonne ! » et voulut barrer le chemin. On le mit de côté comme un mannequin et poursuivit la marche. Le bataillon se mit en ordre de bataille sur la grande route, et la division — avec les canons — campa à l'entrée de la ville. Le colonel Neustaedter avec le colonel Castiglione et le major Schaffgotsch eurent alors soin pour mettre à l'abri du mauvais temps la troupe, et concertèrent les mesures à prendre pour l'ordre public. On voyait bien qu'on en avait pas besoin de canons, puisque l'entrée seule de cette imposante colonne avait donné la peau de poule aux habitants de Vukovar — et Zsitvay n'en parut nullement content.

Le lendemain à 6 heures du matin, le bataillon se trouva en ordre de bataille sur la route depuis le château du comte Eltz jusqu'à la maison de comté, où devait avoir lieu la congrégation.

Une députation serbe bien nombreuse, drapeaux nationaux à la tête, et conduite par le *protá singjelija* Gruic de Karlovic et le notaire de Kamenica, Belošević, et à laquelle s'était joint le chapelain catholique de Vinkovci, Marko Topalović, voulut faire une ovation au colonel Neustaedter en se rendant sous les fenêtres de son logis au rez-de-chaussée. Neustaedter s'en voulut défendre, mais Castiglione et Schaffgotsch l'engagèrent à ne pas s'y opposer. Belošević, voyant le colonel Neustaedter apparaître à la fenêtre, sauta alors sur les épaules de deux paysans serbes espèce de géants de 6 pieds et de plus de hauteur, et harangua le colonel en le priant de les protéger contre le magistrat du comté, qui, ennemi de leur nationalité, avait perdu toute leur confiance, et finit son long et brillant discours en désignant le colonel dans ce moment comme le représentant de sa majesté l'empereur d'Autriche Ferdinand, à qui ils voulaient tous dans ce moment solennel renouveler le serment de fidélité. Alors toutes les têtes se découvrirent, les drapeaux nationaux s'avancèrent sous la fenêtre du colonel, et un silence profond régna. Belošević, élevant la main droite, récita les paroles du serment de fidélité, et tout le peuple y présent les répéta à haute voix. Belošević, en prononçant le nom de l'empereur Ferdinand II, y ajouta les paroles *nemačku caru* (à l'empereur allemand) pour défendre les Serbes contre le soupçon, qu'ils entendaient sous le titre de *car* l'empereur de toutes les Russies. Le colonel y répondit en exprimant sa reconnaissance par rapport aux sentiments de loyauté qu'ils venaient de manifester et les engagea de porter leurs plaintes, et de faire parvenir leurs suppliques par la voie légale à sa majesté l'empereur, qui ne manquerait pas de les prendre en considération.

Zsitvay, inquiété par cette démonstration, se rendit chez le colonel Neustaedter, mais à peine y était-il entré, que Belošević,

Gruić et plusieurs députés l'y suivirent, et le chargèrent de leurs récriminations et de leurs plaintes. Zsitvay, vieux routinier, tint ferme, et les engagea de se rendre à la congrégation, où toutes les questions seul pourraient être décidées et résolues légalement, mais comme il ne parvint à les calmer, et qu'ils le voulurent forcer à publier les manifestes du ban Jellačić, il quitta brusquement la chambre.

Zsitvay, en sa qualité de premier *vice-comes* du comté de Syrmie, ne voulut perdre la base légale sur laquelle sa réputation reposait, et comme il n'osait s'écarter des instructions qu'il avait reçues de l'archiduc palatin et du ministère magyar il dut s'opposer de toute ses forces à la publication des manifestes du ban Jellačić.

Belošević se rendit puis devant le front du bataillon pour haranguer les soldats, mais il y fut interrompu par le bruit assourdissant de la musique militaire, que le colonel fit jouer pour étouffer la voix de l'orateur, puisqu'il n'aima pas qu'on travaillât l'esprit de ses soldats, habitués à discipline et à la subordination, par des discours qui ne respiraient que la liberté et l'indépendance politique, même si l'orateur n'avait pas l'intention de corrompre la loyauté des soldats de la frontière militaire.

Neustaedter se rendit aussitôt après chez Zsitvay, pour lui faire comprendre la situation critique dans laquelle il se mettrait s'il s'obstinait à [ne pas] publier les manifestes du ban de Croatie. Zsitvay, ne sachant plus comment se défendre contre les tribulations du colonel, qui persistait dans sa demande par rapport à la publication des manifestes du ban, lui confia enfin qu'il avait reçu une lettre confidentielle de l'archiduc palatin qui lui apprit que la destitution du ban Jellačić, à cause de sa conduite politique arbitraire et de son opposition opiniâtre contre le ministère magyar, était déjà une affaire décidée, et qu'elle arrivera en quelques jours. Voilà une circonstance bien remarquable par rapport au manifeste de l'empereur du 10 juin 1848 ; et ce qui prouve qu'on avait travaillé de longue date à la perte du ban Jellačić. Le colonel perdit alors patience et répliqua brusquement au *vice-comes* Zsitvay : « Enfin, faites ce que bon vous semble, mais je vous préviens que si les manifestes du ban Jellačić ne seront pas publiés, vous verrez mes soldats faire chose commune avec les Serbes déjà exaspérés, et je ne pourrais pas alors vous garantir votre sûreté personnelle et celle de la ville, qui sera peut-être incendiée aux quatre coins et pillée par le peuple déchaîné ». Zsitvay resta ébahi ; une telle réponse de la bouche du commandant des troupes de la nationalité slave ne manqua pas de faire une profonde impression sur lui ; il devint pensif, soucieux, et enfin il promit au colonel de faire publier les manifestes tant désirés. En moins d'une heure la congrégation fut finie, les manifestes publiés, et le major

comte Schaffgotsch, qui y avait assisté, accourut auprès du colonel Neustaedter, pour le prier au nom du *vice-comes* Zsitvay de retourner avec sa troupe à Vinkovci, puisque tout était arrangé et qu'il n'y avait plus rien à craindre pour l'ordre public dans la ville; en même temps il envoya la solde et le pain de munition, qui revenaient de droit aux soldats pour ce jour de service. Neustaedter, content du résultat et de la victoire du parti national, ne tarda pas de retourner avec ses troupes à Vinkovci, qui, en défilant devant les Serbes réunis autour de leurs drapeaux nationaux, furent saluées par des cris de *Živili Brodjani ! Živio Narodnost !* (en français : vivent les Brodins ! vive la nationalité !)

Arrivés dans l'après-midi à Vinkovci, le colonel et les soldats y furent également reçus avec des cris de joie, surtout par les parents des soldats, qui craignaient que ceux-ci ne fussent exposés à un grand danger dans un combat de rue à Vukovar. C'est constaté qu'un grand nombre de parents de soldats s'étaient rendus, armés de hache et de fusil, de la frontière militaire — pour la plupart de Vinkovci — à Vukovar pour y seconder leurs frères et leurs fils dans le cas que les habitants de la ville, où les bourgeois allemands et magyars furent très mal intentionnés, eussent osé attaquer les soldats. Les bourgeois de Vukovar n'y pensaient pas, lâches comme partout sur le continent quand la force armée n'est pas empêchée par un ordre supérieur de faire usage de la baïonnette ou de la poudre.

La conduite hardie du colonel baron Neustaedter à Vukovar convainquit le ban Jellačić qu'il pouvait compter sur son vieux ami, devenu son partisan intrépide, autant plus que celui-ci venait, par cet acte, de rompre en visière avec son général en chef à Petervardein et avec le ministère magyar à Pest; et qu'il se trouvait dorénavant étroitement lié au sort du ban de Croatie, qui, en défendant la nationalité et l'indépendance de la Croatie de la couronne de Hongrie, s'était déclaré en même temps pour la dynastie régnante et l'intégrité de la monarchie autrichienne. Quelques jours plus tard le colonel Neustaedter se trouva en marche pour l'Italie avec le 2^e bataillon du régiment frontière de Brod. Dans la ville de Brod, où la bourgeoisie, animée par le bourgmestre Ratky, fêta solennellement le corps d'officiers dans le jardin de la brasserie, et régala les soldats dans les logements, le bataillon fut embarqué, et des bateaux à vapeur le transportèrent à Sissek, dans la frontière militaire croate, où le général de brigade Kempen de Fichtenstamm l'attendait, pour communiquer au colonel Neustaedter que le ban Jellačić avait suspendu sa marche pour l'Italie, et lui avait consigné pour le cantonnement de son bataillon le village de Lekenik jusqu'aux ordres ultérieurs. Neustaedter, au grand mécontentement de la plupart de

ses officiers se conforma aux ordres du ban, et se rendit à Lekenik avec son bataillon, où il se logea dans la même auberge que nos lecteurs connaissent déjà du récit du voyage de Jellačić à Zagrabie le 26 mars. Un certain Sandor n'y cessa de haranguer le colonel, les officiers et les musiciens, quand ils firent une pause pour reposer. Ce monsieur parut très exalté. Excepté Marko Bogunović, Poslavsky et quelques officiers qui furent des enthousiastes par rapport à l'opposition croate contre les Magyars arrogants et rebelles, le reste des officiers aurait préféré d'aborder cette terre classique de la belle Italie, où le caractère de la situation politique était si bien empreint dans les cœurs des soldats de l'empereur, qu'il n'y aurait pu naître le moindre doute sur la voie de l'honneur et du devoir qu'on avait à suivre. La fermentation d'esprit en Croatie, les orateurs populaires en place publique et dans tous les auberges prêchant la liberté et l'égalité, souvent ivres et grossiers, tout cela déplaisait souverainement aux officiers du régiment frontière de Brod, qui n'y étaient pas habitués. Les simples soldats au contraire furent très réjouis d'entendre que le ban les avait retenus en Croatie, car ils entendaient parler leur langue, et ne furent pas si loin de leur foyer, et enfin l'odeur de poudre ne se sentait pas si près en Croatie qu'en Italie, alors au moins on ne comptait pas de l'y sentir si tôt. Le soldat en général n'aime pas la guerre, car il ne s'y sacrifie que pour les autres, selon son simple raisonnement !

Le ban Jellačić avait fixé le 5 juin pour l'ouverture de la diète croate-dalmate-slavonienne, et fait publier son ordonnance par rapport à l'élection des représentants du peuple. En la voici :

1. De ceux qui sont appelés à la participation de la diète prochaine dans ces royaumes.

§ 1.

Pour la prochaine diète de ces royaumes, dont l'ouverture aura lieu le 5 juin à Zagrabie, 1848, seront convoqués par des lettres banales et tenus d'y paraître en personne et non moyennant des crédencionalistes :

a) Le métropolitain de Karlovic, et les évêques diocésains et titulaires de ces royaumes ;

b) Le vice-capitaine du royaume ;

c) Tous les magnats majeurs, c'est-à-dire, princes, comtes et barons, domiciliés dans ces royaumes, ou qui y possèdent des terres, et qui sont rangés parmi les fils de la patrie par la loi ;

d) Le gouverneur de Fiume ;

e) Tous les comtes suprêmes ou les lieutenants des comtes suprêmes du royaume trinitaire ;

f) Les 2 administrateurs des terres camérales de Zagrabie et de Fiume ;

g) Le vice-ban, le protonotaire et les assesseurs de la table banale ;

h) Le président de la table judiciaire de Zagrabie, et les présidents des tribunaux qui connaissent des affaires de change, de Karlstadt et Fiume ;

i) Le comte de Turopolje.

§ 2.

Chaque comté élira et enverra un représentant à la diète pour chacun de ses districts.

En conséquence il y aura des représentants :

pour le comté de Kreutz.....	7
« « Varaždin	10
« « Zagrabie.....	16
« « Požega	7

Il est permis aux comtés de Syrmie et de Virovitic, dont le grand nombre de populace n'est point en proportion du nombre de leurs districts, d'élire un plus grand nombre de députés, et pour cela la Syrmie aura à élire 8 au lieu de 6 députés et Virovitic 10 au lieu de 7 députés.

En conséquent le comté de Syrmie aura.....	8
« de Virovitic aura	10

§ 3.

Les régiments frontières croates et slavoniens auront à élire pour chaque régiment 4, en tout..... 44

§ 4.

Les villes libres royales, puis les districts de Turopolje, de Fiume, de Buccari et de Vinodol, ainsi que les villes pourvues d'un magistrat régulier, des bourgs libres privilégiés et des communes du territoire civil et militaire, enfin tous les chefs-lieux des régiments frontières et ces plus grandes communes en Slavonie, qui occupent une place prédominante par rapport au nombre de leurs habitants, par le commerce ou par l'intelligence de leurs habitants, auront à élire et envoyer à la diète des représentants, si le nombre d'habitant est au-dessous de 3.000, un député; quand le nombre est au-dessus de 3.000 et moins de 5.000, deux députés ; quand le nombre varie entre 5.000 et 8.000, trois députés ; et quand la populace passe 8.000 habitants, quatre députés. En conséquence il y aura à élire et à envoyer à la diète :

Buccari, ville libre maritime avec son district du même nom	3
Belovar, communauté libre militaire privilégiée	1
Brod	2
Djakovo	1
Glina, chef-lieu	1
Gospic	1
Neugradiska	2
Irig, commune privilégiée	2
Forteresse Ivanić, communauté libre militaire privilégiée .	1
Jastrebarsko, commune libre privilégiée.....	1

Ville de chapitre à Zagrabie avec Neudorf et la rue Lachique	1
Karlopage, communauté libre militaire privilégiée	1
Karlstadt, ville royale libre	3
Karlovic, commune libre privilégiée.....	3
Kopreinitz, ville libre royale.....	2
Kostajnica, communauté militaire libre privilégiée	1
Krapina, bourg royal libre privilégié.....	1
Kreutz, ville royale libre	2
Merkopalj, Ravnagora et Verbovsko, des bourgs libres privilégiés.....	
Mitrovica, chef-lieu	2
Ogulin	1
Ossiek (Essek), ville royale libre	4
Otočac, chef-lieu	1
Petrinja, communauté mil. libre privilégiée	2
Požega, ville royale libre.....	2
Rieka (Fiume), ville royale libre avec son district libre....	4
Ruma	3
Samobor, bourg libre privilégié.....	2
Senj (Zengg), ville royale libre.....	2
Sisek, bourg libre privilégié.....	1
Turopolje, district libre	2
Varadin (Petervardein), commune libre privilégiée.....	2
Varaždin, ville royal libre	4
Vinkovci, chef-lieu.....	2
Vinodol, c'est la côte croate avec son district.....	2
Vukovar.....	2
Virovitica.....	1
Zemun (Semlin).....	4
Zagreb (Agram).....	4

§ 5.

Les chapitres ou consistoires catholiques et grecs éliront et enverront chacun un, les couvents grecs, qui possèdent des biens-fondés, tous ensemble un député. En conséquent ils auront à envoyer :

Le chapitre de Djakovo	1
Le consistoire de Karlovic	1
Le consistoire de Karlstadt.....	1
Le chapitre de Kreutz.....	1
Les couvents grecs ensemble.....	1
Le consistoire de Pakrac	1
Le chapitre de Fiume.....	1
Le chapitre de Zengg.....	1
Le chapitre de Začesan	1
Le chapitre de Zagrabie.....	1

§ 6.

L'académie des sciences de Zagrabie aura à élire et à envoyer ensemble

1

§ 7.

Toutes ces décisions ont aussi rapport à la Dalmatie, excepté les § 1 et 2, si sa populace voudrait déjà faire usage de son droit pendant cette diète. Le mode de suffrage est remis à sa disposition.

§ 8.

Outre de ces convoqués et des représentants-ci, on réservera une place convenable aux autres représentants des provinces autrichiennes slaves, s'ils voudraient réjouir notre pays de leur présence.

II. Du mode de suffrage

§ 9.

L'élection des représentants dans chaque comté se fera de la sorte :

a) Dans chaque commune ou judicariat d'un district, les plus anciens ou les pères de famille ont à nommer un ou deux électeurs en proportion du nombre des habitants pour leur commune ou judicariat, qui puis, réunis aux autres électeurs du district, auront à élire un député.

b) S'il y a dans le district une ville royale libre, ou un bourg ou une commune libre privilégiés, qui d'après le § 4 ont un droit de suffrage spécial, on aura alors à les exclure des élections des districts.

c) Les élections dans les districts se feront sous la surveillance des autorités de comté d'appartenance.

§ 10.

Les députés des villes et des communes, tant dans le pays provincial que dans la frontière militaire, ne peuvent être élus que par ces habitants y appartenant qui y possèdent des biens-fonds ou le droit de bourgeoisie, outre cela seront aussi convoqués à cette élection les personnes diplômées et employés publics qui y domicilient.

§ 11.

Par rapport à l'élection des députés des régiments frontières, est ordonné que chaque compagnie, excepté le lieu à qui revient de droit une élection spéciale d'après le § 4, aura à convoquer tous les pères de famille de toute la compagnie, pour qu'ils choisissent pour chaque partie de 500 habitants un électeur ; ces électeurs se rassembleront puis à un jour fixe dans le chef-lieu du régiment pour y élire pour chaque régiment 4 représentants.

III. Des qualités des représentants

§ 12.

Chaque fils de cette patrie peut être représentant sans distinction d'état ou de naissance, à quelle église qu'il appartient ; seulement qu'il save [sic] écrire et lire, et qu'il ait passé la 24^e année.

IV. De la votisation à la diète.

§ 13.

A la diète prochaine de ces royaumes chaque représentant et chaque convoqué aura le vote viril.

§ 14.

Les représentants voteront, dans le cas où ils n'auront pas un mandat spécial, d'après leur conviction intérieure.

V. De la durée du mandat des représentants et de l'efficacité de cette ordonnance.

§ 15.

Le mandat des représentants n'aura de valeur que pour la durée de la diète prochaine.

§ 16.

Cette ordonnance comme provisoire n'aura de force et de valeur que pour la diète prochaine de ces royaumes.

Délivré par Charles Kušlan m/p. écrivain (greffier ou secrétaire) de la conférence banale.

Dans la nuit du 21 au 22 mai, le colonel baron Neustaedter, dormant paisiblement dans sa chambre étroite à Lekenik, fut éveillé par une estafette du ban Jellačić, qui lui enseigna de se rendre immédiatement à Zagrabie chez lui. Le colonel partit donc le 22 du grand matin pour la capitale de Croatie, où il se rendit aussitôt après son arrivée chez le ban, qu'il trouva dans la grande salle, où il répliqua précisément, avec cette verve qu'on lui connaît, à la harangue d'une députation en costume serbe.

A cette époque la ville de Zagrabie ressembla parfaitement à une ville orientale, car on n'y voyait que des costumes croates, serbes et turcs. Le site pittoresque de la ville supérieure en augmenta l'effet. La place de Saint-Marc et le péristyle du palais banal furent toujours remplis de nombreuses députations, qui arrivèrent de tous les coins du royaume trinitaire et de la Bosnie, de la Bulgarie, et même des autres provinces slaves en Autriche pour saluer le ban national, si populaire et si aimé. Le Vladika Pierre Petrović II, toujours d'une entente cordiale avec l'Autriche pendant tout son règne, envoya deux sénateurs au ban Jellačić pour lui offrir du secours, s'il en avait besoin pour la défense des Croates et des Serbes (Jean Vaclik, Paris 1858). Outre cela arrivèrent des députations, drapeaux nationaux

en tête, de toutes les communes de la Croatie pour remercier le ban de les avoir délivrées de dîmes et de corvées.

Le ban Jellačić, s'arrachant pour un moment à cette foule qui l'obsédait depuis le matin jusqu'au soir, entraîna le colonel Neustaedter dans son cabinet, où il lui disait qu'il ne pouvait pas le laisser partir avec son bataillon pour l'Italie, qu'il en avait trop besoin dans ce moment, surtout connaissant son énergie et sa loyauté, qu'il attendait d'un moment à l'autre le consentement de Latour de Vienne, qu'il avait besoin de troupes pour défendre la Croatie contre les agressions de la Hongrie rebelle, que l'Italie était déjà dans ce moment comme perdue, et que le maréchal Radetzky sera bientôt forcé de retourner avec son armée en Autriche, pour y écraser la révolution.

Bien que Neustaedter répliquât au ban qu'il ne croyait pas encore à la perte de l'Italie, connaissant la lâcheté des Italiens par expérience, [il] comprit pourtant fort bien qu'il fallait avant tout écraser la révolution à Vienne et à Pest, et rétablir l'ordre et la légalité dans l'intérieur. Pour cette raison il se mit avec sa troupe à la disposition du ban, et, quelques jours après, arriva aussi le consentement du ministre impérial de la guerre, comte Latour.

Jellačić, qui avait reçu Neustaedter avec toute la cordialité d'un ancien ami et non comme un général en chef, le chargea encore d'une mission secrète, celle de désarmer les Turopoljens si hostiles au mouvement et à la nationalité croates. Mais, comme ce coup d'état était lié à une grande responsabilité pour le ban, dont le devoir fut de défendre tous les privilèges des différentes corporations nobles en Croatie, il ne voulut s'y immiscer directement et engagea le colonel Neustaedter de se rendre chez son adjudant-général le lieutenant-colonel Denkstein, qui lui donnera les instructions si nécessaires à ce coup d'état. Neustaedter s'y rendit, et en apprit qu'on lui mettra encore le second bataillon du régiment frontière de Petervardein et une division d'infanterie de ligne baron Koudelka, qui servira d'escorte à 2 pièces de canon qui suivront cette expédition, à sa disposition ; puis Neustaedter apprit encore que M. Bornemisa et M. Mirko Bogović lui seront attachés, le premier en qualité d'un commissaire banal, et le second en sa qualité de juge du comté de Zagrabie, pour y restaurer le magistrat de Turopolje. Neustaedter dîna ce jour chez le ban Jellačić, où il trouva les comtes Sermage et Corberon. Jellačić s'écria alors, sur l'observation de Corberon que nous vivions dans une époque critique : « Ah ! Messieurs, nous vivons dans un temps beau et sublime » ! (*Wir leben in einer grossen schönen Zeit*) et, à l'occasion où les domestiques furent obligés de nettoyer les couteaux et fourchettes des convives, puisqu'il n'y avait pas encore assez d'argenterie

à cette époque dans la maison du ban, celui-ci dit en riant : « Hélas, Messieurs, je ne crois pas qu'il y avait jamais si peu de luxe, sur la table du ban de Croatie, que dans ce moment sur la mienne ! Mais songez que je n'avais que 5 florins dans ma poche, quand j'arrivai ici pour occuper le palais banal ! » Tout le monde en fut émerveillé de cette confiance naïve, et but à la santé du nouveau ban de Croatie.

Neustaedter repartit après dîner pour Lekenik, et s'y prépara d'exécuter ce coup d'état — en miniature — sans en faire part à qui que ce fût. Il envoya le 24 mai un détachement en avant à Stupnik, un village sur la route de Zagrabie, pour y préparer les logements pour le bataillon frontière de Brod, avec lequel il y devait arriver le 28 mai.

Le 25 mai, le colonel Neustaedter passa Gorica, le chef-lieu de Gorica, avec le 2^e bataillon frontière de Brod, la musique à la tête, et y fut reçu par M. Spišić, capitaine de ville, et le curé Kos, l'un et l'autre des Magyars par excellence, et qui l'accompagnèrent avec la musique de Turopolje à travers la ville pour lui faire les honneurs de la part des habitants nobles. Le colonel, informé de l'esprit public à Gorica, et voyant M. Spišić vêtu d'un dolman de houzards, le demanda en magyar s'il y avait beaucoup d'habitants magyars à Gorica. Spišić, embarrassé, répliqua qu'il ne parlait pas magyar, et qu'il n'y avait que des Croates à Gorica et dans le district de Turopolje. « C'est bien drôle, répondit le colonel en souriant malicieusement, et on m'avait pourtant dit qu'il y avait tant de Magyars à Gorica, et en général dans le district de Turopolje » ! Le colonel se congédia alors très poliment et continua la marche à Stupnik, où il fut logé chez le curé, et où l'on passa une très agréable journée.

Personne n'était pas informé du secret du colonel, que son adjudant Poslavsky, homme discret à toute épreuve, et le maître de poste à Lekenik, Klempai, qui l'avait appris par un indiscret arrivant de Zagrabie. Quoi qu'il en soit, le secret avait transpiré, et à Gorica et dans les villages du district de Turopolje on avait un presentiment vague d'un événement sinistre, sans le connaître précisément tel qu'il arriva.

Le capitaine Bogdanović, qui commandait le 2^e bataillon du régiment frontière de Petervardein, avait déjà reçu la disposition pour le lendemain.

Le 26 mai du matin, le 2^e bataillon frontière de Petervardein arriva à Gorica, et y fut reçu par le capitaine de ville Spišić et la musique de Gorica, qui l'accompagnèrent jusqu'à la place devant le corps de garde de Gorica, où la troupe se mit en ordre de bataille. Mais presque en même temps se fit entendre la musique militaire du régiment frontière de Brod, puisque le colonel Neustaedter avait

rebroussé chemin de Stupnik, et entra, du côté opposé, à Gorica, quand le capitaine Bogdanović y entra avec son bataillon du côté de Lekenik.

Spišić, dérouté par ce retour inopiné du colonel Neustaedter et de sa troupe, courut avec sa musique pour le recevoir à l'autre bout de la ville, mais celui-ci mit son cheval au galop et se rendit devant la garde de la municipalité, qui présenta tout ébahie les armes, pour faire les honneurs militaires au colonel.

Le colonel ordonna alors à cette milice de mettre bas les armes, et de retourner sur-le-champ à leurs foyers. Ces braves gens parurent tout contents de cet ordre, jetèrent par terre leurs fusils et leurs gibernes, et disparurent, aussitôt après, des yeux du colonel.

En attendant, le bataillon de Brod s'était aussi mis en ordre de bataille, et le commissaire banal Bornemisa, accompagné du juge de comté Bogović, se rendit sur la place devant la municipalité pour y publier les manifestes du ban de Croatie, Dalmatie et Slavonie, baron Jellačić de Bužim. Bogović en fit la lecture, et prononça tant de fois avec un accent si imposant le mot de ban que le *vice-comes* Modić et tous les Turopoljens, qui assistèrent à la publication, en ressentirent presque chaque fois l'effet comme d'un coup de cravache dans la figure. Après la lecture des manifestes on distribua les soldats de ces 2 bataillons dans les maisons et dans les villages du district de Turopolje. On avait soin de bien régaler les Magyarons les plus enragés avec une bonne portion de locataires militaires, et M. Bornemisa en sa qualité de commissaire banal n'oublia point d'envoyer le capitaine Živanović avec 100 soldats de sa compagnie dans la maison de campagne du ci-devant *comes* de Turopolje, Daniel Jozipović à Kurilovec, qui savaient si bien jouer de la mâchoire que le lendemain on n'y trouva plus ni un œuf, ni un bœuf ! Le curé Kos, chez qui se logea la musique militaire du régiment frontière de Brod, n'avait pas le lendemain autant de sucre et de café pour se faire préparer une tasse de café pour son déjeuner. En général les soldats de la frontière militaire comprirent fort bien la tâche à remplir à Gorica. Dans la maison de François Pogledić ils voulurent abattre le toit pour cuire le café du colonel, puisque le fermier de cette auberge a été assez bête pour leur refuser le bois nécessaire. Turopolje s'en souviendra de cette visite militaire !

Le *vice-comes* Modić de Turopolje, qui avait une conversation très vive avec le major baron Tkalčević sous les fenêtres du colonel, qui, ne connaissant pas Modić et soupçonnant que celui-ci voulut s'opposer aux ordres du major, crut le moment favorable pour répandre un terrorisme salutaire parmi la populace pour l'intimider à jamais, et, ouvrant la fenêtre, ordonna au major de faire prendre sur-

le-champ cet homme rénitent, puisque la loi martiale était déjà proclamée par le commissaire banal Bornemisa. Le major, autant effrayé que le *vice-comes* par cet ordre terrible et inattendu, se hâta d'éclairer cette mésintelligence, puisque Modić avait conversé avec lui, bien à haute voix, d'une affaire tout indifférente. Le colonel se laissa facilement apaiser, comme il n'âvait cherché qu'une occasion pour faire voir à la populace qu'il n'y avait pas à plaisanter avec lui. Plus tard le colonel fit connaissance avec M. Modić, dont le caractère franc et ferme lui plaisait beaucoup, mais Modić lui avoua puis qu'il avait ressenti pendant trois jours la terreur dans ses membres, que lui avait causée la terrible menace du colonel de le faire pendre sur-le-champ à la porte de son logis.

La frayeur, qu'avait répandue l'arrivée du colonel Neustaedter avec tant de troupes et de canons à Gorica, fut si grande qu'une certaine M^{me} de Keresztury avec sa fille, en carrosse sur la route de Zagrabie pour s'y réfugier, voyant arriver de loin la colonne de Neustaedter, ordonna à son cocher de prendre à gauche de la route dans un ravin derrière un grand champ de blé pour s'y tenir cachées. Elle raconta qu'elle y avait passé avec sa fille toute la journée sans rien manger, ni boire.

Le colonel et le corps d'officiers furent invités ce jour à dîner chez le docteur Weiss à Gorica. On y fut très gai, et on but à la santé du ban Jellačić, des Croates, du colonel et du corps d'officiers. Quand on buvait à la santé des patriotes croates, Modić, qui se trouva assis à côté du colonel, lui dit en langue magyare à l'oreille : « Még is a szívemben Magyar maradok ! » (je reste pourtant au fond de mon cœur Magyar). Quelle noble franchise et quelle confiance dans le caractère chevaleresque d'un colonel de l'armée impériale, où l'on chercherait vainement, malgré le dévouement à la dynastie et le patriotisme le plus noble, un vil mouchard ou un traître à l'honneur militaire.

Avant ce dîner, le commissaire banal Bornemisa, accompagné de Bogović, de Modić et Spišić, se rendirent à la municipalité pour y faire élire à la place de Daniel Jozipović, traître à la patrie, son neveu Etienne Jozipović par acclamation comte de Turopolje (*Comes Turopoliensis*). Le peu de nobles paysans qui s'y trouvèrent firent comme Modić et Spišić, bonne mine à mauvais jeu, et consentirent à cette élection forcée. L'autorité banale la confirma bientôt après.

Bornemisa, qui a été le tuteur de Jozipović, jeune homme assez léger, voulut le dédommager ainsi par cet honneur stérile pour la perte qu'avaient soufferte ses intérêts pécuniaires pendant sa négligente tutelle.

En suite d'une dénonciation, le colonel Neustaedter, accompagné du capitaine Bogović, du capitaine commandant la division de Koudelka, du capitaine de ville Spišić et du curé Kos, se rendit à l'église paroissiale, pour y faire ouvrir la pierre de tombe d'une souterraine [sic], où l'on trouva alors des coffres remplis d'argenteries et de documents, qui appartenaient aux réfugiés Daniel Jožipović et Serpak. Le curé Kos, qui avait nié jusqu'au dernier moment l'existence de ces coffres y cachés, fut arrêté. Le lendemain on l'escorta à Zagrabie, suivi de voitures chargées de ces coffres et de fusils qu'on avait pris aux Turopoljens, qui ont été désarmés par les compagnies qui avaient occupé tous les villages du district noble de Turopolje.

Bientôt après toutes les gazettes allemandes et magyares furent remplies d'invectives contre le colonel baron Neustaedter, qu'on n'y qualifia que du nom de sacrilège, de brigand et de capitaine de pandours. Neustaedter s'en moqua et, sa mission remplie, il se rendit en marche pour Zagrabie, où il arriva le 27 mai à midi. Le ban l'y attendait et passa son bataillon en revue sur la place de Harminca, actuellement Ban Jellačić trg. Jellačić arriva au galop sur son beau cheval blanc, dont les pieds parurent à peine toucher la terre. Les soldats le reçurent avec cri étourdissant de *živio* ! et la populace, y accourue à ce spectacle, y répondit par des acclamations unanimes.

L'apparition du ban Jellačić à cette époque produisait toujours un effet magique sur la foule, et pour ainsi dire un délire d'enthousiasme.

La ville de Varaždin, située aux bords de la Drava, qui sépara la Croatie civile de l'île de Mur, occupée alors par un bataillon du régiment de ligne hongrois baron Gollner, et commandé par le capitaine Annaker, ci-devant officier d'économie dans le régiment frontière de Petervardein, était alors d'une grande importance, puisque l'esprit public y était hostile au mouvement croate, et que les habitants allemands et magyars de la ville désiraient l'occupation de la ville par des troupes magyares. Le ban destina donc le colonel Neustaedter pour le commandement militaire de Varaždin et lui promit de l'y renforcer bientôt par des bataillons frontières et par des Seressans. Neustaedter quitta avec sa troupe la ville de Zagrabie le 29 mai, et passa la nuit à Saint-Ivan, où il fut fêté par le curé de la paroisse solennellement et joyeusement, car les toasts et les discours patriotiques ne finissaient pas pendant le long et ample dîner. Le curé était connu pour son patriotisme et son amour de la nationalité croate.

Le 2 juin, le colonel arriva à Varaždin, où il fut également reçu solennellement par la bourgeoisie, qui donna le même jour un grand

dîner en l'honneur du colonel et du corps d'officiers, où les toasts et les rasades ne manquaient pas. Après dîner tout le monde était bon Croate et bon frère. Neustaedter fut logé dans le palais du comte Drašković sur la grande place. Millinčević était alors syndic de la ville de Varaždin, son frère capitaine de la garde nationale, dont le tambour-major était certain M. Faller, qui fut plus tard employé par le ministre Bach à Zagrabie, et qui épousa alors la comtesse Oršić.

Annaker dépendait avec son bataillon du général de brigade Ottinger, qui se trouva à Kanizsa en Hongrie, où il y avait sous ses ordres plusieurs beaux bataillons de honvéd, le régiment de houzards Empereur Nicolas tout entier, et deux batteries attelées. Ottinger avait donc une force plus que suffisante pour entreprendre un coup de main sur Varaždin, car il valait à lui seul tout un régiment de cavalerie, ce qu'il avait bien prouvé plus tard dans la campagne de Hongrie, et les habitants de Varaždin l'avaient reçu à bras ouverts. Heureusement qu'il était au fond très dévoué à la dynastie, à l'Autriche et à l'armée impériale où il avait toujours servi avec honneur et distinction.

Le capitaine Annaker, qui n'était pas né Hongrois comme Ottinger, et ne parla pas un mot magyar, fut pourtant tout à fait magyar par opinion politique, puisqu'il comptait d'y faire sa carrière.

Dans le palais du comte Drašković se trouvait logé un certain major Bertholdy, qui avait servi jadis dans les hulans et quitté le service depuis longtemps. C'était un beau et élégant vieillard de 80 ans, qui avait eu pour femme une comtesse Drašković, laquelle lui avait apporté sa dot faute de beauté. On dit que M. Bertholdy, gourmand et gourmet par excellence, qui ne s'occupa toute la journée que de la carte pour la cuisine, de confection des mets les plus exquis, et de sa toilette, avait mangé toute sa fortune et celle de sa femme, et une magnifique collection de tableaux dont le beau reste se trouva encore suspendu aux murs de son appartement, qui ne lui appartenait non plus, et que tout avait passé par son estomac et ceux de ses convives. Bertholdy lisait pourtant la Gazette universelle d'Augsbourg, qui fut son oracle, avait au fond assez d'esprit, faisait des saillies à table, et savait assez bien conter de vieilles anecdotes du siècle passé. Il avait des grandes sympathies pour le parlement de Francfort, et en avait fort peu pour les Croates. Mais comme il invitait souvent le colonel baron Neustaedter, surtout quand le comte Charles Drašković y était venu pour quelques jours, et puisque le colonel, malgré la différence des opinions politiques, fut d'accord sur les mérites de son excellente cuisinière, qui avait deux filles, toutes deux aussi élevées pour l'art cuisinière [*sic*], la discrétion

commande bien, surtout comme ce major Bertholdy est mort depuis quelques années, de n'en parler que du bien. *De mortuis nil nisi bene !*

La conférence banale en suite de la séance du 8 mai, et des délibérations dans les séances qui la suivaient, avait voté une adresse à sa majesté apostolique, laquelle fut expédiée à Vienne telle qu'elle suit :

Votre Majesté !

Le cours des événements du monde de cette année fit aussi naître un grand jour pour les peuples d'Autriche. Ce fut le jour où la secousse puissante du temps moderne fit écrouler le vieux système et où un nouvel ordre de choses fut créé, en faisant tomber ce mur de séparation qui avait jusque-là existé entre le souverain et le peuple. L'amour et la confiance ouvrirent au peuple le chemin au trône, et au cœur paternel de leur monarque. Alors s'empressèrent les peuples d'Autriche au pied du trône pour y déposer leurs suppliques, leurs souhaits et leurs plaintes longtemps retenus ; dans ce but apparurent devant le trône de Votre Majesté des députations nombreuses de toutes les contrées et de tous les peuples, pour y porter leurs demandes, qui furent pour la plupart exaucées. La nation slave des trois royaumes réunis de Croatie, Dalmatie et d'Esclavonie suivit aussi cet exemple. Elle s'empressa de faire connaître à Votre Majesté par une députation nombreuse ses souhaits longtemps nourris, et qu'elle avait ouvertement énoncés le 25 mars à Zagrabie dans cette assemblée nationale qui y fut réunie, en espérant avec la plus grande confiance et la plus ferme assurance qu'une nation, qui avait de tout temps et surtout dans les moments les plus critiques pour la Dynastie prouvé sa fidélité inébranlable par sa parole et par le fait, ne restera point sans être satisfaite. Malgré cela, et nonobstant la circonstance que cette députation nationale là-dessus mentionnée avait désigné, parmi les vœux énoncés, quelques-uns dont l'accomplissement ne permettait pas le moindre retard, la plus grande partie et la plus importante en resta jusqu'à ce jour inaccomplie.

Les suites si tristes n'en arrivèrent que trop tôt. Notre nation, qui depuis nombre d'années combat pour sa liberté nationale et pour son indépendance contre les empiètements démesurés des Magyars, se sentit rebutée de ce ministère magyar, créé des éléments hostiles à la nation slave par une pression morale sans aucune influence de ces royaumes, autant plus qu'il porte ouvertement le germe d'une séparation complète et violente de l'union commune avec la monarchie autrichienne, et nous pousse dans une voie et dans une direction, laquelle nous ne pourrions jamais prendre, aussi longtemps que nous aurons comme une nation libre notre propre détermination.

Pour cette et encore pour la raison que nous voyions notre existence nationale et notre indépendance menacées par l'apparition d'un ministère ne représentant que la souveraineté d'une seule race en Hongrie, il fut tout naturel que, sur la façon et sur la manière d'après laquelle la position de nos royaumes réunis par rapport au gouvernement de Hongrie nouvellement formé, sauf notre nationalité et indépendance, [il] devait être délibéré en attendant jusqu'à la convocation de notre diète, et de l'énonciation de la volonté de notre nation entière. L'obéissance au ministère magyar ne fut point à sa place, autant moins que l'activité de ce nommé ministère ne pourrait commencer légalement, d'après l'usage légalement établi, qu'après la publication des lois sur la diète croate-dalmate-slavonienne, et [il] nous revient de droit comme à une nation libre, après la dissolution des di-

castères communs qui avaient existé, et de nos corrélations politiques et nationales antérieures, de ne nous mettre pour l'avenir qu'en une telle relation politique avec la Hongrie et la monarchie entière, laquelle pourrait réconcilier nos intérêts nationaux avec notre fidélité innée envers la couronne commune de Hongrie, envers la dynastie, ainsi qu'avec le maintien de l'union étroite de toute la monarchie autrichienne. Ce fait avait cependant produit que nous sommes restés dans ces temps orageux et désastreux sans gouvernement administratif, et que les symptômes d'une anarchie d'un jour à l'autre se sont toujours de plus en plus prononcés. Les Magyars, ennemis de notre nationalité, ont su rendre cet état de choses encore plus embrouillé, en envoyant des émissaires dans notre pays, qui, à l'aide de leurs partisans dans toutes les contrées de notre patrie, surtout dans le comté de Zagrabie, avaient excité le peuple de la campagne contre les seigneurs fonciers.

On y emploie les moyens et les mensonges les plus vils, en représentant à ce peuple naïf les Magyars comme leurs seuls bienfaiteurs qui l'avaient délivré de la corvée, et les Illyriens, comme des obscurants et oppresseurs du peuple, qui sont cependant les conservateurs des vrais intérêts de la nation ; et, en les désignant comme ceux qui voudraient de nouveau charger le peuple du fardeau de la corvée, [ils] tâchent de cette manière à l'exciter à une révolte ouverte.

Dans un tel état menaçant se trouva le pays, quand le Ban de ces royaumes après son retour de Vienne commença à exercer ses fonctions si importantes.

Il réussit en partie, par son énergie, sagacité et fermeté, de prévenir par des moyens très efficaces l'expansion de l'anarchie, de rétablir l'ordre et la tranquillité dans l'intérieur, et de détourner le danger qui menaçait la vie et la propriété des bourgeois paisibles. Pour cette raison toutes ses démarches et toutes ses actions actuelles ont été approuvées par la nation avec la plus grande reconnaissance et appréciation, puisqu'elles se constatèrent comme un besoin indispensable pour rétablir l'ordre et pour maintenir la sûreté publique tant menacée ; enfin on y vit la véritable expression de la volonté nationale. Mais, malgré la plus grande volonté et énergie que le Ban développa, il n'est point capable à lui seul de faire marcher régulièrement la machine de l'administration politique, qui s'est arrêtée, de rétablir l'ordre et la tranquillité troublés à la durée, et de planifier le chemin à la réorganisation de ces royaumes à la diète prochaine. Pour cette raison s'est constituée à sa voix la soussignée conférence banale de toutes les parties de notre patrie, qui avait reconnu pour sa tâche principale, outre des questions secondaires, de fixer son attention sur la sûreté intérieure et extérieure, et de les maintenir. En conséquence la conférence, dans son activité, avait aussi jeté ses regards sur la Hongrie alliée, et remarqué, avec tristesse et indignation, de quelle manière le principe de liberté et de fraternité de la part des Magyars soit exercé par rapport aux Slaves de Hongrie, et principalement contre ces royaumes ; en un mot, comme on s'y donne toutes les peines possibles de présenter les Slaves en général, et surtout nous autres Croates et Slavoniens, comme des traîtres au trône et à la patrie, et de nous flétrir aux yeux du monde, pendant que les preuves constatées de notre fidélité sont connues du monde entier ; et comme on tâche de donner l'empreinte du crime le plus noir à nos efforts pour faire valoir notre amour sacré pour la nationalité ; comme toutes les gazettes hongroises et même celles de Vienne lancent toutes sortes d'invectives contre cet homme, qui, par la grâce de Votre Majesté, a été mis à la tête de la fidèle nation croate-slavonienne, qui possède notre estime, notre amour et notre confiance unanimes et illimités, et à la personnalité duquel et à son activité sans entraves est liée, tout seul, dans les circonstances actuelles dans ce pays la garantie des plus hauts intérêts de la dynastie, de l'état et de la nation ; comme on répand des appels formels pour former des corps francs et pour

rappeler les troupes de l'Italie, pour anéantir dans l'incendie d'une guerre civile effroyable la liberté et l'égalité, nouvellement nées, de tous les peuples qui vivent sous la couronne de Hongrie.

La conférence banale soussignée l'avait donc appris avec autant plus d'indignation, puisque dans ce moment il y a presque 40.000 Croates et Serbes qui vont cimenter avec leur sang leur fidélité de sujets inviolables d'après l'exemple de leurs aïeux dans les champs de bataille dans la Lombardie et dans le Vénétien [*sic*], pendant au contraire de la part des Magyars — qui ne cessent de nous peindre aux yeux du monde comme des traîtres au trône, à la patrie et à la liberté — continuent leurs manifestations les plus profondes en faveur de l'Italie. Bien que le peuple fidèle de Croates et Serbes ne sût que trop bien que le nouveau ministère hongrois usera de son pouvoir pour supprimer violemment l'indépendance nationale et chaque mouvement un peu libéral des autres Slaves en Hongrie, personne de nous autres [n'] aurait eu l'idée d'empêcher le départ de nos braves troupes frontières, ou d'insister sur leur rappel. Ils prouvèrent leur fidélité dans le moment le plus critique, même en exposant leur existence nationale au plus grand danger. Votre Majesté ! Cette leur envie de suppression, là-dessus mentionnée, s'est déjà prouvée sur nos frères slaves en Hongrie, et vraiment il est à craindre que le moment n'est pas loin, où le même sort nous pourrait atteindre. Dans cette situation critique où la nation de ces trois royaumes réunis voit plus que jamais leur existence nationale menacée, croit la conférence banale soussignée de remplir son devoir patriotique le plus sacré, en portant tout cela à la connaissance de Votre Majesté, au nom de la nation, et en soumettant la prière suivante en toute humilité à la mûre considération : qu'aucunes dispositions [ne] soient prises, d'aucune part, qui sont contradictoires aux ordres donnés par le Ban en faveur des intérêts de la très haute maison impériale et de notre patrie, de toute la nation reçus avec la plus grande reconnaissance ; au contraire de lui accorder plein pouvoir pour ordonner tout ce qu'il trouvera nécessaire pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité, et des intérêts nationaux de ces royaumes, jusqu'à ce que nos affaires soient réglées à notre diète nationale.

C'est, Votre Majesté, le seul moyen, la seule condition de sauver et de prévenir notre patrie de l'anarchie et d'une guerre civile menaçante, et, pour cette raison, nous espérons avec la plus grande assurance la très haute approbation de notre prière.

Que Votre Majesté daigne accorder à la nation croate-slavonienne, cette protection et ce soin, sur lesquels chaque individu, de tous les habitants qui vivent sous le sceptre clément de Votre Majesté dans le grand empire, peut compter, autant plus toute une fidèle nation entière.

L'accomplissement de notre prière si juste enchaînera avec des liens encore plus forts de fidélité, d'amour et de confiance notre nation, et nous mettra en état de rivaliser avec les autres peuples de l'Autriche dans le maintien de l'ordre et de la régularisation de nos affaires intérieures, pour contribuer à la consolidation du trône et d'un grand état libre, fort et bien construit dans l'intérieur et envers l'étranger.

Si cependant nos adversaires magyars réussiraient d'empêcher l'accomplissement de ces nos vœux et d'exposer notre existence aux caprices du sort, au moment où nos frères au service fidèle de Votre Majesté versent leur sang le plus pur sur les champs de bataille en Italie, il n'y avait alors d'autre moyen pour nous, en conservant avec une inébranlable fermeté notre fidélité de sujets inviolable, pour conserver notre existence politique et nationale, de faire toutes les démarches nécessaires, commandées par la force des circonstances de notre propre détermination, qu'il nous inspirera l'instinct de la conservation de soi-même.

Nous persévérons du reste avec le plus profond respect [de] Votre Majesté fidèles sujets, les états réunis des royaumes de Croatie, Dalmatie et Slavonie dans la conférence banale du 8 mai et des jours suivants.

Zagrabie, le 11 mai 1848.

L'archiduc palatin, fort de la déclaration royale exprimée dans la lettre du 7 mai, qui faisait pencher la balance du côté de la Hongrie, adressa, sous la date du 10 mai, l'ordonnance suivante au ban Jellačić.

Considérant qu'en votre qualité de Ban de Croatie, Esclavonie et Dalmatie, vous avez adressé à toutes les autorités et fonctionnaires desdits royaumes, une circulaire par laquelle vous déclarez altérés les rapports constitutionnels qui existent depuis des siècles entre la Hongrie et ses annexes (rapports qui, par les lois les plus récentes, n'ont pas subi d'altération), et par laquelle vous leur défendez d'obéir à d'autres ordres qu'aux vôtres ;

Considérant qu'au mépris de la loi qui m'autorise exclusivement de publier ou révoquer sous la contre-signature d'un ministre responsable la loi martiale, vous avez non seulement fait publier cette loi dans les provinces annexes et dans les juridictions où je l'avais déjà fait publier moi-même, mais vous l'avez encore appliquée à des délits qui, d'après les lois existantes, n'ont jamais été du ressort des conseils de guerre ;

Considérant qu'en agissant ainsi vous avez exercé un droit souverain, et outrepassé les attributions du Banat avant d'avoir été installé dans vos fonctions et sans avoir prêté le serment prescrit ;

Considérant que la volonté de Sa Majesté notre roi couronné et l'article 3 de 1848, m'ont conféré le droit illimité d'exercer, au moyen d'un ministre responsable, le pouvoir exécutif dans le pays que dans les annexes ;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, j'ordonne ce qui suit :

1^o La circulaire que vous avez publiée, étant nommé mais non installé, comme Ban de Croatie, Dalmatie et Esclavonie, est déclarée entièrement inconstitutionnelle et illégale ;

2^o Le tribunal martial que vous avez institué illégalement et étendu contrairement aux lois existantes, ainsi que les enquêtes déjà faites et les sentences prononcées en conséquence sont déclarés nuls et sans valeur ;

3^o Vous êtes chargé de révoquer sur-le-champ, par un contre-ordre, la susdite circulaire ainsi que la publication de la loi martiale, et de m'annoncer l'exécution de cette ordonnance 3 jours après la réception de la présente ;

4^o Par un ordre en date de ce jour, j'ai prescrit à toutes les juridictions en l'Esclavonie, ainsi qu'à celle de la ville d'Essek, d'obéir, sous les peines les plus graves établies par la loi, à toutes les ordonnances que je publie sous la signature d'un ministre responsable ;

5^o Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Cette fulminante ordonnance de l'archiduc palatin aurait brisé le courage et l'opiniâtreté de tout autre que du ban Jellačić, qui jeta cette ordonnance, contresignée par Szemere, avec un geste et une mine d'indolence inimitable sur sa table !

Le général en chef Petervardein, le baron Hrabovsky, reçut alors une ordonnance du ministère magyar, par laquelle il fut nommé

commissaire royal pour la Croatie, Slavonie et la frontière militaire ; la voici :

Sa Majesté avait appris avec une profonde tristesse les troubles qui se manifestent dans les annexes du royaume de Hongrie en deux directions ; dans la première ils tendent de relâcher l'alliance qui exista depuis nombre d'années en amour fraternel avec la Hongrie à l'ombre protecteur de la sainte couronne, et pour cette raison Sa Majesté a jugé nécessaire de m'ordonner par ses lettres royales du 6 et 7 mai de l'an courant, que je fasse tous mes efforts pour que la sûreté de la personne et de la propriété, ainsi que la bonne intelligence, l'entente cordiale, l'alliance paisible et la coopération commune soient assurées dans tous les pays qui se trouvent réunis sous la sainte couronne, et pour atteindre ce but, si les circonstances l'exigeaient, d'y envoyer un commissaire royal pour y remédier.

Pour satisfaire donc à la résolution royale de Sa Majesté, pour que la sûreté de la personne et de la propriété, ébranlée dans les annexes d'après les rapports que j'ai reçus, soit assurée par une parfaite garantie, pour prévenir des attentats et les tendances illégales et inconstitutionnelles, qui s'efforcent d'anéantir de fait cette unité constitutionnelle et si intime de la Hongrie avec les annexes, surtout comme ces tendances et attentats ne sont seulement nourris par des instigations rusées et des appels, mais aussi par des arrêts de Comté ; puis, afin que les habitants dans les parties réunies ne fussent pas troublés dans la jouissance de leurs droits et de leur nationalité par les efforts ennemis, laquelle leur est de nouveau garantie par la puissance et la protection de la sainte couronne, par la constitution qui commence à reflourir et dont l'inviolabilité à leur garantir dans toute la force du terme est un des plus grands de mes devoirs, en conséquence j'ordonne sur le rapport du ministre de l'intérieur ce qui suit :

1^o Vous serez nommé Commissaire royal pour la Croatie et Slavonie pour les Comtés de Syrmie, Požega et Veröcze et pour les villes royales y existantes, et pour les districts frontières, à ce but, pour, de concert avec des individus civils attachés à votre personne, surveiller l'ordre et la tranquillité publique, ainsi que la sûreté de la personne et de la propriété de chacun, et d'avoir un œil attentif sur les machinations et tendances séparatistes qui se montrent déjà ouvertement, pour en découvrir les moteurs et protecteurs, et les faire punir d'après la loi.

2^o Puisque vous êtes tenu de vous montrer en personne partout où le besoin l'exige, la milice frontière et les troupes de ligne vous seront subordonnées, ainsi que toutes les autorités judiciaires sont obligées de vous obéir.

3^o Vous serez aussi investi du plein pouvoir d'étendre le *Statarium*, conféré aux autorités judiciaires de cette contrée en date du 10 mai de l'an courant, aussi sur des autres crimes, si des considérations d'état de la plus haute importance l'exigeaient.

Espérant que votre zèle, de concert avec votre fidélité et prudence, la sûreté de la personne et de la propriété de chaque citoyen sera garantie de cette manière que les tendances séparatistes seront supprimées, que la nationalité pure et les droits légaux des habitants des annexes seront sauvegardés, et que l'accomplissement, tant désiré de moi, de tous les vœux justes et loyaux soit réalisé par cette vieille alliance, qui fut pour la Hongrie et les annexes la source de toute leur gloire, et de leur prospérité dans le passé !

Budapest, 11 mai 1848.

Étienne, Palatin et Lieutenant
Bact. Szemere, ministre de l'intérieur.

L'adjudant du commandement général, Dorsner, conjura vainement son chef de refuser cette mission qui le compromettait aux yeux des dévoués à la dynastie impériale, et le désignerait comme l'instrument docile du ministère magyar à Pest, si hostile au gouvernement et à la monarchie autrichienne. La vanité du baron Hrabovsky, les perfides conseils de son adjudant Blasović et du capitaine du corps de génie Stein l'emportèrent sur les remontrances prudentes et loyales du lieutenant-colonel Dorsner ; et il se mit en route à la fin du mois de mai pour se rendre à Zagrabie, d'où des lettres confidentielles lui assurèrent le soutien des habitants magyars et des troupes de ligne de la garnison. Dorsner se décida à l'accompagner pour le retenir d'un pas irréflecti, et pour paralyser l'influence des commissaires magyars, parmi lesquels se trouva le traître croate Serpak, qui devaient le suivre à Zagrabie par ordre du ministère magyar.

La lecture des ordonnances de l'archiduc palatin eut lieu le 15 mai à Zagrabie à la municipalité, et y provoqua une indignation générale. Les plus furieux Croates arrachèrent les rescrits aux mains du secrétaire pour les brûler sur la place publique, ainsi que le portrait du palatin de Hongrie. Un officier du ban se précipita alors au milieu de la foule enragée pour la supplier, au nom de leur ban, de s'abstenir d'une démonstration qui ne pourrait qu'attrister son âme. La voix du ban chéri, qui exerça toujours alors un pouvoir magique sur le peuple, sauva le portrait de l'archiduc palatin.

Le 29 mai s'était répandue la nouvelle de l'arrivée de Hrabovsky, en sa qualité de commissaire royal magyar, à Zagrabie. L'effet en fut semblable à une lance de feu à un baril de poudre, l'explosion n'en aurait pu être plus prompte. Toute la ville fut alarmée, tous les habitants se trouvèrent sur pied, partout on entendit crier : « Aux armes ! Hrabovsky arrive ! Barrons-lui le chemin. » Les tambours de la garde nationale battaient la générale, et les gardes nationales accoururent les armes à la main. Des voitures de réquisitions arrivèrent pour transporter les gardes sur toutes les routes, sur tous les chemins par où la calèche du baron Hrabovsky aurait pu entrer dans le royaume de Croatie, toucher le sol sacré de la patrie. Tous les paysans s'armèrent et bientôt toute la frontière croate fut fermée hermétiquement. Un aérostat seul aurait pu alors la passer sans être arrêté par les baïonnettes de la garde nationale, ou les faux des campagnards.

On a souvent comparé le ban Jellačić au duc de Friedland, parce que tous les deux avaient improvisé une armée à la onzième heure du danger pour l'Autriche et sa dynastie. Mais il y en avait une grande différence. Waldstein possédait d'immenses richesses,

et Jellačić n'avait pas le sou, pour ainsi dire, car il fut obligé d'emprunter 1.700 florins en billets de banque à M. Charles Klobučarić, actuellement président du tribunal de première instance à Zagrabie, pour faire son premier voyage à Vienne en sa qualité de ban nommé.

Précisément le 29 mai prouva la pénurie du ban Jellačić, car M. Piškorac raconta que Jellačić, quand il s'était rendu chez lui pour demander de l'argent pour la garde nationale qui devait se rendre à Gorica pour y fermer le passage à Hrabovsky, avait ouvert son secrétaire et en avait pris 50 florins d'un tiroir, toute sa fortune dans ce moment, et lui en avait donné 45 florins pour payer la garde nationale, et ne s'en était réservé que cinq florins, pour ses dépenses de tout moment.

Pendant que toute la Croatie fut en alarme et en agitation, le ban Jellačić seul conserva son calme ordinaire et si nécessaire pour diriger le timon d'un grand vaisseau d'état. Daniel de Stanisavljević, la veille de son entrevue historique avec Hrabovsky, apporta dans la même nuit une pièce importante à signer au ban Jellačić, qu'il trouva alors couché sur son lit avec l'insouciance d'un jeune homme de 15 ans, et en lisant un roman si insignifiant qu'il n'en avait pas pu même retenir le titre. Stanisavljević est actuellement conseiller de finances en chef à Zagrabie.

Le ban Jellačić, malgré son apparente indolence, [ne] négligea rien pour faire avorter la mission du baron Hrabovsky. Il avait envoyé son adjudant général, le lieutenant-colonel Denkstein, à la rencontre du soi-disant commissaire royal magyar pour le dissuader de se rendre à Zagrabie, où tous les chemins y conduisant se trouvaient fermés, et pour lui déclarer que le ban Jellačić ne le connaîtra jamais en sa qualité de commissaire royal, comme il n'en était pas informé officiellement par le roi, enfin de lui conseiller de retourner en Slavonie pour ne pas s'exposer à de graves conséquences, dont même le ban de Croatie ne pourrait le garantir.

Denkstein, qui fit bonne diligence, arriva au moment au château de Veröcze, quand le baron Hrabovsky en voulut partir pour continuer la route à Zagrabie. Les avenues du château et la grande place furent alors encombrées d'équipages brillants, d'où étaient descendus des grands seigneurs en costume magyar si riche et si pittoresque, suivis d'une livrée magnifique pour imposer au public, en rendant leurs hommages au commissaire royal, et pour lui préparer pour ainsi dire une marche triomphale jusqu'en Croatie. Il paraît qu'un ordre secret, émané de Pest, avait mis en scène cette réception solennelle du commissaire royal du gouvernement magyar. Malgré cela le fiasco n'en fut que plus éclatant.

Denkstein, avec son petit talent diplomatique, avec ses manières

si douces et si insinuanes, et avec sa physionomie si franche et toujours souriante qu'il parut porter le cœur sur la main, et avec son intelligence si rusée et routinée, réussit si bien auprès du vieux général en chef de la Slavonie, qui le reçut avec empressement comme un messenger du ban Jellačić dans son cabinet, où il resta longtemps avec lui tête à tête (Dorsner y fut cependant présent, car il y avait introduit Denkstein) qu'il renonça entièrement à sa mission, et ne désira que d'avoir une entrevue amicale avec le ban pour conférer avec lui sur la situation actuelle politique. Enfin Denkstein, soutenu par Dorsner, réussit complètement de capaciter, d'intimider et de décontenancer le baron Hrabovsky, qui, aussitôt après, en descendant dans la cour pour monter en carrosse, déclara brusquement aux commissaires magyars, qui devaient l'accompagner à Zâgrabie, qu'ils pouvaient rebrousser chemin et retourner chez eux, puisqu'il n'en avait plus besoin, ayant renoncé à sa mission politique et ne voulant se rendre en Croatie que pour rendre une visite amicale au ban Jellačić. Les commissaires magyars restèrent encore ébahis, quand Hrabovsky partit accompagné de Dorsner, qui avait pris place dans sa calèche, puisque Denkstein les précéda dans celle de Dorsner. Dorsner était réjoui de la résolution de son chef ; il le croyait déjà gagné pour toujours pour la bonne cause.

On alla bon train, lorsque Denkstein, en se retournant, remarqua qu'une troisième voiture les suivait, où il reconnut les commissaires magyars qui, revenus de leur étonnement, croyaient avoir le droit de suivre le baron Hrabovsky malgré sa défense. Denkstein fit alors arrêter sa calèche, s'y leva et fit remarquer au général en chef les commissaires magyars qui les poursuivaient avec une opiniâtreté effrontée. Alors le baron Hrabovsky, irrité de cette conduite arbitraire, se leva à son tour dans sa calèche, et leur fit signe assez impérieusement de retourner sur-le-champ.

La voiture des commissaires magyars, s'arrêta bien pour le moment mais aussitôt que les deux calèches de Hrabovsky furent en mouvement sur la route, celle des commissaires magyars courut de nouveau après celle de Hrabovsky. Denkstein fit encore arrêter sa voiture, mais en descendant, et se rendit auprès du baron Hrabovsky, pour lui annoncer qu'il ne pouvait pas se charger d'aucune responsabilité par rapport à sa sûreté, si les commissaires magyars s'obstinaient à le suivre, puisque le peuple croate, à leur vue, se pourrait porter à quelque excès ou brutalité, où même sa personne ne pourrait pas se trouver à l'abri de toute insulte, malgré de la bonne volonté de sa part de le garantir contre tout événement, ainsi que le ban Jellačić le lui avait recommandé le plus instamment.

Baron Hrabovsky perdit alors patience, fit arrêter sa voiture et

mit pied à terre. Ce général en chef avait le tempérament assez vif, et quand la voiture des commissaires magyars arriva, il leur envoya une telle bordée à leur rencontre, qu'ils en furent tout déroutés, et quand il ajouta avec sa voix tonnante de retourner sur-le-champ à Veröcze, s'ils ne voulaient pas qu'il les en fit repentir, ils n'avaient rien de plus empressé à faire que d'ordonner à leur cocher de retourner et de rebrousser chemin avec tant de vitesse qu'ils disparurent aux yeux de Hrabovsky et de Denkstein, pour ne plus se faire voir.

Denkstein, qui avait conseillé au baron Hrabovsky de s'arrêter au village de Gradec sur la frontière croate, pour y attendre l'arrivée du ban Jellačić, avait pris le devant et était arrivé le premier à Gradec, où il avait grand'peine à se faire reconnaître pour l'adjudant général du ban Jellačić à l'aide du juge du district, qui le connut personnellement, car la garde nationale, qui l'avait pris pour Hrabovsky, avait déjà arrêté et entouré sa voiture ; le peuple accourut et on voulut l'escorter à Zagrabie. Denkstein, heureusement débarrassé de la garde nationale par le juge du district qui devait donner l'hospitalité au baron Hrabovsky dans sa maison, jusqu'à l'arrivée du ban Jellačić qu'il se hâta d'informer de l'arrivée du général en chef de Petervardein, renvoya au nom du ban la garde nationale, pour éviter tout embarras à Hrabovsky et Dorsner, et recommanda les deux voyageurs au juge du district, qui les reçut aussi avec la plus grande politesse à leur arrivée et les conduisit dans la meilleure chambre, où devait aussi avoir lieu la conférence historique avec le ban Jellačić.

Ce fut le 30 mai que Hrabovsky y arriva et y attendit avec patience l'arrivée du ban Jellačić. Quelle situation humiliante pour un homme si vaniteux comme le baron Hrabovsky, général en chef, conseiller intime, bien vu de l'empereur François dont il avait accompagné sa fille, l'impératrice Marie-Louise, dans son voyage forcé en 1814, décoré d'une quantité de crachats, de grandes croix tant indigènes qu'étrangères, qui a été général distingué quand le ban Jellačić n'était qu'un officier subalterne !

Jellačić, informé de l'arrivée de Hrabovsky par Denkstein, qui rapporta que celui-ci ne voulut qu'en sa qualité de général en chef, sans aucun autre titre officiel, avoir une entrevue avec le ban de Croatie, partit sur le-champ pour Gradec, bien que le conseil banal, qui s'était rassemblé à la hâte, voulût s'opposer à son départ en affectant des craintes pour la santé du ban, mais au fond, pour empêcher une conférence secrète entre ces deux généraux en chef qui leur parut d'une grande importance politique. Le ban Jellačić respecta trop les cheveux blancs de son camarade pour le compro-

mettre de la sorte. Il avait envoyé en avant le lieutenant en premier Millenković du régiment frontière de Brod pour le prévenir de son arrivée, et partit bientôt après.

Le ban Jellačić arriva le même soir presque seul à Gradec, où il trouva le baron Hrabovsky très embarrassé et sous le poids de cette situation si pénible pour lui ; et Dorsner, au contraire, rayonnant de plaisir, espérant que le ban Jellačić réussira à dissuader son chef à poursuivre une route qui ne fut ni le chemin de l'honneur militaire, ni le chemin du devoir d'un sujet fidèle.

Hrabovsky reprit cependant le calme nécessaire et se montra même très cordial envers Jellačić, qui parvint, par un discours plein de sentiments de loyauté et d'une politique clairvoyante, à le convaincre du ridicule du rôle perfide que les ministres de Pest lui ont voulu faire jouer en Croatie en le chargeant à destituer le ban de Croatie au cœur du pays, qui se lèverait comme un seul homme pour le défendre et pour laisser un libre cours à sa fureur contre l'envoyé du gouvernement magyar, si détesté en Croatie.

Hrabovsky fut pour le moment si touché et convaincu des paroles du noble ban Jellačić, qu'il avoua lui-même qu'il s'était laissé induire en erreur, et que dorénavant il suivra son exemple par rapport à la politique du moment. Puis ils se séparèrent comme les meilleurs amis du monde. Hrabovsky retourna à Petervardein et Jellačić à Zagrabie.

Le ban Jellačić avait promis au baron Neustaedter, qui ne put s'absenter de son poste, de lui faire sur-le-champ connaître le résultat de son entrevue avec le baron Hrabovsky. En conséquence le ban envoya la lettre suivante à Neustaedter à Varaždin :

Cher ami !

Hier soir j'avais eu une conférence avec le Lt. F. M. Hrabovsky. J'ai su le prendre, et il sentit profondément la honte d'avoir accepté une telle mission. Du reste il n'avait point reçu, à ce qu'il avoua lui-même, pour cette affaire un mandat impérial (*Handbillet*) spécial, ainsi que je n'en avais point reçu pour le reconnaître en sa qualité de commissaire royal. Le tout ne fut donc qu'une mauvaise farce de la part des despotes magyars à Pest.

Il ne voulut point retourner par la frontière militaire slave, car il en avait honte, comme il s'exprimait, à traverser la Slavonie ; il est tout à fait pénétré de l'idée que celui qui était loyalement attaché à l'Autriche et à la Dynastie ne pourrait prendre le parti du ministère magyar.

Vederemo ! item pour le moment il se montra contrit et repentant et la coalition de Pest a fait un grand fiasco !

Prends soin de Varaždin, et tâche d'y convertir les bourgeois allemands — c'est un peuple misérable et borné. — S'il me met en colère, je serai un juge bien sévère. C'est pour ta notice pour ce moment.

La députation d'Innsbruck, dont je viens de recevoir des nouvelles, est pleine de bonnes espérances. Elle avait en attendant une audience chez l'archiduc Jean.

S' bogom (adieu)

ton vieux ami Jellačić F. M. L.

Zagrabie 1/6 48.

Le ban Jellačić avait bien dit, par rapport à la conduite politique du baron Hrabovsky, qu'il s'était proposé de suivre dorénavant, *Vederemo!* Car, à peine retourné à Petervardein sous l'influence de Blasović, Stein, et pour la bonne bouche du lieutenant-feld-maréchal Zahn, qu'il avait totalement oublié les bons conseils du ban Jellačić et fit une prompte récidive de la même maladie, dont il ne fut plus délivré que par la mort à la forteresse, où il devait finir sa vie, condamné pour crime de trahison et de rébellion. *Requiescat in pace*, il était plus faible que coupable.

Le ban Jellačić vient de recevoir alors une nouvelle lettre impériale d'Innsbruck en Tyrol, qui fut de la plus haute importance, la voici :

Comme en vertu de l'article 58 de 1791, les congrégations provinciales de Croatie, de Slavonie et de Dalmatie ne peuvent être convoquées que d'après ma sanction préalable, et comme vous les avez convoquées de votre propre chef pour le 5 juin, je vous ordonne de contremander sur-le-champ cette convocation, car, dans le cas contraire, je la regarderai comme une réunion illégale et ses résolutions comme non avenues.

En même temps je vous ordonne de vous rendre, dans les 24 heures, après la réception des présentes, à ma cour d'Innsbruck, pour me faire des rapports détaillés, et pour arranger à l'amiable, s'il est possible, les différends qui se sont élevés actuellement en Croatie.

Innsbruck, 29 mai 1848.

Ferdinand m/p.

Cette lettre fut rendue au ban Jellačić au moment où il voulut se rendre à la salle de la conférence banale. Il s'arrêta dans le corridor et, après l'avoir lue, il fit appeler Ivan Kukuljević, qui arriva aussitôt de la salle, suivi encore de quelques confidents. Jellačić leur fit la lecture de la lettre royale et demanda leur avis dans une situation si critique.

Kukuljević et les autres présents le conjurèrent de ne point se rendre à Innsbruck avant l'ouverture de la diète et avant son installation solennelle, qui fut indispensable à l'exécution légale de son pouvoir, comme ban de Croatie. Tous y reconnurent les intrigues du ministère magyar pour empêcher l'installation du ban Jellačić et pour ôter, de cette manière, toute apparence de légalité aux actes politiques du ban de Croatie.

Jellačić, comprenant la justesse de leurs observations, accepta leur avis, se rendit aussitôt après dans la salle de conférence, y fit faire la lecture de la lettre royale, et déclara alors qu'il ne pouvait pas obéir aux ordres de son souverain, qui n'avait plus la liberté d'agir selon sa volonté, et qui, intimidé par le parti révolutionnaire, se trouve forcé de signer même des décrets qui sont diamétralement opposés aux intérêts de la dynastie et de la monarchie autrichienne.

En effet, apprit-on plus tard que ce fut l'archiduc palatin, instrument trop docile des ministres magyars, qui profita de l'occasion où il s'était rendu avec la députation de la Transylvanie à Innsbruck pour obtenir la sanction royale au décret d'union qui devait incorporer la Transylvanie dans le royaume de Hongrie, et pour soumettre au roi des projets d'arrangements avec les Slaves méridionaux, qui avait su faire partir la lettre royale du 29 mai au ban Jellačić.

Tous les membres du conseil banal se déclarèrent alors solidairement chargés de la responsabilité de cet acte de rénitence du ban de Croatie contre la volonté royale, puisqu'il est tenu à prendre en considération le proteste [*sic*] du conseil banal contre ce voyage contraire aux intérêts du royaume trinitaire avant l'ouverture de la diète nationale. Là-dessus le conseil banal rédigea une déclaration solennelle au ban Jellačić telle qu'elle suit :

Votre Excellence !

Cette lettre royale du 29 mai de l'an courant, que Votre Excellence avait communiquée, nous avait cruellement touchés, puisque nous en pouvons aussi apprendre pour l'avenir que notre fidélité inébranlable envers la maison régnante n'est nullement appréciée, mais au contraire tout à fait méconnue.

Après avoir mûrement délibéré là-dessus, nous sommes obligés de déclarer à Votre Excellence, que nous (comme un peuple libre et constitutionnel) ne nous reconnaissons point liés par cette lettre royale, autant moins nous nous en laissons dérouter dans cette situation critique.

En considération de cette lettre royale, deux remarques nous sont imposées : celle de l'ordre donné à Votre Excellence, de se rendre à Innsbruck, et celle de la révocation de la diète du royaume trinitaire pour le 5 juin fixée. Par rapport à la première, nous déclarons que Votre Excellence par rapport à l'esprit public du peuple, dont l'amour et la confiance elle possède entièrement, ne pourrait d'aucune manière s'éloigner de nous, puisque seulement par la présence de Votre Excellence l'ordre et la tranquillité ne furent pas encore troublés jusqu'à présent, et pour prévenir les suites funestes qui pourraient résulter en suite de l'agitation du peuple produite par l'éloignement, peut-être intentionné, de Votre Excellence, nous sommes fermement résolus d'empêcher votre départ projeté, même en employant la force dans le cas de besoin.

Pour la seconde, ce qui touche notre diète, nous y apercevons un traitement marâtre, puisque nous voyons qu'on nous arrache l'occasion d'exprimer nos vœux par la voie légale, où, en revanche, nous qui avons suivi les mouvements autri-

chiens d'un œil attentif du premier moment jusqu'aujourd'hui, nous nous sommes suffisamment convaincus que tous les peuples d'Autriche avaient su profiter de la situation pénible du gouvernement autrichien pour obtenir de cette manière l'accomplissement de leurs vœux.

Nous ne sommes pas en état de reconnaître motivé le motif dont parle la lettre royale, que la diète du royaume réunie ne peut être tenue qu'après le consentement de Sa Majesté, puisque, outre cela que Votre Majesté avait permis la convocation de la diète par sa lettre royale datée du mois d'avril de l'an courant, et adressée au *locum tenens* banal, l'évêque Haulik, et remis à sa disposition la détermination du terme nécessaire pour son ouverture, le Ban avait toujours le droit de convoquer les états à la diète, et cet article 58 de 1791, mentionné dans la lettre royale, n'a été non seulement protocolé dans le code sans le consentement des états croates-slavoniens, mais encore refusé à l'occasion de sa publication à la diète de Zagrabie, tenue le 7 juin 1791 et les jours suivants, par un proteste inscrit dans le protocole et, pour cette raison, nous ne pouvons pas le regarder comme obligation.

Enfin nous ne pouvons pas même concevoir quels motifs qu'il y aurait contre la convocation de notre diète, puisque cette direction, que l'opinion politique du peuple croate-slavonien avait suivie jusqu'à présent, ne pourrait être interprétée qu'au bonheur de la haute Dynastie et de la monarchie entière.

Même les circonstances actuelles exigent impérieusement la convocation de la diète, puisque, avant tout, doivent être publiées les lois acceptées de la diète de Hongrie pour cause de leur (légalité) validité, et d'autre part la diète de Hongrie est convoquée pour le 2 juin de l'an courant, laquelle ne devait pas nous trouver au départ, si l'on désire de faciliter et obtenir la bonne intelligence par la voie légale ; enfin nous regardons comme notre devoir le plus sacré de remarquer à Votre Excellence que, vu l'esprit public qui règne et la circonstance que la plus grande partie des députés se trouvent déjà arrivés, que l'ouverture de la diète ne pourrait plus être empêchée que par la force physique, dont l'emploi dans les circonstances actuelles pourrait attirer les plus tristes conséquences, de la responsabilité desquelles personne ne voudrait se charger.

Enfin nous regardons comme un devoir à déclarer toutes les dispositions prises par Votre Excellence et que la nation, forte de son droit, avait attendues, comme émanées d'elle-même, et Votre Excellence peut-être assurée que notre déclaration est celle de toute la nation, au nom de laquelle nous, ses représentants, élevons notre voix. Finalement nous déclarons à Votre Excellence que nous ne savons rien de tous ces troubles dont est fait mention dans cette lettre royale par rapport à notre patrie, où ne règnent que le même esprit, une seule volonté, un seul battement de cœur, c'est-à-dire le sentiment de la fidélité inébranlable envers Votre Majesté et la très haute maison régnante, ainsi que de la conservation de nos droits constitutionnels et nationaux, en étroite union avec la monarchie entière, et nous n'avons que la seule crainte que les influences hostiles du ministère magyar, qui se mit comme un mur de séparation entre nous et notre roi, pourraient attirer des troubles au détriment de la monarchie entière, qui sont restés loin de nous jusqu'à présent. Que Votre Excellence assure Sa Majesté, notre père du peuple, que nous persévérons dans notre fidélité, mais que nous attendons en revanche que Sa Majesté reconnaisse et récompensera cette notre fidélité.

Sur la base des motifs là-dessus mentionnés, nous demandons l'ouverture irrévocable de notre diète, et nous signons avec la plus grande considération.

De la conférence banale à Zagrabie, le 2 juin 1848.

CHAPITRE XII

Le baron Neustaedter à Varaždin se montra à la bourgeoisie si rigoureux et menaçant, d'après les informations qu'il avait reçues du ban Jellačić, qu'on lut, bientôt après son arrivée dans la ville, dans la gazette *Le courrier magyar* que la populace de Varaždin se verra forcée d'émigrer, si le général Neustaedter y commanderait encore plus longtemps.

Les sympathies des habitants pour le gouvernement magyar, le voisinage du général Ottinger avec les troupes magyares à Kanizsa en Hongrie, et le peu de troupes sans canons qui se trouvaient à la disposition du général Neustaedter pour défendre la frontière de la Croatie contre une surprise, justifèrent sa conduite, en employant un terrorisme salutaire pour suppléer à la faiblesse de ses moyens militaires.

A cette époque la communication entre les troupes hongroises et croates n'était pas encore interrompue, et les officiers des troupes hongroises arrivèrent souvent à Varaždin pour s'y amuser, pour s'y informer de la situation politique, quelquefois pour y espionner les dispositions militaires. Neustaedter en profita pour faire des prosélytes, et pour travailler l'esprit des officiers, qui se présentèrent à lui, en faveur de la bonne cause. Il y réussit si bien que plusieurs passèrent au camp du ban Jellačić.

Le brave major Kaminsky du régiment de cheval-légers Kress accompagné de ses officiers de sa division se rendit un des premiers auprès du général Neustaedter à Varaždin pour conférer avec lui et s'informer des opinions politiques du ban Jellačić. Il trouva Neustaedter au casino ; et celui-ci, sans se gêner de la présence de tant de bourgeois de Varaždin, leur expliqua en peu de paroles mais si énergiquement la situation politique de l'Autriche, la nécessité de se réunir aux troupes du ban loyal et fidèle à la dynastie pour sauver la vieille monarchie ébranlée et le trône de la maison régnante, que le major et ses officiers en furent convaincus et si touchés de la franchise militaire du général que Kaminsky le premier,

et puis tous ses officiers lui donnèrent la main avec leur parole d'honneur de ne pas tirer leur sabre contre les troupes du ban Jellačić, quand il se porterait en avant en Hongrie pour y écraser la révolution.

Bientôt après Neustaedter apprit que la division de chevaux-légers Kress, sous les ordres du major Kaminsky fut éloignée de la frontière croate par un ordre du ministre de la guerre de Hongrie. Mais puis quand le ban Jellačić entra en Hongrie, le major Kaminsky l'attendait avec sa division à Marczali, et se réunit avec les troupes du ban. Le brave major Kaminsky n'avait pas manqué à sa parole donnée à Varaždin.

Neustaedter se rendit puis, accompagné de son adjudant, le lieutenant en premier Poslavsky, à Ludbreg, pour y avoir une entrevue avec le capitaine Habermann et ses officiers du bataillon du régiment italien qui avait occupé Legrad dans l'île de Muraköz. Ils dînèrent ensemble, burent à la santé de l'empereur, du ban, et de l'armée impériale ; et le résultat de ce dîner diplomatique fut que Habermann, puis en garnison à Essek où il se distingua par un acte de loyauté, passa en Hongrie dans le camp du ban Jellačić. Habermann, devenu général, épousa la fille d'un certain Pan à Samobor, et le ban fut alors son témoin à la cérémonie des épousailles.

Neustaedter fut moins heureux avec le capitaine Annaker, qui commanda le bataillon du régiment baron Gollner dans l'île de Mur à Tschakathurn.

Neustaedter ne parvint qu'avec beaucoup de peine à faire venir le capitaine Annaker chez lui à Varaždin au palais du comte Drašković. Tous les efforts du général à gagner cet officier furent vains ; même l'offre de le faire partir incessamment avec son bataillon pour l'Italie et de l'éloigner de cette manière de toute influence du ministère magyar, échoua contre sa réplique stéréotype de lui montrer une seule ligne de la main de l'empereur, ou du ministre de la guerre à Vienne, qui l'autoriserait de se mettre avec son bataillon sous les ordres du ban Jellačić, et quand le général lui disait qu'il ne fallait pas beaucoup de perspicacité politique pour pénétrer la politique de la cour impériale dans ce moment critique ; il répondit : « Tant pis pour la famille impériale, si elle joue un double jeu ; car elle s'en repentira ». Là-dessus le général le congédia froidement.

Annaker figura plus tard dans le rapport de Moga sur la bataille de Velencez, daté du 29 septembre 1848, où il se trouva en qualité d'adjudant du corps sur la liste des officiers, qui s'y étaient le plus distingués. Plus tard il avait assez de bon sens pour se faire pension-

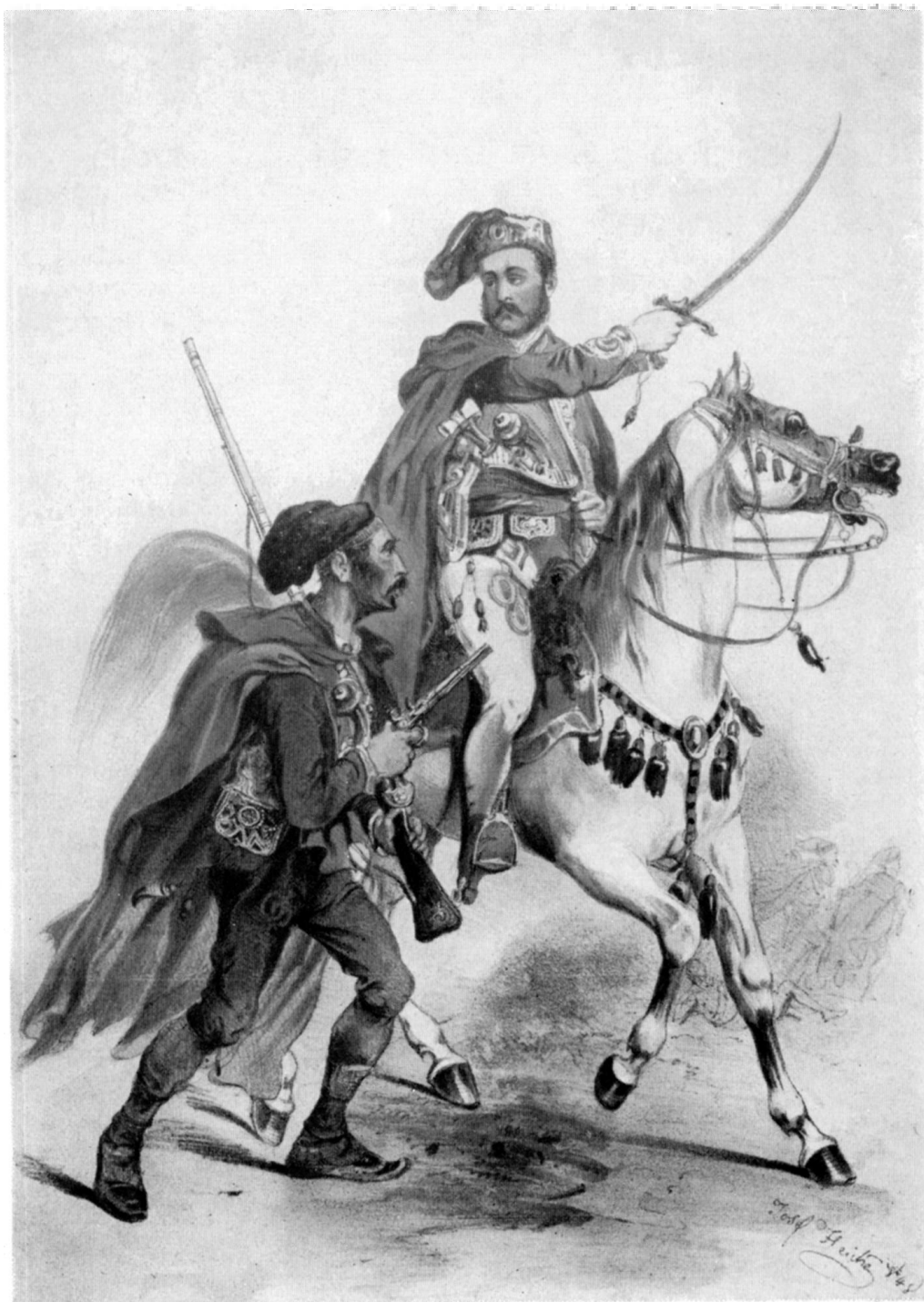
ner, — et encore avant la bataille de Schwechat. En 1850 il fut de nouveau reçu dans son régiment, mais bientôt après pensionné, puisque sa conduite en 1848 ne manqua pas d'être connue. Plus tard il réussit à se justifier au point qu'on le nomma major de place dans une ville en Galicie, mais peu de temps après il fut encore pensionné ; et actuellement il paraît qu'il a été encore nommé comme commandant d'un hôpital militaire.

Le plus enragé Magyar parmi les officiers du bataillon du régiment baron Gollner a été un certain capitaine Simony, ci-devant professeur de langue magyare à l'académie militaire de Wiener-Neustadt. Celui-ci [se] rendit plusieurs fois à Varaždin et chez le général pour pur espionnage. Une fois, quand le général lui disait, aigri par les répliques du capitaine : « On trouvera encore bien les moyens de briser la rénittance révolutionnaire des Magyars ! » celui-ci lui répondit tout furieux : « Quoi donc ? On veut donc employer la force contre nous ! Soit ! mais vous verrez, mon général, que l'Autriche en aura besoin de plusieurs années pour nous soumettre et reconquérir la Hongrie ! » C'était un fanatique et le général ne le vit plus !

Le ban Jellačić connut fort bien la position exposée du général Neustaedter à Varaždin et lui envoya, dans le cours du mois de juin, la moitié des Seressans de tous les régiments croates, qui furent puis relevés par leurs camarades. Ces Seressans firent sensation à Varaždin par leur aspect sauvage, par leur costume turc, et par leurs armes tout orientales. Puis arrivèrent plusieurs bataillons de réserve des régiments frontières croates, que le général fit cantonner autour de Varaždin et dans les villages aux bords de la Drava, qui sépara la Croatie de la Hongrie. Le capitaine Benić, beau-frère du commissaire Racz, y arriva le premier avec un 3^e bataillon de la frontière banale ; puis arriva le lieutenant-colonel baron Geramb pour en prendre le commandement.

Un bataillon composé de régiments frontières d'Ogulin et de Sluin, sous les ordres du capitaine Resniczek, suivit bientôt et fut cantonné à Ludbreg. Resniczek s'était distingué en Italie, et avait reçu la croix de l'ordre de Léopold. Enfin arriva le 3^e bataillon du régiment-frontière de Lica sous les ordres du brave capitaine Budisavljević. Ce militaire distingué vit actuellement à Gospić en pension ; il est général et décoré de plusieurs ordres.

Le 1^{er} bataillon du régiment frontière d'Otočac, sous les ordres du major Ettingshausen, qui était renvoyé en Croatie après la capitulation de Peschiera, où le commandant et ses soldats s'étaient distingués par leur bravoure et leur loyauté, fut cantonné à Saint-Ivan.



«SÉRESSANS» (SEREŽANI)

(LITHOGRAPHIE DE JOSEF HEICKE. 1848)

Enfin le ban avait mis les bataillons frontières de Varaždin sous ses ordres de Neustaedter. Les Croates à Varaždin, patriotes exaltés, voyant tant de troupes à la disposition du général, ne rêvèrent plus que de la réoccupation de l'île de Mur, qui revenait de droit par la nationalité de ses habitants à la Croatie. Ils avaient tout à fait oublié que le général Ottinger se trouvait dans le voisinage avec une brigade d'infanterie, un régiment de houzards tout entier et 16 pièces de canons de gros calibre ; et que leur général Neustaedter n'avait pas même une pompe à feu, encore moins un homme à cheval à sa disposition pour forcer le passage du pont de Varaždin et d'emporter l'île de Mur à son adversaire. Ce fut au contraire un grand bonheur que le général Ottinger fut toujours au fond du cœur très dévoué à la dynastie et à l'Autriche, comme nous le verrons plus tard, et que tout le faux bruit, qu'on avait tant de fois répandu à Varaždin pour intimider les patriotes croates, ne fut toujours qu'une fausse alarme, et que le général Ottinger n'y pensa jamais d'attaquer son ancien ami, le général Neustaedter.

C'est cependant vrai que ces fausses alarmes ont souvent fait réfugier plusieurs pusillanimes loin de Varaždin, — qui revenaient cependant le lendemain tout honteux. *Sapienti pauca !*

Les Croates, c'est-à-dire les ultras, avaient envoyé des émissaires en Italie pour travailler l'esprit des soldats des régiments frontières, et à les engager à retourner en Croatie, pour y défendre leur patrie contre les agressions des Magyars et des Turcs, dont leurs familles étaient menacées. Une foule de lettres, qui peignaient la situation triste de leurs femmes et enfants, avec les plus sombres couleurs, y furent envoyées pour répandre parmi les soldats de la frontière militaire la crainte et le désespoir. Une fermentation sourde commença à se manifester parmi ces braves gens ; et ce fut un vrai bonheur que le maréchal Radetzky en était averti à temps pour en prévenir les plus funestes conséquences, car ces 35 bataillons frontières en Italie sous ses ordres composaient alors plus que la moitié de son armée, et leur défection aurait attiré sans aucun doute la perte de l'Italie. Radetzky s'empressa d'écrire au ban Jellačić pour le conjurer, au nom de l'honneur et de la monarchie d'envoyer une proclamation aux soldats croates en Italie, pour les calmer et de les engager de rester fidèles à leurs drapeaux sous ses ordres, et que le salut de la monarchie et de leur propre patrie en dépendait. Il chargea de cette lettre le général prince Felice Schwarzenberg, qui la rendit au ban Jellačić au moment où il s'y trouva pour se justifier aux yeux de son souverain de sa conduite politique. Nous en parlerons à sa place, ainsi que nous communiquerons cette brillante proclamation du ban Jellačić, qu'il avait envoyée aux soldats croates en Italie

et laquelle y fit tant d'impression que tous les esprits se calmèrent, et qu'aucun soldat croate, respectant et aimant la voix du ban Jellačić, n'aurait pas quitté pour rien au monde son drapeau.

Les belles paroles du ban Jellačić à la fin de sa proclamation : « Chargez vous d'Italiens ; moi, je me charge de Magyars ; et quoi qu'il arrive, je serai assez fort pour combattre l'ennemi et défendre vos foyers, vos familles, et de conserver intacte votre chère nationalité » suffirent pour paralyser tous les efforts des ultra-croates, et de retenir les soldats de la frontière militaire sous les drapeaux du maréchal Radetzky. Mais ces patriotes, par trop zélés, lui en surent mauvais gré, et ne furent point contents de leur fiasco.

La haine des Croates contre les Magyars s'accrut d'un jour à l'autre. Ils déchirèrent toutes les lettres officielles qui en arrivèrent.

Le ban Jellačić avait convoqué les états et les députés du royaume trinitaire pour les 5 juin à Zagrabie. Les Croates réfugiés à cause de leurs opinions politiques furent sommés de retourner dans leur patrie ; et tous les patriotes du comté de Zagrabie leur garantirent, sur leur foi la plus sacrée, la sûreté personnelle et leur parfaite liberté !

Les noms de ces Croates réfugiés, qui furent alors rappelés dans leur patrie, étaient : Joseph Briglević, les barons Levin et George Rauch, Daniel Antoine Jozipović, Edouard Zerpak, François Pogledić, Etienne Kos, Tomas Matačić, Paul Keresztury, Etienne Pavleković, Richard Jellačić, Charles Laslović, Louis Mixić, le comte Dyonise Sermage, Le comte Theodor Drašković, Albert Ivančić, Jean Stivalić, les comtes Antoine et Jean Erdödy, Joseph Tomašić, Guillaume Hac, Heinzmann, Koloman Bedeković, Daniel Farkaš, Étienne Rakodcay, Morice Simić, Joseph Černolatec.

Le ban Jellačić s'était adressé au patriarche serbe, le métropolitain-archevêque Joseph Rajačić à Karlovic, qui a été en même temps conseiller intime de sa majesté l'empereur, à cause de son installation, puisque l'évêque Haulik, qui a été destiné pour l'installer, fut toujours encore absent à Vienne, et que le temps pressait, comme l'ouverture de la diète a été fixée pour le 5 juin. Bien que l'épiscopat catholique romain s'en trouvât choqué, cette démarche du ban Jellačić, provoquée par la nécessité, a été pourtant d'une profonde politique, puisque le patriarche, le clergé serbe et toute la nation serbe s'en trouva très flattée, qui compose presque la moitié de la populace de la Croatie, Dalmatie, Slavonie et de la frontière militaire, et que jamais plus qu'à cette époque une attente cordiale a été nécessaire entre les Croates et les Serbes pour se souvenir réciproquement contre la supériorité numérique du royaume de Hongrie,

et pour défendre les droits de la couronne et l'intégrité de la monarchie contre les agressions de la part des Magyars et des Italiens.

Le patriarche Rajačić répondit très poliment au ban Jallačić, accepta la tâche avec plaisir, et promit d'arriver à Zagrabie à la fin du mois de mai. Les députés arrivèrent successivement à Zagrabie. Le comté de Zagrabie fournit à lui seul 29 députés ; on voit donc que son vote pesait joliment sur les décisions de la diète du royaume trinitaire.

Liste de députés à la diète du royaume trinitaire en l'an 1848.

ABRÈGEMENTS :

C. pour comté. — C. M. pour communauté militaire. — V. R. L. pour ville royale libre. — C. L. du R. F. pour chef-lieu du régiment frontière. — D. pour district. — R. F. pour régiment frontière.

1. Adamović Nicolas, négociant, de Mitrovic C. L. du R. F. de Petarvardein.

2. Albrecht Ivan, riche fabricant, marié avec une fille du chirurgien en chef Nikić, de Vinkovci, C. L. du R. F. de Brod. Il se retira puis à Gratz.

3. Andrassi Miroslav, du comté de Zagrabie.

4. Arnold Ivan, de Belovar, C. L. des R. F. de Varaždin.

5. Babić Tito, fiscal, du C. de Varaždin, vit actuellement dans ses terres.

6. Babić Adam de Glina, C. L. du 1^{er} R. F. banal.

7. Baboselac Ivan, mauvais sujet ; campagnard de Nemce, R. F. de Brod.

8. Badlay Nicolas de Jastrebac.

9. Bach Juro du R. F. de Sluin.

10. Barabaš Marko de Varaždin V. R. L.

11. Blažeković Ivan du C. de Virovitica.

12. Bornemissa Zmaj du C. de Zagrabie, commissaire banal à Gorica au mois de mai 1848 ; vit actuellement dans sa terre Kupljeno.

13. Bošnjak Ivan, du R. F. de Gradiška.

14. Brebić Andria de Koprivnica.

15. Bros Mavro du C. de Varaždin, coopérateur paroissial.

16. Bujanović Stipan de Buccari, actuellement fiscal à Fiume.

17. Bunjevac Josip du C. de Zagrabie, actuellement conseiller aulique en retraite et chevalier de l'ordre de Léopold, en hiver à Gratz.

18. Bunjik Joso du C. de Požega †.

19. Bušić Mirko du C. de Zagrabie, actuellement 2^e *vice-comes* du comté.

20. Car Stipan de Varaždin V. R. L. employé au magistrat du C.

21. Čačković Josip du C. de Zagrabie, il vit actuellement avec sa famille au Banat.

22. Čavrić Mirko de Glina.

23. Čeget Ivan de Varaždin †.

24. Čepulić Avelin de Buccari. V. R. L. actuellement conseiller du tribunal de p. i. à Zagrabie.

25. Černi Andria de Zagrabie †.

26. Čivić Ivan du R. F. de Brod ; avait jadis hérité le général baron Čivić de Rohr à Vinkovci ; ci-devant tailleur.

27. Čordar Stevan de Petervardein C. M.

28. Ćurilović Juro de Vinkovci.

29. Cuculić Tomislav de Verbovsko actuellement conseiller du tribunal de p. i. à Zagrabie.

30. Cvietnićanin Jurac de Glina.

31. Dolovćak Ivan de Saint Ivan, avocat à Zagrabie.

32. Domaćinović Stanko du R. F. de Brod.

33. Egersdorfer Josip de Varaždin, avocat à Varaždin.

34. Ergotić Pero officier d'économie du R. F. de Lika.

35. Fabiani Stipan d'Ogulin C. L.

36. Framud Franjo du C. de Zagrabie.

37. Friedrich Anton de Karlovac, V. R. L.

38. Ljudevit Gaj de l'académie royale.

39. Galac Dragutin du C. de Zagrabie, act. conseiller du tribunal de comté à Essek et 1^{er} *vice-comes* provisoire.

40. Gancer Franjo d'Essek, V. R. L.

41. Georgiević Mojsia, d'Essek.

42. Georgiević Petar de Vinkovci, marchand ; actuellement chevalier de l'ordre François I^{er}.

43. Gerbaša Josip de Sisak.

44. Gjurgević Thodor du C. de Virovitica.

45. Goleš Janko de Križ. V. R. L.

46. Gregurić Édouard du R. F. de Kreutz.

47. Gvozdanović Ivan de Senj V. R. L. avocat à Carlstadt. Plénipotentiaire du comte Gustav Batthyáni.

48. Hac Pavao de Zagrabie, marchand de fer.

49. Halla Josip du R. F. de Kreutz, capitaine d'économie en 1848.

50. Halper Nicolas du C. de Varaždin.

51. Horvat Petar du C. de Varaždin.

52. Hranilović Illia du R. F. d'Ogulin.

53. Janda Josip de Križ ; actuellement avocat à Križ (Kreutz).
54. Jakovčić Pavao de Vinodol D. ; actuellement médecin à Buccari.
55. Jellačić Kazimir du C. de Varaždin ; actuellement juge districtuel en Zagorie.
56. Illić Sebastian archimandrite du couvent de Gomirje, arrêté par l'évêque Mušicki, en procès avec l'évêque Ivanović en 1851 ; très hostile à l'institut militaire de la F. M. 1848 ; puis chevalier de l'ordre de Léopold, protégé du ban Jellačić.
57. Illić Stipan de Karlovac.
58. Katkić Stipan du D. de Jastrebarsko.
59. Kargaćin Agricol, chanoine de Modruš ; actuellement à Novi.
60. Karoli Ljudevit du C. de Zagrabie ; en 1848 major commandant d'un bataillon de garde nationale †.
61. Kerleza de Krapina V. R. L. ; actuellement employé dans les finances.
62. KERNIĆ Sinko du R. F. de Lika.
63. Klobučarić Dragutin de Karlovac ; actuellement président du tribunal de p. i. à Zagrabie.
64. Klućec Ivan marchand (banqueroutier) de Sisak.
65. Knežević Dimitria de Belovar.
66. Kommendo Martin chanoine de Djakovo.
67. Kaciančić Franjo de Samobor V. R. L.
68. Kostrenčić Martin du R. F. de Lika.
69. Košćec Mihael avocat, de Varaždin.
70. Kovačević Stevan de Vukovar.
71. Krajšić Trifun, du comté de Virovitica.
72. Kraljevac Juro, du R. F. de Gradiška.
73. Krestić Marko du R. F. d'Otočac.
74. Krestić Simo d'Irig.
75. Kružić Franjo de Karlobago V. R. L.
76. Kraljević Miroslav du C. de Požega.
77. Kukuljević Ivan du C. de Varaždin, actuellement *comes supremus* du comté de Zagrabie.
78. Baron Kušlan Dragutin du comté de Zagrabie ; actuellement notaire en chef du comté.
79. Kullvain Franjo de Vinodol.
80. Lazić Gavro du R. F. d'Otočac.
81. Lendvaj Juro du C. de Križ.
82. Lepier Luka du R. F. de Saint-Georges.
83. Lipavčić Vekoslav de Virovitica ; actuellement *praeses* du tribunal du comté du même nom.

84. Lončarović Dimitria de la diocèse de Pakra.
85. Lovrić Franjo, négociant, de Sisak.
86. Lučić Ivan du 2^e R. F. banal.
87. Maljevac Petar de Požega.
88. Mandić Tomo du C. de Virovitica.
89. Mandrović Andria de Gradiška.
90. Maravić Juro du R.F.d'Ogulin. Le ban Jellačić le nomma d'un simple seressan capitaine de houzards banderials en 1848 ; actuellement en pension.
91. Mašac Stojan du 2^e R. F. banal.
92. Mašić Maxim du R. F. de Kreutz.
93. Mateša Pavel du C. de Zagrabie.
94. Matiašević Franjo de Daruvar.
95. Martinković Adalbert, de Zobkovec.
96. Matić Petar du R. F. d'Ogulin.
97. Medanić Juray de Bakar.
98. Mihalić Maximilian, du C. de Zagrabie.
99. Midalović David de Petrovac.
100. Mikulić Josip de Zagrabie.
101. Milanković Tomo du C. de Požega.
102. Milutinović Moš de la diocèse de Karlovac.
103. Mirković Vincent, du R. F. de Kreutz.
104. Mažuranić Antun de Vinodol.
105. Mažuranić Ivan du C. de Zagrabie ; actuellement chancelier aulique croate-slavonien et conseiller intime à Vienne.
106. Mudrovčić Lavoslav du R. F. de Sluin.
107. Murović Antun de Brod.
108. Mračić Slavoljub, du C. de Požega.
109. Nemčić Antun de C. de Križ.
110. Novak Franjo de Zagrabie.
111. Nović Jovo de Semlin.
112. Obradović Janko, bourgmestre de Karlovac.
113. Obradović Trivo de Vukovar.
114. Orelj Demeter, denonçant du R. F. de Petervardein et du colonel Lončarović ; longtemps emprisonné ; en 1848 nommé officier par le patriarche serbe ; actuellement pensionné.
115. Ožegović Metel de Barlabašević du C. de Varaždin ; actuellement conseiller intime et d'état, chevalier de l'ordre de Léopold à Vienne.
116. Paitak Ivo du R. F. de Saint-Georges.
117. Pantelić Gyorgje de Semlin.
118. Pavlec Josip du C. de Kreutz.
119. Pavlečić Ivan du C. de Zagrabie.

120. Pojaković Stipan de Petrinja, C. L. du 2^e R. F. banal.
121. Peralović Antun du R. F. d'Otočac.
122. Perpić Juro de Gospić.
123. Perzić Janko de Petrinja.
124. Piškorec Maxim du C. de Zagrabie.
125. Pisačić Franjo de Malo Taborskog [*sic*].
126. Pisačić Juraj du C. de Zagrabie.
127. Prešern Šišman du C. de Zagrabie.
128. Prica Maxim du R. F. d'Otočac, avocat distingué à Zagrabie.
129. Pukšec Joso, capitaine d'économie du R. F. de Sluin, actuellement *vice-comes* pensionné, décoré de l'ordre François-Joseph.
130. Putniković Stepan de Mitrovic.
131. Radaković Nicolas de Kostajnica.
132. Petrović Stepan de Semlin.
133. Smendrovac Josip, de Karlovac ; actuellement préposé districtual pensionné.
134. Raškay Vekoslav du C. de Zagrabie.
135. Rišković Vuja, du 2^e R. F. banal.
136. Rubido Antun du C. de Zagrabie, fiscal ; actuellement noble avec le titre de Zagorje, conseiller aulique, et chevalier de l'ordre François-Joseph.
137. Šakik Stojan du R. F. de Lika.
138. Šarajkić Juro d'Irig.
139. Šarkotić Stipan du R. F. d'Otočac.
140. Šandor Mirko du C. de Zagrabie.
141. Šeger Martin de Koprivnica.
142. Sutić Vito d'Ogulin.
143. Sević Stojan du 2^e R. F. banal.
144. Šagić Jakov du R. F. de St-Georges.
145. Slavnić Marko de la diocèse de Karlovac.
146. Slienčević Vasil du R. F. banal.
147. Radačay Philip du C. de Virovitica.
148. Šplait Ljudevit du C. de Zagrabie.
149. Soić Vincislav de Bakar.
150. Špun Miroslav de Požega ; actuellement *comes supremus* du C. de Požega.
151. Srića Lono de Vinodol.
152. Stanislavljević Daniel, officier de la comptabilité du R. F. de Sluin, act. conseiller de finances en chef à Zagrabie.
153. Starčević Simo de Karlobago.
154. Stojačković Škender de Karlovac.
155. Stojanović Mijo, maître d'école de Babinagreda dans le R. F. de Brod.

156. Stručić Juro du C. de Požega.
157. Lukić Adam de C. de Virovitica.
158. Šimac Vitus du R. F. de St-Georges.
159. Šupljikac Janko du R. F. de Petervardein, frère du feu vojvode serbe, général Etienne Šuplikac de Vitez ; actuellement commissaire de guerre en chef.
160. Šveicer Vekoslav du C. de Zagrabie.
161. Švarc Josip du R. F. de Gradiška.
162. Somogyi Adam Victor du C. de Križ.
163. Tomašević Marian du R. F. de Gradiška.
164. Topalović Mato, chapelain à la paroisse de Vinkovci ; actuellement professeur au séminaire de Djakovar.
165. Vrbanić Edouard du canton de la Sava.
166. Vranicany Ambroz de Dobrinović, riche négociant ; actuellement conseiller de la préfecture, R. C. S. honoraire et commandeur de l'ordre de la couronne de fer.
167. Vulaković Slavoljub, du C. de Zagrabie.
168. Vukmanić Mato de Djakovar.
169. Vukotinović Farkas Louis du comté de Križ ; actuellement *comes supremus* du comté de Križ.
170. Vuković Mato, chanoine du chapitre de Zagrabie.
171. Zako Ivan de Semlin, C. M.
172. Zetner Florian de Semlin.
173. Žerjavić Ferdinand du C. de Zagrabie.
174. Zdenčay Škender, du C. de Križ, actuellement chevalier de la couronne de fer.
175. Zdelar Vasil de Požega.
176. Zidarić Ivan du comté de Križ ; actuellement vice-président de la table banale, décoré de l'ordre François-Joseph.
177. Žigrović Franjo du C. de Križ ; actuellement conseiller aulique à la chancellerie aulique C. S. décoré de l'ordre François-Joseph.
178. Zorić Andria du 2^e R. F. banal.
179. Žuvić Josip du C. de Požega ; actuellement conseiller urbarial.
180. Verković Mitar d'Essek.
181. Kovač Pavao de Varaždin.
182. Petrović Luka du chapitre de Senji.

Vers la fin du mois de mai 1848 tous les députés là-dessus nommés se trouvaient à Zagrabie, seulement, comme on voit par la liste de députés, pas un Dalmate n'est arrivé à la diète du royaume trinitaire, malgré l'invitation si fraternelle et amicale de la part des Croates. Il paraît que ce délire d'enthousiasme slave, qui régna

parmi les Croates à Zagrabie, avait froissé de prime abord la vanité nationale dalmate, puisque les principales villes de Dalmatie sont presque entièrement italiennes de nos jours, et que le style extravagant des proclamations croates les avait repoussées.

Pour en fournir un échantillon, nous allons citer la lettre du comité central des Slaves à Vienne aux Ragusais, laquelle leur parla du grand et beau rôle qu'ils avaient jadis joué, en rivalisant avec les républiques de Venise, Florence et Gênes.

L'intention du comité central des Slaves fut sans doute de gagner les Ragusais, en les prenant par leur faible, et d'en réagir sur les autres villes en Dalmatie. La lettre porta l'adresse *Žiteljom bielograđa*, et était datée du 29 avril 1848, en suite d'une séance du comité central du 28 avril, et a été signée par Vinko Paul Horvat et expéditeur, Милко Стефанович, (Milko Stefanović), Josip Merkica Dalmatinac, Franuschinits Primorac, Ponček Globošnik, Gusto Desjatovski Slovak, Ive Berčić Dalmatinac, St. Govančić et quelques autres dont la signature fut indéchiffrable.

Cette lettre finissait par cette phrase : « Ragusais ! entendez notre voix ! Elle s'accorde avec celle de vos pères et de vos ancêtres, de vos savants et de vos auteurs ! Levez-vous ! réunissez-vous avec vos frères en Dalmatie et en Croatie ; et vous seriez alors réunis, forts, glorieux, et libres !

Cette lettre est écrite en prose et en vers. On y lit aussi cette phrase : « A bas les étrangers ! nous voulons être seuls les maîtres dans notre maison. C'est la loi de Dieu ! c'est la loi nationale ! et pour que nous parvenions à ce but désiré ; que nous puissions jouir avec bonheur de bienfaits que Dieu nous avait donnés sur cette terre, regardons ce que l'union nous recommande ; et en sa vertu.

« I. Agrandissons le pouvoir du ban Jellačić, sur lequel les yeux sont fixés non seulement de la Croatie, de l'Illyrie, de la Slavonie, mais de l'Europe entière.

« Considérons le ban Jellačić et le regardons ; qu'il soit aimé de nous tous, et qu'il nous aime à son tour ; sa volonté soit la nôtre, et la nôtre la sienne ! Ainsi comme les Italiens ont accepté le cri de guerre « Vive Pio nono ! » contre les ennemis de leur liberté ; ainsi nous aurons le cri de « Vive le Ban ! » ; notre Jellačić nous conduira dans le combat contre celui des ennemis qui menace notre patrimoine. Il nous conduira pour que nous délivrions notre roi !... »

Le 2^e article ne contient que la sommation d'envoyer des députés à Zagrabie, pour y délibérer en commun avec les représentants de la nation croate. Le reste de la lettre est rempli de vers de Gundulić pour ranimer le feu patriotique des Ragusais, mais l'histoire du monde nous apprend que la gloire passée ne revient jamais.

Cette lettre ne produisait aucun effet à Raguse. Les Ragusais se souciaient plus de leurs navires sur mer, que de la lettre poétique du comité central slave à Vienne ; ils savaient par expérience que c'est une grave histoire que la vie politique, et non un roman ; et n'avaient nulle envie de reposer leur avenir sur les châteaux de cartes de la jeunesse exaltée de Vienne.

Cette lettre est cependant un *curiosum* de cette époque et se trouve entre les mains du comte suprême de Zagrabie, Kukuljević.

Le patriarche serbe Rajačić arriva les derniers jours du mois de mai à Zagrabie, et le ban lui y prépara un accueil si pompeux et flatteur qu'il en fut très content. Le patriarche s'était logé dans la maison de M. Stanković sur la grande place de Harminca.

Le ban fut à cette époque l'esclave de l'étiquette et de sa position politique. Il a été obligé de faire un accueil flatteur à tous ces membres du haut clergé de l'église occidentale et orientale ; rendre la visite à tous ces prélats et dignitaires qui affluèrent alors à Zagrabie ; recevoir les magnats, les nobles, toutes ces députations, arrivées même du fond de la Turquie pour saluer le ban de Croatie, le protecteur de la nationalité slave, entendre leurs harangues prononcées d'un accent et dans un dialecte si différents les uns des autres ; répliquer à tous ces discours, et d'une manière qu'on pourrait encore aujourd'hui imprimer tous ces discours, sans que l'homme le plus rigoureux et le plus consciencieux par rapport à la fidélité et à la loyauté y trouverait une seule phrase qu'on pourrait interpréter à son désavantage.

Zagrabie ne fut jamais si brillante qu'à cette époque par rapport à l'affluence des étrangers et des costumes pittoresques de toutes les nationalités slaves ; par rapport à la vie bruyante et joyeuse, et par les actes solennels qui s'y préparaient.

Le ban Jellačić, outre ces fatigants devoirs de politesse et de courtoisie, assista aux conférences banales ; et dicta, écrivit, lut, et expédia une masse de lettres ; et trouva encore le temps de monter à cheval et de passer en revue les bataillons frontières qui traversaient la capitale de la Croatie.

Hélas ! brillante époque de la vie du ban Jellačić, où l'énergie de son âme fortifia son corps, et où il ne trouva pas même le temps de succomber à ce mal invétéré, qui ne l'avait jamais quitté entièrement de ces jeunes années.

Le ban prospéra d'une manière étonnante pour tous ceux qui l'ont connu maigre et maladif et il prit de l'embonpoint d'un jour à l'autre à vue d'œil, de la sorte que puis en 1850 on lui aurait plutôt prédit la mort par un coup d'apoplexie, que celle qui l'attendait en 1859.

CHAPITRE XIII

Le docteur Louis Gaj s'est tant mérité de sa patrie, comme nos lecteurs l'avaient appris par nos mémoires, que nous abordons à contre-cœur cette question où il s'agit de l'affaire du docteur Gaj avec le prince Miloš Obrenović, qui avait tant fait jaser les ennemis de Gaj, et qui avait, à tort ou à raison, tant nui à sa réputation et à sa popularité.

Avant tout il faut savoir que Gaj s'était rendu bientôt après la chute de la famille Obrenović à Belgrade chez le nouveau prince de Serbie, Alexandre Karageorgević, pour se mettre en relation avec lui, et de lui offrir ses bons services ; et il paraît qu'il avait réussi de s'insinuer dans ses bonnes grâces. Il est bien possible que Gaj avait agi à Belgrade aussi bien dans les intérêts du gouvernement autrichien que dans ses propres intérêts, par rapport à sa liaison avec le prince de Serbie.

La révolution de Hongrie, le mouvement serbe en Autriche, toute la constellation politique d'alors inspirèrent au vieux prince Miloš à Vienne, qui n'avait cessé d'intriguer en cachette dans sa patrie, l'espérance de réoccuper le trône de Serbie, comptant sur ses nombreux partisans dans ce pays, et sur la condescendance du ministère magyar à Pest, qui l'avait encouragé en secret à cette entreprise et promis de la favoriser indirectement, sous la seule condition qu'il dirigerait, après la réoccupation de son trône, le mouvement serbe en faveur des tendances politiques des Magyars.

Ce vieux prince, rusé malgré son apparente simplicité, était beaucoup plus fin diplomate que Kossuth, dont la langue déliée devait faire les frais de sa grandeur politique. Miloš lui promit, ainsi qu'à Batthyány, ministre président, tout ce qu'ils exigeaient, et encore de plus, sauf de tenir plus tard autant de ses promesses qu'il lui conviendra. Pulsky et encore un autre de cette trempe firent les intervenants entre Miloš et Kossuth.

Vers la mi-mai Miloš avait pris des passeports à Vienne pour se rendre dans ses terres au Banat de Temesvar ; mais comme il lui importait de réagir sur l'esprit public à Belgrade de la rive droite

de la Sava et du Danube, il résolut de se rendre auparavant à Semlin, qu'on regarda comme un faubourg de Belgrade malgré son site sur le territoire autrichien.

Miloš Petrović, lieutenant-colonel, puis au service du prince Alexandre Karageorgević, fut attaché alors à la personne du prince Miloš, qui avait l'intention de se rendre par eau à Semlin. Petrović, au solde [*sic*] de l'Autriche, que le projet de voyage du vieux prince contraria et ses vues de le livrer au ban Jellačić pour l'empêcher à faire du mal à l'Autriche, parvint à le persuader de prendre la route par Zagrabie. A peine qu'ils y étaient arrivés, Petrović s'empressa d'informer Gaj du projet de Miloš Obrenović. Gaj courut aussitôt chez le ban, qu'il trouva fumant un cigare étendu sur son sofa ; il était déjà nuit. Jellačić ne connaissait pas toute la perfidie du vieux Miloš, et Gaj, après avoir fait son rapport, avait toute la peine possible à le déterminer à faire arrêter le prince, et à le faire revenir de son intention de le laisser continuer son voyage à Semlin. Enfin Miloš fut arrêté par ordre du ban Jellačić, et on plaça des sentinelles devant sa porte dans l'auberge, à l'enseigne de *Jägerhorn* dans la rue d'Ilica ; mais on le traita avec tous les égards dus à un prince déchu.

En même temps on arrêta aussi un certain capitaine Koszonyi, qui parcourut la frontière militaire, chargé d'une mission secrète du ministère magyar à Pest. La garde nationale l'avait arrêté à Karlstadt.

Aussitôt après l'arrestation du prince Miloš, le docteur Gaj s'empressa d'envoyer deux de ses confidants, un certain Herkalović, ci-devant officier autrichien, et un certain Krizmanić, jeune homme débauché, chez le prince Alexandre Karageorgević à Belgrade pour l'informer de l'arrestation de Miloš, et de son projet de le renverser de son trône. C'est clair que Gaj se revendiqua, à juste titre, le mérite d'avoir sauvé le prince serbe d'un péril imminent.

L'officier de place, le lieutenant Savić, se trouva toujours à l'auberge où se trouva arrêté le prince Miloš, pour y défendre l'entrée à quiconque n'avait pas une permission du ban Jellačić pour parler au vieux prince. Gaj, en vrai diplomate, se rendit avec la permission du ban, chez Miloš, lui exprima la profonde douleur qu'il ressentit à cause de son arrestation, lui promit son intervention, lui communiqua qu'on avait déjà écrit à Vienne en sa faveur, et qu'il pouvait espérer sous peu sa délivrance ; et qu'en attendant il avait prié le ban Jellačić, dont l'installation et l'entrée triomphale aura lieu après quelques jours, de permettre que le prince puisse se rendre dans sa maison pour y regarder par la fenêtre le grand cortège, qui devait passer par la rue de Seigneur où se trouva la maison de Gaj. Le ban

y avait consenti, et le prince Miloš en fut très reconnaissant à Gaj ; mais on ne sait pas encore au juste si Miloš ou Gaj a été la dupe d'une fausseté réciproque.

Le prince Alexandre, informé du danger qu'il avait couru, et dont il fut délivré par la prévoyance et l'énergie de Gaj, selon le rapport de Herkalović, s'empressa de lui en témoigner sa reconnaissance. Le prince rendit 1.000 ducats au messenger, pour les remettre à Gaj, et la princesse envoya par la même occasion un superbe costume serbe à M^{me} Gaj, pour se joindre aux témoignages de reconnaissance de son époux. Malheureusement, Gaj avait mal choisi ses confidants, car Herkalović, de retour à Zagrabie, ne lui rendit que 500 ducats, et se réservait les autres 500 ducats pour faire un voyage de plaisir à Paris. M^{me} Gaj avait cependant reçu son costume serbe tout entier. Herkalović n'en fit pas un grand mystère de sa défraudation, en assurant que Gaj avait assez de 500 ducats pour ce qu'il avait fait pour le prince Alexandre.

Gaj n'apprit que plus tard cette grave espièglerie et, faisant bonne mine à mauvais jeu, jugea prudent de se taire. On dit que le vieux Miloš, en apprenant ce fait, s'était écrié : « Ah ! voilà un fin matois qui a trompé un vieux renard ! »

Gaj, dont les revenus ne suffisaient plus au train de sa maison, se trouva alors dans une grande pénurie. Il conçut la malheureuse idée de se rendre chez le prince Miloš pour lui confier son embarras, et en demander 28.000 florins, dont il avait si nécessaire pour subvenir aux frais qu'exigeaient les dépenses en faveur de la cause nationale. Miloš n'hésita pas, dans le moment critique où il se trouva, de donner cet argent à Gaj, qui a été chargé à cette époque par le ban du portefeuille des affaires étrangères ; mais le vieux rusé prince en fit aussitôt part à des autres personnes, qui ne manquèrent pas d'en informer le ban Jellačić, et, à ce qu'on dit, d'ajouter que Gaj avait demandé cet argent en son nom. Le ban indigné fit venir le prince Miloš, peu de jours après son installation, l'examina, et sur son rapport en demanda la confirmation par écrit, que le prince Miloš lui fit parvenir aussitôt après qu'il a été de retour à son logis, et après en avoir chargé de cet écrit son secrétaire. Il faut encore remarquer que le ban, à son entrevue avec Miloš, lui avait déclaré qu'il lui rendait la liberté sous la condition de retourner à Vienne, accompagné d'un certain Plantić qui surveillerait la direction de sa route ; et que Miloš avait alors versé des larmes de reconnaissance, et se congédia profondément ému du ban Jellačić.

Bientôt après, Gaj s'était rendu chez le ban pour en avoir une permission de parler au prince Miloš. Le ban répondit qu'il n'en avait pas besoin. Gaj insista, ne sachant rien de ce qui s'était passé

avant peu dans la chambre du ban ; et qui lui délivra enfin cette permission par écrit, sans se trahir à son tour par rapport à son information de l'affaire de Miloš.

On se peut imaginer l'étonnement de Gaj, arrivé à l'auberge, quand le lieutenant de place Savić lui disait qu'il pouvait bien se présenter au prince Miloš sans une permission par écrit, puisque le ban lui avait rendu la liberté, et qu'il partirait à trois heures après midi. Gaj, choqué au plus haut point de la décision du ban Jellačić sans son intervention, se rendit chez lui, et appuya sur ce qu'il a été chargé des affaires étrangères par la diète, et que toute la responsabilité pesait sur lui, puisque le gouvernement serbe avait demandé l'arrestation du prince Miloš jusqu'à la fin des négociations diplomatiques, que le prince Alexandre avait entamées à ce rapport avec la cour impériale à Vienne. Le ban disait à Gaj tout ce qu'il avait ordonné pour que Miloš soit forcé de retourner à Vienne, et le congédia avec la déclaration qu'il ne pouvait pas revénir sur ses ordres donnés, et que tout devait être exécuté comme il avait commandé. Gaj se retourna bien désappointé à son logis.

Le même jour que le prince Miloš avait été 3 heures en conversation avec le ban Jellačić, il y avait plusieurs d'invités chez le dernier, et après le repas le ban montra l'écrit du prince Miloš aux convives, parmi lesquels se trouva aussi Juro Pisačić, qui n'avait rien de plus empressé à faire que de se rendre aussitôt après dans les carrefours pour y promulguer cette affaire — selon lui — scandaleuse, pour exciter le peuple à s'emparer de Gaj et de le faire pendre. Les ennemis de Gaj [avaient] répandu partout qu'il avait demandé cet argent au prince Miloš au nom du ban Jellačić.

Gaj, informé de ce qui s'était passé, furieux et accompagné de plusieurs de ses partisans, se rendit à la hâte chez le ban Jellačić, mais il y trouva visage de bois, bien que le ban s'y trouvât. Gaj frappa alors à la porte de son cabinet et l'appela à haute voix le ban, qui cependant ne se fit pas entendre, ni voir. Gaj repartit, exaspéré de cette conduite du ban Jellačić. Voilà ce que Gaj avait au moins raconté.

Gaj courut en poste après le prince Miloš, l'atteignit et en reçut sans difficulté, selon ce qu'il raconta, la certificat « qu'il n'avait pas demandé cet argent au nom du ban Jellačić, et que le prince lui avait fait cet emprunt pour son propre compte ». Gaj fit plus tard usage de ce certificat pour se justifier.

Le ban, furieux contre le D^r Gaj, supposant qu'il avait extorqué cet argent à Miloš en son nom, puisqu'il était clair que ce vieux rusé n'aurait jamais donné cette somme à Gaj, chargea M. Novak, aujourd'hui le président du tribunal du comté de Varaždin, d'examiner

cette affaire et d'envoyer ensuite les actes au magistrat de la ville de Zagrabie qui, d'après l'ancienne constitution du royaume, avait la compétence de juger de telles procédures. Mais ce ne fut qu'en 1849 que le tribunal avait porté la sentence « que l'accusation contre Gaj dans l'affaire du prince Miloš n'était point qualifiée de la sorte pour en motiver une enquête contre l'accusé ».

Malgré cela, le crédit, la réputation et la popularité même du Dr Gaj furent enfoncés par cette ténébreuse affaire ; puisque tous ses ennemis et toutes les gazettes se déchaînèrent contre lui, contents enfin de trouver l'occasion d'enfoncer l'honneur de l'agitateur national en Croatie. On débita même les plus absurdes mensonges, par exemple, on lut dans le numéro 27 de la Gazette universelle slave (*Allgemeine Slaven-Zeitung*), page 108, l'article marqué par la lettre B., Agram 27 août, qui annonça que le Dr Gaj a été chez les ministres magyars à Pest après l'affaire avec le prince Miloš, et qu'il y a été reconnu malgré son incognito. Gaj n'avait jamais pensé de quitter sa maison à cette époque, et il était trop surveillé par toute la populace qui fut contre ou pour lui.

Depuis cette affaire le Dr Gaj disparut de la scène politique ; et on ne lut qu'en été 1854, dans toutes les gazettes officielles autrichiennes, que le prince Miloš y avait fait insérer sa déclaration solennelle « qu'il n'avait jamais qu'à s'applaudir de la conduite loyale du Dr Gaj, qu'il reconnaissait homme d'honneur, et que tous les bruits répandus sur lui par rapport à une affaire pécuniaire ne fussent que de pures calomnies ». Cette déclaration avait suffi à désarmer les calomniateurs de Gaj, s'il ne s'était pas trouvé encore quelques-uns de ses irréconciliables ennemis, qui racontèrent encore après cette déclaration du prince Miloš « que le Dr Paczek, qui se trouva alors à Vienne auprès du prince Miloš, leur avait raconté que Gaj s'y était jeté à genoux devant le vieux prince pour en implorer son pardon, et qu'il en avait enfin obtenu cette déclaration tant désirée, sous la condition qu'il lui payerait pendant 3 ans, chaque année, 4.000 florins de retour, ce qui ferait en tout 12.000 florins, et que le prince renoncerait au reste de 10.000 florins en faveur de la famille du Dr Gaj.

Enfin, en l'an 1856, le ban Jellačić avait donné au Dr Gaj un magnifique attestat, écrit de sa propre main, sur sa conduite loyale et méritoire en 1848, sur ses immenses services rendus dans le temps antérieur à la patrie par sa plume, par sa parole et par son énergie, en défendant la nationalité croate contre la suprématie magyare, et en perfectionnant la langue croate par ses écrits et par une nouvelle orthographe qu'il avait créée.

M. Charles Pogledić de Kurilovec, conseiller de la préfecture

royale C. S. à Zagrabie, homme intègre et loyal, nous avait assuré qu'il a été envoyé en 1848 chez le prince Michel, fils du prince Miloš, pour s'en informer, par l'ordre du ban Jellačić, si Gaj avait demandé cet argent à son père au nom du ban de Croatie ; et que ce jeune prince avait donné sa parole d'honneur qu'il n'en savait rien du tout. Par conséquent le seul fait qui souillerait l'honneur du D^r Gaj n'a jamais été constaté.

Après cette longue excursion, qui avait devancé le fil de notre histoire, pour nous épargner cette longue épisode dans le chapitre prochain et pour achever d'un seul trait cette affaire ténébreuse sans l'interrompre, nous retournons à l'installation du ban Jellačić.

L'installation du ban Jellačić fut un des plus remarquables événements dans les annales de la Croatie. La pompe qu'on y étala, l'enthousiasme qu'on y montra, et l'immense concours du peuple qu'on y remarqua, furent dignes de celui que la nation avait élu, que la cour impériale avait nommé ban de Croatie, et que toute la monarchie autrichienne regarda alors comme l'ange sauveur à l'onzième heure.

Le ban avait convoqué la diète pour le 4 juin, car il voulut l'ouvrir par son installation le cinq. Le ban s'était rendu le 4 juin à onze heures avant midi à Botinec, où se trouva la maison de campagne de M. Ambroz Vranicany, à 3/4 heure de la ville, et à gauche de la route de Karlstadt. Il y dina en société de François baron Kulmer, d'Ambroz Vranicany, Ivan Kukuljević et Piškorec, pour donner le temps à son immense cortège de se mettre en colonne, laquelle avait besoin d'un quart de lieue pour se former à cette marche triomphale.

La Gazette de Zagrabie alors avait faussement publié que le ban Jellačić s'était rendu le 3 juin au soir au château de Brežovica, qui appartient au comte Fery Gyulay, général d'artillerie et général en chef de l'armée impériale dans la campagne d'Italie en l'an 1859, et qui avait toujours refusé la dignité banale qu'on lui avait offerte deux fois, bien que son père, qui a été ban de Croatie avant le baron Vlasits, l'avait fait pour ainsi dire élever pour cette haute dignité, et qu'il avait bien les moyens pour la représenter d'une manière brillante, puisqu'il avait reçu avec sa femme une dot d'un million d'argent comptant de la famille Wratislav, — mais il préféra de commander toute une armée ; malheureusement il y perdit même la bonne renommée qu'il s'était méritée en 1848 à Trieste, et fit encore perdre les lauriers à l'armée impériale qu'elle avait ramassés, au prix de tant de sang versé en Italie, sous les ordres du maréchal héros Radetzky. Le comte Fery Gyulay avait montré assez de perspicacité politique en refusant la dignité banale dans cette époque

critique ; mais trop d'amour-propre et de vanité en briguant l'honneur de commander une armée entière quand, malgré lui, il n'avait jamais eu l'occasion de commander un seul détachement en face de l'ennemi.

Les bans, ses prédécesseurs, portaient toujours l'uniforme impérial d'un général de cavalerie hongroise. Lui, il se fit faire un costume national pour son installation. Ce costume était composé d'une *surka* blanche, d'une espèce de surtout rouge attaché par un riche cordon autour de son cou, qu'il laissa flotter sur les épaules à la houzarde, de pantalons collants en drap bleu, et de petites bottines croates avec des franges et avec des éperons. Le bonnet de poil, d'où sortit à la cosaque du drap rouge, qui était orné d'emblèmes nationaux, était surmonté d'un héron, au-dessous duquel se trouva un pennage formé de plumes de corbeau. Tous les ornements en furent en argent ; et un beau sabre turc pendait à une ceinture de soie rouge à son côté gauche.

Bien que ce costume fût très beau et qu'il flattât beaucoup la vanité nationale des Croates, le ban Jellačić ne le porta plus qu'une seule fois après son installation, et ce fut en 1849 à la grande procession à la fête de Dieu, à Zagrabie. C'était après la retraite du prince maréchal Windischgrätz, où plus que jamais le ban Jellačić avait maintes raisons d'état de ranimer l'ardeur nationale des Croates, et de faire des concessions à de petites faiblesses humaines.

Le ban monta ce jour son cheval de confiance, ce beau cheval blanc de race arabe qu'il monta plus tard, le 29 septembre, à la bataille de Pakozd en Hongrie.

Trois heures viennent de sonner quand Jellačić monta à cheval, et quitta Botinec, où il laissa le souvenir historique de son court séjour à la plus brillante époque de sa vie.

M. Bresel avait fait construire un pavillon dans la cour de sa maison dans la rue de la Sava, pour y recevoir le ban et sa suite. Il y était reçu par une députation du comté de Zagrabie, à la tête de laquelle se trouva le baron François Kulmer qui l'y harangua au nom de ses concitoyens, qui lui recommandèrent la bonne et fidèle Croatie à sa bienveillance et à ses soins paternels. Le ban y répondit avec cet abandon et avec cette cordialité que nous lui connaissons, et provoqua par ses peu de paroles un délire d'enthousiasme. Le cri de *živio Jellačić Ban* fut semblable alors au bruit de tonnerre, et l'accompagna jusqu'en ville. Le cortège se mit en route de la maison de Bresel et dans l'ordre suivant. Des cavaliers bourgeois de la ville voisine de Krapina, tous en costume national, et avec leur tricolore flottante, formèrent la tête de la colonne. Les houzards banderiaux — milice croate à cheval — les suivirent sous les ordres de leur major

Kamenjak. Les Seressans coiffés du bonnet rouge, costumés à l'orientale, drapés dans leurs manteaux rouges, armés de pistolets, de handjars dans leurs ceintures, et d'un long fusil posé sur l'épaule gauche précédèrent les 93 voitures et carrosses de parade, où se trouvèrent les évêques, les dignitaires et les fonctionnaires du royaume.

La plus parfaite entente cordiale régna parmi le haut clergé des deux rites. L'évêque de Zengg, Ožegović, se trouva à côté du patriarche serbe Rajačić, et l'évêque de Pakrac, Kraguljevac, à côté de l'évêque Šrot, dans un et le même carrosse, et ainsi tous les membres du haut clergé.

Après les carrosses suivirent les étendards des comtés de Croatie, puis les insignes de la dignité banale, portés sur des coussins de velours cramoisi ; et enfin arriva le ban Jellačić dans toute la splendeur du prestige de la pompe terrestre, entouré d'une suite brillante et nombreuse, tant civile que militaire. Le peuple, qui faisait la haie de la route, fut entraîné dans un délire d'enthousiasme à la seule vue de son ban chéri. Tel est toujours l'effet magique d'une grande masse enthousiasmée sur tout individu isolé, qui se trouve dans la sphère de l'agitation générale, et qui se trouve entraîné à son tour, ainsi que toute la masse ne paraît plus qu'un seul être gigantesque à cent mille têtes !

Le ban Jellačić était aussi fait pour gagner tous les cœurs. Il conservait, sous la maturité des années et sous la trace des ennuis d'une longue carrière militaire, cet attrait d'une physionomie mâle et sereine empreinte d'une fine intelligence, qui, avec l'amabilité et la fermeté de son regard planant du haut de son cheval sur la foule agitée, emporta tous les cœurs.

Des groupes de jeunes filles, vêtues de blanc, portant des corbeilles pleines de fleurs, jetèrent des roses sur les pas du triomphateur.

Le syndic Kamauf à la tête du magistrat de la ville reçut le ban à la porte des nonnes, et lui recommanda la bonne ville de Zagrabie dans une harangue que le ban répondit avec des paroles qui partaient du cœur, et allèrent droit aux cœurs des hommes y présents, et provoquèrent encore un tonnerre d'applaudissements. Puis Kamauf et les membres du magistrat accompagnèrent le ban jusqu'au palais banal.

Dans la grande rue d'Ilica commença la haie militaire, formée par le 2^e bataillon du régiment frontière de Petervardein et la garde nationale, qui s'étendait jusqu'à la place de Saint-Marc, où la bataillon du régiment de ligne baron Koudelka, musique militaire en tête, se trouva en ordre de bataille, pour rendre les honneurs militaires au ban Jellačić. Vis-à-vis de ce bataillon se trouva déployée la légion académique avec la tricolore nationale, et sa musique en tête.

Il me faudrait la plume d'un peintre pour bien faire voir le tableau pittoresque de l'entrée triomphale de Jellačić. L'éclat des armes, l'ondulation de tant de chevaux superbes, la haie vivante du peuple et du militaire qui bordaient les rues, les fenêtres pavoisées de drapeaux tricolores et encombrées de femmes et d'enfants, les acclamations prolongées, expirantes, renaissantes à chaque angle de rue que le cheval du ban tourna en portant fièrement l'idole du peuple croate, les fanfares, le roulement des tambours, le tonnerre de mortiers donnant le contre-coup des émotions de tant de milliers d'hommes rassemblés à Zagrabie, qui ne compte ordinairement que 18.000 habitants. Tous ces bruits, tous ces sentiments, manifestant un caractère de sensibilité, donnèrent à cette fête pompeuse l'air d'une fête de famille ; et tous les Croates saluèrent leur ban comme leur père et protecteur.

Le cœur du peuple croate ne battait peut-être jamais plus fort qu'à cette occasion solennelle, où le dévouement traditionnel des Croates à la maison d'Autriche se mêla au triomphe de la nationalité, représentée par un seul homme, le ban Jellačić. Le ban arrêta son cheval devant la maison banale, et les gardes nationales de Karlstadt, Sissek, Jaska, Petrinja et de Turopolje, puis les Seressans, ensuite les houzards banderiaux et enfin les bataillons de ligne et de la frontière militaire défilèrent devant lui, en poussant des cris de *živio Ban*, auxquels il répondit incessamment « Vive la Croatie » !

Le ban descendit enfin du cheval, et monta l'escalier de la maison banale, bordé par des jeunes filles vêtues de blanc, qui lui jetèrent des fleurs, dont la plus [...] le harangua en lui offrant une couronne de lauriers.

Le ban, en passant par la salle remplie du monde distingué, fut salué par un tonnerre de *živio*. Le ban salua gracieusement avec sa tête et avec ses regards inimitables qui incendièrent les cœurs les plus froids ; et se retira enfin dans le même appartement où le fier ban Gyulay représenta, le modeste ban Vlasits se chagrina, et le malheureux ban Haller désespéra, en apercevant du haut de sa fenêtre les cadavres des victimes du 29 juillet 1845, étendus sur le pavé et marquant l'heure sinistre où le pacte social qui unissait la Croatie à la couronne de Hongrie pendant plusieurs siècles fut rompu dès ce moment dans les cœurs des patriotes de Zagrabie.

Jellačić, couché sur un lit de repos, embrassa de sa vaste pensée l'avenir et le passé, ne se dissimulant point les difficultés qui l'attendaient, les périls qui le menaçaient, et maint cœur d'un homme vulgaire aurait alors préféré une position subalterne et ignorée, mais tranquille et heureuse. Le cœur de Jellačić cependant a été fait pour braver la tempête qui grondait déjà dans le lointain et s'approcha

de lui ; fier de sa haute mission il allait sans peur et sans regrets accomplir ses destins.

Le soir, le ban en calèche traversa la ville illuminée, accompagné de *živio* retentissants. La musique de Koudelka joua des airs nationaux sur la grande place, aujourd'hui place Jellačić Ban, où toute la nuit on chanta, buvait et dansait, et où il eut lieu la cuisson d'un bœuf entier, d'après l'ancien usage, pour célébrer l'installation d'un ban qui représenta l'image vivante de la nationalité croate.

La nuit passa sans le moindre accident fâcheux, ce qui honora autant la bonne conduite de la populace que l'activité et l'habileté de la police de ville. L'installation du ban devait avoir lieu sur la place de Sainte-Catherine, la salle de redoute se trouvant trop petite pour cette solennité.

CHAPITRE XIV

Dans la matinée du 5 juin la population de Zagrabie, alerte encore malgré les joyeuses fatigues d'une nuit sans sommeil, se pressait toute entière sur la place de Sainte-Catherine, où le comte suprême du comté de Varaždin, Mirko Lentulay, ouvrit la séance d'après l'ancien usage en sa qualité du plus ancien comte suprême, et salua par un petit discours les représentants du peuple rassemblés, le clergé et les magnats. Sur une motion du D^r Gaj, fut le protonotaire Nicolas Mikšić, qui se trouva absent, remplacé par Franjo Žigrović, qui lut aussitôt après la lettre royale par rapport à la nomination du baron Joseph Jellačić à la dignité de ban du royaume trinitaire ; en voilà la traduction littérale :

Nous Ferdinand, etc..., Chers, fidèles, etc... après la résignation du Comte François Haller, nous avons conféré gracieusement la dignité vacante d'un Ban de nos royaumes de Dalmatie, Croatie et Slavonie à notre cher et fidèle Colonel Joseph Baron Jellačić, servant dans nos armées, pour lui donner la preuve éclatante de notre bienveillance royale, laquelle répond à ses services signalés et à ses mérites, ainsi qu'à notre vocation royale de protéger le bonheur et l'avantage de notre monarchie entière, et l'avons nommé en même temps Major-général et Conseiller intime actuel, ce que nous vous annonçons, mes chers et fidèles, et vous ordonnons de ne pas manquer à reconnaître le susdit Baron Joseph Jellačić, qui sera installé en votre présence par le révérendissime évêque de Zagrabie Georg Haulik, que nous désignons à cet effet, pour Ban légal et actuel des royaumes mentionnés, de lui rendre les honneurs dus et de vous montrer dévoués et obéissants dans toutes les affaires et négociations qui appartiennent dans la sphère de l'autorité banale, de tenir des conférences communes dans l'intérêt du service impérial et du bien public, de le soutenir avec prudence, et de rester toujours avec lui en bonne intelligence. Sur cela nous vous...

Donné à Vienne le 23 mars 1848

Ferdinand m/p.

Contresignée par Ladislas Szögyeny.

Le président Mirko Lentulay nomma là-dessus d'après les vœux de l'assemblée une députation pour aller chercher le patriarche serbe Rajačić et le conduire au milieu de la nation. Joseph Schrott (Šrot) évêque de Belgrade, se trouva à la tête de la députation qui accompagna le patriarche sur la place de Sainte-Catherine, où il fut reçu

avec des acclamations bruyantes et joyeuses, et avec des cris de *živio*.

Puis Lentulay nomma une députation, laquelle devait conduire l'évêque serbe de Pakrac à la maison banale, pour inviter le ban à se rendre au milieu de la nation ; l'évêque serbe de Karlstadt Eugène Ioanović devait attendre le ban à un endroit désigné de son chemin avec une seconde députation ; et enfin Lentulay nomma une 3^e députation, avec laquelle l'évêque de Zengg, Mirko Ožegović de Barlabaševac, devait accompagner le ban sur la place de Sainte-Catherine.

Lorsque le ban Jellačić parut en costume national, précédé du drapeau national et des insignes de sa dignité, entouré d'une suite brillante et de toutes les trois députations, tous les fronts se découvrirent, toutes les voix retentirent d'une seule acclamation d'amour et d'enthousiasme.

La main sur la poitrine, comme pour exprimer sa profonde reconnaissance de cet accueil flatteur, le ban salua plusieurs fois la foule, et se plaça enfin sur l'estrade, où se trouva son fauteuil, au cri étourdissant de *živio*, au son de la musique, accompagné du tonnerre de mortiers et de canons qu'on tira dès qu'il apparut sur la place.

Le silence établi, le ban salua la nation par un petit discours, qu'il prononça avec une voix forte et sonore. En voilà la traduction littérale : « Messieurs les représentants du peuple, mes chers frères ! J'ai toujours été fier d'être né d'une mère croate en Croatie, mais mon bonheur a été parfait lorsque la voix de mon peuple m'a rappelé en son sein en qualité de Ban, et que notre auguste souverain, devant le vœu de la nation, m'a conféré cette dignité.

« Cette promotion, qui m'avait donné ce brillant honneur, ne m'avait pas tant réjoui que cette heureuse confiance du peuple, cette heureuse pensée que le peuple avait reçu un Ban national. Me voilà donc, peuple cher à mon âme, me voilà son Ban cœur et âme ; reçois-moi dans tes bras fraternels, et sois sûr que je ne veux vivre et mourir que pour la patrie et mon Roi ! Chère nation ! après t'avoir donné la nouvelle de la dignité qui m'a été conférée, je te prie pour que cette nomination soit aussi publiée ici devant cette assemblée nationale, et que je prête, selon mon plus ardent désir, serment au peuple et au Roi ! »

« Vive la patrie et vive le roi ! » répond le peuple. Puis on fit encore la lecture de la lettre royale. Le crucifix et deux chandelles allumées furent posées sur la table devant le ban, qui, trois doigts de la main élevés, répéta le serment que le patriarche prononça, mot pour mot. La formule du serment a été rédigée, sur la base de l'ancien serment banal, par un comité spécial et approuvée

par la diète. D'une voix retentissante le ban prononça ce serment solennel, où il prit le ciel à témoin de la sincérité de son âme :

« Moi, Joseph Jellačić, ban des royaumes de Croatie, Dalmatie et Slavonie, je jure par le Dieu vivant, par la sainte mère de Dieu, la Vierge Marie et par tous les saints, fidélité à très auguste, très puissant et invincible prince Ferdinand I^{er}, Empereur d'Autriche, Roi apostolique de Hongrie... ainsi qu'à ses successeurs, de soutenir leurs honneurs, dignités et intérêts, et d'en détourner autant que possible tous les désavantages. Je veux, conjointement à Sa Majesté, en vertu de mon devoir sacré comme enfant loyal du pays et comme Ban des royaumes surnommés, défendre énergiquement, protéger et garantir ces royaumes, leurs peuples et la constitution, et, en toute occasion, sans considération, les défendre contre toute violence, injure, injustice et contre tout ennemi protéger et garantir. Outre cela je veux observer les lois du pays, et rendre justice à tous ceux qui s'adressent à moi, sans considération pour les riches ou les pauvres, rangs ou religions, prières, cadeaux, inclination, peur, antipathie, prédilection et bienveillance. Ainsi que je n'appartiens pas à aucune société secrète ou camaraderie dans l'intérieur, ni hors les frontières du pays de Sa Majesté I. R., et que je n'entrerai jamais à l'avenir dans une telle société secrète. Ainsi que Dieu me soit en aide, la très sainte Vierge Marie et tous les saints ! »

D'après l'ancien usage le ban fut trois fois alors soulevé avec son fauteuil par 4 juges de comtés, pour le montrer à la foule comme ban installé. A chaque élévation le ban Jellačić salua la foule avec la tête, qui y répondit par un tonnerre de *živio*. Le bruit de canons accompagna cette élévation qui compléta la légalité de l'installation.

Le silence rétabli, le ban prononça alors un nouveau discours dont chaque parole, dans les circonstances de cette époque, avait une portée politique. Le voici :

« Dans ce serment sont contenus tous mes devoirs envers le roi, et envers vous, chers représentants d'un peuple si glorieux, et par conséquent envers la nation entière. Ces relations me sont devenues sacrées par mon serment, bien qu'elles l'étaient déjà auparavant et qu'elles le seront toujours par ce doux sentiment de fidélité qui restera toujours ineffaçable dans mon sein pour ma patrie !

« Le bien commun du temps moderne, la liberté, est aussi actuellement la propriété de notre patrie. Les paroles me manquent pour vous exprimer la joie et le bonheur de mon cœur, que je suis le premier si heureux de vous annoncer, représentants du peuple, la liberté. Notre patrie a eu des bans glorieux et héroïques, l'histoire l'a reconnu, — et moi, je le reconnais aussi, mais je doute qu'aucun

ban, avant moi, a été si heureux que moi, puisque je suis le plus heureux par les témoignages de l'amour de la nation entière.

« Voyez, mes chers frères, le mot de liberté est devenu une vérité, et qui douterait encore qu'elle ne soit déjà devenue notre propriété ? Vous-mêmes, vous êtes les témoins vivants, et les preuves les plus éclatantes de ce bienfait divin. Le cri de liberté vous a rassemblés ici, comme jamais vos ancêtres ne se trouvaient pas rassemblés. Vous n'êtes plus ici vos représentants, vous êtes les libres représentants d'un peuple libre et glorieux.

« Ce même cri de liberté vous avait aussi rappelés ici, vous représentants de la frontière militaire héroïque. Soyez salués, au milieu de vos frères fidèles, et que Dieu le tout-puissant vous bénisse, qu'il nous dirige ensemble pour accomplir heureusement la tâche qui nous est imposée.

« Les temps sont passés où vous seuls étiez obligés de nous défendre ; à présent nous sommes aussi les défenseurs et les protecteurs de la patrie et, si un péril nous menacerait, tout le peuple ne sera plus qu'un seul bras, un seul cœur, et un héros invincible ; dans le temps cependant de la paix si prospère nous voulons adoucir notre vie par la jouissance des mêmes droits publics.

« Notre tâche est sublime. Si nous l'accomplissons heureusement, nous aurons gagné de l'honneur et de la gloire pour notre peuple. Un chemin rapide y conduit ; mais qu'il soit aussi difficile et pénible qu'il soit, il nous faut le prendre, pour que nous élevons l'honneur et la gloire de notre peuple, car ce sont les qualités qui donnent l'empreinte principale à la dignité nationale. Pour cette raison vous êtes ici réunis, délibérez ! mais prudemment et avec toute la force de l'esprit et du cœur, car vous pouvez être assurés que notre avenir dépend de la solution des circonstances actuelles.

« Nos relations à notre auguste et gracieux Roi, et à son illustre Dynastie, puis les relations entre nous et la Hongrie, sont les éléments principaux de notre vie nationale.

« Frères ! De la fidélité inébranlable envers notre roi a été de tout temps la vertu innée de notre peuple, cette vertu n'anime pas moins nous autres frères ! Laissez ajouter à la devise de nos jours liberté, égalité et fraternité, les paroles gravées avec des lettres d'or dans notre cœur. « Fidélité et dévouement à notre Roi ! »

« Notre position vis-à-vis de la Hongrie se présente sous 3 faces : ce qu'elle a été, ce qu'elle est, et ce qu'elle sera. Ce qu'elle a été appartient à l'histoire ; ce qu'elle sera est le problème soumis à la diète ; je ne puis et ne dois me prononcer plus ouvertement sur ce sujet, mais je veux cependant constater que la conservation du lien qui nous unit à la Hongrie, dont la couronne est encore la couronne de

notre patrie, est le vœu du peuple comme le mien propre ; je me crois obligé de vous exhorter à suivre, dans nos rapports avec les Magyars, une ligne qui puisse tenir intact le lien qui nous unit à la couronne hongroise et assurer la légalité des droits et le libre développement des nationalités de tous les peuples vivants sous la couronne de Hongrie.

« Mais, ô frères, nous ne voulons cependant pas être soumis à l'or inerte d'une couronne. Le porteur de cette couronne doit être le symbole vivant de l'harmonie ; c'est pour cette raison que nous voulons pour toujours la conserver au front de notre auguste Dynastie.

« L'arrangement de nos difficultés avec les Magyars formera l'objet de l'examen approfondi de notre congrégation, non seulement relativement à notre législation, mais encore relativement à notre administration intérieure.

« Mais, frères, c'est sur la base de la liberté, de l'égalité et de la fraternité que les relations entre les gouvernements et les peuples, que les rapports des états à états, et de peuple à peuple doivent être réglés. Voilà ce qu'exige le puissant esprit du temps, qui dirige l'humanité en des voies de perfection. C'est sur cette base que nous aussi nous voulons établir notre rapport avec la Hongrie, puisque nous ne pouvons pas rester continuellement sous les armes et sur le qui-vive. Les liens fraternels qui nous unissent depuis 8 siècles conseillent l'arrangement amiable des différends qui nous divisent. Mais s'il en était autrement, si les Magyars se montraient dorénavant envers nous, et envers nos co-nationaux en Hongrie, non comme des frères, mais comme des oppresseurs, qu'ils sachent alors que, fidèles à la devise de notre célèbre ban Jean Erdödy, *Regnum Regno non prescribes [sic] leges*, nous sommes résolus de prendre les armes ; qu'ils sachent encore qu'ils sont bien loin de nous les temps où un peuple opprimait un autre peuple ; donc périsse la tyrannie magyare. Nous ne l'avons pas reconnue avant le 15 mars, mais après le 15 mars nous l'avons brisée pour nous faire une nouvelle position vis-à-vis d'elle.

« Comme nous ne saurions obéir qu'à un gouvernement qui nous régirait selon les principes fondamentaux de notre très ancienne constitution, d'accord avec le pouvoir royal, nous ne pouvons ni ne voulons nous soumettre au gouvernement magyar actuel, puisque celui-ci, non seulement ne se trouve dans aucun rapport légal avec le roi, mais en le réduisant à une indépendance entière, ébranle les liens fondamentaux de la monarchie.

« Je ne veux pas disséquer moralement la commission qui a été illégalement établie contre ma personne et contre les autorités sous mes ordres ; je ne veux pas examiner l'accusation qui nous repré-

sente comme les adversaires du roi et de la monarchie autrichienne, qui m'impute l'intention de vous livrer, vous et le roi, au colosse du Nord. Cette accusation ne date pas d'aujourd'hui ; n'importe, je la repousse comme un mensonge manifeste et notoire. Nos actions parlent pour nous.

« Mais quant à la dénonciation de nos tendances panslavistes, nous voulons déclarer ouvertement que nos sympathies et notre attachement à nos frères slaves s'adressent seulement aux nations mais non à leurs gouvernements, puisque, dans cet amour général et réciproque, se trouve la garantie la plus sûre de notre nationalité.

« Les lois, que la diète commune des pays réunis sous la couronne de Hongrie avait créées, et que nos très honorables ablégats nous referont, j'en remettrai la discussion à la représentation nationale ici réunie.

« Une seule chose attriste mon cœur : c'est de ne point voir dans notre sein les Dalmates nos frères ; mais je compte sur leur patriotisme, car c'est notre sang qui coule dans leurs veines ; je compte, dis-je, qu'ils contribueront, de toute leur force, à rétablir le lien ancien qui n'existe actuellement que dans le titre.

« Enfin je fais mention des ordonnances que j'avais fait publier provisoirement pour soutenir l'ordre et la tranquillité dans notre patrie — J'en omets les détails, puisqu'elles vous sont connues. Jugez-les avec votre esprit patriotique, et décidez ! Si la nation les approuve, j'y trouverai la plus douce récompense pour toutes mes peines, mais croyez-moi aussi que vous ne vous êtes pas trompés en moi ; croyez-moi que je veux vivre jusqu'au dernier souffle de ma vie et mourir pour ma patrie et pour mon Roi ! »

Les dernières paroles du ban furent saluées par un tonnerre de *živio* et il fut encore 3 fois soulevé avec son fauteuil pour le montrer au peuple, dont s'est emparé un délire d'enthousiasme.

Là-dessus le patriarche harangua le ban au nom de la nation y rassemblée :

« Ban vénéré !

« Toi, qui es la gloire et l'espérance de notre Nation !

« Depuis longtemps aucune nouvelle avait réjoui autant le cœur de notre nation que celle, que l'élite de notre nation t'avait proclamé son Ban dans ce temps orageux et que notre bon roi t'avait élu, nommé et confirmé notre Ban. De la mer Adriatique jusqu'aux Karpathes et au delà, dans tous les pays slaves on n'entendit qu'une voix, qu'un seul cri de joie : « Vive notre très gracieux roi Ferdinand ! Vive notre ban Jellačić ! » Cet acte est grave et solennel, car il renferme le bonheur, l'avenir prospère de tous les peuples slaves méridionaux, O toi, rejeton de glorieux ancêtres, de sang pur slave, allaité et

nourri par notre grande mère Slava, toujours sous les armes depuis ton enfance, chef sage du guerrier comme du paysan, tu nous es le garant le plus sûr de l'accomplissement des devoirs de ta charge si grande et si pénible, que tu t'avais imposés aujourd'hui, et que tu avais juré solennellement à Dieu, au roi, à la nation et à la constitution, à défendre et protéger fidèlement et consciencieusement pendant toute la durée de ta vie, laquelle devrait compter bon nombre d'années, le trône de notre souverain, son illustre dynastie, notre patrie chérie, nos saintes églises, la nationalité inappréciable et la douce liberté de notre nation, avec ton bras vaillant jusqu'à la dernière goutte de ton sang, contre tout ennemi tant intérieur qu'étranger, à rendre justice à chacun sans partialité, à protéger sans cesse la culture de notre peuple, son bonheur spirituel et son bien-être matériel, comme un bon père soigneux. Voilà nos douces espérances ! Voilà tes vœux sacrés ! Plût à Dieu qu'ils s'accomplissent ! Plût à Dieu, que toi, notre ban, notre chef valeureux et notre vie, que tu les réalises parfaitement et glorieusement !

« Oui, à l'aide de Dieu cela se fera, car c'est sa sainte volonté, et la volonté de Dieu se doit réaliser, doit devenir une vérité ! Nous allons tous nous mettre à genoux devant lui pour implorer sa grâce, afin qu'il te donne ses dons divins, qu'il t'éclaircît avec sa sagesse, qu'il te dirige, qu'il fortifie ton bras héroïque, qu'il te protège de sa droite toute-puissante, et qu'il orne ta tête chérie de gloire et de lauriers. Quoi que tu fais ou entreprends, fais-le au nom du Seigneur, car qui bâtit sur ce fond, bâtit sur un rocher et bâtit bien. Protège vaillamment la vérité, le droit, protège l'auguste maison d'Autriche, protège nos biens communs, la douce liberté du peuple, notre chère nationalité, l'honneur et la gloire de notre royaume trinitaire ; protège, dis-je, vaillamment et énergiquement ces biens chéris et ne doute jamais du succès, car avec toi le droit, avec toi est un peuple héroïque, avec toi est Dieu tout-puissant. Vive notre Ban, notre ornement, notre orgueil héroïque ! »

Le peuple répéta ces derniers cris avec un enthousiasme impossible à décrire, et sur la proposition du député PISAČIĆ qui se fit l'interprète du vœu général, on transporta sur une chaise, à la manière pontificale, le Ban et le patriarche jusqu'à l'église de Saint-Marc, où l'évêque de Zengg célébra d'après l'ancien privilège de sa diocèse l'office divin dans la langue slave. La voûte de l'église de Saint-Marc retentit donc pour la première fois des prières et du chant du prêtre, au pied de l'autel, en langue slave, après 400 ans depuis l'arrivée des apôtres slaves Cyrille et Méthode en Croatie, où ils avaient introduit l'office divin en langue croate.

De l'église catholique, le ban, le patriarche et tous les députés

se rendirent à pied à l'église grecque, où l'on répéta la même cérémonie, c'est-à-dire on y chanta le *Te Deum*, comme on l'avait fait dans l'église catholique.

Ce jour il y avait grand dîner chez le ban ; tous les députés furent invités ; la musique militaire du régiment Koudelka y joua sous les fenêtres de la salle. Le ban porta le premier toast à l'empereur et roi, et à toute la famille impériale ; le second toast à tous les frères slaves. Un député de Prague se remercia au nom des tchéco-slaves, et un capitaine du régiment Koudelka au nom des Polonais.

Le soir il y avait théâtre paré. Quand le ban y parut, le bruit de l'enthousiasme délirant qui éclata, menaça de faire écrouler la voûte de ce bâtiment, qu'un certain M. Stanković avait fait bâtir à la hâte après avoir gagné le grand lot dans une loterie où une grande terre a été jouée.

Après le théâtre, les députés de Karlstadt se rendirent, tous flambeaux en main, musique en tête, sous les fenêtres du ban, où la sérénade attira une foule immense du peuple, qui salua toujours le ban avec un tonnerre de *živio*, quand il se montra à la fenêtre pour se remercier à plusieurs reprises, puisqu'on l'y appela toujours. Le pauvre ban n'avait plus de repos, ni jour ni nuit ! et pourtant sa santé n'avait jamais été si bonne. L'énergie de son âme fortifia et soutint son corps.

On avait arrangé la grande salle de redoute pour y tenir les séances de la diète croate-slavonienne. La seconde séance y était tenue le 6 juin. Le ban y fut introduit par l'évêque Šrot à la tête d'une députation solennelle. La galerie, remplie de dames en grande toilette, fit pleuvoir des fleurs et des chansons en honneur du ban Jellačić sur sa tête, quand il y passa ; et les acclamations joyeuses ne voulurent cesser que quand il avait pris place, et pria l'assemblée nationale de traiter avec le plus grand calme et sans la moindre crainte les questions les plus importantes pour les intérêts de la patrie ; et enfin de bien vouloir lui faire connaître l'ordre d'après lequel les députés les désiraient prendre en délibération. Alors Ivan Kukuljević tint le discours suivant :

« A l'occasion de la solennité de la veille, telle que d'une pareille la nation n'avait pas encore été témoin jusqu'à nos jours, on nous a fait entendre la résolution royale, en vertu de laquelle Sa Majesté a daigné nommer Ban de Croatie le baron Joseph Jellačić, l'homme le plus aimé de toute la nation, et d'approuver de cette manière le choix et l'acte de la nation, laquelle l'avait élu ban de ces 3 royaumes. Hélas ! cette grâce impériale est aussi la seule accordée de tant de vœux énoncés par la nation croate-slavonienne et, si elle est aussi la seule, il faut que Sa Majesté, notre roi clément, sache que nous

savons pourtant apprécier cette seule grâce, car elle a réjoui notre cœur oppressé par tant de douleurs et fortifié la fidélité de notre nation envers son roi, cette fidélité, reconnue du monde entier, d'une nation, laquelle parmi toutes les nations de l'empire d'Autriche avait donné de nos jours les plus grandes preuves de son ancien dévouement par des faits, qui ont coûté le sang et la vie à tant de héros. C'est pour cette raison, que je suis d'avis, mes très honorés Messieurs, que nous exprimons notre joie à notre roi pour cette seule grâce accordée, en lui faisant connaître nos sentiments de gratitude pour ce qu'il avait nommé ce patriote distingué ban du royaume. Mais une nation, qui a ses anciens droits, n'ose point les oublier en remplissant le devoir dont je viens de parler. Le Ban est nommé chef de l'armée croate en vertu de cette résolution royale, mais il n'y est point fait mention de l'armée slavonienne et dalmate ; et cependant depuis que la dignité de Ban existe, — et son existence est aussi ancienne que notre histoire — le commandement en chef de l'armée de la nation entière fut toujours inséparable de la dignité de Ban. Ce ne fut qu'à l'époque déplorable de Léopold I^{er}, qui récompensa la fidélité des Croates par le glaive et le sang versé des leurs, que ce pouvoir principal fut enlevé au Ban, mais la nation n'y avait jamais donné son consentement, ce qui est prouvé par nos archives, où sont déposées toutes les récriminations et les protestes de notre nation. A présent, où tous les peuples réclament leurs anciens droits, et avaient obtenu le droit de les réclamer, je pense qu'il est temps que nous — je ne dis pas : exigeons ! — mais que nous prions au moins que notre Ban, d'après l'esprit de la justice et de la liberté, soit investi de par le roi, du commandement en chef en Slavonie et en Dalmatie ; et quand nous aurons fait cette supplique, il faut faire encore une troisième qui est inséparable de la première. Nous savons bien par qui notre Ban a été nommé, et tout ce qu'il avait fait pour soutenir l'ordre et la tranquillité dans ce pays, dans l'intérêt de la dynastie régnante, et pour préparer notre nation aux événements les plus orageux. Pour toute récompense il n'éprouva que dédain, calomnie, menace ; il ne fut abreuvé que de chagrin, le tourmentant jour et nuit, et sa dignité fut méprisée. Depuis que le royaume de Croatie existe, personne après le roi fut plus élevé que le Ban, et c'est ainsi qu'il doit l'être à l'avenir ! (La salle applaudit). Depuis que les Bans existent, eux seuls avaient commandé au peuple par deçà de la Drava, et ils n'avaient accepté des ordres que du roi ; et tous ceux de nos Bans, qui avaient accepté des ordres d'un autre que du roi, furent des étrangers, et avaient déshonoré leur dignité et porté atteinte aux droits sacrés de la nation.

« Encore actuellement, dans ces jours d'une liberté renaissante,

nous avons vu que des intrus, des fiers vassaux du roi, ont osé en leur qualité de palatin et de ministre magyar s'élever au-dessus de notre Ban à peine entré en fonction. Notre Ban, fort de la conscience de sa dignité, refusa de reconnaître leur suprématie, et il ne put la reconnaître selon notre bon droit. Il se montra homme, et c'est pour cette raison que la nation l'adore ! C'est donc notre devoir, comme représentants de la nation, d'approuver la conduite de notre Ban, en déclarant dans une adresse à Sa Majesté que nous reconnaissons toutes les démarches et toutes les mesures politiques de notre Ban comme légales, et comme émanées de notre volonté, et que nous prions Sa Majesté de ne pas permettre que la dignité de Ban soit méconnue, que les droits de la nation fussent blessés ; et que dans le cas que Sa Majesté n'était pas en état de l'empêcher, que nous, comme une nation libre et guerrière, saurons bien nous défendre, et par tous les moyens possibles, contre tout outrage et toute injustice, de quelle part qu'elle nous parviendrait ! »

Ce discours fut fort applaudi. Cette séance fut remarquable par la discorde qui se déclara de prime abord entre les Croates et Serbes. Le patriarche Rajačić avait parlé en faveur de l'élection d'un voïvode serbe en désignant le colonel Étienne Šupljikac pour cette dignité, et de la réincorporation de la Syrmie dans la Voïvodine serbe.

L'évêque Mirko Ožegović s'y opposa, soutenu par son neveu Metel Ožegović, qui remarqua que la Syrmie n'avait jamais fait une partie de la Voïvodine serbe, et se trouva toujours sous l'autorité banale. Des répliques suivirent et, quand l'évêque de Zengg se leva la seconde fois pour protester contre la réincorporation de la Syrmie dans la Voïvodine serbe, les murmures des Serbes et de leurs partisans devinrent si forts que François Žigrović fut forcé de rappeler l'assemblée à l'ordre parlementaire et de l'exhorter de ne pas suivre le mauvais exemple des Magyars, qui avaient empêché, à la diète de Hongrie, les députés croates de s'énoncer librement.

Le ban Jellačić, pour calmer les esprits, s'écria alors en donnant ses deux mains au patriarche : « Je ne reconnais aucune différence entre les Serbes et les Croates, car les uns et les autres ne forment qu'une et la même nation ! » L'évêque Ožegović remarqua cependant avec beaucoup de finesse que le voïvode devait nécessairement devenir l'inférieur ou le supérieur du ban ; dans le dernier cas l'autorité banale serait absorbée ; dans le premier cas le voïvode, forcé d'exécuter les ordres du ban, devenait superflu. Le vieux comte Janko Drašković fut du même avis. L'évêque Šrot, Gaj, Kukuljević firent tous leurs efforts pour réconcilier les esprits, mais c'était en vain, et le ban Jellačić fut forcé de lever la séance sans que cette question eût été décidée péremptoirement. M. Šulek, rédacteur de la

Gazette croate, ne cessa de nourrir l'animosité contre les Magyars et contre l'ancien régime.

Les discours des séances qui suivirent, et dont la pointe fut toujours la nationalité et l'indépendance de la Croatie sous la dynastie régnante, avaient tous la même empreinte.

Le ban Jellačić, une fois installé, résolut d'obéir aux ordres de son roi, et de se rendre à Innsbruck ; ce qu'il annonça dans la 5^e séance le 9 juin. Il y nomma aussi les délégués pour la diète d'empire à Vienne, savoir Ivan Kukuljević, Moïses Georgević, Louis Vukotinić, et Joseph Žuvić. L'ouverture de la diète d'empire a été fixée pour le 16 juin.

Dans la 6^e séance le ban annonça que la proclamation était déjà imprimée, qui appela les députés dalmates à la diète du royaume trinitaire, et que la Croatie porterait les frais de leur voyage. La dernière remarque allongea les figures de ceux dont le patriotisme n'alla pas jusqu'à l'ouverture de leurs coffres-forts.

Dans la 7^e séance le ban Jellačić prit congé de la diète, qui ne le vit partir qu'avec regret. Un campagnard de la frontière militaire, interprétant la tristesse générale pour de la crainte par rapport au danger que le ban pouvait courir, se leva et encouragea le ban avec ces paroles d'une grande naïveté : « N'ayez pas peur, Votre Excellence, mes frères de la frontière militaire sont armés jusqu'aux dents et n'attendent qu'un signal pour courir à votre secours. Nous avons assez de fusils et de cartouches ! » — « Mais, mon bon vieux, lui répondit le ban en souriant, qui t'a donc dit que j'avais peur ? » et tout le monde finit par rire sur ce propos si drôle.

Le ban Jellačić, avant de partir, engagea Metel Ožegović de le remplacer comme vice-ban ; mais celui-ci s'excusa par modestie et par prudence, et lui proposa même le vieux Mirko Lentulay comme vice-ban, bien que ce brave homme ne fût point au niveau de la gravité du moment politique, mais qui pourrait bien remplir cette tâche pénible en l'entourant d'hommes de confiance, d'énergie et de prudence. Le ban céda aux raisons d'Ožegović, qu'il débita pour faire approuver sa proposition, et nomma Mirko Lentulay vice-ban qui en exerça les fonctions jusqu'à l'apparition du système gouvernemental de Bach en Croatie.

Le ban partit pour Innsbruck, accompagné d'une suite brillante, parmi laquelle se trouvèrent le colonel Denkstein, les comtes Louis Erdödy, Charles Drašković, Gilbert Nugent, François Žigrović et tant d'autres.

Le général baron Neustaedter avait reçu le décret de sa nomination à la charge du général de brigade du ministère de la guerre magyar de Pest ; il l'y renvoya, sans l'avoir ouvert, et en l'accom-

pagnant d'une lettre peu flatteuse pour le ministère magyar, et en lui déclarant qu'il ne l'avait jamais reconnu, et qu'il ne le reconnaîtra jamais. Le ban Jellačić a été forcé plus tard de lui faire parvenir un décret signé par le ministre impérial comte Latour, pour sa légitimation, puisqu'il n'avait jamais reçu la lettre patente signée par sa majesté, qui aurait pu l'autoriser à se signer général. Le ban Jellačić s'était aussi adressé au comte Latour pour retenir le général Neustaedter en Croatie, car il a été destiné pour une brigade de la division Haller en Italie. Jellačić avait écrit à Neustaedter de rester à Varaždin et d'y surveiller la ville et la frontière de Hongrie comme auparavant. Le ministre Latour y avait consenti de bon cœur ; Kulmer s'y était aussi intéressé.

A Varaždin les Magyars, parmi lesquels se trouva même selon le rapport secret du capitaine Bermann une notabilité militaire, firent tous leurs efforts pour travailler l'esprit des soldats et de les irriter contre le général Neustaedter ; mais les soldats lui furent trop attachés ; seulement parmi les Seressans se manifesta un esprit de mécontentement, et leur commandant le lieutenant en premier Roknić, homme loyal et officier distingué par sa bravoure et routine, fut forcé d'en prévenir le général qui, en toute hâte, expédia une estafette au ban pour les faire relever ou de leur donner quelques florins pour qu'ils se puissent acheter des sandales dont ils avaient tant besoin. Le ban accorda aussitôt 2 florins par tête et promit de les faire relever en quelques jours par des autres Seressans. Tout se fit sans éclat. Neustaedter envoya même deux officiers au 1^{er} bataillon du régiment frontière du Brod en Italie, à qui il faisait de la peine de guerroyer contre les Magyars.

Les émissaires magyars répandirent en secret la nouvelle que le général Ottinger marchera sur Zagrabie, que Hrabovsky arrivera comme commissaire royal à Varaždin, qu'il y convoquera la diète croate-slavonienne, et que le ban sera destitué ; toutes ses ordonnances seront révoquées. Neustaedter ne s'en laissa point intimider et prit les mesures nécessaires pour se mettre à l'abri d'un coup de main. Il fit envelopper le pont sur la Drava de combustibles, de la sorte qu'on aurait pu l'incendier dans un moment et en rendre le passage impraticable ; il y fit aussi placer deux coulevres, qu'il avait tirées du vieux château des comtes Erdödy à Varaždin, les fit charger de mitraille et ordonna au capitaine Marko Bogunović, commandant du 2^e bataillon frontière de Brod, d'y placer un piquet avec un officier et de lui ordonner à recevoir le général en chef Hrabovsky avec une grêle de mitraille, s'il oserait passer le pont, accompagné d'un seul Magyar, mais de le recevoir comme un général en chef I. R., dans le cas s'il arriverait seul et de l'accompagner chez lui. On y

avait aussi placé un détachement de la garde nationale, et les patriotes si zélés et routinés Charles Pogledić et Læzi Kukuljević s'y rendirent alternativement pour surveiller l'exécution des ordres donnés par le général Neustaedter.

A cette époque Neustaedter reçut une lettre du général Ottinger, son bon ami de Milan, et avec lequel il a fait la campagne de Naples en 1821. Ottinger lui proposa une entrevue et remarqua qu'il viendrait lui-même à Varaždin, s'il ne lui conviendrait pas de venir chez lui à Tschakathurn. Neustaedter, toujours méfiant, lui répondit qu'il serait charmé de l'embrasser à Varaždin.

La ville de Varaždin, qui avait fort à cœur que le pont ne fût victime d'un hasard imprévu et incendié même par une inadvertance, envoya une députation solennelle au général Neustaedter pour le conjurer, au nom de toute la populace, de faire ôter le combustible du pont qui fit toute la richesse de la ville. Neustaedter y répondit avec morgue qu'il ne fera pas de mal à leur pont sans nécessité, mais qu'il était décidé à brûler le pont et la ville, si les Magyars oseraient s'approcher pour l'attaquer. La députation, toute consternée, quitta le général dont les mesures épouvantables avaient fait perdre l'envie à Hrabovsky de se montrer à Varaždin en sa qualité de commissaire royal, ainsi qu'à Daniel Jozipović, que les ministres magyars avaient nommé *comes supremus* du comté de Zagrabie ; et le commissaire du gouvernement magyar Csány se retira même de Tschakathurn à Kanišza, puisqu'on lui avait dit que Neustaedter avait ordonné à ses Seressans de le massacrer comme un chien enragé, dans le cas qu'ils pouvaient s'emparer de lui dans le voisinage de Varaždin, fût-il même sur le territoire hongrois.

Le général Ottinger arriva le 22 juin à Varaždin et descendit au palais de Drašković chez Neustaedter. Ces deux vieux amis, réjouis de se revoir, eurent une longue conversation ensemble. Le résultat en fut qu'Ottinger donna sa parole d'honneur à Neustaedter qu'il ne portera jamais les armes contre les troupes fidèles à l'empereur ; et le dernier promit de sa part de se tenir sur la défensive et de ne point envahir le territoire magyar, tant que son ami loyal y commandera. Puis appela Neustaedter son adjudant Poslavsky dans sa chambre, où lui et Ottinger répétèrent en présence de cet officier les promesses solennelles qu'ils avaient faites réciproquement. Ces deux généraux se séparèrent aussitôt après comme les meilleurs amis du monde et tinrent leur parole d'honneur. Mais à Varaždin on avait répandu le bruit ridicule qu'Ottinger était arrivé pour défendre à Neustaedter de brûler le pont sur la Drava.

Toutes les gazettes de Hongrie et tant d'autres lancèrent des invectives contre le général Neustaedter, en le désignant comme un

vil partisan du ban Jellačić. Malheureusement que la constellation politique fut alors telle, que le ministère magyar se trouva sur un terrain légal, et que le ban Jellačić, qui était parti pour Innsbruck pour y justifier sa conduite politique devant la cour impériale, parut aussi bien un rebelle que le général Neustaedter qui avait pris la partie du ban de Croatie et s'était soumis à ses ordres.

Les troupes de frontière se concentrèrent alors à Varaždin. Neustaedter fut obligé d'avoir soin de leur approvisionnement, de leur dislocation, de la formation de batteries, de la réquisition de chevaux d'artillerie, de la conscription des soldats de train, de l'établissement d'un hôpital militaire, de surveiller les malcontents de la ville et de se procurer des nouvelles sur le mouvement des troupes magyares, ce qui fut autant plus difficile, que le commissaire magyar Csány dans l'île de Muraköz surveillait rigoureusement tous ceux qu'il soupçonna d'être d'intelligence avec les Croates. Mirko Lentulay, à qui Neustaedter s'était adressé pour avoir des espions sûrs s'excusa toujours de n'en pouvoir se procurer et de n'avoir point d'argent à cet effet à sa disposition. Le capitaine auditeur Gübl, du régiment frontière de Brod, s'était alors offert à Neustaedter d'aller à Kanizsa sous le prétexte d'y revoir un ancien ami et auditeur et de lui en rapporter des nouvelles sur les troupes magyares. Peu s'en fallut que le patriotisme et la loyauté du capitaine Gübl ne lui avaient coûté cher, car Csány voulut le faire arrêter, et le soupçonner d'une mission secrète, et il ne devait sa délivrance qu'au général Ottinger qui lui avait cependant conseillé amicalement de n'y plus revenir. Gübl repartit aussitôt à Varaždin et rapporta à Neustaedter que les bataillons de honvéd, qu'il y avait vus, étaient mieux armés et dressés que ces bataillons frontières sous les ordres du général, qu'on avait formés à la hâte sur la frontière militaire.

Une parente du ban Jellačić, la baronne Knežević de Sainte-Hélène, fut le meilleur espion du général Neustaedter. Cette dame arriva toute seule avec son cabriolet, en menant souvent elle-même les chevaux, à Varaždin, y descendit à l'hôtel de l'homme sauvage, se rendit à la promenade pour y prendre des glaces et sûre d'y trouver le général Neustaedter, à qui elle raconta tous les détails par rapport au nombre et à la dislocation des troupes magyares ; elle lui apprit aussi que le major Kaminsky avec sa division de chevau-légers de Kress fut remplacé par le major Bubna du régiment de houzards Nicolas qui arriva tout entier à Kanizsa. Neustaedter en profita pour envoyer la proclamation du ban Jellačić au comte Bubna, pour l'engager à passer dans le camp du ban de Croatie ; mais la réponse de Bubna ne contenait que des belles phrases et la demande de lui envoyer la copie d'un ordre émané de l'empereur pour

autoriser un tel procédé. Nous trouverons plus tard ce major au camp de Moga à Velenceze.

Enfin avait-on envoyé de Zagrabie le commissaire de guerre Skalnik à Varaždin pour soulager le général Neustaedter, qui n'avait pas le moindre repos depuis le matin jusqu'au soir. Skalnik, un homme loyal, actif, routiné, plein de zèle, se chargea alors d'affaires administratives, et le général put alors respirer plus librement. Bien qu'il y avait alors à Varaždin le premier *vice-comes* Simončić, et le juge de comté en chef Frédéric Pisačić, Neustaedter n'avait pourtant à sa disposition que Charles Pogledić et Laczi Kukuljević qui lui rendirent — surtout le premier — des services signalés, puisque Simončić et Pisačić furent souvent absents pour des affaires de service et pour surveiller l'économie de leurs terres ; mais tous les deux furent des hommes loyaux et des bons patriotes.

Simončić se trouve actuellement pensionné comme comte suprême du comté de Varaždin, et Pisačić est dans ce moment revêtu de cette dignité redevenue constitutionnelle. Son fils Adolph, capitaine au régiment de ligne hongrois Gyulay N^o 33, avait épousé la fille de M. Toresani, ci-devant directeur de police à Milan. Pogledić est actuellement conseiller de la préfecture royale C. S. à Zagrabie, et Laczi Kukuljević, après un procès avec le comte Otto Sermage, qui fut quelque temps son comte suprême, se retira dans sa terre, et passa de nos jours dans le camp des Magyars.

Pour finir avec la ville de Varaždin, et pour courir après le ban Jellačić, qui s'était rendu à Innsbruck en Tyrol, il faut remarquer que la situation la plus critique pour le général Neustaedter à Varaždin et pour toute la Croatie a été celle où le ban Jellačić se trouva absent à la cour impériale en Tyrol ; et qu'elle aurait pu avoir des conséquences très fâcheuses et même sinistres, si les Magyars avaient su alors en profiter, car la fermentation d'esprit a été à cette époque très inquiétante en Croatie, et surtout à Varaždin. Une preuve en est que le général Neustaedter a été forcé, sur le rapport et la proposition de Charles Pogledić, de faire arrêter un certain M. Fodroczy, ci-devant officier de houzards qui avait quitté le service avec son rang d'officier et qui se donna beaucoup de peine à travailler l'esprit des paysans en faveur du parti magyar. Fodroczy fut cependant mis bientôt en liberté, puisque le capitaine auditeur Gübl avait fait le rapport au général que l'accusation portée contre cet officier ne pouvait pas être constatée légalement.

CHAPITRE XV

Avant de nous occuper du voyage du ban Jellačić à Innsbruck, nous nous croyons obligés de faire connaître à nos lecteurs les articles que la diète du royaume réuni avait acceptés et votés avant son départ. Il y en avait 15 articles.

Le 1^{er} article contient l'installation du ban Jellačić.

Le II^e article parle du choix du capitaine en chef de ces royaumes et en réclame le droit de l'élection au peuple du royaume trinitaire d'après les anciennes lois et d'après l'antique usage. Ce droit le peuple n'avait jamais exercé avec tant de plaisir que dans ce moment, où il lui soit permis d'élire un homme pour son capitaine, dont l'amour de la patrie, la sagesse et la bravoure personnelle justifient sa confiance et celle de la patrie de mettre toutes leurs espérances en lui ; et cet homme est S. E. le Ban Joseph Jellačić, que la nation avait élu et nommé capitaine en chef du royaume trinitaire par acclamation unanime et joyeuse.

Le III^e article traite l'approbation et la confirmation des ordonnances banales provisoires. La diète fait mention avec une reconnaissance profonde et cordiale de toutes ces ordonnances que S. E. le Ban de ces royaumes, baron Joseph Jellačić avait fait publier avant son installation, en reconnaît la nécessité inévitable, la valeur et l'effet bienfaisant pour la patrie ; les reconnaît toutes pour les siennes, les approuve et les confirme.

Le IV^e article parle du choix d'un protonotaire provisoire.

Puisque le protonotaire actuel Nicolas Mikšić manque à la diète, celle-ci se voit forcée d'élire un protonotaire provisoire, qui dressera le protocole pendant les séances de la diète et, pour cette raison, la nation avait nommé unanimement protonotaire provisoire, le notaire en chef du comté de Kreutz François Žigrović, qui en est aussi chargé de remplir les fonctions immédiatement à la diète.

Le V^e article contient l'adresse de remerciement à S. M. l'Empereur, la représentation par rapport à la Dalmatie, et au commandement militaire en chef du ban en Dalmatie et Esclavonie. Puisque

S. M. I. R. avait daigné d'accomplir le vœu le plus ardent et le plus grand de la nation yougoslave, en nommant le baron Joseph Jellačić de Bužim ban du royaume trinitaire, la diète arrête d'exprimer à Sa Majesté avec la reconnaissance vraiment filiale ses remerciements par une adresse, et d'y approuver les ordonnances de S. E. le Ban comme d'une nécessité inévitable, et en les considérant comme ses propres arrêts, — et de prier S. M. que le royaume de Dalmatie, qui par les lois, l'histoire et parenté nationale lié aux royaumes de Croatie et de Slavonie et en ayant toujours formé une partie intégrante, y soit réincorporé et mis sous l'autorité du ban. qui est en même temps aussi ban de Dalmatie, enfin que le ban en sa qualité de chef du royaume réuni, soit revêtu du commandement militaire en chef de l'armée en Slavonie et Dalmatie, ainsi qu'en Croatie d'après les antiques droits du royaume trinitaire.

Le VI^e article contient l'invitation et la proclamation au peuple dalmate confraternisé. La diète avait appris avec la plus grande douleur que personne n'est pas paru à la diète du peuple confraternisé dalmate, bien que l'on l'y avait invité et que, en attendant les ahlégats de nos frères les Tchèques, les Serbes et les Slovènes étaient arrivés pour saluer la nation croate-slavonienne réunie (rassemblée) et arrête par conséquent de faire encore une fois un appel aux Dalmates et de les sommer, comme une partie intégrante du royaume réuni, de faire tous leurs efforts pour se réunir en entier avec leurs frères croates-slavoniens.

Le VII^e article traite l'alliance de la Voïvodine serbe avec le royaume trinitaire. Les vœux et les exigences de la nation serbe, dans la Voïvodine serbe nouvellement constituée, qui ont été communiqués à la diète par une députation serbe sous la conduite de Sa Sainteté le patriarche Joseph Rajačić, et qui ont pour but, que la Voïvodine serbe soit réunie dans une confédération étroite avec le royaume trinitaire sur la base de la liberté et d'une parfaite égalité des droits ; et que les vœux et les exigences des Serbes, tels que la confirmation de la Voïvodine serbe, contenant la Syrmie avec sa frontière militaire, la Baranya, Bačka, le district de Bécé avec le bataillon frontière de tchaïquistes, le Banat avec sa frontière militaire, et le district de Kikinda ; puis la confirmation du patriarche et du voïvode, de la reconnaissance de la liberté et de l'indépendance du peuple serbe, de l'assurance de l'indépendance nationale des Roumains, et tous les autres vœux de la nation soient regardés comme ceux du royaume réuni, de les protéger et de les réaliser ; — tous ces vœux avaient trouvé dans le cœur du peuple croate-slavonien un écho touchant et cordial, et provoqué la conviction que cette confédération et une entente cordiale entre ces deux peuples

soient indispensablement nécessaires pour atteindre le but, et d'accomplir le grand destin du peuple du royaume réuni.

En conséquence la diète du royaume réuni en vertu du § 4 du protocole du congrès national serbe du 1/13 et du 3/15 mai confirme la confédération du royaume trinitaire avec la Voïvodine serbe, contenant la Sirmie et sa frontière militaire, Baranya, Bačka, le district de Bece, le bataillon frontière de tchaïquistes, le Banat avec sa frontière militaire, et le district de Kikinda, sur la base de la liberté et de l'égalité des droits, et reconnaît tous les vœux de la nation serbe, comme les siens propres et fera son possible pour les protéger et faire réaliser par Sa Majesté.

Du reste un comité sera nommé pour faire le programme par rapport aux relations politiques de la Voïvodine serbe avec le royaume réuni, et de le soumettre à l'approbation de cette diète.

Le VIII^e article traite la nomination d'un comité pour examiner les certificats d'élection des députés, lequel sera aussi chargé de faire un programme par rapport aux relations politiques à l'avenir avec l'Autriche et la Hongrie. Le ban avait nommé président de ce comité Emerik Lentulay, et puis les membres Nicolas Adamović, Jean Arnold, Živko Blažeković, Constantin Bogdanović, André Brebrić, Étienne Buyanović, Joseph Bunyevac, Joseph Bunjik, Hermann Bužan, Jean Čegel, Simon Čivić, le comte Janko Drašković, Pierre Ergotić, Louis Gaj, Moïses Georgiević, Theodor Gjurgjević, Joseph Hala, Pierre Horvat, Sébastien Illić, Eugen Ivanović, Étienne Josipović, Étienne Katkić, Joseph Kerleža, Simeon Klarić, Charles Klobučarić, Martin Komendo, Michel Koščec, Frédéric Kraljević, François Kružić, Jean Kuković, Ivan Kukuljević, Svetožar Kušević, Gabriel Lazić, Pierre Maljevac, Pierre Matić, Ivan Mažuranić, Antoine Maurović, Antoine Niemčić, François Novak, Georg Nović, Metel Ožegović, le comte Pierre Pejačević, Paul Petrović, Mathias Sabljak, Emerik Šandor, le comte Otto Sermage, Basil Iliepčević, Gabriel Smičiklas, Jean Stojčević, Daniel Stanisavljević, Jean Šupljikac, Ambroz Vraniczani, Mathe Vukmanić, Louis Vukotinović, Mathe Vuković, Demeter Vuković, Jean Zidarić et François Žigrović.

Le IX^e article contient le rapport des ahlégats croates à la diète de Hongrie, Herman Bužan, Metel Ožegović et Joseph Bunjik. La diète vote la reconnaissance de la patrie à ces nobles défenseurs des droits du royaume de Croatie, et arrête de l'inscrire dans le protocole de la diète pour conserver le souvenir de leurs mérites à jamais, — puis de remettre leur rapport au comité, en vertu de l'article VIII créé, pour en faire usage dans leur programme à composer.

Le X^e article contient la réciprocité des Slaves et le choix des ahlégats au congrès slave et à la diète tchèque. Puisque les Tchèques

avaient salué la diète du royaume trinitaire par leurs députés Dušan Lambl et Jaromir Erben, la diète autorisa leurs députés Charles Kušlan, Maximilien Prica, Joseph Praus et Stanko Vraz, qui se trouvaient déjà au congrès slave à Prague, de lui exprimer les sympathies cordiales des Croates. Outre cela la diète déclare de prendre part au sort et au bonheur de tous les Slaves sous le sceptre de l'empereur d'Autriche, et de charger le comité, en vertu de l'article VIII, de prendre en considération les intérêts des Slaves dans le royaume de Hongrie dans leur programme pour la pacification avec ce royaume.

L'article XI contient le programme du comité par rapport aux relations politiques avec la Hongrie et l'Autriche. Les vœux du royaume trinitaire soumis à Sa Majesté sont les suivants :

1) que tous les décrets du ministère magyar au préjudice des droits du royaume réuni, toujours libre et indépendant du gouvernement magyar, qu'il n'avait jamais pu et voulu reconnaître, soient abolis ; que le gouvernement actuel provisoire en Croatie soit confirmé, et que dorénavant pour le royaume trinitaire soit créé un gouvernement (*deržavno vieće*) composé de plusieurs conseillers, secrétaire et autres individus nécessaires responsables à la diète, et dont les conseillers seront nommés sur la proposition du ban par Sa Majesté et les autres employés par le ban ;

2) qu'un ministère commun responsable pour toute la monarchie soit créé par rapport aux finances, à la guerre, et au commerce. Qu'un conseil d'état croate responsable à la diète du royaume réuni y soit établi pour surveiller les intérêts du royaume trinitaire, et pour contresigner les décrets ;

3) que le gouvernement croate gouverne aussi la frontière militaire par rapport à l'administration civile, et que le ministère central à Vienne ne s'occupe que des affaires purement militaires ; et que le ban commande d'après l'antique droit toute la force armée dans le royaume trinitaire ;

4) qu'en tout, et même avec le ministère central à Vienne, la langue croate soit employée comme langue officielle ;

5) que toutes les affaires de l'administration intérieure soient réglées par la diète ; — les affaires d'un intérêt commun à toute la monarchie à la diète centrale de l'empire, à laquelle le ministère central doit être responsable ;

6) que la Dalmatie soit réincorporée, et que les autres provinces slaves, la Voïvodine serbe, la Styrie inférieure, la Carinthie, la Carniole, l'Istrie, la Gorice puissent former une union plus étroite avec le royaume trinitaire ;

7) que la confédération avec la Hongrie soit soutenue dorénavant

sur la base de la liberté, de l'égalité, et de la fraternité, — mais la manière de la mode de cette confédération, la nation décidera alors quand la Hongrie aura réglé ses relations politiques avec toute la monarchie autrichienne ;

8) la nomination de tous les employés, dont la nomination vient de droit à Sa Majesté, sera faite provisoirement par le ban, et puis soumise à la confirmation royale ;

9) autant que la nouvelle justice ne soit pas organisée, l'appellation au tribunal suprême de justice en Hongrie soit défendue ;

10) pour réaliser plus promptement les vœux de la nation, le baron François Kulmer fut élu unanimement comme représentant de la nation du royaume trinitaire.

11) La nation du royaume réuni considère les comitats de Požega, Virovitica, et Syrmie, puis les régiments frontières de Gradiška, Brod et Petervardein, compris sous le nom de l'Esclavonie inférieure, comme des parties intégrantes du royaume et les défendra contre toute agression de quelle part qu'elle viendrait.

Puisque le ban se rendra à la cour impériale, et qu'il avait promis de reconnaître les vœux de la nation comme les siens propres, et les soumettra à Sa Majesté à la tête d'une députation, qui l'accompagnera.

Pour prouver de fait que le royaume trinitaire veut l'étroite union avec la monarchie entière d'Autriche, les députés Louis Vukotinović, Ivan Kukuljević, et Mojses Georgiević, Joseph Žuvić sont élus pour la diète de l'empire, pour y représenter le royaume dans le sens des principes énoncés par cette diète.

La diète accorde 6 fls par jour à chaque député, outre les frais du voyage, et la caisse du royaume en aura l'ordre de les payer.

Le XII^e article contient la vérification des certificats des députés.

1) Le comité, en vertu de l'article VIII, déclare légal le droit de paraître à la diète des députés de Sissek, Daruvar et Pakrac, Cvietkovići, Draganica et Petrovina, conféré par la conférence banale ;

2) que les députés soumettent aussitôt leurs certificats qu'ils ne l'avaient pas encore fait, au protonotaire, ainsi qu'avaient fait Paul Petrović de Ruma, Étienne Koos, Joseph Krilčić, députés de Turopolje ;

3) Belovar, Karlobago et Buccari enverront 3 au lieu de 2 députés en vertu du § 4 du décret banal pour les élections ;

4) les ablégats de la ville inférieure d'Essek sont reconnus légaux. L'arrêt du magistrat d'Essek de ne pas envoyer des députés est déclaré illégal, et la ville avec la forteresse enverra 2 députés. Le comte Albert Nugent est nommé commissaire banal pour exécuter cet arrêt, et d'en informer la populace.

5) la ville de Reka avec son district, le chapitre de Reka, et la communauté militaire de Petervardein sont sommés d'envoyer leurs députés et de se justifier de ne les avoir pas encore envoyés.

L'article XIII parle de faire suster toutes les marches des troupes. Sa Majesté sera priée dans une représentation de ne plus tirer des troupes de la Croatie, par rapport aux intentions hostiles du ministère magyar, et de faire rentrer le régiment indigène de l'archiduc Léopold dans la Croatie, actuellement en garnison en Hongrie.

Le XIV^e article parle des mesures à prendre contre la promulgation de la nouvelle mensongère que l'église romaine catholique était en danger. Pour paralyser les efforts des émissaires qui veulent faire croire au peuple de la campagne que l'église r. c. serait supprimée par l'église orientale, fut arrêté d'envoyer une lettre circulaire aux évêques, pour les engager d'envoyer à leur tour des lettres circulaires à tous les curés pour éclairer le peuple sur ce faux bruit.

L'article XV contient les comités pour élaborer aussi vite que possible les différents objets, tels que :

1) le comité, en vertu de l'article VIII, est chargé d'un programme pour le mode de gouvernement du royaume trinitaire, et de la coordination de la diète.

2) le comité pour les réformes et l'organisation de la justice, et du droit des lettres de change aura sous la présidence de Kuković les membres suivants : Charles Klobučarić, Markus Barabaš, Avelin Čepulić, Joseph Egersdorfer, Jean Guosdanović, Paul Jakovčić, Joseph Janda, Paul Kovač, Marcus Krestić, Jean Martinić, Pierre Matić, Joseph Mikulić, Jean Obradović, George Sarajkić, George Strnčić, Martin Šegero, Slavoljub Vrbančić et Ferdinand Žerjavić.

3) le comité pour les finances, les impôts, le commerce, les professions et les chemins de fer, sous la présidence d'Ambroz Vraniczany aura les membres suivants : André Černi, François Gauzer, Étienne Illić, François Kilvans, Jean Ključec, Kovačević, Lazarević, George Medanić, Trifun Obradović, Jean Perzić, Jean Petrović, Max. Piškorec, Antoine Rubido, Laurent Srića, Daniel Stanisavljević et Joseph Sučić.

4) le comité pour l'abolition des prestations urbariales, et la perfection de la culture de la terre. Le président Hermann Bužan, et les membres : Frédéric Andrašić, Titus Babić, George Bornemisza, Joseph Bunjevac, Joseph Bunjik, Étienne Car, comte Corberon, Joseph Čačković, Tomislav Cuculić, Tomas Furlić, Theodor Gjurgjević, Nicolas Halper, Casimir Jellačić, Louis Karolji, George Lendvaj, Benko Lentulaj, Tomas Mandić, Jean Marinković, François Novak, Jean Nović, George Pisačić, François Pisačić, Sigmond

Prešern, Joseph Raškaj, Frédéric Špun, Adam Sukić, Adam Vidaković, comte Sigmond Voikfi, Slavoljub Vulaković et Jean Zidarić.

V. Le comité pour les réformes dans les écoles et pour les affaires du culte religieux. Président, l'évêque Emerik Ožegović, et les membres : Alexius Brocis, Mauritius Broos, François Francul, Jean Goleš, Édouard Gregorić, Demeter Jeftimirović, Paul Matešac, François Matiašević, Antoine Mažuranić, Uroš Milutinović, Slavoljub Mračić, Jean Pavlešić, Lucas Petrović, Étienne Sarkotić, Marcus Slavnić, Simeon Starčević, Alexandre Stojačković, Simon Stojanović et Mathias Topalović.

6) Le comité pour le programme de la défense du pays, et de la loi de la garde nationale, aura le président Mudrovčić et les membres : Pierre Aranicki, Georg Bale, François Bilčević, Antoine Fridrih, Charles Galac, Paul Hatz, Max. Mažić, Slavoljub Mačić, Joseph Pavlec, Mathias Petrović, Sofronius Radojčić, Victor Šomogji, et Alexandre Zdenčaj.

7) Le comité pour l'organisation des comitats : le président Joseph Bunjik ; les membres : le comte Sigmond Voikfi, Jean Čegel, Antoine Rubido, Ferd. Žerjavić, Pierre Očić, Theodor Gjurgjević, Joseph Egersdorfer, Antoine Nemčić, Pierre Maljevac, Emerik Šandor, Živko Blažeković, Paul Petrović, Pierre Horvat et Étienne Car.

8) Le comité pour l'organisation de la frontière militaire avec le président : l'archimandrite Ilić ; les membres : Mojses Baltić, Louis Gaj, François Lovrić, Philip Opačić, Étienne Pejaković, Joseph Pukšec, Jean Ternski, Todorović, Ognjeslav Utiešenović, et tous les députés de la frontière militaire, qui ne se trouvent pas dans un autre comité.

Voilà les XV articles que la diète avait arrêtés, sous la présidence du ban Jellačić, et qui partit aussitôt après pour Innsbruck, où nous allons le suivre.

TABLE DES MATIÈRES

DÉDICACE.....	1
PRÉFACE.....	3
INTRODUCTION.....	9
Tome I. — Les événements en Italie en 1848.....	43
Tome II. — Le mouvement serbe en Autriche en 1848 et 1849.....	88
Suite des événements en Italie.....	142
Tome III. — Les événements en Croatie jusqu'en 1848.....	156
Tome IV. — Le ban Jellačić et les événements en Croatie en 1848.....	249

Imprimé par R. BUSSIÈRE, à Saint-Amand (Cher), France. — 22-2-1940.
